



P.L.U. Plan Local d'Urbanisme

LABATUT

1

Rapport de présentation

Dossier d'Arrêt et d'Enquête Publique


P.L.U. PRESCRIPTION	PADD Commune	ARRET Communauté de Commune	ENQUETE PUBLIQUE	APPROBATION Communauté de Communes
09 juillet 2014	07 juin 2016			
<div><div>A. Vanel-Duluc architecte d.p.l.g. urbaniste o.p.q.u. architecte du patrimoine C. Barroso ingénieur agronome écologue</div></div>				

TABLE DES MATIERES

A – PREMIERE PARTIE

DIAGNOSTIC - OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE..... 7

A-I.1- LE CONTEXTE COMMUNAL.....	10
A-I.2- LE CONTEXTE HISTORIQUE.....	11
A-I.3-DEMOGRAPHIE / LOGEMENT	12
A-I.4-ACTIVITES / ECONOMIE ET SOCIETE	26
A-I.5-EQUIPEMENTS / INFRASTRUCTURES / RESEAUX	42
A-II.1- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	68
A-II.2- ARTICULATION AVEC LE S.C.O.T.....	70
A-II.3-PRISE EN COMPTE DES SCHEMAS REGIONAUX	75
A-III.1- ANALYSE DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS.....	78
A-III.2- ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE	81

B – DEUXIEME PARTIE

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT-ENJEUX ET PROCESSUS D'EVOLUTION 87

B-I.1- DONNEES PHYSIQUES	89
B-I.2- MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE	92
B-II.1- RESSOURCE EAU : CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE.....	114
B-II.2 – RESSOURCE EAU : GESTION ET ENJEUX	116
B-II.3- SOL ET ESPACE.....	122
B-II.4- ENERGIE.....	124
B-III.1- RISQUES.....	130
B-III.2-NUISANCES.....	143
B-IV.1- PAYSAGE	148
B-IV.2- URBANISME.....	154

C – TROISIEME PARTIE

CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET 165

C-I.1- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE SOUS LE P.L.U. EN VIGUEUR.....	167
C-I.2- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE : HYPOTHESES ENVISAGEES ET RAISON DES CHOIX RETENUS.....	167
C-II.1- PADD / OBJECTIFS ET JUSTIFICATIONS	172
C-II.2- INFLUENCE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LA DELIMITATION DES ZONES	174
C-II.3- TRADUCTION : ZONAGE ET REGLEMENT	179
C-II.4- SURFACES DES ZONES.....	195
C-III.1- CONSOMMATION BRUTE DANS LE PLU.....	197
C-III.2- ARTIFICIALISATION INDUITE PAR LE P.L.U.	198
C-III.3- CONSOMMATION AU TITRE DES ESPACES N.A.F. - ESPACES NATUREL AGRICOLE FORESTIERS	199
C-IV.1- POTENTIEL LOGEMENTS TOTAL	200
C-IV.2- L.L.S. LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX.....	201

D – QUATRIEME PARTIE

TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET, SUIVI	203
D-I.1- COMPARAISON POS / PLU.....	205
D-I.2 - IMPACT SUR LES PARAMETRES ENVIRONNEMENTAUX, INDICATEURS ET SUIVI	218
D-I.3- EFFET SUR DES ESPACES SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES NOTABLEMENT EN DEHORS DE NATURA 2000	239
D-I.4- INCIDENCES NATURA 2000	249
D-II.1- EVITEMENT DES INCIDENCES NEGATIVES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE.....	256
D-II.2- REDUCTION DES INCIDENCES NON EVITEES DESCRIPTION, ESTIMATION ET EFFETS ESCOMPTEES.....	258
D-II.3- MESURES DE COMPENSATIONS OU JUSTIFICATION DES IMPOSSIBILITES.....	258
D-III.1- DEFINITION DES INDICATEURS	259
D-III.2- MODALITES DE SUIVI.....	262

E – CINQUIEME PARTIE

METHODOLOGIE, COMPATIBILITE SCOT - DOCUMENTS SUPRA - ET RESUME NON TECHNIQUE	265
E-I – METHODOLOGIE ET JUSTIFICATION DES MOYENS POUR ETABLIR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	269
E-II- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCOT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'ORTHE ET D'ARRIGANS.....	270
E-III –COMPATIBILITE SDAGE ET SAGE	271
E-IV- COMPATIBILITE SRCAE ET PCET	271
E-V – RESUME NON TECHNIQUE	284

LE RAPPORT DE PRESENTATION

<p style="text-align: center;">Article R151-3 Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 (au titre de l'évaluation environnementale)</p>	<p style="text-align: center;">Prise en compte dans le rapport de présentation</p>
<p>Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :</p> <p>1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;</p>	<p>A - PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE</p>
<p>2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;</p>	<p>B - DEUXIEME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ENJEUX ET PROCESUS D'EVOLUTION</p> <p>D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE INCIDENCES DU PROJET, SUIVI</p>
<p>3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;</p>	<p>C - TROISIEME PARTIE : CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET COMPATIBILITE SCOT</p> <p>D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE INCIDENCES DU PROJET, SUIVI</p>
<p>4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;</p>	<p>C - TROISIEME PARTIE : CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET COMPATIBILITE SCOT</p>
<p>5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;</p>	<p>D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE INCIDENCES DU PROJET, SUIVI</p>
<p>6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;</p>	<p>D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE INCIDENCES DU PROJET, SUIVI</p>
<p>7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.</p> <p>Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.</p>	<p>E - CINQUIEME PARTIE RESUME NON TECHNIQUE</p>

A – PREMIERE PARTIE

DIAGNOSTIC

OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE

A- I- DIAGNOSTIC ET PREVISION DE DEVELOPPEMENT : LES OBJECTIFS TERRITORIALISES DU PROJET

Les paramètres du territoire, sa dynamique et les effets du développement

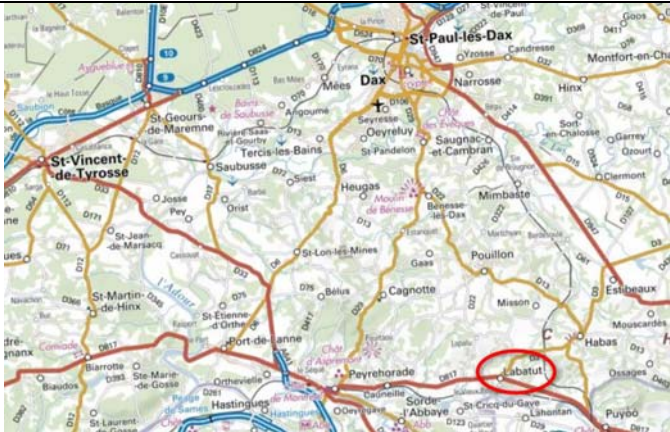

PRESENTATION DES OBJECTIFS GENERAUX DU PROJET D'URBANISME DURABLE

Les articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme énoncent les principes servant de cadre aux politiques nationales d'aménagement et d'urbanisme. Le PLU se doit de relayer ces objectifs selon la pertinence de son échelle territoriale.

CIBLES ET PRINCIPES GENERAUX	OBJECTIFS GENERAUX (DROIT DE L'URBANISME)	Prise en compte
Objectifs inscrits dans l'article L. 110 du code de l'urbanisme		
EFFICACITE ENERGETIQUE réduire les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie, économiser les ressources fossiles,	Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes	+
	Assurer une gestion économe des ressources et de l'espace	+
	Permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, notamment l'isolation extérieure, en adaptant les règles relatives à la protection du domaine public,	
	Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun	supra
BIODIVERSITE préserver la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques,	Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles	+
	préserver la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques	+
CLIMAT lutter contre le changement climatique et s'adapter à ce changement.		supra
L121-1 du Code de l'Urbanisme		
EQUILIBRE TERRITORIAL entre	le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural	+
	l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels	+
	la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables	+
SOCIETE La diversité des fonctions urbaines et rurales, la mixité sociale dans l'habitat	en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs	+
URBANISME	La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville	+
ENVIRONNEMENT	La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.	+


On relèvera plus particulièrement :

- assurer à toutes populations des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources,
- favoriser la diversité des fonctions et la mixité sociale,
- assurer la protection des milieux agricoles, naturels et des paysages,
- garantir la sécurité et la salubrité publiques,
- promouvoir l'équilibre entre le développement de l'espace urbain et la préservation du milieu rural, c'est-à-dire gérer le sol de façon économe,

		DONNEES DE CADRAGE	
 <p><i>Localisation de la commune— source : IGN</i></p>	SUPERFICIE:	2 095 ha	
	DEPARTEMENT	40	
		Appartient à l'arrondissement de Dax Canton de Orthe et Arrigans	
	ALTITUDE	5m/ 125m	
	HYDROLOGIE	Bassin versant de l'Adour	
	ZONE INONDABLE	Atlas des zones inondables	
	CdC	Communauté de communes du Pays d'Orthe Depuis le 1^{er} janvier 2017 Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans PLUi en cours	
	SCOT	SCOT Pays d'Orthe Approuvé le 28/01/2014 15 communes près de 14650 habitants en 2012.	
	SDAGE	SDAGE Adour-Garonne approuvé le 01/12/2009	
	PLH	Néant	

Les communes limitrophes sont :

Deuillan et Missen au Nord

	DONNEES DE CADRAGE
	<p>Le village de Labatut présente une histoire ancienne. Son bourg ancien et ses paysages, en retrait de l'ancienne nationale 117 font le charme de cette commune.</p> <p>«Aujourd'hui, nous sommes à Labatut, un village agréable, la tête au soleil et les pieds proches d'un méandre du Gave, fier de ses titres de noblesse, des vieilles pierres du site de Lamothe, du camp de défense du Castéra, d'une vieille église qui se dresse, carrée et fortifiée sur un coteau abrupt du vieux bourg. La « voie royale » passe devant un château seigneurial ; le chemin neuf traverse le bourg vers Pau, laissant à droite et à gauche des maisons « cap-cazalières » et de beaux petits châteaux.</p> <p>Et par-dessus tout ça, la douceur du ciel, la gaieté du soleil, la saveur des fruits et la chaleur du vin. La chaleur du vin, nous l'avons obtenue avec Monsieur Baco, instituteur (à Labatut de 1889 à 1891), le père du « 22 A », de l'Estellat », du « Douriou », du « Céline.</p> <p>écrit par Raoul Bénesse (1898-1989), instituteur labatutois de la maison « Yantillon », en poste à Labatut en 1924-25.</p>

Petite notion de toponymie : Labatut tirerait son nom du latin « bastuda » : région de bois denses et touffus.

Quelques dates et sites émaillent le passé de Labatut :

- La butte de Lamothe, de par sa position défensive et protectrice, a pu être utilisée comme lieu de vie dans la période néolithique.
- Les camps de Castera et Bentéyédé ont été habités au temps de l'occupation romaine.
- Au Moyen Âge, le donjon à meurtrières, aujourd'hui restauré en clocher de l'église, a servi de point de défense de la frontière entre le royaume de France et la vicomté de Béarn. Puis les seigneurs de Labatut construisent leur château sur l'éperon de Lamothe. Au XV^{ème} siècle, le fief de la famille de Labatut est démembré. La famille de Borda succède aux de Caupenne, de Montluc et de Lalande.
- L'engouement du pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle suscite le passage de nombreux pèlerins à Labatut. Empruntant la voie de Tours, ils passent par Dax, Cagnotte et se dirigent vers Sorde l'Abbaye. Si autrefois, ils passaient le Gave au Bac de Camon vers Balade, aujourd'hui, ils entrent dans la commune au pont de Peyré
- Aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle, Antoine de Lalande-Lamothe est seigneur de Labatut. Le château du Conte est construit avec une partie des pierres de Lamothe. De nombreuses fermes sont bâties et parsèment la campagne. La gestion civile de la paroisse est assurée par la communauté à la tête de laquelle sont un baile et des jurats.
- La Révolution Française de 1789 amène les habitants de Labatut à organiser leur vie autour de la création de la Commune. En 1814, les Anglais du duc de Wellington sévissent à Labatut, repoussant les troupes françaises du maréchal Soult depuis l'Espagne jusqu'à la grande bataille qu'ils gagneront le 27 février à Orthez. Cinq moulins sont alors en activité. Le presbytère et l'école privée sont construits.
- Au début du XX^{ème} siècle, l'église est restaurée : (on suppose qu'existaient alors des tribunes de bois latérales telles qu'on peut en voir au Pays Basque) démolition de la voûte, le bas-côté nord est construit en 1931. A Labadie, la chapelle dans le cimetière de l'église n'est plus que ruines. Les derniers vestiges du château de Lamothe sont nivelés vers 1960.

Au cours des siècles, Labatut a vu ses habitations se regrouper d'abord près du château de Lamothe avec, en contrebas, le traditionnel bourg en forme de rue, comme on le voit aussi dans les villages béarnais proches.

L'église, située sur une position défensive au bord du coteau, au-dessus de la vallée du Gave, a été aussi un lieu de regroupement des maisons.

Début du XX^e siècle le bourg s'est déplacé avec sa nouvelle école et sa nouvelle Mairie en bordure de la Route Nationale 117, devenue voie importante d'échanges et de communications, et l'évolution du bourg se poursuit au pied de la côte du « Sorcier » (route de Habas).

Avant la Révolution, des fermes dépendent du bayle de la communauté et d'autres de grands propriétaires, parmi lesquels le châtelain de Lamothe ou les prêtres de la paroisse qui percevaient une dîme (dont 1/3 allait aux chevaliers de Malte) : redevances et corvées sont obligatoires. Le seigneur, les prêtres et le bayle gèrent la paroisse, et les riches habitants qui constituent le Conseil de Fabrique de l'Eglise participent également aux décisions.

Les bouleversements républicains de 1789 entraînent à Labatut la création de la municipalité avec l'élection du Maire. Ceux qui votent sont ceux qui savent lire et écrire et qui paient la taille : les notables instruits et cultivés. Jusqu'à la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905, l'Eglise garde une certaine influence sur le domaine public.

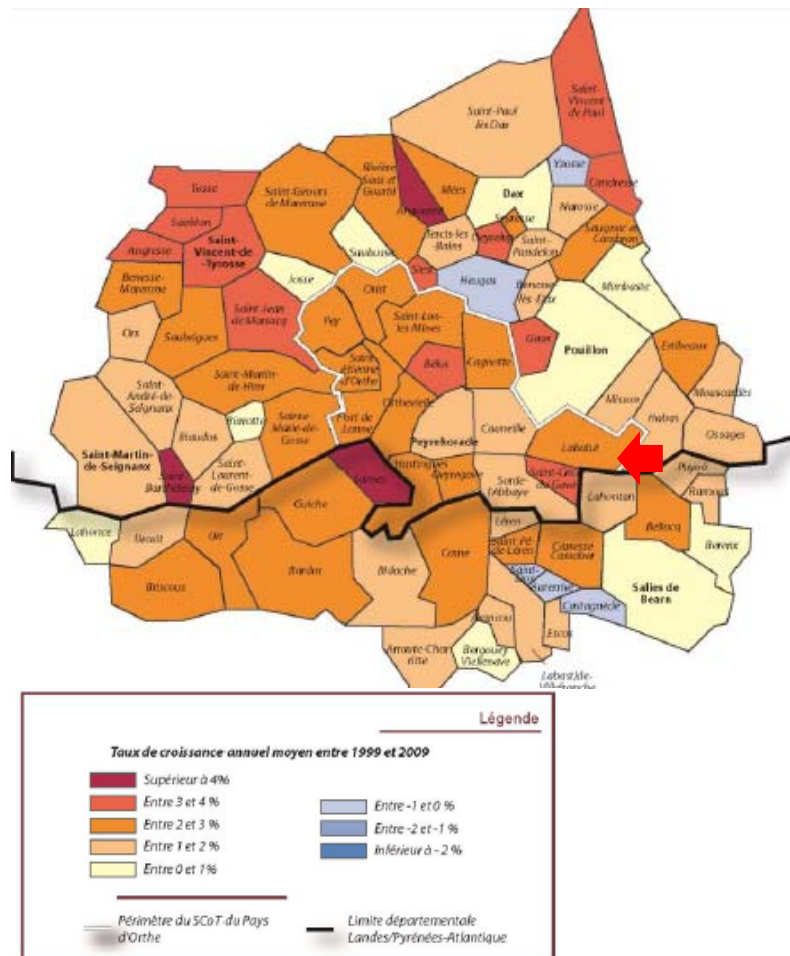


		DONNEES DE CADRAGE
	ECHELLE COMMUNALE	ECHELLE INTERCOMMUNALE Communauté des Communes Pays d'Orthe et Arrigans
POPULATION		
Repère historique	Population la plus basse de son histoire en 1975 : 992 habitants et la plus élevée en 1793 : 1616 habitants	
Population INSEE	1449 habitants en 2012 10.3% de la population communautaire 69.7 habt/km2	14284 habitants en 2013, 214.73 hab/km2
LOGEMENTS		
Nombre total	655	7017
résidences principales au 01/01/2011	90.2% ,	84.6%
résidences secondaires en 2011	4.3%	6.5%
logements vacants	5.5%	8.9%
locatif	27%	24.9%
HLM/Logt Social	8.1%	
DYNAMIQUE		
Population	+51 habitants/an en moyenne Période 2006-2011	+227 habitants/an en moyenne
Logements	23 logements principal /an Période 2006-2011	
Propriété/ Locatif	1.16 logements en propriété pour 1 locatif.	
Solde	Solde naturel positif	
Indice de jeunesse	1	0.87
Ménages	590 ménages en 2011 +117 ménages entre 2006 et 2011 2.5 personnes/ménage en 2011	
Occupation	2,3 personnes par logement Période 2006-2011	

A-I.3.1 –CONTEXTE

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999, RP2009, 2011 exploitations principales, SCOT,

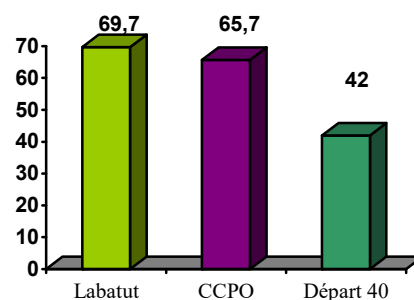
Une communauté de communes marquée par un récent développement influencé par la côte (basque et landaise) et les pôles urbains de Dax et Bayonne: 1 à 3%/an entre 1999 et 2009 voire 4% sur certaines communes (contre 1.1%/an en moyenne sur la zone d'emploi de Bayonne).



Labatut présente :

1 449 habitants au premier janvier 2012, (1 461 habitants en 2011) soit plus de 10.3% de la population de la communauté de communes (14 115 habitants en 2011).
La commune s'inscrit dans un contexte communautaire présentant un développement marqué (+26% entre 1999 et 2011, un des plus forts sur le territoire élargi), alors que l'agglomération dacquoise se situe sur une progression de 7% (le CC de Bidache à 28.6%, MACS à .33%, l'ACBA à 5%).

Densité de population en 2011 (habitants au Km²)



Environ **70 habitants au km²**, une densité faible mais supérieure à la moyenne communautaire du fait du caractère rural des espaces de la communauté de communes.

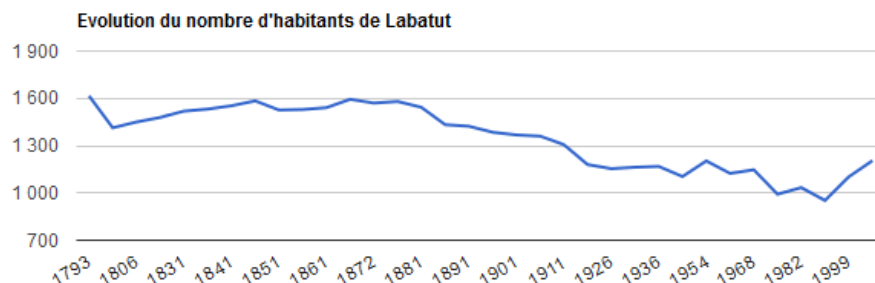
Source : SCOT, INSEE 2011

A-1.3.2 - EVOLUTION DE POPULATION

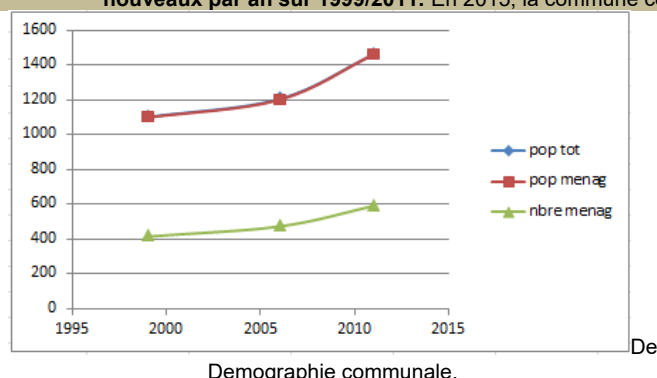
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009, 2011 exploitations principales.

Entre 1800 et 1880, la population communale reste relativement stable pour diminuer ensuite globalement malgré quelques périodes de croissance (année 50 et 70) jusqu'en 1999 ; depuis une croissance soutenue semble s'installer, atteignant jusqu'à une progression annuelle moyenne de 51 habitants entre 2006 et 2011. L'intercommunalité présente un phénomène identique. Entre 1999 et 2011, la commune accueille près de 14 à 15 ménages nouveaux par an. En 2015, la commune compte 1421 habitants, et perd deux habitants en comparaison à 2010.

Avec 1616 habitants en 1793, Labatut montre un déclin démographique global malgré une reprise démographique depuis 1999. Elle atteint son minimum historique en 1999 (952 habitants) et n'a pas retrouvé son niveau de 1793 en 2011 où elle compte 1461 habitants.

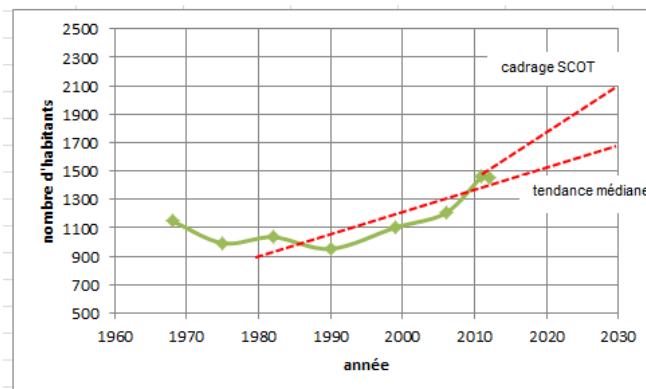
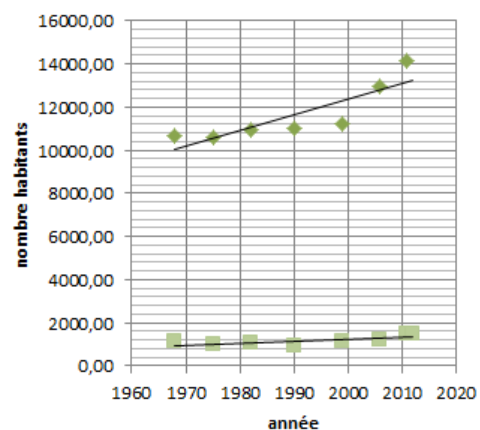


- La commune se développe à un rythme moyen annuel de l'ordre de 30 habitants, ce qui correspond à près de **14 à 15 ménages nouveaux par an sur 1999/2011**. En 2015, la commune compte 1421 habitants, et perd deux habitants en comparaison à 2010.



Sur la commune, la différence entre la population totale et la population des ménages est marginale

	1999	2006	2011
Population totale	1102	1205	1461
Population des ménages	1099	1201	1461
Nombre de ménages	415	473	590
Evolution annuelle des ménages		+8 à 9/an	+23 à 24/an



2030: la tendance « médiane » montre un phénomène qui atteindrait les 1700 habitants. La cadrage SCOT fixant le seuil de 2100 habitants environ.

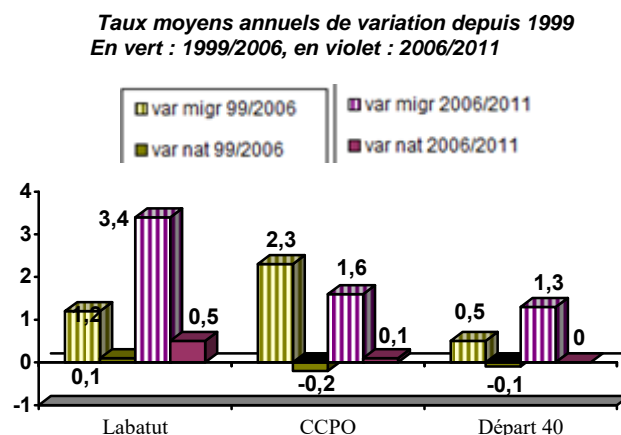
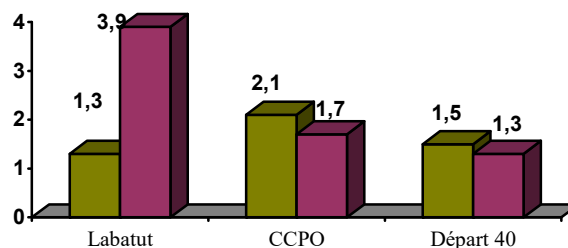
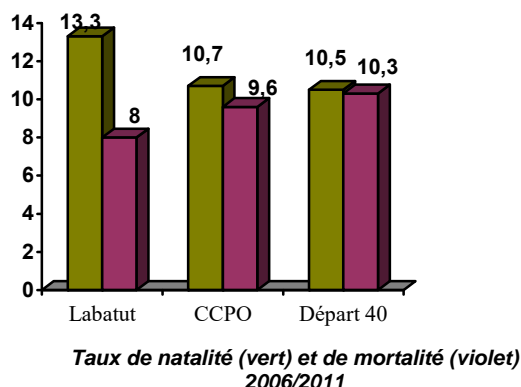
Evolution démographique comparée Labatut, CCPO

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2012
CC Labatut	10663,00	10610,00	10947,00	10984,00	11191,00	12982,00	14115,00	
Labatut total	1147	992	1034	952	1102	1205	1461	1449
Evolution moyenne inter-recensement pop totale		+9/an	+2.3/an	-4.25/an	+32/an	+179/an	+181/an	+59
Labatut population ménages				1099		1201	1461	
Evolution moyenne inter-recensement pop ménage						+58 soit 8 à 9/an	+117 soit 23 à 24/an	
Différentiel pop totale/pop ménage					97	4	0	

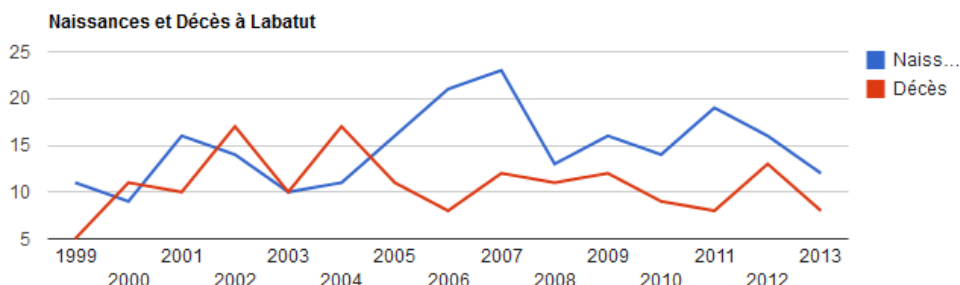
Une progression démographique traduite par un rythme annuel marqué avec 3,9%/an de variation sur la commune de Labatut entre 2006 et 2011. Le solde migratoire contribue majoritairement au phénomène démographique avec toutefois une contribution du solde naturel communal positif. Une natalité bien supérieure aux moyennes locales.

Labatut, contrairement aux phénomènes départementaux ou communautaires moyens, présente une progression importante du taux moyen annuel de variation entre les périodes 99/2006 et 2006/2011. Cette progression est essentiellement due aux apports migratoires.

Le solde naturel contribue également à la croissance car il est positif contrairement aux phénomènes moyens communautaire et départemental.



Un taux de natalité est de l'ordre de **13,3 pour mille entre 2006 et 2011** contre 10,9 pour mille entre 1999 et 2006. Ce taux progresse depuis les années 1980 et dépasse le niveau de 1968 (11,6). La mortalité reste faible: elle est de 8 pour mille dans cette période mais montre une baisse depuis 1999 (plus de 10,1 pour mille). La commune se place dans une situation plus favorable que les contextes communautaire et départemental



	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,1	+0,6	-1,0	+1,6	+1,3	+3,9
due au solde naturel en %	-0,2	0,0	-0,5	+0,1	+0,1	+0,5
due au solde apparent des entrées sorties en %	-1,9	+0,6	-0,5	+1,6	+1,2	+3,4
Taux de natalité (‰)	11,6	11,4	7,0	10,4	10,9	13,3
Taux de mortalité (‰)	13,6	11,8	12,1	9,8	10,1	8,0

Variation annuelle moyenne communale de la population en %

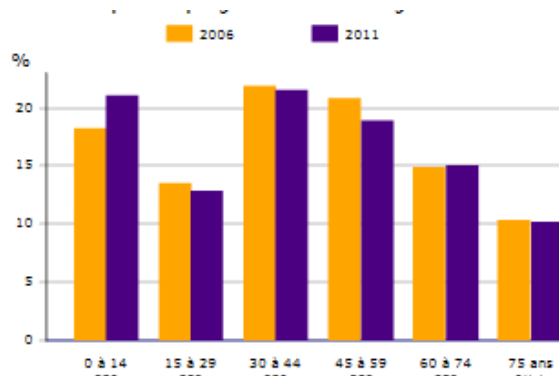
A-I.3.3 – STRUCTURE DE LA POPULATION

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006, 2011 exploitations principales.

La structure par âge

La structure par âge communale montre une population plus jeune que la moyenne communautaire. Un territoire marqué par un rajeunissement sensible.

Près de 34% de la population a moins de 30 ans en 2011 sur la commune, soit plus d'un tiers des habitants.



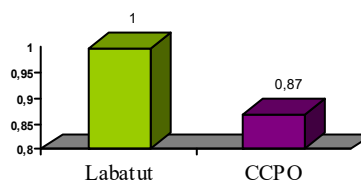
Population communale par grandes tranches d'âge

En 2011, 34% de la population a moins de 30 ans; le chiffre communautaire est de 31,6% ; 19% d'habitants ont plus de 65 ans en 2011.

Une structure démographique en fort rajeunissement montrant une progression des tranches 0-14 ans.

L'indice de jeunesse

L'indice de jeunesse illustrant le rapport entre la tranche d'âge 0-19 ans et 60 ans et plus, s'élève à 1 soit le chiffre d'équilibre (1). La situation communale est plus favorable que le contexte moyen de l'intercommunalité (0.87).



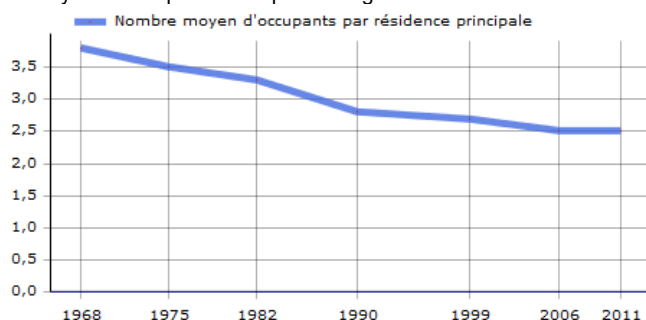
Indice de Jeunesse en 2011

Les ménages

La réduction de la taille des ménages est la conséquence du vieillissement et des changements sociaux. La taille des ménages s'est réduit de plus d'une personne entre 1968 et 2011 : 2,5 personnes en 2011 contre 3,8 en 1968.

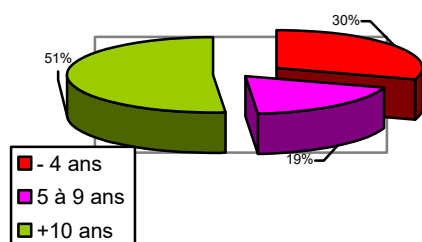
La taille des ménages

En 2011, la commune compte 590 ménages soit 117 ménages de plus qu'en 2006 alors que la population des ménages augmentait de 260 habitants. Ceci correspond à un apport moyen de 2.2 personnes par ménage.



Nombre moyen d'occupants par résidence principale- à Labatut 1968/2011

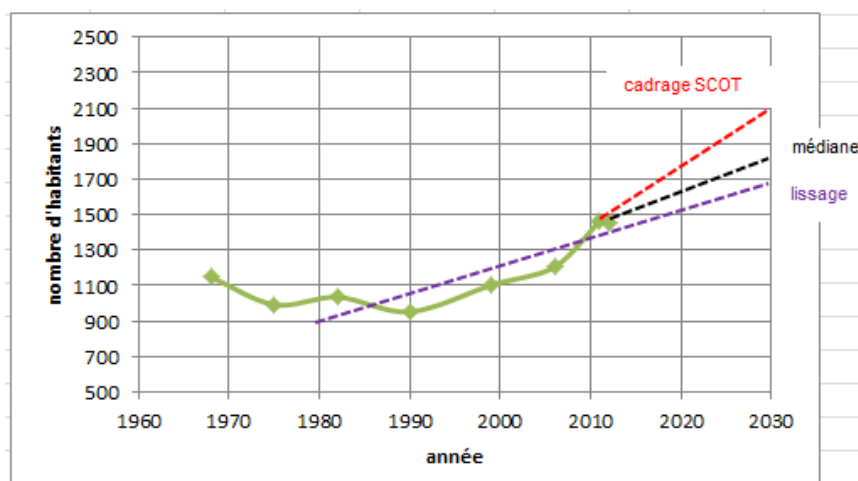
Ancienneté d'emménagement des ménages en 2011



Près d'un tiers de la population a emménagé dans sa résidence principale depuis moins de 4 ans ; cela correspond à 30% du nombre de ménages communaux. La taille moyenne de ces ménages est d'environ 2.7 personnes (la taille moyenne des familles installées entre 5 à 9 ans est de 2.8).

Les familles installées depuis plus de 10 ans correspondent à 51% des ménages et représentent 46.5% de la population pour une taille moyenne de 2.2 personnes.

Les ménages anciennement installés présentent une taille moyenne la plus faible, montrant que l'apport démographique récent est constitué par des ménages avec enfants.



Hypothèse lissage 1980/2030: 1700 habitants environ en 2030

Pour une hypothèse lissée sur la projection tendancielle 1980-2013, on obtient un niveau de 1700 habitants en 2030,

Cad战略 SCOT : 2000/2090 habitants environ en 2030, 14 logements/an

Au regard du référentiel SCOT, l'objectif est de 2000 à 2090 habitants environ, ce qui témoigne d'une dynamique importante. Le constat actuel d'un territoire en croissance ralentie (deux à trois dernières années), notamment ces dernières années est le fait de l'absence de disponibilité foncière réelle pour la construction et le besoin de redonner à la commune une nouvelle dynamique pour fortifier l'économie locale. Globalement toutefois la dynamique de développement communal a plutôt été forte.

Hypothèse médiane : 1820 habitants en 2030

Sur la base d'une hypothèse médiane, on atteindrait 1820 habitants en 2030 soit 20 habitants annuels. En 2030, la population atteindrait 1820 habitants.

PM : production annuelle de logements 1999/2011 de 16 à 17 logements/an et 30 habitants/an

A-I.3.4 – STRUCTURE ET EVOLUTION DU LOGEMENT

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009, 2011 exploitations principales.

Un développement de 14 à 15 résidences principales par an entre 1999 et 2011. Une moyenne supérieure entre 2006 et 2011 avec 23 logements annuels principaux en moyenne.

Un parc de logements qui montre le développement d'appartements dans ce contexte très rural, avec une progression de 94.5% du nombre d'appartements (2006/2011) contre 17% pour les maisons. Ceci est lié à une opération particulière du COL (une trentaine de logement en collectif).

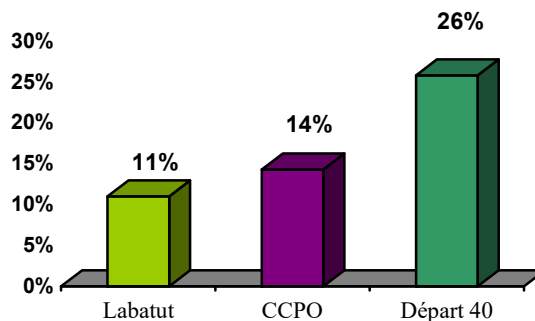
Le parc secondaire est marginal ; il représente 4% environ du parc. Le parc vacant augmente depuis 1999, passant de 14 logements à 36 logements en 2011 : il constitue 5.5% du parc de résidences et représente un gisement potentiel de logements.

		1999	2006	2011	Evolution 2006/2011
	Population ménage	1099	1201	1461	21.6% soit +260 habitants 52/an
Logements	Ensemble	459	529	655	23.8% soit +126 logements 25/an
	Résidences principales	413 90.4%	473 89.4%	590 90.2%	24.7% soit + 117 +23/an
	Résidences secondaires et logements occasionnels	32 6.5%	27 5.1%	28 4.3%	3% soit +1 0.2/an
	Logements vacants	14 3.1%	29 5.5%	36 5.5%	24% soit +7 +1.4/an
	Maisons	457 99.4%	492 92.9%	577 88.2%	17% soit +85 17/an
	Appartements	2 0.6%	37 6.9%	72 11%	94.5% soit +35 +7/an

Effectifs des logements communaux

- 655 logements dont 590 résidences principales au 1^{er} janvier 2011 soit près de 10.2% du parc de résidences principales de communauté de communes
- Les résidences principales représentent 90.2% du parc de logements, soit une proportion inférieure (85.8%) au niveau moyen communautaire. Cette proportion reste relativement stable depuis 1999. Le parc de logement secondaire est relativement stable et reste marginal : 4.3% du parc, soit un niveau inférieur à la moyenne communautaire (6.5%)
- Le logement vacant rassemble 5.5% (36 logements) du parc, ce qui est notable et en augmentation depuis 1999.

Entre 2006 et 2011, le parc de logement a produit 17 maisons par an et 7 appartements par an : ainsi la production d'appartements correspond à près de 30% de la production de logements dans cette période. Ce phénomène n'est pourtant pas représentatif car il est dû à une opération importante ponctuelle.

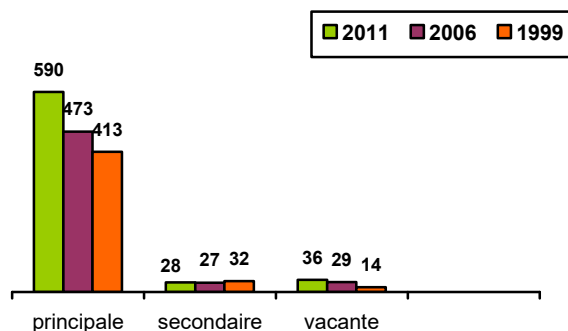


Part des appartements dans les résidences en 2011

88% des résidences sont des maisons en 2011, 11% sont des appartements marquant une progression sensible du nombre d'appartements dont la part était de 0.6% en 1999 ; ceci démarque place Labatut dans la situation moyenne communautaire (84.9% de maisons et 14.3% d'appartement en 2011).

Un développement important : 117 résidences principales créées entre 2006 et 2011 soit près de 23 par an. Cette production correspond à 20.5% de la production sur la CCPO (571 logements soit 114 logements principaux par an). Sur la période 1999/2011 le phénomène moyen indique :

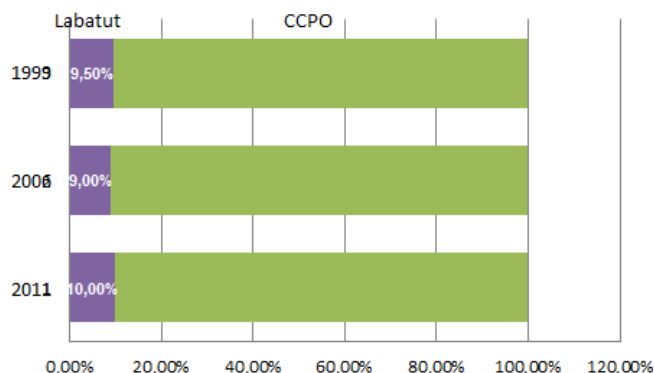
- une production annuelle communale de 16 à 17 logements par an pour une moyenne d'environ 134 logements annuels sur l'intercommunalité. Sur 100 logements produits dans l'intercommunalité, 12 à 13 se localisent à Labatut.
- une progression de près de 43% du parc de résidences principales sur Labatut (plus de 3.6%/an) contre 32.6% sur l'intercommunalité
- Une légère progression du parc vacant et une stabilité du parc secondaire qui reste marginal



Evolution des effectifs de logements

Une progression de production des logements qui se stabilise : 20.7% entre 1999 et 2006, puis +19% entre 2006 et 2011 pour une progression communautaire de 15%. Sur la période 1999/2011, le parc communal de résidences principales augmente de 44% -soit 3.7%/an- contre 39% sur l'intercommunalité

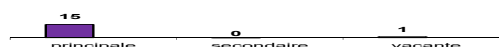
Entre 1999 et 2011, la production annuelle de logements comptabilise 15 résidences principales par an environ, et 1 logement vacant pour une perte de 0.33 résidences secondaires



Evolution de la part des résidences principales communales dans le parc communautaire

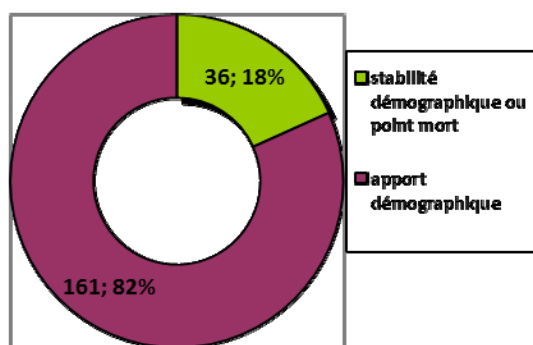
En 2011, Labatut comptabilise 10% du parc de résidences principales de la CCPO. Entre 1999 et 2006, pour 8 à 9 résidences principales créées par an, la population des ménages augmentait de 14 à 15 habitants par an, avec un impact démographique moyen (1.6 personnes/logement). Depuis 2006, avec 52 personnes supplémentaires par an pour 23 logements principaux produits, l'efficacité démographique de la construction de logement est plus forte (2.3 personnes/logement).

Production annuelle de logement entre 1999 et 2011



Simulation des productions de logements et des impacts démographiques (méthode du point mort)

Situation 1999/2011 : **+362 habitants**



Entre 1999 et 2011, le point mort (le nombre de logements nécessaires à maintenir la démographie) correspondait à 36 logements sur les 197 produits, soit près de 18% du parc de logement produit.

Ce sont donc 161 logements qui ont contribué à l'évolution démographique entre 1999 et 2011: pour un apport de 362 habitants.

Note explicative

Le « point mort » est la mesure de la production de logements, qui correspond à la stabilité démographique au cours d'une période révolue. Il correspond au nombre de logements nécessaires pour accueillir le nombre de ménages issus du seul desserrement, c'est-à-dire à population constante. L'objectif de ce calcul est avant tout pédagogique, car il met en lumière qu'un besoin en logements peut exister même si la population ne croît pas. Tous les logements produits en surplus du point mort produisent donc de la démographie. Le calcul du point mort permet également de comprendre pourquoi, dans certains cas, une production relativement importante de logements peut s'accompagner d'une diminution de la population sur un territoire. Cette méthode est également utilisée à titre prospectif pour estimer le besoin en logement relativement à un objectif démographique donné sur une période.

Simuler le desserrement des ménages mais pas seulement	Le « point mort » ne rend pas seulement compte d'un nombre de ménages supplémentaires à loger, mais prend également en considération deux facteurs importants influant sur le parc de résidences principales disponibles pour ces nouveaux ménages : le renouvellement du parc de logements, ainsi les interactions entre le parc des résidences principales et le parc des logements occasionnels, dont la variation joue sur les résultats.
Les données de base	Pour calculer ce « point mort », il est nécessaire de disposer, à deux dates antérieures, de plusieurs indicateurs ou variables : – deux indicateurs d'ordre démographique : la population et la taille moyenne des ménages → pour calculer le nombre de ménages aux deux dates et ainsi évaluer l'effet du desserrement ; – trois indicateurs relatifs au fonctionnement du parc de logements : les nouveaux logements apparus, les logements disparus et la construction neuve → pour estimer le renouvellement, c'est-à-dire les fluctuations dues aux transformations et aux disparitions en dehors de la construction neuve ; – la vacance et les résidences secondaires (et les logements occasionnels) → car les résidences secondaires et la vacance « consomment » aussi des logements et participent à la fluidité du marché ; il faut donc les intégrer aux calculs.
Le calcul Point mort = R + D + RSLV	Formule de calcul 1999/2014 Renouvellement (R) : Total construction neuve (99/2014) – variation du nombre de logement (99/2014) Desserrement (D) : population des ménages en 1999/taille moyenne des ménages en 2014 – nombre de résidences principales en 2014 Variation des résidences secondaires et logements vacants (RSLV) : variation du nombre de résidences secondaires 1999/2014 variation du nombre de logements vacants 99/2014
L'analyse : Logements ayant un effet démographique (Ld) Ld = Nouveaux logements-point mort sur une période	Logements ayant un effet démographique (Ld) : c'est la différence entre le nombre de nouveaux logements produits ou à produire et la valeur du point mort
La prospective Besoins en logements pour atteindre un objectif démographique (BI) BI = point mort + Ld	Il faut envisager des hypothèses pour la taille des ménages et les variations de logements secondaires/vacants, et le renouvellement. Le point mort est calculé sur la période de prospective. Le besoin en logement est alors estimé.

A-I.3.5 – STRUCTURE DU PARC DE LOGEMENTS

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2009, 2011 exploitations principales.

Le statut d'occupation

En 2011 :

70.1% des résidences principales sont occupées à titre de propriétaire sur la commune ; le chiffre communautaire est de 72%.

Le parc locatif augmente de 48% entre 2006 et 2011 :

62 logements en propriété sont créés pour 53 logements en locatif produits entre 2006 et 2011 - dont 17 locatifs HLM

Un parc locatif important (27.7% du parc) contre 24.9% au niveau communautaire.

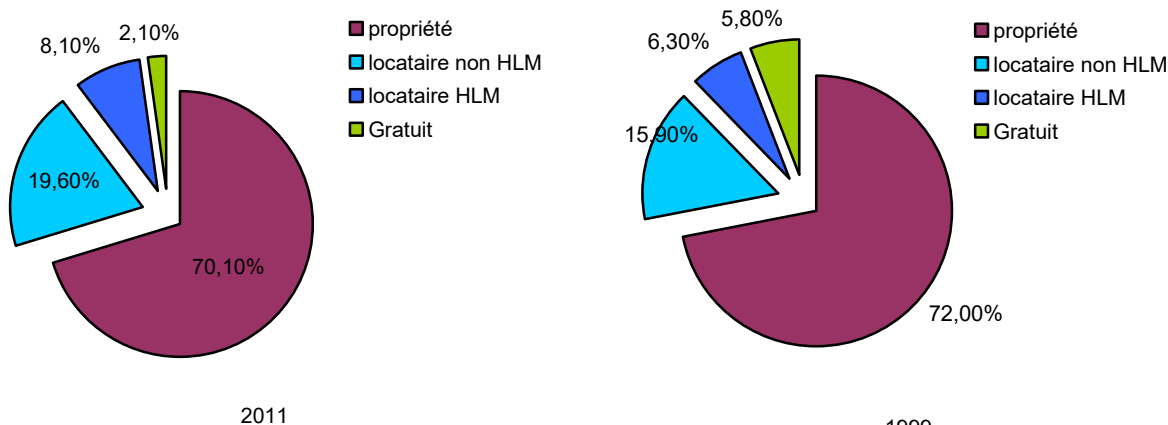
Un parc de logement locatif HLM notable (48 logements) ou 8.1% du parc principal.

Entre 1999 et 2011, le parc locatif augmente de 72 unités soit 6 par an pour les 14 logements principaux en propriété créés, soit près de 1 logement locatif sur 2.3 logements en propriété. On notera que près d'un logements/an occupés à titre gratuits disparaît entre 1999 et 2011.

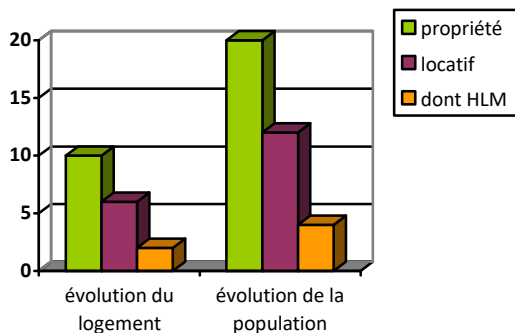
L'ancienneté moyenne d'emménagement dans le logement en 2011, est de 23.5 ans en propriété, .9 en locatif (5.5 en locatif social). Le parc locatif permet un renouvellement de population à intégrer dans la réflexion.

Le parc locatif communautaire a progressé de 222 logements entre 2006 et 2011 (+18%), mais la concurrence avec la résidence en propriété a induit un recul en terme de poids relatif dans le parc : 25,8% en 2006 contre 24.9% en 2006. On notera que la production de locatif sur la commune correspond à près de 24% de la production communautaire sur cette période, et que le locatif s'est développé de près de 48% montrant la spécificité communale.

Composition des résidences principales communales



		1999	2006	2011	Evolution 1999/2011
Logements principaux	Population des ménages	1099	1201	1461	33% soit +362 habitants
	Ensemble	415	473	590	42% soit +175 logements ou 14 à 15 logements/an
	Propriétaire	299 72% 783 personnes	352 74.5% 876 personnes	414 70.1% 1024 personnes	+9 à 10/an +20 personnes/an
	Locataire	92 22.2% 269 personnes	111 23.4% 302 personnes	164 27.7% 408 personnes	+6/an +11 à 12 personnes/an
	Dont HLM loué vide	26 6.3% 76 personnes	31 6.7% 85 personnes	48 8.1% 122 personnes	+1 à 2/an 3 à 4 personnes/an
	Logé gratuit	24 5.8% 45 personnes	10 2.1% 23 personnes	13 2.1% 29 personnes	-1/an

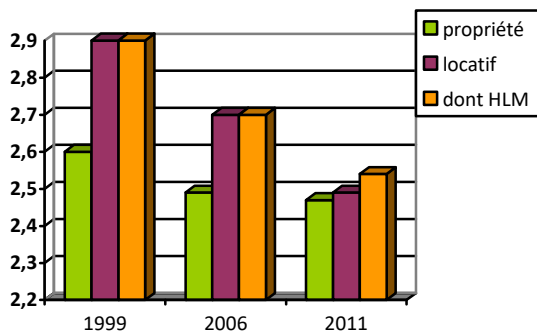


Entre 1999 et 2011 la production annuelle de **logements en locatif est de 6 logements/an** alors que le parc en **propriété marquait un rythme de 9 à 10 logements** annuels. Le logement HLM a produit 1 à 2 résidences en moyenne annuelle dans cette période.

Entre 2006 et 2011, la commune a vu se développer le parc locatif, évitant que le pourcentage de logement collectif sur la commune ne baisse.

On notera que le nombre de personnes accueillies annuellement par catégorie de logement est homogène: en effet le parc en propriété accueille entre 1999 et 2011, **2 personnes/logement/an**, tout comme le locatif.

Evolution annuelle 1999/2011

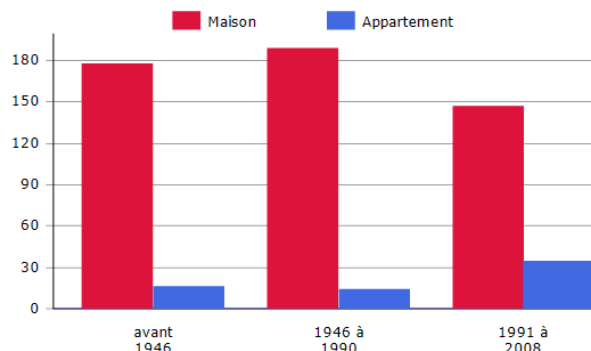


Si l'on s'intéresse au nombre moyen de personnes par logement, on constate sur cette commune, que celui-ci tend à s'harmoniser à une taille de 2.5 personnes environ, quelle que soit la catégorie du logement, alors qu'en 1999, il y avait une disparité notable, le parc locatif accueillant en moyenne 2.9 personnes/logements contre 2.6 en propriété.

On notera un phénomène d'ensemble de diminution de la taille des logements: les logements très récents présentent 4.2 pièces alors que ceux de 10 ans ou plus montrent une moyenne de 5.5 pièces.

Nombre moyen de personnes par logement

LOG G1 - Résidences principales en 2011 selon le type de logement et la période d'achèvement



En 2011, on compte 194 logements construits avant 1946, ce qui atteste d'un patrimoine ancien notable sur ce territoire.

Depuis les années 1990, la production d'appartement se développe.

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2009	583	100,0
Avant 1946	194	33,3
De 1946 à 1990	204	35,1
De 1991 à 2008	185	31,7

Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

Le parc social

Les données statistiques gouvernementales recensent en 2013, 60 logements locatifs sociaux.

En 2014, 10 logements y ont été attribués pour 12 demandes.

Type de logement	Nombre de logements dans cette commune	Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2014
Chambre	0	0	0
T1	0	3	0
T2	13	3	1
T3	20	3	4
T4	27	3	5
T5	0	0	0
T6 et plus	0	0	0

Intitulé de l'organisme	Nombre de logements dans cette commune	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2014
O.P.H. DES LANDES	31	4
S.C.P. COMITE OUVRIER LOGEMENT	27	6
PACT DES LANDES HD	2	0

* Données issues du répertoire du parc locatif social (article L441-10 du code de la construction et de l'habitation) et du système national d'enregistrement de la demande locative sociale (article L441-2-1 du même code)

Au niveau communautaire, le taux de pauvreté en 2012 est de 11,6%, relativement équivalent à la situation départementale (11,5%). Pour repère le taux de pauvreté sur l'aire urbaine de Dax est de 12,7%, et de 10,6% sur l'aire urbaine de Saint-Vincent-de-Tyrosse et 12% sur l'aire de Peyrehorade. La médiane des revenus fiscaux en 2012 est de 17979 par ménages à Labatut et 19113 sur l'intercommunalité, montrant une situation globale de revenus plus modestes à Labatut.

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, mesure la pauvreté monétaire de manière relative, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian

A-I.3.6 – LE CADRAGE DES OBJECTIFS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS

Source : SCOT Pays d'Orthe

La commune est concernée par le PIG lutte contre l'habitat indigne des Landes et le zonage C concernant l'investissement locatif et le prêt à taux zéro (zone sans tension).

Un cadrage de la communauté de communes qui fixe une enveloppe moyenne annuelle de l'ordre de 280 logements pour 2010/2030 ou 14 logements/an

LE PLH – Plan Local de l'Habitat

Néant

LE SCOT (Pays d'Orthe)

Recommandations :

Répartition de la croissance	Commune	Nombre maximum de logements à produire 2010-2030	Besoins en logements par an (maximum)	Objectif de densité introduit par le DOO (lgt/ha)	Surface artificialisée maximale par an pour la production de logement	Surface artificialisée maximale à l'horizon SCoT pour la production de logement
25% de la croissance	Peyrehorade	710	35,5	20	1,8	35,5
10 % de la croissance	Saint Lon les Mines	280	14	15	0,9	18,7
10% de la croissance	Labatut	280	14	15	0,9	18,7
55% de la croissance répartie entre les 12 autres communes du territoire en fonction de leur capacité d'accueil et situation géographique (pression)	Bélus	150	7,5	10	0,8	15,0
	Cagnotte	150	7,5	10	0,8	15,0
	Cauneille	130	6,5	10	0,7	13,0
	Hastingues	110	5,5	10	0,6	11,0
	Oeyregave	70	3,5	6	0,6	11,7
	Orist	180	9	10	0,9	18,0
	Orthevielle	140	7	10	0,7	14,0
	Pey	160	8	10	0,8	16,0
	Port de Lanne	130	6,5	10	0,7	13,0
	Saint Cricq du Gave	70	3,5	6	0,6	11,7
	Saint Etienne d'Orthe	130	6,5	10	0,7	13,0
	Sorde l'Abbaye	110	5,5	10	0,6	11,0
	CCPO	2800	140	10,8	11,8	235,2

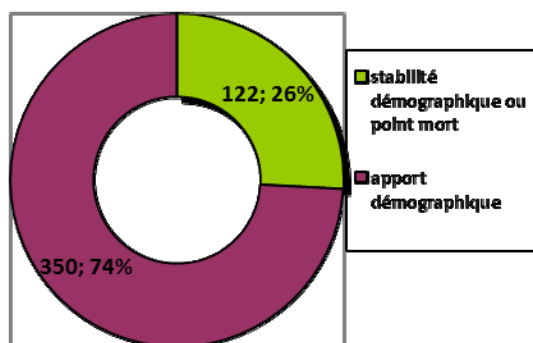
- Inciter à la mise en place de l'article L-123.2 b du Code de l'Urbanisme (servitude logement social visant à imposer la réalisation de programmes complets) dans toutes les zones AU des PLU accueillant plus de 40 logements
- Adapter les logements pour permettre le maintien à domicile des personnes âgées
- Evaluer dans les PLU les capacités d'accueil à destination des personnes en situation de handicap

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) indique des besoins en logements qui s'élèveraient à 2800 logements entre 2010 et 2030 **sur l'ensemble du SCOT**.

La commune présente une répartition de la croissance à 10% soit un besoin en logements de **280 logements** entre 2010 et 2030 soit **14logts/an avec une densité de 15 logts/ha** soit une artificialisation maximale de 18ha70 sur la période 2010/2030.

Rappel :

- production de **4logements par an** sur la période 2008/2014.
- Surfaces constructibles disponibles : 72ha39 (compris zones NA) 57ha04 en zones U



Cette prospective correspond au seuil de répartition prévu par la communauté de communes. Sur la base d'une hypothèse de 2000 habitants en 2030, la production annuelle de 16 à 17 logements annuels apporterait un gain de population pour atteindre 2000 habitants en 2030. Il est à noter que 'hypothèse se base sur une sortie de vacance de près de 40 logements (eu égard à la donnée insee qui constate 77 logements vacants en 2014)..

Synthèse des données actualisées

DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

Densité 2014: 67,9 habitants/km2 environ (66.6 sur la CCPOA et 94,8 sur l'aire urbaine de Peyrehorade).

Evolution de la population municipale.

Tendance longue

1999 : 1102 hbts

Entre 1999 et 2015, +319 hbts soit +20 hbts/an

Variation annuelle moyenne de population 1999/2009:

- 2.4%/an dont 0.3% du au solde naturel et 2.2% du au solde migratoire

Tendance courte

Dernières données insee

2015 : 1421 hbts

2010 : 1423 hbts

Soit stabilité démographique

Perte de moins d'un habitant tous les 2 ans sur 5 ans (-0.03%/an en moyenne)

Variation annuelle moyenne de population 2009/2014:

- 0.3 %/an dont 0.4 % du au solde naturel et -0.1% du au solde migratoire

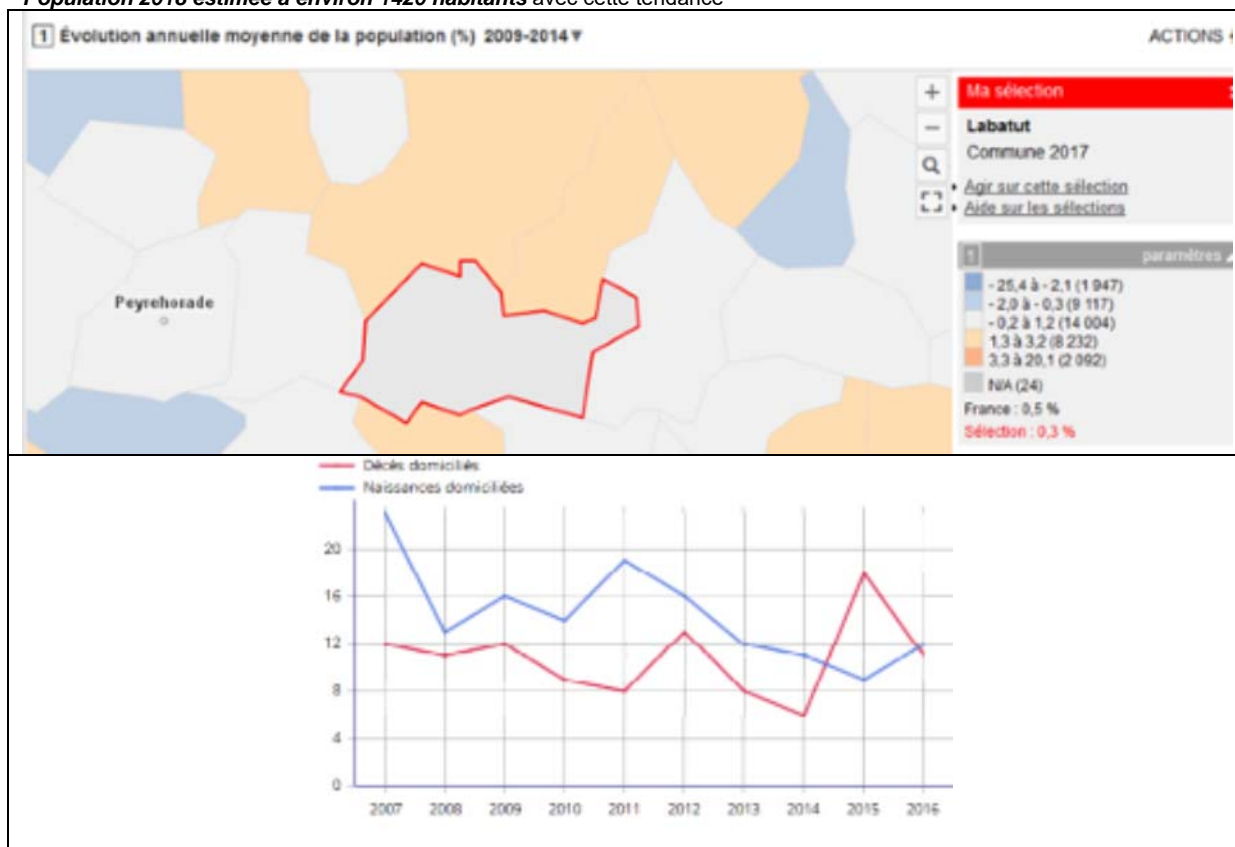
RALENTISSEMENT

Marquante constaté dans une zone attractive et en croissance modérée (0.8%/an sur CCPOA, 2009/2014)

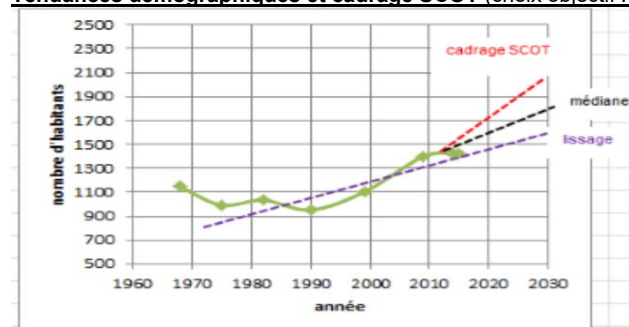


En 2015, la commune compte 1421 habitants, et perds deux habitants en comparaison à 2010.

Population 2018 estimée à environ 1420 habitants avec cette tendance



Tendances démographiques et cadrage SCOT (choix objectif PADD)



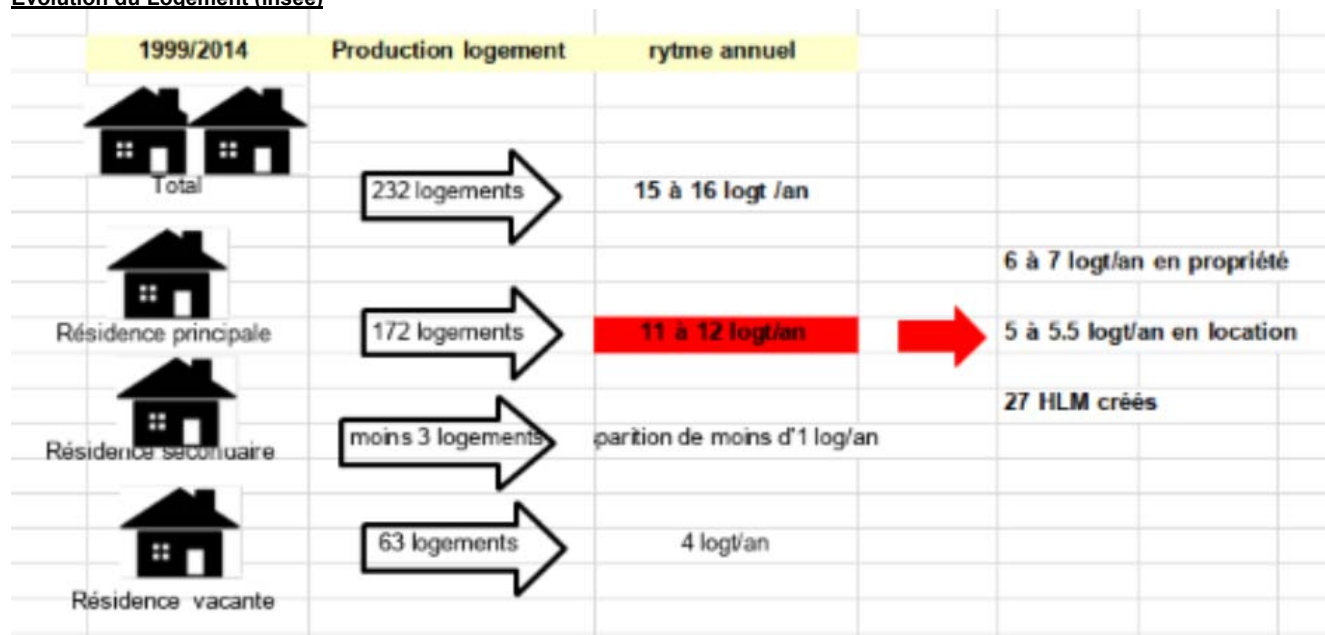
Objectif maximum: +600 habitants entre 2013 et 2030, soit 2090 habitants maximum en 2030.

LOGEMENT

2.4 personnes par ménages en 2014 -2.5 en 2009-

La commune est concernée par le PIG Habitat Indigne 40, et le zonage C.

Evolution du Logement (insee)



Logement social

Intitulé de l'organisme	Nombre de logements dans cette commune au 01/01/2016	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2016
O.P.H. DES LANDES	31	5
S.C.P. COMITE OUVRIER LOGEMENT - COL	27	5
PACT DES LANDES HD	2	0

60 logements locatifs sociaux répertoriés en 2016 sur la commune soit 10% environ du parc de résidences principales.

Synthèse

- Une dynamique démographique en recul ces dernières années dans un contexte de territoire à croissance modérée ; la dynamique 1999/2009 affichait un taux annuel moyen de 2.4%/an contre 0.3% par an entre 2009 et 2014
- En 2015, la commune compte 1421 habitants, et perds deux habitants en comparaison à 2010.
- Une structure démographique avec un indice de jeunesse de 0.72 (en 2011), inférieur à la moyenne communautaire
- Un parc de logements en majorité constitué par des maisons mais une présence notable du logement collectif
- Le parc locatif social représente plus de 10% de la résidence principale environ en 2016
- Entre 1999 et 2014, une moyenne de 15 à 16 logements produits par an,
- Un parc locatif de près de 30% en 2014
- Un cadrage de la communauté de communes qui fixe une enveloppe moyenne annuelle de l'ordre de 14 logements/an pour 2013/2030

A-I-4-ACTIVITES / ECONOMIE et SOCIETE
Une économie relativement diversifiée avec un volet tourisme notable

ACTIVITES / ECONOMIE et SOCIETE		DONNEES DE CADRAGE
ACTIVITES		
EMPLOIS	589 emplois sur la commune en 2014 contre 578 en 2009 21.80% de l'emploi est agricole	14% de l'emploi communautaire. Emploi agricole communautaire à 8.70%
<i>actifs</i>	630 actifs en 2014 28.7% actifs communaux travaillant sur la commune (250 personnes) 71.3% actifs communaux travaillant hors commune	
<i>chômage</i>	11.6% de chômeurs	En baisse
ASSOCIATIONS	14 associations en 2016	Le tissu associatif montre la vie sociale du village
AGRICULTURE		
<i>Nombre d'exploitations</i>	Une trentaine d'exploitations productives en 2014 Correspond à 21.8% de l'emploi sur la commune	
<i>Taille moyenne exploitation</i>	50 à 100ha	
<i>Surface agricole</i>	1000ha en SAU en 2010 soit près 50% du territoire	
<i>Type principal</i>	Production végétale	
<i>Diversifications</i>	Label de qualité : bio, IGP, ...	
<i>Localisation</i>	Ensemble du territoire	
<i>Devenir</i>	Pérennité assurée en majorité	
<i>IGP</i>	Kiwi de l'Adour, Canard	
ARTISANAT		
<i>Quantité</i>	Nombreux établissements	
<i>Implantation</i>	Sur l'ensemble du territoire + ZA	
COMMERCE / SERVICES		
<i>Quantité</i>	Une dizaine d'établissements en 2017	Bar, restaurant, superette
TOURISME		
<i>Capacité accueil</i>	Activité peu importante sur la commune (chambres d'hôtes)	
<i>Loisirs</i>	Randonnées	

ELEMENTS DE CONTEXTE

Source : Cdc Pays d'Orthe et Arrigans

L'intercommunalité présente une attractivité et une tradition d'accueil d'activité économique.

La présence de plusieurs échangeurs dans ou à proximité du territoire, la proximité de l'axe autoroutier Bayonne/Bordeaux.

Labatut à l'extrémité Est du territoire communautaire présente une accessibilité intéressante par la RD817 et l'accès autoroutiers de Puyoo, et la voie ferrée.

Un rayonnement sur le grand Sud-Ouest et le nord de l'Espagne

Le territoire bénéficie d'un positionnement exceptionnel en termes de dessertes autoroutières qui permettent aux entreprises de rayonner sur l'ensemble du Grand Sud-Ouest.

- L'A64 offre une liaison rapide vers les agglomérations de Bayonne, Pau et Toulouse.
- L'A641 traverse le territoire et relie l'A63, positionnant Bordeaux à moins de 2 heures.

Le Pays d'Orthe et Arrigans est situé au cœur d'un maillage d'infrastructures : aéroport, gare TGV à moins d'une ½ heure.

Le parc d'activité Sud Landes constitue un site de développement majeur.

Proximité des bassins d'emploi dynamique

Le Pays d'Orthe et Arrigans touche plusieurs bassins d'emploi dynamiques et attractifs : Pays Basque, côte landaise, agglomération de Dax, Lacq, Pau...

Une offre économique diversifiée

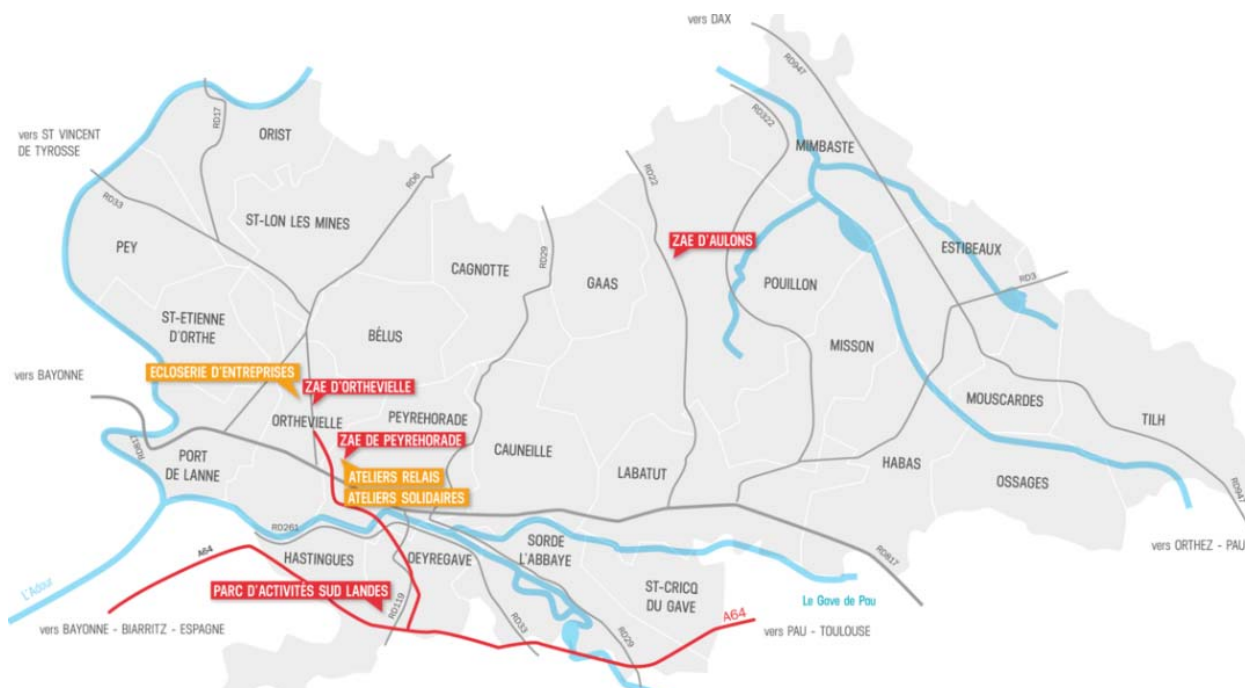
La Communauté de communes et ses 2 871 entreprises de toutes tailles forgent le dynamisme et la vitalité du territoire. De nombreux domaines d'activités y sont représentés : l'agroalimentaire, la logistique, l'artisanat, le commerce de proximité...

Des offres foncières et immobilières de qualité et adaptées aux besoins des entreprises

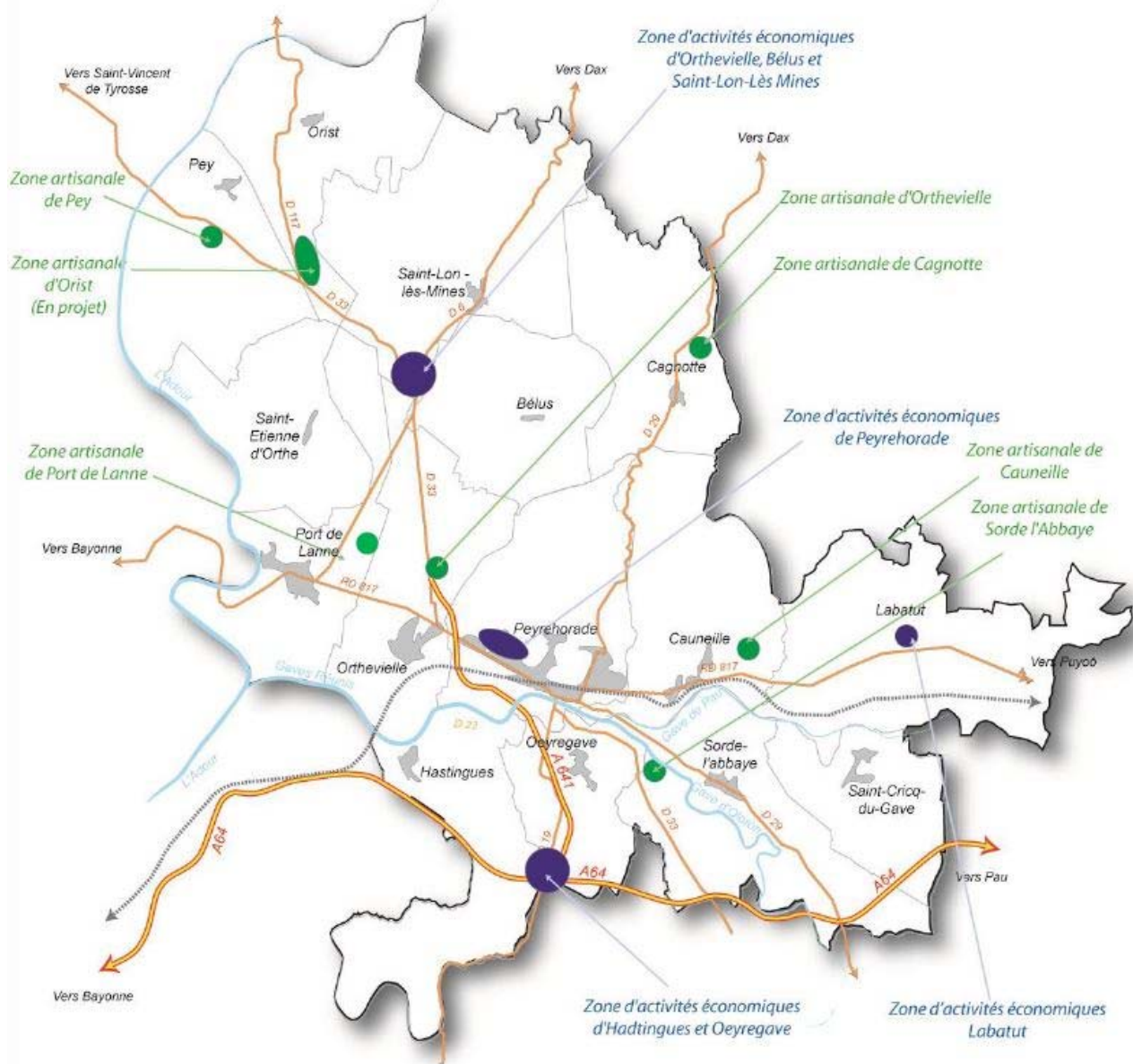
Les zones d'activités du territoire sont toutes accessibles par les principales voies routières. L'offre proposée répond aux besoins des entreprises de toutes tailles et de secteurs diversifiés.

Un cadre de vie privilégié

Le territoire offre pour les entreprises et leurs employés un cadre de vie agréable, mêlant les avantages de la campagne à la proximité des grandes villes. Le Pays d'Orthe et Arrigans est très dynamique sur le plan culturel, propose de nombreux services à destination des familles et bénéficie d'un tissu associatif riche.



Situation des pôles économiques communautaires



Localisation des zones d'activités économique sur le SCOT
Source : Rapport de présentation du SCOT

A-I-4-1- LE TISSU ECONOMIQUE : UNE DYNAMIQUE FAVORABLE RECENTE SUR LE TERRITOIRE

L'emploi sur la commune a progressé de 11 postes entre 2009 et 2014.

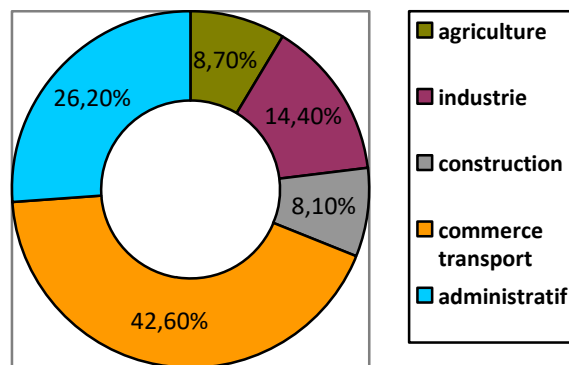
7,9 % des établissements communaux s'inscrivent dans la sphère productive et 42.1% dans la sphère présentielle.

L'intercommunalité rassemble 4058 emplois en 2014 avec une part agricole de 8.7% et industrielle de 14.4%.

Le niveau de chômage est fort sur la commune avec un taux de 15,9% (100 personnes) contre 12.1% en moyenne sur la CCPOA.

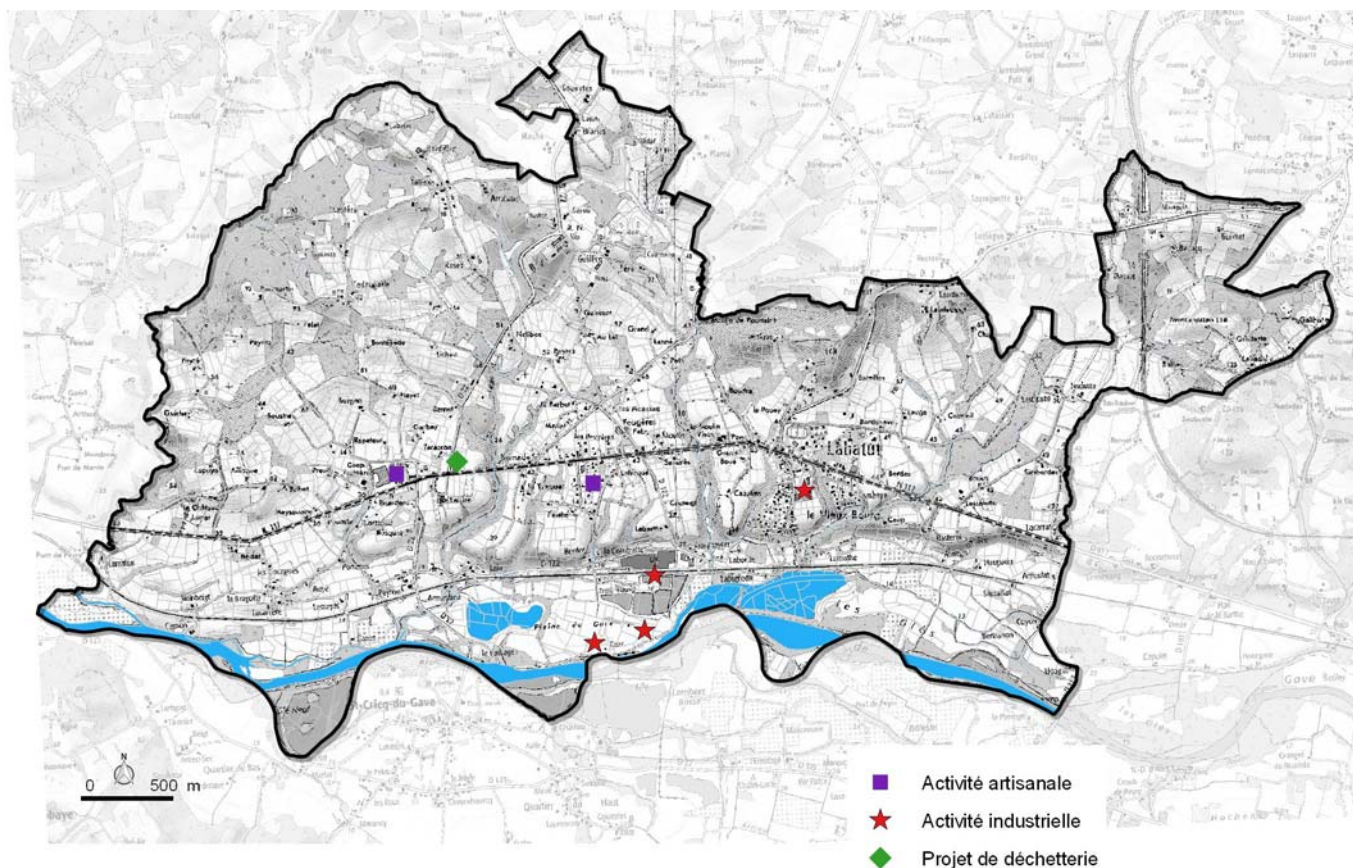
Sur la commune il a progressé de plus de 5%, et 34 personnes.

	Nombre	%
Ensemble	4 168	100,0
Agriculture	363	8,7
Industrie	601	14,4
Construction	339	8,1
Commerce, transports, services divers	1 774	42,6
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	1 091	26,2



Répartition de l'emploi communautaire par secteur d'activité en 2014

Le tissu économique communal correspondant à 589 emplois en 2014 contre 578 en 2009 ; il montre une progression. L'indicateur de concentration d'emploi est important avec 109,6% en 2014 ; il est en progression depuis 2009 où il représentait 104,2%



Carte des zones d'activités de la commune

Labatut présente des zones d'activités avec de grosses entreprises notamment en lien avec l'agro-alimentaire:

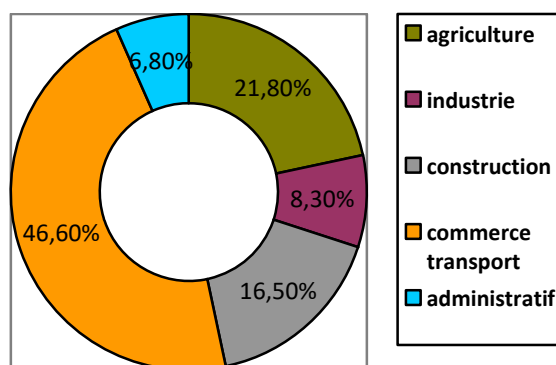
- La zone d'activité à quartier neuf le long de la RD817 où se situe la SCAPP KiwiFrance
- La zone de la Seretram (agroalimentaire)
- Le secteur de Cemex (exploitation de granulats)
- L'entreprise (entrepôts services) au bourg vieux (stockage et transport en lien avec la sSeretram)

Sur l'axe RD817, des implantations d'activités et de commerces sont à noter. On peut également ajouter que quelques édifices d'activités abandonnés ou vacants sont présents sur le territoire.

Les établissements sur la commune montrent une forte représentation des commerces et services et de l'agriculture. L'agriculture représente que près de 22% des établissements actifs en 2015 et le secteur industriel 8,3% environ.

La part des entreprises commerciales est de près de 46.6%. L'administration compte pour 6.8%. On notera un secteur de la construction dont l'artisanat bien représenté avec 16,5% des établissements

La structure de l'activité communale montre une prépondérance de la sphère productive dans l'économie en 2015 : une sphère productive qui compte pour 58% des établissements et 90% des emplois salariés et une sphère présentielle qui représente 10% des postes salariés et 42% des établissements (2.3% dans le domaine public). La sphère productive est vecteur de la majorité des emplois sur la commune.



Etablissements actifs selon le secteur d'activité en 2015 – Labatut

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	133	100,0	447	100,0
Sphère productive	77	57,9	402	89,9
dont domaine public	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	56	42,1	45	10,1
dont domaine public	3	2,3	22	4,9

	%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	6,8
Commerce, transports, services divers	46,6
Construction	16,5
Industrie	8,3
Agriculture, sylviculture et pêche	21,8

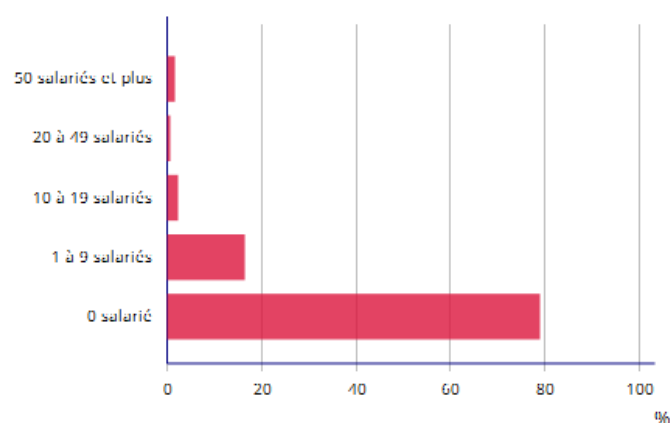
	Total	%	1 à 9 salariés(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	447	100,0	75	40	32	0	300
Agriculture, sylviculture et pêche	12	2,7	12	0	0	0	0
Industrie	222	49,7	10	13	32	0	167
Construction	8	1,8	8	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	183	40,9	37	13	0	0	133
dont commerce et réparation automobile	33	7,4	20	13	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	22	4,9	8	14	0	0	0

Postes salariés en 2015

Le secteur agricole représente 12 salariés en 2015 ; le secteur industriel, 222 salariés, soit la majorité des emplois. Le domaine commerce/transport/service correspond à 183 salariés. Au 31/12/ 2015, la commune compte 79% environ d'établissement sans salarié. Deux établissements présentent plus de 100 salariés.

	%
50 salariés et plus	1,5
20 à 49 salariés	0,8
10 à 19 salariés	2,3
1 à 9 salariés	16,5
0 salarié	78,9

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



	Nombre	%
Ensemble	95	100,0
Industrie	10	10,5
Construction	22	23,2
Commerce, transport, hébergement et restauration	28	29,5
Services aux entreprises	24	25,3
Services aux particuliers	11	11,6

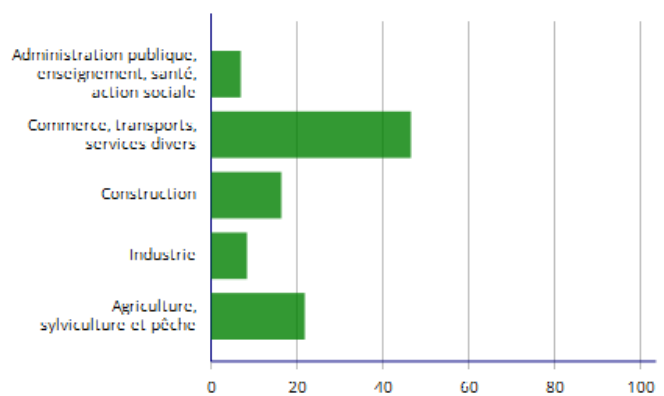
Répartition des établissements en 2015 sur la commune (hors agriculture)

La répartition des entreprises par secteur d'activité confirme une répartition majoritairement productive. Les secteurs de l'industrie et de la construction correspondent à 33.7% des effectifs, les commerces 29,5% et les services 36.9%.

On notera une dynamique de création d'entreprises favorable sur la commune notamment dans les services.

En 2016, 10 établissements ont été créés : 2 dans l'industrie, 2 dans la construction, 1 dans le commerce et 5 dans les services.

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015



Entreprises par secteur d'activité 31/12/2015

	Ensemble	%
Ensemble	10	100,0
Industrie	2	20,0
Construction	2	20,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	10,0
Services aux entreprises	1	10,0
Services aux particuliers	4	40,0

Création d'entreprises par secteur d'activité en 2016

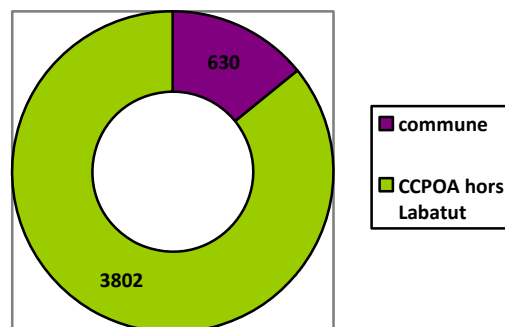
A-I-4-2- LA POPULATION ACTIVE

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2010 et RP2014 exploitations principales.

Actifs et taux d'activité

Un bassin d'actifs en progression et représentatif de la dimension communale

- La dynamique démographique entre 2009 et 2014 a induit une hausse du nombre d'actifs communaux de +18 soit 3%
- Labatut** représente 14,2% des actifs de la CCPOA en 2014, c'est-à-dire 630 actifs.



Les bassins d'actifs communal et communautaire en 2014

La structure d'activité

Un taux d'activité satisfaisant mais un taux d'actifs ayant un emploi en baisse marquée Des contrats CDI majoritaires et une initiative privée marquée

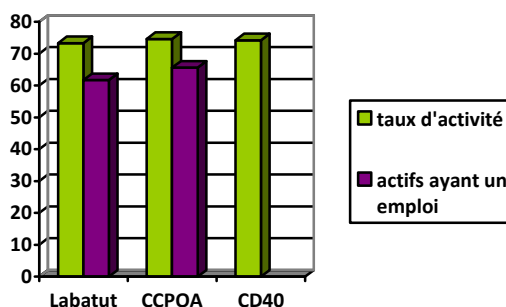
En 2014, la commune présente un taux d'activité de 73.3% contre 74.6% sur la CCPOA en moyenne ; Ce taux est en hausse légère sur la commune depuis 2009 (73.2).

Le taux d'actifs ayant un emploi indique cependant une baisse du nombre d'actifs ayant un emploi : 65.3% en 2009 contre 61.3% en 2014.confirme ce constat.

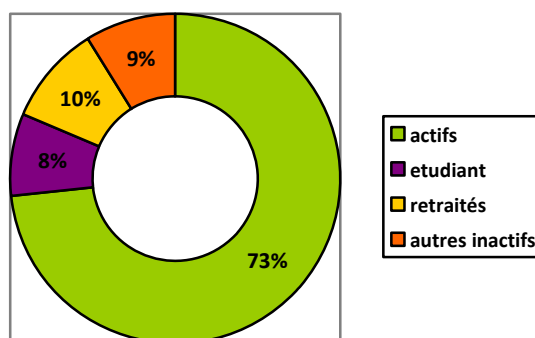
Le nombre d'inactifs est moyen en 2014 sur la commune avec 26.7%.

La réduction de la part des retraités est à noter : 9.7% sur la commune en 2014 (10.5 en 2009), contre 9.9% sur la CCPOA en moyenne en 2014.

Taux d'activité et taux d'actifs ayant un emploi en 2014 (taux activité en uni, actifs ayant un emploi en rayé)



Population de 15 à 64 ans par type d'activité



Labatut en 2014

	2014	2009
Ensemble	859	836
Actifs en %	73,3	73,2
actifs ayant un emploi en %	61,7	65,3
chômeurs en %	11,6	7,9
Inactifs en %	26,7	26,8
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,1	6,2
retraités ou préretraités en %	9,7	10,5
autres inactifs en %	8,8	10,0

Données commune de Labatut

Un travail salarié et stable majoritaire (fonction publique, CDI) : 68,8% des emplois des 15 ans ou plus en 2014 (369 emplois); une initiative privée bien représentée, 16,2% d'employeurs et d'indépendants (87 emplois). On notera ainsi 51 indépendants et 35 employeurs et un aide familial.

A-I-4-3- L'EMPLOI ET LES MOBILITES

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999, RP2010 et RP2012, 2014 exploitations principales.

Structure du bassin d'emploi et mobilité

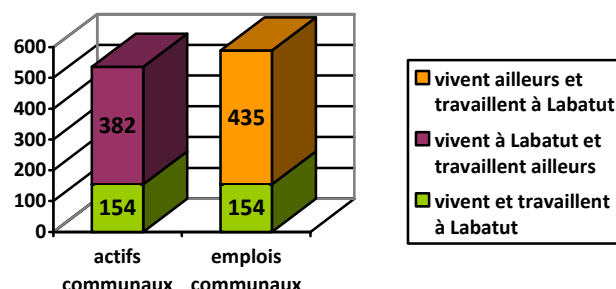
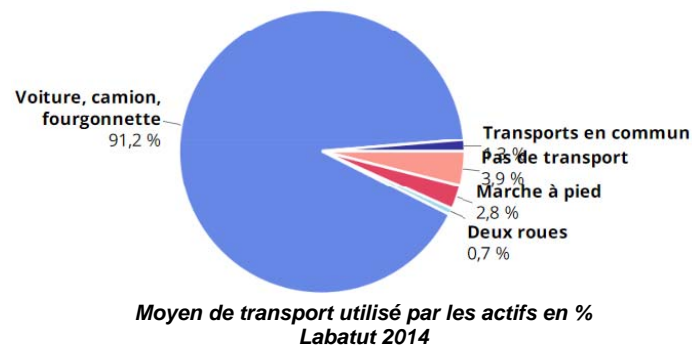
Le bassin d'emploi de Peyrehorade, Orthez, Pau, BAB sont attractifs par leur proximité. La dynamique économique sur le territoire de la CCPOA est également vectrice d'emplois notamment avec les différents pôles d'activité.

Les navettes domicile-travail restent importantes et constituent une part importante des émissions de gaz à effet de serre

Le poste du transport est à la fois très consommateur en énergie et corrélativement, producteur de pollution et nuisance avec notamment les gaz à effet de serre, les particules en suspension dans l'air et les nuisances sonores.

28.7% des actifs communaux ayant un emploi travaillent sur la commune, c'est à dire 154 personnes en 2014 ; ce chiffre est un peu en baisse depuis 2009 (165 actifs); seulement 1,2% des actifs communaux utilisent les transports collectifs pour se rendre au travail contre 91.2% par un véhicule individuel. Près de 3% utilisent la marche à pied.

Au total, les déplacements domicile/travail impliquent 817 personnes quotidiennement.



Les personnes sans emploi

En 2014, Labatut compte 100 personnes privées d'emploi contre 66 en 2009. Le taux de chômage est de 15.9 % et est en forte progression. Les femmes sont moins touchées par le chômage en 2014 (taux de 13.9% pour les femmes et 17,6% pour les hommes). Entre 2009 et 2014, le taux de chômage des femmes est resté relativement stable alors que celui des hommes est passé de 8.3% à 17,6%.

ACTIVITES ECONOMIE ET SOCIETE

Synthèse

Synthèse

- Un bassin d'emploi communal attractif et important drainant des actifs extérieurs à la commune
- Un bassin d'actifs en progression
- Un tissu économique en progression, marqué par des grosses structures dont SERETRAM, CEMEX, Entrepôts services
- Des zones d'activités et de nombreux édifices d'activités vacants
- Un bassin d'emplois attractif
- Des navettes domicile-travail importantes
- Un chômage en forte augmentation chez les hommes

A-I-4-4- L'AGRICULTURE

Sources RGA 2000, analyse prospective de l'activité agricole réalisée par la Chambre d'Agriculture du département des Landes (CA40) en septembre 2010, entretiens en commune (octobre 2010)

Les exploitations correspondent sur la commune à des structures en filière majoritaire de productions végétales associées à la filière volaille notamment canard, en association avec la culture du Kiwi. Quelques structures sont notamment de taille importante.

Différents démarches de qualités sont notées : agriculture biologique, canard IGP, Poulet label rouge, IGP Kiwi de l'Adour.



Données de repère et de cadrage communal

Contexte agricole général	Enjeu qualité des eaux pour l'alimentation en eau potable Filières Kiwi, maïs, élevage volaille dominant avec problématique de la grippe aviaire Agro-industrie présente sur le territoire Structure coopérative Kiwi sur le territoire
Nombre d'exploitations et orientation	Une trentaine d'exploitations productives, majoritairement ayant leur siège sur la commune Orientation polyculture élevage marqué volaille
Surfaces exploitées	Près de 1000 ha en SAU soit près de 47% du territoire
Une valorisation qualité	Territoire concerné par de nombreuses IGP dont Kiwi de l'Adour Périmètre protégé maïs semence Irrigation individuelle collective (ASA)
Taille moyenne des exploitations	Morcellement foncier modéré
Pérennité des structures	Pérennité assurée en majorité
Dynamisme	Agriculture relativement dynamique
DOO du SCOT	La préservation des espaces agricoles est un objectif majeur du SCOT

Méthode et objectifs

L'approche du diagnostic agricole s'est effectuée selon trois phases :

- Phase 1 : Traitement des données agricoles documentaires et statistiques.
- Phase 2 : Recueil des données agricoles communales.
Rencontre en mairie afin de recueillir les informations concernant les exploitations agricoles (avril 2015)
- Phase 3 : Visite de terrain pour apprécier et identifier les grandes entités agricoles

L'objectif de la démarche consiste à faire un état des lieux exhaustif de l'activité agricole selon ses composantes à la fois qualitatives et quantitatives afin de mettre en évidence ensuite les grands enjeux agricoles par secteur géographique.

Repères

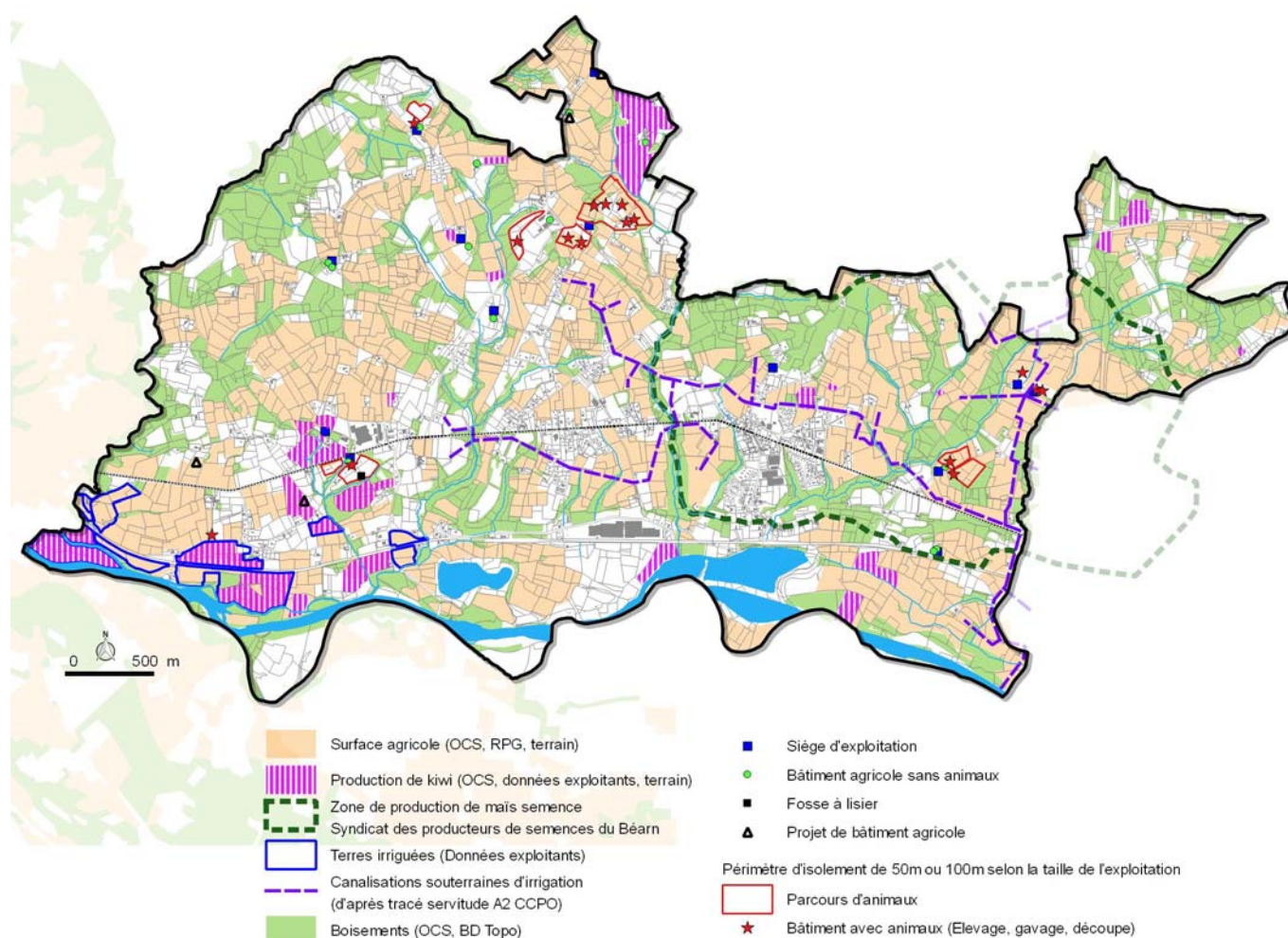
Près de 75% du territoire est potentiellement agricole à Labatut.

En 2010, la surface agricole (SAU) est estimée à près de 1000 ha sur les 2123 ha du territoire communal, soit près de 47% du territoire. La taille des exploitations est en moyenne de 30 hectares environ en 2010, soit une progression de 10 ha en 10 ans. La majorité des exploitations productives s'inscrivent dans des surfaces de 50 à 100 ha, avec une exploitation présentant 145 ha en SAU.



Répartition de l'occupation du sol sur la commune
Source : OCS Corine

La disponibilité foncière ne semble pas poser problème.
On notera que le fermage concerne une part importante des exploitations et des surfaces mises en valeur.



Schématisation de l'activité agricole sur le territoire, d'après inventaire de 2015

L'emprise agricole sur le territoire est prépondérante. La configuration des implantations des exploitations en activité montre que les bourgs ne sont pas marqués par des situations de proximité. Les bâtiments d'élevage et les structures d'exploitations sont éloignés du cœur de village. On notera quelques grosses structures (dont une en installation classée) en lien avec l'élevage volaille qui induisent des périmètres de recul vis-à-vis de l'habitation important (parcours). Cela ne concerne pas toutefois des groupes bâtis notables.

Les signes de qualités

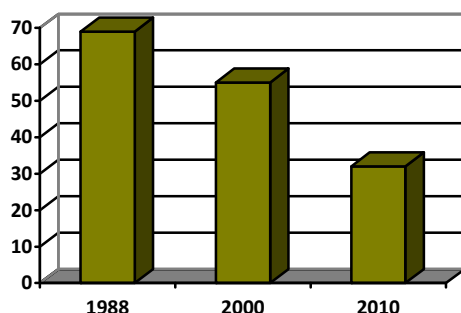
La commune est concernée par de nombreuses IGP dont certaines sont valorisées comme le kiwi et les volailles.

IGP - Asperges des sables des Landes;IG/08/98;	IGP - Landes primeur ou nouveau
IGP - Boeuf de Chalosse;IG/35/94;	IGP -Landes
IGP - Canard à foie gras du Sud-Ouest	IGP - Landes Sables de l'Océan mousseux
IGP - Jambon de Bayonne;IG/01/95;	IGP - Landes Sables de l'Océan primeur ou nouveau
IGP - Kiwi de l'Adour;IG/01/00;	IGP - Landes Sables de l'Océan
IGP - Landes	IGP - Landes Sables de l'Océan surmûri
IGP - Landes Coteaux de Chalosse mousseux	IGP - Landes Sables fauves mousseux
IGP - Landes Coteaux de Chalosse primeur ou nouveau	IGP - Landes Sables fauves primeur ou nouveau
IGP - Landes Coteaux de Chalosse	IGP - Landes Sables fauves
IGP - Landes Coteaux de Chalosse surmûri	IGP - Landes Sables fauves surmûri
IGP - Landes Côtes de l'Adour mousseux	IGP -Landes surmûri
IGP - Landes Côtes de l'Adour primeur ou nouveau	IGP - Porc du Sud-Ouest;IG/14/01;
IGP - Landes Côtes de l'Adour	IGP - Volailles de Gascogne;IG/15/94;
IGP - Landes Côtes de l'Adour surmûri	IGP - Volailles des Landes;IG/20/94;
IGP -Landes mousseux	IGP - Volailles du Béarn;IG/05/94;

Le kiwi, le Canard, les volailles sont les IGP les plus valorisées.

Les exploitations : une dynamique à la baisse des exploitations professionnelles

Le nombre total d'exploitations



De 1988 à 2010, la commune a vu se réduire le nombre d'exploitations d'environ 54%. (32 exploitations en 2010 contre 69 en 1988).

En 2010, le nombre d'exploitations communales est de l'ordre de 1.5 exploitations au km² sur la commune.

En 2015, l'inventaire en mairie a permis d'évaluer à une trentaine d'exploitations « productives » le nombre de structures intervenant sur le territoire communal plus quelques structures extérieures à la commune.

Le nombre d'exploitations communales depuis 1988

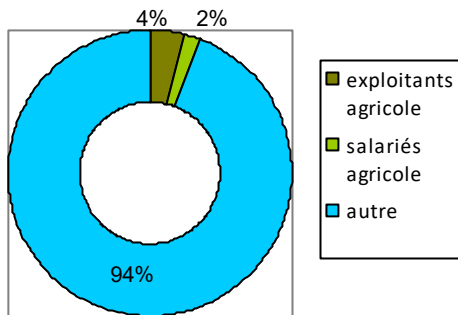
Le nombre d'exploitations* professionnelles (au sens du Recensement Général Agricole)

En 2010, 32 exploitations sont considérées comme d'exploitations communales au sens du RGA.

L'inventaire en mairie en avril 2015 et les différentes recherches ont montré :

- une vingtaine d'exploitations productives majoritairement à temps plein (dont une Installation Classée
- une dizaine d'exploitations estimées productive notamment en filière grande culture ou kiwi
- quelques exploitations productives extérieures (Cauneille, Pouillon,...)
- un élevage canin

Le travail agricole communal



L'emploi communautaire agricole montre une proportion nettement en recul : moins 9 de % en 2014 contre plus de 14% en 2007.

En 2014, il représente près de 8.7 % de l'emploi communautaire avec 363 emplois dont 254 relatifs aux agriculteurs exploitants.

En 2000, l'activité agricole présentait 59 Unités de Travail Annuel (équivalent temps complet) et 41 UTA en 2010.

Il n'existe pas de données statistiques plus récentes (via le RGA ou l'INSEE).

Sur la commune l'emploi salarié agricole représente 11 emplois et il est noté 38 exploitants et chefs d'exploitation en 2014.

Part de l'emploi agricole sur la commune en 2014

En 2015, la commune compte 29 établissements relevant de l'agriculture soit 21.8% des établissements actifs.

La proportion communautaire est de 20.4% et 12.4% en moyenne dans les Landes. Labatut apparaît clairement comme une commune où l'activité agricole reste majeure : elle correspond à 12 salariés et 24 exploitants.

On notera localement la filière agro-alimentaire qui génère de l'emploi.

On notera le travail non comptabilisé des membres de la famille, des retraités ou des amis qui viennent souvent aider les exploitants. De même il n'existe que très peu de couples d'agriculteurs ; la double-activité des exploitants reste marginale. Le recours au travail saisonnier reste ponctuel mais fréquent dans les exploitations.

Ainsi, l'activité agricole génère un bassin d'emploi non négligeable qui a son importance dans le tissu économique local ainsi que dans la vie sociale.

La pérennité des exploitations : une situation relativement favorable

Les exploitants sont relativement jeunes et sont majoritairement non concernés par un départ à la retraite dans les 10 ans.

Les productions agricoles

Les activités agricoles illustrent une agriculture basée sur les productions végétales de façon majoritaire (céréales majoritairement), la culture du kiwi, et l'élevage en filière volaille, les filières bovine ou porcine peu représentées

La commune est concernée par 1 exploitation en Installation Classée Pour l'Environnement selon le portail installationclassée.gouv.fr.

De nombreux parcours volailles existent et impliquent des contraintes de reculs pour les tiers.

Productions végétales

La maïsiculture et grandes cultures (blé/colza)

Elles couvrent majoritairement les espaces de plaine et les terrains plats sur la commune. Des îlots maïs semence sont à noter.

Le Kiwi

Une cinquantaine d'hectares de vergers se situent sur la commune. Ces surfaces sont irriguées en partie, par un réseau collectif d'irrigation géré par une ASA.

La commercialisation se fait essentiellement via les coopératives dont celle située à Labatut.

Les cultures légumières

Elles restent aujourd'hui marginales sur la commune (asperges, quelques cultures maraichères) et impliquent 2 exploitations.

L'élevage

L'élevage bovin

Cette activité s'est considérablement réduite : deux exploitations en filière viande

L'élevage volaille

Cette activité est relativement diversifiée et rassemble des structures de très grandes tailles ainsi que des exploitations plus modestes.

- Canards avec parfois atelier de découpe/gavage
- Poulets

L'ensemble des parcours volailles forment une surface importante.

Ces parcours génèrent des distances de recul vis-à-vis de l'habitation des tiers ou des limites des zones constructibles de 50m à 100 m.

Des activités très spécifiques

- l'élevage/dressage canin (ICPE)
- des petits élevages de chevaux

La diversification :

- De nombreuses structures développent de stratégies pour améliorer ou diversifier les activités :
- La vente directe est modeste mais présente
- La mise en place d'activités complémentaires (hébergement, entreprise agricole..)
- La transformation des produits à la ferme
- L'orientation agriculture biologique...
- L'extension des surfaces exploitées ou la plantation de vergers de Kiwi
- Construction de bâtiments
- Mesures agro-environnementales

Signe de cette dynamique, quelques projets sont cités : hébergement tourisme, bâtiment de production, transformation...

L'agriculture communale s'inscrit dans un espace aujourd'hui influencé par les concurrences urbaines, à l'interface entre plusieurs pôles (DAX, BAYONNE, COTE LANDAISE, ST GEOURS).

Les modes d'exploitations ont privilégiés une certaine diversité malgré le déclin de l'élevage bovin, et des structures importantes accompagnées par des réglementations spécifiques (Installations Classées) côtoient des structures plus modestes.

La diversité des filières de production, les objectifs qualitatifs, le développement des circuits courts et de valorisation des productions locales peuvent être observés et indiquent une activité agricole relativement dynamique.

Le territoire est concerné par de nombreux signes de qualités de type IGP (Indication Géographique Protégée).

Le maintien relatif de l'emploi agricole reste fragile. La pérennité de l'activité dans ce territoire est aujourd'hui satisfaisante.

Si la concurrence sur l'espace existe, elle reste très localisée et ponctuelle, et l'avenir de l'activité agricole communale restera liée à des facteurs conjoncturels, donc à la faculté des structures de s'adapter. Les exigences environnementales de plus en plus contraignantes, l'attractivité des produits locaux et de qualité sont des paramètres qui influenceront dans l'avenir les productions agricoles.

On notera que quelques exploitations ne sont pas propriétaires du foncier qu'elles exploitent (parfois de façon majoritaire).

Le devenir de certains bâtiments sans utilisation, les projets de diversification (hébergement touristique) ou de valorisation spécifique devront être envisagés tout en assurant le maintien d'un potentiel d'exploitation agricole.

L'activité agricole représente également une composante majeure du paysage et de l'environnement du territoire, une structure sociale et identitaire forte ; elle prend ainsi une part privilégiée dans la thématique du développement durable.

Le contexte des reprises d'exploitation est parfois difficile et à cela s'ajoute l'augmentation de la valeur des prix de l'immobilier qui impacte sur les partages familiaux : cette situation génère un paradoxe entre le maintien des activités agricoles et la demande en lots à bâtir sur l'exploitation afin de régler les partages familiaux pour l'enfant qui reprend la ferme.

L'activité agricole ne pourra se maintenir qu'en respectant son outil de travail et en étant attentif aux conséquences de l'implantation d'habitat à proximité des sites de production. Les nuisances de l'activité agricole justifient que des distances d'éloignement soient préservées.

A-I-4-5- LES AUTRES ACTIVITES

Les activités artisanales et industrielles

Sources : commune, INSEE, Rapport de présentation du SCOT

La commune de **Labatut** se situe sur un axe structurant de l'intercommunalité, et présente deux zones d'implantation d'activités importantes en périphérie des zones d'habitat.

La commune compte de nombreux établissements dont certains de taille importante, en lien avec la construction. Ces activités se répartissent sur le territoire et dans les zones d'activités pour les plus importantes. Les implantations peuvent se situer donc au sein du tissu urbain ou dans des zones isolées dans l'espace rural.

Les commerces et services de proximité

Source : Commune

Une offre commerçante diversifiée, avec des commerces alimentaires et de services, répartis essentiellement entre le quartier Neuf et le Bourg Neuf.

- | | |
|------------------------------|----------------------|
| - 1 Superette/Tabac | - 2 Médecins |
| - 2 Boulangeries/Pâtisseries | - 2 Infirmières |
| - 1 Boucherie | - 1 Kinésithérapeute |
| - 1 Coiffeur | - 1 Ostéopathe |
| - 1 Pharmacie | - 1 Psychologue |

L'accueil et le tourisme

Source : Commune

Le tourisme est une activité peu importante sur la commune.

Hôtellerie - Gîtes	Restauration
Chambres d'hôtes → Auberge du Bousquet → Maison Beauregard	Restaurants → Auberge du Bousquet → Resto-Délice

Les activités de loisirs et culturelles

Source : site de la commune - tourisme-orthe-arrigans.fr - pays-orthe-arrigans.fr

Sentiers pédestres

Parcours pédestre libre, pour découvrir la commune et son village en 7 étapes. Deux circuits sont proposés (1h45 ou 2h30).



Lac de Labatut

Le lac offre une étendue d'eau de bonne qualité, pour les amateurs de pêche à la ligne



Équipements sportifs

Ces équipements permettent les activités diverses en lien avec des disciplines sportives. Ils sont localisés dans le Bourg Neuf.



Stade de rugby



Skate Park et terrains multi sports



Mur à gauche



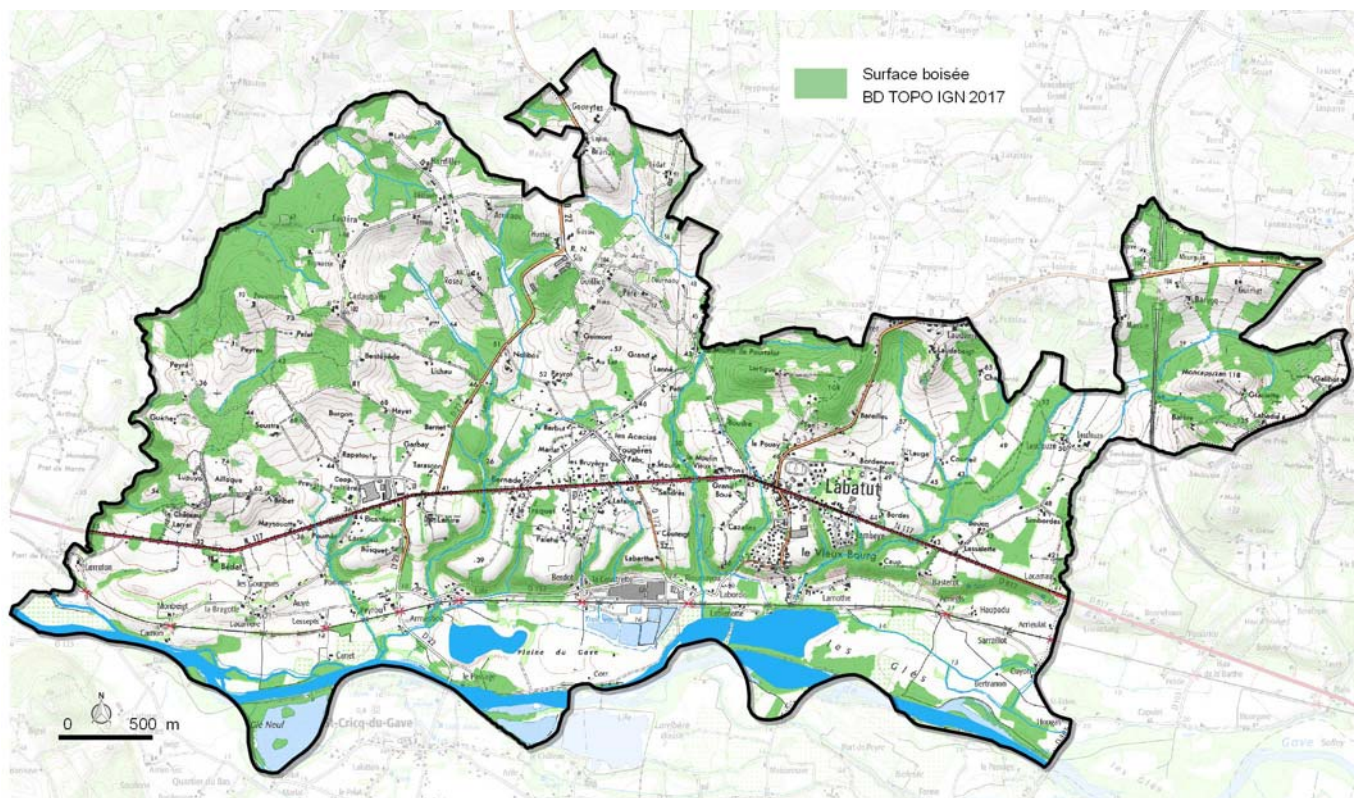
Terrains boules couverts



Fronton

La sylviculture

La couverture boisée de la commune est de 615ha environ ce qui correspond à près de 29% de la surface du territoire. Il s'agit d'une forêt relativement morcelée et en majorité privée, d'exploitation modeste et tournée vers le bois de chauffe. L'activité sylvicole reste donc marginale sur la commune de Labatut.



Les boisements sur le territoire

Les associations

Le tissu associatif est important et anime de nombreuses activités et festivités sur la commune tout au long de l'année, on trouve 27 associations sur la commune.

Les structures communales permettent le déploiement de ces activités de façon très satisfaisante.

Sportive	Culturelle	Loisir	Divers
Association Communale de Chasse Agrée (ACCA)	Bandas les Dalton's	Association des Parents d'Elèves (APE)	Amis de la Béchigue
Archers du Pays d'Orthe	Trait d'Union	Comité des fêtes	Cercle cynophile
Association Sportive des Bleuets		Histoire de lire (scrapbooking)	Comité de jumelage
Labatutois Omnisport (ASBL)		Les sans soucis (club du 3° âge)	Don du sang
ASBL Basket			
ASBL Jogging			
ASBL Marche			
ASBL Pelote			
ASBL Pétanque			
ASBL Rugby			
ASBL Rugby Loisirs (rugby tag)			
Gymnastique volontaire			
Zumb'ambiance			

ACTIVITES

Synthèse

Synthèse

- Un niveau d'emploi important et une activité économique présentant des grosses entreprises notamment tournée vers l'agro-alimentaire. Des sites d'activité complet ou sans foncier disponible
- Une pérennité activité agricole relativement dynamique et très prégnante sur le territoire (maïs, volaille, canard, kiwi.)
- Une commune bien pourvue sur le plan des équipements pour les activités de loisirs, sport...

		DONNEES DE CADRAGE
ENSEIGNEMENT		
Maternelle/ Primaire	5 classes de la maternelle au CM2 Etude surveillée et garderie	Capacité suffisante
Collège - Lycée	Commune voisines avec un transport hebdomadaire.	
SERVICES PUBLICS		
Centre loisirs	Garderie et vacances	
Poste	Agence postale	
Pompiers	Peyrehorade	
INFRASTRUCTURES		
VOIRIE		
Principale	RD817 – RD3 – RD22 – RD122	
Liaisons douces	Dans le bourg : trottoir et place publique	
TRANSPORTS		
Collectifs bus	Ligne DAX-Puyoo Bus de ramassage scolaire	
Train	Gare de Peyrehorade et Puyoo	
STATIONNEMENTS	Bourg	Capacité suffisante
RESEAUX		
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
Compétence	SYDEC	
Schéma directeur d'assainissement	2003 Révision conjointe au PLU	
Capacité	Station communale	
Utilisation	335abonnés en 2014	
Résiduel	important	
Rejet	Le Gave	
Conformité	Conforme en 2016	
Localisation réseau collectif	Les 2 bourgs et leur périphérie	
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - AUTONOME		
Compétence	SYDEC	
Nombre	265 installations environ en 2017	
Contrôle	<ul style="list-style-type: none"> 25% installations conformes en 2017 	
Aptitude des sols	Variable	
EAUX PLUVIALES		
Gestion	Compétence communale	
EAU POTABLE		
Compétence	SYDEC	
Ressource	Nappe alluviale du Gave (St Cricq)	
Population estimée	614 abonnés en 2014	
Sécurité incendie	satisfaisant en majorité	
Electricité	Capacité satisfaisante	
DECHETS		
Traitement	Benesse Marenne	
Compétence	Collecte et traitement effectuée par le SITCOM	
Point tri	2 sur la commune	
Numérique		
	Couverture haut débit - Absence du très haut débit	

A-I-5-1 – LES EQUIPEMENTS

Source : Site internet commune

L'offre en équipements et services publics est satisfaisante sur la commune.



Source : Commune

L'enseignement et l'accueil de l'enfance

Située au cœur du bourg, l'école publique comprend 5 classes de la maternelle au CM2. Un service d'étude surveillé et de garderie est mis en place avant et après les heures d'enseignement. La commune dispose d'une marge de manœuvre pour l'extension de cet équipement du fait de sa maîtrise foncière.

Un restaurant scolaire est géré par la municipalité. Les repas sont confectionnés sur place en partenariat avec des prestataires pour l'approvisionnement et la conception des menus.

Le ramassage scolaire présent sur la commune concerne les enfants fréquentant les collèges de Pouillon et Peyrehorade.

Les structures concernant l'enseignement sont suffisantes et permettent des extensions éventuelles.

Les services publics

Le centre bourg de **Labatut** regroupe les principaux équipements et pôles administratifs de la commune :

- la mairie
- l'agence postale
- l'église
- le cimetière
- la salle des fêtes
- le pôle culture

Accueil périscolaire

En période scolaire l'école communale accueille les enfants de la commune et des communes voisines (St Cricq du Gave, Sorde l'Abbaye et Lahontan), les mercredis après-midi ainsi que pour le repas de midi.

Pendant les vacances scolaires, deux sites accueillent les enfants. Peyrehorade pour les enfants du primaire et St Lon les Mines pour les maternelles. Le transport des enfants est organisé par la commune, chaque matin au départ de la mairie.

Depuis 2016 la commune adhère à l'espace ados de Peyrehorade, pour les enfants de 12 à 18ans, proposant diverses activités durant l'année et pendant les vacances scolaires

Crèche

La commune ne possède pas d'établissement. Des structures existent sur l'intercommunalité pour accueillir les enfants.

Salles associatives

Plusieurs associations sont actives sur la commune et des locaux sont à leur disposition sur le territoire.

Les équipements publics

Les équipements publics permettent le déroulement de nombreuses activités générant des lieux de rencontre et du lien social :

- Stade : mur à gauche, terrains de sport (basket, handball), cours de tennis
- Aire de jeux de boulistes
- Fronton
- skatePark
- Médiathèque
- Pôle de culture

Un centre bourg bien doté et organisé sur la convivialité, la sécurité, les mobilités, les services, commerces, équipements publics.

A-I-5-2 – LA VOIRIE



La commune se situe à une vingtaine de kilomètres de l'agglomération Dacquoise via Pouillon par la D22. A une vingtaine de kilomètre d'Orthez par la RD817, Labatut est aussi tourné vers le Béarn.

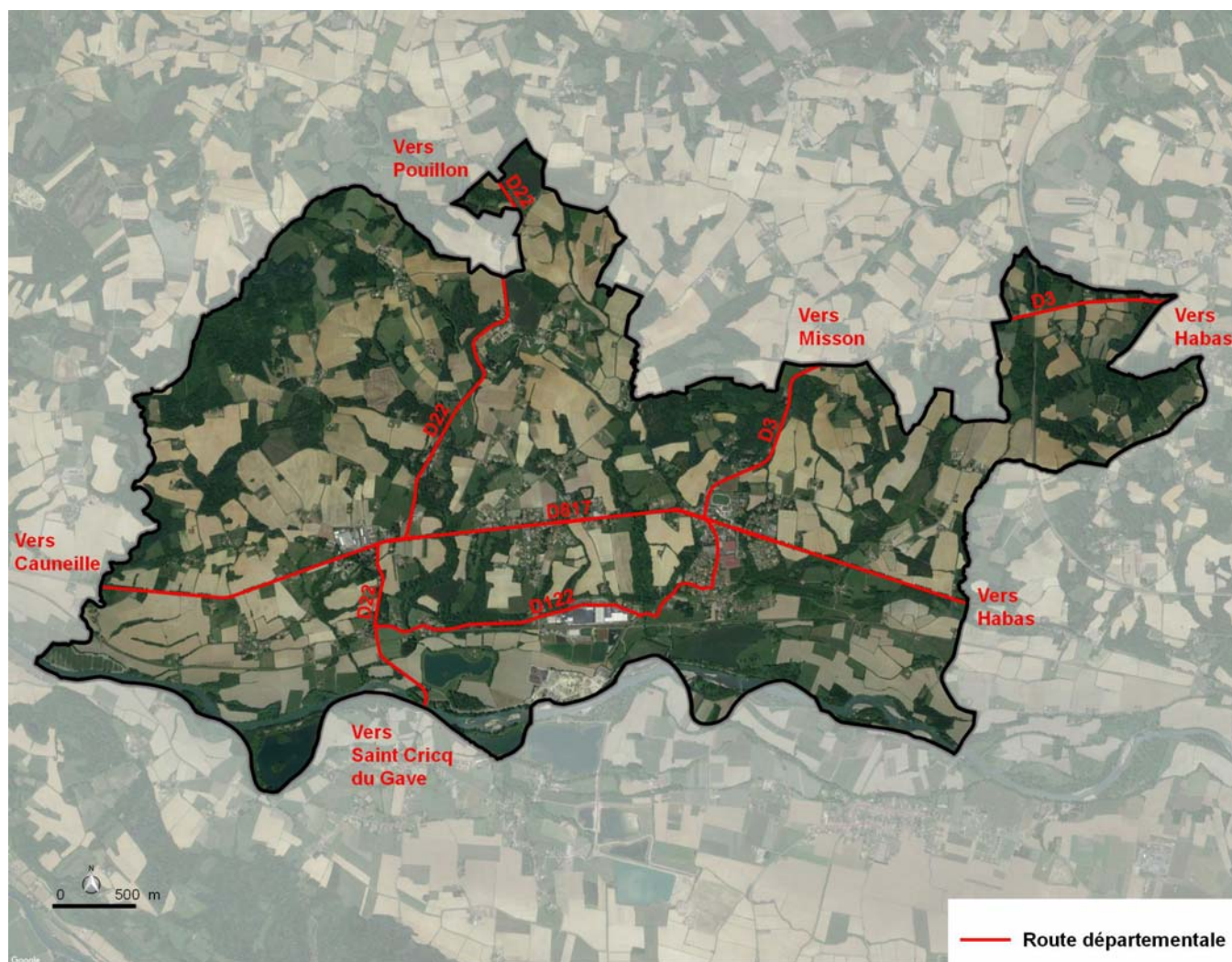
Elle se situe à proximité des accès autoroutiers de l'autoroute Bayonne/Pau/Toulouse par Puyoo (8km) ou Peyrehorade (12km).

• Axe de liaison intercommunale

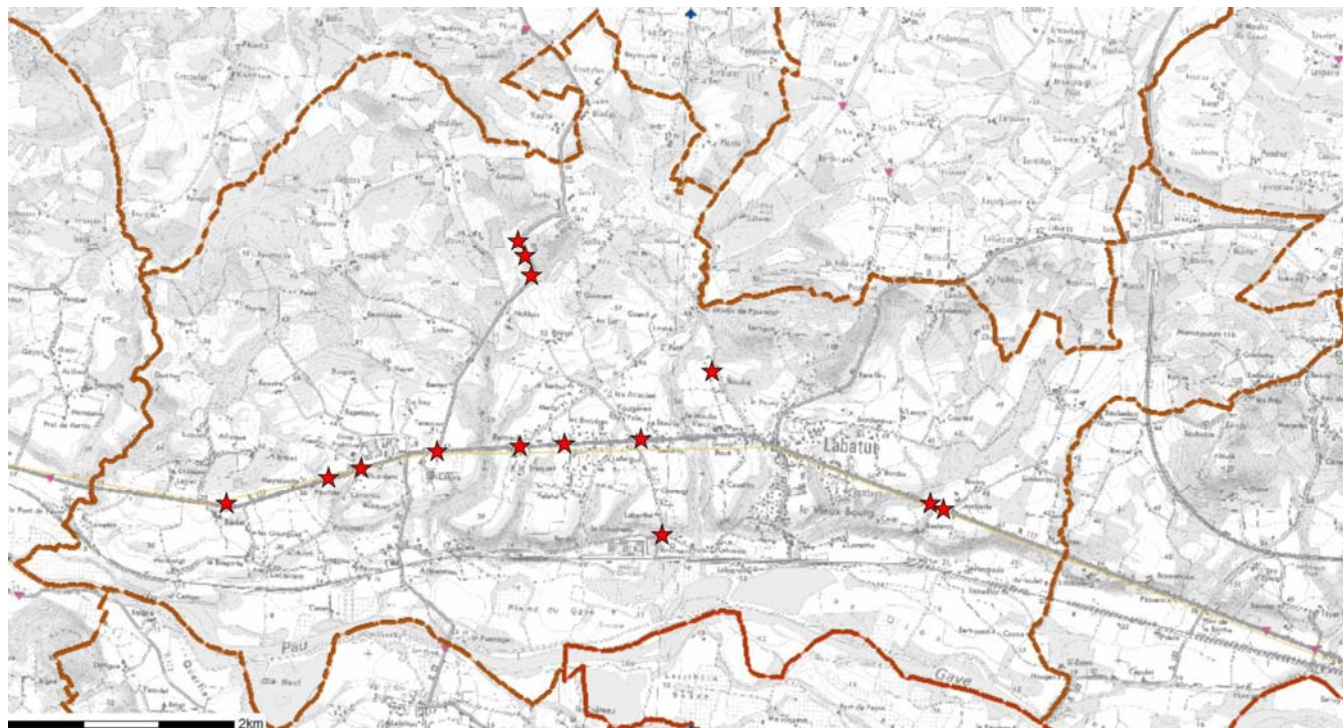
La RD 817 constitue un axe de liaison Est-Ouest majeur entre le Sud des Landes et le pays basque. L'accès autoroutier se situe à quelques kilomètres. Elle est la porte d'entrée ouest, supportant une circulation continue.

• Desserte communale

La RD 3, RD 22, RD 122 constituent les axes principaux distribuant l'ensemble de la commune et les communes voisines, ces axes sont secondés par des voies communales et parfois des chemins dans les secteurs les plus montagneux.



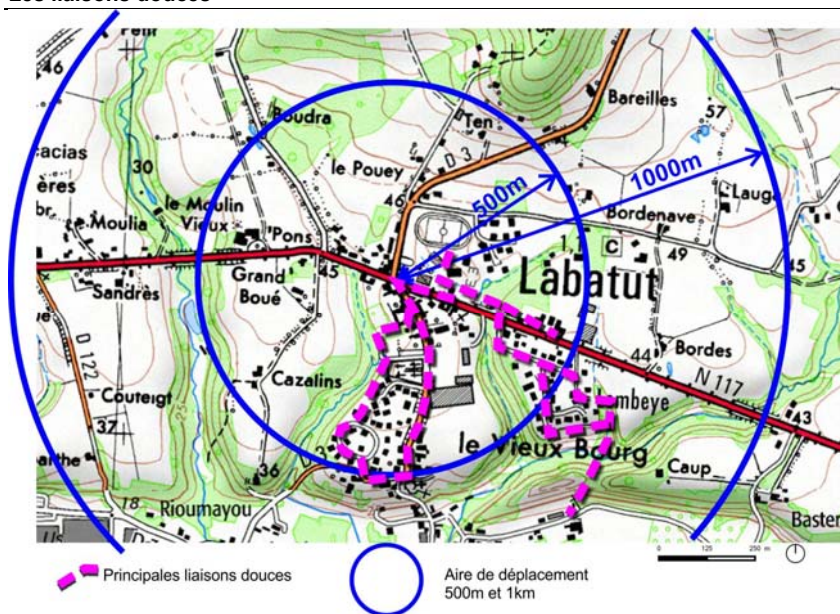
Schématisation des routes principales sur le territoire communal



Schématisation des accidents sur le territoire communal entre 2004 et 2013

L'accidentologie communale montre que la RD 817 se trouve être la plus accidentogène sur la commune.

Les liaisons douces



Le bourg ancien présente des cheminements doux permettant les relations avec les pôles publics et les milieux naturels du Gave. Le bourg neuf est à ce titre non pourvu et distant de près de 700m des équipements du bourg ancien.



Liaison douce arborée dans le bourg

A-I-5-3- LES TRANSPORTS

Source : Mairie - CdC

Le territoire communal ne se prête pas au transport urbain collectif. Toutefois, la proximité de l'autoroute pourrait suggérer des alternatives type co-voiturage et la voie ferrée avec la ligne Bayonne/Pau, Pau/Dax pourrait potentiellement offrir un moyen de mobilité alternatif si une halte ferroviaire était organisée.

Aujourd'hui, les besoins en transport sont essentiellement relayés par le transport automobile

Bus

La ligne Dax > Puyoo > Mauléon dessert Labatut (en face de la Mairie) toute l'année.

Transp'Orthe est un service de transport à la demande ouvert à tous les habitants de la communauté des communes du Pays d'Orthe âgés de plus de 12 ans au départ des 15 communes du Pays d'Orthe.

Transport scolaire

Le transport est assuré sur la commune par des sociétés privées, vers les collèges de Pouillon et Peyrehorade.

Aire de co-voiturage ou intermodalité

La commune ne présente pas d'aire de stationnement pour le co-voiturage. Toutefois un site internet de covoiturage a été mis en place par le Conseil Départemental des Landes, mettant en relation les personnes en recherche de trajets partagés.

Taxi

Pas de taxi recensé sur la commune, le plus proche à Lahontan

Train :

Gare SNCF de Puyoo (7km) et Peyrehorade (10km)

Avion

Aéroport du BAB à 45 km

Aéroport de Pau-Pyrénées à 49km

Eléments du schéma général des objectifs du SCOT

- Réduire la dépendance à l'automobile

Prescriptions :

- Intégrer dans les orientations d'aménagement et de programmation des PLU des circulations douces (piétons, deux roues) à l'échelle des espaces urbanisés : bourgs, hameaux, quartiers ... en particulier entre les espaces résidentiels et les équipements, les lieux d'emplois, de commerces, de loisirs etc.

Recommandations :

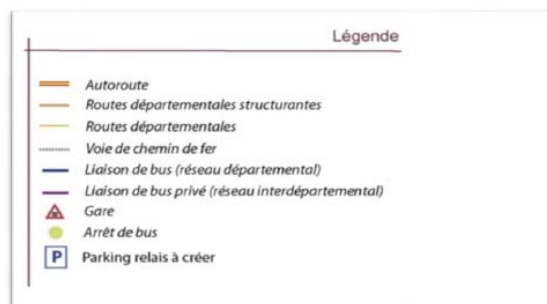
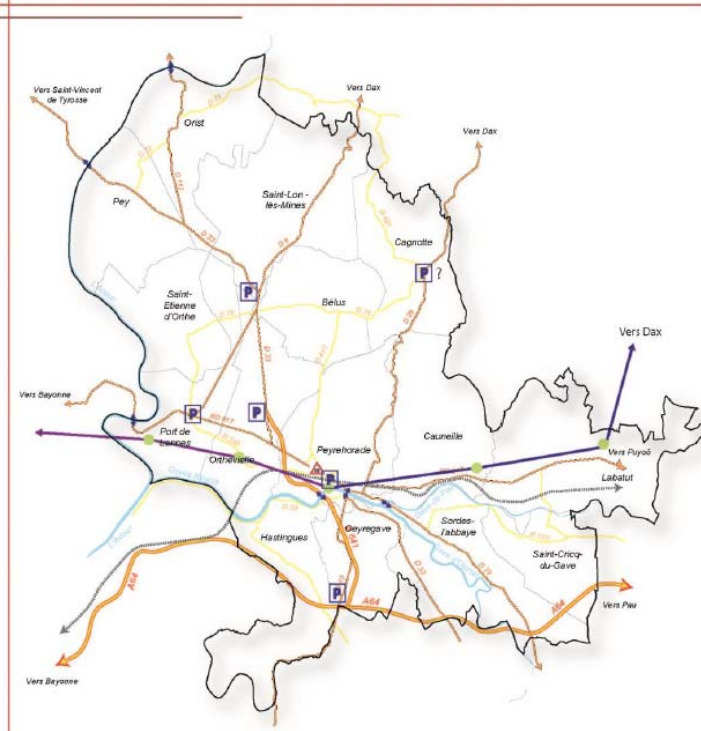
- L'habitat devra être réalisé prioritairement à proximité de pôles d'équipements et de services dans les communes desservies par le réseau de transports du Conseil Général.
- Raccorder toutes opérations de plus 30 logements (seraient notamment concernés le pôle urbain et les pôles d'équilibre) aux transports collectifs ou par un réseau piéton permettant un accès aux équipements et services de proximité
- Raccorder les zones d'activités futures, susceptibles d'accueillir plus de 100 emplois, au réseau de transport collectifs
- Développer un réel pôle multimodal autour de la gare de Peyrehorade (automobile / transports collectifs / train)
- Développer des parkings relais à l'échelle du SCOT (Cf. Cartographie page suivante) pour favoriser le report modal ou le covoiturage
- Favoriser les nouvelles pratiques liées aux mobilités (auto-partage, covoiturage, ...) et l'intermodalité en privilégiant, sur les secteurs desservis par les transports collectifs, le développement de l'habitat à proximité des gares, parc-relais, pôles d'équipements et de services ...

- Restructuration du réseau viaire

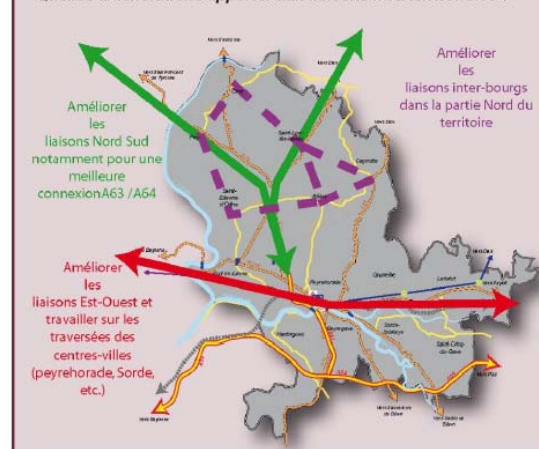
Recommandations :

- Améliorer les Liaisons Est-Ouest au Sud du territoire et mener une réflexion lors de l'élaboration des documents d'urbanisme sur les « points noirs » que constituent les traversées de Peyrehorade et de Sorde l'Abbaye
- Mener une réflexion sur l'amélioration des liaisons Nord-Sud afin de permettre une connexion de qualité entre l'A63 et l'A64.
- Mener une réflexion lors de l'élaboration des documents d'urbanisme sur les moyens à mettre en œuvre pour aboutir à l'amélioration des liaisons inter-bourgs Est-Ouest dans la partie Nord du territoire

Les échanges multimodaux sur le territoire du SCOT du Pays d'Orthe



Quelles améliorations apporter aux liaisons interterritoriales ?



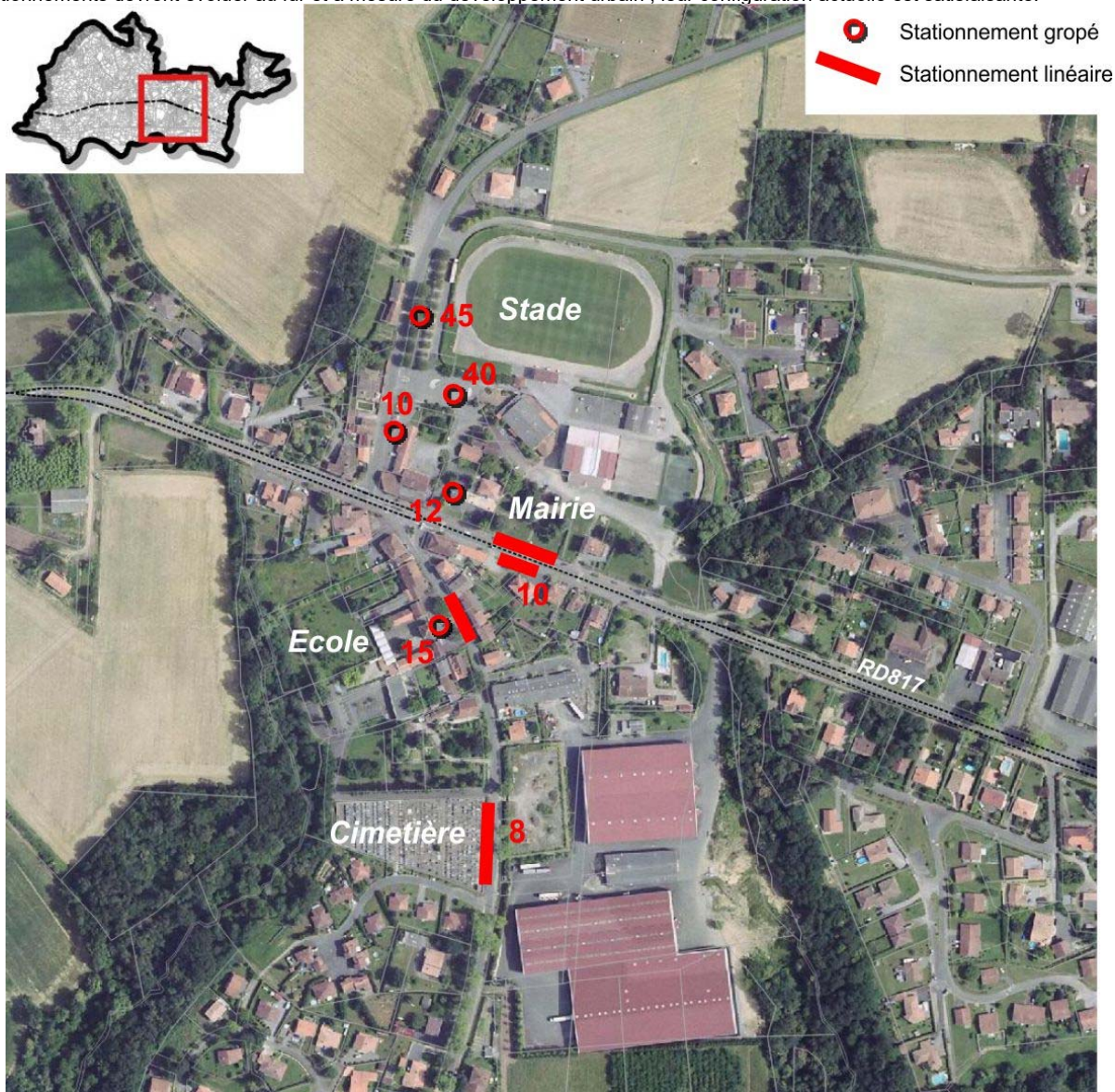
Source : DOO du Scot (28/01/2014)

A-I-5-4-LES STATIONNEMENTS

Le stationnement est essentiellement regroupé autour des équipements et des services, dans le bourg neuf.

Une capacité d'environ 140 places de stationnements organisée en stationnements le long des voies et en aires de stationnements au potentiel plus important.

Les stationnements devront évoluer au fur et à mesure du développement urbain ; leur configuration actuelle est satisfaisante.



Cartographie et capacité des stationnements

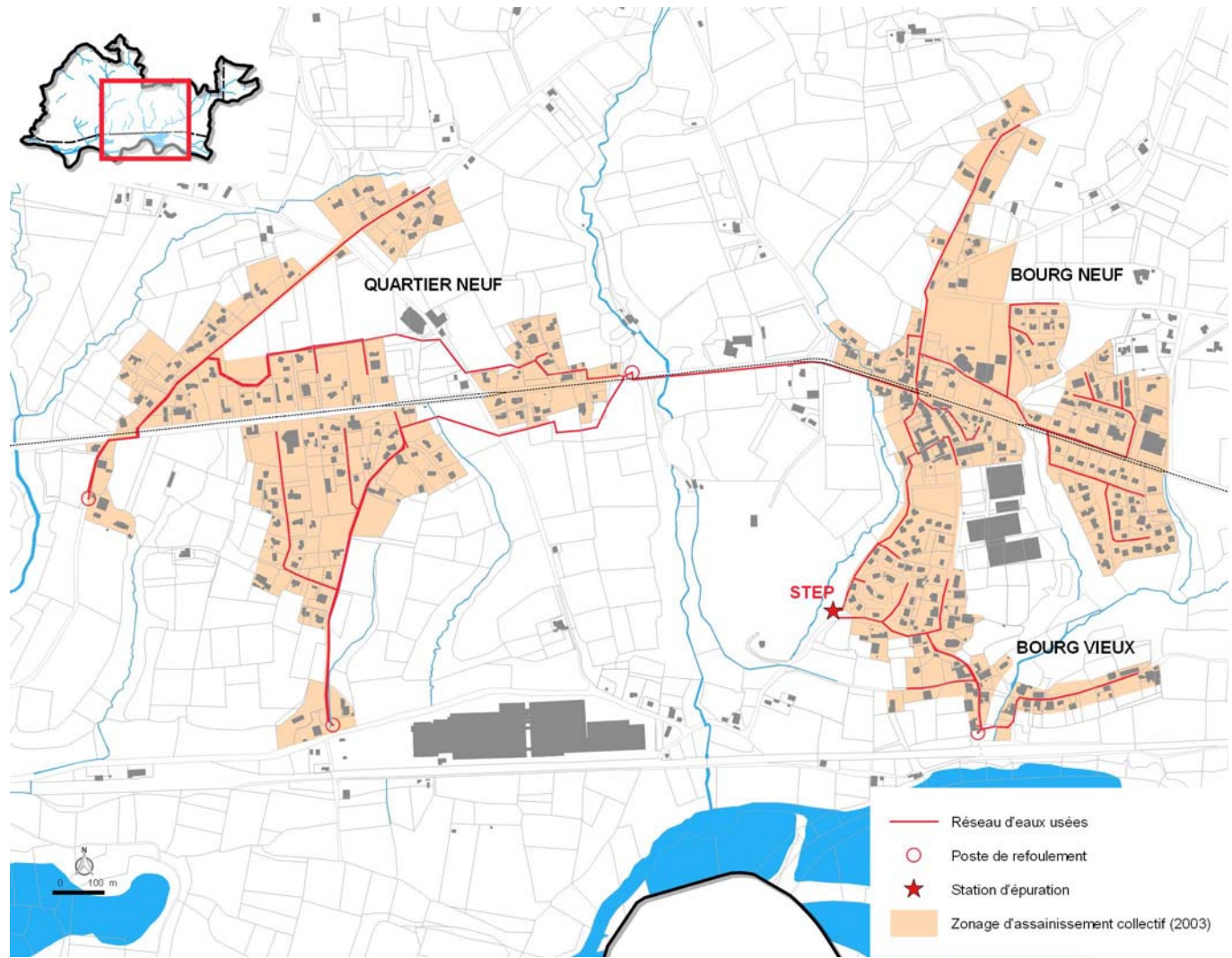


Le stationnement aux abords des équipements sportifs

A-I-5-5- L'ASSAINISSEMENT

La commune assure les compétences de l'assainissement collectif par délégation au syndicat SYDEC via un contrat d'affermage avec la Lyonnaise des eaux (échéance 2020) ; la compétence de l'assainissement non collectif (SPANC) est gérée en régie par la commune.

La commune dispose d'un zonage de l'assainissement collectif ancien approuvé en 2003 et en révision. Le nouveau zonage d'assainissement collectif fera l'objet d'une enquête publique conjointe avec le PLU.

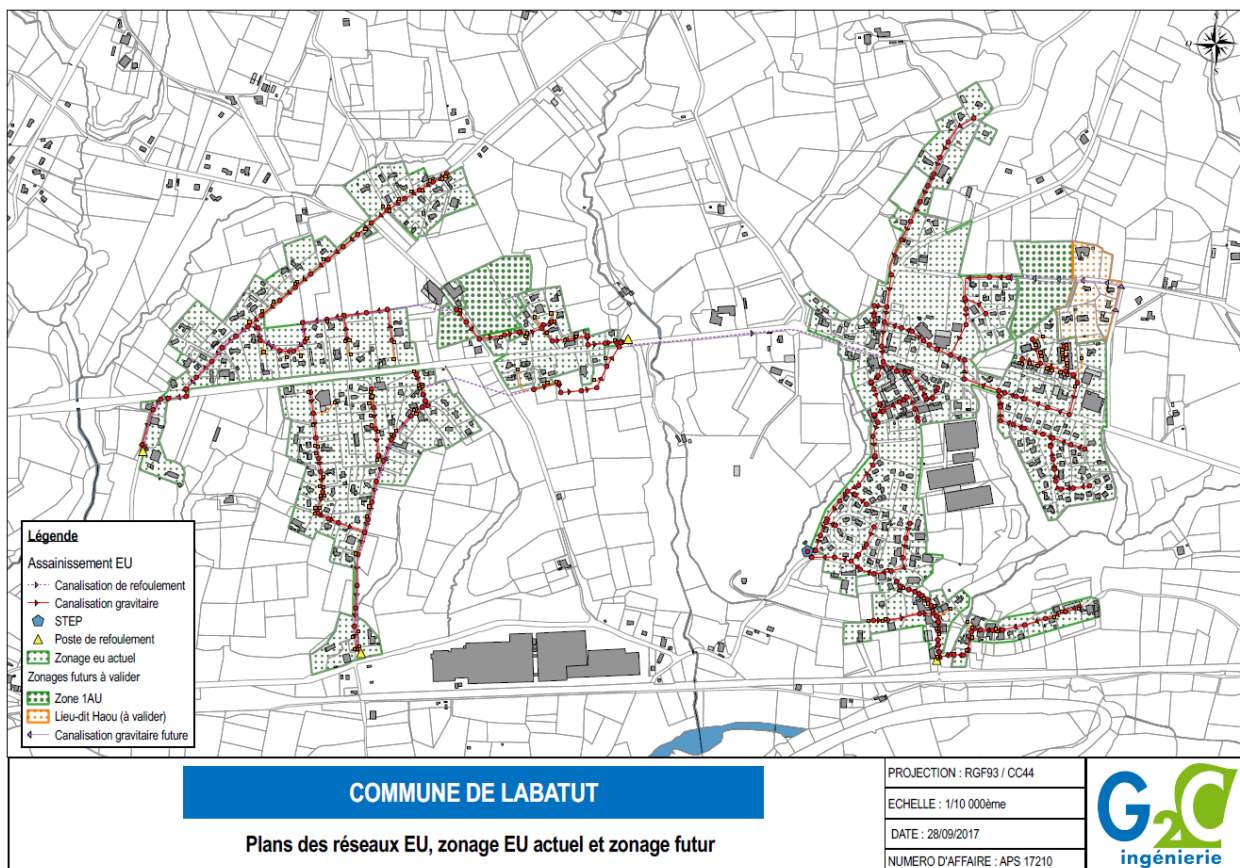


Schématisation du réseau d'assainissement et du zonage collectif (2003) sur la commune

Source : SYDEC 2015, G2C 2017

Le réseau d'assainissement dessert le bourg et les principaux quartiers périphériques. Il comporte 4 poste de refoulement sur un linéaire total de près de 11km20, en majorité séparatif qui achemine les eaux à traiter sur la station communale

Le collecteur porte **335 abonnés** en 2014 (756 habitants desservis) **soit près de 52%** de la population totale.



Zonage de l'assainissement collectif projeté
Source : G2C 2017

Le réseau collectif

Longueur réseau (m) dont :	11 242
Total refoulement (m)	2 882
Total gravitaire (m)	8 360

Le réseau d'assainissement dessert les 2 bourgs et leur périphérie. Il comporte 4 postes de refoulement sur un linéaire total de près de 11 km, en majorité séparatif et gravitaire.

Total séparatif (m)	11 242
Total unitaire (m)	0

Sandres

Adresse	ROUTE DE BAYONNE RN SANDRES
Année mise en service	2008
Génie civil	BETON
Canalisation	INOX
Diamètre	2 m
Profondeur	3 m
Trop plein	Non
Nombre de pompes	2
Télésurveillance	<input type="checkbox"/>

Distillerie

Berdot, trop plein vers pluvial

Adresse	CHEMIN LAFARGUE
Année mise en service	2008
Génie civil	BETON
Canalisation	INOX
Diamètre	2 m
Profondeur	3 m
Trop plein	Oui
Nombre de pompes	2
Télésurveillance	<input checked="" type="checkbox"/>

RD817, trop plein vers fossé

Adresse	
Année mise en service	
Génie civil	
Canalisation	
Diamètre	
Profondeur	
Trop plein	Non
Nombre de pompes	2
Télésurveillance	<input checked="" type="checkbox"/>

Adresse	RUE DU 19 MARS 1962
Année mise en service	
Génie civil	BETON
Canalisation	INOX
Diamètre	2 m
Profondeur	3 m
Trop plein	Oui
Nombre de pompes	2
Télésurveillance	<input checked="" type="checkbox"/>

Les postes de relèvement

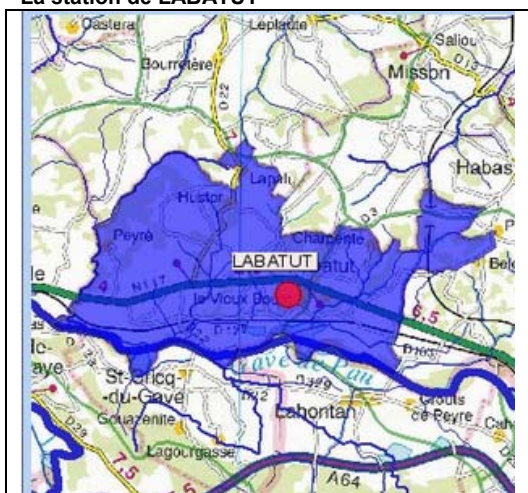
Un règlement de service régit les relations des abonnés avec le service de l'assainissement collectif.

Les unités de traitement

Le système d'assainissement a été déclaré conforme en 2014.

Le présent paragraphe entend présenter les caractéristiques techniques générales des ouvrages, leurs capacités (dont la capacité résiduelle) et leur problématique éventuelle eu égard notamment aux enjeux environnementaux.

La station de LABATUT

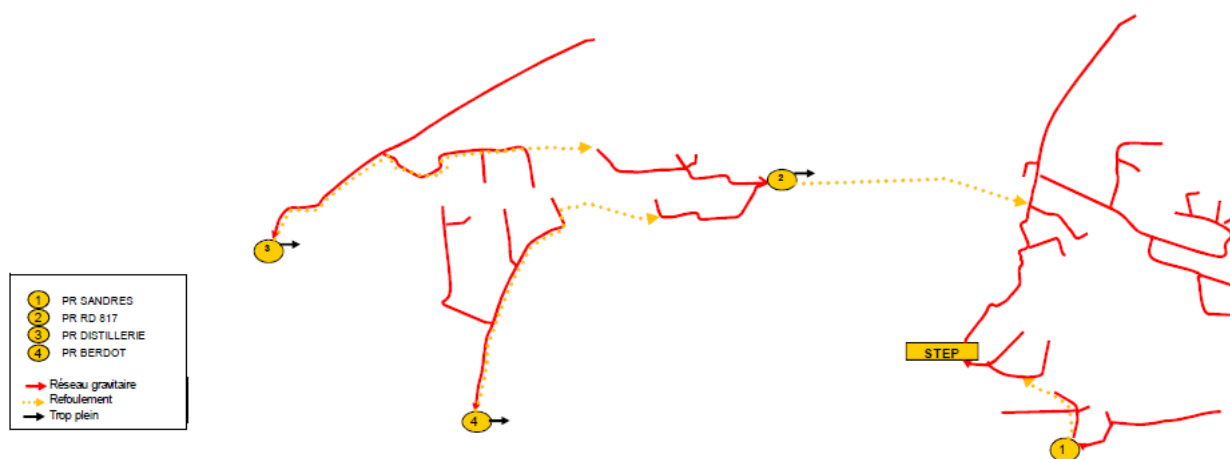


Cette station d'épuration gérée dispose d'une capacité de 2 000 équivalents habitants mise en service en 2014 en filière boue activée aération prolongée (ancienne station ayant fait l'objet de travaux d'extension).

Cette station dispose d'un bassin tampon chargé de réguler les apports d'eau par temps de pluie.

Le réseau est séparatif.

Réseau assainissement Commune de Labatut



Caractéristiques nominale du système de traitement

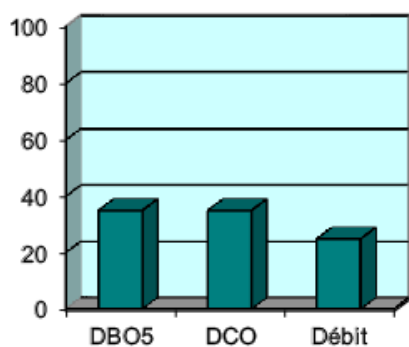
PARAMETRES	CHARGES EN kg/j	NORME DE REJET	RENDEMENT	FILIERE TRAITEMENT
	NOMINALES			
DBO	120	25 mg/l	70%	Eau : boues activées
DCO		125 mg/l	75%	Boue : stockage, séchage compostage 2014 : 547 m3 de boues (soit 4.4 tonnes de matières sèches) produites.
MES		35 mg/l	90%	Odeur : filtre charbon
Hydraulique	310m3/j 35.90m3/h pointe			Rejet de la station : Bonne qualité
Capacité eq/hab	2000 eq/hab			

Milieu récepteur

Le milieu de rejet est le Gave (enjeux sur la qualité des eaux, voir chapitre ressources)

Exploitation de la station de traitement

Bilans 24 h () – Rapport de visite du 12/12/2016



Taux de charge au 12/12/2016

La station a reçu 79 m3 et 43 kg de DBO5 pendant le bilan du 12/12/2016, soit :

- 25 % de sa capacité hydraulique nominale – temps sec,
- 36 % de sa capacité organique nominale.

Ce bilan a été réalisé par temps sec.

La station est neuve et son fonctionnement est bon. Elle semble fonctionner en terme de pollution à 36% de sa capacité en théorie laissant donc une marge de près de 1280 équivalents-habitants (760 utilisés).

Paramètre	Sortie mesurée		Exigences épuratoires		
	Concent.	Rend. (%)	Concent.	Rend. (%)	Concent. Réduisit.
DCO mg/L	22	98	125	75	250
DBO5 mg/L	5	99	25	80	50
MES mg/L	1	99	35	90	85
NH4+ mg(N)/L	0,311	99			
NO2- mg(N)/L	0,0304	90			
NO3- mg(N)/L	2,89				
NK mg(N)/L	1,46	99			
NGL mg(N)/L	4,4	97			
P total mg(P)/L	6,5	57			

Conclusion

En l'absence de données complémentaires, on peut estimer la charge entrante en station :

Le flux provenant de cette commune est estimé à près de 760 équivalent-habitants (320 raccordements environ) laissant une marge importante sur cet équipement : **1280 équivalents disponibles** fin 2016.

Au regard du ralentissement démographique observé, cette capacité résiduelle reste un ordre de grandeur qui peut faire référence.

A-I-5-6- L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Extrait du contrôle périodique des ANC, source SPANC

La compétence de l'assainissement non collectif est assurée par le SYDEC des Landes.

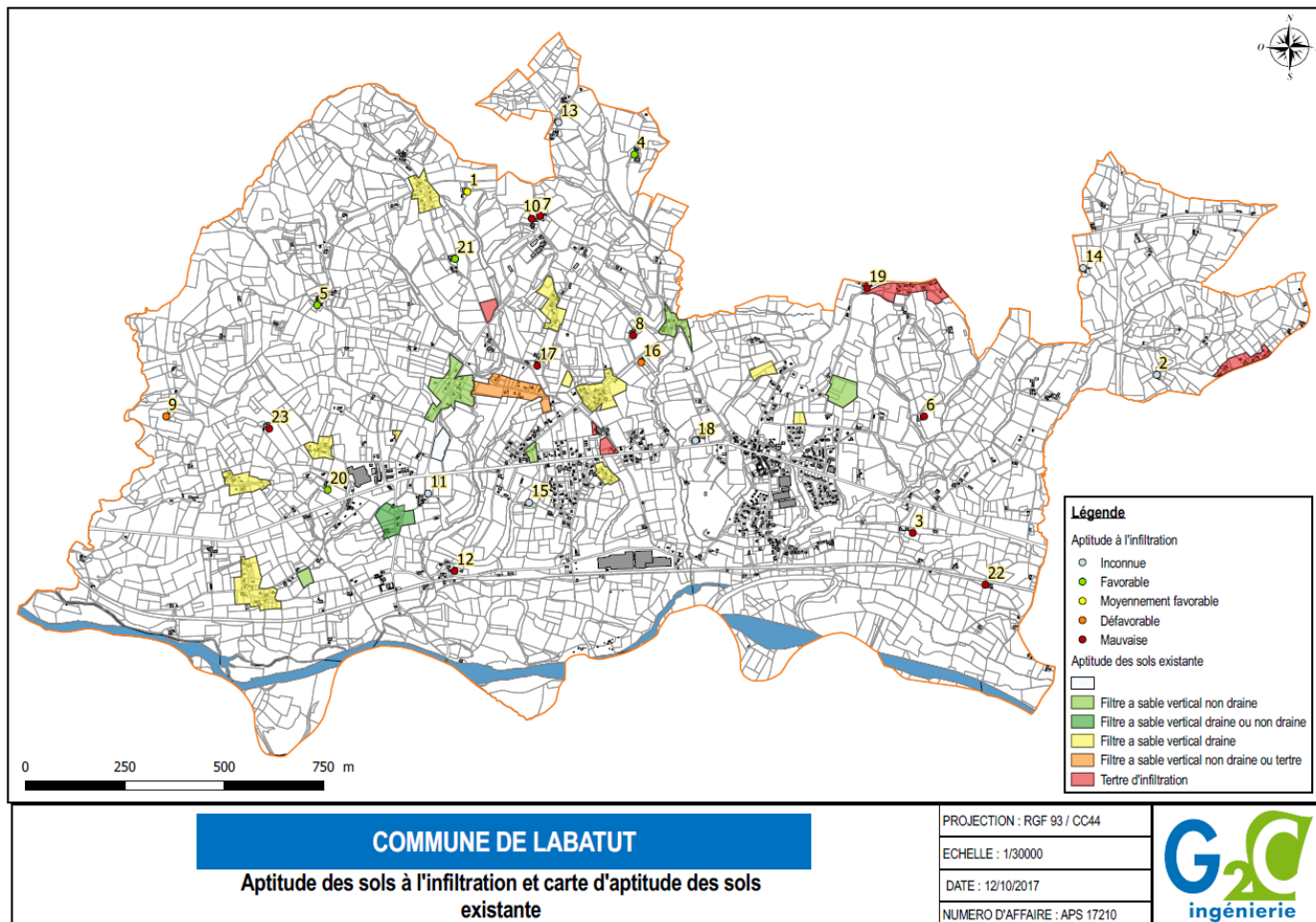
On estime à 350 habitants la population communale raccordée sur le parc des assainissements non collectifs, soit 265 installations environ en 2017.

On notera que 25% des installations sont conformes (2017).

Les installations non conformes présentent près de 44% des installations dont 15% avec forte pollution.

La commune dispose d'une carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome établie en 1999 et mise à jour en 2017 (Révision du zonage collectif 2017).

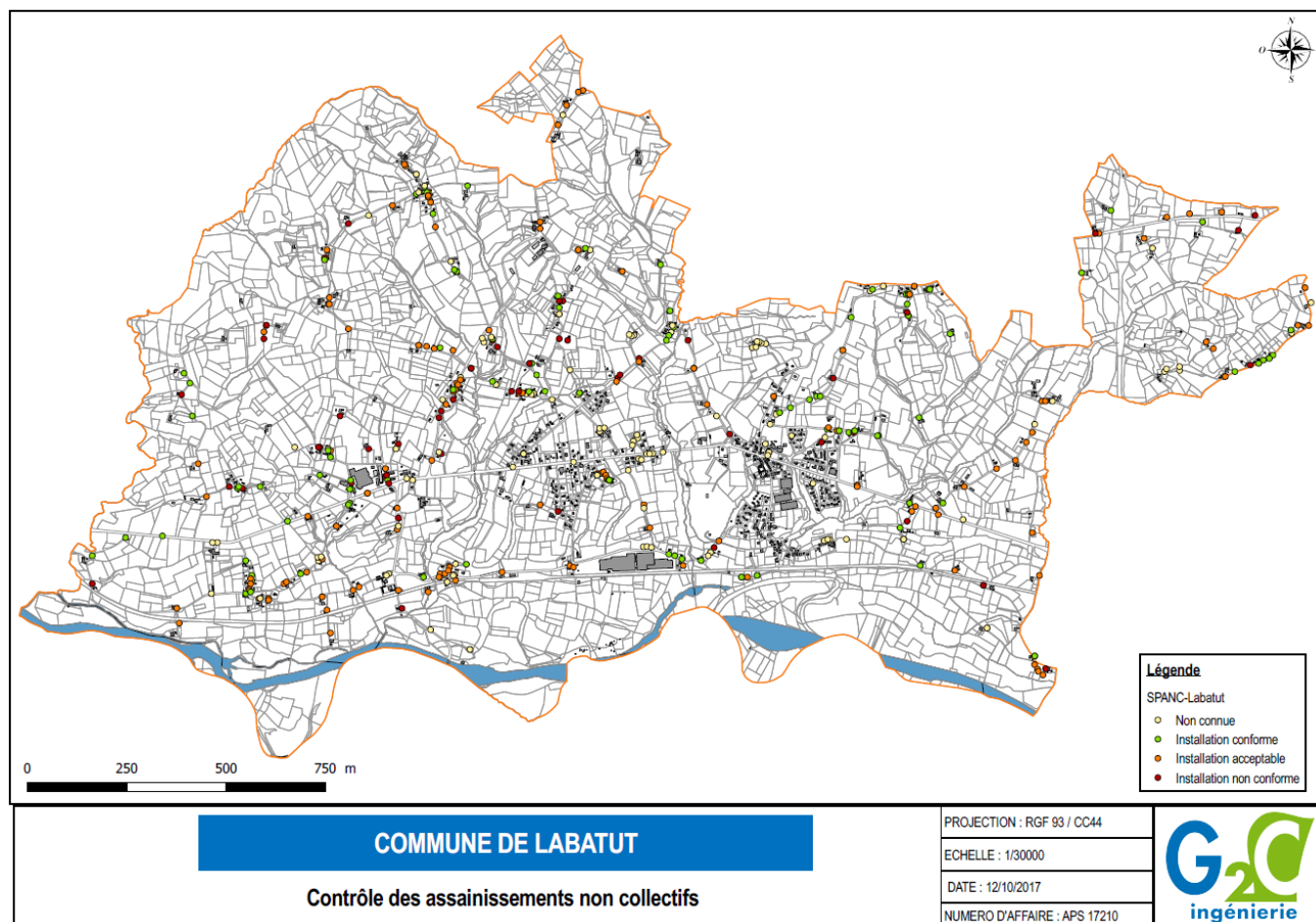
L'aptitude des sols est variable avec des sols relativement favorables à l'infiltration mais également des secteurs nécessitant des filières drainées.



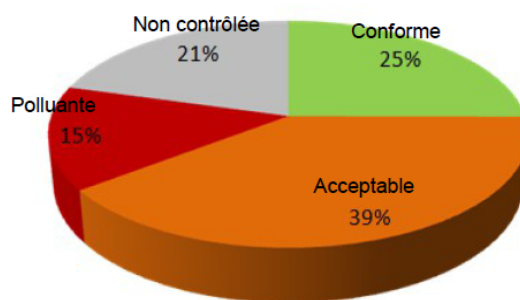
Attention : outre les règles techniques à respecter, la possibilité de mettre en place un assainissement non collectif obéit à de nombreux paramètres qu'il convient de prendre en compte avant le choix et le découpage du terrain à construire et l'implantation de la construction projetée.

En particulier, les critères suivants déterminent la faisabilité de l'assainissement collectif :

- la pente du terrain (au-delà d'une pente de 15 %, un assainissement autonome n'est pas envisageable),
- la surface d'épandage disponible,
- l'environnement du terrain (puits, source ou captage d'eau, etc.),
- la nature des sols.



Source : G2C 2017



Source : Dossier de révision du zonage d'assainissement – G2C - 2017

A-I-5-7- LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

La commune ne dispose pas d'un schéma directeur des eaux pluviales. La gestion des eaux pluviales des logements est aujourd'hui réalisée de façon individuelle majoritairement, et ce, via des dispositifs d'infiltration.

Un réseau pluvial existe ponctuellement pour la voirie par un réseau de fossés.

A-I-5-8- L'EAU POTABLE

Sources : rapport annuel syndicat

Structure gestionnaire

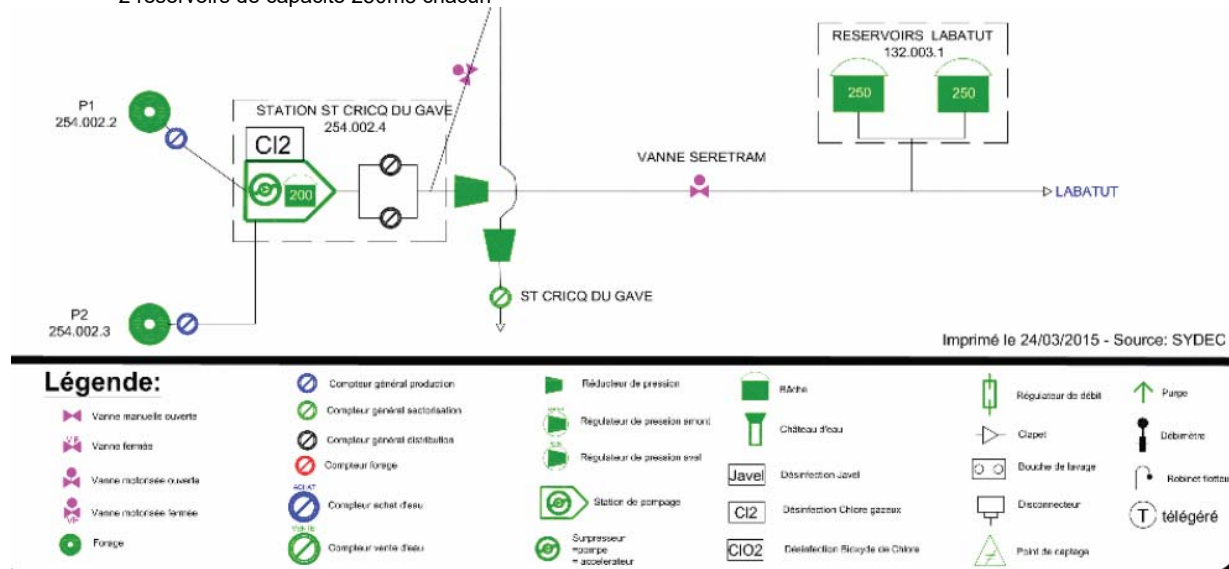
La structure compétente est le syndicat SYDEC.

Fonctionnement du système d'adduction en eau potable

La commune de **Labatut** est alimentée par l'eau de la nappe alluviale du Gave (forages de St Cricq) qui ont fait l'objet de périmètres de protection.

Le réseau communal comporte :

- 2 réservoirs de capacité 250m3 chacun



Ressource/Consommation

L'unité de gestion comporte 5 forages actifs et deux usines de traitement.

Nombre de forages actifs	5
Nombre d'usine de traitement	2
Nombre de réservoirs	14
Nombre de surpresseurs	3
Nombre de points de chloration	5

L'approvisionnement en eau potable repose sur 5 forages, ressources situées hors commune dont 2 dans la nappe alluviale du Gave.

Ressource	Description	Débit de pointe	Débit maximum autorisé	%Capacité de production en pointe
Nappe Miocène 212 m	Pouillon rte Nimbaste (1999)	1349m3 03/03/2014	1600 m3/j 80m3/h	84%
Nappe Oligocène 166m	Saunac et Cambran forage 1 (1991)	2432 m3 13/10/2014	2800m3/j 140m3/h	87%
Aquitaniens 188m	Saunac et Cambran forage 2 (1997)	2348 m3 03/09/2014	2800 m3/j 140 m3/h	84%
Nappe alluviale du Gave forage 15m	St Cricq du Gave forage 1 (1957)	1591m3 (20/10/2014)	2000 m3/j 100 m3/h	80%
Nappe alluviale du Gave forage 14m	St Cricq du Gave forage 2(1973 m)	1171 m3 (09/09/2014)		59%
Total				

Au total, le volume de prélèvement autorisé sur les ressources approvisionnant la commune est de 460 m3/h. La collectivité s'est engagée dans une politique de réduction des consommations, conformément aux objectifs du SAGE.

Le rendement du réseau est de 70.71%en 2014.

Consommations sur la Zone de Pouillon-Misson-Habas 2014

En 2014, les volumes d'eau introduits dans le réseau comptabilisent au total 1 271 430 m³, ce qui correspond à une moyenne journalière de 3483m³/j, soit 41% de la capacité journalière autorisée en 2014.

	2012	2013	2014
Capacité autorisée en m ³ /jour	7 200	8 400	8 400
Total	1 193 824	1 238 235	1 271 430
Moyenne journalière	3 271	3 392	3 483
Capacité moyenne en %	45	40	41

Volumes prélevés

Sur la commune de Labatut, en 2014 (source extrait du rapport de révision du zonage d'assainissement –G2C):

- 614 abonnés de consommation moyenne 88 m³/an
- Volume consommé global de 110 106 m³

Capacité prospective de la ressource

En 2014, la ressource est utilisée en moyenne à près de 41% environ.

Les volumes distribués en pointe journalière sont de 4 799 m³/j soit près de 57% de la capacité de la ressource.

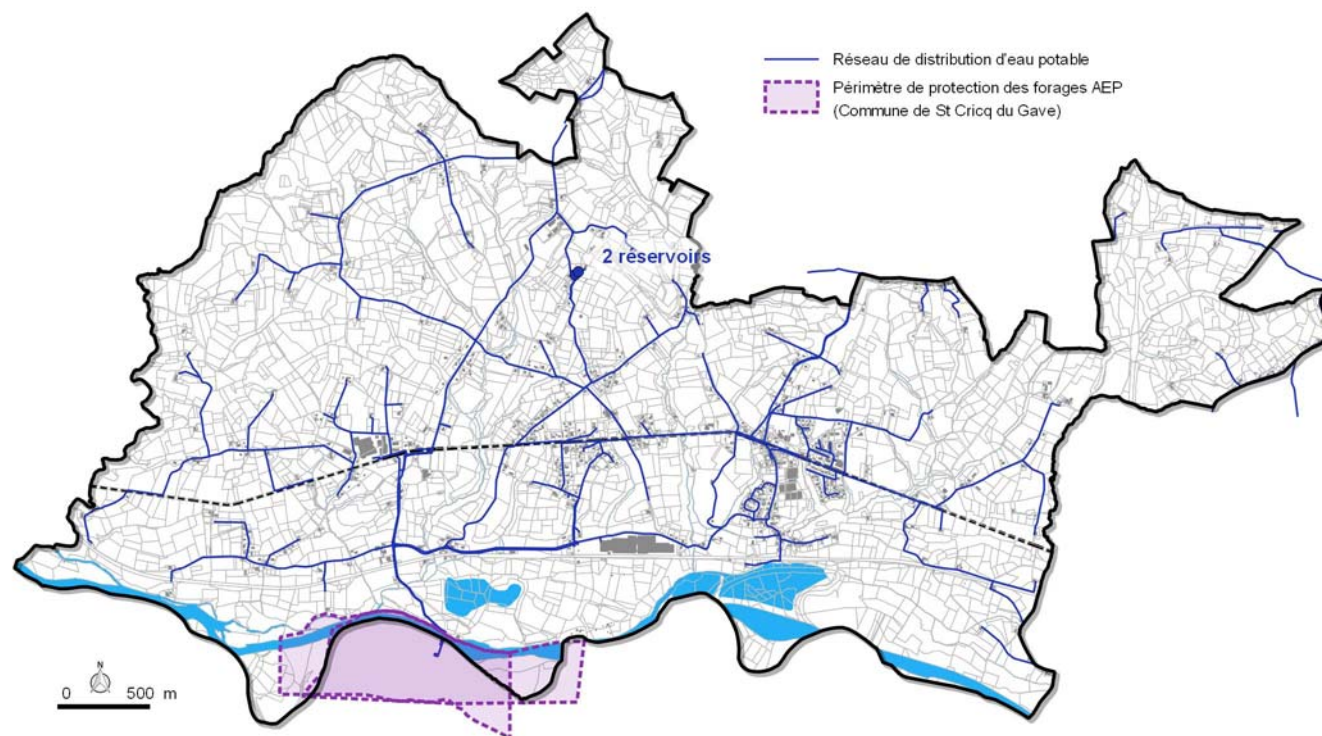
La ressource permet un approvisionnement satisfaisant et une marge de manœuvre importante.

SÉCURISATION DE L'ALIMENTATION

Capacité de stockage

Volume distribué journalier moyen	3 415	m ³ /jour	Volume total des réservoirs	5 770	m ³
Soit % capacité en moyenne	40,65	%	Jour autonomie réservoir en moyenne	1,7	jour
Volume distribué journalier de pointe	4 799	m ³ /jour	Jour autonomie réservoir en pointe	1,2	jour
Soit % capacité en pointe	57,13	%			

Distribution



Cartographie du réseau d'eau potable sur la commune

Source : SYDEC 2015

Il n'est pas signalé de problème particulier sur le réseau de Labatut.

Qualité (source services.eaufrance.fr)

L'eau subit une chloration gazeuse.

En 2016 la conformité des analyses d'eau potable indique :

- 100% de conformité pour les paramètres bactériologiques
- 95,10% pour les propriétés physico-chimiques

Eau potable - 2016	
Conformité microbiologique de l'eau au robinet	100 %
Conformité physico-chimique de l'eau au robinet	95,10 %
Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	85 points
Rendement du réseau de distribution	81,60 %
Pertes en réseau	1,50 m ³ /km/j
Renouvellement des réseaux d'eau potable	0,20 %

La qualité de l'eau est satisfaisante en 2016 sur le plan bactériologique et physico-chimique.

A-I-5-9-LA SECURITE INCENDIE

Source : Rapport du SDIS 2014

Nouvelle réglementation départementale:

La méthodologie d'évaluation des besoins en eau (volume des quantités d'eau disponibles, débits et distances des points d'eau incendie) destinée à couvrir les risques d'incendie bâtementaire s'appuie sur la différenciation des risques courants et particuliers. Au regard de ses connaissances, le SDIS 64 classe les infrastructures et zones d'aménagement par niveau de risque

La méthode s'applique dans la continuité du S.D.A.C.R., en définissant les risques comme suit :

- risques courants dans les zones composées majoritairement d'habitations, répartis en :
 - risques courants faibles pour les hameaux, écarts... ;
 - risques courants ordinaires pour les agglomérations de densité moyenne ;
 - risques courants importants pour les agglomérations à forte densité.
- risques particuliers dans les autres zones (zones d'activités, bâtiments agricoles...)

Cette approche permet d'intégrer les contingences de terrain pour adapter les moyens de défense, dans une politique globale à l'échelle départementale, communale ou intercommunale. Il ne s'agit donc plus de prescrire de manière uniforme sur tout le territoire national les capacités en eau mobilisables. Il s'agit d'atteindre un objectif de sécurité au moyen de solutions d'une grande diversité.

Tableau récapitulatif des besoins en eau et de leurs distances par type de risque

Risques	Caractéristiques du risque	Besoins en eau** minimum requis	Distance* du point d'eau et l'entrée du bâtiment
Risque courant très faible	Exemple : incendie d'une habitation individuelle \leq à 40 m ² , 2 niveaux maxi et isolée \geq à 8 m	Pas de DECI	
Risque courant faible	Exemple : incendie d'une habitation individuelle \leq à 250 m ² et isolée \geq à 8 m R+1 et R-1	30 m ³ disponibles ou 30 m ³ /h pendant 1 heure	De 400 à 2 000 m
Risque courant ordinaire	Exemple : incendie d'un appartement situé dans un immeuble R+3	60 m ³ disponibles ou 60 m ³ /h pendant 1 heure	200 m
Risque courant important	Exemple : incendie dans un quartier historique nécessitant plusieurs engins pompes simultanément à 60 m ³ /h chacun	120 m ³ disponibles ou 60 m ³ /h pendant 2 heures	De 60 à 200 m
Risque particulier	Exemple : incendie dans un ERP du 1 ^{er} groupe	Etude spécifique du SDIS 64	

*Distance : il s'agit de la distance maximale autorisée entre le point d'eau et l'entrée principale du bâtiment. Il convient de considérer que la distance s'effectue par un cheminement praticable par les sapeurs-pompiers. Pour les colonnes sèches, la distance des 60 m est du PEI au demi-raccord de la colonne sèche.

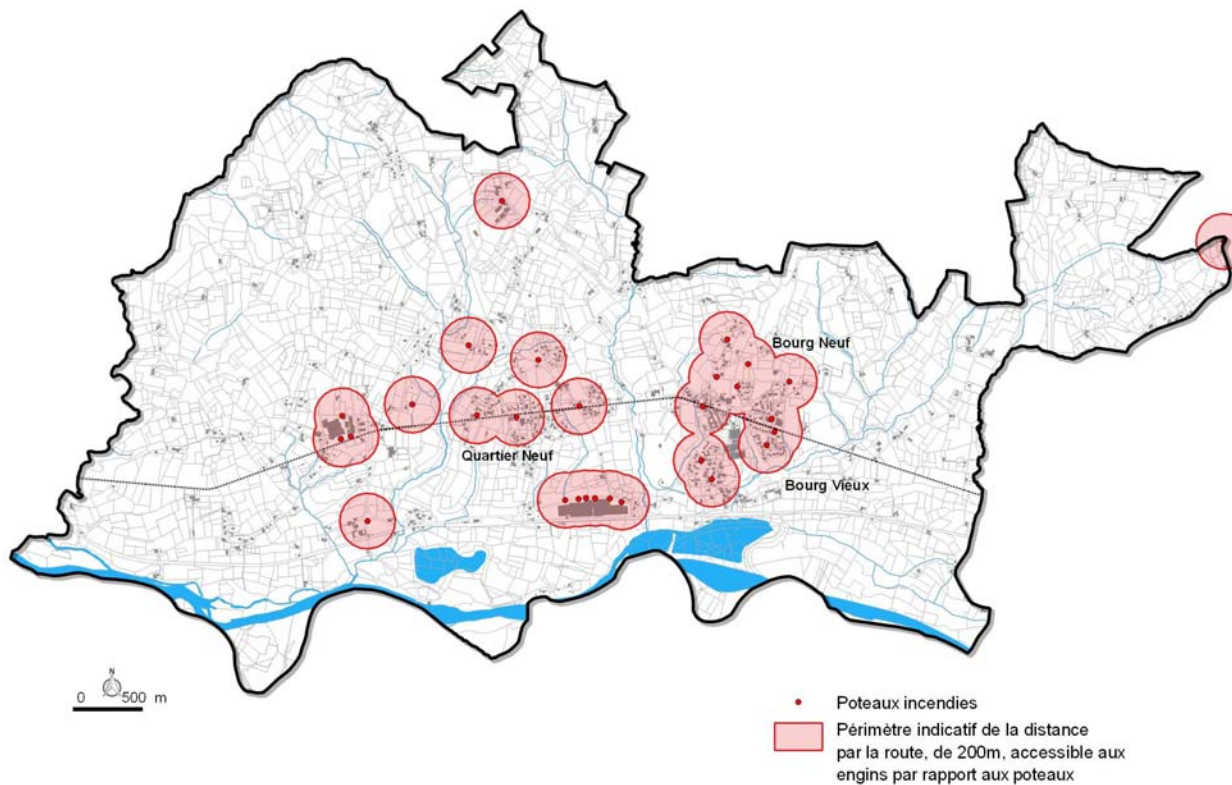
**Besoins en eau : les quantités indiquées sont des quantités minimales, certains cas nécessiteront une étude afin de définir une DECI la plus adaptée possible (ex : bâtiment sur plusieurs niveaux avec des façades en bois).

Cette approche peut ainsi conduire à une limitation des besoins en eau demandés au regard de la capacité opérationnelle des services d'incendie et de secours. En compensation, cette adaptation aux limites des capacités opérationnelles doit être mise en cohérence avec des mesures de réduction du risque à la source (mesures de prévention ; extinction automatique).

Couverture communale

La sécurité incendie est assurée sur la partie urbaine de la commune avec 24 poteaux incendies en 2014, dont la majeure partie correspond aux normes de fonctionnement.

La couverture des poteaux incendie concerne la majorité des secteurs urbains et des zones d'activités. On notera toutefois que des espaces urbains sont encore mal couverts : le bas du bourg ancien, secteur Lamothe Lembeye, des secteurs du quartier neuf. Une grande partie des secteurs isolés ne bénéficie pas d'une protection incendie.



Schématisation de la couverture incendie sur la commune

Source : Données IGECOM40 (2016)

Les Feux de forêt

La commune n'est pas classée dans le dossier départemental des risques majeurs comme étant exposée au risque feu de forêt.

A-I-5.10- LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE

La totalité du territoire communal est correctement desservie.



Schématisation de la couverture électrique sur la commune

Source : Données IGECOM40 (2016)

A-I-5-11 – LE RÉSEAU GAZ DE VILLE :

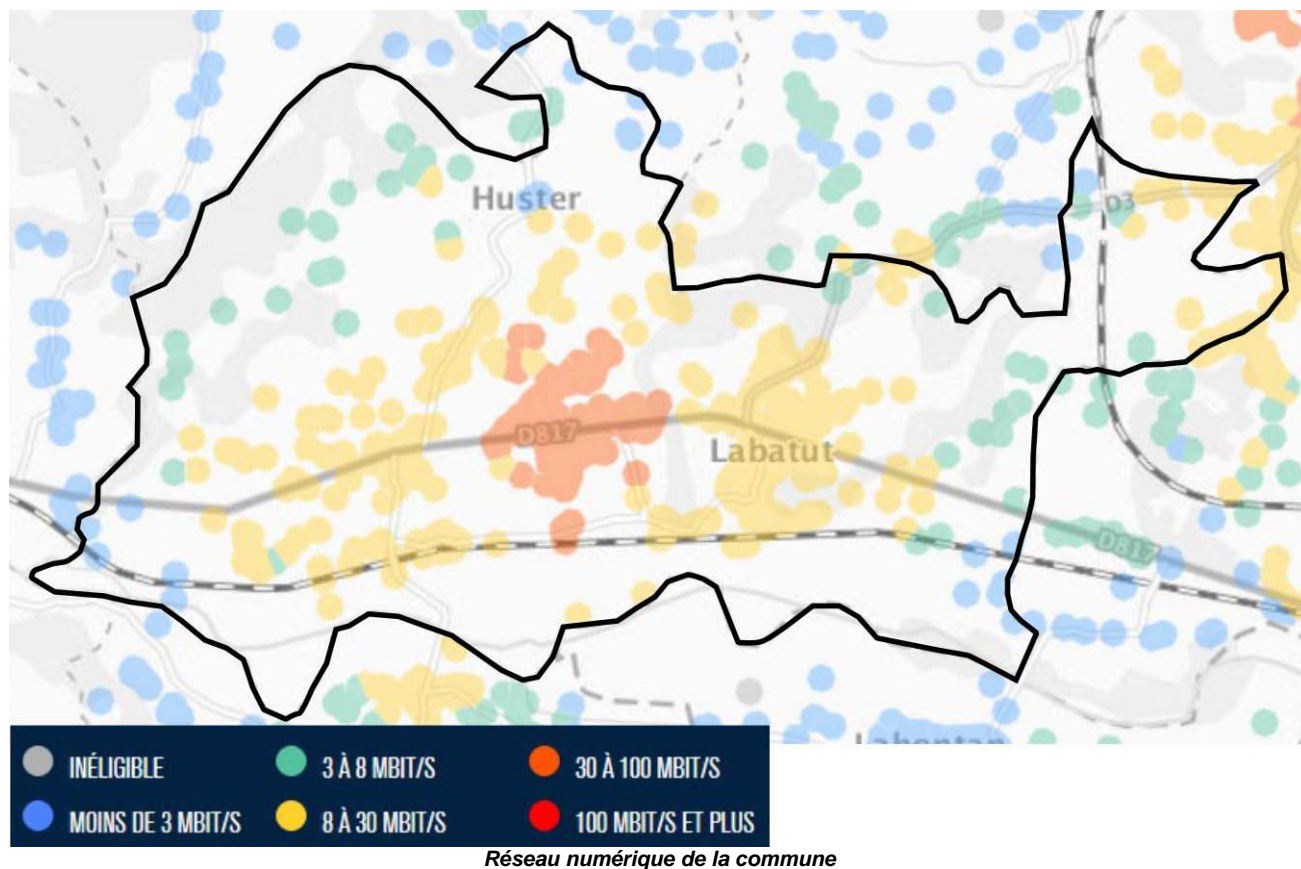
Source : <http://www.grdf.fr/collectivites-territoriales/mes-services/communes-desservies>

La commune n'est pas desservie en gaz naturel.

A-I-5-12 – LES RÉSEAUX NUMERIQUES

Source : <http://observatoire.francethd.fr/>, ariase.com

La commune ne dispose pas d'équipements donnant accès au très haut débit. Pour autant, la desserte ADSL est présente et satisfaisante dans le bourg, moins rapide dans les écart.



A-I-5-13- LA COLLECTE DES DECHETS

Source : Sitcom, rapport annuel 2014 du service

Le SITCOM Côte Sud des Landes couvre une superficie de 2 000 km² soit le quart sud-ouest des Landes et dessert une population sédentaire de 170 475 habitants, population qui passe à 350 000 habitants en pointe saisonnière.

Population adhérente	Population INSEE 2014
SITCOM	113 547
Communauté de Communes Côte Landes nature	11 180
Communauté de Communes du Pays d'Orthe	14 691
Communauté de Communes du Seignanx	26 360
Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud	61 316
Communauté d'agglomération du Grand Dax	56 928
Total	170 475

Collecte des déchets résiduels

Le SITCOM a fait le choix d'une collecte en bacs de regroupement. Ce mode de collecte permet d'adapter la fréquence de ramassage en fonction des productions saisonnières, sans contrainte pour les usagers.

Collecte des emballages et du papier

Pour cette collecte, le choix a été fait de mettre en place un réseau de points d'apport volontaire avec un tri poussé dès le dépôt par les usagers. Cinq flux sont donc ainsi collectés : le verre, le papier, les flacons en plastique, les emballages métalliques, les cartonnettes et briques alimentaires. Généralement le point est complété par une corbeille de collecte des papiers.

Collecte des encombrants

Pour cette collecte, le SITCOM a mis en place un réseau dense de déchetteries qui permet aux usagers d'avoir un lieu de dépôt à quelques minutes de leur habitation.

Environ 44 711 tonnes de déchets ménagers résiduels sont collectés en 2014, dont 3 484 en Pays d'Orthe.

La production d'ordures ménagères brutes a diminué ces dernières années peut-être grâce à l'augmentation du tri sélectif et du compostage. En France, on estime que chaque personne jette en moyenne 360kg de déchets/an. Sur le territoire du Pays d'Orthe, on arrive à environ 237kg/an et par personne..

Adhérents	Tonnage 2014	Kg/hab. (basé sur pop INSEE)	Kg/hab (basé sur pop DGF)	Kg/hab. (basé sur pop équivalente)
CC MACS	29 187	476	340	291
CC du Seignanx	7 189	273	264	244
CC Côte Landes Nature	4 851	434	319	269
CC Pays d'Orthe	3 484	237	230	288
Total SITCOM	44 711	394	312	280

Figure 9 : production d'ordures ménagères par habitants

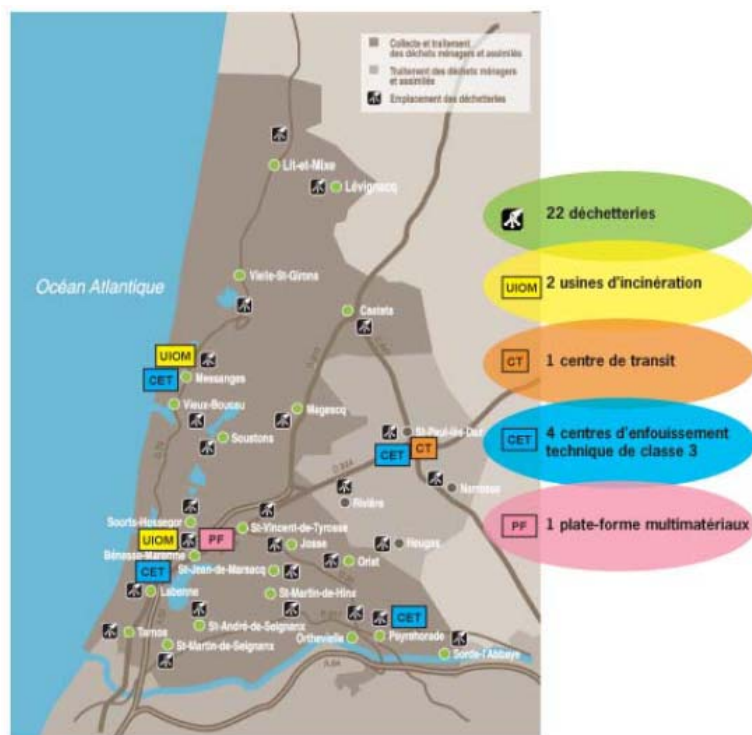


Figure 4 : Principaux sites de collecte et de traitement

La compétence de la collecte et du traitement est celle de la communauté de communes du pays d'Orthe qui les a transférées au SITCOM des Landes.



Contour Communes

- ☒ Déchetteries
- ☒ Stockage Déchets Inertes
- ☒ Bornes textile
- ☒ Usines D'Incinération
- ☒ Points-tri

Labatut comporte 2 points tri et une borne textile. La commune dispose d'une déchetterie.

A-I-5-14- LE TRAITEMENT DES DECHETS

Les déchets ménagers résiduels sont incinérés. La collecte sélective permet de traiter les autres déchets par du recyclage et de la valorisation notamment.

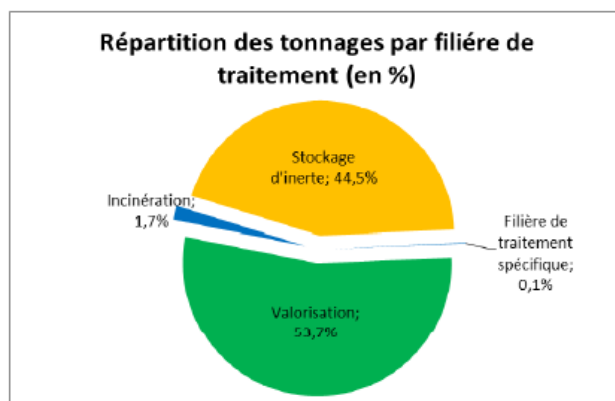


Figure 22 : Destinations des déchets issus des déchetteries

Le SITCOM gère :

Le traitement des déchets : l'incinération des ordures ménagères, l'organisation de la valorisation et du traitement de l'ensemble des déchets, soit directement sur site (compost, bois, mâchefers), soit par l'intermédiaire des prestataires spécialisés par type de déchets (ferraille, déchets de soins, déchets dangereux...).

Les centres de transit du SITCOM Côte sud des Landes sont conçus pour **réceptionner les ordures ménagères du secteur du Grand Dax, pour Saint-Paul-lès-Dax et du nord du syndicat, pour Messanges.**

Ces ordures ménagères sont ensuite acheminées par camions polybennes vers l'unité de valorisation énergétique (UVE) de Bénèsse-Maremne pour être incinérées.

Ce procédé a pour but de **réduire les coûts de transport**

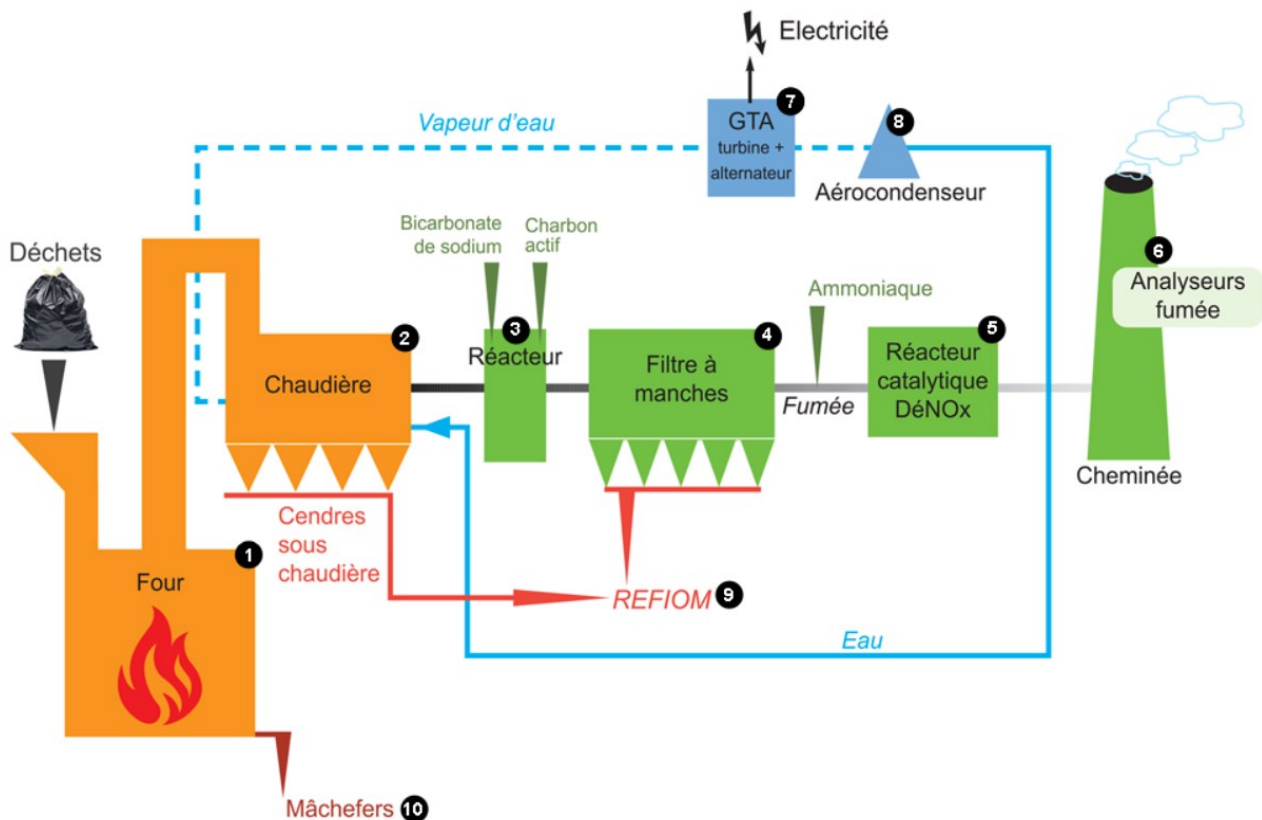
Après deux ans et demi de travaux, l'UVE est opérationnelle depuis début 2017. **D'une capacité de 83 000 tonnes/an**, elle produit 50 GWh d'électricité chaque année, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'une commune d'environ 30 000 habitants. La valorisation énergétique participe à la réduction des gaz à effet de serre et limite le recours aux énergies fossiles

Le SITCOM Côte sud des Landes collecte et traite les déchets de plus de 160 000 habitants. Il y a quelques mois encore, ces déchets étaient envoyés vers les usines d'incinération de Bénèsse-Maremne et de Messanges, construites dans les années 70, mais également vers des sites extérieurs, faute de disposer des capacités suffisantes sur le territoire. Ces déchets n'étaient alors pas valorisés, ce qui n'était plus un mode de fonctionnement satisfaisant et une façon de faire acceptable au regard des règlements et législations en vigueur.

L'obligation réglementaire d'associer la valorisation énergétique au traitement des déchets a conduit le SITCOM à s'engager dans la construction d'une nouvelle unité de valorisation énergétique (UVE) à Bénèsse-Maremne, destinée à rendre le SITCOM autonome dans le traitement des déchets produits sur son territoire



Photo de L'UVE



Schématisme du procédé de traitement des déchets

Le Four / chaudière

- Le four (1), d'une capacité de 83 000 tonnes/an, génère par la combustion des déchets de l'énergie sous forme de chaleur. A la sortie du four, la chaudière (2) récupère cette énergie et la transfère à l'eau qui circule à l'intérieur pour la transformer en vapeur.

La valorisation énergétique

- La vapeur à haute pression en sortie de chaudière actionne une turbine qui, couplée à un alternateur (GTA) (7), produit de l'électricité. La vapeur est ensuite refroidie dans un aérocondenseur (8) et l'eau, ainsi obtenue, reprend son circuit vers la chaudière.

Le traitement des fumées

- En sortie de chaudière, l'injection de réactifs chimiques dans le réacteur (3) permet d'éliminer dans le filtre à manches (4) :
 - pour le bicarbonate : l'acide chlorhydrique, l'acide fluorhydrique, le dioxyde de soufre,
 - pour le charbon actif : les dioxines / furanes et les métaux lourds.
- En sortie du filtre à manches, l'injection d'un réactif chimique, l'ammoniaque, permet d'éliminer, dans le réacteur catalytique (5), les oxydes d'azote (NOx).

Avant le rejet dans l'atmosphère, la qualité des fumées est vérifiée en continu par des analyseurs (6).

Les résidus d'incinération

- Les REFIOM (9) (résidus d'épuration des fumées de l'incinération des ordures ménagères), issus de la chaudière et du filtre à manches, sont éliminés par enfouissement, après traitement et stabilisation.

Les mâchefers (10), résidus solides de la combustion, sont utilisés, après traitement, en remblais et structures routières

A-I-5-15- LE PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS DU BTP

Sources : plan départemental de gestion de déchets du BTP

Le gisement

Le gisement de déchets inertes générés sur les chantiers de Travaux Publics est évalué à **931 milliers de tonnes**.

- **256 milliers de tonnes de matériaux inertes sont réemployés directement sur chantier** avec ou sans traitement. Il s'agit de traitement chimique (ajout de liants) ou physique (criblage, concassage) afin de permettre aux matériaux de répondre à des normes géotechniques. Ces matériaux ne sont pas considérés comme des déchets puisqu'ils demeurent dans l'emprise des chantiers.
- **675 milliers de tonnes de déchets inertes sont évacués des chantiers**. Les terres et matériaux meubles non pollués et les mélanges de déchets inertes représentent près de 35% des matériaux, soit 236 milliers de tonnes. Il s'agit de déblais terreux seuls ou en mélange avec des fraisats d'enrobés, des bordures de trottoirs en béton générés notamment lors de travaux de terrassements, routiers, de réseaux d'eau ou d'assainissement. Le taux de réemploi moyen s'élève ainsi à 28%.

Le gisement total de déchets du BTP est évalué à 891 milliers de tonnes après réemploi sur chantier. Compte tenu du caractère pondéreux des matériaux inertes, l'activité des Travaux Publics représente 76% de ce gisement. La part du bâtiment (construction neuve, réhabilitation, démolition) s'élève à 24% dont 6% sont générés par des particuliers sans passer par des entreprises. Le ratio par habitant s'élève à 2,3 tonnes par habitant. La décomposition par catégories de déchets du total des déchets évacués des chantiers est la suivante :

- 94,2% de déchets inertes,
- 5,5% de déchets non inertes non dangereux,
- 0,3% de déchets dangereux.

unité : milliers de tonnes	Travaux Publics (y compris démolition)		Bâtiment		Particuliers	Synthèse des quantités de déchets du BTP (ensemble des producteurs)	
	Avant réemploi	Après réemploi	Construction Réhabilitation	Démolition		TOTAL avant réemploi	TOTAL après réemploi
Déchets inertes	931	675	58	70	36	1 094	839
Déchets non dangereux *	2	2	21	9	17	49	49
Déchets dangereux	0,3	0,3	2	1	-	3	3
TOTAL	933	677	81	80	53	1 147	891

NB : hors chantier de l' A63; * non inertes non dangereux

Source : Enquête CEBATRAMA

Les établissements de gestion des déchets dans les Landes

43 installations accueillant des déchets du BTP ont été recensées et enquêtées sur le département. Elles se répartissent de la manière suivante :

- 4 carrières accueillant des apports extérieurs de matériaux inertes (remblaiement/réaménagement),
- 9 installations de stockage de déchets inertes,
- 12 plateformes de stockage et de recyclage de matériaux inertes,
- 3 centrales fixe d'enrobage,
- 15 centres de regroupement, tri, transit et valorisation de déchets inertes et/ou non dangereux.

A cela s'ajoute un réseau de 77 déchetteries publiques dont 40 ouvertes aux professionnels qui collectent 105 000 T de déchets BTP.

Les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)

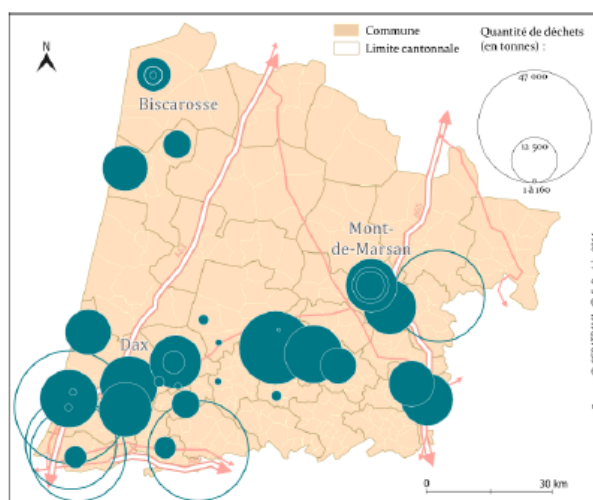
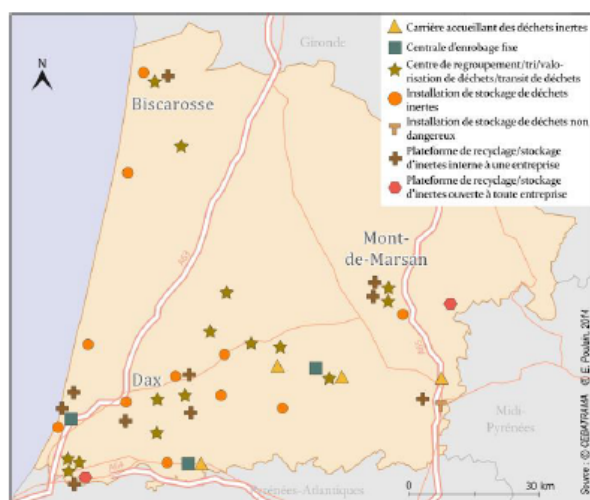
Les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) 2 installations de stockage de déchets non dangereux sont présentes sur le département à Caupenne (gérée par le SIETOM de Chalosse) et Aire-sur-l'Adour (gérée par la société TERRALIA). Les ISDND ne font pas partie du champ de l'enquête CEBATRAMA. Cependant, l'ISDND Terralia a été intégrée à l'enquête CEBATRAMA, celle-ci ayant également une activité de déchèterie professionnelle. Selon les données de l'enquête ITOM réalisée par l'ADEME, les apports de déchets banals en mélange en provenance d'entreprises et d'artisans (tous secteurs d'activités confondus) s'élèvent à 3,39 milliers de tonnes en 2012. La part des déchets non inertes non dangereux en provenance du BTP est estimée à 0,3 millier de tonnes

Les usines d'incinération, centre de tri, plateforme de compostage

Les centres de tri de déchets industriels banals (DIB) situés à Laluque, Angoumé et Saint-Avit ont été intégrés à l'enquête CEBATRAMA. Le centre de tri LLAU REDMAT à Tarnos n'accueille par ailleurs pas de déchets des professionnels du BTP.

3 usines d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) sont recensées dans les Landes à Bénèsse-Maremne, Messanges et Pontenx-les-Forges. Selon les données de l'enquête ITOM réalisée par l'ADEME, les déchets banals en mélange en provenance d'entreprises et d'artisans (tous secteurs d'activités confondus) s'élèvent à 3,2 milliers de tonnes en 2012. La part des déchets non inertes non dangereux en provenance du BTP est estimée à 0,3 millier de tonnes.

Les plateformes de compostage 1 plateforme de compostage à Bénèsse-Maremne accueille des apports directs de bois et déchets verts, d'entreprises et d'artisans à hauteur de 150 tonnes (tous secteurs d'activités confondus) selon les données de l'enquête ITOM de l'ADEME.



NB : Le site de Terralia à Aire-sur-Adour a été classé dans la catégorie ISDND.
Une déchèterie professionnelle est adossée au site,

Le gisement de déchets inertes est estimé à 839 milliers de tonnes, après réemploi, tous secteurs confondus. Les installations identifiées du département ont réceptionné 435 milliers de tonnes de déchets inertes. Les tonnages réemployés sur chantier sont estimés à 256 milliers de tonnes. Par différence entre le gisement de déchets, les quantités réemployées sur chantier et les quantités entrées sur les installations, il ressort que 37% du gisement de déchets inertes (gisement avant réemploi, soit 1094 milliers de tonnes) du BTP sont dirigés vers des filières « mal identifiées » :

- des opérations de remblaiements, exhaussements de sols encadrés ou non par le code de l'urbanisme,
- d'autres chantiers du BTP,
- des installations hors département,
- des dépôts et décharges sauvages et/ou des sites illégaux,
- des petites plateformes de stockage et/ou recyclage à usage interne. Le taux de captation des déchets inertes par les installations pourrait être amélioré par un meilleur maillage au regard des volumes de matériaux évacués vers des filières non conformes ou non autorisées. Les plateformes de recyclage et de valorisation sont en outre privées d'une ressource non négligeable qui leur permettrait d'accroître les volumes traités et leur rentabilité. Avec 161 milliers de tonnes de matériaux recyclés, la filière recyclage de matériaux inertes représente 3,4% des besoins en matériaux du département (consommation de granulats : 4 750 milliers de tonnes).

La commune de Labatut se situe dans un environnement qui présente de nombreuses structures d'accueil des déchets inertes.

Territoire	Carrières acceptant des déchets inertes	Centrales d'enrobage fixes	Centres de regroupement / tri / valorisation	ISDI	Plateformes de stockage / recyclage d'inertes	TOTAL toutes installations
CA du Grand Dax	0	0	2	1	2	5
CC d'Aire-sur-l'Adour	0	0	1	0	1	2
CC des Landes d'Armagnac	0	0	0	0	0	0
CC du Canton de Pissos	0	0	0	0	0	0
SED de la Haute-Lande	0	0	0	0	0	0
SICTOM du Marsan	1	1	2	1	3	8
SIETOM de Chalosse	2	0	4	3	0	7
SITCOM Côte Sud des Landes	1	2	4	4	5	16
SIVOM des Cantons du Pays de Born	0	0	2	2	1	5
TOTAL Landes	4	3	15	9	12	43

Synthèse

- Les structures concernant l'enseignement sont suffisantes et permettent des extensions in situ
- Un bourg relativement bien doté et organisé sur la convivialité, la sécurité, les mobilités, les services, commerces, vecteur d'une unité de village
- Un territoire desservi par une station d'épuration en bon fonctionnement et avec une grande marge de manœuvre
- Des assainissements autonomes dans des contextes de sols variables
- Une gestion des eaux pluviales réalisée de façon individuelle sans schéma directeur
- Une gestion de l'eau potable par le syndicat SYDEC avec pour ressource s plusieurs aquifères ; des périmètres de protection des eaux concernent le territoire sur la plaine du Gave
- La qualité de l'eau est satisfaisante en 2016 sur le plan bactériologique et physico-chimique.

A-II- ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS

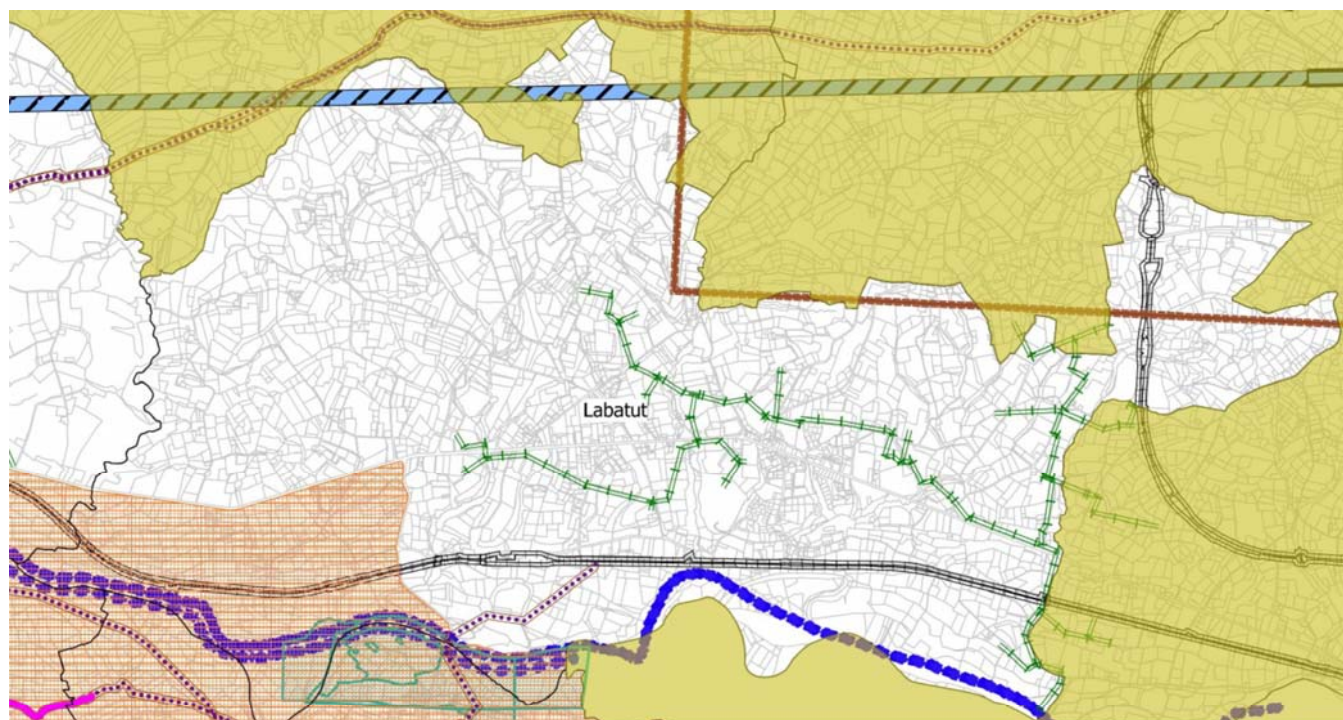
A-II.1- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Source : Porter à Connaissance

Ce paragraphe récapitule l'ensemble des servitudes indiquées dans les chapitres thématiques afin d'en donner un aperçu complet et global.

A-II-1-1- LISTE DES SERVITUDES

Code	Nom officiel de la servitude	Acte
A2	Servitude attachée à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation - ASA Saint-Romain	
AC2	Servitude de protection des Sites et des Monument naturels - Gaves de Pau et d'Oloron	Site Inscrit 22/01/1970
EL3	Servitude de halage et de marchepied - Largeur de 3,25m de long du Gave de Pau,d'Oloron et de l'Adour	
I3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de gaz - Branchement DN 050 Seretram Labatut - Canalisation DN 250 Lahontan-Sorde-l'Abbaye	
I6	Mines et carrières - Permis exclusif de recherche de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux « Permis de Béarn des Gaves »	Arrêté ministériel du 17/02/2007
PT2	Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles - Liaison hertzienne Peyrehorade-Habas, tronçon Cauneille-Habas	
T1	Servitude relative aux voies ferrées - Ligne n°650000 Toulouse à Bayonne	Loi du 15/07/1845



Servitudes

- A2 - Canalisations souterraines d'irrigation
- AC1 - Protection des monuments historiques
- AC2 - Sites inscrits et classés
- AS1 - Protection des eaux
- EL3 - Servitude de halage et de marchepied
- I1 - Construction et exploitation de pipe-line
- I3 - Canalisation de gaz - Landes
- I4 - Lignes électriques
- Ligne électrique aérienne
- Ligne électrique souterraine

- I6 - Carrières et mines
- PM1 - Plan de prévention des risques naturels prévisibles ou minier
- PT2 - Télécommunication - protections contre les obstacles
- Faisceau
- Zone de servitude primaire
- Zone de servitude secondaire
- Zone spéciale de dégagement
- T1 - Voies ferrées

Carte des servitudes sur la commune
Source : PAC

A-II-1-2- PRESCRIPTIONS NATIONALES PARTICULIERES

Loi Montagne, Loi littoral

La commune n'est pas concernée

Projet d'Intérêt Général (P.I.G.)

La commune n'est pas concernée

Les principales orientations du SCOT qui concernent le territoire communal sont les suivantes :

En matière de développement résidentiel

Prescriptions :

- Imposer la mise en œuvre de l'article L123.1.5 16ème alinéa du Code de l'Urbanisme dans toutes les zones à urbaniser des PLU susceptibles d'accueillir plus de 12 logements.
- Sur les nouveaux programmes de logements (en neuf ou en réhabilitation) : Créer 15 % à Peyrehorade et 10 % à Saint-Lon les Mines et Labattut de logements sociaux au sein des programmes (sous réserve de faisabilité notamment de l'accompagnement financier de l'Etat à la production de logements à vocation sociale). Les PLU définiront si ce pourcentage s'applique sur le nombre de logements ou sur la surface de l'opération.
- Réaliser prioritairement les logements collectifs dans les secteurs desservis par les transports collectifs, les commerces, les services et les équipements (Peyrehorade)
- Intégrer un objectif de sortie de vacance dans la réflexion sur les capacités d'accueil des PLU et des Cartes Communales (notamment pour les communes ayant un parc de logements vacants supérieur à 8 % et à 20 unités)
- Imposer une réflexion et la mise en œuvre d'Orientations d'Aménagement et de Programmation dans les PLU qui veillent à diversifier le parc de logements : dans la typologie (individuel pur, habitat mitoyen, petit collectif, collectif ...), dans les statuts d'occupation (accession à la propriété, accession sociale à la propriété, locatif privé, locatif public), dans la dimension des logements (T1, T2, ...).
- Favoriser la densification à travers les documents d'urbanisme en proposant une stratégie qui soit fonction des velléités de développement des communes :
 - Moins de 2 logements par an : pas de densité fixée
 - Entre 2 et 4 logements par an : densité moyenne supérieure à 8 logements par ha
 - Entre 5 et 9 logements par an : densité moyenne supérieure à 10 logements par ha
 - Entre 10 et 20 logements par an : densité moyenne supérieure à 15 logements par ha
 - Plus de 20 logements par an : densité moyenne supérieure à 20 logements par ha

Recommandations :

- Inciter à la mise en place de l'article L-123.2 b du Code de l'Urbanisme (servitude logement social visant à imposer la réalisation de programmes complets) dans toutes les zones AU des PLU accueillant plus de 40 logements
- Adapter les logements pour permettre le maintien à domicile des personnes âgées
- Evaluer dans les PLU les capacités d'accueil à destination des personnes en situation de handicap.

Prescriptions :

- L'ouverture des zones à urbaniser devra être adaptée en fonction de la situation de chaque commune au risque de voir s'urbaniser sur une courte période l'ensemble des terrains ouverts à l'urbanisation. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation ainsi que l'échéancier prévisionnel d'ouverture des zones à l'urbanisation sont à privilégier.
- Les communes soumises à une forte pression devront graduer l'ouverture des zones à urbaniser de manière progressive afin d'être en phase avec les spécificités du marché local. Une évaluation triennale des PLU conformément à l'article L123-12-1 du Code de l'Urbanisme permettra d'ajuster l'ouverture à l'urbanisation des différents secteurs.
- De construire en priorité dans les espaces disponibles à l'intérieur du périmètre urbanisé, avec éventuellement des opérations de renouvellement urbain (réhabilitation, changement de vocation) et remplissage des coeurs d'îlots ou en continuité directe des espaces déjà urbanisés. Les extensions urbaines seront accompagnées d'orientations d'aménagement et de programmation comportant des objectifs de densité. Elles seront réfléchies dans le cadre d'un projet cohérent, global portant non seulement sur la zone à construire mais aussi sur la totalité de l'existant.
- Analyser et justifier dans les rapports de présentation des PLU les nouveaux projets au regard des capacités de redensification et de réorganisation des secteurs urbanisés qui ont été intégrés. Ils veilleront par ailleurs à préciser les points d'ordre réglementaire et programmatique qui favorisent le renouvellement urbain et limitent la consommation d'espaces agricoles et naturels.
- D'accompagner les limites de l'urbanisation par une coupure verte qui permette de réduire les risques de conflits avec l'espace agricole ou naturel : créer des espaces tampons (cf. Axe 3 du DOO)

Recommandations :

- D'élaborer des documents d'urbanisme sur l'ensemble des communes du territoire du SCOT du Pays d'Orthe, à l'horizon 2015.
- Dans un objectif d'économie de foncier, de promouvoir à l'échelle du SCOT, une politique de reconquête des centres urbains, centres-bourgs et quartiers anciens.

Prescriptions :

Sur les zones faisant l'objet d'une ouverture à l'urbanisation à destination d'habitat :

- Les espaces verts, les aménagements paysagers et l'aménagement d'espaces publics devront permettre de contribuer à l'amélioration et à la qualité des espaces urbains.
- Les collectivités au travers de l'article 13 de leurs documents d'urbanisme devront déterminer, sous forme d'un pourcentage ou d'un coefficient, la surface minimale d'espaces libres à maintenir sur chaque terrain à l'occasion d'opérations de construction de bâtiments ou d'opérations d'aménagement (lotissement, remembrement urbain). Cette surface minimale est déterminée par rapport à une surface de référence qui peut être le terrain ou encore la surface de plancher (sauf s'il n'y a pas de COS applicable). La réalisation d'espaces verts ou la plantation d'arbres peut être exigée sur une partie des espaces libres. Les collectivités pourront toutefois choisir de ne pas fixer de surface minimale d'espaces libres, ceux-ci étant alors simplement appréhendés comme espaces résiduels (ce choix est pertinent lorsque l'article 9 a fixé une emprise au sol maximale) ou dans le cadre des OAP.
- Les zones à urbaniser intégrées aux documents d'urbanisme couvertes par des orientations d'aménagement et de programmation devront prévoir des prescriptions sur les espaces verts à créer à l'intérieur des opérations d'aménagement.
- La part des espaces verts dans les opérations ne dépassera idéalement pas le tiers de la surface de l'opération.

Sur les zones faisant l'objet d'aménagements à des fins d'activités :

- Les espaces aménagés (bâtiments, parkings, aires de manœuvre, ...) devront occuper 75% minimum de l'espace cédé, les surfaces restantes seront traitées en espaces verts et pourront servir en cas d'extension de l'entreprise (cette règle de densité d'occupation pourra être adaptée pour des établissements qui nécessitent un éloignement spécifique => ICPE, SEVESO, ...).

En matière de transport, équipements et services

Prescriptions :

- Intégrer dans les orientations d'aménagement et de programmation des PLU des circulations douces (piétons, deux roues) à l'échelle des espaces urbanisés : bourgs, hameaux, quartiers ... en particulier entre les espaces résidentiels et les équipements, les lieux d'emplois, de commerces, de loisirs etc.

- L'habitat devra être réalisé prioritairement à proximité de pôles d'équipements et de services dans les communes desservies par le réseau de transports du Conseil Général.
- Raccorder toutes opérations de plus 30 logements (seraient notamment concernés le pôle urbain et les pôles d'équilibre) aux transports collectifs ou par un réseau piéton permettant un accès aux équipements et services de proximité
- Raccorder les zones d'activités futures, susceptibles d'accueillir plus de 100 emplois, au réseau de transport collectifs
- Développer un réel pôle multimodal autour de la gare de Peyrehorade (automobile / transports collectifs / train)
- Développer des parkings relais à l'échelle du SCOT (Cf. Cartographie page suivante) pour favoriser le report modal ou le covoiturage
- Favoriser les nouvelles pratiques liées aux mobilités (auto-partage, covoiturage, ...) et l'intermodalité en privilégiant, sur les secteurs desservis par les transports collectifs, le développement de l'habitat à proximité des gares, paro-relais, pôles d'équipements et de services ...

Prescriptions :

- Renforcer et programmer l'offre en équipements et services dans le pôle central et dans les communes qui ont vocation à accueillir la majorité des nouveaux habitants :

	Commune de Peyrehorade	Commune de Saint-Lon les Mines	Communes rurales
Fonction des communes	Fonctions urbaines centrales (loisirs, culture, enseignement, santé, sièges administratifs, ...).	Fonction de pôle relais	Fonction résidentielle
Types d'équipements attendus	Tissu complet de commerces et d'équipements Ex : Commerces spécialisés, supermarché, pôle de santé, enseignement, services administratifs majeurs, etc.	Equipements et services primaires Ex : services de santé primaires, équipements sportifs permettant la pratique de sports multiples	Commerces et équipements de première nécessité Ex : enseignement primaire, équipements sportifs de base

Recommandations :

- Anticiper sur les besoins en équipements au regard du scénario de croissance démographique envisagé par le SCOT à horizon 2030 (Plus de 5000 habitants supplémentaires).
- Maîtriser le foncier à vocation d'équipement dans chaque collectivité en tenant compte des besoins de chacune d'elle.
- Identifier et trouver un maillage pertinent pour répondre aux besoins du territoire en matière d'activités culturelles
- Anticiper l'arrivée de la fibre optique dans tout projet d'infrastructures.
- Réduire la fracture numérique en offrant une qualité de service satisfaisante à l'ensemble de la population : desservir l'ensemble des centres-bourgs par une connexion haut-débit (ADSL, WIMAX, NRA - zone d'ombre...) et préparer l'arrivée du très haut-débit (mise en place de fourreaux vides).

Gestion des risques

Prescriptions :

- Limiter strictement aux "dents creuses" les possibilités de construction à usage d'habitat aux abords de voies classées à grande circulation (hors espaces agglomérés).
- Préserver le lit majeur des cours d'eau et les champs d'expansion des crues, pour garantir le libre écoulement des eaux et la continuité du réseau hydrographique, par un classement en zone N dans les PLU et cartes communales.
- Intégrer la gestion des eaux pluviales dans la conception des nouvelles opérations d'aménagement en limitant les surfaces imperméabilisées en promouvant les techniques alternatives au « busage ».

Développement économique

Prescriptions :

- Programmer et aménager et le développement des sites d'intérêt communautaire
- Permettre le développement d'entreprises de proximité sur l'ensemble du territoire communautaire dans la limite de 2 ha par commune (en un ou plusieurs sites). Ces zones d'activités destinées aux TPE / PME seront créées à proximité des villes et villages avec une connexion en modes doux (La notion de proximité pourra être ajustée en cas d'activités pouvant engendrer des nuisances).
- Dans les zones d'activités sous-densifiées, les règlements d'urbanisme devront être repris lors de l'élaboration ou de la révision des PLU afin de faciliter le réinvestissement des emprises non bâties par des entreprises locales (emplacements réservés, ...)
- Permettre le développement de la desserte très haut débit par fibre optique dans l'ensemble des zones destinées à accueillir des activités économiques et des équipements de superstructures, en installant à minima des fourreaux vides et mettant les constructions en compatibilité avec une desserte très haut débit.

Recommandations :

- La répartition des emplois créés devra veiller à limiter le recours aux déplacements automobiles qui pèsent sur les ressources des ménages.
- Développer un observatoire économique à l'échelle du SCoT (à minima) et une base de données sur le foncier et l'immobilier aisément accessible (partenariat collectivités/organismes consulaires)
- Permettre le développement d'écloseries ou de pépinières d'entreprises et la mise à disposition de locaux pour l'artisanat et le commerce.

Prescriptions :

- Les projets d'aménagement touristiques ne devront pas porter atteinte à la qualité environnementale et paysagère du territoire, qui contribue très fortement à son attractivité.
- Les documents d'urbanisme locaux favoriseront le développement d'activités agro-touristiques dans les secteurs ruraux dès lors qu'ils permettent de pérenniser certaines structures économiques et de réhabiliter du patrimoine (rénovation ou réhabilitation d'anciennes maisons ou bâtiments agricoles de caractère). Ces projets ne devront toutefois pas venir mettre en péril les activités agricoles

Biodiversité

Prescriptions :

Afin d'assurer la préservation des continuités écologiques et des principaux réservoirs de biodiversité, le SCoT impose de :

- Traduire dans le cadre des PLU et Cartes communales, le schéma des espaces naturels et continuités à préserver. Le schéma établi sur une base au 1/15 000ème sera traduit à l'échelle communale ou intercommunale dans le cadre du PLU ou de la carte communale. Le principe de traduction s'appuie sur la compatibilité (et non la conformité)
- Proscrire le mitage de l'habitat qui fragmente les milieux (sans pour autant interdire le changement de destination). Dans le cas où certaines communes seraient soumises au Règlement National d'Urbanisme, le SCoT impose de refuser les extensions de Parties Actuellement Urbanisées linéaires et sans lien avec le bâti existant.
- Limiter strictement le développement des extensions urbaines linéaires. Les PLU devront pour cela matérialiser des coupures d'urbanisation afin de limiter le développement de l'habitat sous forme linéaire et la fragmentation des espaces.
- Eviter les infrastructures qui fragmentent les espaces (création de routes par exemple) ou veiller à les compenser en créant des ouvrages de franchissement qui permettent une libre circulation de la faune
- Garantir la continuité écologique de la trame bleue, en particulier sur les axes migrateurs importants
- Imposer le classement en Espaces Boisés Classés (art. L130-1 du Code de l'Urbanisme) ou en éléments de patrimoine (art. L123.1.7 du Code de l'Urbanisme) les alignements d'arbres, haies, fossés ruraux, ou bosquets qui contribuent au maintien des liaisons écologiques.

Prescriptions :

Pour protéger la trame verte, le SCOT :

- Interdit toute construction dans les espaces boisés qui appartiennent à un massif ou qui constituent des espaces de respiration au sein d'un espace aggloméré. Les boisements les plus significatifs seront idéalement classés en Espaces Boisés Classés dans le cadre des PLU.
- Impose aux Documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux de maintenir un recul des constructions par rapport aux principaux espaces boisés

Prescriptions :

Afin de préserver la trame bleue et la ressource en eau :

- Dans le but de protéger la ripisylve et de garantir la viabilité écologique de ces corridors, en dehors des espaces urbains, créer une bande inconstructible de 5 mètres minimum de part et d'autre des cours d'eau identifiés sur la cartographie de la Trame Bleue
- Préserver les zones humides et leurs abords de tout développement susceptible de porter atteinte à leurs fonctions, écologiques et hydrologiques notamment : les zones humides, qu'elles soient ou non utilisées à des fins agricoles, seront identifiées et classées en zone N dans les PLU. Les actions conduisant à leur destruction ou réduction sont interdites.
- Poursuivre la gestion des barthes prairiales
- Sécuriser l'alimentation en eau potable en protégeant la totalité des points de captage d'ici 2015.
- Respecter les périmètres de protection de captage : les documents d'urbanisme devront restreindre les extensions nouvelles de l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages d'eau aux opérations qui relèvent d'un intérêt économique majeur.

Prescriptions :

- Conditionner la programmation d'extension urbaine à l'existence d'un schéma directeur d'assainissement
- Anticiper les besoins en assainissement collectif pour les communes dynamiques sur le plan démographique et développer des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées efficaces (solutions d'assainissement collectif de petite taille ou individuelles regroupées).
- Réduire les rejets et les pressions domestiques ou industrielles. Aussi, tous les rejets d'eaux pluviales provenant d'une partie urbanisée devront être régulés conformément aux dispositions de la Loi sur l'Eau afin de respecter les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Ainsi, le SCoT impose aux collectivités et aménageurs de réaliser des dispositifs permettant la collecte pour toute nouvelle opération d'aménagement susceptible d'imperméabiliser plus de 1000 m² de terrain.

Prescriptions :

Cartographier les espaces emblématiques à préserver

- Prendre en compte, dans tous programmes d'extension urbaine, les points forts du paysage à valoriser ou à recomposer. Cette prise en compte se fera notamment à partir de la carte des espaces emblématiques à préserver et au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation réalisées sur les secteurs à urbaniser.
- Choisir dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme des sites d'urbanisation future en s'appuyant sur une analyse du fonctionnement urbain et du paysage bâti et naturel, des points forts du paysage à valoriser ou à recomposer. Ainsi seront sélectionnés les secteurs dont l'intégration paysagère et les coûts de réalisation seront les plus intéressants. Ils devront faire l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation comportant les principales caractéristiques des voies, des espaces publics, du découpage parcellaire et des principes d'implantation.
- Interdire le développement linéaire le long des voies à grande circulation, des routes nationales et départementales et des lignes de crêtes du territoire.
- Intégrer dans les règlements des documents d'urbanisme des prescriptions correspondant au caractère des différents secteurs bâtis : centres anciens, villages, lotissements, etc. en matière d'implantation des constructions, des hauteurs et de l'aspect extérieur (en traitant à minima les chapitres relatifs aux volumes, ouvertures, façades, toitures, clôtures, etc.).
- Inciter à identifier des éléments paysagers emblématiques au titre de l'article L123.1.5.7 du Code de l'Urbanisme dans les Plans Locaux d'Urbanisme (et à une démarche similaire dans le cadre des Cartes Communales) et inscrire des modalités de préservation dans le règlement.
- Dans les PLU, classer les alignements d'arbres ou les spécimens remarquables (au titre de l'article L123.1.5.7° ou en Espaces Boisés Classés)

Prescriptions :

- Réglementer strictement les possibilités de restructuration des sites patrimoniaux dans les PLU et limiter les possibilités de construction à proximité (risque d'impact négatif), notamment par le biais de leur identification au titre de la Loi Paysages, dans les PLU.
- assurer la mise en scène et la promotion des sites remarquables en proposant, notamment, des classements en zone naturelle dans les Plans Locaux d'Urbanisme de tous les écrans naturels qui les encadrent (parcs, coteaux, allées boisées,)

A-II-3-1- SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

Il est élaboré conjointement par la Région et l'Etat (article L. 371-3 du code de l'environnement).

Il comprend notamment :

- Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ;
- Un volet identifiant les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides mentionnés respectivement aux 1° et 2° du II et aux 2° et 3° du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement ;
- Une cartographie comportant la trame verte et la trame bleue mentionnées à l'article L.371-1 du code de l'environnement ;
- Les mesures contractuelles permettant, de façon privilégiée, d'assurer la préservation et, en tant que de besoin, la remise en bon état de la fonctionnalité des continuités écologiques ;
- Les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques pour les communes concernées par le projet de schéma.

Ce schéma a été annulé en juin 2017, il est pris en compte à titre informatif.



Le territoire communal est concerné par le Gave et des principaux affluents au titre de la trame bleue ; il présente des corridors écologiques au titre des boisements feuillus et forêts mixtes.

La D817 forme un élément fragmentant reconnu.

On notera que le territoire communal ne comporte pas de zones humides élémentaires référencées dans le SDAGE.

A-II-3-2- THEMATIQUE ENERGIE CLIMAT AIR

SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ENERGIE

En Aquitaine le schéma a été approuvé le 15 novembre 2012.

Le SRCAE définit les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air.

Les objectifs fixés par le scénario de référence du SRCAE d'Aquitaine sont les suivants :

- une réduction de 28,5% des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008,
- une production des énergies renouvelables équivalente à 25,4% de la consommation énergétique finale en 2020,
- une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 1990,
- une réduction des émissions de polluants atmosphériques, notamment les oxydes d'azote et les particules en suspension.

L'Aquitaine se positionne ainsi sur une trajectoire devant permettre d'atteindre une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050, par rapport à celles enregistrées en 1990.

A-II-3-3- SDAGE ADOUR GARONNE et SAGE

La commune s'inscrit sur le territoire du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Adour-Garonne 2016/2021.

Ce document constitue ainsi le cadre de référence de la gestion des eaux. Il définit les orientations d'une politique intégrée de l'eau et fixe notamment les objectifs fondamentaux à respecter dans le domaine de l'eau. Ceux-ci relèvent essentiellement de :

- La gestion globale des milieux aquatiques et des vallées,
- La gestion qualitative des eaux superficielles et souterraines,
- La gestion quantitative des eaux superficielles et souterraines.

Six grandes orientations guident la révision du SDAGE et correspondent aux objectifs spécifiques au bassin et à la Directive Cadre sur l'Eau :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance,
- Réduire l'impact des activités pour améliorer l'état des milieux aquatiques,
- Restaurer les fonctionnalités naturelles des eaux superficielles et souterraines pour atteindre le bon état,
- Obtenir une eau de qualité pour assurer les activités et usages qui y sont liés,
- Gérer la rareté de l'eau et prévenir les inondations,
- Promouvoir une approche territoriale.

Périmètres de gestion intégrée Concernant la commune	Avancement
SDAGE Adour Garonne 2016-2021	En vigueur
1 Plan de gestion des étiages LUYS-LOUTS	Mis en œuvre

A-III- PRODUCTION DE LOGEMENTS / CONSOMMATION DE L'ESPACE

	DONNEES DE CADRAGE	
URBANISME	<p>P.O.S. : PLAN D'OCCUPATION DES SOL approuvé le 3 octobre 1994</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modification n°1 06/07/2000 • Révision simplifiée n°1 29/12/2005 • Révision simplifiée n°2 19/03/2008 • Révision simplifiée n°3 18/10/2007 <p>SCOT Pays d'Orthe DOO (Document d'Orientation et d'Objectif) - Approuvé le 24 janvier 2014 s'applique aux 15 communes du territoire couvert par le SCoT</p>	
PRODUCTION DE LOGEMENTS Période étudiée 2003/2014	<i>Méthode : d'après registre Permis de Construire fourni par la mairie</i>	
	<p>147 logements produits (compris dans bâti existant) sous forme de :</p> <p>96 individuels (65%) 51 collectifs (35%)</p>	
INDICATEURS		
Production de logements	12logts/an	
Consommation de l'espace	2ha35 / an	
Densité urbaine	Réalisation de 12 logts/an - dont 2logts dans les bâtiments existants entre 2003 et 2014 soit 12logts/an consommateurs de foncier	
	Moyenne réellement consommatrice de foncier 1799m2/logement 5.5 logts/ha	
Logement individuel/collectif	35% de logements individuels	65% de logements collectifs
Consommation d'espace Bâti existant	98% de logements consommateurs d'espace	2% de logements créés dans du bâti existant
Logement social	60 logements sociaux en 2013	
	Locatif social	Accession à la propriété

	DONNEES DE CADRAGE	
STRUCTURE DE L'ARMATURE URBAINE	Centralité du bourg et centralités quartier neuf	
OCS Urbain mixte (surface)	Données fin 2000 : 244ha dont 41 Economique	
INDICATEURS		
Enveloppe urbaine bâties existante (surface fin 2016)	281ha40	
Surfaces non bâties disponibles dans l'enveloppe urbaine bâtie existante	Près de 13ha pour le résidentiel	
Capacité de densification au sein de l'enveloppe urbaine bâtie existante	150 logements (10 logts/ha en moyenne)	

A-III.1.1- ANALYSE DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS dans le POS actuel

Données communales – Période 2003-2014

Les données communales présentent l'avantage d'être particulièrement fiables, quand à la réalisation effective des opérations et leur prise en compte dans les analyses.

Elles permettent également de moduler les analyses par la connaissance locale de la teneur des permis de construire.

Elle permet également de connaître les logements issus de changements de destinations ou de divisions de logements existants.

Méthode :

Ce bilan a été réalisé :

- pour la localisation spatiale en repérant les parcelles qui ont été bâties depuis 2003 par superposition des cadastres de 2002 et 2014. Pour la quantification du nombre de logements, la commune a transmis son relevé détaillé (individuel, collectif, changement de destination ou divisions de l'existant) des permis de construire délivrés qui permettent d'apprécier le nombre et la nature des logements créés

Vocabulaire

Collectifs : à partir de deux logements dont les portes d'entrées ne sont pas communes

Changement de destination : transformation en habitation d'un bâtiment existant

Division : création de logement(s) supplémentaire(s) dans un édifice étant déjà une habitation

Le nombre de logements créés

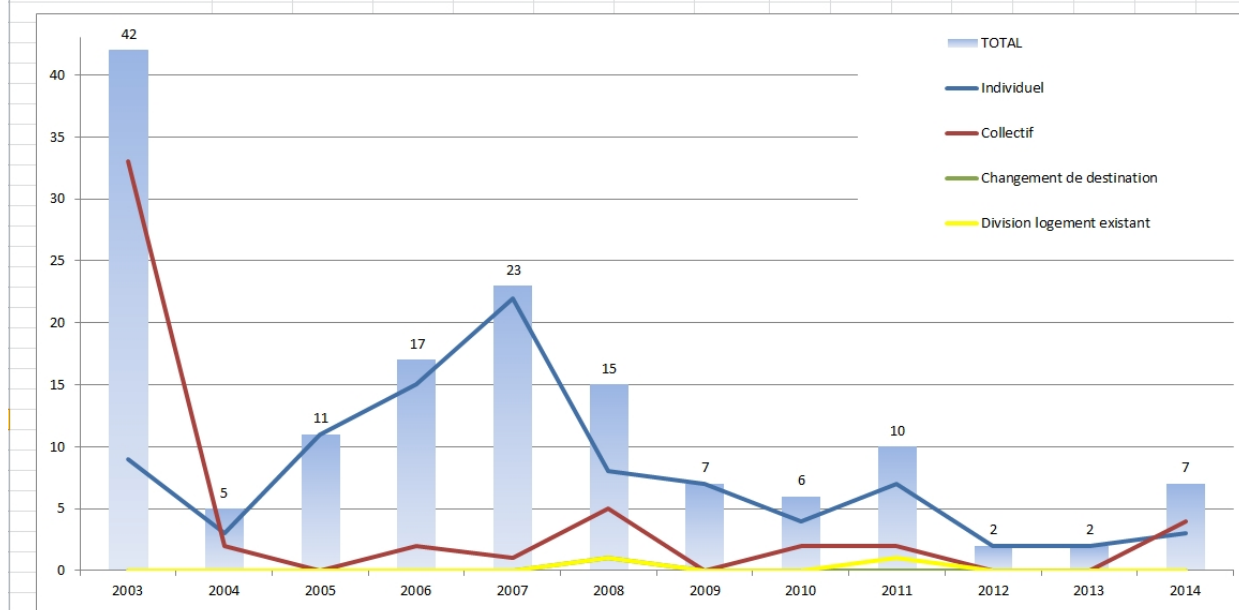
Analyse sur la période 2003-2014

147 logements ont été créés sur la période 2003/2014 dont **144** ont consommé du foncier soit **12 logements/an** en moyenne.

35% des logements ont été réalisés sous forme de **collectifs**.

65% des logements ont été réalisés sous forme de **logements individuels**.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014		
Individuel	9	3	11	15	22	8	7	4	7	2	2	3	93	
Collectif	33	2		2	1	5		2	2			4	51	144
Changement de destination						1							1	
Division logement existant						1			1				2	3
TOTAL	42	5	11	17	23	15	7	6	10	2	2	7	147	



Évolution des permis de construire pour des logements de 2003 à 2014

En résumé :

Période	Nombres de logements/an	Collectifs	Individuels	Consommation foncière/an	Moyenne de consommation foncière/logts	Moyenne de logements/ha
2008-2014	7 logts/an	27%	73%	11ha50	2500 m²/logts	4,5 logts/ha
2003-2014	12 logts/an	35%	65%	25ha90	1799 m²/logts	5,5 logts/ha

En bilan d'analyse sur la période 2003/2014, la commune montre une consommation foncière totale de **25ha90** en zone d'habitat soit **2ha35/an sur la commune**

2% des logements sont créés dans des édifices existants.

Cette consommation est mise en parallèle de la production de **144 logements** sur la commune hors utilisation de bâtiments existants, sur la même période.

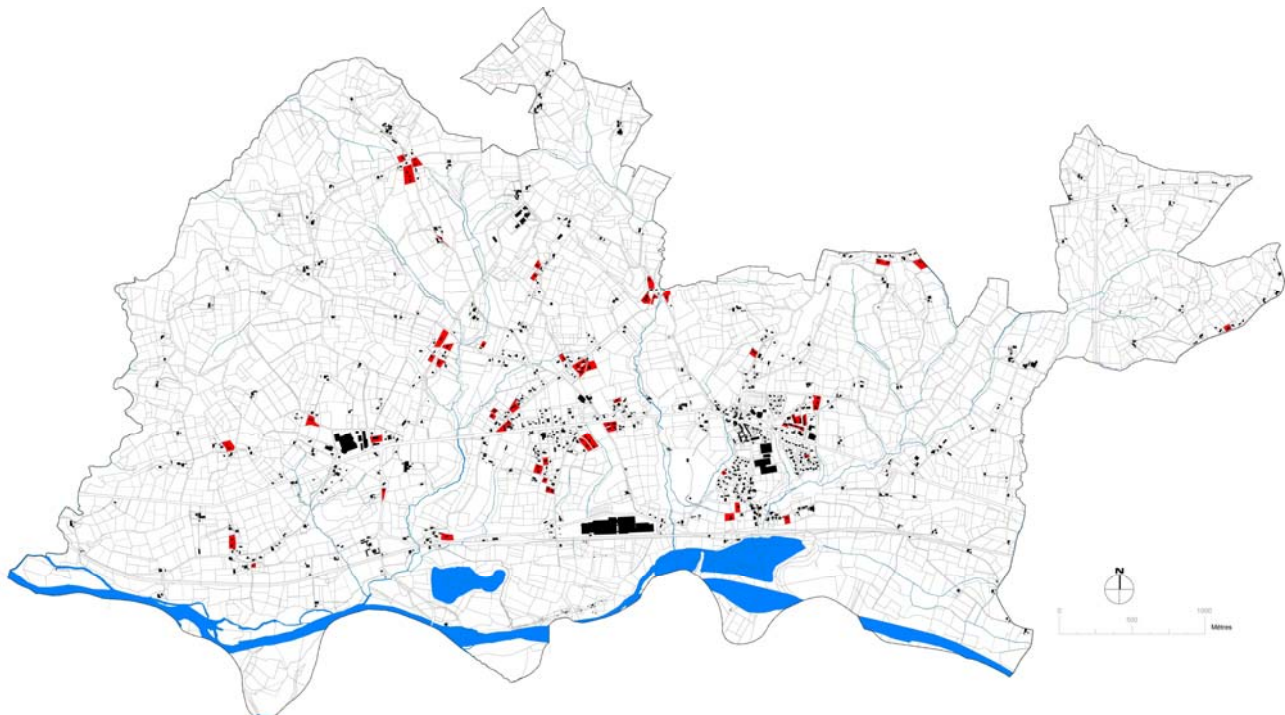
On observe sur la dernière décennie une baisse de la production de logements collectifs et une augmentation de la proportion de logements individuels.

La consommation foncière s'établit globalement entre 4,5 et 5,5 logts/ha soit une moyenne de 5 logts/ha

A-III.1.2- ANALYSE DES SURFACES – Consommation et restant à consommer

Les surfaces consommées par les logements créés

La cartographie montre que la constructibilité s'est réalisée sur l'ensemble du territoire sans présenter de lieu de centralité déterminé. Cela s'explique car le POS ancien est le document en vigueur.



Localisation des surfaces consommées par l'urbanisation pour des logements de 2003 à 2014 (rouge)

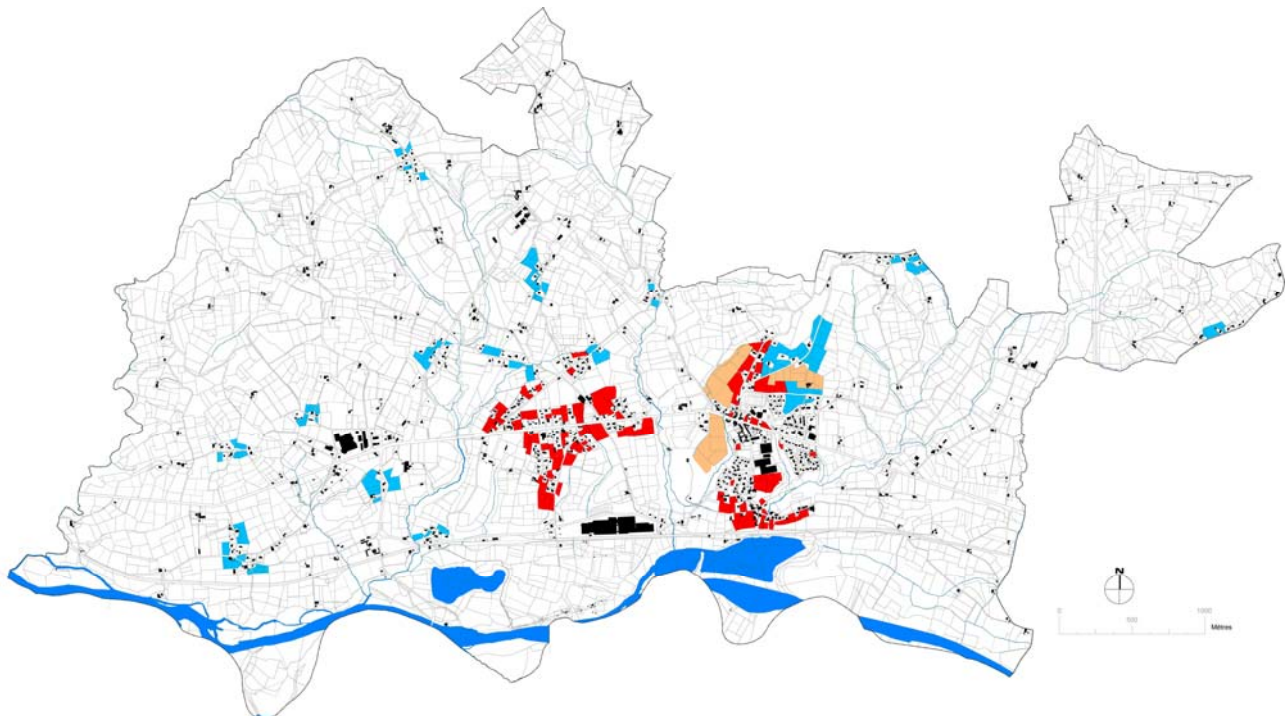
Le potentiel constructible restant pour le logement dans le POS

Méthode

Le POS dispose d'espaces constructibles non consommés dans lesquels des constructions peuvent être réalisées.

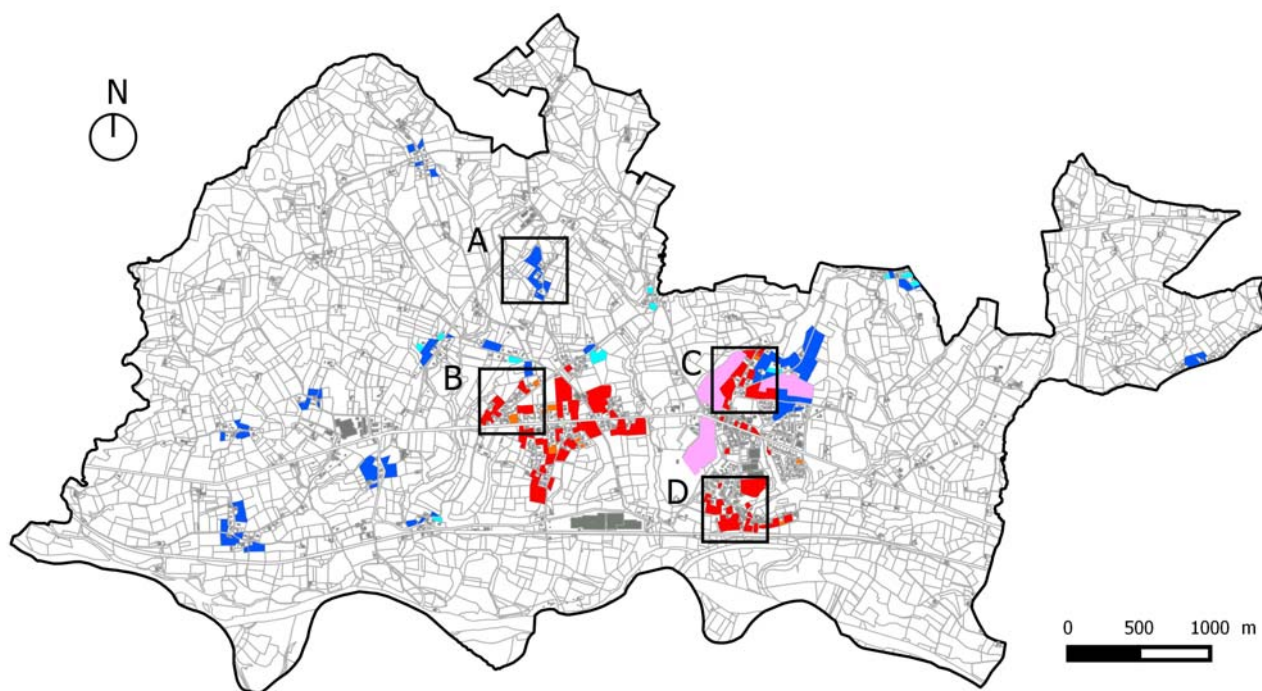
Il peut s'agir de parcelles entièrement disponibles mais également de terrains issus de divisions foncières.

Cette analyse a pour but d'évaluer ce qui reste à consommer dans leur document actuel, tant au plan quantitatif que de la localisation de ces terrains. Il s'agit également de quantifier la rétention foncière.



Les espaces constructibles dans le POS

En rouge les espaces en assainissement collectif, en bleu les espaces en assainissement autonome en beige les zones NA pour le logement



Les

Espaces constructibles dans le POS

En rouge les espaces en assainissement collectif et en bleu les espaces en assainissement autonome(en rose les zones NA du POS)

Les zones U

Dans le cadre de la loi ALUR, en tenant compte des formes urbaines et architecturales existantes :

	Surface	Nombre de logements estimés*
Parcelles	51ha01	204
Divisions foncières	6ha03	24
Total	57ha04	228

*sur la base de l'urbanisation constatée entre 2008 et 2014 soit 4logts/ha non compris les zones NA (pour 15ha35)

Au bilan

Zones			de 2008 à 2014 compris (7 ans)			2015	
	Surface de la zone (ha)	Surface libre à l'approbation du POS (ha)	Surface consommée (ha)	%		Surface libre (ha)	
						Parcelles	Divisions foncières
UB	10.10	1.18	0			1.18	0
UC	30.24	9.84	3.64	37%		8.25	0.24
UD	52.77	32.94	1.35	4%		27.59	1.71
						37.02	1.95
U	93.11	43.96	4.99	11%		38.97	
NB	49.25	24.58	6.51	26%		13.99	4.08
NB	49.25	24.58	6.51	26%		18.07	
IIINA/IIINAa	10.71	10.71	0			10.71	
IVNA	4.64	4.64	0			4.64	
NA	15.35	15.35	0	0%		15.35	
TOTAL	157.71	83.89	11.50	14%		72.39	

1ha60/an

Les zones U (constructibles depuis plus de 20 ans) ont été consommées pour 11% et les zones NB pour 26%
Les zones NA n'ont pas été entamées.

Au final l'ensemble des surfaces restant disponibles pour de la construction sont considérables

Si l'on envisage un développement identique à ce qui s'est produit ces 7 dernières années, **le potentiel** restant représente **à minima 228 logements** (sur la base de 4logts/ha).

A-III.2.1- ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS (N.A.F.)

Méthode :

Cette analyse prend en compte plusieurs informations croisées dont :

- l'OCS réalisé en 2009 qui détermine les espaces artificialisés (zones bâties et aménagées)
- la photographie aérienne Google Map 2017 permettant de localiser les constructions et terrains artificialisés

Les comparaisons de ces éléments permet de déterminer les espaces consommés N.A.F. sur la période 2009/ 2016.

Pour information il n'y a aucune base de données permettant d'avoir le détail de la consommation par type d'espace : naturel/agri/forestier.NAF

Ils sont cartographiés puis comptabilisés via le logiciel QGIS en format Shape

Les attendus sont sur une période de 10 ans, mais les éléments d'analyse ne peuvent se baser sur cette période sur des éléments fiables.

Les espaces artificialisés sont repérés et comptabilisés sur une période allant de 2009 à 2016, les résultats seront annualisés de manière à permettre une exploitation ultérieure des données et attendus au regard de ces résultats. Le déploiement sur dix ans est rendu possible en utilisant les moyennes annuelles obtenues et en les ramenant sur la période souhaitée.

Vocabulaire

N.F.A. Naturel Agricole Forestier

O.C.S. Occupation des Sols

L'artificialisation

Données OCS (Occupation des Sols) de Pigma sur photos aériennes 2002 correspondant au recensement des terres artificialisées sur l'ensemble du territoire Nouvelle Aquitaine.

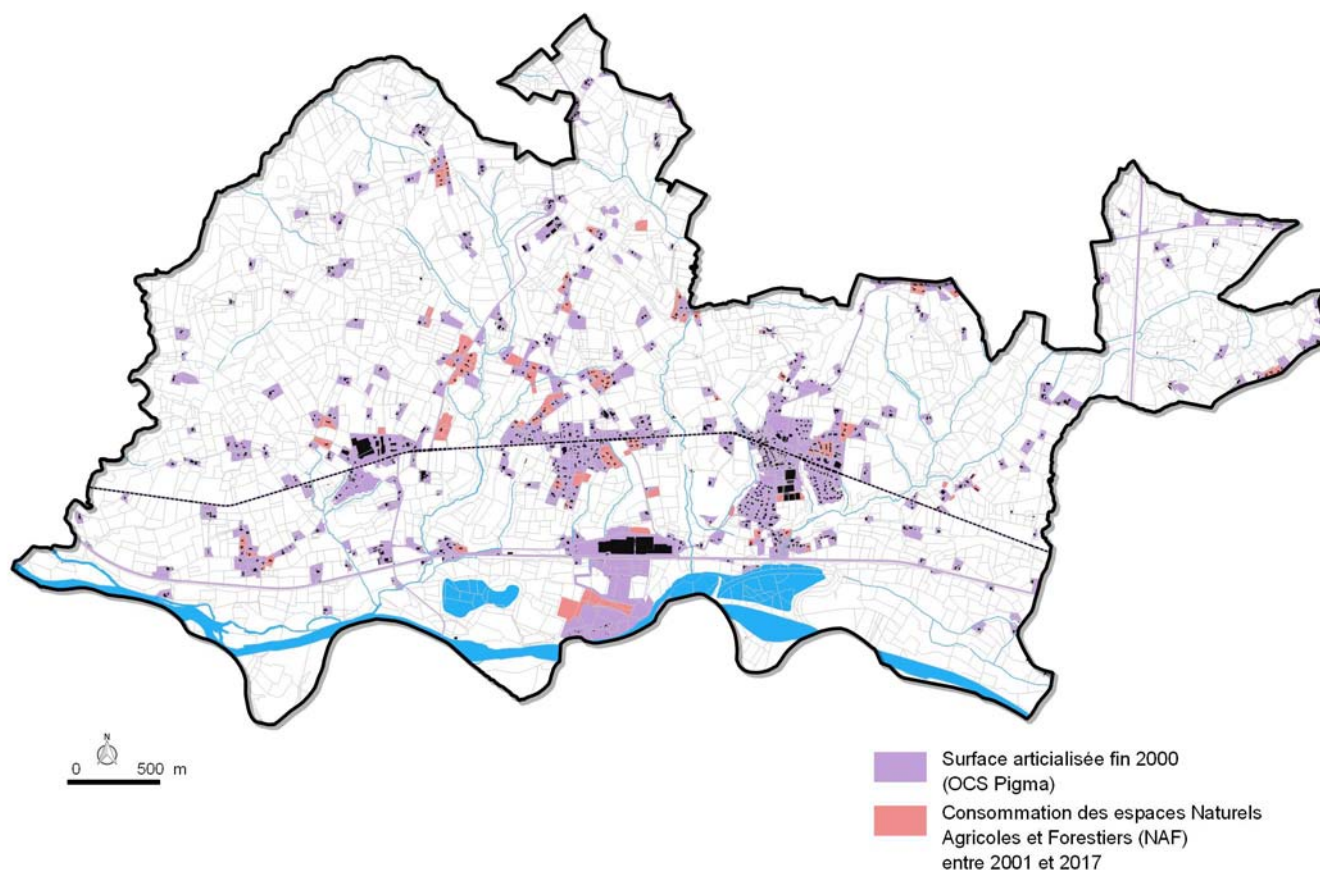
Les terres artificialisées au titre de l'OCS comprennent parties bâties, parking, secteur d'activités, terrain de sport, équipements publics, voirie principale.

Ne comprennent pas terres agricoles dont prairies, cultures, espaces naturels dont les bois, les espaces en eau (rivières et plan d'eau).

Les surfaces artificialisées au sens de l'OCS artificiel couvraient fin 2000 : 244ha sur la commune dont 41ha d'activités économiques.



OCS 2000 (source Pigma)



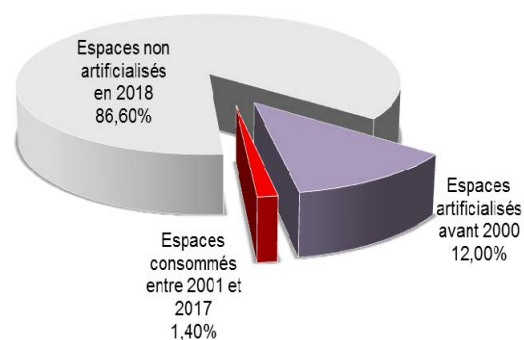
Localisation de la consommation NAF sur le territoire

Fin 2000, 12% du territoire était artificialisée (244ha). En 2017, cette proportion atteint 13.4%, soit 281ha40. On constate une progression de 1.4%, soit 37ha40 d'artificialisation supplémentaire entre 2001 et 2017 (soit 15% de la surface artificialisée en 2000). Cette consommation représente 2ha20/an.

Les 37ha40 d'artificialisation entre 2001 et 2017 ont été consommés à 72.5% pour l'habitat, 27% pour l'activité économique et 0.5% pour de l'équipement.

Les 27ha07 consommé à destination de l'habitat présentent une forme urbaine d'habitat peu dense (6logts/ha) à dominante individuelle. 65% de l'habitat créé et individuel et 35% collectif.

La consommation NAF représente une consommation annuelle de 2ha20, 2% sur des espaces forestiers de type boisements, pour 9% sur espaces naturels et 89% sur des territoires agricoles.



Vocabulaire

Centralité urbaine : Les centralités incluent tout secteur, notamment centre-ville, centre-bourg ou centre de quartier structuré, caractérisé par un bâti continu, dense – comparativement aux tissus urbains environnants – présentant une diversité de fonctions urbaines.

Par diversité de fonctions, on entend ici la présence conjointe de logements, emplois, commerces, équipements publics et collectifs.

Les enveloppes urbaines, correspondent à des regroupements de maisons (une douzaine de constructions) Si à l'origine, elles étaient composées de fermes, il regroupe aujourd'hui essentiellement des maisons d'habitation où subsistent parfois des exploitations. Dans ces secteurs, les équipements publics sont très limités (route, eau, électricité). En l'absence de politiques volontaristes de développement des équipements et des services, permettant à ces secteurs d'accéder à la notion de centralité, il convient de maîtriser leur développement.

Définition

La notion d'**enveloppe urbaine** n'est pas définie par le code de l'urbanisme.

L'analyse morphologique du tissu bâti forme un périmètre assimilé à une « enveloppe » s'appuyant sur des conditions cumulatives définies par :

- la continuité dont le respect d'une distance maximale de 100m entre deux constructions existante. Les équipements collectifs, les infrastructures, les éléments composant la trame végétale urbaine peuvent être inclus dans ce périmètre dès lors qu'ils sont en continuité
 - la compacité : le périmètre bâti doit constituer un ensemble construit d'un seul tenant. Des parcelles non bâties ou « dents creuses » peuvent y être intégrées dès lors qu'elles participent de l'ensemble
 - La densité : l'enveloppe doit être constituée d'un nombre significatif de constructions sur une surface donnée. Ainsi ne constitue pas un tissu aggloméré pouvant être identifié comme enveloppe urbaine, une dizaine de constructions éloignée d'une enveloppe urbaine avérée (centralité, bourg), ou positionnées en linéaire le long d'une voie.
 - la forme urbaine : considérant des groupements de constructions en vis-à-vis et évitant les linéaires trop importants
 - la quantité de constructions qui forment l'enveloppe dont à minima une quinzaine pour considérer que l'on a à faire à une enveloppe
- Certains espaces ne sont pas considérés comme « enveloppe urbaine » du fait qu'ils n'ont pas une position stratégique dans le tissu urbain existant, qu'ils participent à une fonction écologique de continuité, qu'ils possèdent une vocation agricole, qu'il ait un rôle d'espace d'aération d'espace « de transition » dans la trame urbaine

La structure urbaine est caractérisée par une structure spécifique eu égard à la présence de l'ancienne nationale 117 et des thalwegs profonds qui limitent le bourg ancien.

La structure se compose ainsi :

- **Le bourg-vieux correspondant à l'ancrage historique de la commune à l'aplomb de la plaine du Gave**
- **Le bourg neuf qui s'est développé de l'autre côté de l'ancienne nationale 117**
- **Le quartier neuf, principalement résidentiel et pavillonnaire, détaché des deux bourgs et scindé par l'ancienne nationale**
- **La zone d'activité de quartier neuf**
- Les quartiers implantés dans les écarts

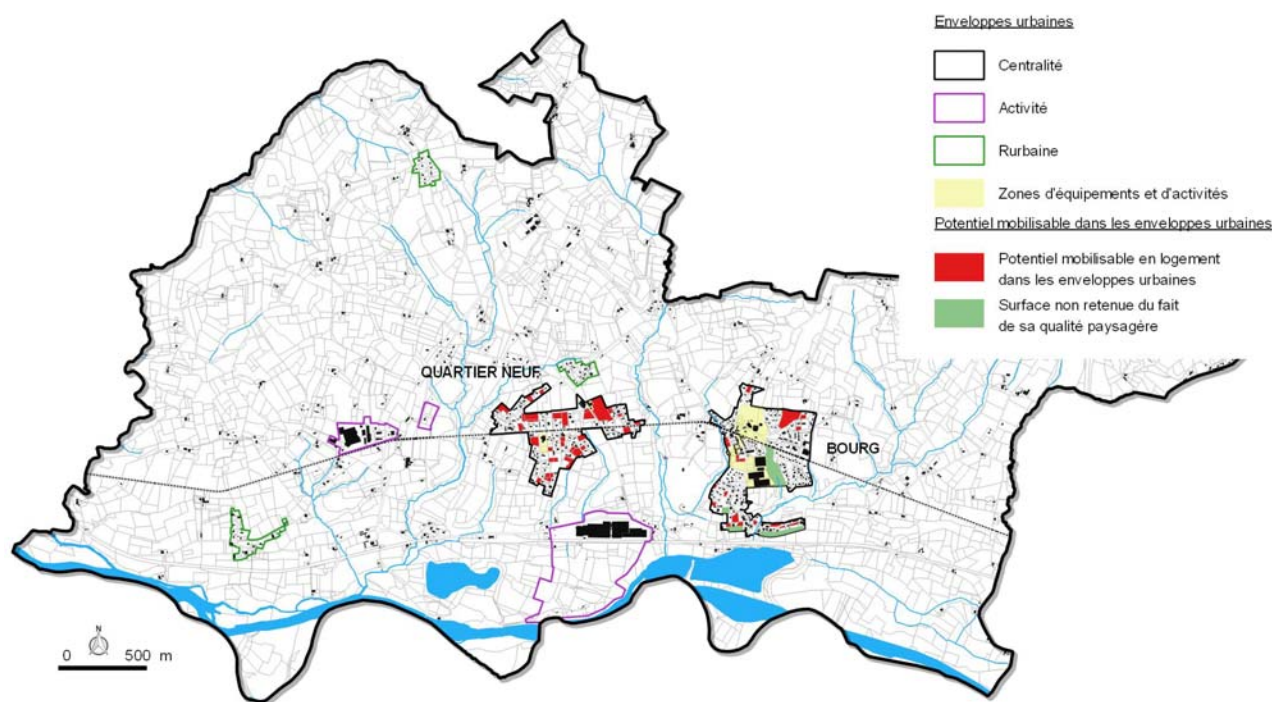
Plusieurs enveloppes urbaines ont donc été déterminées sur le territoire.

Elles sont regroupées de façon cohérente en référence à l'armature urbaine en lien également avec le vécu des habitants.

Ainsi plusieurs grands secteurs sont identifiés:

- **Les enveloppes de centralités** : on retrouve le bourg historique, le bourg neuf et quartier neuf
- **les enveloppes de quartiers** : il n'y a pas eu de quartier identifié comme lieu de développement
- **l'enveloppe de la zone d'activité de quartier neuf**

Analyse de la capacité de densification et de mutation dans les enveloppes urbaines existantes



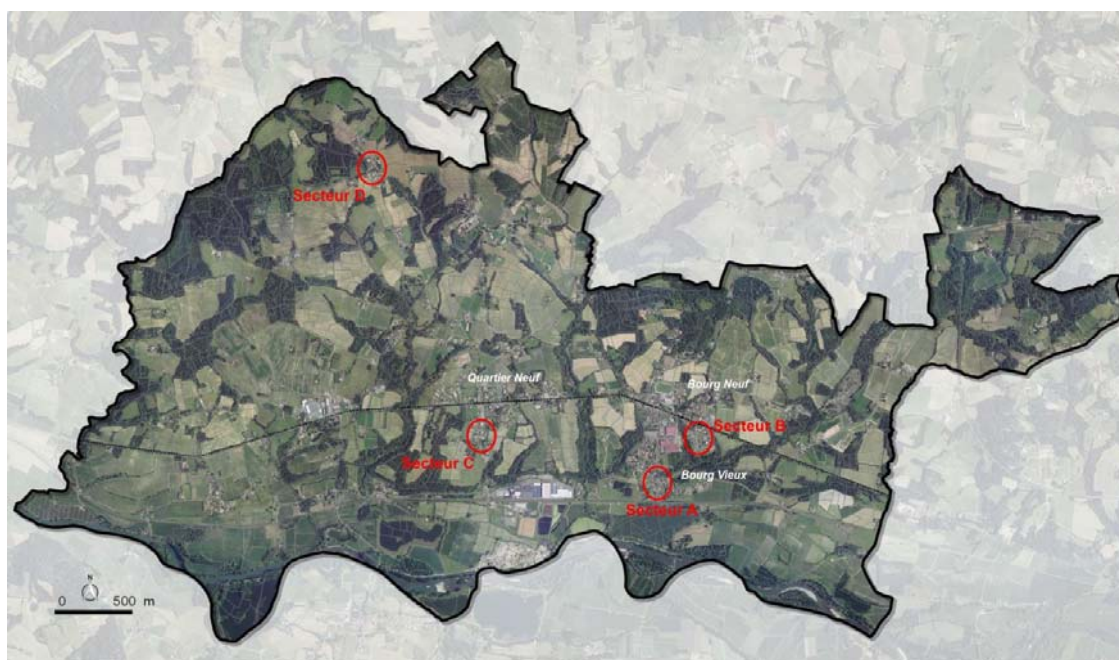
Surfaces en ha	Surface de l'enveloppe	Comblement	Division	Mutation	Total
Bourg	46,15	2,87	0,21	3,33	6,41
Quartier neuf	31,81	6,25	0,78		7,03
Rurbaines	10,95				0
TOTAL	88,91	9,12	0,99	3,33	13,44

Au bilan

Les zones d'activités ne présentent pas potentiel dans leur enveloppe existante.

Densités applicables et quantité de logement au sein des enveloppes urbaines

Le comblement des dents creuses et le potentiel de division parcellaire, doit se faire dans le respect des caractéristiques et des formes urbaines existantes. Une analyse sur la densité, montre des secteurs d'habitat diversifiés.



Secteur A

Secteur d'habitat individuel de la centralité du bourg vieux bénéficiant d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif, avec une densité de l'ordre de 10logts/ha.



Secteur B

Secteur d'habitat faiblement dense, dans la centralité du bourg neuf. Raccordé au réseau d'assainissement collectif, il se compose d'un habitat pavillonnaire mixte (individuelle et maison double), avec une densité de l'ordre de 8logts/ha



Secteur C

Secteur d'habitat faiblement dense, dans la centralité du quartier neuf. Composé d'un habitat pavillonnaire, en retrait de la circulation principale, avec une densité de l'ordre de 7logts/ha



Secteur C

Les secteurs de groupes d'habitations sont localisés sur l'ensemble du territoire. Ils sont caractéristiques des espaces qui ponctuent l'espace agricole avec une densité de l'ordre de 5logts/ha



Potentiel en logements

La centralité du Bourg dispose d'une surface de densification pour le résidentiel de 6ha41. En tenant compte de l'analyse de densité sur ce secteur, le potentiel peut être estimé sous trois formes :

- En « dents creuses » de la partie ancienne du Bourg (10 logts/ha), pour un potentiel estimé ponctuellement à la parcelle à une quinzaine de logements
- Sur des surfaces de plus grandes tailles où la densité de 8 logts/ha est appliquée pour un potentiel de 20 logements
- En mutation d'espaces actuellement occupés par des entrepôts, pour un potentiel estimé à une cinquantaine de logements

La capacité de l'enveloppe du quartier neuf, se localise sur des surfaces d'environ 1500m² à 2000m² en moyenne. Cet habitat de moyenne densité de 7logts/ha (secteur C) totalise un potentiel d'environ 50 logements pour une surface de 7ha03.

Les espaces d'enveloppes urbaines ne permettent pas de nouveaux logements.

Au global avec 13ha44 de disponible, la capacité de densification au regard des densités en logements constatées, est de l'ordre de **135 logements**, regroupés dans les 2 centralités.

PRODUCTION DE LOGEMENTS / CONSOMMATION DE L'ESPACE - Synthèse

- 147logements produits entre 2003 et 2014, une densité de 12 logements/ha en moyenne
- Une consommation de l'espace de 2ha20 par an sur 2001/2017
- Une surface libre disponible constructible dans le POS de plus de 72ha
- Une armature urbaine formée de trois centralités : le bourg vieux, le bourg neuf et quartier neuf

B – DEUXIEME PARTIE

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ENJEUX ET PROCESSUS D'EVOLUTION

B-I- VOLET NATURE ET BIODIVERSITE

MILIEU NATUREL		DONNEES DE CADRAGE
CLIMAT	Climat atlantique	
RELIEF	Relief côtiers du Gave	
HYDROGRAPHIE	<ul style="list-style-type: none"> - Gave de Pau - Arriou de Péré - Lamothe - Mauhet - Pourtalot - Lacau 	
NATURA 2000	1 site Natura 2000 (Directive Habitat)	190ha60 occupés par le site Natura 2000 soit près de 9% du territoire communal
	FR 7200781 : Gave de Pau	DOCOB Diagnostic en cours
RESERVES NATURELLES REGIONALES (RNR)	Non concerné	
ZNIEFF	ZNIEFF II :7200012970 : Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques	

B-I.1- DONNEES PHYSIQUES

B-I-1-1- CLIMAT

Le climat de Labatut est chaud et tempéré. Labatut est une ville avec des précipitations importantes. Même pendant le mois le plus sec il y a beaucoup de pluie. D'après Köppen et Geiger, le climat y est classé Cfb. Sur l'année, la température moyenne à Labatut est de 13.2 °C. Les précipitations annuelles moyennes sont de 1147 mm.

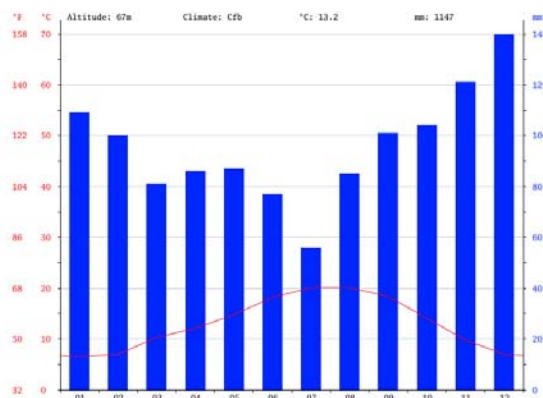


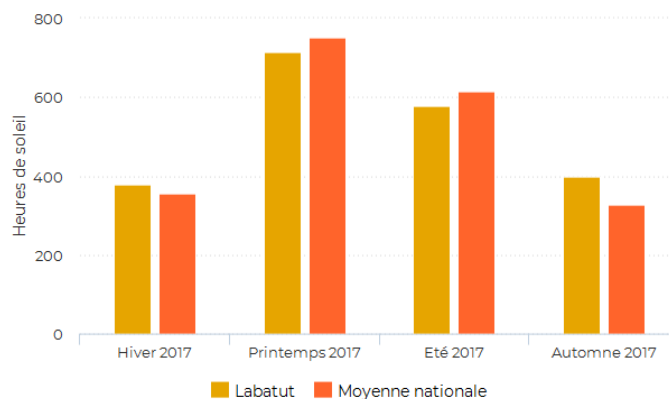
Diagramme climatique

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)

La commune de Labatut a connu 2 072 heures d'ensoleillement en 2017, contre une moyenne nationale des villes de 2 034 heures de soleil. Labatut a bénéficié de l'équivalent de 86 jours de soleil en 2017

Les vents dominant sont de secteur ouest (sud-ouest à nord-ouest), apportant la pluie. Le, vent de sud à sud-est, souffle surtout en automne et en hiver.

Ces conditions climatiques et topographiques déterminent des conditions favorables à la présence d'habitats humides remarquables ou rares.



Le climat reflète donc une relative douceur couplée à de fortes précipitations parfois brutales. L'ensoleillement présente un potentiel favorable pour le développement de l'énergie solaire.

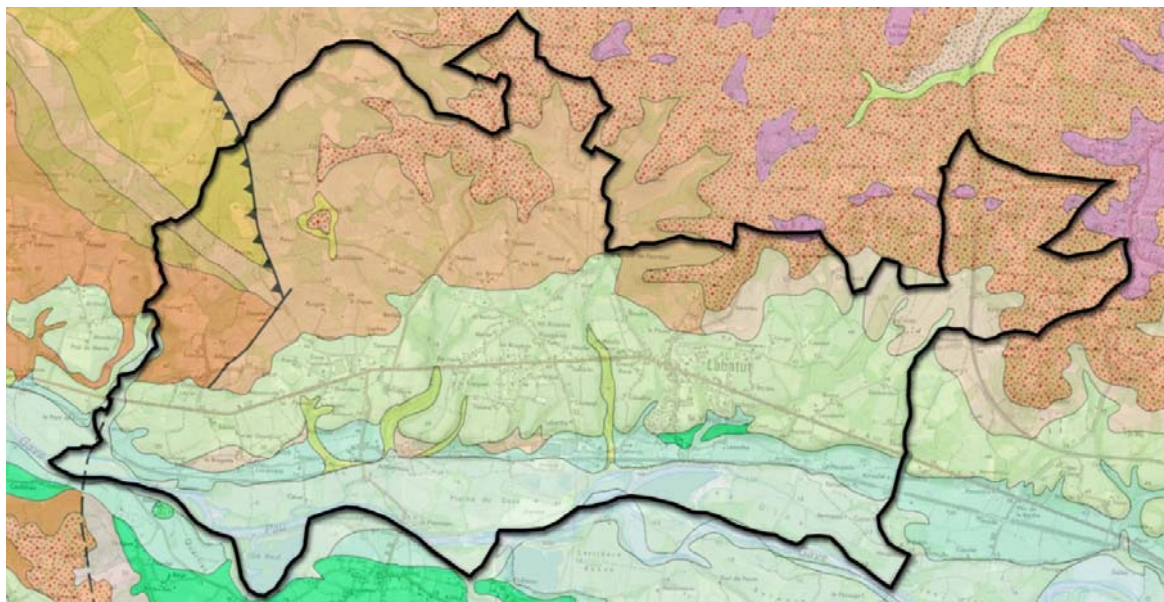
B-I-1-2- LA STRUCTURE GEOLOGIQUE

Source : BRGM

Le territoire communal s'inscrit sur la vallée des gaves réunis qui correspond à un secteur comportant globalement deux grandes entités :

- **Les zones d'alluvions** qui concernent la plaine et les anciennes terrasses. Des horizons variables sont à noter dont les faluns de St Paul les Dax.
- **Les zones marneuses dans les espaces des collines**, marquées ponctuellement par des affleurements particuliers comme les sables fauves, les calcaires de Brassempouy.

Les formations géologiques sont ainsi assez variées sur le territoire communal.

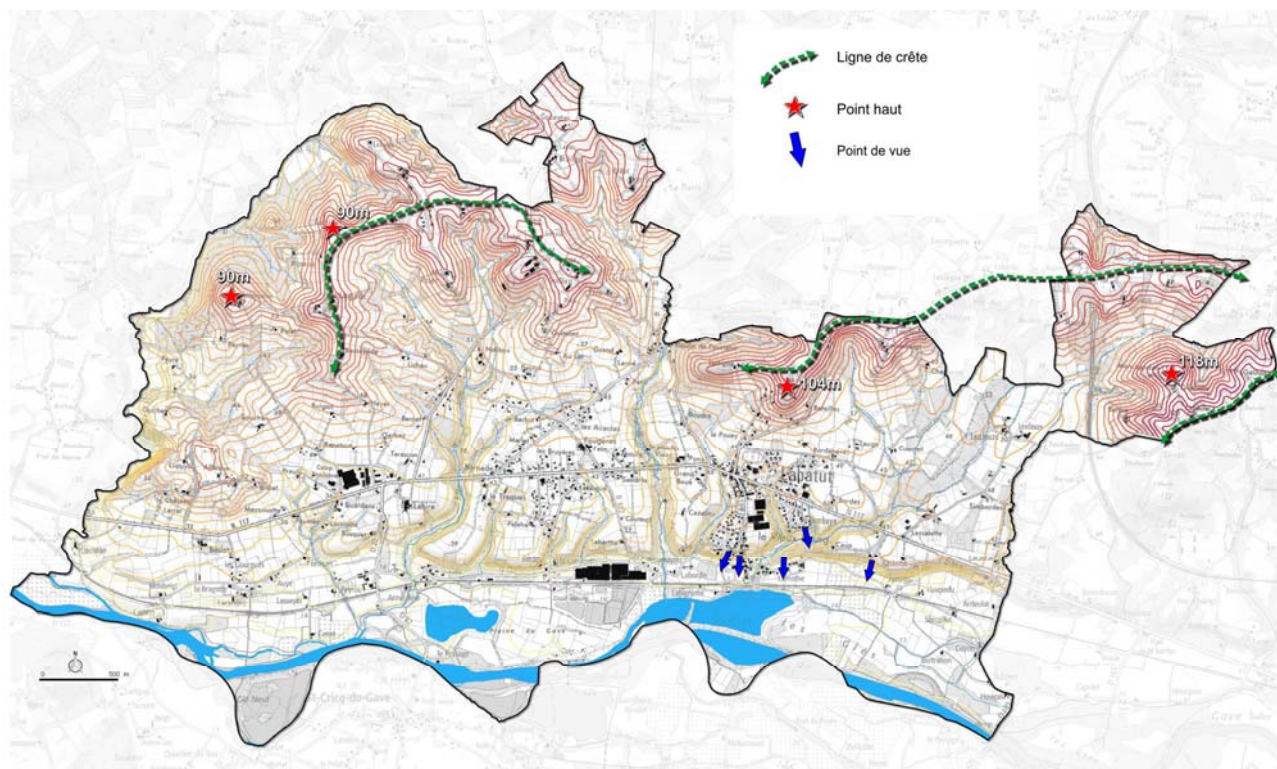


Carte géologique (BRGM)

LEGENDE

	e5-m2M	Molasses argilo-sableuse jaune à verdâtre, argileuses gris-bleu, silteuses, carbonatées, à passées gréseuses, carbonatées, conglomaratiques (Lutétien à Burdigalien)
	e5bBs	Couches de Brassempouy : calcaires (Lutétien supérieur)
	e5	Marnes et calcaires (Lutétien indifférencié)
	e5μN	Marnes à microfaune, Calcaires à Nummulites (Lutétien)
	Fz	Alluvions fluviales et fluvio-marines récentes : sables micacés, argiles tourbeuses et silteuses grises (Holocène 11430-0 BP)
	CS	Colluvions et dépôts de versants (Tardiglaciaire à actuel)
	m1-2SPDx	Faluns de St-Paul-lès-Dax et Mimbaste, Marnes de Cadaugade (Aquitanien à Burdigalien)
	m4SF	Formation des Sables fauves : sables + ou - argileux rubéfiés, sables jaune-ocre à graviers et galets rubéfiés (Serravalien)
	Fxb	Terrasse alluviale : cailloutis à matrice sablo-argileuse, sables grossiers gris à la base (Pléistocène moyen, Riss)
	Fz1	Alluvions récentes : sable, argiles graviers (Préboréal à Atlantique inférieur, 11430-7000 BP)
	Fyb1-2	Alluvions indifférenciées (Würm I-II)
	p1	Nappe alluviale inférieure : graviers à matrice argileuse blanche et bleutée, à grandes marbrures rouges (Pliocène inférieur, Zancéen)
	FC	Alluvions, colluvions de fond de vallée et cône de déjection associés (Tardiglaciaire à actuel)

B-I-1-3- RELIEF



Carte du relief communal

L'altitude varie de 4m dans la plaine du Gave en limite avec Cauneille à 116 m au lieu-dit Graciette (Nord Est, proche limite communale avec Habas). Elle augmente du Sud au Nord.

Le relief communal s'inscrit dans le secteur des coteaux du Gave : relativement homogène et marqué par la présence importante du réseau hydrographique orienté souvent Nord Sud.

On peut distinguer trois grands types de reliefs :

- la basse plaine des Gaves réunis sensiblement délimitée par la voie ferrée
- la première terrasse séparée de la plaine par une ligne de pente marquée, terrasse entrecoupée par des thalwegs marqués qui rythment cet espace et forment des coupures topographiques fortes. Cette terrasse offre des points de vue d'intérêt sur la plaine et le panorama Sud. Elle a accueilli l'occupation humaine et le bourg d'origine (tumulus).
- la zone des collines, sur la partie Nord, où alternent les ensembles de collines et le réseau hydrographique. Ce secteur offre des lignes de crêtes permettant de découvrir le grand paysage, notamment ouvert sur la chaîne des Pyrénées qui reste un décor emblématique de ces espaces.

Le réseau hydrographique est un élément très présent par la présence de nombreux ruisseaux ramifiés de direction nord-sud. Plusieurs de ces ruisseaux forment des thalwegs très profonds qui fractionnent l'espace.

L'ensemble de la commune s'inscrit dans le bassin versant du Gave de Pau.

Les principaux éléments d'Ouest en Est, sont les ruisseaux de Larraton ; Lacau, de moulin vieux, Saubadon... De nombreux ruisseaux sont alimentés par des sources qui parsèment le territoire.

A la faveur de la topographie, certains points de vue et perspectives sont à noter tels que :

- Secteur de l'église et de la motte : vue sur la plaine
- En plusieurs points sur les collines au Nord : panorama au sud sur les Pyrénées,

Sources : prospections terrain, Natura 2000 Nive, étude déchetterie, SCOT,

Méthodologie de l'approche écologique

Recherche documentaire (Christine Barroso, ingénieur agronome écologue)

- Analyse des fiches standards de l'inventaire national du patrimoine naturel (inpn.mnhn.fr)
- Intégration du diagnostic écologique et des éléments du site Natura 2000 (Le Gave de Pau) mai 2018
- Données naturalistes mutualisées : faune-aquitaine.org, inpn.fr (inventaire national du patrimoine naturel)
- Consultations d'acteurs ressources (Conseil départemental, ONF, CEN, CBNSA)

Expertise terrain (Christine Barroso)

Visite sur les sites de densification et de développement urbain susceptibles d'être impactés (printemps, été, automne 2016, printemps-été 2017). Ces visites sur des journées permettent d'analyser les milieux en présence pour envisager éventuellement des inventaires complémentaires si nécessaire. Dans le cas de la commune, au regard des sites de développement impactés, aucun inventaire spécifique complémentaire sur des taxons particuliers n'a été nécessaire.

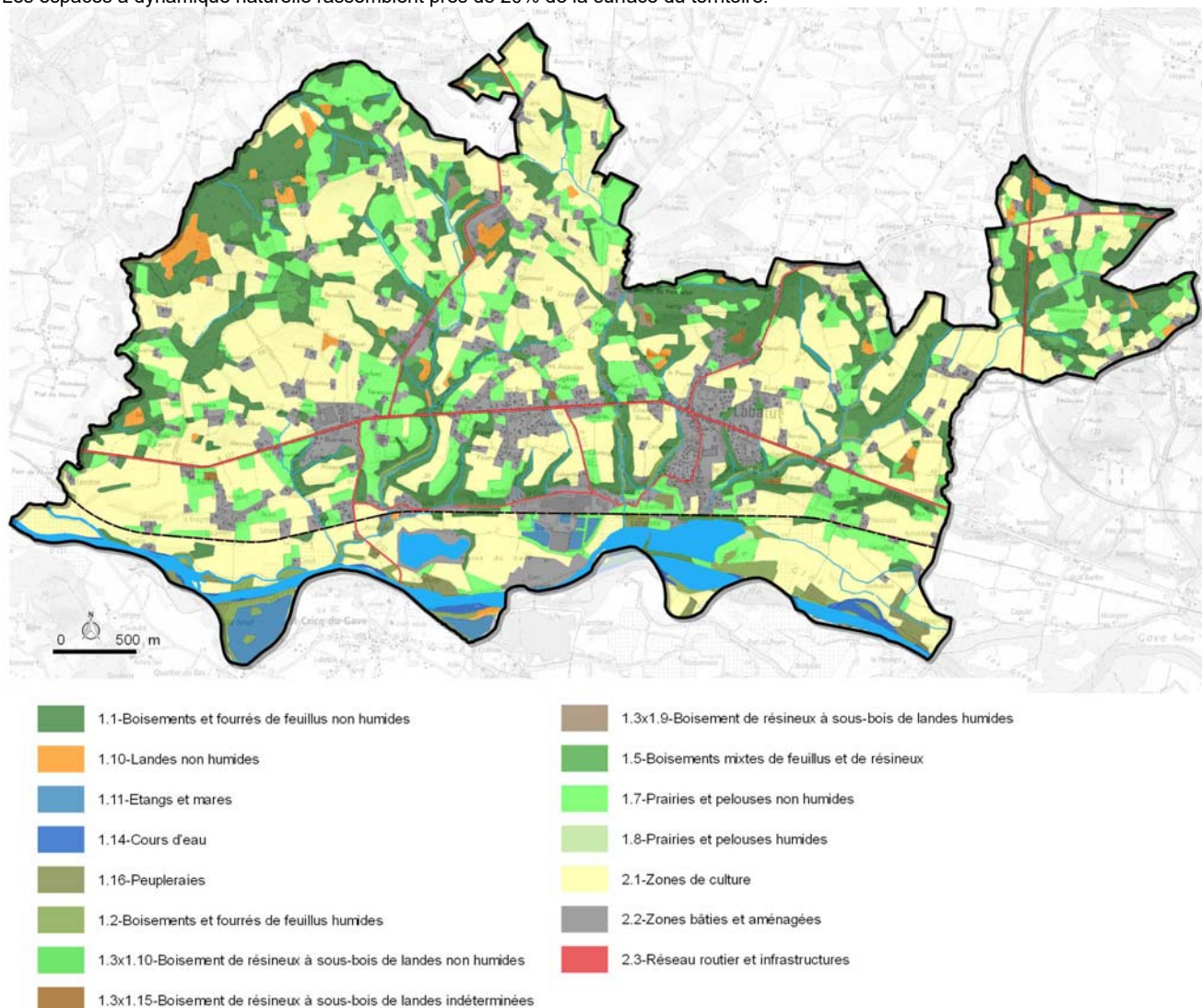
Démarche d'accompagnement dans le PLU

Localisation des sites naturels d'intérêt et des zones d'évitement, proposition de zonage intégrant la sensibilité des espaces de biodiversité.

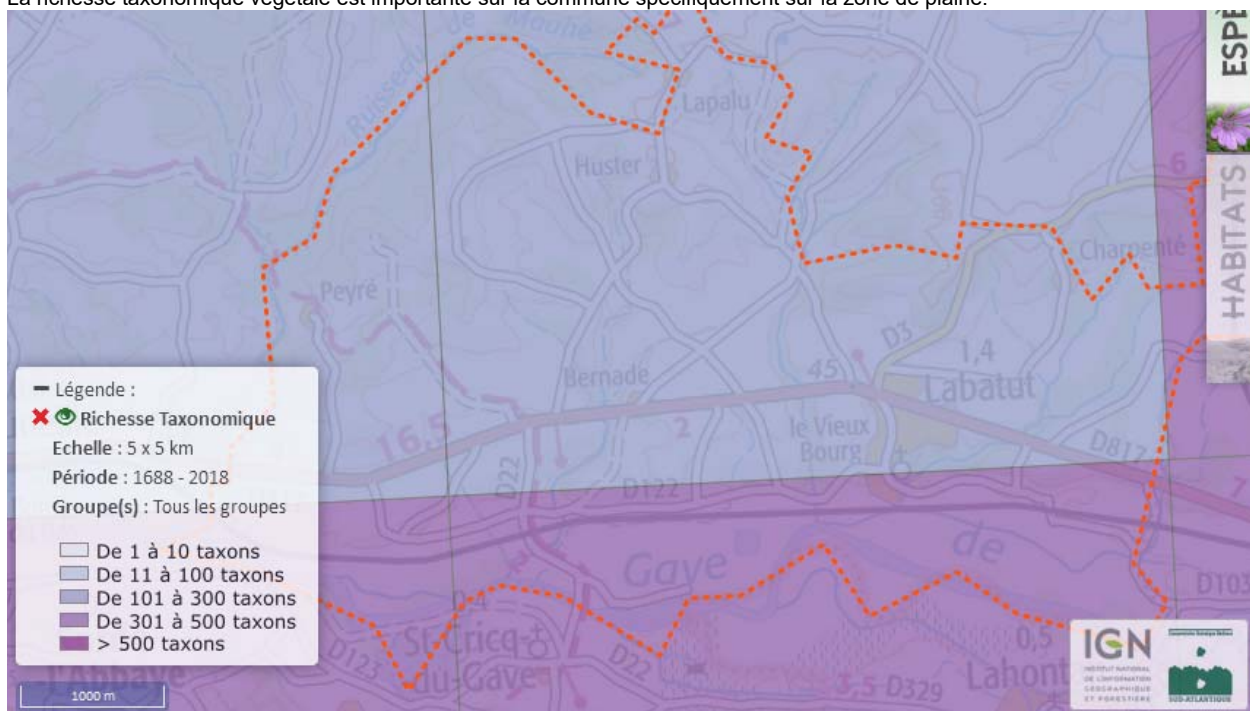
B-I-2-1-LE CONTEXTE BIOGEOGRAPHIQUE ET OCCUPATION DU SOL GENERALE

Un territoire fortement marqué par les emprises agricoles qui couvrent plus de 74%.

Les espaces à dynamique naturelle rassemblent près de 20% de la surface du territoire.



La richesse taxonomique végétale est importante sur la commune spécifiquement sur la zone de plaine.



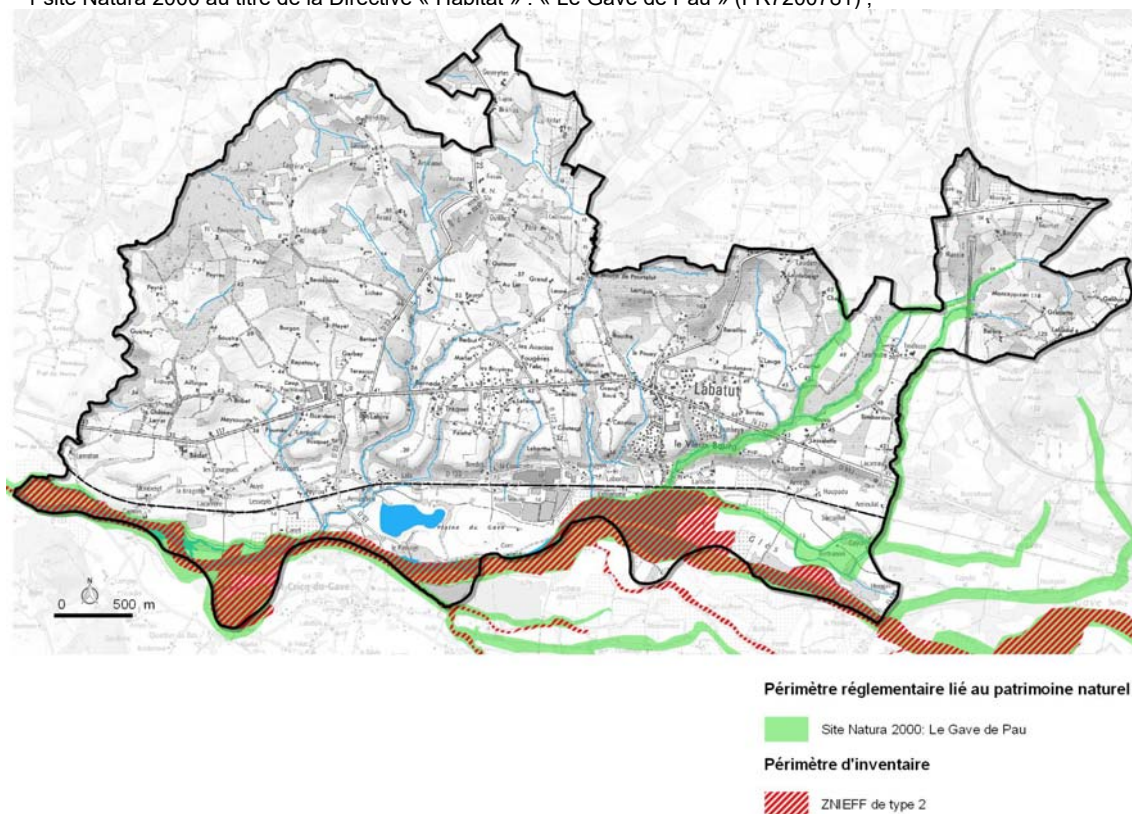
Source : ofsa

B-I-2-2- LES PERIMETRES REGLEMENTAIRES ET D'INVENTAIRES LIES AU PATRIMOINE NATUREL

Source : DREAL Aquitaine, INPN, DOCOB du Gave de Pau

Labatut est marquée par la présence de secteurs à enjeux, faisant l'objet d'un classement en périmètres réglementaires ou d'inventaires :

- 1 ZNIEFF de type 2 : « Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques » ;
- 1 site Natura 2000 au titre de la Directive « Habitat » : « Le Gave de Pau » (FR7200781) ;



Périmètres réglementaires et d'inventaires liés au patrimoine naturel

• « Le Gave de Pau » FR7200781

Description générale :

Ce site, ne disposant pas de DOCOB approuvé, s'étend sur 8 212 ha ; il concerne un territoire de 4 communes landaises pour 3% de sa surface, le restant concernant les Pyrénées atlantiques (sur 106 communes). Il traverse la commune de Labatut d'Est en Ouest. Ce vaste réseau hydrographique avec un système de saligues encore vivace a motivé la désignation de ce site.*La vulnérabilité est liée à la pression urbaine, aux travaux de maîtrise de la divagation du fleuve, et aux prélèvements de granulats dans les saligues ou le cours mineur.

Classes d'habitats	Couverture
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	60%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	20%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	10%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	5%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	5%

Les habitats naturels d'intérêt communautaire en présence :

Les habitats naturels d'intérêt communautaire inventoriés sur ce site au niveau du FSD sont les suivants :

	Intitulé	Code EUR	Enjeu de conservation	Présence sur Labatut
Végétations de marais	Marais calcaires à <i>Cladium mariscus</i> et espèces du <i>Caricion davallianae</i> *	7210	nc	Non
Mégaphorbiaies et ourlets	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	6430	nc	Oui
Landes	Landes humides atlantiques tempérées à <i>Erica ciliaris</i> et <i>Erica tetralix</i> *	4020	nc	Oui très ponctuel
	Landes sèches européennes	4030	nc	Oui
Végétations arborescentes	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i>	91E0*	nc	Oui
	Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinus excelsior</i>	91F0	nc	Oui ponctuel

*** Habitats prioritaires**

Si les enjeux de conservation n'ont pas encore été validés, l'ensemble de ces milieux présentent des enjeux fort à très fort au regard de leur rareté et des pressions.

Les espèces en présence :

Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Poissons visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1096 - <i>Lampetra planeri</i>
▼ 1106 - <i>Salmo salar</i>
▼ 1163 - <i>Cottus gobio</i>

Invertébrés visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

▼ 1029 - <i>Margaritifera margaritifera</i>
▼ 1041 - <i>Oxygastra curtisii</i>
▼ 1046 - <i>Gomphus graslinii</i>
▼ 1092 - <i>Austropotamobius pallipes</i>

Source : INPN

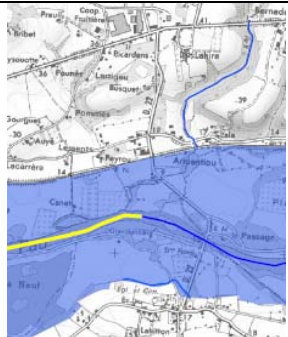
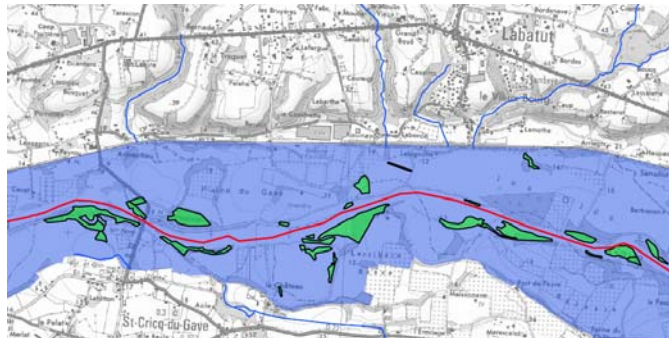
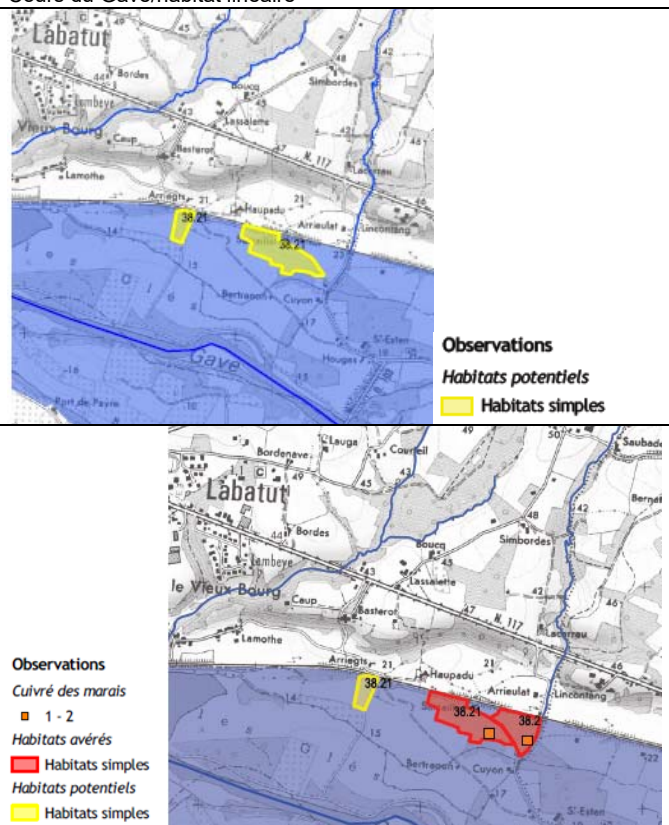
Pressions :

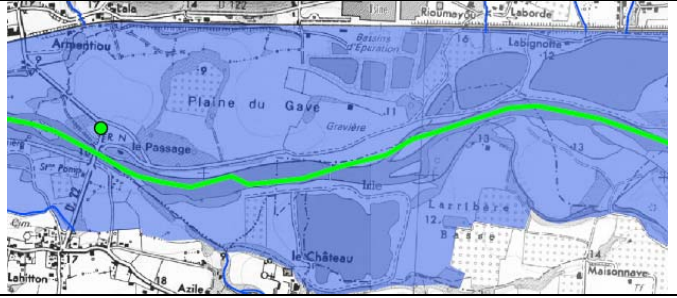
Le site Natura 2000 est concerné par plusieurs pressions ayant des conséquences notables :

- La fertilisation,
- Les pollutions des eaux de surfaces,
- Les espèces exotiques envahissantes,
- Les zones urbanisées, les habitations,
- Les réductions de connectivités d'habitats par des actions anthropiques (fragmentation),
- L'extraction des granulats et les travaux d'endiguements

Le diagnostic écologique consultable en mai 2018 indique sur la commune de Labatut :

Espèces à enjeu présentes

Espèce/code EUR	Enjeu de conservation	Etat de conservation	Localisation sur la commune
Saumon Atlantique 1106	TRES FORT	MOYEN	Cours du Gave/habitat linéaire  habitat favorable en aval de Labatut
Toxostome 1126	FORT	MAUVAIS	
Grande Alose 1102	FORT	INCONNU	
Lamproie Marine 1095	FORT	MOYEN	
Gomphe de Graslin 1046	FORT	MOYEN	
Loutre 1355	MODERE	MOYEN	<p>Observations</p> <ul style="list-style-type: none"> ▲ Indices de présence — Habitats avérés (cours d'eau) ■ Habitats potentiels (boisements alluviaux) 
Lamproie de Planer 1096	MODERE	BON	Cours du Gave/habitat linéaire
Damier de la Succise 1065	MODERE	MAUVAIS	
Cuivré des Marais 1060	MODERE	MAUVAIS	<p>Observations</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Cuivré des marais 1-2 ■ Habitats avérés ■ Habitats simples ■ Habitats potentiels ■ Habitats simples 

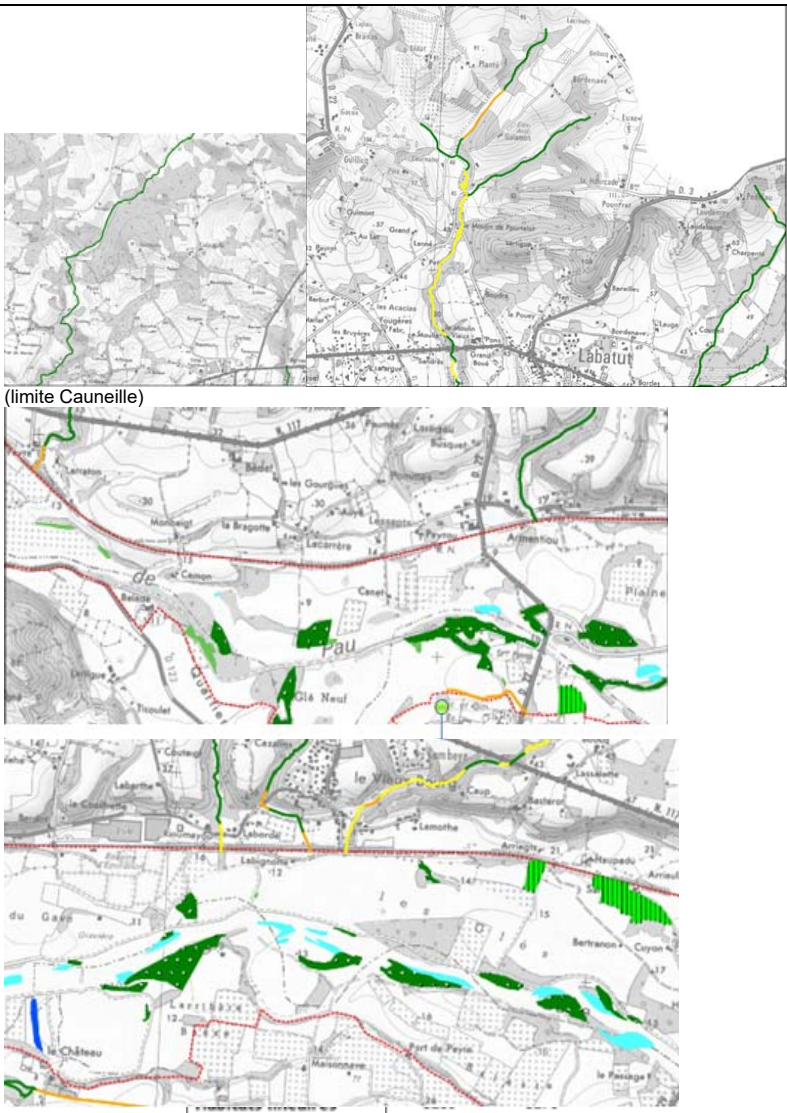
Cordulie à corps fin 1040	MODERE	MOYEN	
Alose feinte 1103	INCONNU	INCONNU	

Source : document de synthèse FR7200781 Gave de Pau Biotope, et annexes cartographiques

Au global on notera sur la commune :

- six espèces piscicoles sont présentes dont de nombreuses à enjeu très fort ou fort.
- la loutre avec un enjeu de conservation modéré et l'absence d'indices de présence (habitats potentiels)
- la cordulie, le Gomphe de Graslin (enjeu fort) et des lépidoptères à enjeu modéré (Cuivré des marais, Damier de la Succise)

Les habitats d'intérêt communautaire référencés :

Habitat/code EUR	Enjeu de conservation	Etat de conservation	Localisation sur la commune
Forêt alluviales 91E0*	TRES FORT	Bon à mauvais	
Mégaphorbiaies 6430	FORT	moyen	
Lac eutrophe naturel 3150	MODERE	bon	
Rivière des étages planitiaies à montagnards 3260	FAIBLE	Bon	
Rivières avec berges vaseuses 3270	FAIBLE	Bon	
Prairie maigre de fauche 6510	MODERE	Bon à Moyen	
<p>Sur la commune de Labatut, la présence de plusieurs habitats d'intérêt communautaire est à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les forêts alluviales souvent très résiduelles constituent un enjeu très fort (habitat prioritaire) - les mégaphorbiaies se retrouvent ponctuellement le long des ruisseaux affluents du Gave : elles présentent un enjeu de conservation fort. - Les autres habitats répertoriés présentent des enjeux modérés à faibles. 			<p>Habitats linéaires : 3260 3270 6430</p> <p>Habitats surfaciques : 3150 6430 91E0* 3270 6510 3260</p>

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologiques Faunistiques et Floristiques (ZNIEFF)

- **ZNIEFF de type 2 720012970: « Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques »**

Cette ZNIEFF est présente sur 3000 ha entre Landes et Pyrénées Atlantiques.

La forte productivité biologique, les fonctions d'alimentation et de frayage notamment sont à noter.

B-I-2-3 - LA DIVERSITE DES HABITATS : esquisse générale des principaux éléments

Les visites et inventaires de terrain au niveau des zones de densification et de développement ont permis d'identifier une trentaine d'habitats naturels et anthropiques selon la typologie CORINE Biotope.

Tableau : Habitats naturels et anthropiques rencontrés sur le site

Intitulé	Code CORINE Biotope
Lit des cours d'eau	24.1
Plan d'eau	22
Cours d'eau et fossés	24
Fourré	31.8
Ronciers	31.831
Prairies mésohygrophiles	37.2
Mégaphorbiaies	37
Prairies à Joncs	37.24
Prairies pâturées	38.1
Prairies fauchées	38.2
Chênaies pédonculés	41.2
Chênaies-frênaies	41.22
Boisements mixtes	43
Ripisylve mixte	43
Fourrés de Saules	44.92
Aulnaie Saulaie, Aulnaie alluviale	44.91, 44.3
Zone humide dégradée	53
Cultures	82.1
Formations de Bambous	83.3
Formation de Robiniers	83.324
Haies	84.1
Bosquets de Chênes	84.3
Ripisylves de Platanes	83.32
Jardins arborés	85.1
Jardins	85.3
Potagers	85.52
Zones urbanisées, routes et chemins	86
Friches	87.1
Bandes enherbées et zone remaniée	87.2
Peupleraies, vergers, plantations	83

Le réseau hydrographique



Le Gave de Pau



Le lac de Glé

Plan d'eau (CCB : 22) :

Ce terme regroupe l'ensemble des plans d'eau de caractéristiques différentes allant des mares aux lacs en passant par les étangs. Ces milieux aquatiques constituent des habitats privilégiés pour un grand nombre d'espèces. En outre, ils permettent l'installation de zones humides dans leurs parties les moins profondes. Ils constituent d'autre part un habitat recherché par de nombreux amphibiens, notamment le Crapaud commun (*Bufo bufo*), le Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) ou encore les Grenouilles vertes (*Pelophylax sp.*). Les ceintures de végétation bordant ces étendues d'eau peuvent être attractives pour les libellules, notamment au niveau des hydrophytes.

Sur la commune de Labatut, ces plans d'eau correspondent en partie à des anciens sites d'extraction de granulats. Une partie est une propriété communale et constitue un lac d'agrément.

Les cours d'eaux et les fossés (CCB : 24) :

Les cours d'eau et les fossés sillonnant la commune constituent une continuité écologique : le Gave de Pau, le ruisseau de Lacau, Larraton, ainsi que des ruisseaux de plus faible importance sans toponyme. Ce réseau est susceptible d'abriter une faune piscicole, invertébrée (notamment des insectes), des amphibiens mais aussi de petits mammifères. Certains ruisseaux à fort encaissement présentent une flore très diversifiée. Les cours d'eau ont un intérêt de conservation fort. L'enjeu est modéré à fort selon le contexte, pour les fossés.

Les ripisylves (CCB 43):

Ces habitats boisés de faibles superficies sont des éléments linéaires pouvant être d'origine anthropique ou naturelle. La patrimonialité de cet habitat dépend des espèces qui composent l'alignement (essences, densité, ...), de la largeur de la ripisylve et de son état de conservation car elles peuvent constituer un habitat pour les espèces semi aquatiques associées au cours d'eau.

L'intérêt de conservation de ces ripisylves dépend des essences présentes et de leur état de conservation mais aussi de leur fonction de corridor boisé. En effet, elles peuvent créer des continuités écologiques, servir de refuge à la faune ou avoir une action de dépollution du sol aux abords du cours d'eau. De plus, sur la commune, elles participent à la structure bocagère du paysage. Elles sont composées de Chênes pédonculés (*Quercus robur*), de Frênes, Aulnes, de Châtaigniers (*Castanea sativa*) et de Saules (*Salix* sp.). Sur la commune, les ripisylves sont très souvent insérées dans des boisements plus larges.. **Leur intérêt de conservation est modéré.**

Ripisylves de Platanes (CCB : 83.32)

Cet habitat est d'origine anthropique et n'abrite qu'une biodiversité limitée car il n'est constitué que de Platanes (*Platanus* sp.). Pourtant, en bordant les cours d'eau, cet habitat participe aux fonctions écologiques jouées par les ripisylves (principalement la fixation des berges). D'autant plus quand les arbres qui les composent sont âgés et vigoureux. **L'intérêt de conservation de cet habitat est modéré.**

De manière générale ces habitats forment des continuités écologiques ce qui leur vaut un intérêt écologique important. En effet ils constituent des habitats ou des zones refuges pour la faune (poissons, amphibiens, insectes, oiseaux et mammifères) et permettent les flux faunistiques et floristiques. Les ripisylves ont également un rôle important dans la fixation des berges, la régulation des eaux et leur épuration. D'un point de vue paysager, les corridors boisés formés par les ripisylves structurent l'espace donnant une identité propre à la commune.

Enjeux, perspectives

La qualité de l'eau et le maintien des milieux humides sont des enjeux prioritaires pour lesquels le PLU peut avoir des leviers d'action. La rationalisation des dispositifs d'assainissement permet de limiter la pollution des eaux.

Quant aux ripisylves, au vu de leur intérêt écologique et des services rendus (fixation des berges, régulation et épuration des eaux), ce sont des habitats à préserver strictement, en proscrivant des aménagements invasifs pouvant les impacter.

Végétation de prairies et landes

Prairies mésohygrophiles (CCB : 37.2)

Il s'agit d'un habitat caractéristique des zones humides selon le critère floristique de l'Arrêté du 1^{er} octobre 2009 (modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides). Les prairies mésohygrophiles sont constituées d'une végétation dense de plantes vivaces, inférieures à 1 mètre, de type graminéoïde. Elles se développent sur des substrats de type alluvionnaire, régulièrement inondables. Elles sont tributaires de pratiques agropastorales : fauchage ou pâturage. Leur régression au cours des dernières décennies est liée au drainage, à l'intensification des pratiques agropastorales. Sur la commune, on les rencontre particulièrement dans la zone de plaine du Gave. **L'intérêt de conservation est modéré.**



Prairie mésohygrophile

Prairies pâturées à Joncs (CCB : 37.24)

Il s'agit d'un habitat caractéristique des zones humides selon le critère floristique de l'Arrêté du 1^{er} octobre 2009 (modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides). Les prairies humides sont constituées d'une végétation dense de plantes vivaces, inférieures à 1 mètre, dominée par les Joncs (*Juncus* sp.). Elles se développent sur des substrats de type alluvionnaire, régulièrement inondables, engorgés une grande partie de l'année. Elles sont tributaires de pratiques agropastorales : fauchage ou pâturage. Leur régression au cours des dernières décennies est liée au drainage, à l'intensification des pratiques agropastorales. Sur l'aire d'étude des inventaires de terrain, une seule prairie à Joncs a été identifiée, **son intérêt de conservation modéré.**

Prairies pâturées (CCB : 38.1)

Ces prairies se rencontrent de l'étage planitiaire à l'étage collinéen et se développent sur des sols mésophiles, régulièrement pâturés. Ces communautés sont dominées par une strate herbacée basse irrégulière. L'aspect est hétérogène, formé de touffes de poacées telles que le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), le Ray-Grass (*Lolium perenne*) et les Fétuques (*Festuca* sp.)... S'y développe un tapis de plantes rampantes telles que le Trèfle blanc (*Trifolium repens*) et des rosettes de la Pâquerette (*Bellis perennis*) ou du Pissenlit (*Taraxacum* sp.). Sur l'aire d'étude des inventaires de terrain, ces pâtures sont nombreuses et représentent **un intérêt de conservation faible.**

Prairies de fauche (CCB : 38.2)

Il s'agit de prairies se développant sur des sols fertiles et bien pourvus en eau, de substrats de nature géologique très variées (calcaires secondaires, argiles, limons, sables tertiaires). Prairies de fauche mésophiles, de basse altitude, fertilisées et bien drainées, avec *Arrhenatherum elatius*, *Trisetum flavescens*, *Anthriscus sylvestris*, *Heracleum sphondylium*, *Daucus carota*, *Crepis biennis*, *Knautia arvensis*, *Leucanthemum vulgare*, *Pimpinella major*, *Trifolium dubium*, *Geranium pratense*. Les parcelles les plus eutrophisées - ou « améliorées » dans une optique de production agricole - font état généralement d'une diversité floristique amoindrie, et sont réduites alors à des faciès graminéens dominés par quelques Poacées très productives et de bonne qualité fourragère. **Sur la commune, elles sont relativement courantes et représentent un intérêt de conservation modéré.**



Prairie de fauche

Friches (CCB : 87.1)

Il s'agit de zones remaniées ou enherbées. Les communautés végétales caractéristiques de ces habitats comportent une majorité d'espèces de friche.. **Cet habitat présente une valeur patrimoniale imprévisible** car certaines espèces rares peuvent s'y implanter.



Friche au bord de la voie ferrée

Bandes enherbées (CCB : 87.2)

Il s'agit d'un habitat linéaire habituellement situé entre les cultures et les cours d'eau afin d'assurer une fonction de zone tampon (filtration et ralentissement des eaux de ruissellement). Constitués de communautés végétales s'apparentant le plus souvent à celle des prairies semées et fertilisées, les bandes enherbées sont régulièrement entretenues et présentes une biodiversité commune. **Intérêt de conservation est faible.**



Bande enherbée lac de Glé

Les habitats humides représentent un enjeu modéré car leur présence indique des conditions locales favorables au développement d'une biodiversité spécifique au caractère humide. Dans une moindre mesure, les prairies peuvent accueillir une biodiversité intéressante mais c'est surtout leur statut d'espace ouvert qui leur donne de la valeur. En effet, elles abritent de nombreux insectes qui, en plus de participer à la biodiversité locale, sont une ressource nutritive indispensable à certains oiseaux et chauve-souris.

Enjeux, perspectives

Le maintien des zones humides et d'espaces ouverts permettrait de conserver une biodiversité importante sur la commune. L'entretien extensif qui y est actuellement réalisé semble tout à fait convenir.

Végétation des fourrés et manteaux arbustifs

Ronciers (CCB : 31.831)

Il s'agit de formations de Ronces (*Rubus sp.*). Cet habitat très commun présente une faible valeur patrimoniale mais peut potentiellement servir de zones d'alimentation et de nidification pour les passereaux. Sur l'aide d'étude, les ronciers se trouvent associés avec d'autres types de végétation et en particulier avec des friches ou des fourrés de Saules. **Ils présentent un intérêt de conservation faible.**



Ronciers, coteau Gave

Fourrés de Saules (CCB : 44.92)

Il s'agit d'un **habitat caractéristique des zones humides selon le critère floristique de l'Arrêté du 1^{er} octobre 2009 (modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides)**. Ces communautés arbustives sont dominées par diverses espèces de Saules (*Salix sp.*). Elles se développent sur des sols méso-eutrophes, engorgés une grande partie de l'année. Ces communautés sont bien répandues sur l'ensemble du territoire national mais à l'image des zones humides en général, elles ont cependant diminué depuis plusieurs années (assèchement des zones humides, mise en culture). Il s'agit d'un habitat assez stable qui dépend du niveau des eaux, il reste sensible à la pollution des eaux. **Il présente un intérêt modéré.**

Les enjeux liés aux fourrés et aux manteaux arbustifs dépendent de leur composition et peut être très variable. Cependant, on peut noter que leur morphologie en fourrés denses offre des refuges intéressants pour la faune. Dans certains cas, les espèces constitutives des fourrés peuvent traduire une certaine humidité du sol et classent cet habitat en zone humide, lui donnant un enjeu modéré.

Enjeux, perspectives

Maintien des zones humides

Végétation forestière

Chênaies pédonculés (CCB : 41.22, 41.65)

Cet habitat correspond à des forêts atlantiques ou médio-européennes dominées par le Chêne pédonculé (*Quercus robur*) sur des sols eutrophes ou mésotrophes. La strate arbustive est généralement riche en espèces. Sur l'aire d'étude, cet habitat correspond à des boisements où la strate arborée est composée de plusieurs essences dont le châtaignier, parfois le Tauzin. La présence de Chênes pédonculés fait de ces boisements un habitat préférentiel des insectes saproxylophages : en effet de nombreux vieux sujets sont à noter sur le territoire. **Son intérêt de conservation est modéré.**



Chênaie pédonculé

Aulnaie marécageuse (CCB 44.91)

Ces boisements se retrouvent dans la plaine alluviale et représentent des formations parfois dégradées.

Il s'agit de boisements humides dont le rôle hydrologique est important. L'intérêt écologique en termes d'espèces végétales et animales est également fort avec des espèces spécifiques. Différents faciès en fonction de la présence de Frênes, Saules, Tilleuls sont à noter.

Ce type de boisement présente un intérêt de conservation fort.



Aulnaie marécageuse

Boisements mixtes (CCB : 43)

Ces boisements sont composés de feuillus et de résineux sans réelle dominance de l'un des deux types. De manière générale, leur valeur dépend des essences présentes et de leur état de conservation. Sur l'aire d'étude, ce boisement est composé de Chênes pédonculés (*Quercus robur*) et de Pins maritimes (*Pinus pinaster*). La présence de Chênes pédonculés fait de ces boisements un habitat préférentiel des insectes saproxylophages. **Les arbres des deux essences sont de grandes tailles car âgés ce qui donne au boisement un intérêt de conservation modéré.**

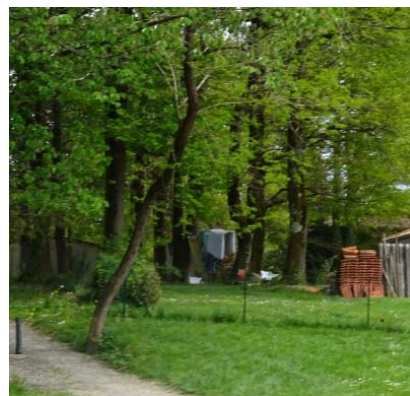
Forêt de pin maritime (CCB 42.813)

Ponctuelle, les pinèdes se situent en partie Nord de la commune sur les parties hautes, notamment sur les sables fauves. Elles sont d'extension réduite et les pins sont souvent associés au cortège de la chênaie atlantique.

L'intérêt de conservation est modéré.

Bosquets de Chênes (CCB : 84.3)

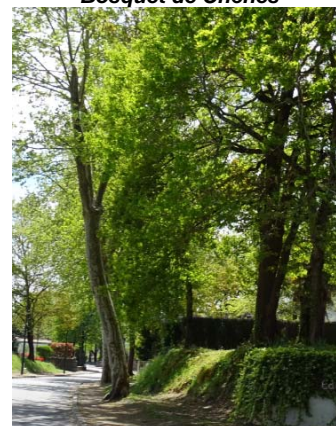
Il s'agit d'un habitat boisé de petite taille, disposé en îlots, dominé par les espèces feuillus. La patrimonialité de cet habitat dépend des espèces qui le composent (essences, densité, ...), mais repose également sur l'âge des arbres. En effet, les plus vieux arbres peuvent abriter des espèces d'insectes saproxylophages, souvent patrimoniaux et peuvent en outre offrir des cavités permettant la nidification de nombreux oiseaux. Sur l'aire d'étude, les deux bosquets relevés sont composés de grands et vieux Chênes pédonculés (*Quercus robur*) ce qui donne à cet habitat **un intérêt de conservation modéré.**



Bosquet de Chênes

Haies/Alignement (CCB : 84.1)

Cet habitat boisé de faible superficie présente une forme linéaire. L'intérêt patrimonial de cet habitat dépend des espèces qui le composent (essences, densité, etc.), mais repose également sur leur âge. En effet, les plus vieux alignements peuvent abriter des espèces d'insectes saproxylophages, souvent patrimoniaux. Ils peuvent en outre offrir des cavités permettant la nidification de nombreux oiseaux.).



Les végétations forestières ont, de manière générale, des enjeux modérés. En effet, les milieux forestiers tels que les boisements sont relativement préservés de l'influence humaine et permettent donc le développement d'une biodiversité riche. Beaucoup d'espèces animales et végétales dépendent de la présence de boisements que ce soit pour l'abri qu'ils représentent ou pour les ressources qu'ils procurent. Les haies, quant à elles, forment des continuités écologiques, souvent reliées aux ripisylves et aux boisements. Elles permettent de lier les espaces naturels entre eux et de préserver les déplacements au sein de ce réseau.

Enjeux, perspectives

Maintenir des espaces boisés permettrait de préserver les continuités écologiques mais aussi de conserver des zones refuges et riches en ressources pour la faune.

Formations anthropiques

Cultures (CCB : 82.1)

La qualité faunistique et floristique de ces milieux dépend de l'intensité des pratiques agricoles et de la présence de bandes enherbées. Cet habitat peut potentiellement abriter des plantes messicoles rares. Cependant, les cultures intensives ne présentent généralement pas de plantes adventices. Fortement et régulièrement remaniés, ces milieux anthropisés présentent un très faible intérêt. Sur les parcelles prospectées, seule la culture de Maïs a été relevée. **L'intérêt de conservation est faible.**



Culture de Maïs sol nu

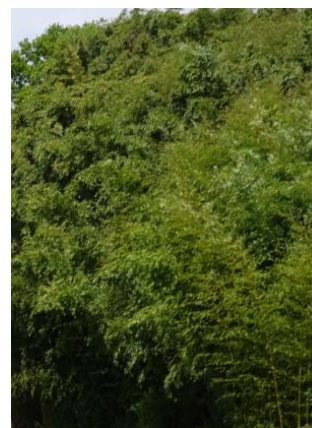
Formations de Bambous (CCB : 83.3)

Les Bambous sont des plantes exogènes qui ont été importées et qui sont utilisées dans un but horticole. Ce sont des plantes qui envahissent très vite l'espace qu'elles ont à disposition et qui forment des peuplements monospécifiques. **De ce fait, les formations de Bambous sont considérées comme envahissantes et leur intérêt de conservation est très faible.**

Formations de Robiniers (CCB : 83.324)

Cet habitat correspond à des boisements dominés par une seule espèce : le Robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*), espèce invasive avérée. Seules les espèces les plus ubiquistes utilisent cet habitat. **L'intérêt de conservation de cet habitat est très faible.**

Sur l'aire d'étude, cet habitat est présent de manière très localisée.



Formation de Bambou en bas de l'église

Jardins arborés (CCB : 85.1)

La catégorie des jardins arborés diffère de celle appelée jardins par la présence de grands et vieux arbres remarquables. Ces arbres ont une forte valeur patrimoniale de par leur âge et les habitats qu'ils représentent pour la faune. **Ces habitats ont un intérêt de conservation faible à modéré selon les essences composant ces espaces.**

Jardins (CCB : 85.3)

Les jardins correspondent aux abords des habitations, ce sont des espaces végétalisés domestiques très entretenus composés d'une majorité d'espèces exogènes ou de variétés horticoles. **Sur l'aire d'étude, ils sont nombreux et leur intérêt de conservation est faible.**



Jardin arboré

Dans le cas des formations anthropiques, les enjeux sont dépendants du type de végétation qui les compose mais de manière générale ils sont faibles.

D'une part, les vieux arbres tels que les Chênes, par exemple, offrent un habitat aux insectes saproxylophages, aux oiseaux et aux petits mammifères ce qui leur procure un intérêt de conservation modéré.

D'autre part, les plantes envahissantes présentent un intérêt très faible car elles tendent à inhiber la biodiversité locale.

Enjeux, perspectives

D'un point de vue esthétique et/ou d'aménagement la présence de grands et vieux arbres dans les parcs est appréciable. Le maintien des arbres déjà présents au sein des parcs boisés permettrait d'associer à cet enjeu d'aménagement la conservation d'habitats faunistiques. Les plantes envahissantes sont à surveiller afin qu'elles ne colonisent pas de plus grandes surfaces.

B-I-2-4 – LES ZONES HUMIDES FLORISTIQUES

Lors des prospections sur le terrain il a été identifiés 4 types d'habitats naturels caractéristiques des zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides. Ces habitats figurent en annexe II de l'arrêté listant les habitats naturels caractéristiques des zones humides. Ces sites se situent dans l'emprise du lit majeur du Gave essentiellement. On notera que sur cette commune les espaces du lit majeur du Gave de Pau ont fortement été modifiés du fait de la voie ferrée, des extractions de granulats et des activités agricoles. Aussi, la présence de zones humides dans des états de conservation divers est un enjeu important pour le maintien et la reconstitution de la biodiversité.

Les habitats humides recensés au sein des parcelles prospectées sont les suivant :

- Prairies mésohygrophiles et mégaphorbiaies (CCB :37 et 37.2)
- Prairies pâturées à Joncs (CCB : 37.24)
- Fourrés de Saules (CCB : 44.92)
- Aulnaie marécageuse (CCB 44.91)

B-I-2-5 - LA FLORE

Source : OFSA, INPN, CBSA, terrain

Flore patrimoniale

L'analyse de la bibliographie et notamment des sites de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et de l'Observatoire de la Flore Sud-Atlantique (OFSA) révèle la présence d'espèces patrimoniales ou remarquables sur la commune de Labatut :

Espèce	Protection	
<i>Ruscus aculeatus</i> <i>Petit fragon</i>	92/43 CEE Annexe V	Très courante
<i>Tractema lilio-hyacinthus</i> Scille Lis-jacinthe	Liste Aquitaine 8 mars 2002	rare

Source : INPN

On notera la présence d'orchidées sur certains secteurs comme le *Serapias lingua*, l'*Orchis macula*.

Les inventaires de terrains n'ont pas permis de recenser d'espèces patrimoniales sur les sites de développement prévus sur la commune de Labatut.

Flore invasive

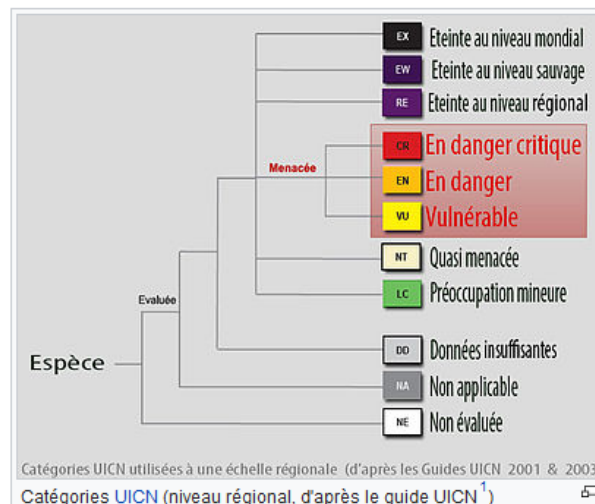
Plusieurs espèces dites invasives ont été observées au sein du périmètre d'étude au cours des inventaires de terrain, il s'agit du Robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*), du Paspale dilaté (*Paspalum dilatatum*), de l'Herbe de la Pampa (*Cortaderia selloana*), du Souchet robuste (*Cyperus eragrotis*), du Bambou (*Bambusa sp.*), de la Renouée du Japon (*Reynoutria japonica*), de l'Erable nigrum (*Acer Negundo*), Buddlei sp. et du Mimosa (*Acacia sp.*).

B-I-2-6 - L'INVENTAIRE DES ESPECES FAUNISTIQUE : UNE BIODIVERSITE REMARQUABLE

Introduction et méthodes

La commune de **Labatut** bénéficie d'un contexte naturel favorable à l'installation d'un cortège faunistique assez diversifié. Les données recueillies sur le site Faune-Aquitaine proviennent de données participatives. Il a été choisi d'étudier les espèces observées entre 2009 et 2013, sur la commune de Labatut, afin d'avoir un cortège spécifique précis et récent.

Les indications des listes rouges permettent d'apprécier la vulnérabilité des espèces selon une classification spécifique :



Avifaune

Selon les données de Faune-Aquitaine, on recense 72 espèces différentes sur l'ensemble du territoire communal. On peut noter la présence d'une vingtaine d'espèces inscrites à l'annexe I* de la Directive oiseaux ; l'Aigle botté, l'Elanion blanc, l'Effraie des rochers, l'Epervier, le Faucon pèlerin, le Faucon hobereau, Faucon crecerelle, le Guépier, , le Milan noir, le Milan royal, le Vautour fauve, l'Aigrette garzette, la Grande aigrette, l'Alouette lulu, la Grue cendrée, le Martin-pêcheur d'Europe, le Pic noir, le Pipit rousseline.

*Annexe I Directive Oiseaux : Elle regroupe les espèces bénéficiant de mesures de protection spéciales de leur habitat qui seront donc classés en Zone de Protection Spéciale (ZPS).

Espèce	statut	Protection LR	Autre
Alcedo atthis	VU	Liste rouge France	Convention de Berne 19/09/79 an II,I Liste nationale 29/10/2009
Martin-pêcheur d'Europe	VU	Liste rouge Europe	
	VU	Liste rouge monde	
Aythya ferina	VU	Liste rouge France	Convention de Berne 19/09/79 An III, II
Fuligule milouin	VU	Liste rouge Europe	
	VU	Liste rouge monde	
Egretta garzetta Aigrette garzette			R CEE 338/97 Convention de Berne 19/09/79 An II,I Liste nationale 29/10/2009
Milvus migrans Milan noir			R CEE 338/97
Nycticorax nycticorax Héron bihoreau			Convention de Berne 19/09/79 An II,I Liste nationale 29/10/2009
Tachybaptus ruficollis Grèbe castagneux			Convention de Berne 19/09/79 An II
Aythya fuligula Fuligule morillon			Convention de Berne 19/09/79 An III,II
Erinaceus europaeus Hérisson			Liste nationale 23/04/2007 Convention de Berne 19/09/79 An II
Milvus migrans Milan noir			Liste nationale 29/10/2009 Convention de Berne 19/09/79 An II
Podiceps cristatus Grèbe huppé			Liste nationale 29/10/2009 Convention de Berne 19/09/79 An II
Tachybaptus ruficollis Grèbe castagneux			Liste nationale 29/10/2009 Convention de Berne 19/09/79 An I
Corvus corone Corneille noire			Convention de Berne 19/09/79 An II
Fulica atra Foulque macroule			Convention de Berne 19/09/79 An II
Streptopelia decaocto Touterelle turque			Convention de Berne 19/09/79 An II
Turdus merula Merle noir			Convention de Berne 19/09/79 An II

Source INPN

Cet inventaire met en évidence la richesse avifaunistique de la commune de Labatut. Celle-ci s'explique notamment par la variété des habitats et le nombre important de connections entre eux. On retrouve ainsi plusieurs réservoirs de biodiversité répartis sur le territoire communal qui intègrent les milieux les plus favorables (prairies, rivière, lacs, espaces boisés) pour une majorité des espèces recensées.

Reptiles

Les données participatives indiquent aussi la présence de cinq reptiles : le Lézard des murailles, le Lézard vert occidental, la Couleuvre verte et jaune et la Couleuvre à collier, la couleuvre d'Esculape. Ce sont cinq espèces protégées sur le territoire français au titre de l'Article 2 de l'Arrêté du 19 novembre 2007*. Ce sont des espèces ubiquistes qui peuvent se trouver sur différents milieux : friche rocailleuses, lisières de forêt, clairières, bordure de cours d'eau, zones humides et même les zones urbanisées, pour le Lézard des murailles, sont des habitats appréciés par ces espèces. La couleuvre vipérine fréquente elle les petits cours d'eau où elle se nourrit de petites espèces aquatiques.

Espèce	Protection
Hierophis viridiflavus <i>Couleuvre verte et jaune</i>	92/43 CEE Annexe IV Convention de Berne 19/09/79 An II,I Liste nationale 19/11/2007
Couleuvre à collier <i>Natrix natrix</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »
Couleuvre d'Esculape <i>Zamenis longissimus</i>	Protection nationale

Lézard des murailles <i>Podarcis muralis</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »
Lézard vert <i>Lacerta bilineata</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »

Le contexte de la commune de Labatut est favorable aux reptiles. En effet, on retrouve une mosaïque d'habitats favorables aux reptiles sur le territoire, avec un réseau de corridors écologiques conséquent, permettant la connexion entre chaque habitat et donc la dispersion des espèces.

*Arrêté du 19 novembre 2007 : Il fixe la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Amphibiens

Sur le territoire quelques espèces ont été contactées :

Les données participatives indiquent 7 espèces : le Triton palmé, la Grenouille verte (indéterminée), le Crapaud épineux, la Grenouille agile, la Grenouille rousse et la Rainette méridionale, la Salamandre tachetée. Le réseau hydrographique important sur le territoire communal et la présence de points d'eau répartis de manière diffuse permettent le développement de ces espèces.

Nom commun	Nom scientifique	Statut de protection	Statut de conservation
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>	Protection nationale	Commun en France et en Aquitaine UICN et LRR : préoccupation mineure
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »	Commune en France et en Aquitaine UICN et LRR : préoccupation mineure
Grenouille rousse	<i>Rana temporaria</i>	Protection nationale Annexe V directive habitat	commune
Triton palmé	<i>Lissotriton helveticus</i>	Protection nationale	Assez commune
Salamandre tachetée	<i>Salamandra salamandra</i>	Protection nationale	Assez commune

Au même titre que les reptiles, le contexte communal est favorable aux amphibiens. L'important réseau hydrographique permet le développement et la dispersion des individus sur l'ensemble du territoire.

Mammifères (Hors Chiroptères)

La probabilité de présence de la loutre est forte ; celle du Vison reste probable.

Ces espèces sont **protégées au titre de la directive Habitats**.

Des espèces plus communes ont été contactées.

Le site faune-aquitaine recense 22 espèces relativement communes, dont le blaireau, la fouine, la Genette

La Loutre est potentiellement présente.

Ecureuil roux	<i>Sciurus vulgaris</i>	Protection nationale	Commune (préoccupation mineure UICN)
Hérisson	<i>Erinaceus europaeus</i>	Protection nationale Convention de Berne Ann III	Commun (préoccupation mineure UICN)

Chiroptères

Le site Faune-Aquitaine recense 1 espèces différentes sur le territoire communal (2009-2013) :

Nom commun	Nom scientifique	Statut de protection	Statut de conservation
Barbastelle	<i>Barbastellus barbastellus</i>	Protection nationale Annexes II et IV directive « Habitats »	En fort déclin dans le Nord UICN : préoccupation mineure PRA aquitain : préoccupation majeure
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »	Assez commune UICN : préoccupation mineure PRA aquitain : préoccupation faible
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Protection nationale Annexes II et IV directive « Habitats »	Assez commun en France UICN : préoccupation mineure PRA aquitain : préoccupation majeure
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »	Commune UICN : préoccupation mineure PRA aquitain : préoccupation moyenne
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhli</i>	Protection nationale Annexe IV directive « Habitats »	Commune UICN : préoccupation mineure PRA aquitain : préoccupation moyenne
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Protection nationale Annexes II et IV directive « Habitats »	Quasi menacée LR Nationale
Rhinolophe euryale	<i>Rhinolophus euryale</i>	Protection nationale Annexes II et IV directive « Habitats »	Menacé
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	Protection nationale Annexes II et IV directive « Habitats »	commune
Serotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>	Protection nationale Annexes IV directive « Habitats » Convention de Bonn Annexe II	commune

Ces espèces utilisent différents types d'habitats et de gîtes : gîtes cavernicoles, arboricoles et anthropophiles (Toiture, cavité d'un mur,...). Les lisières de forêt et les espaces ouverts sont les milieux les plus utilisés comme zones de chasse.

A l'échelle de l'ensemble du territoire communal, la présence de milieux forestiers à proximité de zone urbaines et de milieux ouverts, de prairies, forme des conditions optimales pour le développement des populations de chiroptères.

Entomofaune

Odonates

La présence de l'**Agrion de mercure** est citée dans faune-aquitaine. Une trentaine d'espèces sont recensées.

On notera également des espèces à enjeu comme : le **Gomphe de Graslin**.

Le contexte communal est favorable au développement de l'Agrion de mercure et du Gomphe de Gaslin. Les nombreux cours d'eau qui traversent la commune et les secteurs humides créent un tissu d'habitats favorables à ces espèces. Les autres espèces d'odonates profitent aussi de ces habitats et de leurs connexions pour se développer.

	Convention de Berne 19/09/1979	Directive 92/43/CEE 21/05/1992	France Arrêté 23/04/2007	France Décret 07/07/1999
Espèces concernées :				
<i>Gomphus graslinii</i> (Rambur, 1842)	Annexe 2	Annexe 2 et 4	LN	Annexe II
<i>Agrion de Mercure</i> <i>Coenagrion mercuriale</i>	Annexe 2	Annexe 2 et 4	LN	
<i>Cordulie à corps fin</i> <i>Oxygastra curtisii</i>	Annexe 2	Annexe 2 et 4	LN	Annexe II

Rhopalocères

Espèce	Protection
<i>Lycaena dispar</i> Cuivré des Marais	92/43 CEE Annexe II et IV Convention de Berne 19/09/79 An II,I Liste nationale 23/04/2007
<i>Euphydryas aurinia</i> Damier de la Succise	92/43 CEE Annexe II Convention de Berne 19/09/79 An II,I Liste nationale 23/04/2007

Source : INPN

On recense le **Cuivré des marais**. Cette espèce utilise les zones ouvertes, humides et encore les sites d'expansion des cours d'eau comme habitat. Ainsi, le réseau hydrographique et zones humides associées présents sur la commune de Labatut en font un territoire favorable au développement du Cuivré des marais.

Pour les autres espèces, le contexte communal est aussi favorable. Faune-aquitaine ajoute ainsi à cette donnée, 26 autres espèces de rhopalocères plus communes. On y retrouve notamment l'Aurore, l'Argus bleu, le Paon de jour, le Tircis, le Citron, le Myrtils, ou encore la Carte géographique. Le Damier de la Succise est mentionné dans le diagnostic du Docob sur Labatut sur les prairies de la plaine alluviales.

Coléoptères

Aucune donnée n'est indiquée ni dans le FSD, ni sur le site Faune-Aquitaine. Néanmoins, la présence de boisements de feuillus peut être favorable aux insectes saproxylophages comme le **Lucane cerf-volant** et le **Grand capricorne**.
Le Lucane a été contacté dans la chênaie pédonculée proche de la déchetterie.

Espèce	Autre
Grand Capricorne Cerambyx cerdo	92/43 CEE Annexe II et IV Liste nationale 23/04/2007

Piscifaune

En dehors des données Natura 2000 (Saumon, Lamproie marine, Lamproie de planer, Alose feinte, grande Alose, Toxostome), les données restent rares.

Le territoire communal est très favorable aux espèces piscicoles eu égard à la richesse et diversité des zones en eau ;

Mollusque

Une espèce est citée dans l'inventaire de l'INPN, espèce aquatique relativement peu abondante.

Espèce	statut	Protection LR	Autre
Margaritifera auricularia Spengler, 1793 Grande mulette		Liste rouge France	92/43 CEE annexe IV Convention de Berne 19/09/79 An II,I Liste nationale 23/04/2007
	CR	Liste rouge Europe	
	CR	Liste rouge monde	

Source : INPN

Autres taxons

Très peu de données existent.

L'écrevisse à patte blanche est citée dans les ZNIEFF. C'est une espèce vulnérable en France qui présente des exigences écologiques fortes, notamment qualité des eaux.

Espèce	Autre
Austropotamobius pallipes 1958 Ecrevisse à pattes blanches	92/43 CEE annexe II, IV Convention de Berne 19/09/79 An III Liste nationale 23/04/2007

B-I-2-7 – SYNTHÈSE DES ENJEUX BIODIVERSITÉ

Le tableau suivant présente le niveau des enjeux liés à la présence de milieux ou d'espèces patrimoniales ou d'intérêt communautaire ainsi qu'à leurs habitats associés.

Une carte permet la localisation de l'occurrence des enjeux liés à ces espèces et habitats.

La commune présente une grande diversité d'espèces dont une partie importante à fort enjeu de conservation.

Globalement sur la commune plusieurs entités sont à différencier :

- **Zone à enjeu majeur : le lit majeur du Gave de Pau** concentre une forte présence d'espèces et d'habitat patrimoniaux ou d'intérêt, dont certains vulnérables. Globalement la probabilité de présence d'une zone humide est forte. Si l'état de dégradation est souvent très marqué du fait de l'occupation des sols (voie ferrée, carrière, industrie, arboriculture, grande culture), certains secteurs présentent des formations ou des espèces à fort enjeu de biodiversité.

Majoritairement en zone inondable, ces espaces doivent pouvoir être préservés voire réhabilités, ce à quoi devra s'attacher le règlement du PLU.

- **Zone à enjeu fort** : il s'agit des marges des différents éléments du réseau hydrographique, de certains boisements et thalweg, ou d'ensembles mosaïque. L'occurrence d'espèces et d'habitats d'intérêt est forte. Ces sites restent en général dans des états de conservation bon à très bons. Ils sont le socle des fonctionnalités écologiques du territoire.

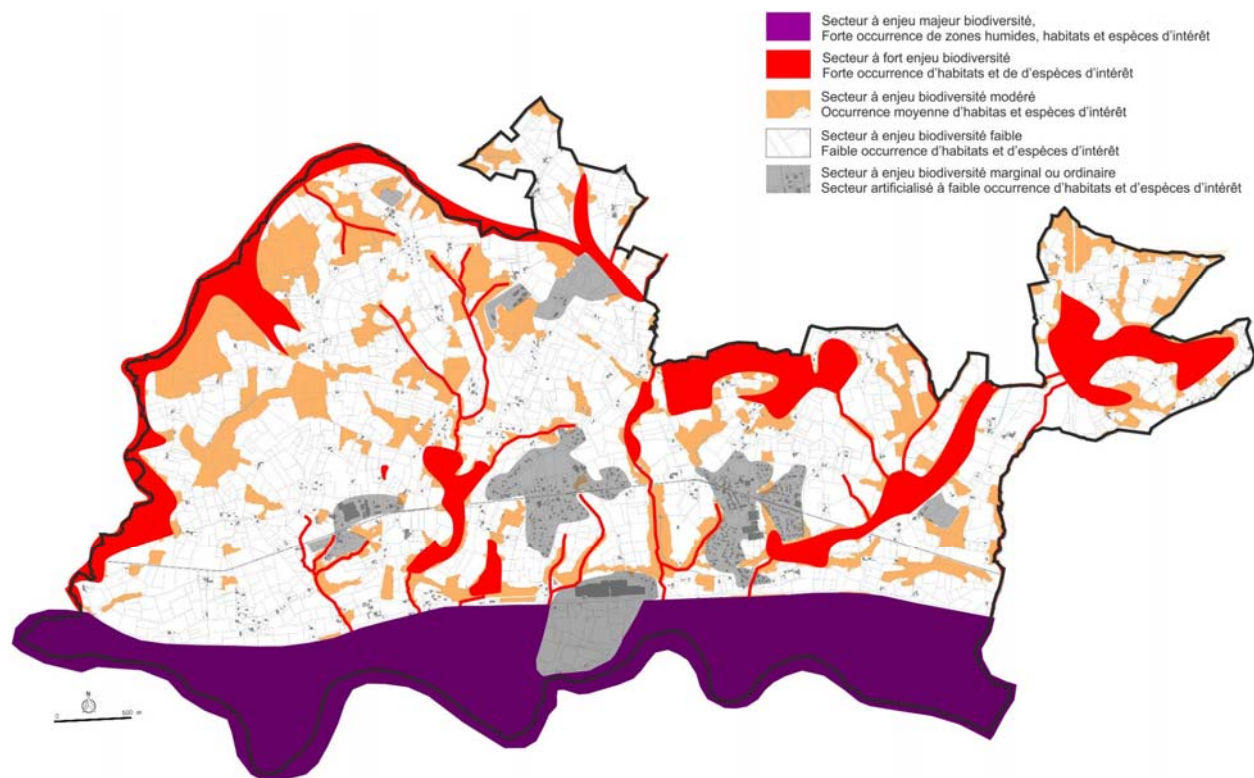
- **Zone à enjeu modéré** : il s'agit des boisements qui constituent des milieux répartis sur l'ensemble du territoire. Si ces boisements ne constituent pas intrinsèquement des habitats d'intérêt, ils peuvent toutefois présenter des espèces patrimoniales et assurent des fonctionnalités biologiques nombreuses et variées.

L'occurrence d'espèces et d'habitats d'intérêt est modérée.

- **Zone à enjeu faible**, où l'occurrence des habitats et espèces d'intérêt est faible ce qui n'exclut pas potentiellement leur présence. Ces espaces concernent les ensembles agricoles.

- **Zone à enjeu de biodiversité ordinaire** relatif aux secteurs artificialisés ou d'influence anthropique. Si les habitats d'intérêt ont une faible occurrence, la présence ponctuelle d'espèces patrimoniales est possible, notamment pour des espèces anthropophiles comme certains chiroptères, insectes....

Habitats naturels	Habitats d'espèces associés	Enjeu correspondant
Aulnaie rivulaire / Aulnaie marécageuse	Habitats favorables à la réalisation du cycle biologique des amphibiens,, rhopalocères reptiles, mammifères et autres espèces inféodées aux zones humides (Loutre notamment)	Enjeu majeur
Gave de Pau, Cours d'eau, réseau de fossés, lacs de gravière	Habitat préférentiel pour la réalisation du cycle biologique des poissons, notamment migrateurs, crustacés , amphibiens, odonates, reptiles, mammifères) et autres espèces inféodées aux milieux aquatiques / Important corridor écologique favorable au transit des espèces aquatiques et terrestres	Enjeu majeur
Prairie mésohygrophile et prairies pâturées à jonc, mégaphorbiaies	Milieux prairiaux humides favorables à la réalisation du cycle biologique des amphibiens, odonates et rhopalocères ainsi qu'à l'alimentation d'espèces semi-aquatiques	Enjeu majeur
Fourrée de Saules et d'Aulnes	Formations arbustives de zones humides favorables à la reproduction des espèces des amphibiens/odonates et au refuge de nombreuses espèces de passereaux ou encore de mammifères	Enjeu majeur à fort
Chênaie atlantique / Chênaie-Frênaie	Boisements de feuillus favorables à la nidification d'espèces d'oiseaux notamment rapaces, à la réalisation du cycle biologique d'espèces saproxyliques, au refuge d'espèces cavicoles, au refuge des mammifères durant la période diurne ainsi qu'à l'ensemble des espèces inféodées aux milieux boisés	Enjeu fort à modéré
Alignements d'arbres et/ou de chênes, bosquets feuillus, boisements mixtes	Habitats favorables à la réalisation du cycle biologique des coléoptères saproxyliques au refuge des espèces cavicoles) / Corridor écologique favorable au transit des espèces terrestres et chiroptères	Enjeu modéré
Arbres remarquables	Chênes remarquables favorables à la réalisation du cycle biologique des coléoptères saproxyliques au refuge des espèces cavicoles	Enjeu modéré
Fourrés / Ronciers	Milieux semi-fermés favorables au refuge d'espèces communes d'oiseaux et de mammifères, et patrimoniales	Enjeu modéré
Prairies mésophiles	Milieux prairiaux favorables à la réalisation du cycle biologique des espèces communes de rhopalocères, au refuge et à la chasse des reptiles, à la recherche de proies des rapaces et chiroptères, et à l'alimentation d'espèces d'oiseaux granivores	Enjeu modéré à faible
Friches, zones dégradées	Milieux semi-fermés favorables au refuge d'espèces communes d'oiseaux et de mammifères	Enjeu faible
Prairie de fauche	Milieux intéressants pour les espèces de milieux ouverts (insectes, oiseaux... et territoire de chasse (rapaces, chiroptères).	Enjeu faible
Culture /verger/parcours volaille ou pâturage	Habitats soumis à agriculture : habitats favorables à l'alimentation d'espèces d'oiseaux (passereaux, rapaces,...) lors des opérations de fauche, labour ou de récolte des cultures	Enjeu faible à ordinaire
Jardin / Jardin arboré / Formation de bambous/zones urbanisées	Habitats fortement influencés par l'Homme, milieux dégradés et colonisés par des espèces invasives : milieux peu favorables pour la faune locale mais présence possible	Enjeu ordinaire



Synthèse des enjeux liés aux habitats naturels, habitats d'espèces et espèces sur Labatut

B-I-2-8 - TRAME VERTE ET BLEUE

Source : prospections terrain, SCOT

Préambule

L'ensemble « réservoirs de biodiversité, corridors et cours d'eau » forme les continuités écologiques, aussi appelées Trame verte et bleue.

Les Réservoirs de biodiversité désignent les espaces naturels et les zones humides importants pour la préservation de la biodiversité, au sens de l'article L. 371-1 du code de l'environnement « *La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ...* ». D'après la définition du guide méthodologique national, ces réservoirs correspondent aux « *espaces où la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée. Les conditions indispensables à son maintien et à son fonctionnement sont réunies et une espèce peut y exercer l'ensemble de son cycle de vie. Ce sont soit des réservoirs à partir desquels les individus d'espèces présentes se dispersent, soit des espaces rassemblant des milieux de grand intérêt* ».

Les corridors écologiques sont des axes de communication biologique, plus ou moins larges, continus ou non, empruntés par la faune et la flore, qui relient les réservoirs de biodiversité (définition tirée de la méthodologie nationale). Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce, permettent sa dispersion et sa migration.

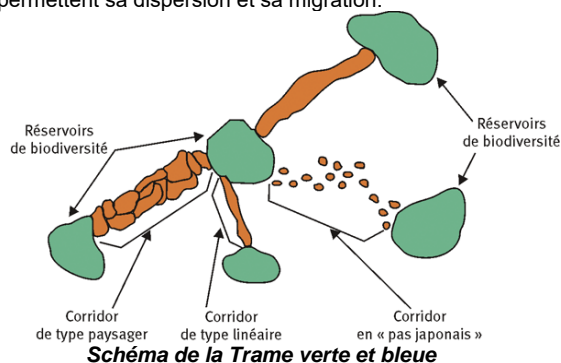
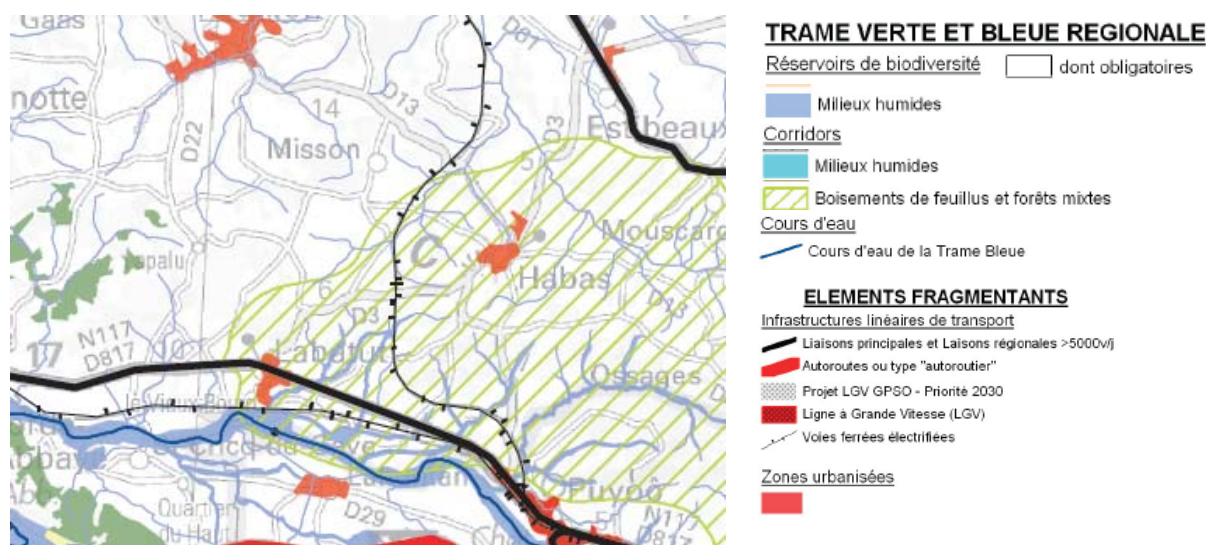


Schéma de la Trame verte et bleue

Les enjeux régionaux de la Trame verte et bleue : analyse du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) : annulé en juin 2017



Le territoire communal est concerné par le Gave et des principaux affluents au titre de la trame bleue ; il présente des corridors écologiques au titre des boisements feuillus et forêts mixtes.

La RD817 forme un élément fragmentant reconnu.

On notera que le territoire communal ne comporte pas de zones humides élémentaires référencées dans le SDAGE.

Région naturelle dans laquelle s'inscrit le territoire d'Arcanques et enjeux :

Le SRCE d'Aquitaine a identifié les grands enjeux infrarégionaux par grandes régions naturelles. Le territoire d'Arcanques fait partie de l'entité « **Collines et plateaux agricoles des Pays de l'Adour** ». Les enjeux infrarégionaux de cette entité sont :

- Limiter la péri-urbanisation et l'étalement urbain le long de l'axe Pau-Bayonne et au sud des Landes,
- Limiter et réduire la fragmentation liée à l'urbanisation le long des grandes infrastructures,
- Maintenir des milieux prairiaux et les secteurs de pelouses sèches,
- Conserver les réseaux structurants (haies, bosquets, bordures enherbées) existants et les restaurer dans les territoires très dégradés,
- Maintenir la diversité des boisements (feuillus),
- Maintenir ou restaurer les milieux connexes au réseau hydrographique (marais, ripisylves, saligues, tourbières).

La grande région naturelle se compose d'un système complexe de collines et de coteaux, de plateaux prolongés de longs glacis alluviaux et de vallées. Elle se caractérise par une matrice fortement agricole, sillonnée par un réseau de boisements morcelés et disséminés dans les terres agricoles, occupant les pentes trop fortes pour leur exploitation (aulnaie en fond de vallées, chênaies sur les coteaux, et boisements mixtes sur les plateaux) et de cours d'eau qui sont autant de couloirs biologiques permettant les déplacements de la faune.

Par un phénomène de déprise agricole, de changement de pratique ou de changement d'usage, les milieux ouverts ont tendance à se fermer, générant une banalisation des paysages et une perte de continuité écologique pour les espèces des milieux ouverts et semi-ouverts. Les espèces animales aux plus faibles capacités de déplacement ainsi que les cortèges floristiques spécifiques sont les premiers à pâtir de ce phénomène de fermeture des milieux entraînant la disparition de noyaux de populations.

Continuités écologiques de la région naturelle des « collines et plateaux agricoles des pays de l'Adour » :

Au sein de la grande région naturelle régionale des collines et plateaux agricoles des Pays de l'Adour, le SRCE identifie des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques qui s'appuient pour la majeure partie d'entre eux sur des zonages d'inventaire et de connaissance existants. Ils constituent les continuités écologiques de cette grande région naturelle et sont essentiellement composés des milieux suivants :

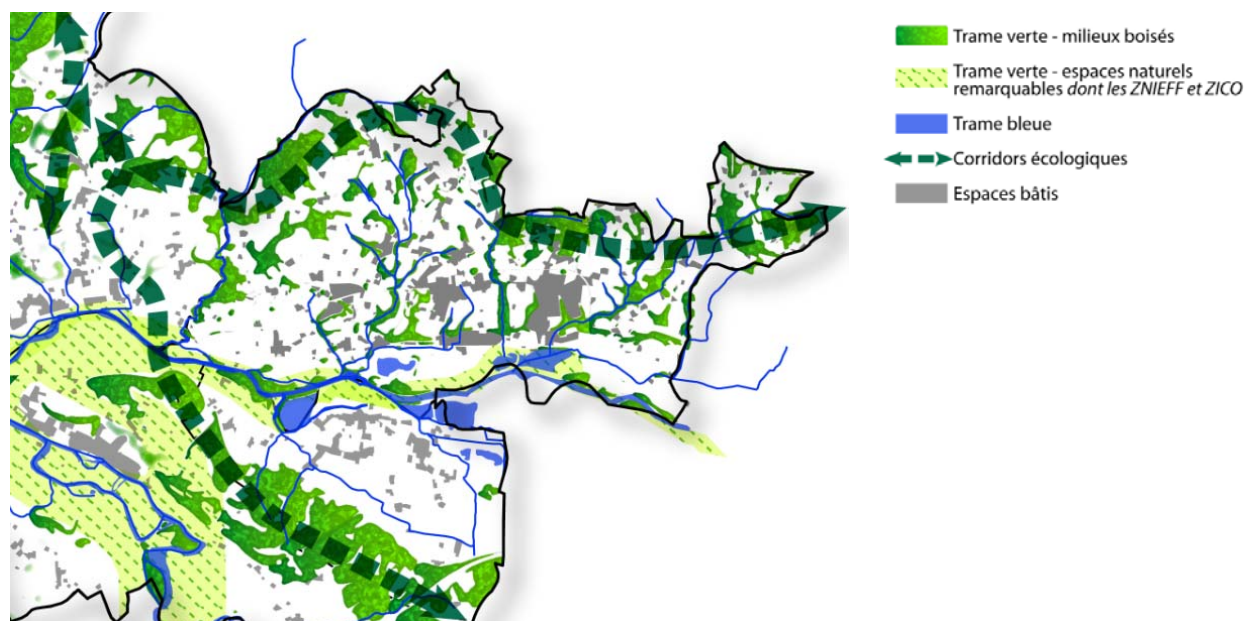
- **Des massifs feuillus et mixtes les plus grands** (dans un contexte de surface forestière réduite) **comme réservoirs de biodiversité** et les autres massifs de plus de 100ha comme espaces relais (corridors écologiques),
- **Des cours d'eau**, couplés à des boisements alluviaux selon les cas,
- **Des zones humides** dont les Barthes de l'Adour, de la Nive et de la Nivelle et les Saligues du Gave de Pau,
- **Des secteurs agricoles de prairies**, dont certains avec système bocager,
- **Des secteurs de pelouses sèches** identifiés sur la base d'inventaires, de zonages.

Cette région naturelle connaît une fragmentation des continuités écologiques du fait du développement d'infrastructures de transports (A63 à l'ouest qui relie Bordeaux à l'Espagne, A64 le long du Gave de Pau, de Bayonne vers Tarbes et Toulouse, A65 Langon-Pau) et de la périurbanisation et de l'étalement urbain le long de l'axe Pau-Bayonne et au sud des Landes.

Les objectifs du SRCE pour maintenir les continuités écologiques de la région naturelle des « collines et plateaux agricoles des pays de l'Adour » :

Objectif	Niveau de priorité	Actions	Outils
Conserver ou restaurer les éléments fixes du paysage	XXX	Préserver les éléments structurants existants et les restaurer dans les territoires très dégradés	MAEC, AREA, code forestier, aides agro-forestières, document d'urbanisme,
	XX	Préserver le réseau de petits massifs boisés et les zones de pelouses sèches	Document d'urbanisme, Code forestier, Mesures contractuelles ou conventionnelles, Contrats Natura 2000, acquisitions foncières
	X	Sensibiliser tous les acteurs à intégrer des actions en faveur des éléments fixes du paysage	Règlements des documents d'urbanisme, porteurs à connaissance, chartes paysagères, atlas départementaux des paysages

Les enjeux Intercommunaux de la Trame verte et bleue : analyse du SCOT :



Trame verte et bleue du SCOT Pays d'Orthe

La déclinaison de la trame verte et bleue du SCOT Pays d'Orthe montre que Labatut est concernée par plusieurs entités :

- La trame verte relative aux milieux boisés avec un corridor écologique traversant la commune au Nord ; un autre corridor est signalé en limite Sud de la commune.
- La trame verte en lien avec les espaces naturels remarquables dont les ZNIEFF, NATURA 2000 sur Labatut
- La trame bleue et ses corridors qui reprend les principaux cours d'eau et plans d'eau du lit majeur du Gave de Pau.

SDAGE ADOUR GARONNE AXE MIGRATEURS AMPHIBALIN

Le Gave est un axe à migrateur amphihalins

Ce classement n'impacte pas directement l'occupation des sols mais il est nécessaire de veiller à ce que la qualité des eaux superficielles ne soit pas dégradée par des rejets anthropiques (eaux pluviales, eaux usées,...) afin de favoriser le maintien de ces espèces à fort enjeu dans nos rivières

Les axes à grands migrateurs amphihalins représentent le potentiel de développement des espèces migratrices amphihalines dans le bassin Adour Garonne identifié par les COGEPOMI (Comité de Gestion des Poissons Migrateurs), dans l'état des connaissances actuelles. La préservation et la restauration de la continuité écologique constituent un enjeu majeur sur ces cours d'eau.

Les grands axes migrateurs amphihalins, et les usages qui leurs sont associés, constituent un patrimoine écologique, économique et culturel indéniable dans la région Aquitaine. Une reconstitution pérenne des stocks, dans des conditions aussi naturelles que possible, doit permettre à la fois de restaurer le fonctionnement des écosystèmes estuariens, des fleuves et des rivières, d'attester une amélioration de la qualité des milieux, et de maintenir des activités de pêche raisonnables et durables.

Le bassin Adour Garonne reste le seul en Europe à accueillir l'ensemble des huit espèces patrimoniales de poissons grands migrateurs amphihalins : la Grande Alose, l'Alose feinte, la Lamproie marine, la Lamproie fluviatile, le Saumon atlantique, la Truite de mer, l'Anguille et l'Esturgeon européen. Ces espèces symboliques contribuent à la préservation de la biodiversité et constituent des bio-indicateurs pertinents et intégrateurs de la qualité des milieux et de leur bon fonctionnement à l'échelle d'un grand bassin.

LISTES 1 ET 2 DES COURS D'EAU

Le Gave de Pau constitue le cours d'eau classé en liste 1 et 2 de la Loi sur l'Eau.

La loi sur l'eau a réformé le classement des cours d'eau pour les adapter aux exigences de la DCE.

L'objectif est de restaurer la continuité sédimentaire et écologique des cours d'eau afin de contribuer au maintien ou à l'atteinte des objectifs de qualité inscrits dans le SDAGE. En effet, le bon état écologique intègre la notion essentielle de continuité écologique entre les habitats aquatiques.



LISTE 1

PRESERVER

Des cours d'eau ou tronçons de cours d'eau :
 ■ en très bon état écologique ;
 ■ « réservoirs biologiques », dotés d'une riche biodiversité jouant le rôle de pépinière ;
 ■ nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins

Interdiction de construire
 tout nouvel obstacle à la continuité écologique, quel que soit l'usage¹¹.

LISTE 2

RESTAURER

Des cours d'eau pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs

Obligation de mise en conformité
 des ouvrages au plus tard dans les 5 ans après publication de la liste.

Les nouveaux classements sont constitués de deux listes complémentaires. Selon les cas, un cours d'eau peut bénéficier simultanément des deux classements.

La Trame verte et bleue à l'échelle communale : Réservoirs de biodiversité et corridors sur le territoire de Labatut

Réservoirs de biodiversité :

Le territoire communal de LABATUT est concerné par des réservoirs de biodiversité liés aux milieux aquatiques et humides notamment identifiés par le SCOT et le SRCE :

- Cours d'eau et boisements associés ;
- Milieux aquatiques surfaciques.

Boisements humides de la plaine du Gave de Pau, les lacs : zones de fortes productivité et à richesse spécifique élevée.

Les thalwegs et leur tête de bassins, souvent des sources : les ruisseaux successifs connectent le Nord au Gave via des thalwegs parfois très encaissés présentant une végétation dense. Ces ruisseaux sont accompagnés de formations boisées d'extension diverses. Ces formations constituent des espaces à enjeu pour de nombreuses espèces à fort intérêt de conservation.

- Boisements feuillus

Ces boisements forment des massifs d'étendue importante qui assurent différentes fonctions biologiques, notamment pour des espèces à enjeu présentes sur le territoire.

- Espaces agricoles ouverts de prairies

Réservoir notamment pour les insectes, territoire de chasse pour de nombreuses espèces, les ensembles de prairies sont des entités constitutives du réseau écologique : zones ouvertes elles viennent assurer des fonctions complémentaires à d'autres milieux.

Enjeux vis-à-vis du PLU

Les enjeux identifiés vis-à-vis des Réservoirs de biodiversité dans le cadre du PLU de Labatut sont les suivants :

- Protéger les réservoirs de biodiversité de l'urbanisation ;
- Protéger les zones humides associées ;
- Préserver la qualité des milieux aquatiques ;
- Conserver les connexions biologiques.

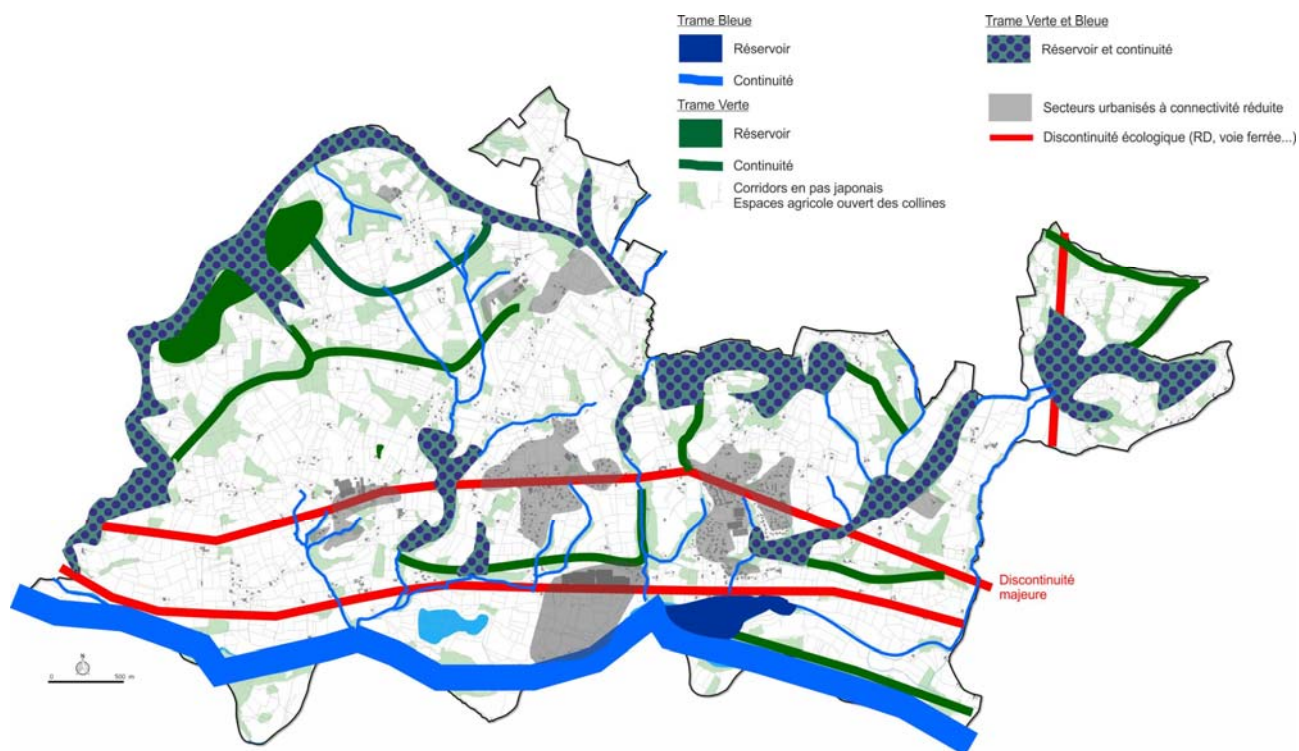
Corridors et coupures :

En lien avec les Réservoirs de biodiversité, trois types de corridors sont présents sur Labatut :

- Forestiers ;
- Aquatiques et humides ;
- Milieux ouverts.

Enfin, malgré la présence de réservoirs de biodiversité et corridors écologiques, le principe de continuité écologique est limité par le développement de barrières écologiques que sont :

- La RD 817
- La voie ferrée
- les secteurs urbanisés : en partie, la trame verte urbaine permettant des continuités



La trame verte et bleue

Synthèse

- Le milieu naturel communal présente une diversité biologique présentant des enjeux forts tant par ses habitats que ses espèces, notamment sur le lit majeur du gave de Pau
- Le territoire communal est concerné par plusieurs sites remarquables : le Gave de Pau (classée Natura 2000), 2 ZNIEFF
- Des espèces menacées et/ou protégées sont présentes notamment au niveau du Gave et zones humides associées d'où la nécessité de préserver la qualité des eaux
- L'enjeu de préservation des milieux ouverts de prairies est essentiel pour assurer le maintien de la biodiversité et l'équilibre du territoire : cette biodiversité est liée à des processus complexes incluant les activités agricoles et forestières.
- Les espaces boisés servent de refuges et de continuités écologiques sur la commune et doivent donc être préservés au mieux
- Le maintien des habitats spécifiques liés aux zones humides est primordiale pour conserver leur intérêt écologique : ripisylves en et maintien des berges, habitats d'espèces, etc
- Les arbres remarquables en milieu urbain forment des habitats pour la faune, par ailleurs, le développement des plantes invasives doit être surveillé

B-II- VOLET RESSOURCES

B-II.1- RESSOURCE EAU : CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

RESSOURCE EN EAU		DONNEES DE CADRAGE
COURS D'EAU	- Le gave de Pau et ruisseaux affluents (Larraton, Peyré et Lacau)	Réseau hydrographique traversant le territoire communal relativement bien réparti
MASSSES D'EAU SUPERFICELLE	FRFR277A <u>Le Gave de Pau</u> FRFR277A_8 <u>Ruisseau de larraton</u> FRFR277A_9 <u>Arriou de Peyré</u>	Sensibilité du milieu récepteur (pressions diffuses) Le Gave de Pau : enjeu biodiversité Zone vulnérable et zone sensible Périmètre de protection des captages
MASSSES D'EAU SOUTERRAINE	Plusieurs masses d'eau souterraine : Sur le territoire communal de Labatut une ZPF et une ZOS souterraine sont recensées.	Sensibilité (état chimique dégradé) et pression forte sur certaines masses d'eau souterraine Enjeu sur la préservation des ressources souterraines fort.
EAU POTABLE	Alimentation issue de prélèvements hors commune pas périmètre de protection	Pas prélèvement d'eau potable
ZONAGES LIES AU SDAGE	- Axe migrateurs amphihalins - Cours d'eau en Liste 1 et 2	Le gave de Pau: cours d'eau à enjeu écologique
GESTION DES EAUX USEES	1 STEP communale qui dessert le bourg et quartier neuf assainissement autonome dans les écarts sur des sols moyennement à peu favorables	2000 eh, capacité résiduelle d'environ 1280 eh Conforme

B-II-1-1- RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

Bassins versants et cours d'eau

Le réseau hydrographique est un élément omniprésent par la présence de nombreux ruisseaux de direction nord-sud s'écoulant vers le Gave. Les principaux éléments sont le Gave et les ruisseaux suivants :

Q---0100 Gave de Pau

Q5530530 Arriou de Peyré

Q5530660 ruisseau de larraton

Q5530590 Ruisseau de Lacau

La majorité des ruisseaux s'inscrivent dans la bassin du Gave et prennent leur source sur la commune.

Le relief développe deux grands bassins versants qui drainent ces ruisseaux : vers le Gave et vers le Canal de St Martin (Adour).

Le territoire communal s'inscrit dans un bassin versant sensible du fait de sa situation amont des espaces de plaine alluviale, notamment pour la ressource en eau et la biodiversité.

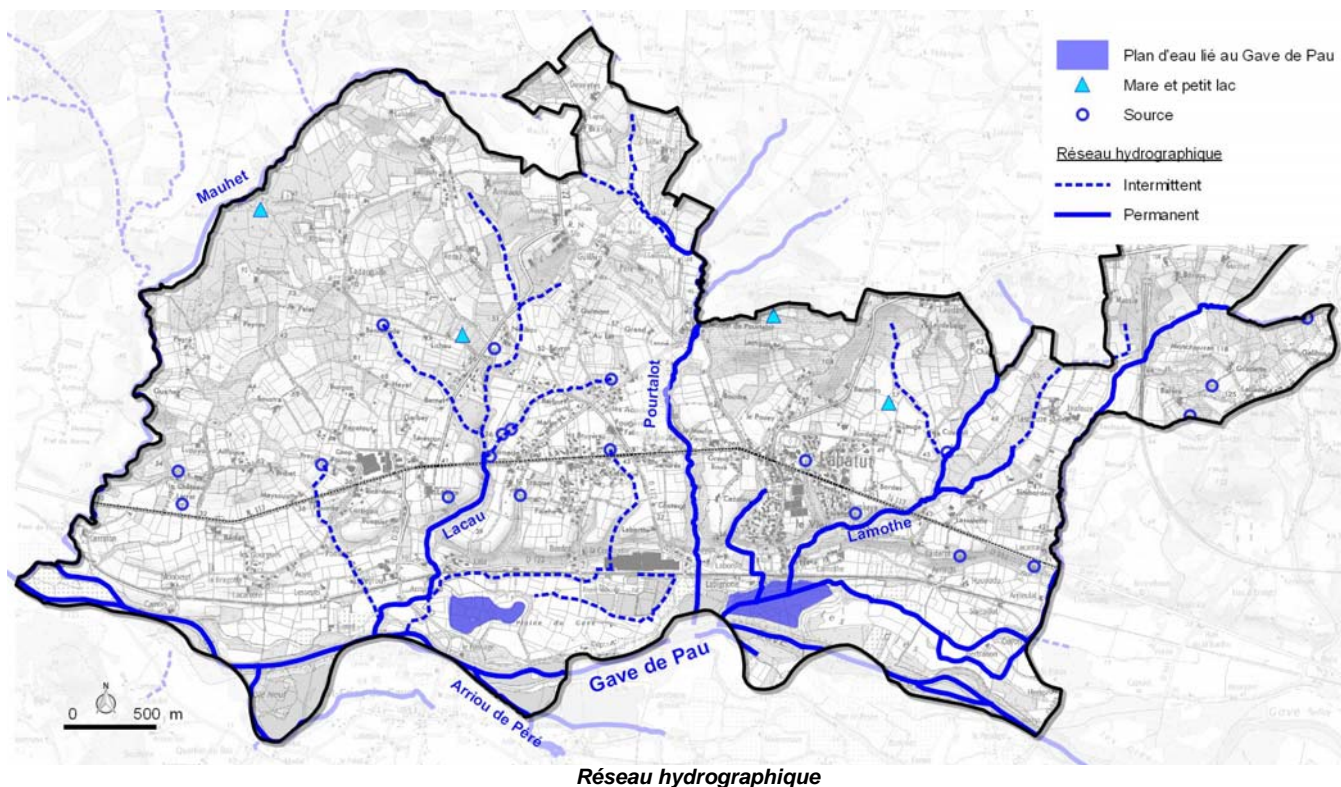
Les mares, étangs et plans d'eau

La commune est concernée par des étangs et surfaces en eau, soit résultant des anciens sites d'extractions des matériaux dans le lit du gave de Pau, soit pour l'irrigation. Quelques mares ponctuelles sont à noter.

Zones humides

D'après les informations issues de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, **aucune zone humide élémentaire (ZHE)** n'est recensée sur le territoire communal.

Aucune donnée complémentaire n'est disponible.



B-II-1-2 - LES MASSES D'EAU SOUTERRAINE

Les masses d'eau souterraines représentent en général une ressource en eau de grande quantité et de bonne qualité, et ce d'autant plus si elles sont profondes dans les couches du sol. Leur utilisation première consiste en l'alimentation en eau potable des populations et l'irrigation.

Au niveau hydrogéologie, la nature des formations induit des nappes exploitables notamment au niveau alluvial.

Les aquifères souterrains:

La commune est concernée par les Aquifères libres

350 GAVE DE PAU OUEST

566 BEARN

La commune dispose d'anciens forages dans la nappe alluviale, anciennement utilisés pour l'eau potable. Aujourd'hui les prélèvements sont essentiellement industriels et agricoles. Pour autant l'alimentation en eau potable du territoire utilise les ressources de la nappe alluviale du Gave sur des forages hors commune.

B-II-2-1-LES DOCUMENTS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ETRE COMPATIBLE : SDAGE ADOUR GARONNE ET SAGE

Selon le code de l'urbanisme, le PLU se doit d'être compatible¹ avec le document de planification de l'eau à l'échelle du grand bassin hydrographique Adour Garonne : le SDAGE². L'adéquation entre les propositions d'aménagements et les orientations fondamentales de ce document est alors essentielle. Le territoire communal est concerné par les périmètres de gestion intégrée suivant :

Code	Type	Nom	Avancement
11	Plan de gestion des étiages	LUYS-LOUTS	Mis en oeuvre

Les objectifs de qualité du SDAGE Adour-Garonne

Approuvé par le préfet coordonnateur de bassin en décembre 2015, le SDAGE Adour-Garonne pour la période 2016-2021 répond aux orientations de l'Union européenne et de la directive cadre sur la politique de l'eau (D.C.E. 2000/60/CE). Le SDAGE fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin Adour-Garonne. Il doit être compatible avec les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau. Il constitue le projet pour l'eau du bassin Adour-Garonne.

Il traite à cette échelle :

- les **règles de cohérence, continuité, solidarité** entre l'amont et l'aval, à respecter par les différents SAGE : par exemple les questions de débits, de qualité, de crues et de poissons migrateurs,
- les **enjeux significatifs** à l'échelle du bassin, par exemple certains milieux aquatiques exceptionnels, les points noirs toujours dénoncés de la politique de l'eau,
- les **orientations** relevant de la responsabilité ou de l'arbitrage des organismes de bassin : priorités de financement, banques de données sur l'eau, organisation institutionnelle de la gestion...

Le socle du SDAGE 2016-2021 est constitué de **4 orientations fondamentales**. Ces nouvelles priorités tiennent compte des dispositions du SDAGE précédent (2010-2015) et des objectifs de la D.C.E. :

- orientation A : **créer les conditions de gouvernance favorables** en vue d'une politique de l'eau cohérente et à la bonne échelle :
 - mieux gérer l'eau en local tout en rationalisant les efforts,
 - renforcer les connaissances et partager les savoirs dans le contexte du changement climatique,
 - mieux évaluer le coût des actions et les bénéfices environnementaux,
 - prendre en compte les enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire ;
- orientation B : **réduire les pollutions** qui compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages. Il convient donc :
 - d'agir sur les rejets de polluants (assainissement et rejets industriels),
 - de réduire les pollutions d'origine agricole,
 - de préserver et reconquérir la qualité de l'eau (eau potable et usages de loisirs),
 - de préserver et reconquérir la qualité des eaux et des milieux littoraux ;
- orientation C : **améliorer la gestion quantitative** en maintenant une quantité d'eau suffisante dans les rivières capable d'assurer les prélèvements pour l'eau potable, les activités économiques et de loisirs et tout en assurant le bon état des milieux aquatiques :
 - approfondir les connaissances et valoriser les données,
 - gérer durablement la ressource en eau dans le contexte du changement climatique,
 - gérer les situations de crise (sécheresses...) ;
- orientation D : **préserver et restaurer les milieux aquatiques** (zones humides, lacs, rivières...) :
 - réduire l'impact des aménagements hydrauliques,
 - gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral,
 - préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau,
 - préserver et permettre la libre circulation des espèces piscicoles et le transport naturel des sédiments,
 - réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation

Le SDAGE est aussi accompagné du programme de mesures (P.D.M.). Ce document récapitule des actions qui sont la traduction concrète des mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE.

¹ Dans la loi, la notion de compatibilité implique qu'il n'y ait pas de contradiction majeure entre un document de nature supérieure et un document de nature inférieure

² Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux : document issu de la loi sur l'eau, fixant les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin Adour-Garonne

B-II-2-2- EAUX SOUTERRAINES : UNE RESSOURCE INDISPENSABLE MAIS FRAGILE

Source : Agence de l'eau Adour Garonne, SIEAG, SANDRE

Labatut, un territoire concerné par 7 masses d'eau souterraine

Les masses d'eau souterraine représentent en général une ressource en eau de grande quantité et de bonne qualité, et ce d'autant plus si elles sont profondes dans les couches du sol. Leur utilisation première consiste en l'alimentation en eau potable des populations et l'irrigation. Dans le sous-sol de la commune, 7 masses d'eau souterraine sont recensées.

Les masses d'eau souterraines concernées sont :

FRFG030	Alluvions du gave de Pau
FRFG044	Molasses du bassin de l'Adour et alluvions anciennes de Piémont
FRFG080	Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif
FRFG081	Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif sud aquitain
FRFG082	Sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG
FRFG083	Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne
FRFG091	Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain

Unité de référence	Gaves	Adour
Des enjeux forts au niveau qualitatif et quantitatif	Alluvions du Gave de Pau FRFG030 Type :Alluvial libre	Molasses du bassin de l'Adour et alluvions anciennes de Piémont FRFG044 Type :libre
Etat quantitatif 2013	Bon	Bon
Etat Chimique 2013	Mauvais	Mauvais
Pression nitrates agricoles	Significative	Significative
Pression prélèvements eau	Significative	Pas de pression
Objectif état quantitatif 2016-2021	Bon état 2015	Bon état 2015
Objectif état chimique	Bon état 2027	Bon état 2027
Dérogation :	Conditions naturelles	Conditions naturelles

Unité de référence	Nappes profondes				
Des enjeux forts au niveau qualitatif et quantitatif	Calcaires du jurassique moyen et supérieur FRFG080 type :captif	Calcaires du sommet du crétacé supérieur sud aquitain FRFG081 Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain FRFG091 Type : captif	Sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG FRFG082 Type : libre	Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne FRFG083 Type : captif	Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain FRFG091 Majoritairement captif
Etat quantitatif 2013	Bon	Bon	Mauvais	Bon	Bon
Etat Chimique 2013	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Pression nitrates agricoles	Inconnue	Inconnue	Inconnue	Inconnue	Inconnue
Pression prélèvements eau	Non significative	Pas de pression	Non significative	Significative	Non significative
Objectif état quantitatif 2016-2021	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2015
Objectif état chimique	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
Dérogation :			Conditions naturelles		

Il est donc essentiel de veiller à ce que le projet de PLU soit compatible avec la disponibilité de ces ressources ainsi qu'avec leurs enjeux qualitatifs.

Une ressource sollicitée

- Usage domestique

La commune ne dispose pas sur son territoire de points de prélèvements pour l'alimentation en eau potable en activité. L'eau alimentant Labatut provient en partie de la **nappe alluviale (forage St Cricq du gave)**. Il sollicite ainsi la masse d'eau souterraine majoritairement libre « Alluvions du Gave de Pau» (FRFG030).

- Irrigation

A l'échelle du territoire communal, il existe des prélèvements à usage agricole.

- Usage industriel

L'industrie, sur le territoire de Labatut sollicite les nappes souterraines.



Points de prélèvement pour l'industrie

Points de prélèvement pour irrigation

Prélèvements pour les activités



B-II-2-3 EAU SUPERFICIELLE : UNE RESSOURCE FRAGILE

Le territoire communal est concerné par 4 masses d'eau superficielle

Le réseau hydrographique est marquant par la présence de nombreux ruisseaux de direction nord-sud s'écoulant vers le Gave. Les principaux éléments sont le Gave et les ruisseaux principaux suivants :

- Q---0100 Gave de Pau
- Q5530530 Arriu de Peyré
- Q5530660 Ruisseau de Iarraton
- Q5530590 Ruisseau de Lacau

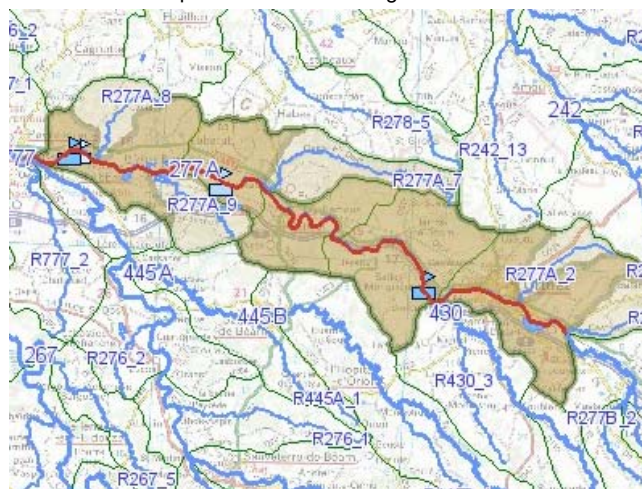
Le relief développe deux grands bassins versants qui drainent ces ruisseaux : vers le Gave et vers le Canal de St Martin (Adour). Le territoire est concerné par la présence de 3 masses d'eau rivière toutes comprises dans l'unité de gestion des Gaves:

FRFR277A

Le Gave de Pau du confluent du Clamondé (inclus) au confluent du Gave d'Oloron

38 km

■ Bassin versant
— Masses d'eau rivières



FRFR277A_8

Ruisseau de Iarraton

6 km



FRFR277A_9

Arriu de Peyré

6 km



L'état, les pressions et les objectifs fixés par le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sur les masses d'eau superficielles drainant le territoire communal de Labatut sont présentés dans le tableau suivant.

Globalement l'état écologique des cours d'eau est moyen avec un état chimique à surveiller au niveau du Gave. Les pressions diffuses agricoles sont significatives et à l'origine des dérogations pour les objectifs de qualité des eaux différés à 2021 ou 2027.

Pour le Gave les questions d'altération morphologique sont significatives, et particulièrement sur la commune de Labatut.

	FRFR277A Le Gave de Pau	FRFR277A_8 Ruisseau de Larraton	FRFR277A_9 Arriou de Peyré
Etat (données 2011 / 2012 / 2013)			
Etat écologique	Moyen (mesuré)	Moyen (modélisé)	Moyen (modélisé)
Etat chimique	Mauvais avec ubiquiste Bon sans ubiquistes	Bon (extrapolé)	Bon (extrapolé)
Pression ponctuelle			
Pression des rejets de stations d'épuration domestiques	Non Significative	Pas de pression	Pas de pression
Pressions liées aux débordements des déversoirs d'orage	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (macro-polluants)	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (MI et METOX)	Inconnue	Inconnue	inconnue
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression liée aux sites industriels abandonnés	Inconnue	Inconnue	inconnue
Pression diffuse			
Pression de l'azote diffus d'origine agricole	Non significative	significative	significative
Pression par les pesticides	significative	significative	significative
Prélèvements d'eau			
Pression de prélèvement AEP	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression de prélèvement industriel	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression de prélèvement irrigation	Non significative	significative	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulation des écoulements			
Altération de la continuité	Modérée	Minime	Minime
Altération de l'hydrologie	Modérée	Minime	Minime
Altération de la morphologie	Elevée	Minime	Modérée
Objectifs			
Objectif état écologique	Bon état 2027 dérogation métaux/pesticide/flore/ichtyofaune..	Bon état 2021 Dérogation nitrate, pesticide	Bon état 2027 dérogation nitrate/pesticide
Objectif état chimique	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015

B-II-2-4 DES ZONAGES REGLEMENTAIRES POUR RECONNAITRE, PRESERVER OU AMELIORER L'ETAT QUALITATIF ET QUANTITATIF DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

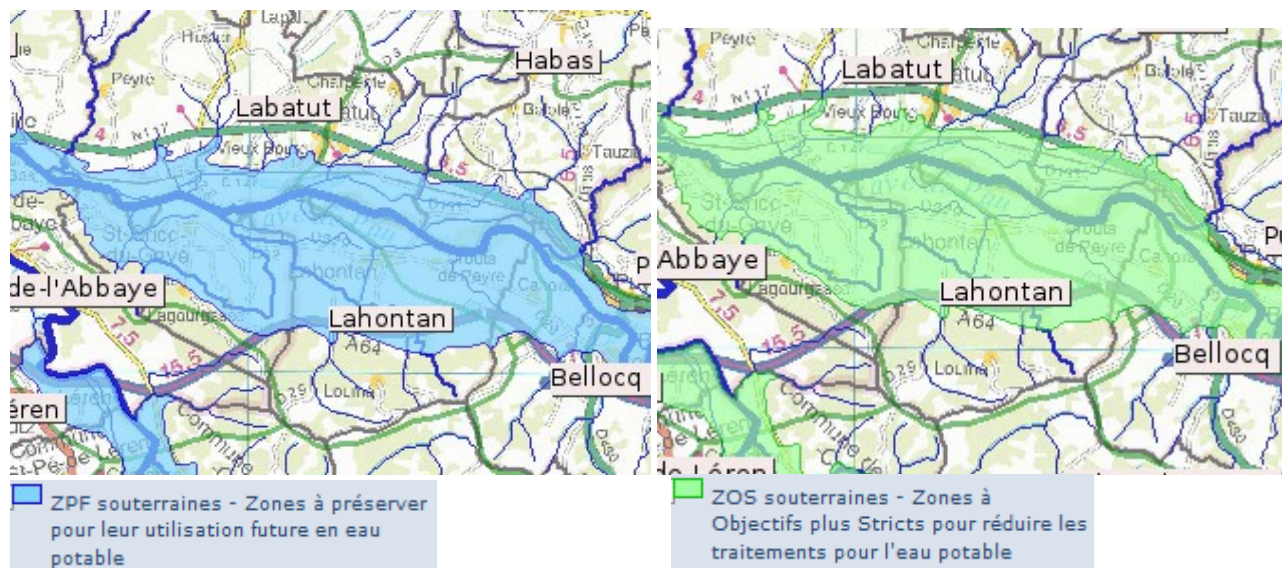
Source : Agence de l'eau Adour Garonne, SIEAG

Le SDAGE Adour-Garonne définit des zonages réglementaires ou des territoires de gestion concernant la ressource en eau.

Des zonages et territoires de gestion pour la pérennité de l'eau potable et de la ressource en eau

■ ZONE A PRESERVER POUR SON UTILISATION FUTURE EN EAU POTABLE (ZPF), DONT LES ZONES A OBJECTIFS PLUS STRICTS (ZOS)

Les Zones à Protéger pour le Futur (ZPF) sont les masses d'eau dont le caractère stratégique est reconnu pour l'alimentation en eau potable dans le futur. Ces zones ont vocation à centraliser l'ensemble des moyens visant à protéger qualitativement et quantitativement les ressources en eau nécessaires à la production d'eau potable. Parmi ces ZPF, des ZOS (Zones à objectifs plus stricts) ont été identifiées comme des zones nécessitant des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable. Ces zones sont des portions de masses d'eau souterraine, cours d'eau et lacs stratégiques pour l'AEP dans le bassin Adour-Garonne.



Sur le territoire communal de **Labatut** une ZPF et une ZOS souterraine sont recensées. L'enjeu sur la préservation des ressources souterraines est donc fort.

Des zonages pour la qualité écologique et chimique des milieux aquatiques

■ ZONE VULNERABLE

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole ou d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

■ ZONE SENSIBLE

L'article R211-94 du code de l'environnement, transposant dans le droit français l'article 5 et l'annexe II de la directive Eaux Résiduelles Urbaines (91/271/EEC UWWT) définit les zones sensibles comme les masses d'eau particulièrement sensibles aux pollutions, notamment celles dont il est établi qu'elles sont eutrophes ou pourraient devenir eutrophes à brève échéance si des mesures ne sont pas prises, et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote ou de ces deux substances doivent, s'ils sont cause de ce déséquilibre, être réduits.



La commune de Labatut est classée en zone vulnérable et zone sensible sur la limite de son territoire, partie Nord

■ AXES MIGRATEURS AMPHIHALINS

Les axes à grands migrateurs amphihalins représentent le potentiel de développement des espèces migratrices amphihalines dans le bassin Adour Garonne identifié par les COGEPOMI (Comité de Gestion des Poissons Migrateurs), dans l'état des connaissances actuelles. La préservation et la restauration de la continuité écologique constituent un enjeu majeur sur ces cours d'eau.

Les grands axes migrateurs amphihalins, et les usages qui leurs sont associés, constituent un patrimoine écologique, économique et culturel indéniable dans la région Aquitaine. Une reconstitution pérenne des stocks, dans des conditions aussi naturelles que possible, doit permettre à la fois de restaurer le fonctionnement des écosystèmes estuariens, des fleuves et des rivières, d'attester une amélioration de la qualité des milieux, et de maintenir des activités de pêche raisonnables et durables.

Le bassin Adour Garonne reste le seul en Europe à accueillir l'ensemble des huit espèces patrimoniales de poissons grands migrateurs amphihalins : la Grande Alose, l'Alose feinte, la Lamproie marine, la Lamproie fluviatile, le Saumon atlantique, la Truite de mer, l'Anguille et l'Esturgeon européen. Ces espèces symboliques contribuent à la préservation de la biodiversité et constituent des bio-indicateurs pertinents et intégrateurs de la qualité des milieux et de leur bon fonctionnement à l'échelle d'un grand bassin.

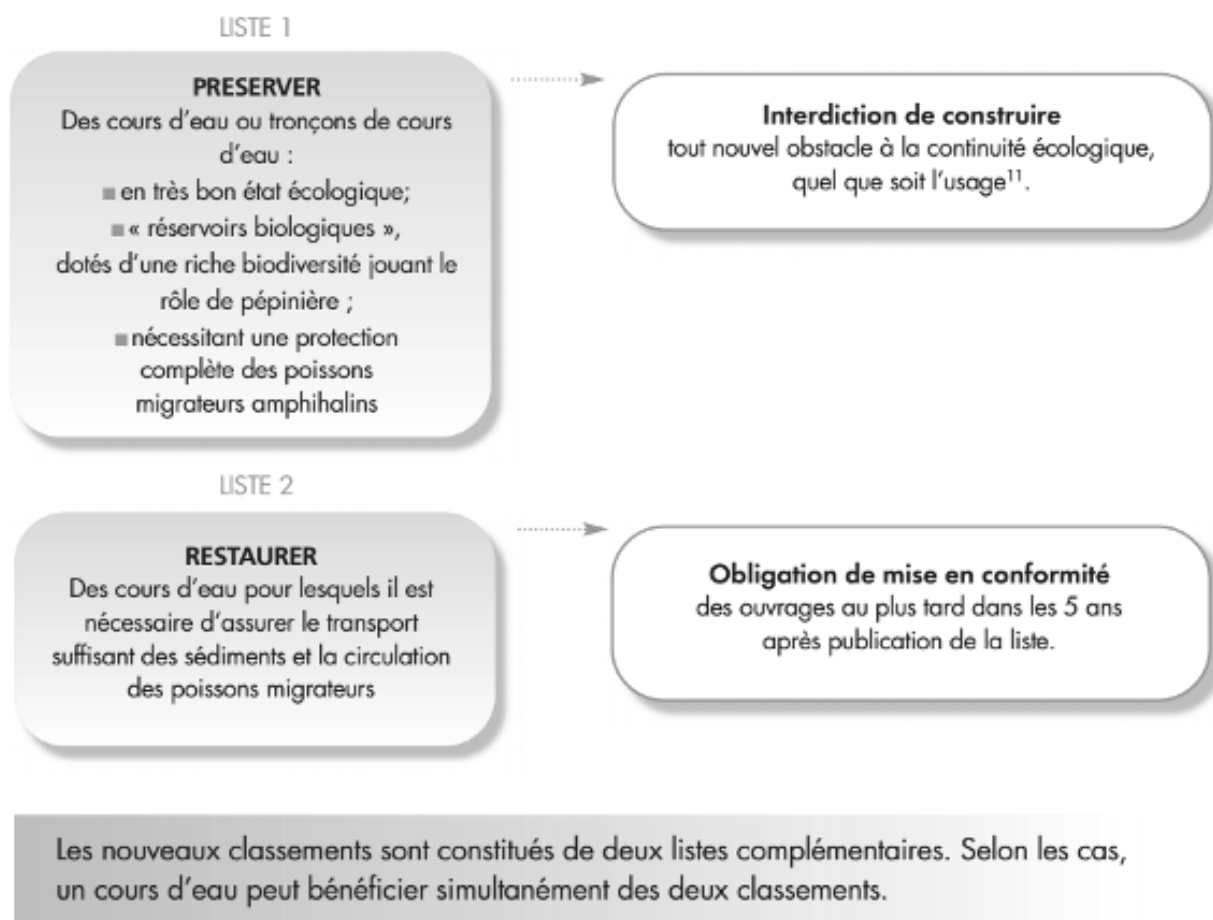
Le Gave de PAU est classé en axe migrateur amphihalin.

Ce classement n'impacte pas directement l'occupation des sols mais il est nécessaire de veiller à ce que la qualité des eaux superficielles ne soit pas dégradée par des rejets anthropiques (eaux pluviales, eaux usées,...) afin de favoriser le maintien de ces espèces à fort enjeu dans nos rivières.

■ LISTES 1 ET 2 DES COURS D'EAU

La loi sur l'eau a réformé le classement des cours d'eau pour les adapter aux exigences de la DCE.

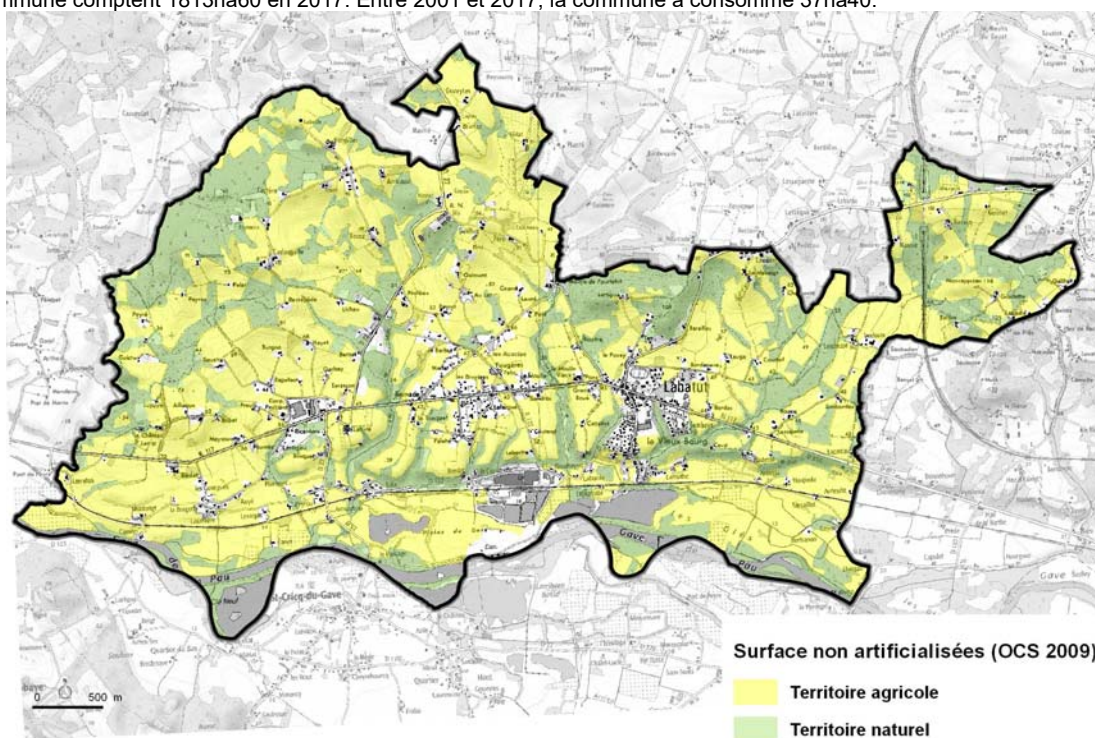
L'objectif est de restaurer la continuité sédimentaire et écologique des cours d'eau afin de contribuer au maintien ou à l'atteinte des objectifs de qualité inscrits dans le SDAGE. En effet, le bon état écologique intègre la notion essentielle de continuité écologique entre les habitats aquatiques.



Le Gave de Pau bénéficie des deux classements : liste 1 et liste 2.

B-II-3-1- ESPACE NON ARTIFICIALISE

La partie dédiée à l'activité agricole montre l'importance de la ressource espace en matière agricole. Les ensembles non artificialisés sur la commune comptent 1813ha60 en 2017. Entre 2001 et 2017, la commune a consommé 37ha40.

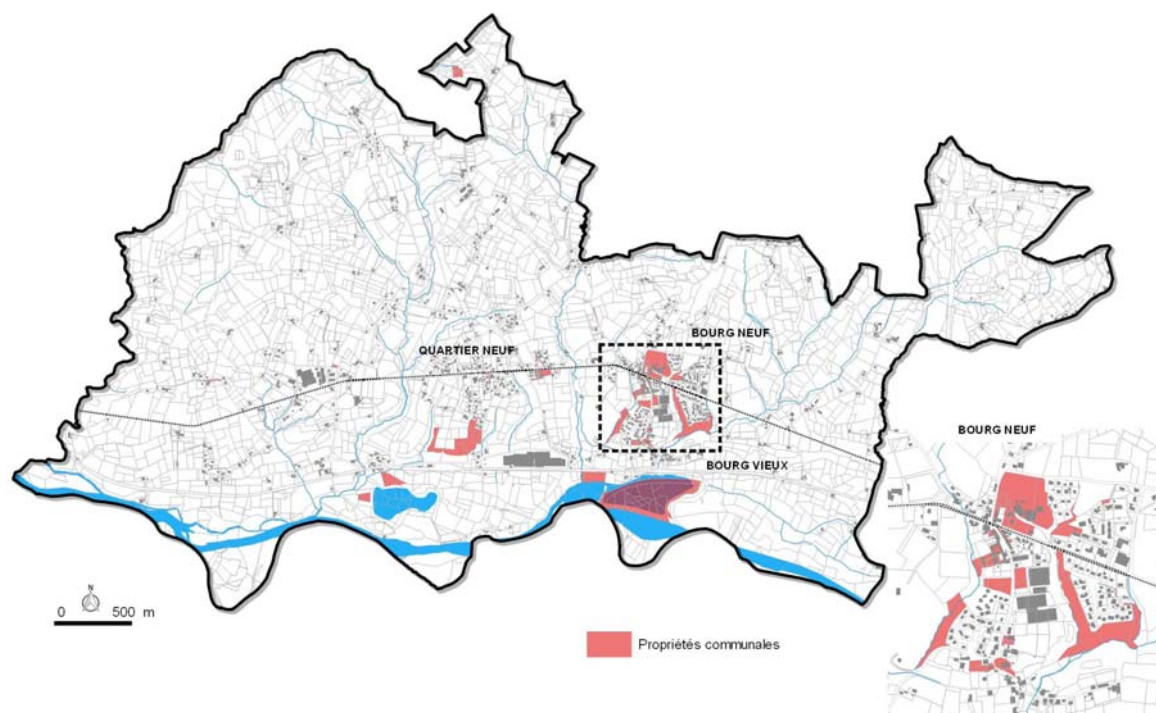


Surfaces non artificialisées (jaune et vert)
(Surfaces artificialisées sur le reste du territoire)

B-II-3-2- PROPRIETES COMMUNALES

Les propriétés communales sont relatives aux espaces publics au bourg et aux édifices publics.

La commune dispose également du foncier au lac des Glés. Ponctuellement, la commune dispose de terrains en limite de certaines zones urbaines.



B-II-3-3- LES RESSOURCES EN MATERIAUX DE CONSTRUCTION : ABSENCE DE ZONE D'INTERET EXTRACTIF

Source <http://mineralinfo.fr>

Le Code de l'Environnement prévoit que chaque département soit couvert par un schéma départemental des carrières définissant les conditions générales de leur implantation dans le département. Ils doivent prendre en compte :

- l'identification des ressources géologiques départementales, leurs utilisations et les carrières existantes,
- l'intérêt économique national et l'estimation des besoins en matériaux du département et de sa périphérie,
- l'optimisation des flux de transport entre zones de production et de consommation,
- la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles.

Le portail mineralinfo indique de nombreuses exploitations anciennes dans le lit du Gave ; à Labatut, une seule est mentionnée fermée actuellement). Il semble que d'autres exploitations anciennes soient à mentionner, notamment au niveau du lac des Glés, propriété de la commune.

L'impact des extractions de granulats sur l'hydromorphologie du Gave est important et souvent mentionné.



Le passage, exploitation fermée

Le territoire communal n'est donc pas concerné par une carrière en exploitation.

Il n'existe pas sur la commune de carrière actuellement exploitée

La commune présente un gisement de matériaux alluvionnaires au niveau du lit majeur du Gave de Pau

Source : plan climat territorial, Orecca

B-II-4-1 – CONSOMMATION ET PRODUCTION ENERGETIQUES

Source : ORECCA (orecca.fr, observatoire régional énergie changement climatique air)

Le contexte Aquitain

À climat réel, la consommation d'énergie finale de la région Nouvelle-Aquitaine atteint 182 719 GWh (15 489 ktep) en 2015, soit 10,6 % de la consommation nationale (données provisoires).

Rapportée à l'habitant, la consommation d'énergie finale s'élève à 31,4 MWh/habitant contre 26,8 MWh/habitant au niveau national. Le caractère rural du territoire ainsi que l'importance des consommations du secteur du transport expliquent cette différence.

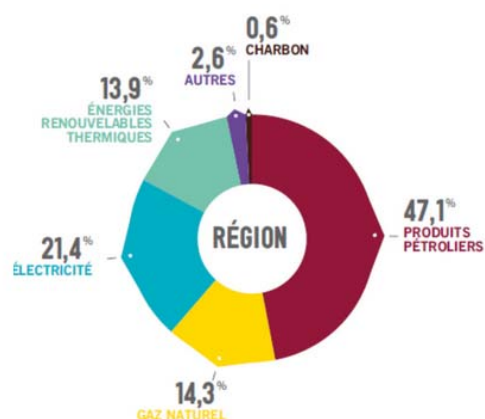
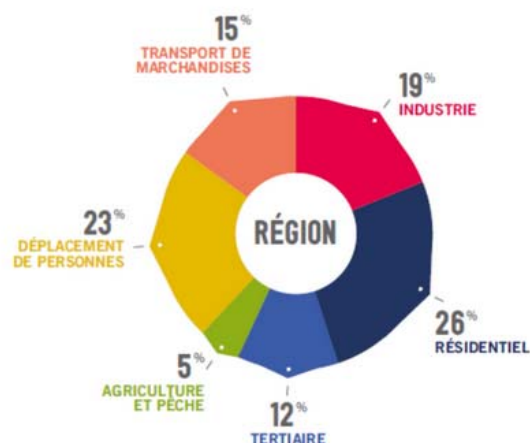
Le transport et le bâtiment sont les premiers postes de consommation : respectivement 38% et 26%.

Le secteur du transport (déplacement de particuliers et transport de marchandises) et le secteur du bâtiment (résidentiel et tertiaire) représentent à eux deux plus de 76% de la consommation énergétique régionale.

Le secteur de l'industrie représente 19% des consommations, tandis que l'agriculture n'en représente que 5%. Première région agricole de France, les consommations énergétiques de ce secteur représentent 19% des consommations de l'agriculture française.

En 2015, le mix énergétique régional est dominé par les produits pétroliers qui représentent 47,1% des consommations finales. Le poids du secteur du transport explique l'importance de ces consommations.

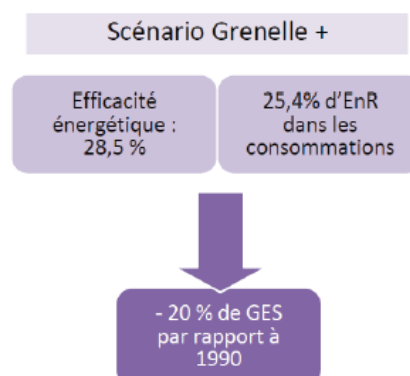
Les énergies renouvelables thermiques atteignent 13,9% des consommations énergétiques régionales, derrière l'électricité (21,4%) et le gaz (14,3%). Cette part est supérieure à la moyenne nationale (10%). La grande majorité des consommations d'énergie renouvelable thermique relève du bois-énergie.



Répartition des consommations par énergie en 2015

Source : arec

Le SRCAE Aquitaine fixe pour 2008/2020, un objectif « Grenelle+ » de réduction de GES de 20%. Pour l'atteindre, l'efficacité énergétique doit être améliorée de 28.5% et les EnR doivent couvrir 25.4% de la consommation en énergie finale.

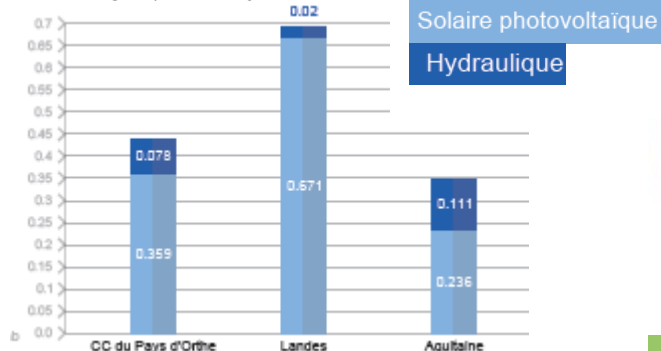


Le territoire de la commune

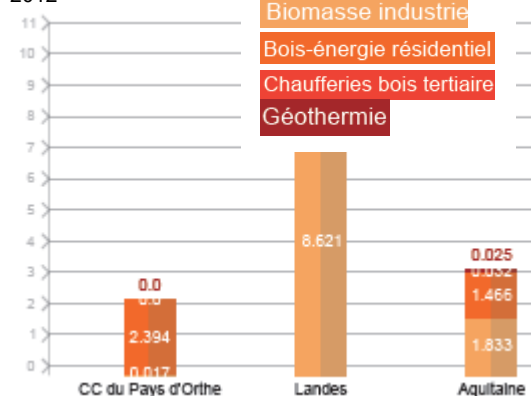
Production énergétique

Il n'existe pas de données précises et référencées pour connaître la production énergétique du territoire communal. Les données communautaires montrent :

- Production d'électricité d'origine renouvelable : 6 GWh/hab en 2014



Production de chaleur d'énergie renouvelable : 34 GWh/hab en 2012



Dispositifs individuels :

Solaire : quelques installations solaires sur la commune permettant une production de 0 à 15MW/h sont recensées au 1^{er} janvier 2013.

Eolien : non connu

Géothermie : non connu

Autre :

Dispositifs collectifs :

Solaire : absence de centrale

Eolien : absence

Hydraulique : absence de centrale ou barrage producteur

Géothermie : absence

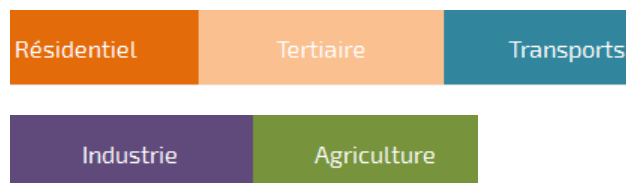
Bois : absence de filière organisée

Biomasse : absence de filière organisée

Bioénergie : absence de filière organisée

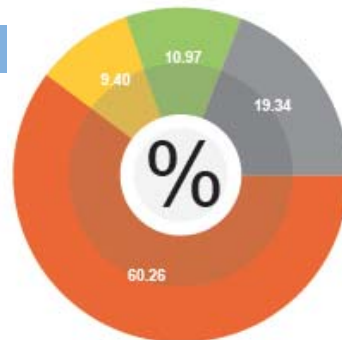
Valorisation des déchets : site de Bénese, valorisation électrique

Autre : non connu

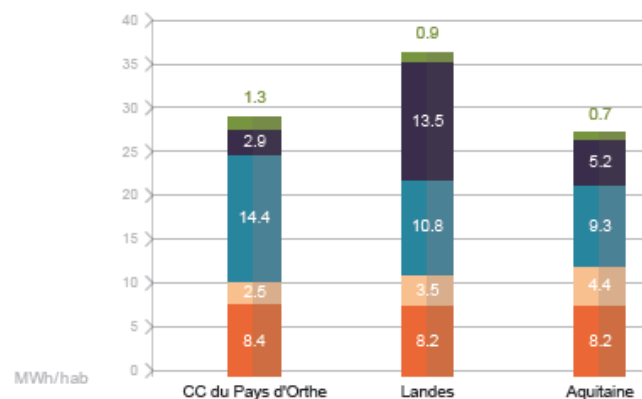


Consommation Energétique

La consommation totale d'énergie finale est estimée sur le territoire communal entre 2000 à 3000 MWh/km2. La majorité étant due aux transports et au résidentiel.

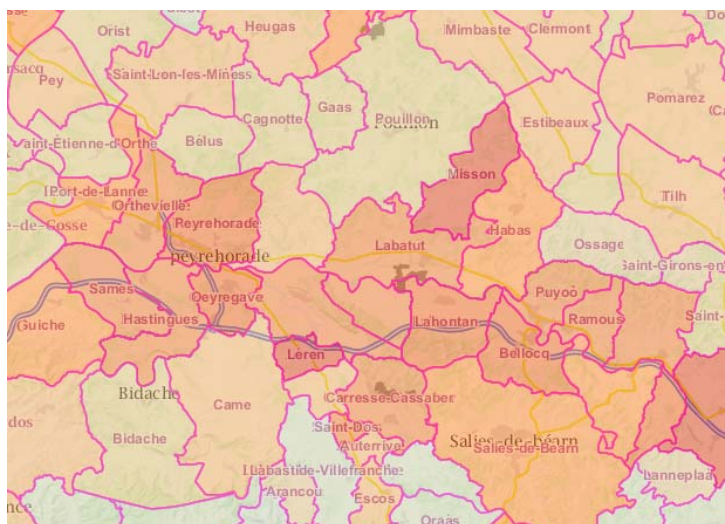


Près de 10.97% de cette consommation sollicite les énergies renouvelables. La consommation finale Pays d'Orthe est de 420 GWh en 2012.



Consommation d'énergie finale par habitant en MWh/habitant (1 ktep=11630 MWh) sur le Pays d'Orthe: **29.5**

On peut ainsi estimer le niveau de consommation énergétique de la commune de Labatut à 3.67 ktep en 2012.

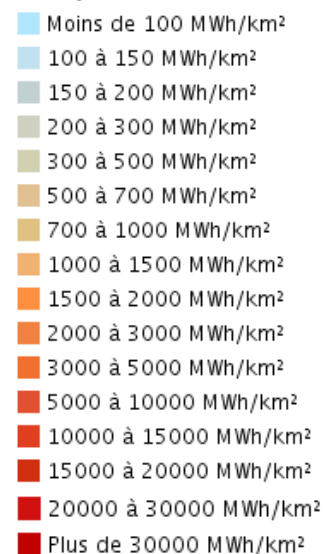


Echelle indéterminée

Consommation énergétique finale en 2012.

Source : ids.pigma.fr

ORECCA - Totale - Consommations d'énergie finale par commune en 2010



Labatut présente une consommation énergétique médiane comme les autres pôles ruraux.

Les principaux leviers de réduction des consommations énergétiques se situent au niveau de :

- l'efficacité énergétique des bâtiments (45 kWh /m² par an exigence fixée par la RT2012), ce qui peut être renforcé par des formes urbaines et des conditions d'implantations optimales
- la réduction des flux de transport ainsi que les dispositifs de mobilités alternatives
- la sobriété énergétique en général
- le recours à des énergies renouvelables

L'ensemble de ces solutions peut avoir un impact important sur le territoire, notamment d'un point de vue visuel. A ce titre, il convient d'étudier les faisabilités dans les secteurs sensibles.

Le SRCAE (schéma régional climat air énergie) fixe des objectifs ambitieux pour l'Aquitaine qui dépassent ceux du Grenelle de l'environnement :

- une réduction de 28,5 % à 41 % des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008 ;
- et une production des énergies renouvelables de 25,4 % à 34,6 % de la consommation énergétique finale en 2020 ;
- qui permettront une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à celles de 1990

B-II-4-2 – LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

Source : Plan régional en faveur de la sobriété énergétique et des énergies renouvelables - Aquitaine Énergie Positive.

Avec une part de 16% d'énergies renouvelables dans la consommation finale, l'Aquitaine se positionne dans les premières régions françaises. La production d'énergie thermique d'origine renouvelable s'élève à 12 288 GWh, soit 12,3 % de la consommation d'énergie finale en Aquitaine et 85 % du total de la production d'EnR.

Le Conseil Régional s'attache à accompagner le développement des énergies renouvelables en s'appuyant sur la recherche, la structuration de filières industrielles régionales pour éviter de favoriser les importations et rester dans une logique d'industrialisation et le soutien aux projets.

Cet effort représente 10 000 Gwh supplémentaires, qui se répartissent entre :

- Biomasse (Bois énergie, méthanisation, déchets) : 49%
- Autres énergies (solaire éolien, géothermie, hydraulique) : 36%
- Biocarburants : 15%

Le Département n'a pas élaboré de Plan Climat Energie territorial.

Le Conseil Départemental des Landes a élaboré un **Plan Climat Energie Air territorial** et a identifié 4 enjeux :

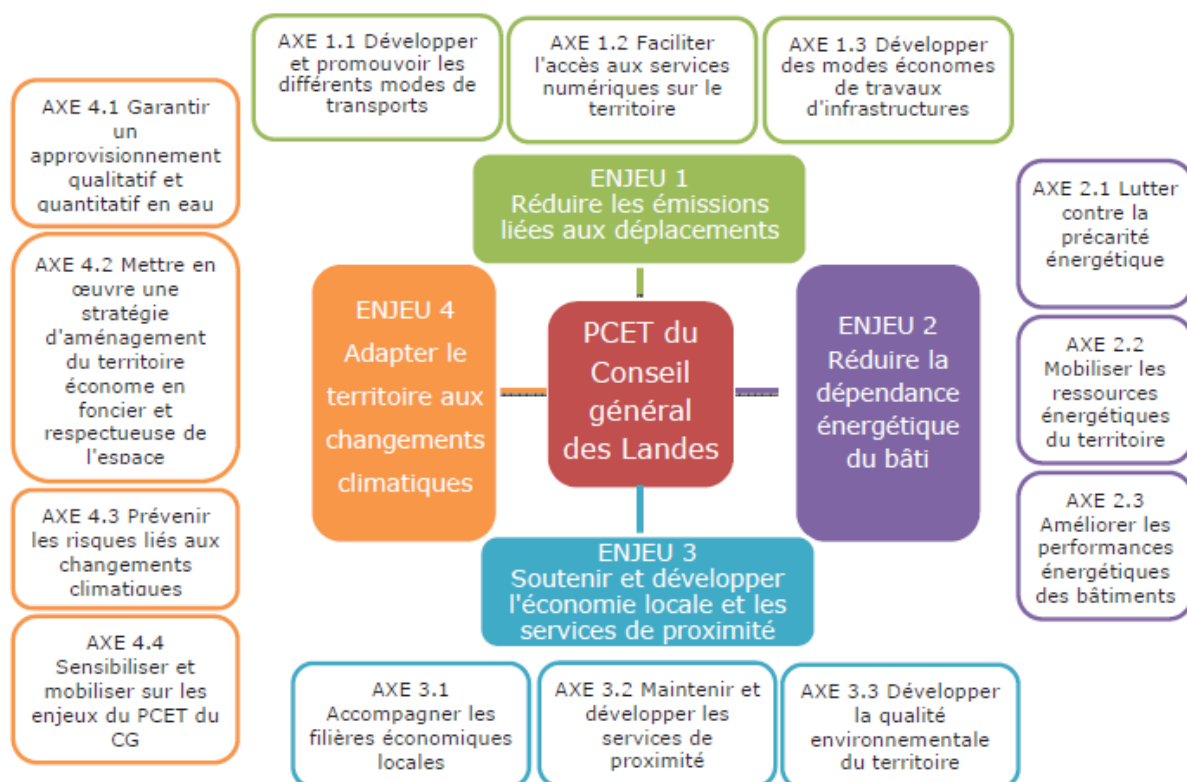


Figure 10 : Structuration du programme d'actions du Plan Climat-Energie Territorial du Département des Landes

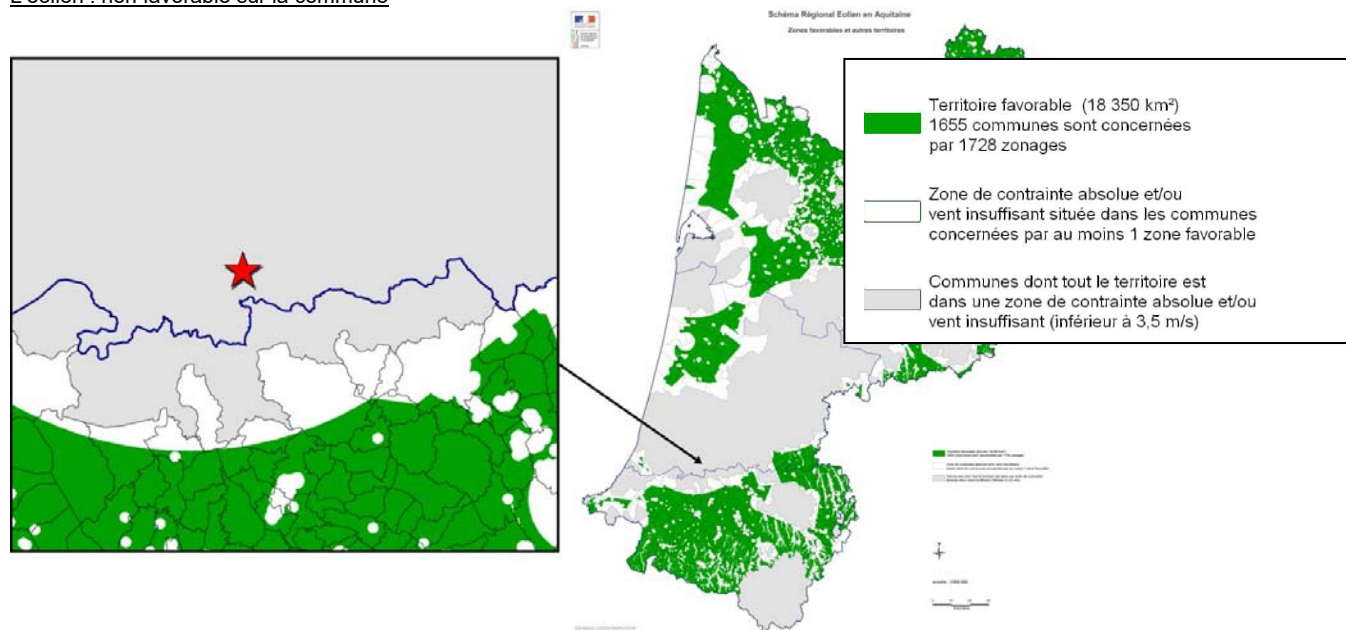
Ce programme est associé à un objectif de réduction des GES de 5% d'ici 2020.

Les gisements par filière

L'énergie hydraulique : non favorable sur la commune

Le potentiel communal est faible voire nul compte tenu de la nature de son réseau hydrographique.

L'éolien : non favorable sur la commune



D'une manière générale le secteur ne possède pas de potentiel éolien favorable important.

Le schéma régional éolien a classé cette commune dans une zone défavorable au développement de l'éolien.

L'énergie solaire : un potentiel individuel



Carte d'ensoleillement

L'ensoleillement moyen annuel se situe en moyenne à 3.6KWh/m2/j soit de l'ordre de 1300Wh/m2/an, ce qui permet une valorisation de cette ressource. La configuration du territoire et ses contraintes limitent les possibilités, notamment du point de vue de l'implantation au sol de champs photovoltaïques et des sites paysagers sensibles.

La ressource solaire est relativement importante et permet donc une utilisation pertinente d'installations solaires thermiques (production estimée d'environ 520KWh/m²/an pour une installation solaire collective, 460KWh/m²/an pour un chauffe-eau individuel ou 350KWh/m²/an pour un système solaire combiné) ou photovoltaïques (production estimée de 1300KWh/an pour 10m² de modules poly-cristallins).

La filière bois énergie : peu important sur la commune

Il n'existe pas de chaudière collective sur ce secteur, mais la filière bois reste assez présente en termes de chauffage individuel complémentaire. Le potentiel pourrait être développé.

Le potentiel de biomasse (hors bois de chauffage)

La biomasse correspond à de nombreuses matières organiques : bois, déchets des industries de transformation du bois, déchets agricoles (pailles, lisiers...), déchets de jardins (tonte, élagage...) fraction fermentescible des déchets ménagers et des industries agro-alimentaires, biogaz de décharge ou produits de méthanisation (lisiers, boues d'épuration, décharges...). Le pouvoir calorifique de cette matière organique peut servir à produire de l'électricité à partir de procédés thermiques (pyrolyse, gazéification, combustion directe) ou biochimiques (digestion anaérobie ou méthanisation). Ce type d'installation n'est pas recensé sur la commune. La plateforme de Benesse de traitement de déchets valorise les déchets en électricité.

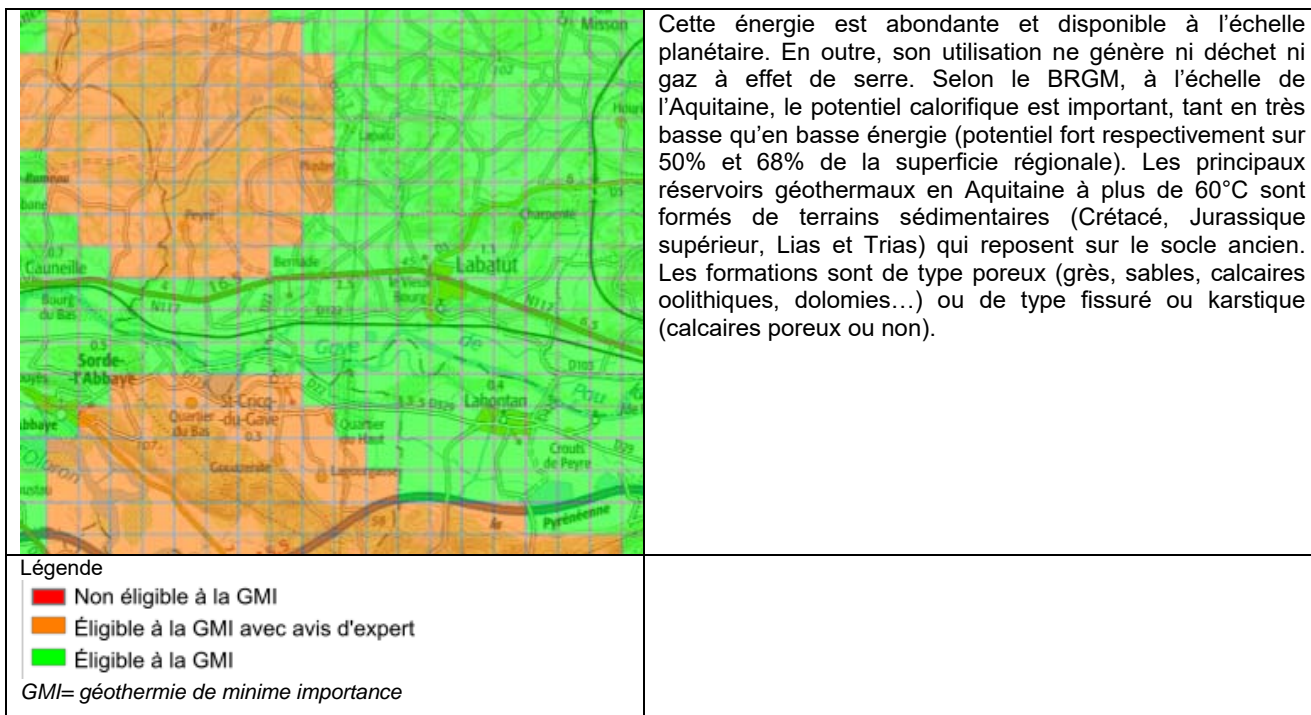
La filière méthanisation s'inscrit dans ce potentiel. Dans les Landes, le potentiel de développement semble important notamment d'origine agricole. Le territoire communal est adapté à des projets individuels ou semi-collectifs de valorisation par production d'électricité, notamment en lien avec l'agro-industrie qui centralise une partie des déchets (à noter un projet en ce sens de la SERETRAM).

La géothermie : un potentiel non connu sur les Pyrénées Atlantiques

Source : Outil d'aide à la décision en matière de géothermie très basse et basse énergie en région Aquitaine - Atlas du potentiel géothermique des aquifères - BRGM – Mars 2011.

La géothermie désigne à la fois la science qui étudie les phénomènes thermiques internes du globe ainsi que les processus industriels qui visent à l'exploiter, pour produire de l'électricité ou de la chaleur. On distingue trois types de géothermie :

- La géothermie très basse énergie (température inférieure à 30°C) qui permet une production de chaleur et/ou de froid depuis un aquifère peu profond comme une nappe libre grâce à l'utilisation de pompes à chaleur
- La géothermie basse énergie (température comprise entre 30 et 90°C), qui consiste à utiliser de la chaleur, par extraction d'eau chaude contenue dans les aquifères profonds des bassins sédimentaires et d'utiliser cette eau directement pour le chauffage, via un échangeur de chaleur
- La géothermie haute énergie (température supérieure à 150°C).



La commune présente un territoire éligible en grande partie au développement de cette énergie

B-III- RISQUES - NUISANCES

B-III.1- RISQUES

RISQUES		DONNEES DE CADRAGE
Zone inondable	Atlas des zones inondables Gave de Pau 01/01/1999 Service de prévision des crues	
Risques Industriel	Installations classées Site industriels Transport de matières dangereuses	
Naturel	Risque inondation Risque sismique Zone de sismicité: 3 Retrait gonflement des argiles : le niveau d'aléa est fort sur une grande partie de la commune Remontée de nappes Phénomène lié à l'atmosphère Phénomènes météorologiques - Tempête et grains (vent)	
NUISANCES		
Marge de recul routes grande circulation	RD817	
L111-6 à 10	RD817	
Zone de bruit	RD817 classée en catégorie 4	
Carrière	Non concerné - anciennes carrières alluvionnaires à noter	

Deux grands types de risques existent sur le territoire communal :

- les risques technologiques ou industriels,
- les risques naturels.

La prise en compte des risques majeur nécessite :

- d'identifier les secteurs soumis aux aléas
- de donner des prescriptions réglementaires pour réduire l'aléa,
- de ne pas augmenter le risque,
- de ne pas augmenter la population soumise à ce risque.

B-III-1-1- RISQUES INDUSTRIELS

Source : PAC – BRGM Basias- base des installations classées (installationsclassées.developpementdurable.fr)

Le risque industriel majeur peut se définir par tout événement accidentel, susceptible de se produire sur un site industriel, entraînant des conséquences graves sur le personnel du site, ses installations, les populations avoisinantes et les écosystèmes.

Les risques industriels peuvent se caractériser par :

- l'incendie,
- l'explosion,
- les effets induits par la dispersion de substances toxiques,
- la pollution des écosystèmes.

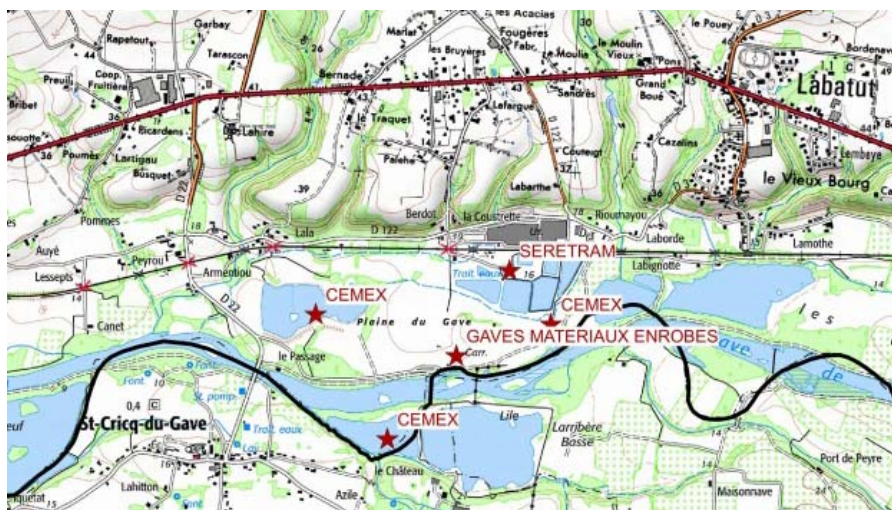
Une réglementation stricte et des contrôles réguliers sont appliqués sur les établissements pouvant présenter de tels risques.

Il est distingué :

- les installations classées soumises à déclaration,
- les installations classées soumises à enregistrement,
- les installations classées soumises à autorisation.

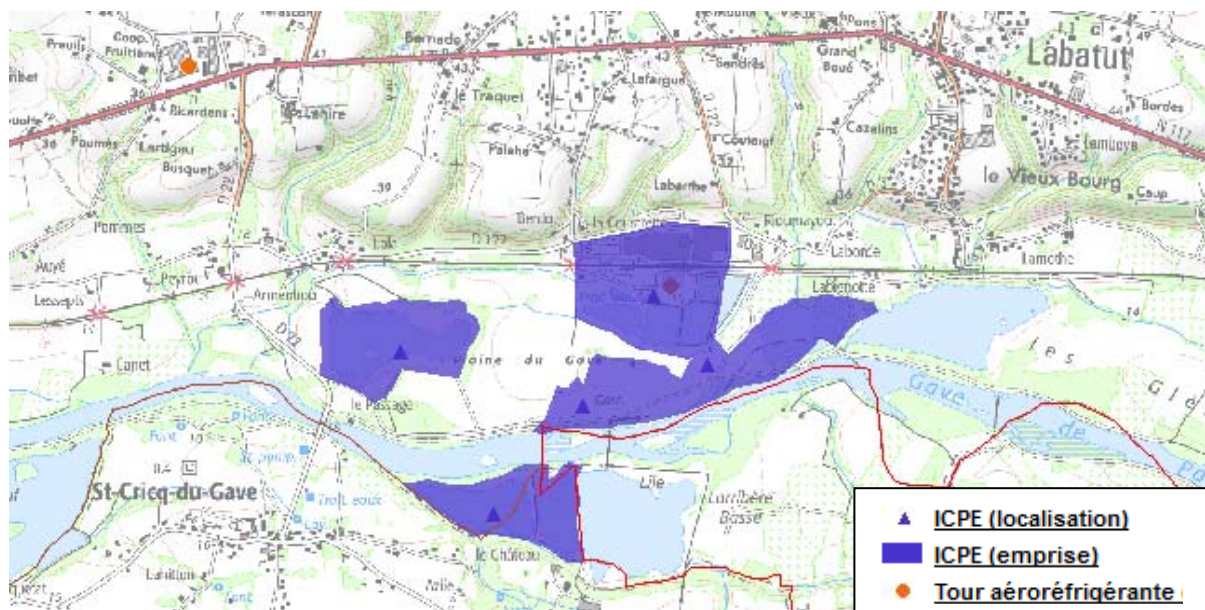
Les installations classées pour la protection de l'environnement

La commune comporte des établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (hors agriculture). SERETRAM (rejet direct), CEMEX Granulat (rejet indirect), Gaves matériaux enrobés (autorisation), deux tours aéroréfrigérantes soumises à déclaration (SERETRAM et SCAAP kiwi de France)





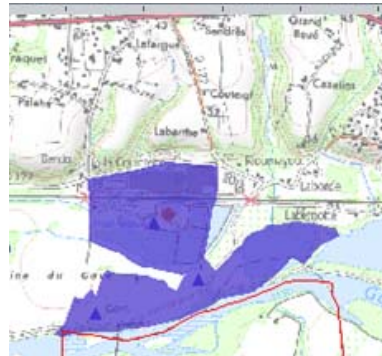
Nom établissement	Code postal	Commune	Régime	Statut Seveso
CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S.	40300	LABATUT	Autorisation	Non Seveso
GAVES MATERIAUX ENROBES - Labatut	40300	LABATUT	Autorisation	Non Seveso
GENERAL MILLS LANDES SAS	40300	LABATUT	Inconnu	Non Seveso
SCEA PALMY	40300	LABATUT	Autorisation	Non Seveso
SERETRAM	40300	LABATUT	Autorisation	Non Seveso

Source : installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr



Source : DREAL Nouvelle Aquitaine

Descriptif		Situation administrative						
		Rubri. IC	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume Unité
CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. Les Glés Neufs 40300 LABATUT Activité principale : autre industrie extractive Etat d'activité : En fonctionnement Régime : Autorisation Statut Seveso : Non Seveso Priorité nationale : Non IED-MTD : Non IREP (registre des émissions polluantes) : pas de donnée		1432	2b	27/06/1990	En fonct.	DC	Liquides inflammables (stockage)	50 m3
		1520	2	27/06/1990	En fonct.	D	Houille, coke, etc (dépôt)	160 m3
		2515	1a	27/06/1990	En fonct.	A	Broyage, concassage, ...et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes	1795 kW
		2517	1		En fonct.	A	Produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (transit)	100000 m2
		2521	1	27/06/1990	En fonct.	A	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d')	-
		2910	A2	27/06/1990	En fonct.	DC	Combustion	6 MW
		2915	2	27/06/1990	En fonct.	D	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	2000 L
		Un arrêté préfectoral en juillet 2007 autorise la poursuite de l'exploitation en préconisant des aménagements écologiques						
GAVES MATERIAUX ENROBES - ' Le Passage '40300 LABATUT Activité principale : Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques Etat d'activité : En fonctionnement Régime : Autorisation Statut Seveso : Non Seveso Priorité nationale : Non IED-MTD : Non		1520	2	10/04/2007	En fonct.	D	Houille, coke, etc (dépôt)	
		2515	1	21/08/1992	A l'arrêt	A	Broyage, concassage, ...et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes	
		2521	1	10/04/2007	En fonct.	A	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d')	
		2521	2b	10/04/2007	En fonct.	D	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d')	
		253	2	21/08/1992	A l'arrêt	D	LIQUIDES INFLAMMABLES (DEPOT)	
		2910	A2	21/08/1992	A l'arrêt	DC	Combustion	
		2915	2	21/08/1992	A l'arrêt	D	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	2

SERETRAM


Activité principale :
 Activité principale : Industries
 alimentaires
 Etat d'activité : En fonctionnement
 Régime : Autorisation
 Statut Seveso : Non Seveso
 Priorité nationale : Non
 IED-MTD : Oui

Rubri. IC	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1510	1	29/07/2010	En fonct.	A	Entrepôts couverts	324700	m3
2171		29/07/2010	En fonct.	D	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture	10200	t
2221	A	29/07/2010	En fonct.	A	Alimentaires (préparation ou conservation) produits d'origine animale	2710	t/j
2260	1	29/07/2010	En fonct.	A	BROYAGE, CONCASSAGE, CRIBLAGE, ETC DES SUBSTANCES VEGETALES	-	t/j
2560	2	17/05/2011	En fonct.	D	Métaux et alliages (travail mécanique des)	220	kW
2718	2	17/05/2011	En fonct.	DC	Déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses (transit ou tri)	1	t
2910	A2	29/07/2010	En fonct.	DC	Combustion	18,750	MW
2915	2	17/05/2011	En fonct.	D	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	-	L
2920	2a	29/07/2010	En fonct.	A	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	1047	kW
2921	a	29/07/2010	En fonct.	E	La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	8263	kW
2921	a	03/06/2015	En fonct.	E	La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	8263	kW
2925		29/07/2010	En fonct.	D	Charge d'accumulateurs	90	kW
2940	2b	29/07/2010	En fonct.	DC	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)	92,500	kg/j
2940	3b	17/05/2011	En fonct.	DC	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)	120	kg/j
3642	2		En fonct.	A	Uniquement de matières premières végétales	961	t/j

IREP
Emission dans l'Air

Polluant	Unité	2012	2013	2014	2015	2016
91 - Méthane (CH4)	kg/an	618000	514000	583000	568000	554000
129 - CO2 Total d'origine non biomasse uniquement	kg/an	0	0	0	0	0
131 - CO2 Total (CO2 d'origine biomasse et non biomasse)	kg/an	0	0	0	0	0

Emission dans le Sol

Polluant	Unité	2012	2013	2014	2015	2016
128 - Zinc et composés (exprimés en tant que Zn)	kg/an	274	231	197	275	430

Quantité de déchets produits ou traités

Déchet (T/an)	2012	2013	2014	2015	2016
Production de déchets dangereux	20.432	19.619	14.981	18.67	22.479
Production de déchets non dangereux	66147.47	55980.53	57145.44	58092	56404.11

Prélèvements d'eau en m3/an

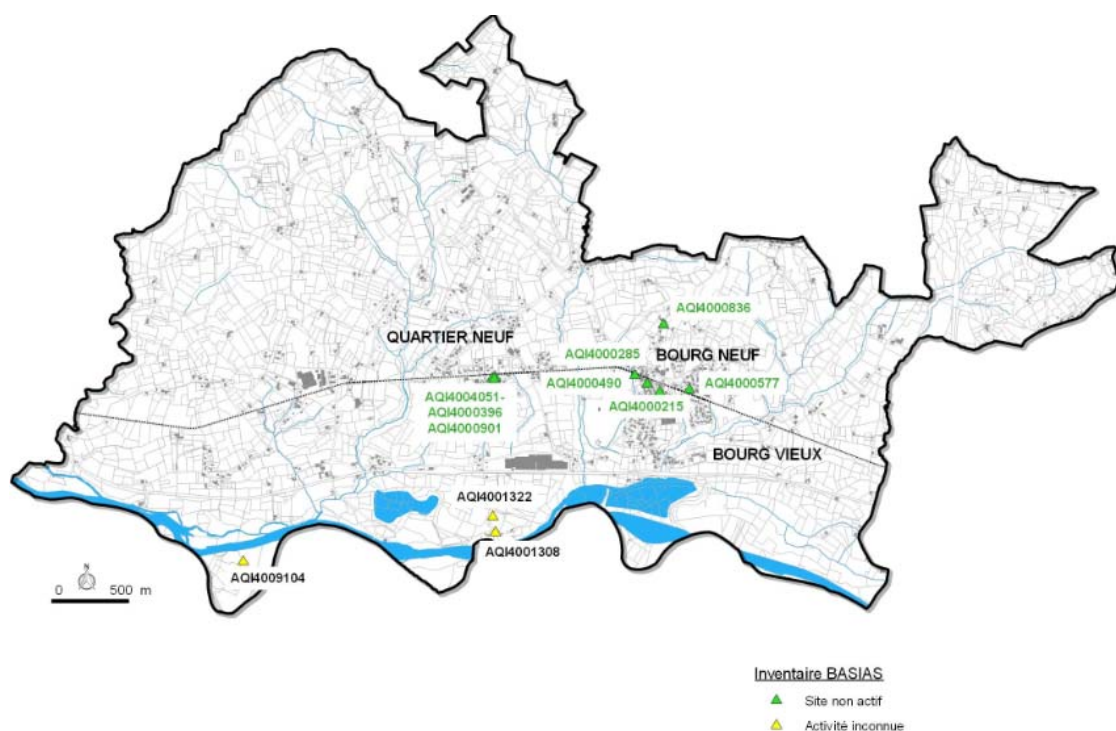
Milieu Prélevé (m3/an)	2012	2013	2014	2015	2016
Eau Souterraine	218000	190000	230000	199000	183000
Eau de Surface	0	0	0	0	0
Réseau	12700	3430	12100	19300	25300
Mer ou Océan	0	0	0	0	0

Sites industriels et activités de services (inventaire BASIAS)

La base de données BASIAS (BRGM) mentionne la présence de 24 sites d'activités anciennes (13 dont l'activité est terminée) ou en activité qui concernent des activités très diverses allant de l'artisanal à l'industriel, aux carrières, centrale d'enrobé, et dépôt de produits toxique. Certains sites sont situés dans les tissus résidentiels ou à proximité.

Site dont l'activité est terminée

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	Observation
AQI4000215	Lalanne Maurice	Fabrication de moulages divers de produits en béton	Lieu dit Labadit	LABATUT	C23.6	Activité terminée	Inventorié	Dans le tissu urbain, logement
AQI4000285	Lalanne Henri	Station service		LABATUT	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié	Reconverti logement
AQI4000396	Baize (Georges)	Garage	Route nationale 117, l'Endlos	LABATUT	G45.21A	Activité terminée	Inventorié	Toujours existant Vente voiture
AQI4000490	Da Salto (Joseph)	Atelier de travail du bois	Maison Lartigue	LABATUT	C16.10B	Activité terminée	Inventorié	Reconverti logement dans le tissu urbain
AQI4000577	Sausses (Maurice)	Dépôt de liquides inflammables	Route nationale 117	LABATUT	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié	Hangar existant
AQI4000836	Dulucq Jean Charles	Atelier de charpente, traitement du bois	Lotissement Ten Le, lot n°2 - Larisson	LABATUT	C16.10B C16.23Z C16.10A	Activité terminée	Inventorié	Isolé logement
AQI4000901	Baize Georges	Station service	Route nationale 117	LABATUT	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié	Transformé boulangerie
AQI4002804	Laffitte (Jean)	Atelier de travail du bois	Maison l' Oasis	LABATUT	C16.10A	Activité terminée	Inventorié	Idem AQI4003557
AQI4002828	Pedeluq (Frères Sté)	DLI	Route nationale 117	LABATUT	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié	Idem AQI4003557
AQI4003196	Philippe (René)	Atelier de carrosserie, peinture	Quartier Marinier	LABATUT	G45.21B	Activité terminée	Inventorié	Idem AQI4003557
AQI4003203	Epandage et Distribution Sté (SODEDI)	Dépôt d'ammoniac liquéfié	Gare	LABATUT	V89.01Z	Activité terminée	Inventorié	Idem AQI4003557
AQI4003499	Menautat (Jean)	Atelier de travail du bois, ébénisterie	Bedat	LABATUT	C16.23Z C16.10A	Activité terminée	Inventorié	Idem AQI4003557
AQI4004051	Philippe (René)	Garage	Route nationale 117	LABATUT	G45.21A	Activité terminée	Inventorié	Transformé en boulangerie



Localisation des sites sur la commune
Source : BASIAS

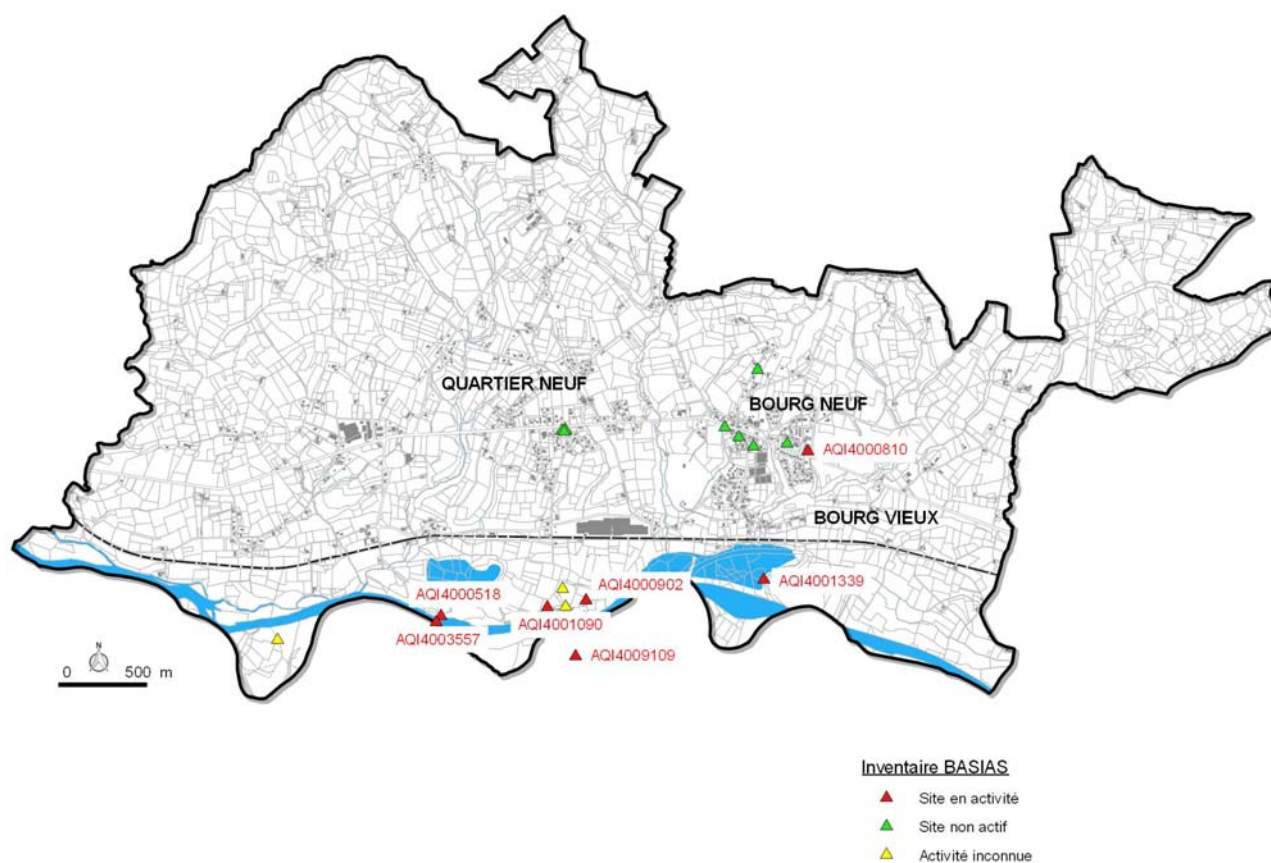
Site en activité ou en situation inconnue

L'ensemble des sites ne présentent pas d'enjeu pour la santé-environnement des populations eu égard à leur situation en zone d'activité et/ou en zone inondable.

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	Observations
AQI4000518	Bautiaat(Robert)	Criblage et concassage de matériaux alluvionnaires	Zone industrielle	LABATUT	B08.12Z	En activité	Inventorié	En zone d'activité pas d'enjeu santé environnement zone inondable
AQI4000810	Lahcene	Atelier de travail du bois	Lieu dit Haou	LABATUT	C16 C16 C16	En activité	Inventorié	Zone spécifique isolée
AQI4000902	Exploitation de l'entreprise Bautiaa Sté	Installation de criblage et concassage de matériaux alluvionnaires	Zone industrielle	LABATUT	V89.03Z C20.18Z C23.51Z C23.7	En activité	Inventorié	En zone d'activité pas d'enjeu santé environnement zone inondable
AQI4001090	France Route TP Sté	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers, dépôt de matières bitumineuses	Carrière de Bautiaa	LABATUT	C23.51Z C20.18Z	En activité	Inventorié	Remplacé par autre société Remplacé par autre société
AQI4001308	Gerland SA	Centrale mobile d'enrobage à chaud, dépôt de bitume, DLI		LABATUT	C23.51Z V89.03Z C20.18Z	Ne sait pas	Inventorié	Remplacé par autre société
AQI4001322	France Route	Centrale d'enrobage à chaud		LABATUT	C23.51Z	Ne sait pas	Inventorié	Remplacé par autre société

AQI4003557	Gaves Matériaux Enrobés (SA/SEE Bautias)	Centrale d'enrobage de matériaux routiers, dépôt de bitume, DLI	Carrière Bautias	LABATUT	C23.51Z V89.03Z C20.18Z	En activité	Inventorié	En zone d'activité pas d'enjeu santé environnement zone inondable
AQI4009076	Commune de Labatut	Dépôts d'ordures ménagères, de déchets toxiques, de déchets verts et de gravats	Lieu dit Mauhé	LABATUT	E38.48Z E38.11Z E38.45Z E38.43Z	Ne sait pas	Inventorié	En zone inondable Zone fermée
AQI4009104	Société Morillon Cornol	Carrière de sable et de gravier	Lieu dit Glé Neuf Le	LABATUT	B08.12Z	Ne sait pas	Inventorié	Remplacé par autre société
AQI4009109	Société Morillon Corvol	Carrière de sable	Lieu dit Couët de Lichaou	LABATUT	B08.12Z	En activité	Inventorié	Remplacé par autre société

Source : BASIAS



Localisation des sites sur la commune

Source : BASIAS

Sols pollués

La base de données BASOL (BRGM) ne mentionne aucun site sur la commune,

Transport de matières dangereuses

La commune est concernée au titre des infrastructures de transport : autoroute, départementale et voie ferrée. C'est essentiellement l'autoroute, la voie ferrée et la D932 qui sont concernées.

Le territoire communal est également concerné par des conduites de gaz induisant des risques limitant les constructions et aménagements à sa proximité ; des contraintes d'urbanisme sont à prendre en compte selon le type de canalisation de transport.

Ouvrages traversant la commune

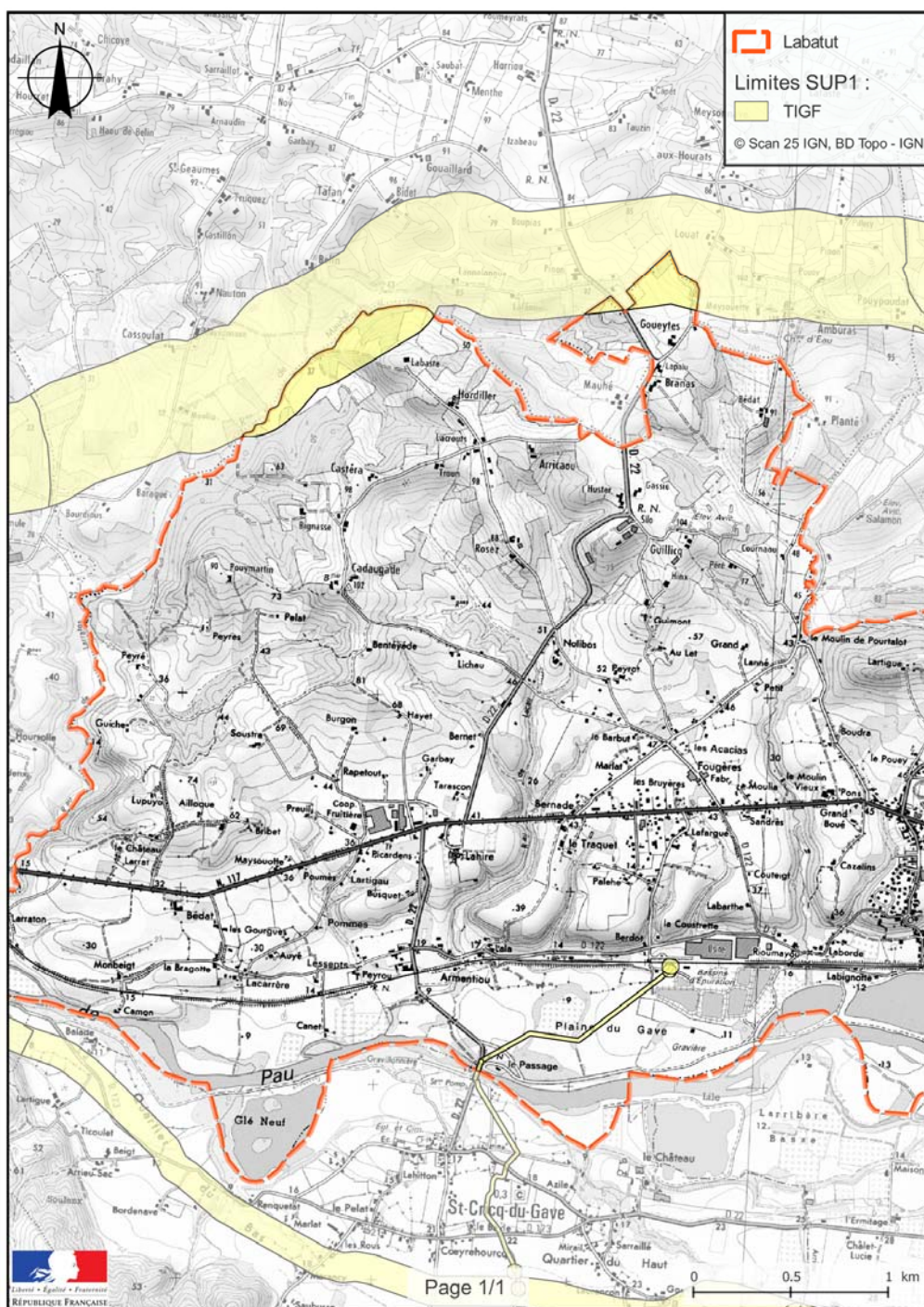
Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
40 - DN 050 SERETRAM LABATUT	66.2	50	1155	ENTERRE	10	5	5
OA-AQU-052 LE GAVE DE PAU A LABATUT	66.2	50	53	AERIEN	13	13	13

Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
				SUP1	SUP2	SUP3
40 - DN 600 CAUNEILLE (600) - ESTIBEAUX	85.0	600	ENTERRE	280	5	5

Installations annexes situées sur la commune

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1 (*)	SUP2	SUP3
RO-SECURITE SERETRAM LABATUT	35	6	6
PL-SERETRAM LABATUT	35	6	6



Ouvrages de transport de gaz impactant la commune

Source : PAC - TIGF

B-III-1-2- RISQUES NATURELS

Source : connaissance communale, atlas des zones inondables, DREAL Aquitaine, pigma.fr, prim.net

Le territoire communal est concerné par les risques naturels suivants :

Risque sismique

Selon les décrets n°2010-1254 du 22/10/2010 relatif à la prévention du risque sismique et n°2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité, la commune est classée en **zone de sismicité modéré 3** au Dossier Départemental des Risques Majeurs.

Arrêté de reconnaissance de catastrophes naturelles :

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/05/1989	31/12/1991	29/07/1992	15/08/1992
Inondations et coulées de boue	08/08/1992	10/08/1992	23/06/1993	08/07/1993
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2012	31/03/2012	21/05/2013	25/05/2013
Inondations et coulées de boue	17/06/2013	20/06/2013	28/06/2013	29/06/2013
Inondations par remontées de nappe phréatique	17/06/2013	20/06/2013	28/06/2013	29/06/2013

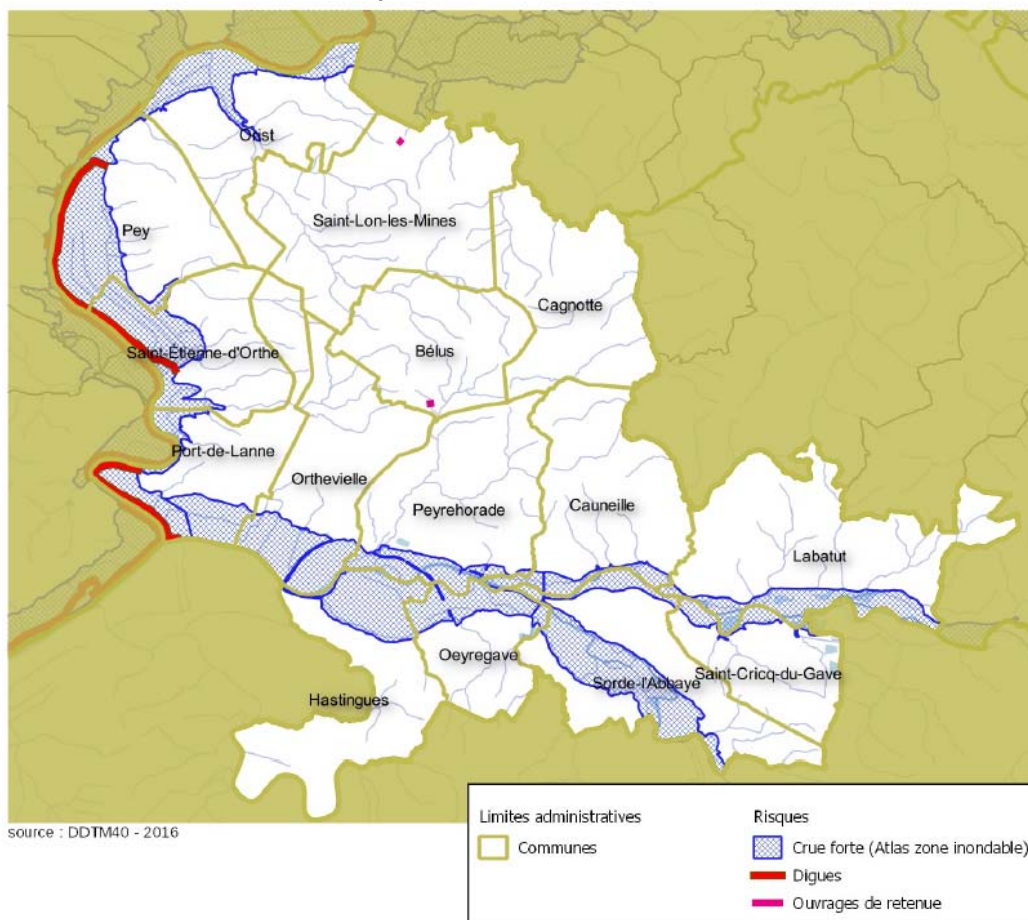
La commune est marquée par les événements liés aux inondations, dont celles induites par la remontée de nappes, ainsi que par les mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse.

Risque inondation

La commune de **Labatut** est affectée par des risques d'inondation, dont un évènement a été identifié le long du Gave de Pau. Le risque inondation est traduit dans l'atlas des zones inondables par l'estimation de l'enveloppe de crue du Gave de Pau du 18 et 19 juin 2013.



Emprise inondable sur la commune

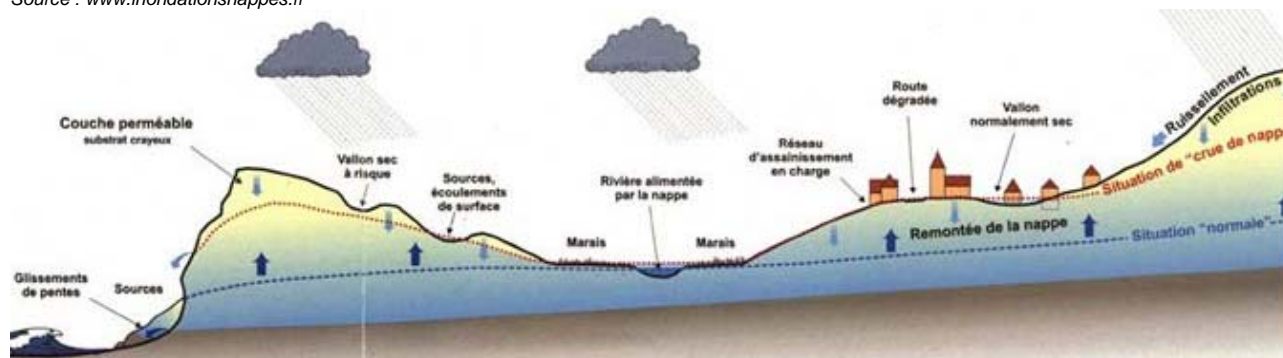


Risque inondation, digues et rupture de barrage sur la CdC du Pays d'Orthe

Source : PAC 2016

Risque remontées de nappes

Source : www.inondationsnappes.fr



La commune est concernée sur les secteurs à proximité des ruisseaux d'Alotz au Sud-Ouest, du Barbarako et de la Nive (pointe Est de la commune).

Le zonage des secteurs concernés recoupe en grande partie les zones inondables. Les emprises urbaines sont en particulier relativement peu concernées.

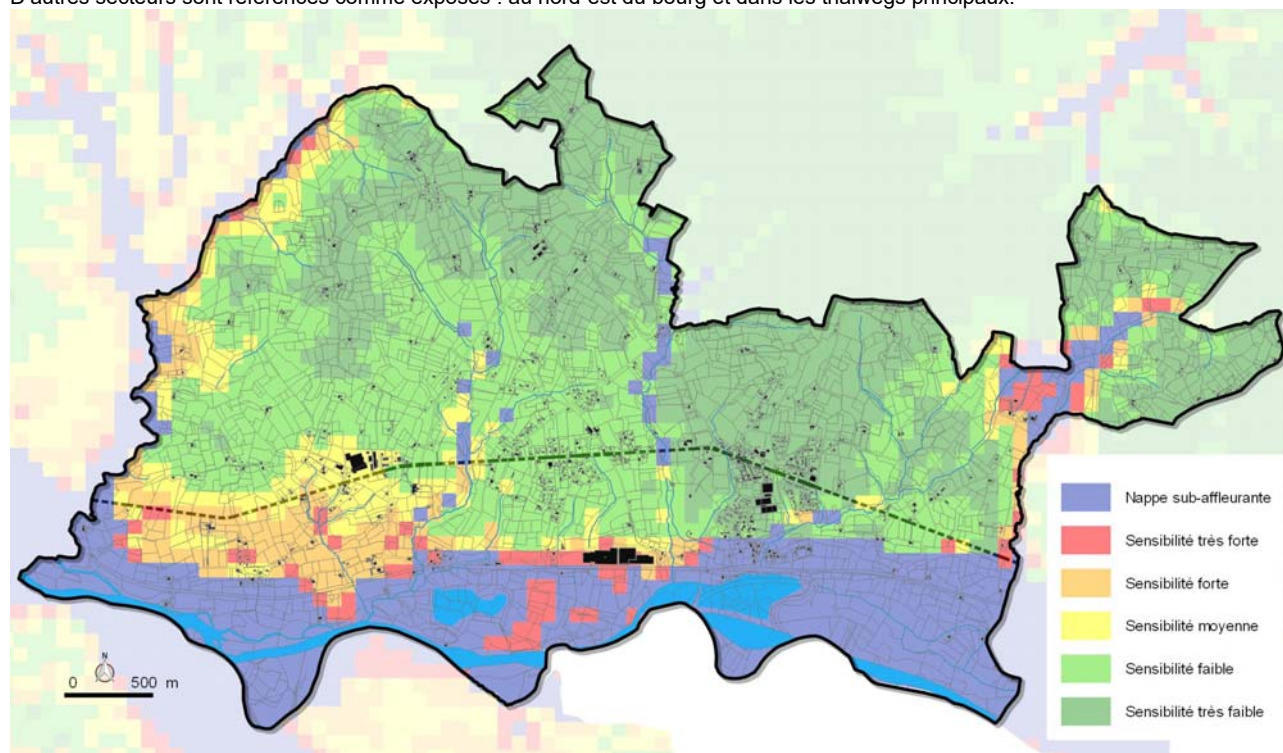
Ce risque implique des précautions en terme de constructibilité :

Lorsque les conditions sont réunies pour que le phénomène se produise, celui-ci ne peut être évité. En revanche certaines précautions doivent être prises pour éviter les dégâts les plus importants :

- **éviter la construction d'habitation dans les vallées sèches**, ainsi que dans les dépressions des plateaux calcaires
- **déconseiller la réalisation de sous-sol** dans les secteurs sensibles, **ou réglementer leur conception** (préconiser que le sous-sol soit non étanche, que le circuit électrique soit muni de coupe-circuit sur l'ensemble des phases d'alimentation, y réglementer l'installation des chaudières et des cuves de combustible, y réglementer le stockage des produits chimiques, des phytosanitaires et des produits potentiellement polluants...)
- **ne pas prévoir d'aménagements de type collectifs** (routes, voies ferrées, trams, édifices publics, etc...) dans ces secteurs
- **mettre en place un système de prévision du phénomène**. Dans les zones sensibles à de tels phénomènes, un tel système doit être basé sur l'observation méthodique des niveaux de l'eau des nappes superficielles.

Le risque remontée de nappe concerne, au-delà de la zone inondable du Gave, l'ensemble de ces abords, jusqu'à la RD817 ponctuellement.

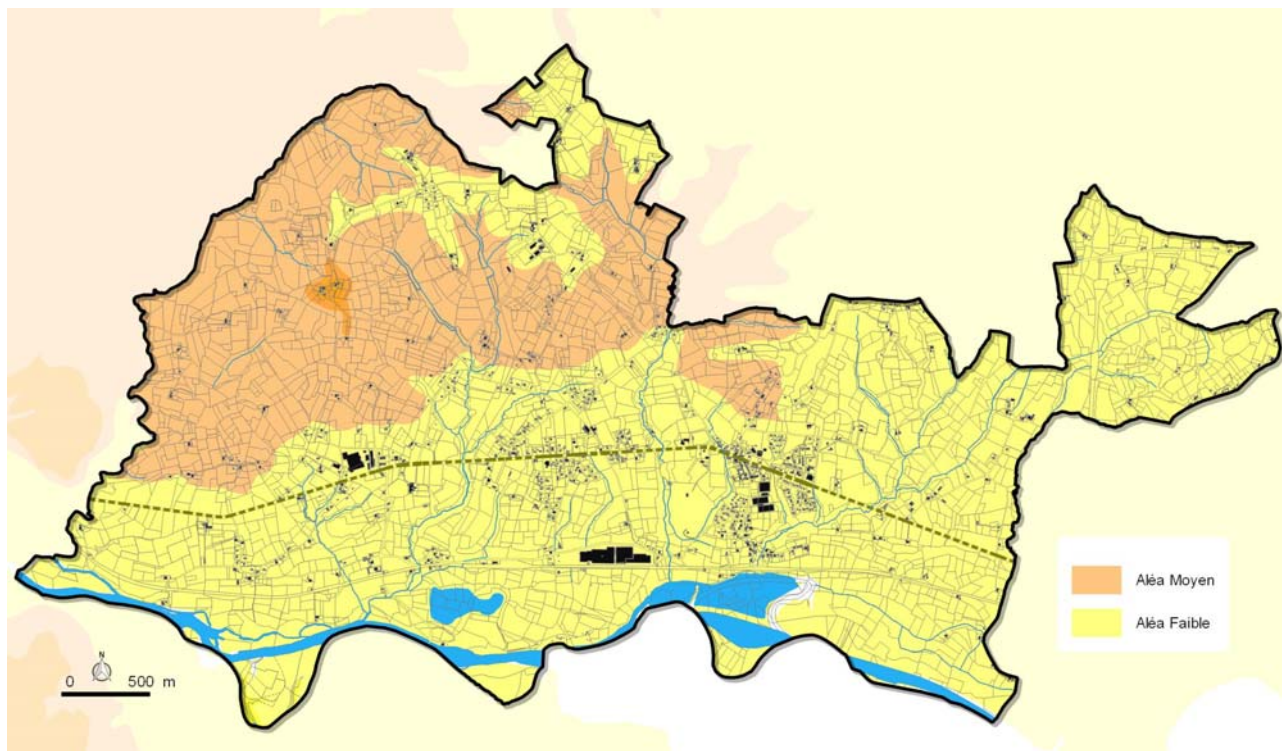
D'autres secteurs sont référencés comme exposés : au nord-est du bourg et dans les thalwegs principaux.



Localisation des sensibilités à la remontée des nappes

Risque retrait gonflement des argiles

Source : www.argiles.fr



Risque retrait gonflement des argiles

La commune présente des **secteurs d'aléas moyens à faible** de retrait et gonflement des argiles, la partie où le risque est le plus avéré est le Nord-Ouest de son territoire.

- 35% Moyen
- 6% Faible

Pour les constructions nouvelles, il pourra être nécessaire de procéder à une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site.

L'Etat préconise dans ce contexte d'aléa fort qu'une étude géotechnique soit réalisée par les porteurs de projet de construction.

Les dispositions réglementaires sont définies en application d'articles du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur, notamment les règles de l'art et les normes de construction, les règles techniques et normes d'assainissement appropriées aux sites.

Risque cavités souterraines

Source : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/cavites-souterraines>

La commune n'est pas concernée.

Risque mouvement de terrain

Source : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/mouvement-terrain>

La commune n'est pas concernée.

Risque majeur feu de forêt

La commune n'est pas classée dans le dossier départemental des risques majeurs comme étant exposée au risque feu de forêt.

B-III-2-1- QUALITE DE L'AIR



Les sources d'émissions sont séparées en sources mobiles et en sources fixes:

- sources mobiles:
 - Sources linéaires: axes de communication tels que les transports routiers, aériens, ferroviaires, maritimes et fluviaux
 - Sources surfaciques: circulation, urbaine, les engins spéciaux industriels, domestiques et agricoles
- Sources fixes:
 - Sources linéaires: gazoduc, oléoduc, etc
 - Sources surfaciques: sources non incluses dans la catégorie des GSP, le secteur résidentiel / tertiaire, le secteur agricole

Source ponctuelles: grandes sources ponctuelles (GSP) du secteur industriel

Zone sensible

Dans le cadre de la Loi Grenelle II, des documents d'orientation sur le changement climatique et la pollution atmosphérique doivent être mis en place : ce sont les Schémas Régionaux Climat Air Énergie (SRCAE).

Ces schémas imposent de cartographier des zones dites « sensibles » pour lesquelles des orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique seront renforcées. Ces zones sensibles se définissent principalement en fonction des dépassements des valeurs réglementaires.

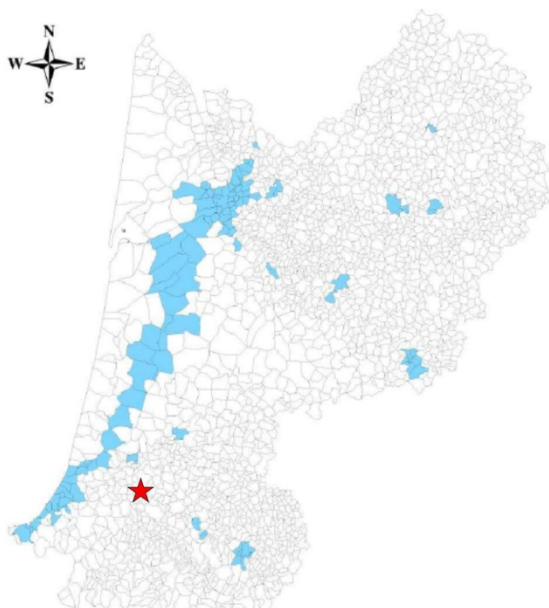
La commune reste dans un secteur globalement peu affecté par les pollutions atmosphériques. Les abords de la RD817, de la voie ferrée et des sites industriels (avec leur voie d'accès, carrière notamment) sont les espaces les plus exposés.

Le Plan de protection de l'atmosphère

La commune n'est pas concernée.

Qualité de l'air

Il n'existe pas de station fixe de surveillance de la qualité de l'air sur la commune. Toutefois la qualité de l'air semble être bonne.



Cartographie des zones sensibles de pollution atmosphérique en Aquitaine

Zone sensible

Dans le cadre de la Loi Grenelle II, des documents d'orientation sur le changement climatique et la pollution atmosphérique doivent être mis en place : ce sont les Schémas Régionaux Climat Air Énergie (SRCAE).

Ces schémas imposent de cartographier des zones dites « sensibles » pour lesquelles des orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique seront renforcées. Ces zones sensibles se définissent principalement en fonction des dépassements des valeurs réglementaires.

La commune de Labatut ne se situe pas dans une zone sensible pour les objectifs de prévention de la pollution atmosphérique.

Depuis la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie de 1996, la qualité de l'air doit être surveillée et les citoyens informés. Deux dispositifs concernent le territoire. Il s'agit du plan régional pour la qualité de l'air (PRQA), et du programme de surveillance de la qualité de l'air (PSQA).

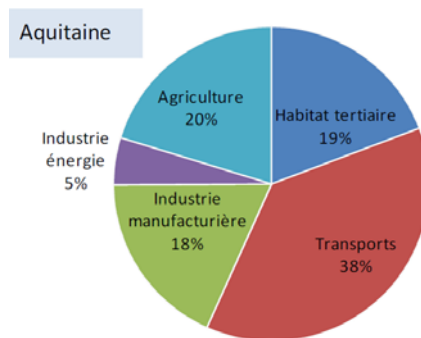
La réglementation européenne, avec la directive n°96/62/CCE du 27 septembre 1996, prévoit l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant. A l'échelle régionale, l'outil de planification est le Plan Régional de Qualité de l'Air comme précisé dans l'article L.222-1 du code de l'environnement. Il évalue l'état environnemental et sanitaire régional vis-à-vis de la pollution atmosphérique et fixe des orientations pour respecter les objectifs de qualité. Le PRQA doit dorénavant être intégré au volet air du Schéma Régional Climat, Air, Énergie en cours d'élaboration, conformément à la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 (dite Grenelle II). Ce Schéma vise à harmoniser les orientations de l'Etat sur les thématiques Climat, Air, Énergie afin de coordonner les actions et développer les synergies. Le PRQA Aquitaine a été arrêté par le Préfet de région le 18 mars 2002. Valable pour cinq ans, il a été révisé pour la période 2010-2015. Il fixe les orientations à moyen et long terme pour prévenir et réduire la pollution atmosphérique et atteindre les objectifs de qualité fixés dans ce même plan.

Les orientations que peut relayer le PLU sont les suivantes :

- Réduire les risques en matière de santé en évitant d'augmenter l'exposition à la pollution notamment en zone sensible et aux abords des grandes sources de pollution
- Mieux gérer les risques pour l'environnement, les écosystèmes et le patrimoine bâti
- Structurer le développement des agglomérations et maîtriser l'urbanisation périurbaine
- Favoriser les modes alternatifs à la voiture pour les déplacements de courte distance en centre-ville (bicyclettes, marche à pied...)

B-III-2-2- EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

En Aquitaine, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées à 24,8 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2008 (soit 4,7% des émissions françaises en 2008). Le secteur des transports est le principal émetteur sur le territoire régional avec 38% des émissions. Par ailleurs, on constate une quasi-stabilité des émissions de GES en Aquitaine entre 1990 et 2008 (+0,2%) due notamment à la forte baisse des émissions de l'industrie de l'énergie et de l'agriculture couplé à l'augmentation des émissions des secteurs du bâtiment, de l'industrie et des transports.



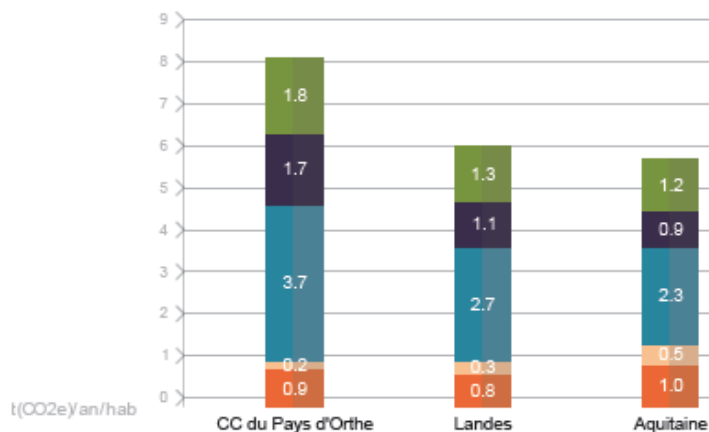
Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteurs en Aquitaine en 2008 - Source : SRCAE Aquitaine, 2012

Le changement climatique est d'ores et déjà en marche. Ainsi, le sud-ouest a subi une **hausse de 1,1°C des températures moyennes** au cours du 20^{ème} siècle. Ces modifications du climat seront à l'origine de **multiples impacts** sur les territoires (augmentation des risques climatiques, recul du trait de côte...), sur les populations (augmentation des risques caniculaires et des maladies respiratoires...), sur les écosystèmes (perte de biodiversité, raréfaction et dégradation de la ressource en eau...) ainsi que sur les activités économiques (perte de rendement de l'agriculture, problèmes d'approvisionnement énergétique...), à long terme mais aussi dans un avenir plus proche. Il convient donc de mettre en œuvre des **mesures d'adaptation** afin de limiter les impacts négatifs du phénomène et de tirer parti des éventuels impacts positifs.

Aussi, les lois Grenelle de 2009 et 2010 ont instauré et généralisé l'utilisation de différents outils permettant aux territoires de s'emparer de ces questions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, tels que les **Schémas Régionaux Climat Air Energie** et les **Plans Climat Energie Territoriaux** dès lors obligatoires pour toutes les collectivités de plus de 50 000 habitants (loi Grenelle 2).

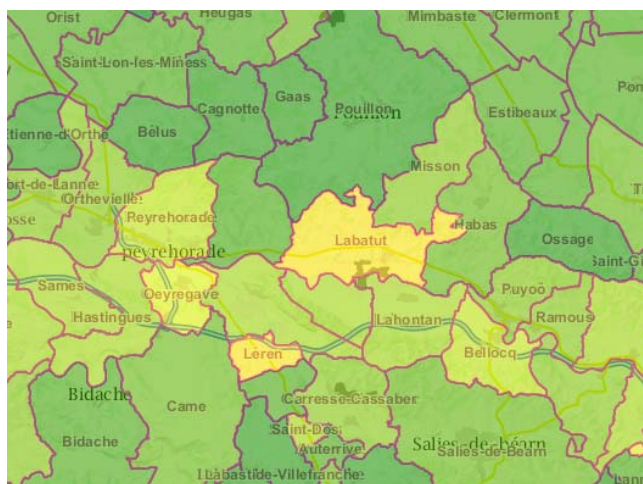
Selon l'Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA), la communauté de communes du Pays d'Orthe présente un total d'émissions de gaz à effet de serre de **117 kteqCO₂**, dont 44.6% dues aux transports, 20.13% dues à l'industrie et 22.31 % liées à l'agriculture. Le résidentiel présente une part de seulement 10.48% des émissions GES.

Selon la cartographie réalisée par l'Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA) dans le cadre du bilan des émissions de gaz à effet de serre en Aquitaine, la commune de **Labatut** présente des émissions de gaz à effet de serre estimées entre 1250 et 1500 t(CO₂e)/km² ou 8.3t (CO₂eq)/habitant/an. La moyenne départementale est de 8.4 teqco2/habitants ; Labatut reste dans des valeurs moyennes (moyenne nationale = 8.7 teqco2/hab, moyenne régionale 7.8 teqco2/hab).



Emissions de gaz à effet de serre en 2012

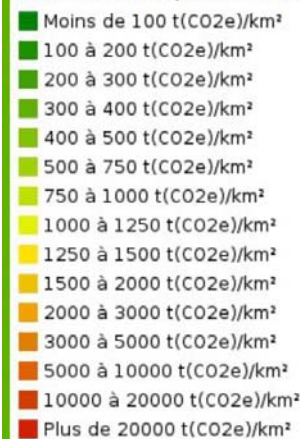
Source : Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA)



Emission de gaz à effet de serre en 2012

Source : ids.pigma.org

Emissions des Scopes 1 et 2 en 2012



B-III-2-3- NUISANCES SONORES

Du fait de la présence des infrastructures de transport terrestre, la commune présente un territoire soumis à un niveau sonore important notamment le long de la RD817.

La commune est donc particulièrement concernée sur les espaces suivants :

- Les activités industrielles, artisanales, commerciales, de loisirs, agricoles et culturelles
- La route départementale n°817 classée en catégorie 3
- La voie de chemin de fer

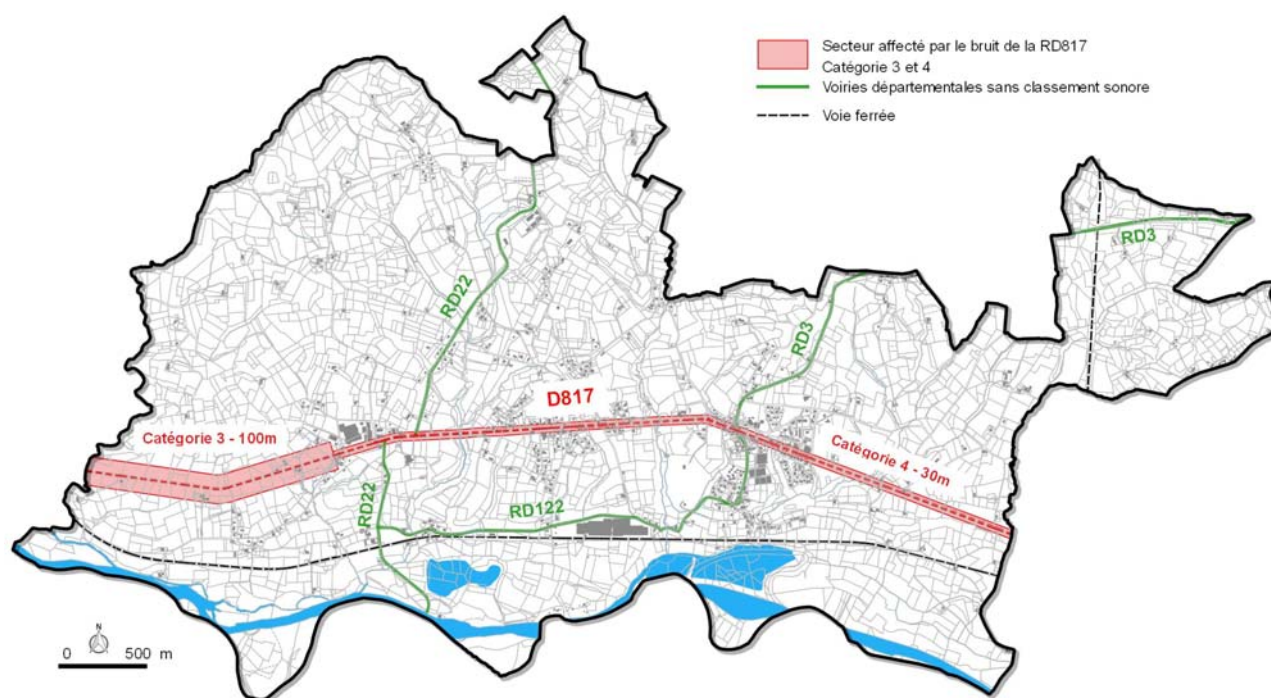
Des prescriptions en matière d'isolement acoustique des habitations sont prévues dans ces zones affectées par le bruit.

Transports terrestres

Source : Porter à connaissances

La commune prend en compte le classement sonore des infrastructures de transport terrestre pris par arrêtés préfectoraux du 14 et 15 décembre 1999, 25 janvier 2000 et 25 juin 2000.

Labatut est concernée par la RD 817 classée en catégorie 3 et 4, induisant des secteurs affectés par le bruit de 100m et 30m (de part et d'autre de la voie).

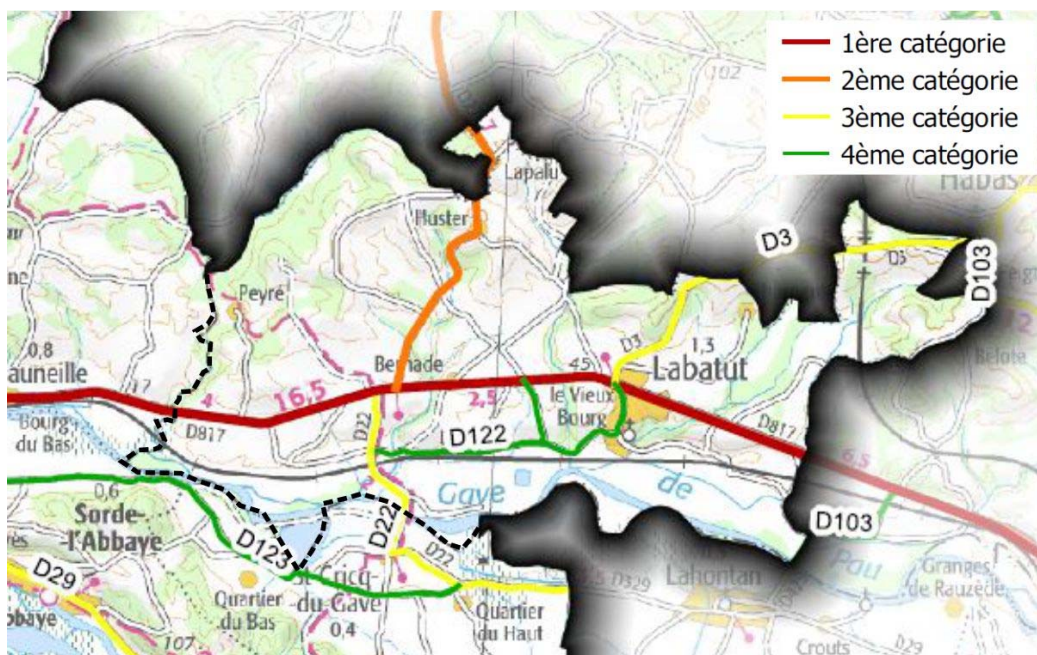


Transports aériens

La commune n'est pas concernée.

Les marges de recul sur routes départementales hors agglomération

- Routes départementales de 1^{ère} catégorie, RD817
→ Habitation : recul de 50m de l'axe
- Routes départementales de 2^{ème} catégorie, RD22
→ Habitation : recul de 35m de l'axe
- Routes départementales de 3^{ème} catégorie, RD22 et RD3
→ Habitation : recul de 25m de l'axe
- Routes départementales de 4^{ème} catégorie, RD122
→ Habitation : recul de 15m de l'axe



Catégorie des infrastructures routières départementales
Source : Schéma directeur routier département des Landes (2009)

Article L.111-6 à 10 du Code de l'Urbanisme – Amendement Dupont

- RD817, bande de 75m de part et d'autre de la voie.

La commune n'est pas concernée.

Synthèse

- Eau : une ressource sollicitée dont les eaux souterraines à préserver
- l'approvisionnement en eau potable de la commune repose sur des ressources de la nappe alluviale
- La partie dédiée à l'activité agricole montre l'importance de la ressource espace en matière agricole.
- La commune dispose ponctuellement de foncier sur des parcelles lui permettant d'envisager des programmes de type logements
- La commune est concernée par plusieurs risques dont le plus marquant est l'inondation (dont par remontée de nappe) . Les canalisations de gaz et les axes routiers sont des secteurs à risque eu égard aux transports de matières dangereuses.
- Le passé d'activité restitue aujourd'hui quelques établissements à l'état de friche industrielle et les anciens sites sont souvent reconvertis en logement ou dans une activité
- L'activité agro-industrielle et minière est présente avec notamment des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces sites se situent en dehors des bourgs.

B-IV- CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

LE PAYSAGE		DONNEES DE CADRAGE
Echelle territoire	Relief de collines+ plaine alluviale du Gave Nombreux points de vue Bourg ancien marqué par un patrimoine de qualité Architecture rurale traditionnelle de qualité avec la ferme de type d'Orthe	Des espaces à sensibilité paysagère Thalwegs arborés rythmant la traversée du village et les espaces urbains
LE PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL		
Patrimoine urbain	Une centralité du bourg séparée par l'ancienne nationale Un bourg neuf séparé du bourg ancien Urbanisation linéaire le long des voies	Préserver l'identité du village
Patrimoine architectural	Non concerné	Préserver un patrimoine identitaire
PATRIMOINE RECONNU		
Servitudes	1 Sites inscrit - Gaves de Pau et d'Oloron inscrit le 22/01/1970	

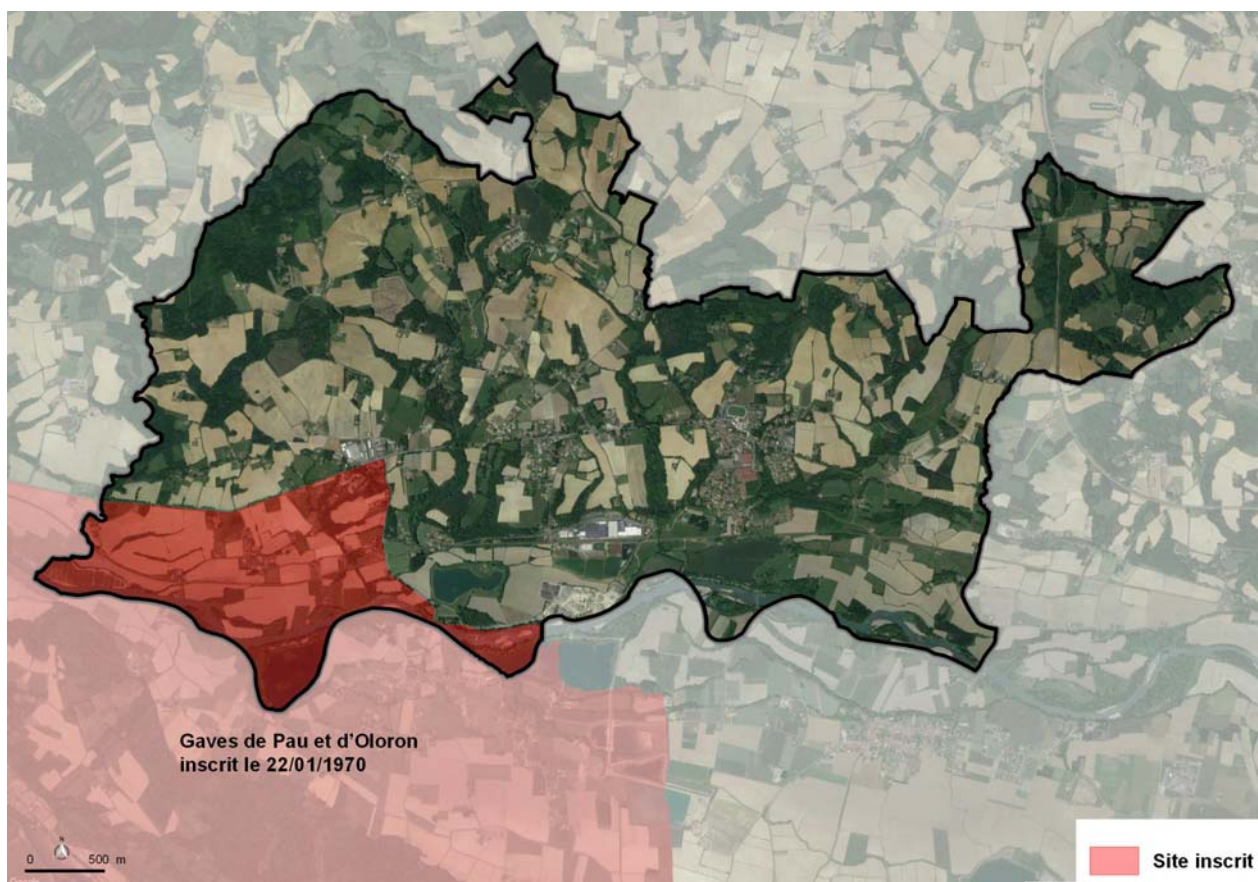
B-IV.1- PAYSAGE

B-IV-1-1- PATRIMOINE PAYSAGER

Source : Porter à connaissance, terrain

Données de cadrage : Patrimoine protégé au titre des Site

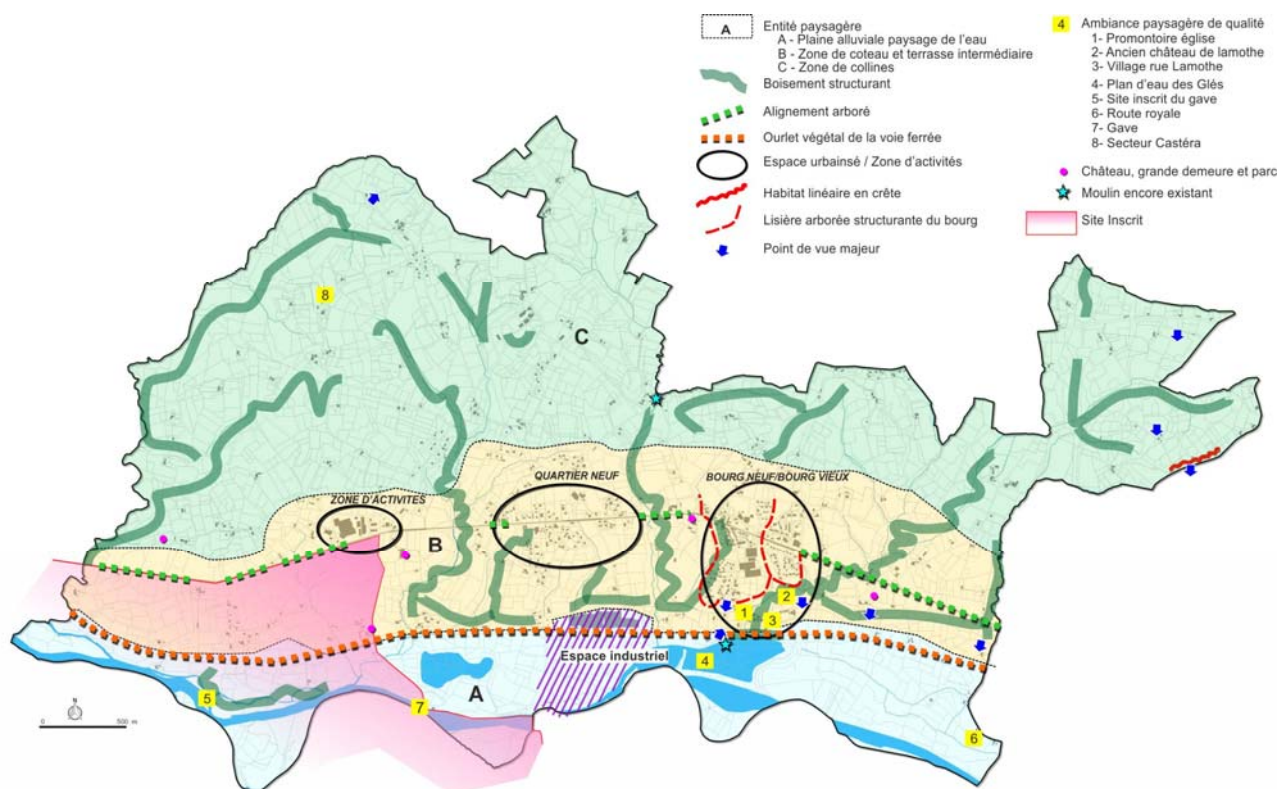
Code	Nom officiel de la servitude
AC2	Servitude de protection des Sites Monument Naturels Sites inscrit - Gaves de Pau et d'Oloron inscrit le 22/01/1970



Le site Inscrit sur la commune

B-IV-1-2- ANALYSE PAYSAGERE ET URBAINE

Les grandes entités paysagères



Les grandes entités paysagères et les éléments structurants

L'espace communal présente des espaces de physionomie tranchée entre les secteurs de plaine alluviale, les espaces urbanisés et les zones de coteaux et collines.

La couverture boisée apporte une structure très forte et lisible, notamment dans le rythme des thalwegs boisés, orientés Nord/Sud qui traversent le territoire de Labatut.

Le réseau hydrographique imprime également des ambiances différenciées.

La topographie privilégie des espaces de crête ou de surplomb sur la plaine, dégagant des espaces de perspectives majeures sur le grand paysage, dont la chaîne des Pyrénées au Sud et le Gave de Pau.

L'agencement des espaces fait apparaître plusieurs unités paysagères relativement homogènes :

- A - La plaine alluviale du Gave de Pau
- B - La terrasse/coteau intermédiaire
- C - La zone des collines

La Plaine alluviale du Gave de Pau, les paysages de l'eau

Entité majeure et prégnante sur le territoire, elle forme l'identité de cette commune rurale. Les paysages de l'eau prennent des formes multiples, parfois souvent remaniés par les activités humaines. L'espace reste ample, ouvert dégageant souvent des impressions d'immensité accentuée par le relief plat.

Les limites boisées en pied de coteaux forment des lisières nettes et structurantes : particulièrement au niveau du bourg vieux.

Cette vaste surface plane, inondable et globalement délimitée par le passage de la voie ferrée soulignée d'un talus linéaire boisé présente des physionomies variées, localisées :

- A l'Est des Glés, l'espace présente une forme rurale mosaïque avec une structure boisée encore présente et une agriculture variée déclinant, vergers de kiwi, prairies et champs de maïs
- En contre-bas du village, les espaces de lac issus des anciennes carrières alluviales occupent un espace important au niveau des Glés, avec des vues perspectives sur le vieux bourg et l'église en surplomb de la plaine
- Une séquence marquée par les activités (extraction de granulats, seretram..) marque une zone centrale de la plaine sur le territoire
- Sur la partie Ouest, l'ensemble forme une entité paysagère de qualité et reconnue par la protection en site inscrit, occupée par l'activité agricole (verger, grandes cultures, prairies..). La presqu'île est une entité spécifique principalement cultivée en kiwi.

Traits dominants	Caractère et fonction paysagers	Recommandations et potentiel
Plaine alluviale majoritairement agricole mais marquée en zone centrale par les activités Masses végétales : boisements ponctuels, vergers de kiwi, prairies, champs, Lignes végétales : haies, liseré de la voie ferrée et de l'anse de la presqu'île, bord de gave Espaces en eau : Le Gave, plans d'eau Bâti : bâti isolé ponctuel	Espace majoritairement ouvert, zone de divagation du Gave soumis aux inondations et à l'érosion Mosaïque agricole et naturelle : vergers, champs, prairies, boisements ponctuels	Zone naturelle et agricole soumise au risque d'inondation Enjeux biodiversité important Paysage spécifique du Gave Potentiel de développement absent Réflexion sur le maintien des édifices ruraux traditionnels présents eu égard à leur identité architecturale



Mosaïque agricole à l'Est



Le Gave



Secteur du lac des Glés et secteur industriel central



Site inscrit en partie Ouest



La Plaine Est

Le coteau/terrasse intermédiaire

Cette entité est marquée par l'implantation des espaces urbains, dont les bourgs anciens et neufs. Sur cet ensemble urbain, la qualité des lisières arborées est à noter : elles forment un écrin de verdure et développent des ambiances boisées qui contribuent à la qualité des sites. En limite de plaine, un coteau marqué développe une ligne de surplomb qui offre un panorama sur la plaine et le Gave. Les points de vue les plus remarquables se situent à proximité de l'église et sur la crête des coteaux, notamment sur le site de l'ancien château de Lamothe.

Ces espaces sont marqués par le passage des thalwegs profonds et dont les boisements structurent les espaces, composés des espaces agricoles et des structures urbaines dont les bourgs, équipements sportifs et zone d'activité. Le tropisme de l'ancienne nationale dans l'implantation urbaine est marquant.

La qualité urbaine du bourg ancien, et la qualité des édifices est à noter. Le tissu urbain s'est développé sur cette entité intermédiaire coupée par l'ancienne nationale. Cette dichotomie Nord/Sud est accentuée par les thalwegs infranchissables qui ont induit des développements urbains cloisonnés par la voie et les thalwegs. On notera également la présence de points de vue vers la plaine ainsi que des secteurs d'intérêt paysager, comme les châteaux et leurs parcs arborés.

Traits dominants	Caractère et fonction paysagers	Recommandations et potentiel
<p>Zone intermédiaire en surplomb de la plaine, marquée par l'ancienne nationale et les thalwegs boisés</p> <p>Ambiance : succession d'espaces agricoles, industriels, commerciaux, résidentiels</p> <p>Masses végétales : boisements des thalwegs, agriculture, jardins</p> <p>Lignes végétales : lisières des boisements, haies</p> <p>Bâti : zone d'implantation privilégiée des bourgs, anciens quartiers avec habitat traditionnel de qualité</p>	<p>Zone de découverte privilégiée du territoire par la traversée routière</p> <p>Espaces commerciaux/industriels en marge de la voie ponctuellement abandonnés</p> <p>Rôle structurant des thalwegs boisés</p> <p>Qualité de certaines bâtisses comme les châteaux visibles depuis la voie principale</p> <p>En dehors du bourg, espace agricole et présence d'exploitations formant l'identité rurale de la commune</p>	<p>Délimitation des emprises urbaines en respectant les lisières des thalwegs et les frontières avec les espaces agricoles</p> <p>Maintien/restauration de la qualité paysagère et arborée des espaces urbains, liaisons à prévoir pour le lien avec les équipements/services publics</p> <p>Espaces agricoles à prendre en compte pour leur préservation et leur potentiel de développement</p>



Promontoire de l'église vu depuis la plaine



Le bourg ancien en bas de Lamothe



Le bourg en bordure de l'ancienne Nationale



L'ancienne Cave coopérative en bordure de l'ancienne nationale



Les espaces publics des extensions du bourg ancien

Les collines

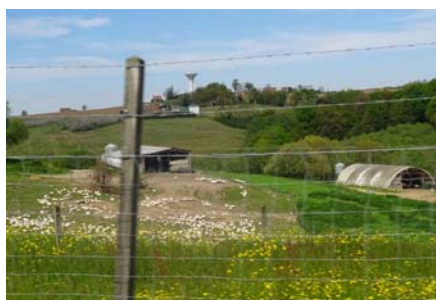
Cette entité se développe au-delà de la zone intermédiaire, sur la partie Nord du territoire, avec un relief plus prononcé qui offre des lignes de crêtes avec des points de vue sur le grand paysage, notamment les Pyrénées et la plaine du Gave.

De façon traditionnelle, l'implantation des fermes s'est réalisée de façon isolée, sur les points hauts ; certains secteurs se sont développés formant de petits quartiers.

Le Paysage offre donc une ambiance de collines cultivées où alternent les prairies, les sites d'élevage, ponctuellement des champs (maïs notamment) ; les boisements forment des espaces au développement très variable, entités importantes notamment sur les limites Nord de la commune, en accompagnement des ruisseaux, bosquets d'accompagnement du bâti, haies ponctuelles.

La présence des formes de bâti traditionnel comme la typique ferme d'Orthe donne aux lieux une identité spécifique. Sur la partie Nord, es massifs boisés étendus confèrent une ambiance boisée qui contraste avec les espaces agricoles ouverts.

Traits dominants	Caractère et fonction paysagers	Recommandations et potentiel
Zone de collines agricoles Eau : ruisseau peu perceptible car entourés de boisements Masses végétales : prairies, champs, boisements Lignes végétales : lisières boisées, haies ponctuelles Bâti : isolé sous forme de ferme traditionnelle, exploitations agricoles et quelques groupes d'habitation de développement plus récent	Zone agricole et naturelle Topographie marquante Point de vue sur le grand paysage sur les zones de crête	Préserver la mosaïque des paysages Préserver les ambiances boisées et les édifices identitaires Zone agricole et naturelle où le développement résidentiel doit rester ponctuel et limité.



L'élevage Canard



Les collines cultivées



L'habitat isolé



Habitat traditionnel sur les points hauts

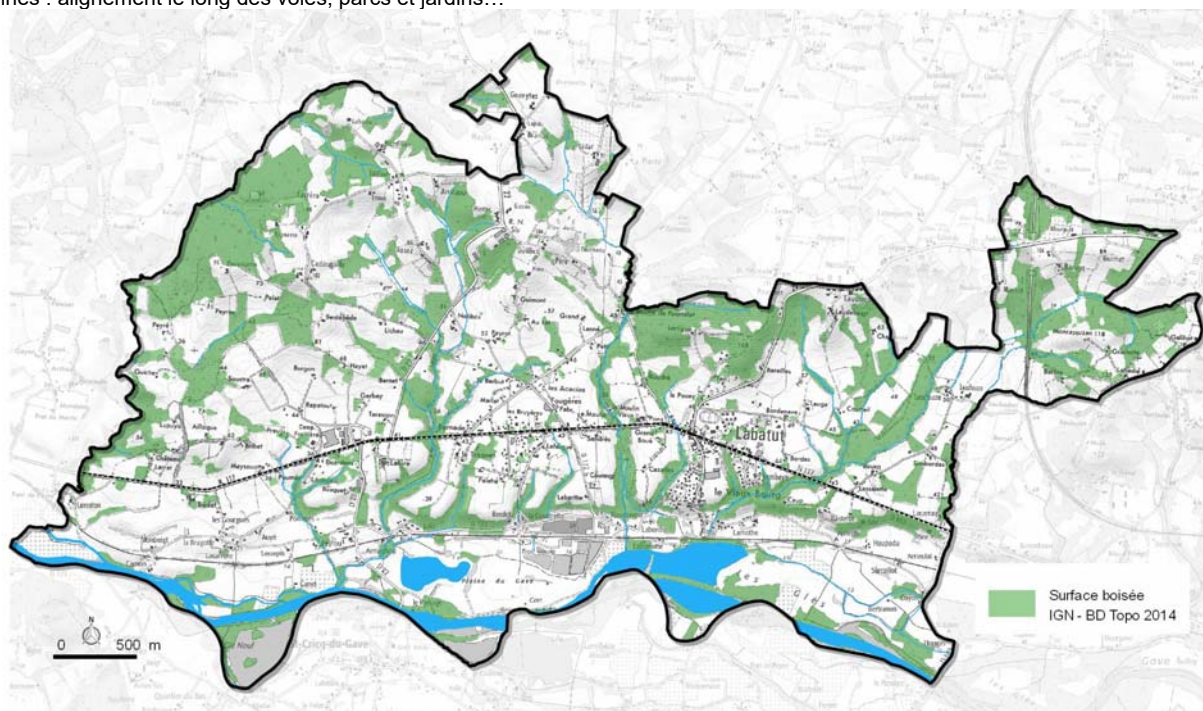


Prairies et boisement sur les collines

B-IV-1-3- LA COUVERTURE BOISEE



La couverture boisée de la commune est de 615 ha environ, ce qui correspond à près de 30% de la surface du territoire. Les emprises boisées sont très prégnantes dans le paysage et sont constituées de bandes boisées, de massifs, de ripisylves qui forment un caractère végétal fort sur le territoire. A ces structures de formations à physionomie naturelle, s'ajoutent les ensembles jardinés : alignement le long des voies, parcs et jardins...



Emprise des boisements sur le territoire communal

Les boisements d'intérêt

Le territoire communal présente un grand nombre de boisement ayant un rôle majeur à différentes échelles :

- à l'échelle du grand territoire pour leur intérêt écologique, le maintien des sols et la régulation des crues et des ruissellements
- à l'échelle du paysage communal ou local par des massifs, collines ou espaces visibles depuis des sites lointains
- à l'échelle du quartier pour l'accompagnement paysager, l'insertion ou le maintien des sols.

La localisation des éléments d'intérêt pour la biodiversité et des éléments structurants du paysage intègre une grande partie des boisements existants sur le territoire.

Les boisements d'intérêts sont ainsi répartis sur l'ensemble de la commune et présentent des enjeux de préservation divers :

LOCALISATION	ENJEU DE PRESERVATION
Bord des ruisseaux, thalwegs boisés	
	Intérêt de ces boisements en terme écologique pour les habitats et la régulation hydrologique. Zone inondable Maintien de la biodiversité, paysage emblématique bien que réduit et bassin d'expansion des crues Préservation des thalwegs boisés, des pentes, intérêt des boisements pour le cloisonnement du paysage et la limitation des impacts visuels du bâti.
Collines et coteaux de plaine	
	Intérêt paysager et de maintien des sols sur ces zones de pentes notables Lisières végétales avec les bourgs
Massifs forestiers	
	Maintien des sols, biodiversité, ambiance paysagère
Espaces végétaux en zone urbaine	
	Enjeu sur la qualité urbaine et régulation de l'artificialisation des sols : parcs publics, jardins, parcs privés... Biodiversité, régulation des eaux pluviales

B-IV-2-1- TYPOLOGIES D'IMPLANTATION DU BATI



Source : Portail IGN

La carte d'Etat-major (1820-1866) indique la présence de constructions regroupées sur l'espace du centre bourg actuel et disséminées le long de l'axe principal de circulation Est/Ouest.

De nombreuses autres constructions parsèment l'ensemble du territoire par petits groupes de bâtis dans un espace agricole marqué. Au fil du temps deux grands espaces se sont développés.

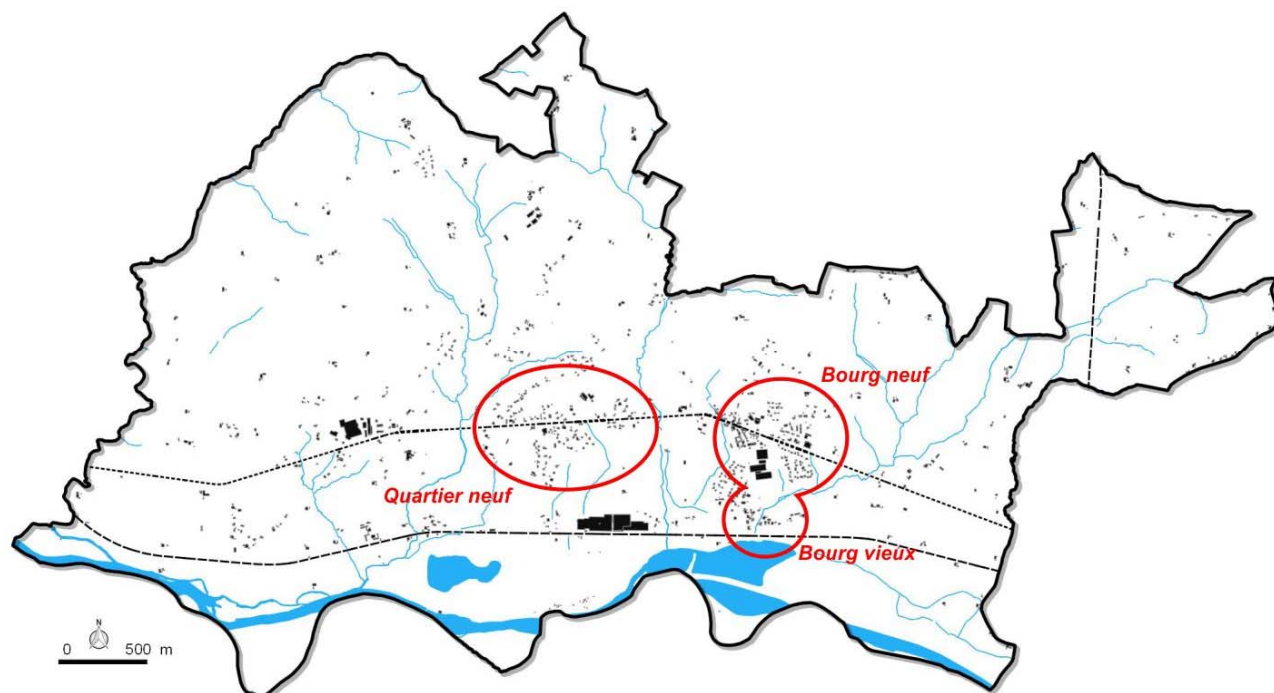
Le **Bourg** se situe sur l'emprise des deux espaces historiques constitués par les bourgs vieux et neuf.

- **Le bourg vieux** occupe une position de promontoire au-dessus de la plaine, via l'église et présente une disposition relativement compacte sur la base de grosses maisons entourées de jardins. Une partie basse en contre-bas prolonge ce bourg dans une forme de village rue d'étendue réduite.

- **Le bourg neuf** a franchi la barrière de l'ancienne N117, dans une forme associant des opérations de places publiques, de lotissements pavillonnaires et d'opération mixte (collectif, maisons accolées). Au fil du temps ils constituent le bourg de Labatut.

Le **Quartier Neuf** situé le long de l'axe principal de circulation. Le quartier neuf présente une implantation peu structurée sous forme pavillonnaire et rassemble un nombre important d'habitations de part et d'autre de la RD817.

Le bâti diffus ainsi que des groupements formant des ensembles de quelques maisons à des dizaines de maisons se situent sur l'ensemble du territoire, dans les espaces agricoles. Les édifices ruraux présentent un patrimoine de qualité avec des châteaux, des maisons de maître et des fermes de typologie marquée, comme la ferme du pays d'Orthe ou de la Chalosse..



L'implantation du bâti sur la commune

B-IV-2-2- ANALYSE GENERALE DES QUARTIERS – TYPES URBAINS

Il peut se décomposer en plusieurs catégories:

1. le centre bourg : bourg vieux, bourg neuf
2. le quartier neuf
3. le bâti diffus
4. la zone d'activités

1- Le centre bourg,



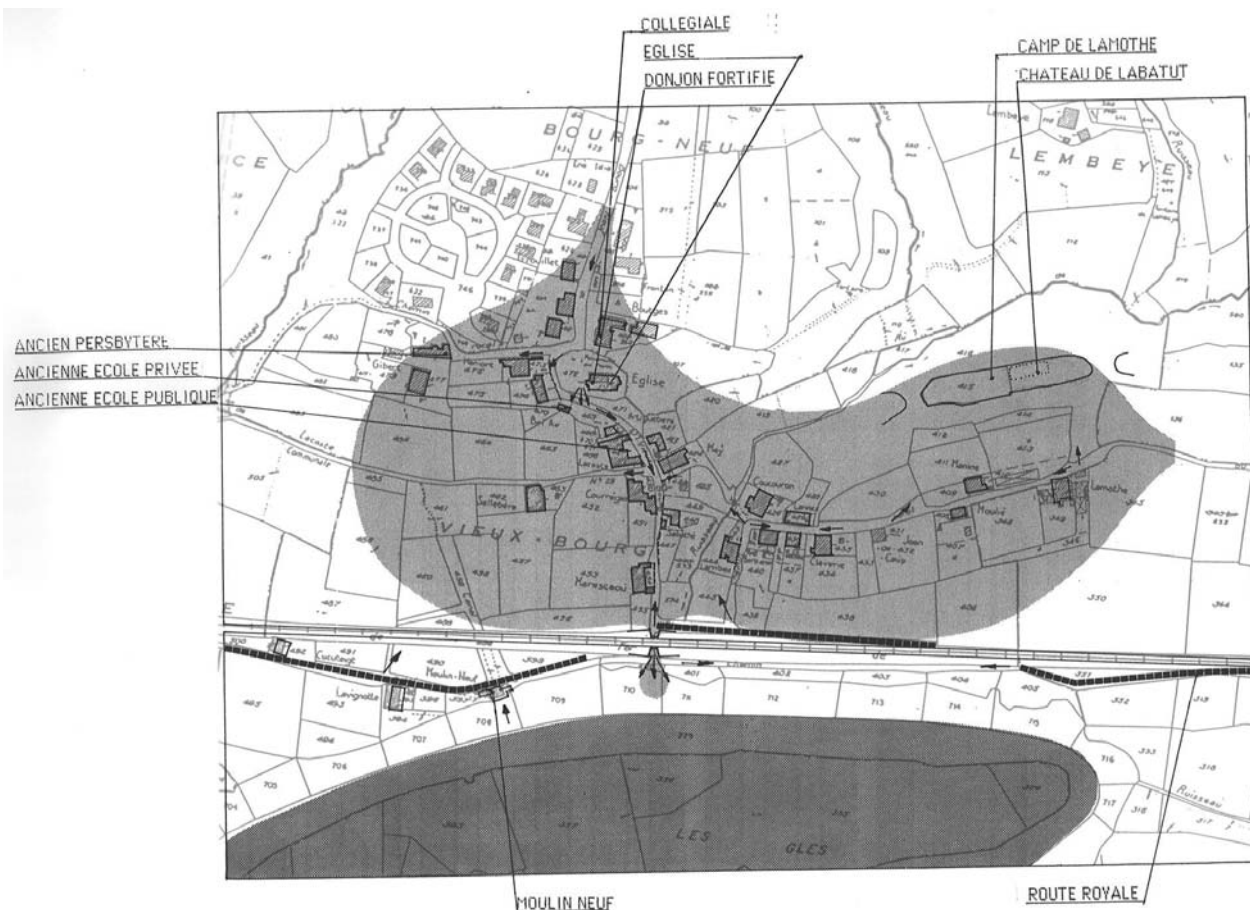
La structure urbaine du bourg associée sur ces photographies, datant des années 1950/1965 pour celle de gauche et actuelle pour celle de droite, des emprises urbaines qui montrent la partie Sud du village dont la structure ancienne est bien présente et la partie Nord avec les constructions les plus anciennes qui sont organisées le long des grands axes de circulation.

Au fil du temps les deux bourgs : ancien et neuf constituent une seule et même enveloppe urbaine, du fait du développement des espaces situés dans « l'entre deux » et au-delà.

Ce sont des espaces qui forment une centralité au regard de la présence au-delà des logements, de commerces, services, équipements publics.



Comparaison entre la photo aérienne de 1950-1965 et la photo aérienne actuelle - Source : Portail IGN
Bourg neuf au Nord – Bourg ancien au Sud



Le vieux Bourg - Source : Rapport de présentation PLU1992



L'église



La Mairie dans le bourg Neuf

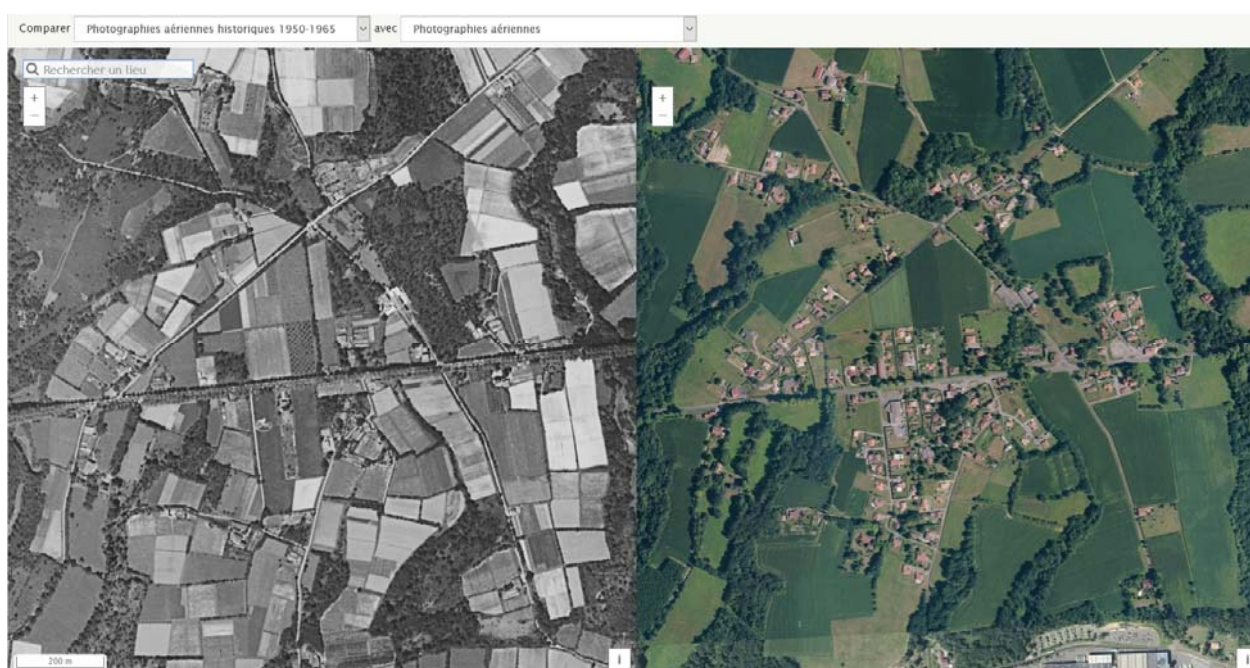


Le bourg Vieux

2- Le quartier neuf



Son développement est récent dans le sens où il s'est développé sur les cinquante dernières années. Il s'est réalisé au fur et à mesure au grès des opportunités et ne relève pas d'une organisation urbaine, sans commerces ni services publics.

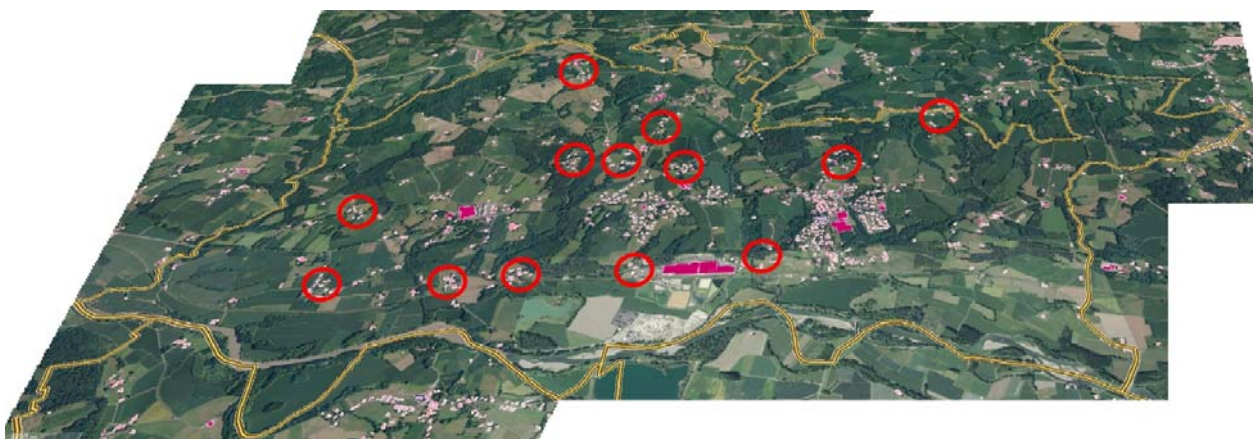


Comparaison entre la photo aérienne de 1950-1965 et la photo aérienne actuelle - Source : Portail IGN



Au Quartier Neuf un habitat pavillonnaire récent et des maisons transformées en plusieurs logements

3- Le bâti diffus



c'e

L'habitat est présent sur la totalité du territoire.

L'image ci-dessus n'est pas exhaustive, elle indique les groupes d'habitations pour montrer l'éparpillement et le fourmillement de ces constructions qui se situent autant dans de grands espaces naturels que dans de grands espaces agricoles.



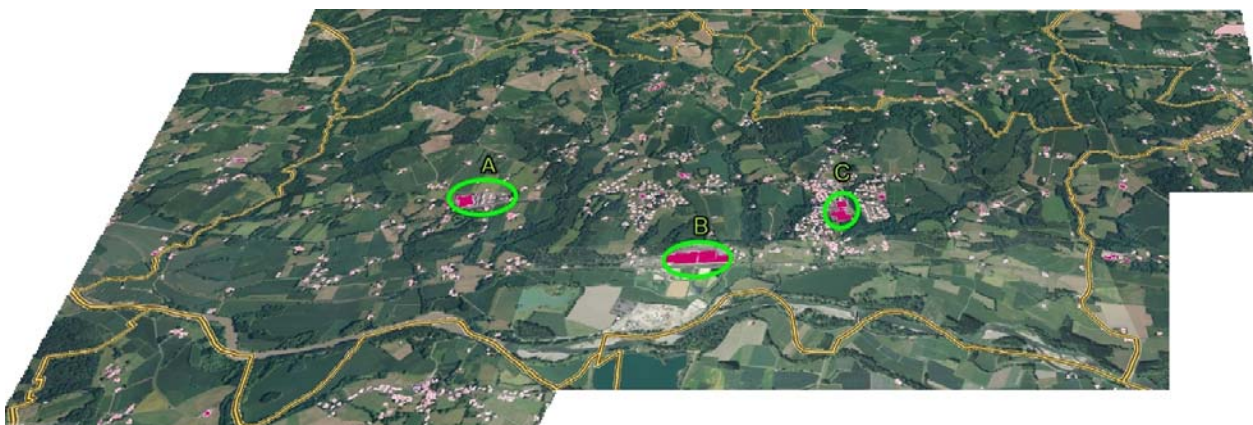
Comparaison entre la photo aérienne de 1950-1965 et la photo aérienne actuelle - Source : Portail IGN



D'une manière générale, l'importance du vallonement, la présence de nombreux boisements, et le souci général de respect du site préservent la qualité paysagère du territoire communal.

Le terme « d'habitat isolé » est relatif dans la mesure où la tradition locale portait à ce que les exploitations agricoles, à l'origine, les maisons les plus nombreuses sur le territoire, soit éparpillées.

4- La zone d'activités



Deux grands secteurs se situent en dehors des principaux quartiers de la commune. Ils prennent place le long des axes principaux de circulation.

Le troisième se situe « intramuros » entre bourg vieux et bourg neuf, sur un espace devenu au fil du temps et de l'étalement urbain des constructions un secteur de centralité urbaine.



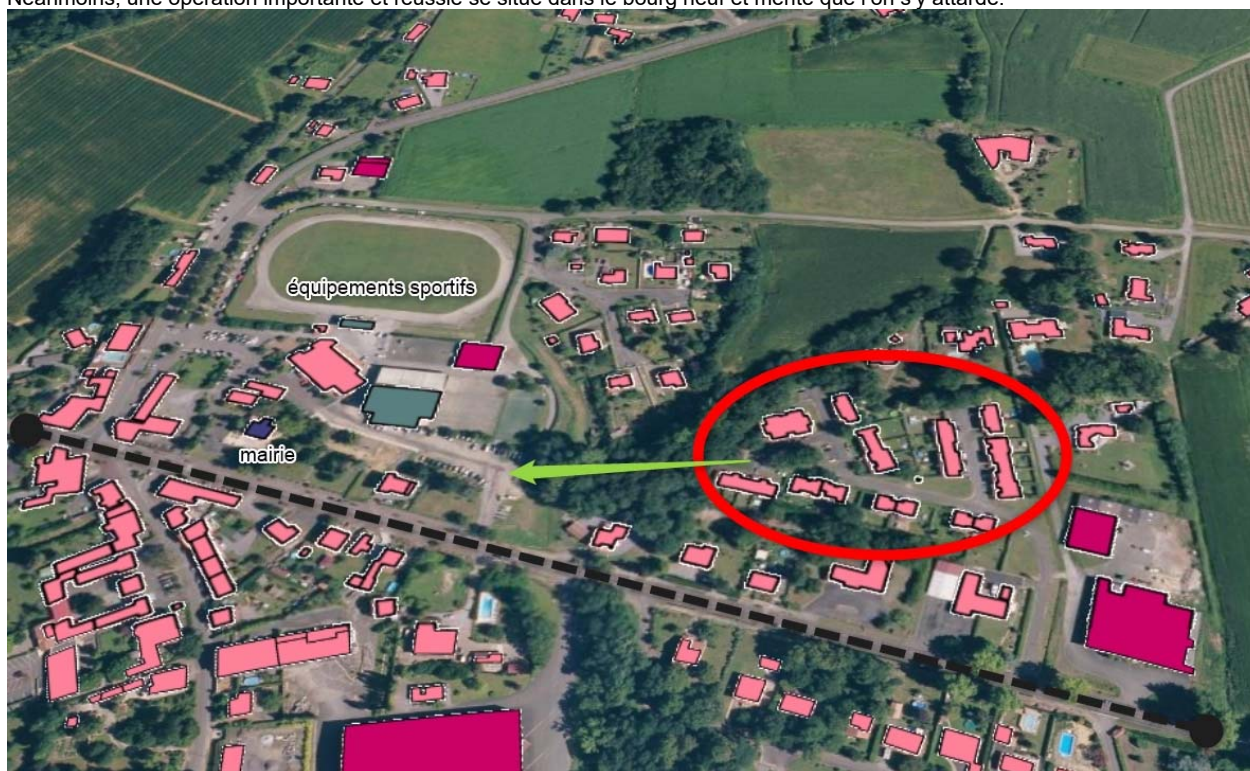
Si les sites A et B se situent relativement éloignés des secteurs destinés aux logements, le site C quant à lui se trouve au milieu du centre bourg à proximité immédiate des habitations et des édifices publics.

Son emprise représente une partie importante du bourg et un véritable enjeu urbain.

Sa situation ne permet plus un développement de ce secteur compte tenu de la proximité des habitations et de la configuration des lieux en particulier en termes de dessertes.

- **les opérations récentes : analyse de leur forme, densité et localisation**

L'habitat est essentiellement représenté sous forme individuelle. L'habitat collectif est peu présent sur la commune. Néanmoins, une opération importante et réussie se situe dans le bourg neuf et mérite que l'on s'y attarde.



La situation de l'opération dans le bourg neuf, la flèche représente le cheminement doux existant sous les arbres.



Le carré orange représente 1ha



Illustrations de l'ambiance végétale



Opération de logements alliant des logements collectifs et des habitations accolées.

De grands espaces communs paysagers.

Des liens avec des cheminements doux avec la Mairie/ Équipements sportifs et publics permettant aux habitants et aux h=jeunes en particulier de se rendre sur ces espaces en évitant la route départementale très fréquentée.

Les constructions sont à rez de chaussée ou étage.

Les maisons accolées situent avec un terrain entre 250 et 500m².

La représentation graphique illustre ce que représente une densité d'environ 15 logements par hectare.

B.IV.2.3. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

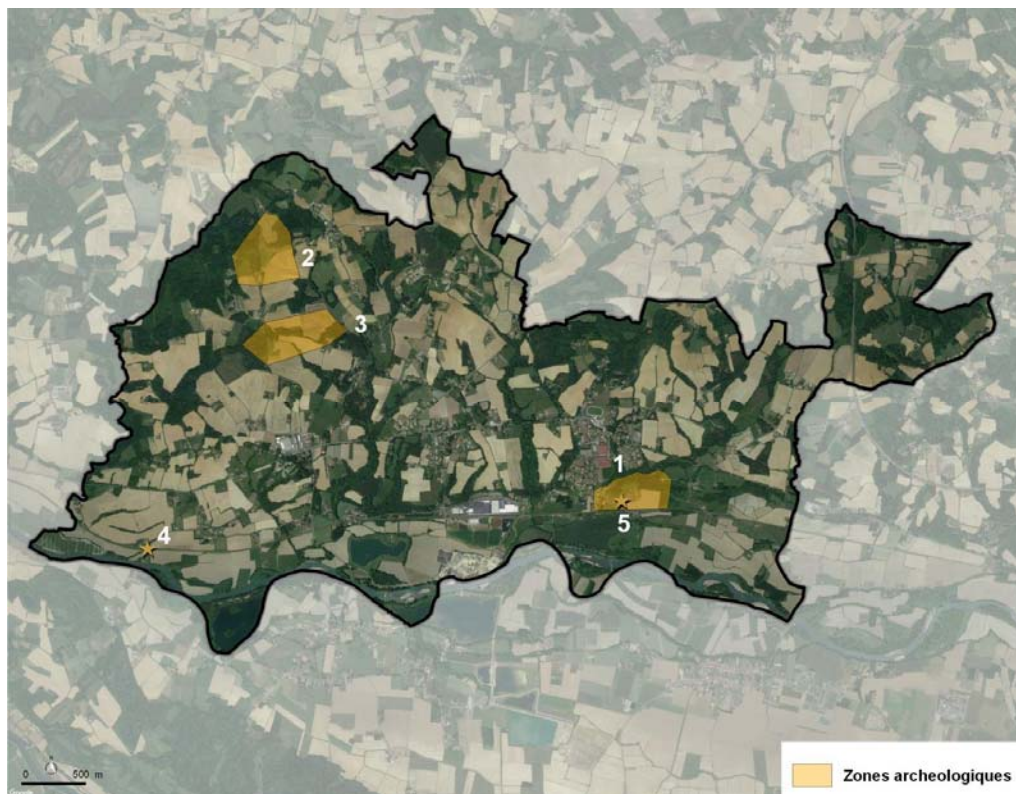
Source : PAC, asaunius, étude préalable phase analyse janvier 1992

La commune comporte des sites archéologiques témoignant de son histoire ancienne ; certains de ces sites se situent dans les emprises urbaines de la commune.

- 1 Camp de Lamothe (moyen-âge classique)
- 2 Castera (Oppidum, gallo-romain)
- 3 Benteyede (Enceinte, âge du bronze, âge du fer)
- 4 Camon (Commanderie, cimetière, moyen-âge classique)
- 5 Le vieux bourg (Bourg, moyen-âge)

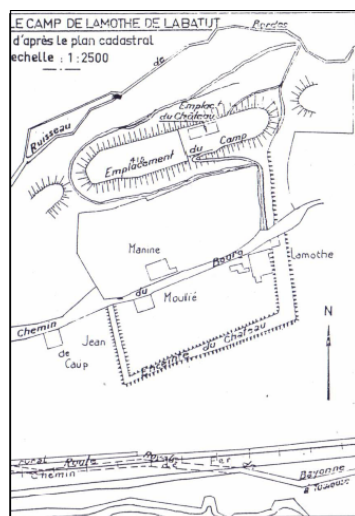
Source PAC

Les Zones archéologiques sur la commune



Emprise des zones archéologiques

Pour la prise en compte du patrimoine archéologique, il conviendra de se conformer à l'arrêté préfectoral n°AZ.09.64.10 du 28/12/2009. Conformément aux dispositions de l'article L522-5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies ci-après sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites aux cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toutes destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (article 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le service régional de l'archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L531-14 du Code du Patrimoine



Source : étude préalable 1992



Eglise et donjon fortifié du 11^{ème} siècle

B.IV.2.4. LES MONUMENTS PROTEGES

Source : PAC

La commune n'est pas concernée.

CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

Synthèse

Synthèse

- Des entités paysagères marquées
- Une couverture boisée importante
- Un bourg de qualité fait de la réunion de deux entités le bourg vieux et le bourg neuf
- Un quartier neuf assez récent fait de pavillon s
- Des secteurs à l'habitat dispersé très étalés sur le territoire
- Deux zones d'activités sur les axes principaux de circulation et une bloquée dans le bourg
- Une opération récente d'habitat collectif mais peu présentes sur le territoire
- Un patrimoine archéologique représenté
- Pas de monuments historiques protégés

C – TROISIEME PARTIE

CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET

La première partie a pour objet de relater les principales étapes de l'étude.

Les grandes étapes qui ont accompagnées la démarche.

Les événements, internes ou externes qui ont influencé le parcours de l'étude et son résultat..

La deuxième partie traite du PADD ,

La démarche et ses influences : dans ce chapitre sont traités les choix qui ont été faits et la manière de mettre en œuvre dans le document les objectifs qui ont été fixés, notamment au travers de l'influence des enjeux environnementaux sur la traduction dans le document

Les documents résultants sont abordés :

- Le zonage et le règlement
- Les orientations d'aménagement
- Les emplacements réservés
- Les surfaces des zones

La troisième partie traite de la consommation des espaces au travers de :

- L'enveloppe urbaine ; confortement/ extension
- L'artificialisation
- La consommation des espaces naturels agricoles forestiers NAF

Ce dernier sujet est traité de manière quantitative, la partie D du rapport de présentation les abordant sur un plan qualitatif.

Le potentiel de logements induit et les conséquences sur le territoire en termes de :

- Le nombre de logements estimés globalement
- La production de Logements Locatifs Sociaux

C-I- DEMARCHE, SOLUTIONS ENVISAGEES ET RETENUES

La commune a mis en révision son Plan d'Occupation des Sols le 9 juillet 2014.
Ce P.O.S avait été approuvé en 1994

C-I.1- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE SOUS LE P.L.U. en vigueur

La mise en révision du P.O.S répond à des exigences réglementaires (Grenelle, Loi Alur, compatibilité SCOT...) ainsi qu'à la caducité des POS prescrite par la loi ALUR.

Il y a nécessité de mettre le document en conformité avec ces aspects et de mettre en oeuvre la révision du POS afin de se doter d'un document de planification qui suive certains objectifs :

- Se mettre en conformité avec le SCOT devenu opposable le 27/05/2014
- Se donner un cadre opérationnel pour mettre en œuvre le projet de développement communal
- De mettre en œuvre de nouvelles possibilités d'urbanisation dans le bourg, sa périphérie, et dans les secteurs d'habitats groupés
- De favoriser la protection patrimoniale de la commune
- De favoriser le maintien et l'arrivée de nouveaux habitants
- De favoriser l'activité artisanale et touristique
- D'assurer la protection de l'activité agricole
- De protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
- De protéger les milieux écologiques

Le POS actuel présente de vastes surfaces urbanisables, c'est-à-dire 72 ha environ, qui, si elles étaient toutes ouvertes à l'urbanisation entraîneraient, à terme, un dépassement des objectifs du SCOT et une consommation non maîtrisée des espaces. En effet le SCOT prévoit sur la commune :

- 14 logements /an
- 0.9 ha /an soit 18.7 ha sur 20 ans

Il s'agit de passer de 72ha à 18ha70 constructibles

C-I.2- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE : HYPOTHESES ENVISAGEES ET RAISON DES CHOIX RETENUS

1/ La définition des centralités, des zones économiques et du projet urbain

Des centralités sectorisées

La configuration urbaine du territoire présente une organisation particulière liée à différentes contraintes :

- L'ancienne nationale 117 qui sépare le bourg entre le Nord et le Sud, créant une barrière importante. Dans le bourg neuf, des travaux d'aménagement de traversée du bourg ont permis de réduire l'effet de cette frontière.
- La topographie avec des thalwegs profonds qui créent des obstacles au développement urbain en continuité
- La zone inondable du Gave

De fait les centralités sont formées :

- du bourg vieux et du bourg neuf, à cheval sur l'ancienne nationale. Le bourg vieux se situant en promontoire sur les coteaux du Gave
- du quartier neuf distant du bourg et axé également sur l'ancienne nationale, qui constitue un secteur de développement au coup par coup, méritant un travail de requalification notamment pour les voiries et les espaces publics à créer.

A noter qu'une grande partie de ces centralités sont équipées du réseau d'assainissement collectif.

L'activité économique s'est égrenée le long de la voie avec des implantations groupées comme la zone d'activité à quartier neuf, et des implantations isolées, dont certaines, anciennes sont à l'état d'abandon. Le site de la SERETRAM et de CEMEX dans la plaine constitue un site contraint (inondation, topographie) qui ne permet pas d'extension.

Ces entités sont inscrites dans les zones urbaines du POS et ce document prévoyait des extensions importantes sous forme d'urbanisation future, extensions qui ne se sont pas réalisées pour la plupart et constituent un potentiel de développement très important et supérieur au cadastre SCOT.

Il y avait lieu de faire le point de la pertinence de des zones de développement tant pour le résidentiel que pour l'activité.

Les écarts

Le POS présente également des zones NB qui formalisent quelques petits quartiers dans les espaces agricoles, en dehors des centralités.

La difficulté de justifier le maintien de ces zones dans le cadre d'un projet d'intérêt général a été rencontrée : la question des écarts s'est donc posée en termes de devenir des édifices existants et d'accompagnement des activités présentes et en projet.

En effet, de nombreux édifices emblématiques (châteaux notamment, ferme traditionnelle avec dépendance attenante..) restent sans destination et parfois abandonnés ou en difficulté. Par ailleurs il existe des activités artisanales dans les écarts, et la diversification des activités agricoles est une question importante dans le maintien des exploitations.

La commune a souhaité orienter les choix vers des possibilités de revalorisation des édifices existants (à destination économique notamment), de maintien des artisans en activité dans une optique de diversifier l'économie communale et d'engager un développement du tourisme rural.

L'établissement progressif du projet

Compte tenu des axes définis par le SCOT Pays d'Orthe, la commune s'est orientée vers un choix de structuration de ses centralités, en prévoyant un développement sur des secteurs raccordés à l'assainissement collectif (station d'épuration restructurée de 600 à 2000 éq/hab entre 2013 et 2014).

En dehors des centralités, le projet s'oriente vers la valorisation des édifices existants et le maintien/diversification des activités artisanales et agricoles.

De fait, après avoir envisagé un projet de lotissement communal à quartier neuf sur un terrain non desservi, le projet a été abandonné, préférant s'orienter vers une action de recentralisation du développement et de structuration.

La structuration de quartier neuf et son lien avec le bourg a été privilégié (création d'un espace public, liaison douce vers le bourg). Les choix de développement du quartier se sont inscrits logiquement autour du projet d'espace public dans le cadre d'une OAP.

Pour le bourg ; compte tenu des vastes surfaces disponibles à l'urbanisation future, et non activées depuis 1994, les emprises prévues dans le POS en urbanisation future sont alors appréhendées dans le contexte actuel de définition de l'armature urbaine et de zones stratégiques pour le développement urbain dans une optique d'économie de l'espace.

Dans les secteurs stratégiques, au sein de l'enveloppe urbaine du bourg, la question de l'entreprise de transport du fait de sa localisation, de ses besoins d'extension et des nuisances s'est posée.

- Plusieurs possibilités ont été envisagées :

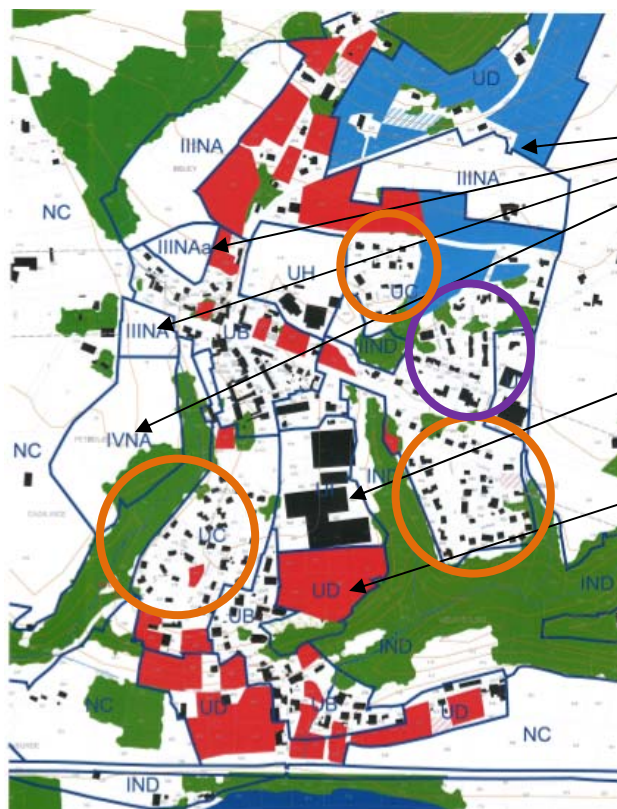
1/ le maintien de l'activité et son extension au-delà de l'emprise actuelle, dans la continuité et au contact des zones habitées : aujourd'hui, l'entreprise est à l'étroit et les difficultés d'exploitation du fait du site sont effectives. La perspective de développement/extension sur des terrains voisins n'est pas compatible avec la réalité du bourg : cette hypothèse n'a donc pas été retenue.

2/ le déplacement de l'activité ne peut être imposée par la collectivité qui a cherché des solutions pour proposer un site adapté (5 ha). Cette surface posant des questionnements au sujet du SCOT qui prévoit 2 ha de potentiel de zone d'activité par commune. Le fait que cette entreprise soit sous-traitant de la SERETRAM imposerait une localisation à Labatut ou à proximité. La commune a délimité des surfaces en zone d'activité (quartier neuf) qui pourraient répondre à cette relocalisation. Finalement l'entreprise interrogée ne semble pas intéressée dans l'immédiat pour investir dans une délocalisation. De fait c'est dans une hypothèse de délocalisation à long terme que s'est orientée la commune. En prévoyant à terme la restructuration/requalification de cette zone en la classant en zone 2AU (pollution à vérifier notamment), la commune souhaite orienter à terme ce site vers un projet urbain en lien avec le cœur de bourg proche. Cette disposition permet à l'entreprise existante de continuer à fonctionner sans possibilité de nouveaux travaux.

Les projets de développement dans le bourg se sont inscrits en extension du fait d'un potentiel insuffisant dans les enveloppes urbaines.

Le secteur du bourg vieux route de Lamothe, sur une forme urbaine identitaire est envisagé et limité. Ailleurs les contraintes topographiques sont limitantes et les enjeux de biodiversité et de paysage portent à préserver les thalwegs boisés.

Au bourg neuf, le maillage avec les opérations mixtes est privilégié, sur des sites qui font l'objet d'OAP afin d'organiser le développement et de respecter les ambiances boisées. La connexion aux espaces, services et équipements publics est privilégiée dans la mesure du possible en profitant des maillages existants.



Potential en zone d'urbanisation future très important

Entreprise de transport à « l'étroit »

Zone soumise aux nuisances de l'activité

Légende :

La zone UB caractérise la forme urbaine du bourg ancien et neuf, la zone UH le secteur des équipements publics.

Rouge : potentiel de développement en assainissement collectif dans le POS en vigueur

Bleu : potentiel de développement en assainissement autonome dans le POS en vigueur

Vert : espaces boisés en partie protégés dans le POS (IND)



Lotissements pavillonnaires
Opération mixte

Pour les zones d'activités et l'activité :

Les sites SERETRAM, CEMEX dans la plaine inondable sont contraintes et ne peuvent s'étendre. La zone d'activité de quartier neuf présente des possibilités d'extension qui sont retenues pour permettre la délocalisation de l'entreprise de transport du bourg et l'accueil de nouveaux artisans.

La commune ne souhaite pas de nouvelles activités d'extraction dans le lit majeur du Gave au regard des impacts environnementaux.

En ce qui concerne la diversification des activités, la commune souhaite mettre en valeur le Lac des Glés dans le cadre d'un projet de découverte et de circuit de balade. Elle souhaite promouvoir l'activité de loisirs nature et de tourisme rural, en mettant en valeur les édifices traditionnels, en permettant leur évolution notamment.

L'évolution des édifices en dehors des centralités est prévue dans l'optique d'une vocation économique en particulier comme le tourisme, l'artisanat...

2/ Des enjeux biodiversités et agricoles placés en priorité dans la réflexion

La présentation des éléments concernant la biodiversité (Habitats d'intérêt, zones humides, réservoirs de biodiversité, corridors aquatiques...) a eu pour conséquence de clarifier les enjeux de maintien de la biodiversité et d'identifier les secteurs à préserver. Cette volonté s'inscrivait dès le départ dans le projet des élus puisqu'il s'agissait d'un axe fort exprimé dès le départ.

L'analyse agricole a également mis en évidence des espaces économique importants et a conduit à définir le zonage agricole. Cette activité reste très présente sur le territoire avec des filières différentes. L'intégration de la question agricole s'est également posée en matière de diversification. Des espaces agricoles globalement intéressants d'un point de vue de la biodiversité, notamment les secteurs de zones humides, de prairies naturelles ont été identifiés.

3/ La question des risques et des nuisances au cœur du projet

Le projet s'est inscrit dans la prise en compte des risques naturels et industriels identifiés sur le territoire, notamment le risque inondation. Au-delà de la prise en compte du périmètre de risque, le sujet de la zone inondable s'est prolongé dans la nécessaire approche des eaux pluviales et le besoin de conserver des surfaces d'infiltration suffisantes aux abords des secteurs imperméabilisés.

Les nuisances et les questions de sécurité et santé environnementale, du fait de la présence de l'ancienne Nationale et de zones d'activité ont orienté le projet pour limiter les expositions et tenter d'améliorer des situations.

4/ La politique du logement

La commune présente une tradition de construction de logements locatifs sociaux (en 2018, 48 LLS soit 8% du parc de résidences principales).

Des opérations de lotissements communaux, de logements collectifs ou en bande ont été réalisés, notamment au bourg.

La commune entend assurer la continuité de ce type d'opérations.

5/ La traduction du zonage

Le zonage a présenté plusieurs étapes dont les principales sont les suivantes :

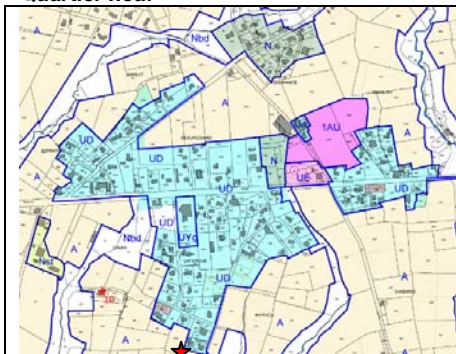
- 1/ Déclinaison du zonage N et A et des zones urbaines sur la base des enveloppes existantes et des enjeux biodiversité et naturaliste : ce cadre
- 2/ Approche des zones de développement urbain
- 3/ Etude des possibilités des édifices isolés pour destination économique, emplacements réservés
- 4/ Proposition des Espaces Boisés Classés

Le zoom sur l'évolution de la réflexion du zonage sur les 3 sites que sont le bourg, quartier neuf et la zone d'activité est retracé ci-dessous :

Bourg ancien et neuf

<p>Fin 2016 Le projet retient des zonages qui restent dans les enveloppes urbaines et prévoit des développements en extension au Nord (zone d'équipement et zone résidentielle UC/AU) ; le site d'activité est intégré avec la parcelle limitrophe au Sud dans une zone 2AU en prévision d'une restructuration vers le résidentiel.</p>	<p>Sept 2017 Le zonage est affiné : au Nord, l'ensemble des sites d'extension sont intégrés à une zone 1AU avec une OAP. Au bourg vieux, le village rue fait l'objet d'une OAP pour assurer la continuité de la forme urbaine identitaire. Le site d'activité, est prévu sur son emprise actuelle à une zone 2AU en prévision d'une reconversion vers du résidentiel, à long terme eu égard à des problématiques de pollution et d'équipement. La partie Sud est affectée à un zonage N dans la zone de proximité de l'entreprise eu égard aux nuisances.</p>	<p>Arrêt Le zonage est maintenu dans sa version de septembre 2017 ; il a été envisagé de prévoir un zonage spécifique à la zone d'activité, via un sous secteur de UY ne permettant pas de constructions nouvelles. Cette option n'a pas été retenue car elle n'exprimait pas totalement les objectifs du projet, le site est maintenu en 2AU.</p>

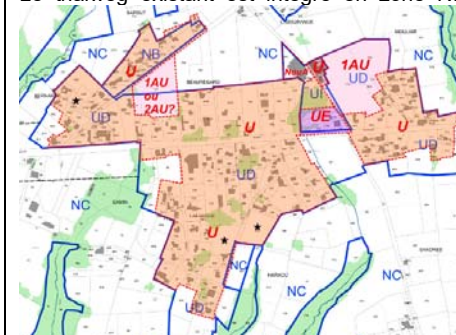
Quartier neuf



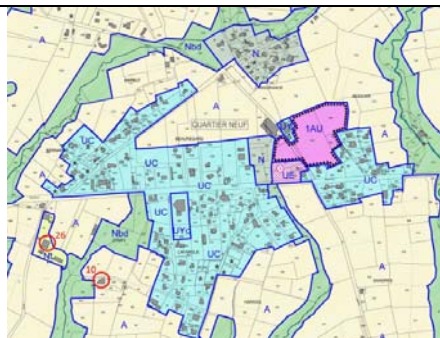
Fin 2016

La commune a déjà abandonné le projet de lotissement communal (étoile rouge) et décidé de structurer le quartier neuf en resserrant le développement sur le projet d'espace public (UE).

Le thalweg existant est intégré en zone N.

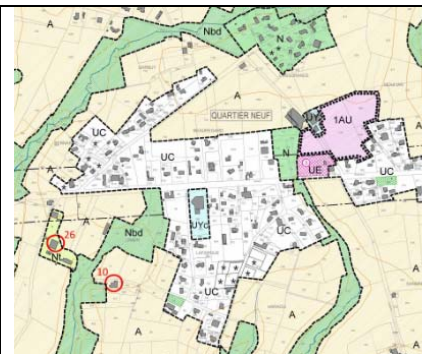


Des questionnements sur des développement en zone AU ont été traités et les choix opérés en fonction des objectifs de centralisation et de potentiel, en cohérence avec le PADD.



Sept 2017

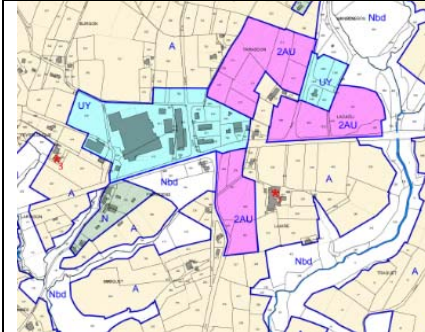
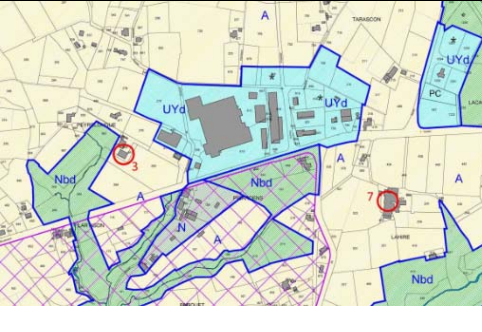
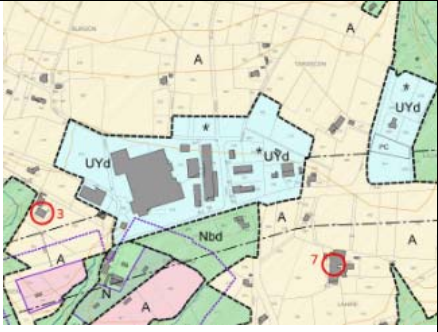

L'OAP sur la zone 1AU est formalisée et permet le lien avec la zone UE. Le secteur est intégré de façon uniforme en zone UC du fait de la présence du réseau collectif et d'une forme urbaine relativement homogène.



Arrêt

Le zonage n'a pas évolué, les options de septembre 2017 sont retenues. A noter un emplacement réservé sur une partie de la RD917 est prévu sur des tronçons sans maîtrise foncière publique, afin de réaliser une liaison douce entre le bourg et quartier neuf.

Zone d'activité

		
<p>Fin 2016</p> <p>La question de trouver un site de délocalisation de l'entreprise du bourg, associé au maintien de disponibilité en zone d'activité s'est posée. Le constat était une emprise de zone dédiée à l'activité au POS qui était en partie grevée par l'amendement Dupont, posait des problématiques d'accès et n'avait pas été activée, ou ponctuellement.</p>  <p>La réflexion sur l'emprise de l'activité au regard des principes du SCOT a fait l'objet de nombreux débats. D'autant que cette zone n'est pas raccordée à l'assainissement collectif.</p>	<p>Sept 2017</p> <p>La question des besoins en activité a été abordée sous l'angle intercommunal ; Labatut présente des implantations dispersées dont le site de la Seretram et d'entrepôts service au bourg, saturé et ne pouvant s'étendre en site propre. L'intercommunal développe prioritairement le Parc d'activité Sud Landes en bordure de l'A64 sur Orthevielle/Hastings. Dans ce contexte, le secteur de Labatut n'est pas prioritaire d'autant plus que l'assainissement collectif est absent, ce qui ne correspond pas aux critères de la CdC en matière de zone d'activité.</p> <p>Le choix s'est porté sur la possibilité de valoriser des édifices existants pour l'activité économique via le changement de destination notamment. Concernant le contour de la zone d'activité, celui-ci a été délimité sur la rive Nord de la RD817 en prévoyant un potentiel permettant l'accueil d'artisans et d'entreprises plus importantes.</p>	<p>Arrêt</p> <p>Le projet d'arrêt a validé les options de septembre 2017.</p>

C-II- ARGUMENTATION DES RAISONS DU CHOIX DU PROJET

C-II.1- PADD / OBJECTIFS ET JUSTIFICATIONS

• Développement urbain et habitat

Objectif P.A.D.D.

Orientations générales

- Structurer les centralités
- Prévoir des outils adaptés pour assurer la réalisation des projets
- Prendre en compte les risques et les nuisances

Orientations particulières

- Reconversion et requalification urbaine
- Mixité sociale dans la production de logement
- Rythme de 14 logements par an maximum fixé par le SCOT

Justification PADD

La commune présente deux centralités résidentielles (bourg et quartier neuf) et une centralité économique (zone d'activité de quartier neuf). Les spatialités sont contraintes du fait de la présence de la RD917 et des thalwegs boisés, profonds qui entrecoupent le territoire.

L'équipement des centralités résidentielles, d'un point de vue des réseaux et notamment de l'assainissement collectif est un critère fixé pour prévoir un développement urbain maîtrisé du point de vue des impacts sur le milieu récepteur dont l'enjeu de protection est fort localement. La volonté de maintenir un pôle de services et commerces de proximité est reconduite, la commune ayant été volontariste dans ce domaine (nombreux commerces et services utilisant des bâtiments communaux acquis pour y être dédiés).

Le projet vise à proposer une approche qualitative sur les différents espaces de façon à formaliser des principes d'accompagnement paysager, architectural et de liaisons douces, d'espaces publics.

En ce sens des outils comme les orientations d'aménagement et de programmation, le zonage, la protection des boisements, le règlement sont déployés pour assurer cet objectif.

Le risque inondation et la prise en compte des eaux pluviales, les nuisances liées aux infrastructures de déplacement et aux activités orientent le projet en évitant d'augmenter les populations soumises, en tendant à réduire ces impacts.

Les orientations particulières précisent la volonté de requalifier le village, notamment au bourg et quartier neuf qui ne dispose pas d'espace public et ne présente pas de liaison douce sécurisée avec le bourg : de fait l'enjeu est de définir un projet prévoyant un espace public fédérateur et la mise en place d'une liaison douce sécurisée vers le bourg.

Sur le bourg, la question de l'activité économique présente et inadaptée au lieu oriente vers un projet de reconversion à terme de ce site industriel.

La densification et l'extension au bourg sont calées aux logiques existantes, notamment les formes urbaines, le maillage réseau (dont liaisons douces) et la proximité aux équipements et services/commerces de proximité.

Concernant la politique du logement, fidèle à ses engagements historiques, la commune souhaite proposer un cadre de projet permettant une offre diversifiée de logement.

Le rythme de production de nouveaux logements restera dans le cadre des indications du SCOT, soit 14 logements par an maximum.

Documents Supra

SCoT

• Vie locale : un projet économique et social pour Labatut

Objectif P.A.D.D.

Orientations générales

- s'inscrire dans un projet économique et social
- définir un objectif démographique mesure dans l'enveloppe fixée par le DOO du Scot pays d'Orthe

Orientations particulières

- transport, mobilité et numérique : réflexion et positionnement pour une halte ferroviaire, d'une aire de covoiturage (avec l'intercommunalité compétente), liaison douce entre le bourg et quartier neuf, accès au numérique
- activités économiques : favoriser les commerces et services de proximité en particulier dans le bourg, confortement de la zone d'activité Ouest et interdiction de la mixité habitat/activité sur cette zone
- loisirs, tourisme : mise en valeur du lac des Glés, accès et promenade sur le site de la motte, développement des activités de tourisme rural

Justification PADD

La commune se Labatut présente des sites d'activité important voire majeur comme la Seretram et la zone d'activité de quartier neuf, en partie liées à l'agro-industrie.

Le projet souhaite confirmer ces vocations économiques et assurer le maintien et le développement des commerces et services locaux, du tourisme rural et de loisirs nature.

En termes d'objectif de développement, la commune souhaite avant tout proposer une offre d'accueil diversifiée et permettre l'intégration des habitants à la vie du village : cela passe par des formes urbaines et des typologies d'accès au logement adaptés, ainsi que le traitement qualitatif des espaces publics et leur mise en valeur. L'accès au numérique pour tous fait partie des objectifs pour assurer les communications indispensables aujourd'hui aux entreprises, services et particuliers.

La commune souhaite éviter l'écueil des communes dortoirs : elle compte fixer des enveloppes d'extension mesurées et qualifiées, en prévoyant un travail d'accompagnement des densifications et formes urbaines. L'objectif démographique maximal est fixé par le SCOT, à savoir +600 habitants entre 2013 et 2030.

Documents Supra

SCoT ; politique d'aménagement économique communautaire

- **Cadre de vie : Préservation des valeurs agricoles, naturelles paysagères et patrimoniales**

Objectif P.A.D.D.

Orientations générales

- Protéger les bois et les fonctionnalités écologiques
- Assurer le contexte d'une agriculture diversifiée et adaptée aux nouveaux enjeux
- Composer avec le Gave
- Mettre en valeur la motte du château
- Qualifier l'espace habité et préserver le patrimoine architectural

Justification PADD

Le regard sur l'ensemble du territoire d'un point de vue de l'activité agricole et de la biodiversité est une nécessité : dans ce contexte le choix de préservation des boisements qui font l'atout du territoire, des fonctionnalités écologiques, notamment les zones humides, sont fixés en prenant en compte le rôle des activités agricoles dans la biodiversité et l'économie locale.

Ainsi, dans un contexte de diversification et d'adaptation des structures agricoles, le PLU a pour objectif d'ouvrir des possibilités pour les activités agricoles, tout en proposant des axes vers le tourisme rural et les circuits courts.

L'affirmation de l'identité liée au Gave est forte, et formalise différentes approches : le risque inondation, les zones humides et la biodiversité, le paysage. Le projet au regard des impacts sur la biodiversité et la morphologie du Gave entend interdire les extractions sur le lit majeur du Gave et préserver les paysages et milieux naturels sensibles. La mise en valeur pédagogique du lac des Glés, propriété communale et ancien site d'extraction, est envisagée dans le cadre notamment d'un sentier de découverte, en prenant en compte les enjeux existant.

L'attention portée sur l'identité de la commune au travers de son histoire et de son patrimoine est un objectif fort qui traduit la volonté de la collectivité de perpétuer la qualité architecturale et les sites paysagers du territoire.

- **Consommation des espaces NAF**

Objectif P.A.D.D.

Orientations particulières

- PADD doit fournir les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- Sur le territoire communal, compte tenu des différentes problématiques recensées, cet objectif sera différent selon les sites :
- Densification/structuration des tissus existants, notamment quartier neuf avec la problématique voirie
 - Reconversion de site d'activité
 - Extension urbaine au bourg et au quartier neuf
 - Extension du village rue quartier Lamothe
- Délimitation de la zone d'activité dans le cadre des contingences du SCOT : 3 ha au maximum pour l'activité hors projet éventuel de délocalisation de l'entreprise du bourg
- **une densité de 15 logements/ha minimum sur les nouvelles opérations (1AU)**
- **Une consommation foncière d'environ 0,8 ha /an de terres non artificialisées pour le logement**

Justification PADD

La consommation foncière dans le POS s'est élevée en moyenne à 5 ou 6 logements par ha. Le SCOT fournit un objectif de 0.9 ha par an et recommande une densité moyenne de 15 logements par ha.

Le SCOT prévoit pour la commune :

- 14 logements/an à produire
- une consommation sur 20 ans de 18.7 ha soit 0.9ha/an.

Globalement le SCOT demande de produire trois fois et demi plus de logements sur 3 fois et demi moins d'espaces. Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) attribue à la commune une croissance de 10% soit un besoin en logements de 280 logements entre 2010 et 2030 soit 14logts/an avec une densité de 15 logts/ha soit une artificialisation maximale de 18,7ha sur la période 2010/2030

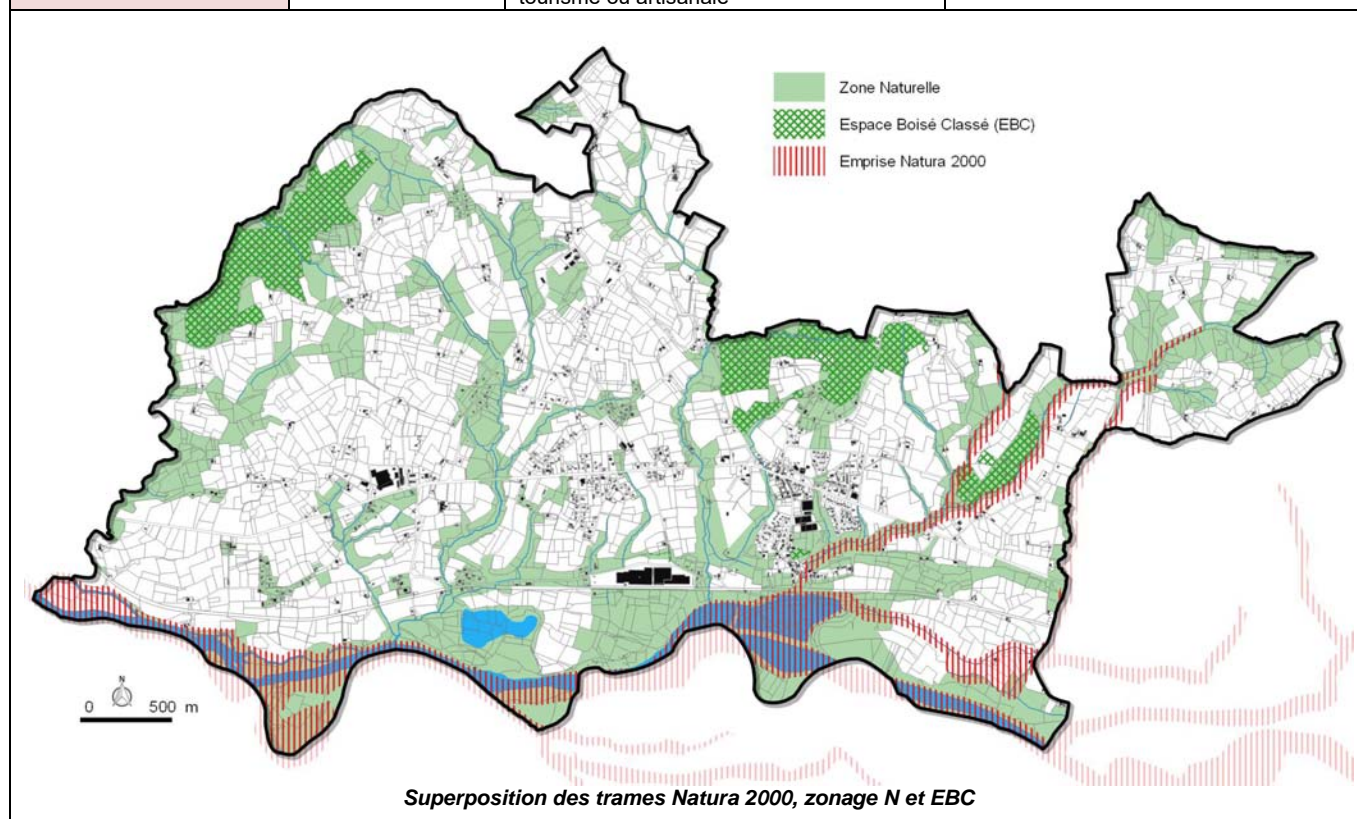
Le développement dans les polarités reliées à l'assainissement collectif permet une densification et une gestion économe de l'espace ; pour autant, il ne faudra pas s'affranchir du maintien d'espaces de qualité et d'accompagnement pour assurer une qualité de l'espace habité.

La commune souhaite promouvoir un développement économe en favorisant des formes urbaines compactes, fonctionnelles et de qualité. Elle vise ainsi à s'approcher au plus près de l'objectif SCOT.

La réutilisation des édifices existants souvent sous occupés permettra d'économiser l'espace dans la mesure où leur mutation ne viendra pas compromettre des enjeux significatifs sur le territoire.

C-II.2- INFLUENCE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX dans la DELIMITATION DES ZONES

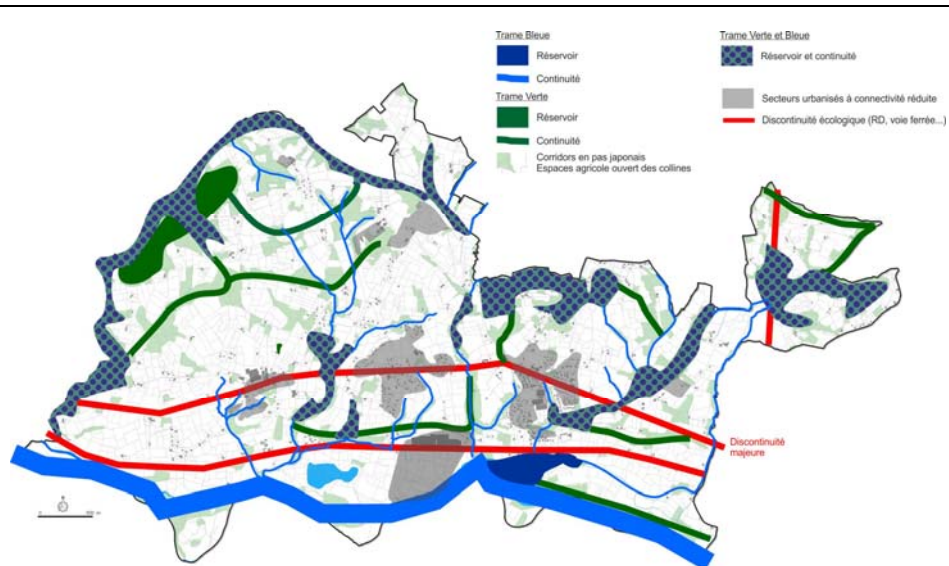
Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
BIODIVERSITE Objectifs : maintien des biodiversités	Milieux, Fonctionnalité Espèces Corridors écologiques	<p>Les espaces naturels d'intérêt majeurs ont été intégrés majoritairement au zonage N dont un sous-secteur dédié aux zones à fort enjeux pour la biodiversité.</p> <p>Les éléments les plus sensibles : Natura 2000, espaces de continuités écologiques, thalwegs des ruisseaux, massifs boisés, les zones humides ont été incluses majoritairement dans le secteur Nbd</p> <p>Les boisements les plus importants du point de vue biodiversité et paysage ont été protégés avec l'outil Espace Boisé Classé.</p> <p>Nombre de stecal réduit et liés à l'activité tourisme ou artisanale</p>	<p>Limitation de la constructibilité en zone N tout en affirmant le maintien très encadré des zones habitées existantes en y prévoyant des possibilités d'aménagement, limitées à des extensions et des annexes, Constructibilité encore plus limitée en secteur Nbd</p> <p>Accompagnement de la constructibilité limitée dans les stecal.</p>



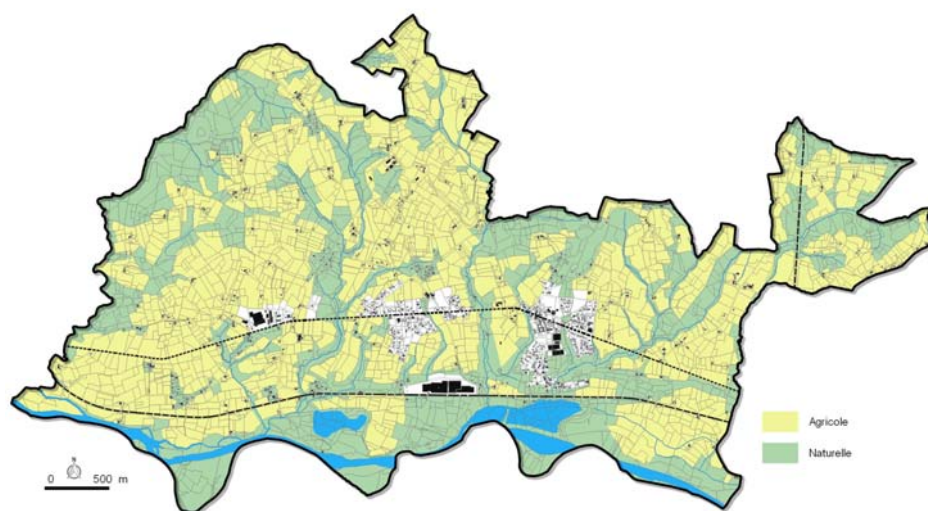
Les zones agricoles, selon leur mode d'exploitation, forment des espaces qui participent du maintien des biodiversités en étant selon les espèces des zones de nourrissage, de reproduction ou de circulation par exemple.

Ces enjeux de protection à visée écologique ont conduit à classer en zones agricoles ces espaces eu égard également aux **enjeux transversaux et complémentaires** de ces espaces sur le territoire tant au plan écologique qu'au plan des activités humaines : c'est le cas de certains réservoirs de biodiversité et de certains corridors écologiques.

Les secteurs à fort enjeu comme les zones humides ont été classée en zone Ap qui limite la constructibilité.



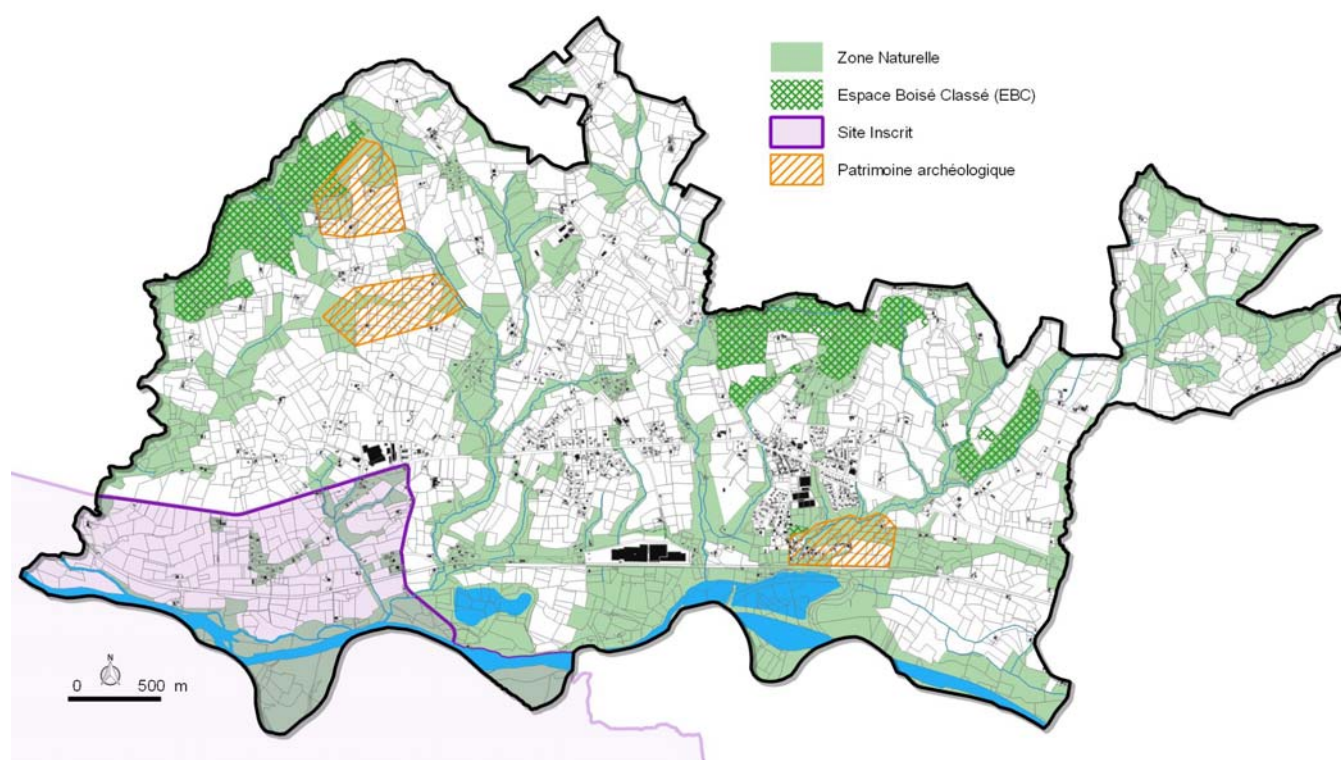
Trames vertes et bleues



Zonage A et N

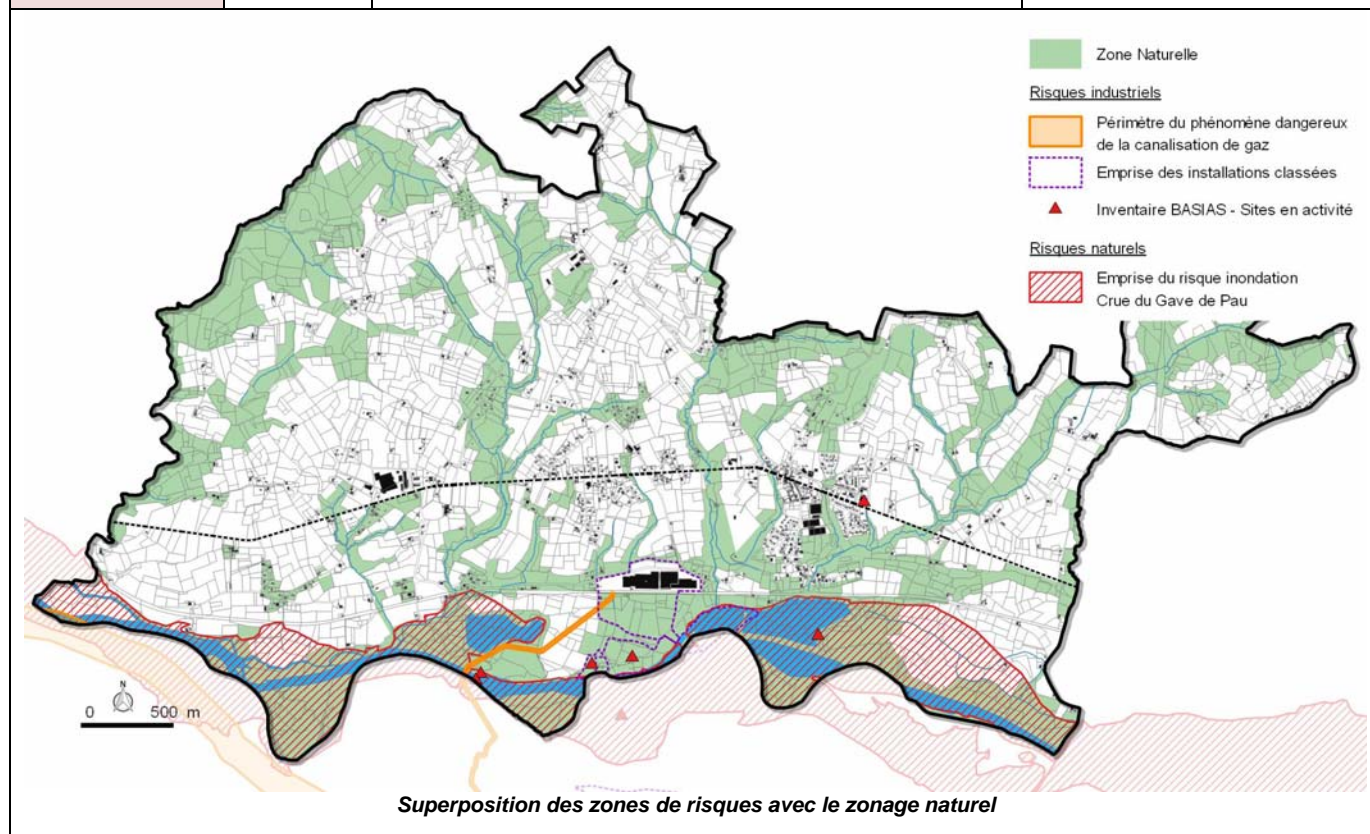
Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
RESSOURCES Objectif : protection et économie des ressources	Eau Sol Energie	<p>Limitation de la consommation des espaces pour préserver les terres agricoles (zonage A) et les espaces naturels (Zonage N). Possibilité de faire évoluer les édifices existants (extension, annexe, pour réduire la consommation de l'espace et assurer le maintien du patrimoine architectural.</p> <p>Protection de la qualité de l'eau par le recours exclusif à l'assainissement collectif.</p> <p>Les zones de protection des ressources en ne se situent pas sur le territoire communal.</p> <p>Absence de zonage spécifique à la production d'énergie renouvelable, territoire trop contraints pour envisager des champs photovoltaïques ou éoliens</p>	<p>Limitation de la constructibilité en zone N et A aux extensions et annexes (hors agriculture)</p> <p>Densification des constructions en zone U pour réduire la consommation des surfaces sauf dans les secteurs à enjeux paysagers</p> <p>Possibilité de dispositifs d'énergies renouvelables individuelles avec intégration paysagère</p>

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
CULTURE CADRE DE VIE Objectif : respect du patrimoine et de l'identité du territoire dans une vision dynamique qui envisage un patrimoine vivant et vécu	Patrimoine paysager Architecture Formes urbaines Identité Archéologie	<p>Prise en compte des espaces des sites, en particulier le Site Inscrit du Gave, site du château (motte), bourg vieux, zones de crête, par un zonage décliné selon les spécificités des secteurs limitant la constructibilité (A, N).</p> <p>Recentrage du développement sur les centralités existantes.</p> <p>Protection de nombreux espaces boisés sur le territoire pour leur rôle structurant dans le paysage</p> <p>Choix des sites d'extension urbaine en cohérence avec la logique des lieux, des paysages et des espaces pour un village préservé.</p> <p>Zones archéologiques en zone naturelle ou agricole majoritairement ; classées en zone U lorsqu'elles se situent dans le tissu urbain constitué.</p>	<p>Protection des principaux boisements (espace boisé classé, zone N)</p> <p>Accompagnement réglementaire pour l'aspect extérieur des bâtiments dans toutes les zones</p>

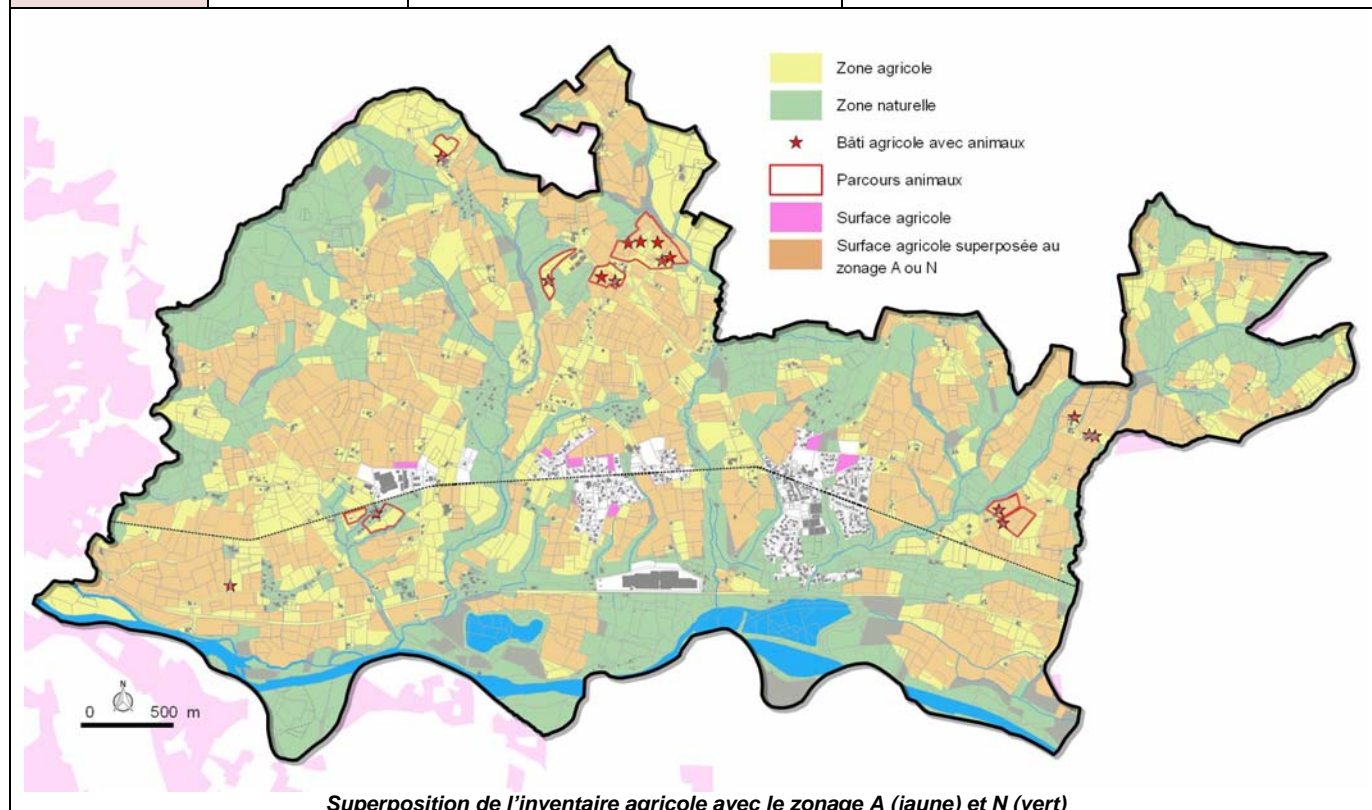


Superposition Site Inscrit, patrimoine archéologique, zonage N, EBC

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
RISQUE Objectif : limiter les expositions au risque et limiter les risques	Sécurité	<p>Zonage N ou A sur l'emprise inondable de l'atlas.</p> <p>Prise en compte des nuisances (activité, bruit) par un zonage N ou A aux abords des zones de contacts avec le résidentiel et évitement de développement sur les proximités concernées.</p> <p>Prise en compte des données Basias et basol pour éviter des développements pouvant être exposés à des pollutions éventuelles.</p> <p>Préservation des boisements (zonage N, EBC) qui permettent de tamponner et limiter les ruissellements.</p> <p>Maintien des thalwegs vecteurs de l'écoulement des eaux en zone Naturelle</p>	<p>Règlement imposant un dimensionnement des ouvrages hydrauliques visant à réguler les eaux de ruissellement</p> <p>Limitation de l'imperméabilisation des sols dans le règlement via des emprises au sol, Prise en compte du risque remontée de nappe</p> <p>Absence de développement dans les zones à risques inondation</p> <p>Le risque canalisation de gaz traverse des espaces naturels et agricoles</p>



Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
ACTIVITE AGRICOLE	Paysage Economie locale Biodiversité Emploi Tourisme	<p>Affirmation des entités agricoles en zone A, Protection en Ap pour des sites d'intérêt pour la biodiversité et pour les paysages Nombre de Stecal (secteur de taille et de capacité d'accueil limitée) réduit et affectés à de l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nt correspondant à des ensembles bâtis de qualité existant pour lequel changement de destination, extension et annexe limitées sont prévues - Ny correspondant à bâtiment artisanal en activité et prévoyant extension et annexe - Nk (activité hôtelière) en relation avec l'hébergement de plein air de type camping <p>Délimitation des zones d'activité sur la base des ancrages existants (SERETRAM, CEMEX, Garage..), et notamment reconfiguration de la zone d'activité de quartier neuf.</p> <p>Prise en compte de la présence d'une activité au bourg et réflexion sur une délocalisation à terme compte tenu de l'incompatibilité avec le résidentiel du bourg.</p> <p>Absence de possibilité de nouvelles exploitations d'extraction de granulats dans le zonage prévu eu égard aux impacts environnementaux</p>	<p>Prise en compte des entités agricoles et conservation des entités fonctionnelles avec un zonage permettant la constructibilité nécessaire à l'activité agricole qui ici s'inscrit dans des besoins pour la production, la transformation/vente à la ferme, la diversification tourisme, notamment hébergement gîte.</p> <p>La zone N qui n'est pas destinée à la constructibilité agricole permet également pour de petits bâtiments l'implantation de bâtiments nécessaires à l'activité agricole ponctuelle (maraichage, etc...)</p> <p>Les zones d'activités prévoient la possibilité d'implantation d'activités en évitant le logement (sauf logement de fonction), conformément au gabarit prévu dans le SCOT.</p>



C-II.3.1 – ZONES URBAINES ET A URBANISER

Définitions des zones

Les zones urbaines U se déclinent en plusieurs zones :

UB correspondant aux zones les plus anciennes du Bourg Vieux et du Bourg Neuf

UC correspond aux espaces de type pavillonnaire récent : les zones de développement des bourgs ainsi que le Quartier Neuf.

UE sont les zones dédiées aux équipements d'intérêt collectif

Les zones AU sont soit sous forme 1AU avec des orientations d'aménagement soit 2AU qui seront ouvertes à l'urbanisation à plus long terme.

Traduction du PADD

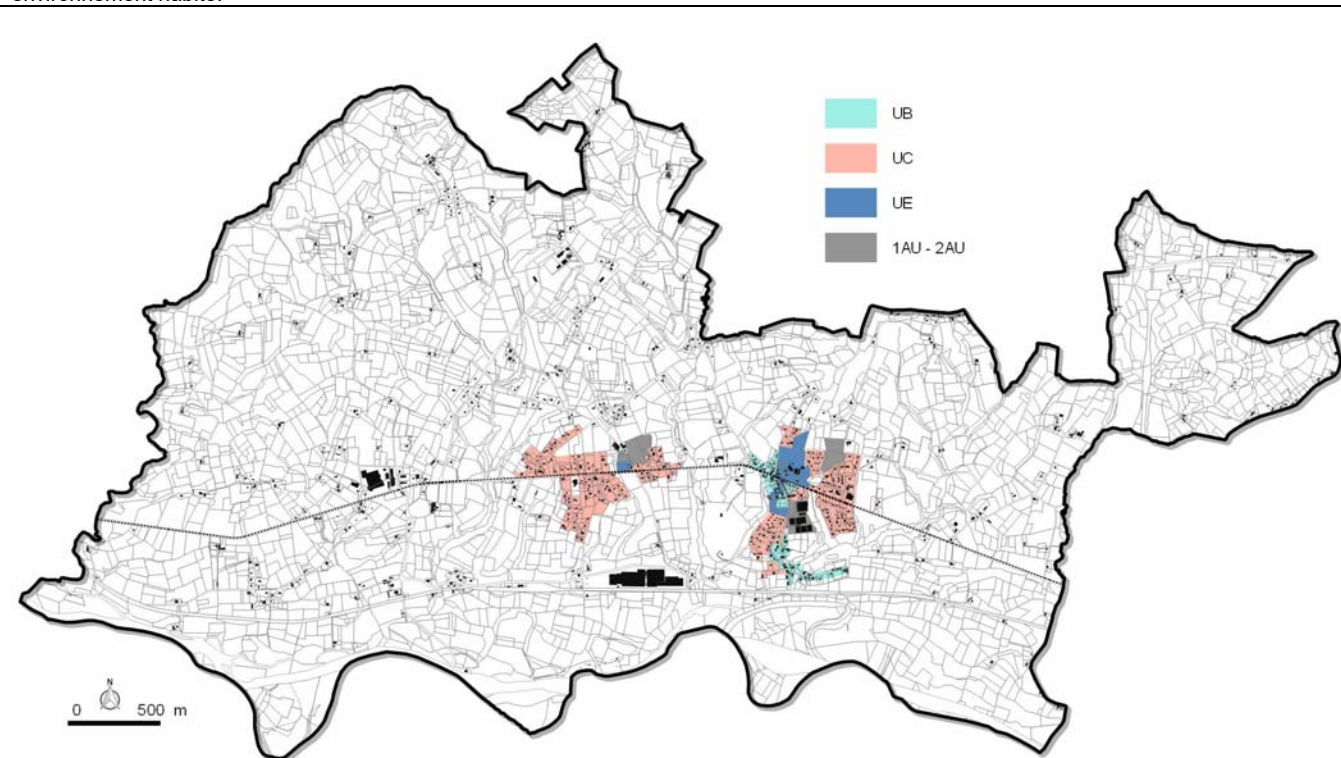
Le PADD insiste sur le caractère existant des structures urbaines des bourgs vieux et neufs, et de la volonté de recherche de solutions d'accompagnement. Il s'agit de conforter des espaces qui portent en eux des qualités urbaines existantes. De composer avec un cadre de vie, des services, un paysage urbain. En cela la distinction est faite entre une structure urbaine ancienne, variée, sous forme de zone UB et une structure urbaine plus monolithique de type individuel UC.

L'importance des équipements et services est soulignée. Leur maintien se traduit sous forme de zone UE dédiée à cette destination.

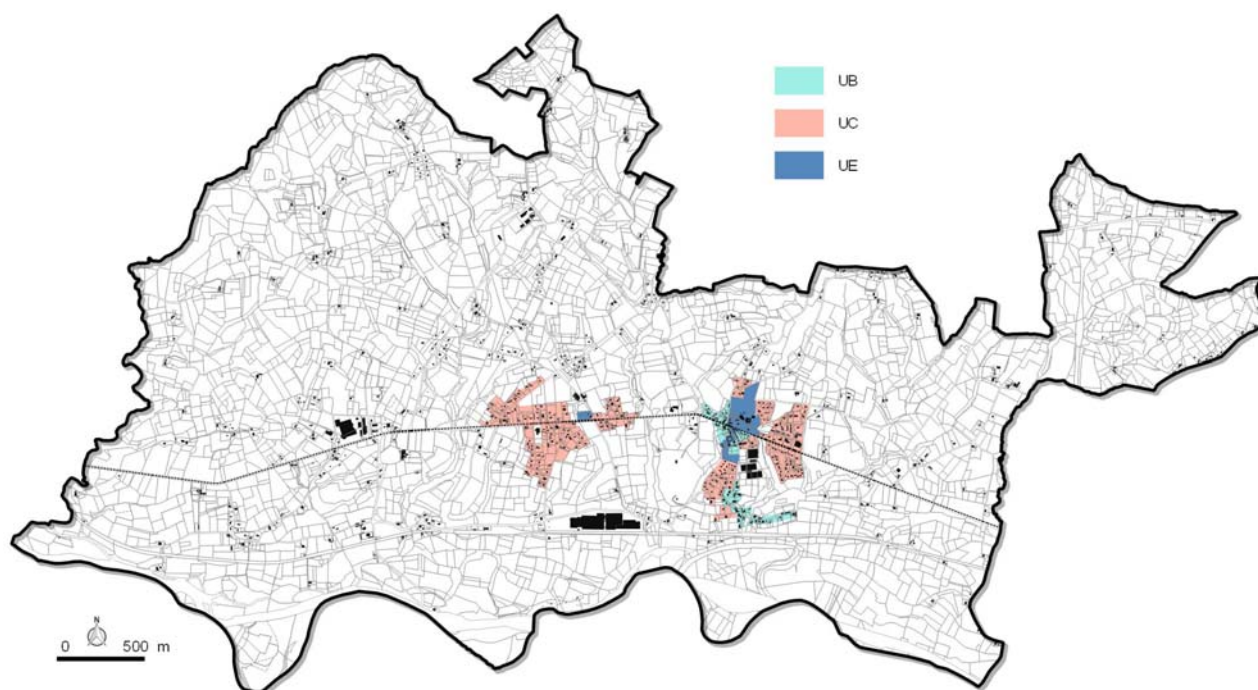
La quasi-totalité des zones sont reliées à l'assainissement collectif ou le seront, ce qui implique des zones différées dont les zones 1AU.

Les orientations d'aménagement intègrent les éléments importants comme les cheminements, les accès, les formes urbaines.

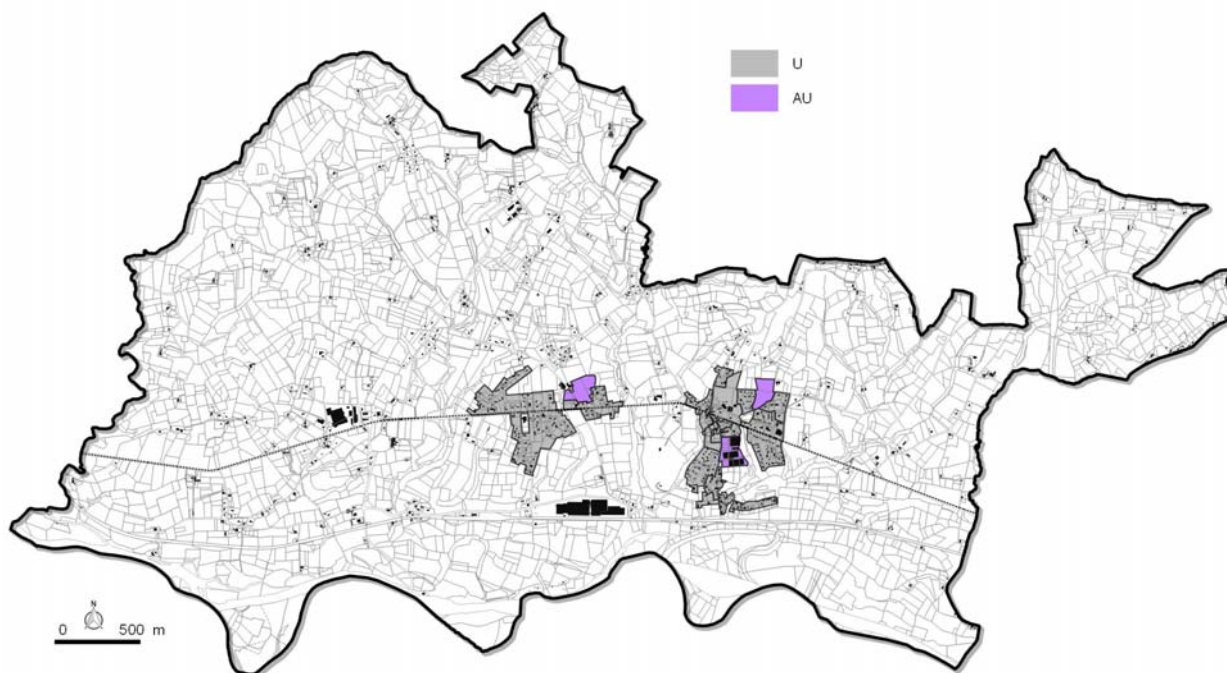
Entre Bourg Vieux et Bourg Neuf, le site actuellement en zone d'activité étant bloqué du point de vue de son évolution possible à terme compte tenu de sa situation, une zone 2AU permettra d'y envisager son évolution et sa reconversion en lien avec sa centralité et son environnement habité.



Traduction zones U et AU



Traduction zones U logements



Traduction zones AU logements

Le rôle structurant de la centralité du Bourg Vieux et du Bourg Neuf réunis avec les équipements, commerces, services ainsi que le patrimoine architectural et paysager représente une emprise urbaine calée de part et d'autre de la route principale. De la même façon le Quartier Neuf est positionné sur cet axe.

Les zones d'urbanisation futures se situent pour les zones 1AU sur chacun de ces deux pôles. Ces espaces de développement ont été déterminés dans une démarche de cohérence urbaine et de présence des réseaux, en évitant les entités agricoles majeures. De fait, le besoin de développement nécessitant des emprises en extension, celles-ci ont été choisies dans le prolongement des centralités où il était possible de structurer ou de prolonger le maillage de liaisons douces, et où il était envisageable de proposer un espace public fédérateur à quartier neuf.

La zone d'urbanisation future 2AU est particulière dans le sens où il s'agit d'anticiper une problématique de friche industrielle en plein bourg qui pourrait se poser du fait d'une impossibilité de cette activité à s'étendre in situ.

Les zones urbaines

correspondent aux secteurs équipés où l'urbanisation peut être immédiate se déclinent de la façon suivante :

- UB correspond à la zone urbaine la plus agglomérée, la plus ancienne. On la retrouve dans le Bourg Vieux et le Bourg Neuf et elle correspond à l'urbanisation qui existait au XIX^e siècle.
- UC correspond au développement le plus récent dont une grande partie sous forme d'habitat individuel.
- UE correspond aux espaces dédiés aux activités d'équipements et de services à la population exclusivement existante dans le Bourg et que la commune souhaite étendre au Quartier neuf via un emplacement réservé.

La zone U présente un secteur spécifique :

- un **secteur UCd** qui délimite des espaces construits existants (à 90%) faisant partie du Bourg Neuf dont le raccordement au réseaux d'assainissement collectif n'est pas envisageable.

Une particularité dans la zone UB du Bourg Vieux réside dans la proposition d'une orientation d'aménagement visant quelques parcelles afin de préserver une identité ancienne très forte et importante aux yeux des habitants.

Les zones à urbaniser

sont utilisées sur les secteurs qui doivent être conforté dans leurs équipements à moyen ou long termes déclinent de la façon suivante :

Les zones AU font l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),

- Les zones AU se situent sur des terrains importants tant au plan de leur emprise que de leur situation sur le territoire. Il y en a un par quartier important

Les zones d'urbanisation future pour le logement sont en situation de confortement de l'enveloppe urbaine de la centralité faisant office de lien dans cette enveloppe.

Sur la partie Bourg Neuf Bourg Vieux, il s'agit de composer avec deux espaces de type pavillonnaires et de créer ainsi du lien entre eux par des cheminements doux et un espace fédérateur végétalisé.

Même chose sur le Quartier Neuf avec intégration d'un espace à vocation d'équipement collectif qui vient apporter à ce secteur de la commune des éléments de composition urbaine et sociale qui lui font défaut.

La particularité de la zone 2AU vient d'une anticipation sur un espace existant et actif aujourd'hui mais dont la vocation actuelle n'est pas « pérénisable », et dont la localisation représente un véritable enjeu pour l'urbanisation future et le développement de ce territoire.



En blanc : indication des zones constructibles U et AU sur le Quartier Neuf



En blanc : indications des zones constructibles U et AU sur le >Bourg vieux et Bourg Neuf

Résumé des principales règles affectant la forme urbaine

Articles Zones	6- Voie et emprises publiques	7- Limites séparatives	9- Emprise au sol	10- Hauteur
UB	A l'alignement ou à 6m	En limite ou à 3m mini	50% maxi	12m au faitage
UC/UCd	A 6m de l'alignement	A 3m de la limite séparative	30% maxi 25% en UCd	9m au faitage
UE	A l'alignement ou à 6m	En limite ou à 3m mini	Sans objet	17m au faitage et 12m à l'égout pour construction intérêt collectif 12m au faitage pour les autres
1AU	A l'alignement ou à 2m	A 3m de la limite séparative	40% maxi	12m au faitage
2AU	A 4m de l'alignement	En limite ou à 3m mini	Sans objet	3m50 pour les ouvrages techniques

Les zones UE sont destinées aux équipements d'intérêt collectif. Elles font l'objet de règles spécifiques visant à maintenir et favoriser ces activités au sein de leurs propres emprises.

Socle commun et particularités

- **Art. 1 et 2** prévoient de favoriser le logement, ainsi que les commerces, bureaux, services en évitant les fonctions naissantes (industrie, entrepôts, exploitations agricoles ou forestières), certaines fonctions comme les artisans étant traitées en fonction des nuisances induites soumises à condition.
Les zones 1AU constituant des opérations d'ensemble les projets doivent porter sur l'unité foncière à minima
Cas particulier : UE et UY pour les équipements d'intérêt collectifs et les activités économiques, le logement y est admis uniquement sous forme de gardiennage ou de nécessité
- **Art. 3 et 4** prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent, toutes les zones constructibles sont raccordées au réseau d'assainissement collectif, excepté en secteur UCd. Un schéma précise la volonté d'évitement des accès démultipliés lors de découpage d'unité foncières pour des raisons de sécurité (multiplication des sorties tant pour les usagers de la route motorisés que pour les piétons) mais également de paysage urbain qu'il convient de ne pas impacter par une succession d'accès et portail peu valorisants
- **Art. 5** n'a pas lieu d'être (Loi ALUR)
- **Art. 6 et 7** : la forme urbaine portent des reculs par rapport aux voies ou alignements. En dehors de la zone UB « historique » dans laquelle ce sont les façades des constructions qui forment l'espace urbain, des reculs sont indiqués par rapport à l'alignement. Pour les limites séparatives l'implantation en limite est possible excepté en zone UC afin de conserver le paysage urbain. Pour autant les annexes sont exclues de ce recul afin de favoriser la densification, et permettre de mieux utiliser des terrains de petites dimensions tout en produisant des espaces paysagers cohérents
- **Art. 8** non réglementé pour favoriser la densification
- **Art. 9**, adapté à chaque zone, sans objet en zone UE, réglementé en zone UB ainsi qu'en zone UC avec des nuances dans la zone UC selon les secteurs.. en particulier le secteur UCd qui correspond au petit secteur en assainissement autonome. Ce n'est pas une volonté de densifier ce secteur mais de permettre une urbanisation venant donner de la cohérence au quartier dans le respect de son identité avec quelques parcelles restantes à construire.
- **Art 10**, la hauteur se cale soit au faitage comme hauteur maximale. La zone UA est dominante, avec des édifices anciens de belles hauteurs, alors que les autres zones sont légèrement moins hautes. Les vocations économiques sont traitées à part. dans les zones 1AU il est prévue de permettre des hauteurs similaires aux centres anciens pour favoriser les logements collectifs.
- **Art 11**, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence dans le territoire. Des règles permettent de traiter des édifices existants dans le respect de leur identité.
- **Art 12**, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations nouvelles, il n'est demandé de places supplémentaires dans le cas de divisions de logements existants que pour les logements créés. Il s'agit, en zone de centre-bourg de ne pas empêcher ces divisions mais de ne pas non plus favoriser trop de petits logements qui impliqueraient de nombreux véhicules.
- **Art 13** les éléments du paysage doivent être préservés et imposés avec une règle permettant des unités paysagères et évitant un morcellement trop important. Les espaces de stationnement font l'objet d'un traitement paysager.
- **Art 14** n'a pas lieu d'être (Loi ALUR)
- **Art. 15 et 16** sont issus des règles précédentes et complétées sur la question du numérique

Les zones d'activités

Les zones d'activités sont indiquées sous forme de zones UY et Ny selon les situations.

Elles correspondent :

- A des sites ponctuels en activité existant, comme celui de SERETRAM (UYd), du garage automobile (UYc), de l'activité d'extraction de granulat (Ny) et du charpentier (Ny).
- A une zone d'activité en entrée Ouest de quartier neuf, UYd, dont l'emprise a été reconfigurée pour améliorer les accès, la sécurité et rester sur une seule rive de la RD.

A noter que les zones en UYd ne sont pas raccordées à l'assainissement collectif.

Les secteurs Nt et Nk, stecal prévoient un développement des activités en lien avec le tourisme : hôtellerie de plein air pour le Nk du fait de projets exprimés, et reconversion d'édifices existants en Nt pour le tourisme et les loisirs.

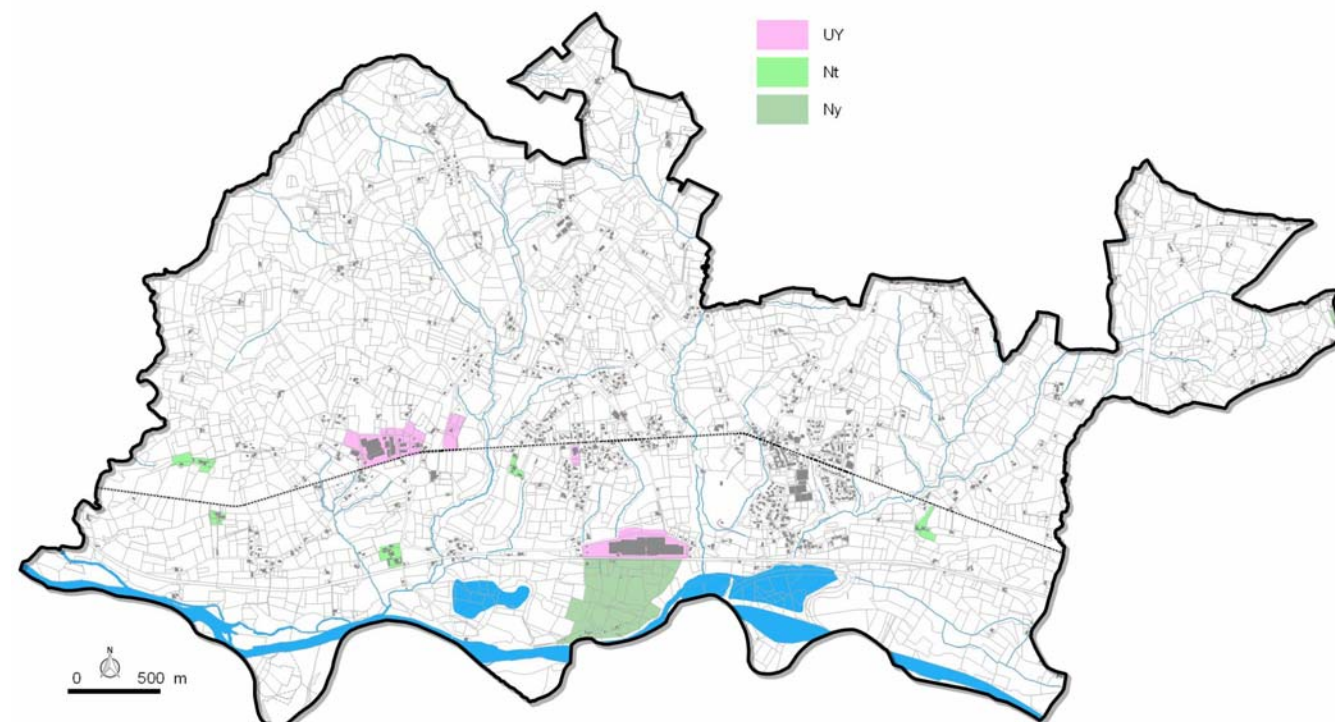
Traduction du PADD

Le rôle important de la commune au plan économique et stratégique, en particulier en lien avec la RD917 est un atout.

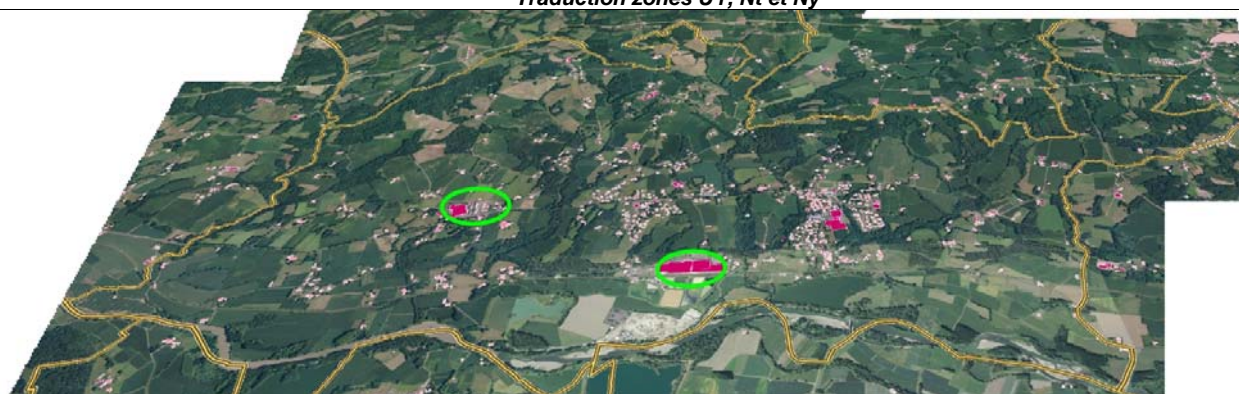
Labatut présente un pôle d'activité industriel important.

La zone d'activité de Labatut s'inscrit sur un axe structurant, d'accès rapide à l'autoroute. La commune maintient une offre d'implantation de nouvelles activités avec une offre diversifiée au regard des demandes sur le territoire et en offre complémentaire au parc Sud Landes :

- Implantation possible d'artisans, de services d'influence locale sur la zone d'activité
- Changement de destination d'édifices existants vers l'artisanat
- Spécificité de secteurs Nt pour reconvertir des édifices existants vers des destinations liées au tourisme et aux loisirs.



Traduction zones UY, Nt et Ny



Localisation des zones d'activités UY (cercles verts)

Le règlement : particularités

En zone UY

Articles Zones	6- Voie et emprises publiques	7- Limites séparatives	9- Emprise	10- Hauteur
UY/UYd	A 5m de l'alignement	à 3m des limites séparatives	60% maxi	12m du sol au faitage
UYc				

C-II.3.2 – ZONES AGRICOLES et NATURELLES

Définitions des zones

La zone A est destinée aux activités agricoles; elle est strictement protégée en raison de la qualité des terres et des possibilités d'exploitations.

La zone N est une zone à protéger en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels

Traduction du PADD

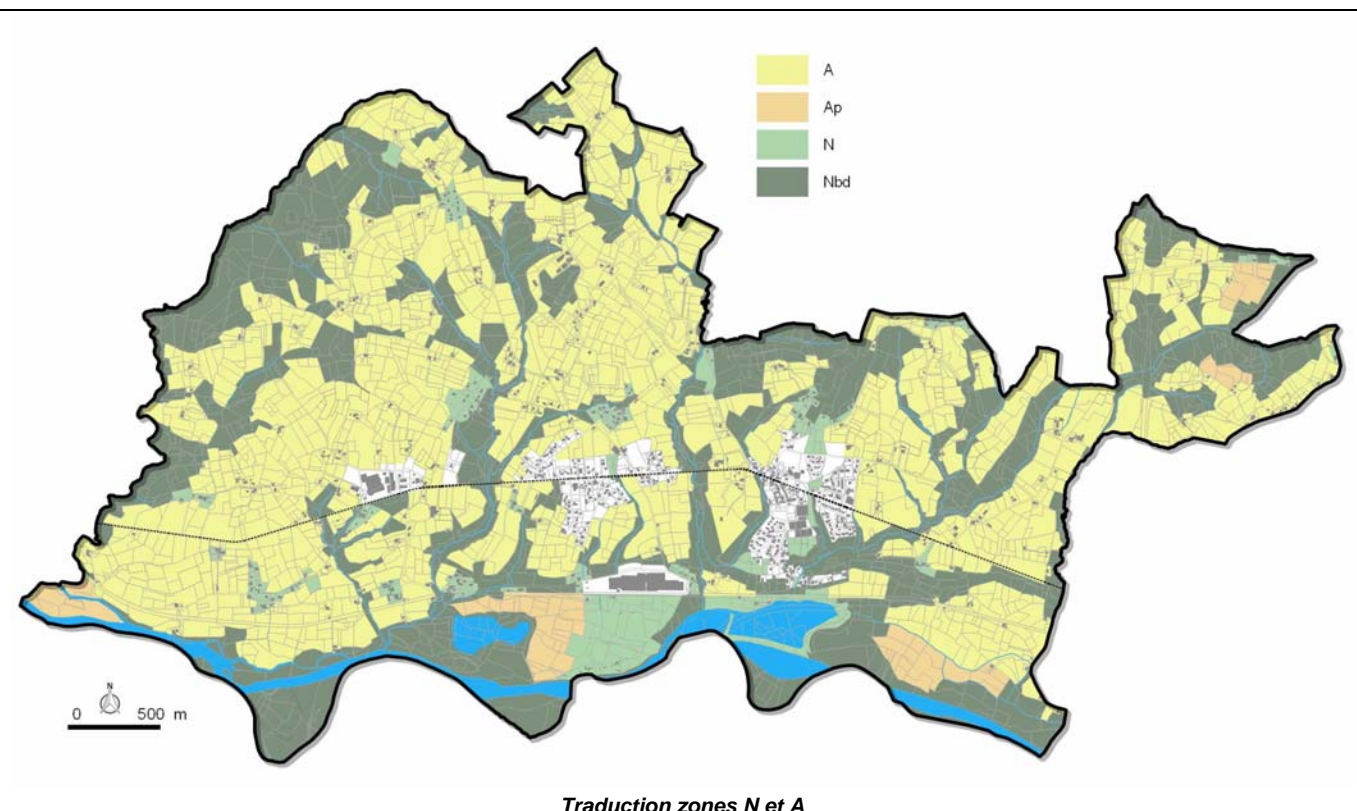
Le PADD se fait l'écho de la préservation des terres agricoles. Ces dernières sont réparties sur l'ensemble du territoire en dehors des espaces déjà urbanisés et des espaces de forêts, ou dont la topographie par exemple rend trop contraignante cette activité.

Le PLU reprend les principaux secteurs agricoles de la plaine et des collines, sur la base des structures existantes en corrélation avec les enjeux paysagers et environnementaux.

- Secteur Ap sur les zones humides, les espaces paysagers sensibles

Les zones naturelles déclinent sur le secteur Nbd les ensembles à fort enjeux pour la biodiversité, dont une partie des boisements structurants au sens du paysage. Les boisements remarquables pour leur intérêt biologique (réservoir de biodiversité) ou paysager ont été protégés via un espace boisé classé.

Sur des espaces à enjeu moindre pour les paysages et la biodiversité, particulièrement sur des zones d'habitat des écarts ou sur des marges urbaines, le zonage N traduit une vocation réduite à l'extension et annexe des habitations existantes.



Liste des secteurs

La zone A présente un secteur spécifique :

- un **secteur Ap** qui délimite des espaces de sensibilité paysagère sur lesquels il y a lieu de limiter la constructibilité.

La zone N dispose de secteurs spécifiques :

- un **secteur Nbd** réservé aux espaces majeurs pour la conservation de la biodiversité
- un **secteur Nk** réservé aux camping et cabanes dans les arbres
- un **secteur NL** réservé à des activités sportives et de loisirs
- un **secteur Nt** pouvant admettre des activités touristiques (gîtes par exemple) ou à l'artisanat
- un **secteur Ny** pouvant admettre quelques constructions liées aux activités économiques artisanales industrielles

Règlement : socle commun des différentes zones A et N

- **Art. 1** compte tenu du caractère de ces zones dans lesquelles l'urbanisation ne constitue pas le socle du règlement, il a été retenu que l'article 1 interdit tout ce qui n'est pas autorisé à l'article 2. De cette façon les listes indiquées à l'article 2 ciblent exactement ce qui est autorisé.
- **Art. 2** décrit dans chaque secteur ce qui est autorisé.
Les habitations existantes font l'objet d'un règlement identique qu'elles se situent en zone A ou N, il a été préféré une organisation du plan de zonage qui indique bien les grandes entités agricole et naturelle, la question des habitations dans ces zones, sauf à sa trouver dans des secteurs très spécifiques donnent lieu aux mêmes possibilités d'extensions et d'annexes.
- **Art. 3 et 4** prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,

- **Art. 5** n'a pas lieu d'être (Loi ALUR)
- **Art. 6 et 7** : l'implantation portent des reculs par rapport aux voies ainsi que le long des cours d'eau et à partir de la berge.
- **Art.8** sans objet compte tenu de la dimension généralement importante des terrains et de manière à ne pas contraindre l'activité économique agricole.
- **Art.9**, l'emprise au sol est nécessaire pour limiter la constructibilité en lien avec le traitement des habitations existantes dans le cadre des possibilités indiquées à l'article 2.
- **Art 10**, la hauteur concerne les édifices selon leur vocation. La distinction est faite entre les bâtiments d'exploitations de type hangar et les habitations. La hauteur concernant les habitations existantes est en lien avec le traitement des habitations existantes dans le cadre des possibilités indiquées à l'article 2.
- **Art 11**, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence dans le territoire.
- **Art 12**, le stationnement doit être pris en compte en dehors des voies ouvertes à la circulation publique
- **Art 13** les éléments du paysage doivent être préservés, les dépôts ou installations importantes doivent être intégrées avec des éléments végétaux de manière à en réduire leur impact visuel
- **Art 14**, n'a pas lieu d'être (Loi ALUR)
- **Art 15 et 16** sont issus des règles précédentes et ne sont pas surchargées inutilement

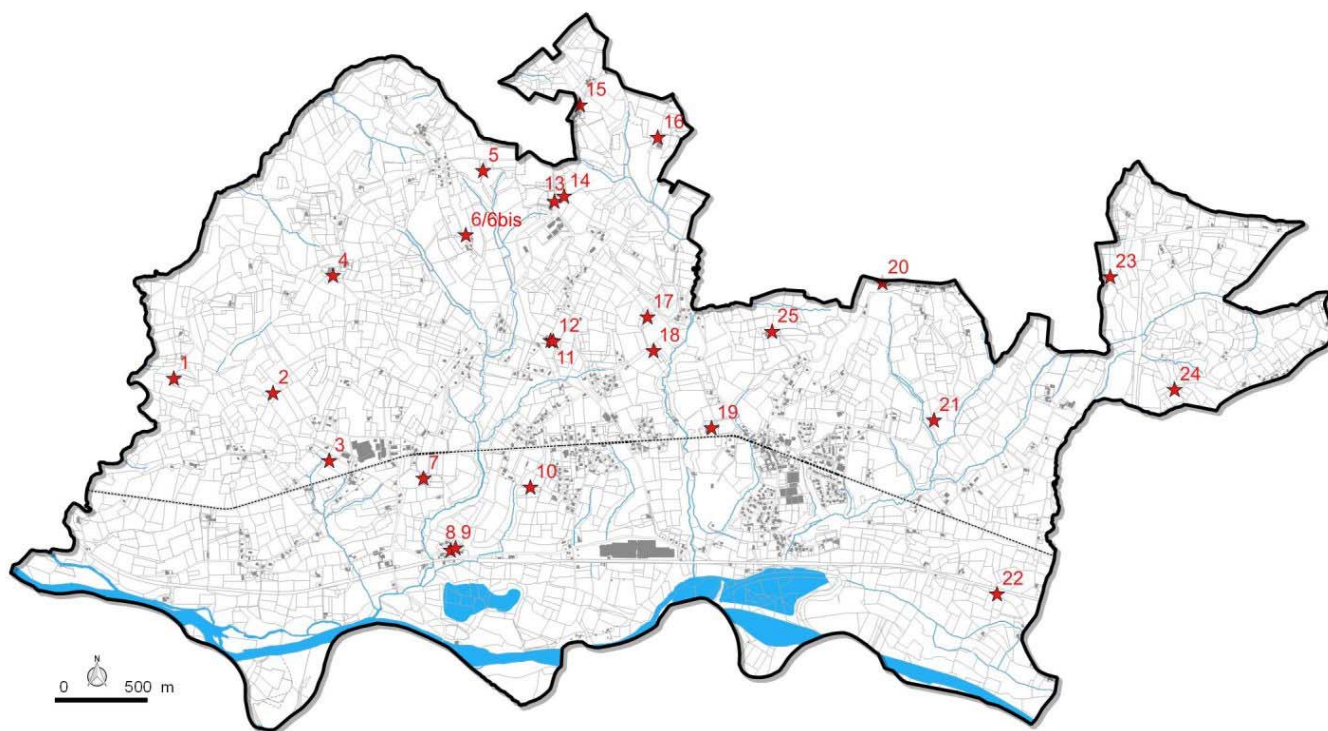
Un patrimoine pouvant changer de destination

Ces changements de destination permettent de produire du logement ou des bâtiments d'activité sans consommation nouvelle de terrains. Toutefois, il est nécessaire d'en appréhender l'impact sur l'activité agricole selon la situation et le contexte bâti.


Les édifices concernés doivent présenter des dispositions permettant leur réaffectation à du logement en particulier au plan de la viabilisation, la présence des réseaux, de la voirie, et ne être compatible avec la préservation de l'activité agricole et des espaces naturels.







La commune a identifié 20 édifices dont le changement de destination pour du logement est envisageable. Ils se situent majoritairement en zone A.



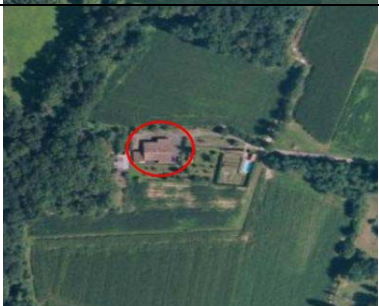

L'ensemble des édifices sont raccordés à l'eau, l'électricité et disposent d'un accès satisfaisant.











Localisation des édifices pouvant faire l'objet d'un changement de destination







N° sur la carte	Localisation section	Localisation	Destination	Contexte et impact
1	GUICHE H 533 Chemin Peyré		Habitation/gîte	Dépendance agricole et ancienne ferme existants ayant perdu leur vocation agricole. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole.

2	SOUSTRA H 301 Chemin Hourtic		Habitation/gite	
3	PEYRELONGUE H 564 Chemin Peyrelongue		Habitation/gite	Dépendance agricole inscrit à proximité du siège de l'exploitation existante. Permet de réinvestir le bâtiment pour de la diversification de l'exploitation notamment. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole.
4	LAHUQUE HANGAR H 89 Route Boscq		Habitation/gite	Hangar agricole inscrit à proximité du siège de l'exploitation existante. Permet de réinvestir le bâtiment pour de la diversification de l'exploitation notamment. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole.
5	ARRICAOU A 191 Route Boscq		Habitation/gite	Dépendance agricole inscrit à proximité du siège de l'exploitation existante. Permet de réinvestir le bâtiment pour de la diversification de l'exploitation notamment. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole.
6 6bis	ARROUZES A 257 Chemin Arrouzes		Habitation/Gite Atelier	Dépendances agricoles inscrites à proximité du siège de l'exploitation existante. Permet de réinvestir le bâtiment pour de la diversification de l'exploitation notamment ou pour de l'artisanat. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole.
7	LAHIRE G 424 Boulevard de l'Océan		Atelier	Dépendance agricole dans le volume de l'ancien corps de ferme. Permet de réinvestir le bâtiment pour de l'artisanat Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole.

8	LALA F 503 Route Traquet		Habitation	Dépendances agricoles inscrites à proximité du siège de l'exploitation existante. Permet de réinvestir le bâtiment pour de la diversification de l'exploitation notamment ou pour de l'artisanat. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en terme d'impact agricole du fait de la présence d'autres habitations limitrophes. Secteur de biodiversité ordinaire
9	LALA F 44 Route Traquet		Atelier	
10	PALEHE F 452 Impasse Palehe		Habitation	Bâtiment agricole isolé en limite zone A et N, le changement de destination présente un impact modéré sur l'activité agricole.
11	PEYROT B 339 Route Nolibois		Atelier	Dépendances agricoles à proximité d'habitation Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole

12	PEYROT B 339 Route Nolibois		Atelier	Dépendances agricoles à proximité d'habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
13	HUSTER A 602 Route Pouillon		Habitation/gîte	Dépendances agricoles à proximité d'habitation Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole

14	GASSIE B 200 Route Pouillon		Habitation/gite	Dépendances agricoles à proximité d'habitation Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
15	LAPALU B 927 Chemin Goeytes		Habitation/gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en terme d'impact agricole
16	BEDAT B 1109/1114 Chemin Goeytes		Atelier	Dépendance agricole au sein d'un ensemble agricole ? La transformation vers l'artisanat permettra de réinvestir le bâtiment en limitant l'impact sur l'agriculture.
17	GRAND LANNE B 389 Route Bernade		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
18	PETIT LANNE B 661 Route Bernade		Atelier	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
19	PONS B 609 Boulevard de l'Océan		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole

20	POUNTRET C 9 Route Lahourcade		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
21	COURTEIL C 272 Route Lauga		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
22	SARRAILLOT E 230 Route Hougas		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
23	MASSIE D 338 Chemin Moulere		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
24	BARERE D 251/270 Impasse Barere		Habitation/Gite	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole
25	L'ARTIGUE B 541 Route de la Fontaine		Habitation	Dépendance agricole proche d'une habitation. Le changement de destination de la dépendance ne modifie pas la situation existante en termes d'impact agricole

La commune a défini des secteurs de N de taille et de capacité d'accueil limitée :

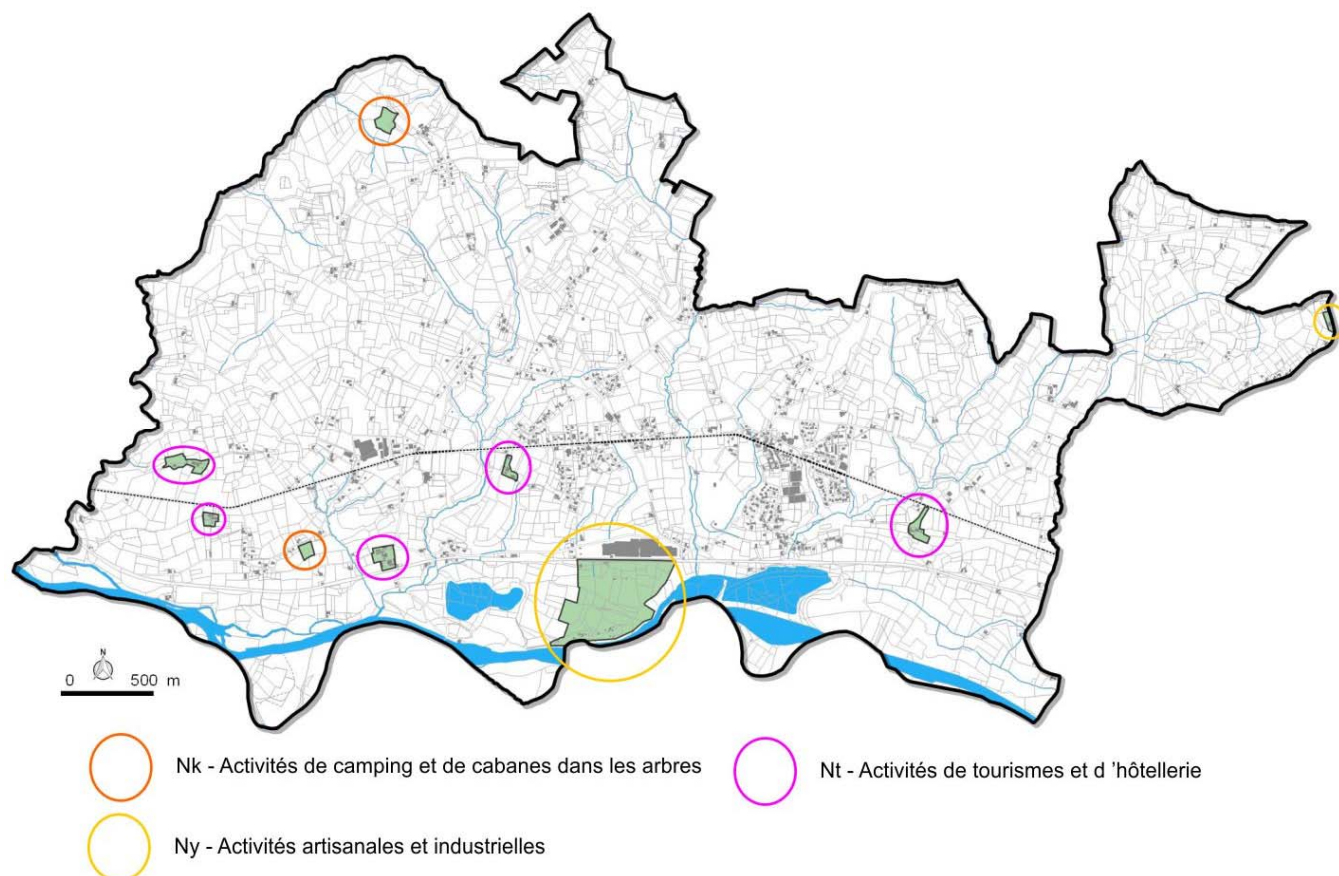
La constructibilité, en dehors des extensions et annexes aux logements existants, concerne ainsi, dans les secteurs de zone N :

- **secteur Nk** globalisant pour près de 3ha deux secteurs réservés aux campings et cabanes dans les arbres, ne prévoit pas de constructions à destination de logement (sauf gardiennage sous réserve) ; le règlement limite les possibilités :
- de ne pas dépasser un total de 200m² d'emprise au sol et 4m50 au faitage pour le logement de gardien, les sanitaires et l'accueil
- l'emprise au sol ne doit pas dépasser 10% de la surface du terrain et que la hauteur du bâti ne dépasse pas 4m50 au faitage.
- **secteur Nt** correspond aux occupations et utilisations nécessaires à l'activité de tourisme et d'hôtellerie sous forme de changement de destination, d'extension, d'annexe et sous réserve de ne pas augmenter l'emprise au sol existante de plus de 30%. Ces secteurs correspondent à des ensembles bâtis existants, de qualité architecturale dont la valorisation touristique est souhaitée pour maintenir ce patrimoine. La surface des zones Nt totalise près de 7 ha pour 4 sites existants soit moins de 2 ha par site sur des emprises bâties dont les possibilités sont limitées.
- **secteur Ny** correspondant aux occupations et utilisations nécessaires à l'activité artisanales et industrielles, avec une emprise au sol limitée à des extensions de 30% plafonné à 250 m² maximum. Ces secteurs correspondent l'un au charpentier en activité, l'autre au site de granulats et de traitement des eaux de Seretram en zone inondable. La surface totale est de l'ordre de 30 ha dont 5000 m² environ pour le site du charpentier, le seul hors zone inondable. La capacité d'accueil en termes de construction nouvelle est très limitée dans la zone inondable ; le site du charpentier est également limité à une augmentation maximum de 250 m² d'emprise au sol.

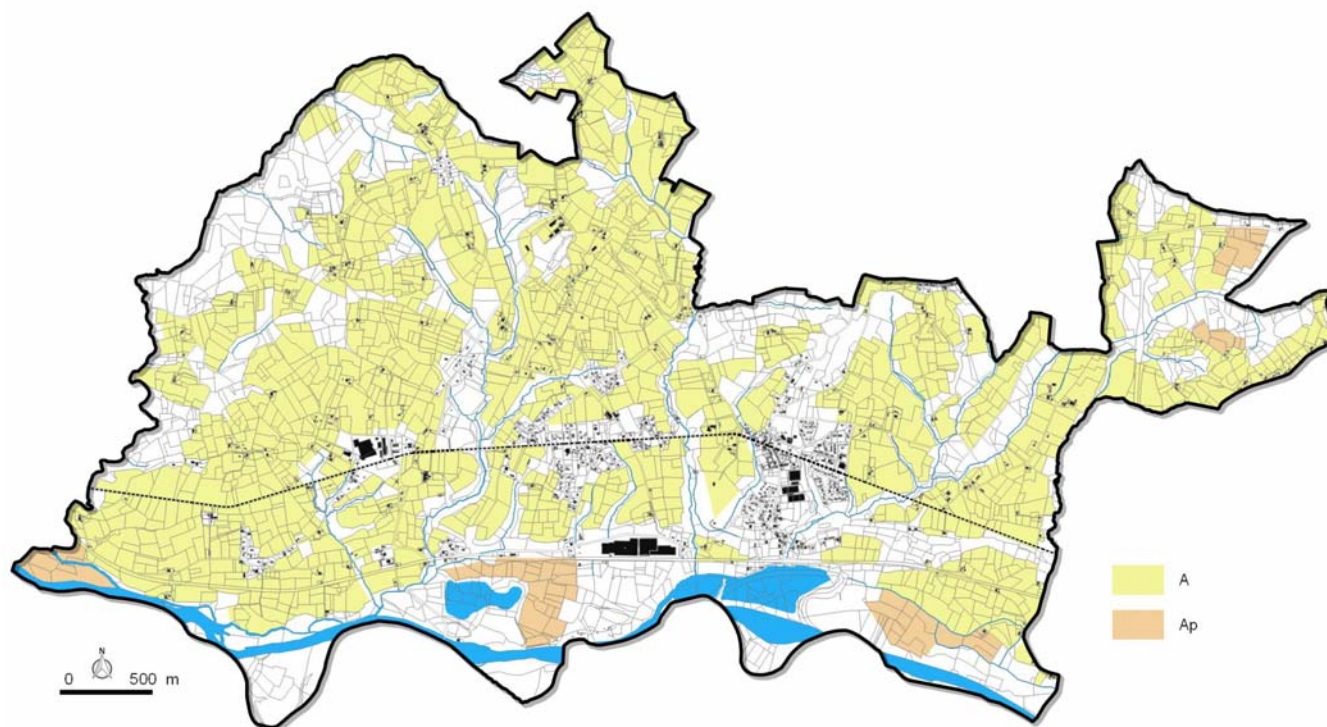
En zone A et N, la constructibilité en matière de logement/habitat est limitée aux extensions et annexes à l'habitation existante sous les conditions suivantes :

- annexe à l'habitation existante à la date d'approbation du PLU dans la limite d'une emprise au sol maximale de 40m² et d'une hauteur de 5m au faitage maximum. Les annexes sont implantées au plus près du bâti existant, la distance maximale avec le bâtiment principal d'habitation est limitée à 30m.
- extension d'habitation existant à la date d'approbation du PLU dans la limite de 30% de l'emprise au sol existante. Elle peut être protégée à 50% maximum pour les habitations d'une emprise au sol inférieure à 100m².

Ces dispositions permettent de regrouper les édifices destinés à l'habitat autour des constructions d'habitation existante, en réduisant les surfaces d'accueil afin de limiter l'impact sur le milieu et les zones agricoles et l'apport de population sur ces secteurs.



Les secteurs dans la zone N



Les zones agricoles sur le territoire
En orange le secteur Ap

La présence de l'activité agricole sur le territoire est forte et des entités importantes ont été identifiées pour être préservées via le zonage Agricole. Le secteur Ap correspond aux zones agricoles sensibles sur le plan paysager (au Nord) ou biodiversité (occurrence de zones humides sur la plaine), sur lequel la constructibilité est limitée aux extensions des édifices existants.

Certains espaces, qui peuvent être cultivés mais qui relèvent de caractères environnementaux et enjeux de biodiversité importants ont été intégrés en zone N. Le règlement autorise les constructions nécessaires à l'activité agricole dont les constructions relative aux CUMA (Coopérative d'utilisation de matériel agricole).

Le règlement : particularités

	5- Superficie minimales	6- Voie et emprises publiques	7- Limites séparatives	9- Emprise	10- Hauteur	14- COS
A						
Ap	Sans objet	A 6m mini A 10m à partir des berges	A 3m minimum	Extension 30% max et 50% (habitation<100m²) Annexe 40m2 total	Maison 9m au faîtage Bâtiment agricole 10m au faîtage	Sans objet



Les zones naturelles sur le territoire

Le document d'urbanisme a relayé avec le zonage « naturel », une surface importante conformément à la réalité du territoire.

Au final, il concerne les secteurs importants au plan paysager et environnemental (approche écologique, risque, Natura2000) : les espaces d'intérêt paysagers ou écologiques et les espaces boisés, les espaces naturels aux abords des principaux cours d'eau sont majoritairement en zone naturelle N.

Les détails des inventaires et analyses ont permis de faire émerger des secteurs différents selon leurs vocations sur lesquels la constructibilité est quasi nulle ou extrêmement ciblée (Nbd, Nk, NL, Nt et Ny).

Le **secteur Nbd** vise des espaces très importants en termes de biodiversité dans laquelle la constructibilité est extrêmement limitée, notamment aux aménagements légers d'intérêt général

Le **secteur Nk** correspond aux camping et cabanes dans les arbres.

Le **secteur NL** correspond aux activités sportives et de loisirs dans le cadre d'aménagement d'intérêt général

Le **secteur Nt** correspond aux activités de tourisme et d'hôtellerie sous forme de valorisation des édifices existants

Le **secteur Ny** correspond aux activités artisanales et industrielles (sites existants).

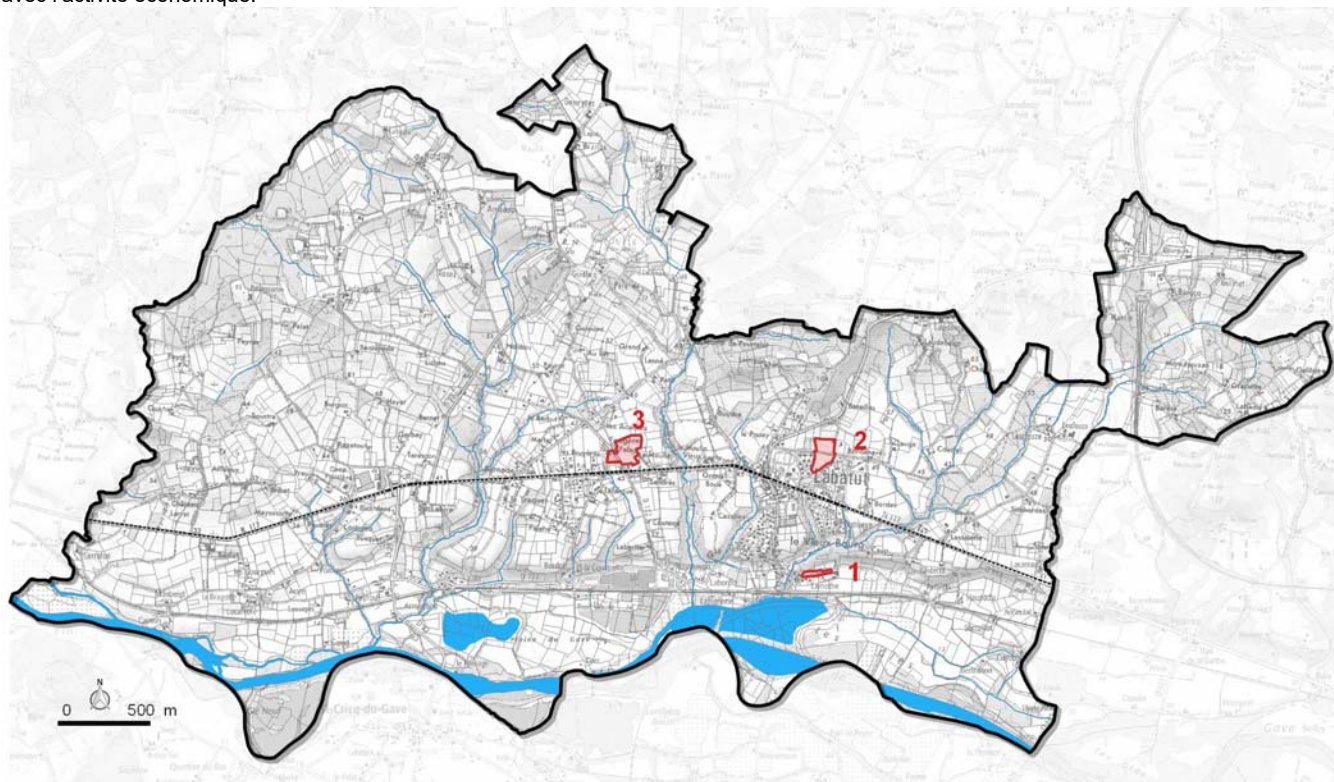
Le règlement : particularités

En zone N

	5- Superficie minimales	6- Voie et emprises publiques	7- Limites séparatives	9- Emprise	10- Hauteur	14- COS
N	Sans objet	A 6m mini A 10m à partir des berges	A 3m minimum	Extension 30% max et 50% (habitation<100m²) Annexe 40m² total Autres : 50m² maxi	7m au faîtage 5m50 au faîtage (annexes) 4m50 au faîtage (gardiennage)	Sans objet
Nbd				50m² mxi		
Nk				10% du terrain 100m² maxi		
NL				80m² ES maxi		
Nt				Extension 30% max et 50% (habitation<100m²) Annexe 40m² total		
Ny				250m² maxi		

C-II.3.3 - LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

La commune traduit ses intentions dans le dossier d'orientations sur des secteurs importants dans son projet, en lien avec le logement et avec l'activité économique.



Le secteur 1 : Bourg vieux

Le « bourg vieux » constitue le lieu historique de la commune au plan de l'urbanisme.

Il représente un potentiel constructible faible mais pour autant très sensible sur le plan de la forme urbaine.

Il s'agit ici de guider cette urbanisation en lien avec l'implantation historique des constructions, de sorte à maintenir et mettre en valeur les qualités urbaines, architecturales et paysagères de ce quartier.

Le secteur 2 : Bourg neuf

Situé en partie Nord du bourg neuf, ce secteur constitue pour partie une « dent creuse » dans l'enveloppe urbaine de ce quartier.

Deux espaces font l'objet d'une réflexion dans la composition urbaine, d'une part la partie Sud, encadrée dans l'urbanisation, d'autre part la partie Nord qui se cale entre des boisements et une propriété bâtie à l'Est, ce qui permet d'y contenir l'urbanisation future.

Le secteur 3 : Quartier Neuf

Ce quartier qui constitue la troisième phase de développement de Labatut au plan urbain est le plus récent, en lien avec l'essor économique de la commune et la présence de la voie de circulation majeure du territoire.

Son urbanisation s'est réalisée sous forme de maisons individuelles au fur et à mesure des demandes, des besoins, des ventes.

Du fait des situations d'enclavement font qu'il est aujourd'hui particulièrement difficile de travailler une urbanisation raisonnée à l'intérieur du tissu qui s'est ainsi constitué.

L'orientation d'aménagement vise à conforter l'urbanisation de ce quartier tout en y déclinant les thèmes importants à mettre en œuvre comme la mixité, les cheminements, etc.

C-II.3.4. - LES EMPLACEMENTS RESERVES

L'emplacement réservé 1a du POS a été supprimé car il n'était plus pertinent (zones de développement urbain non reconduites dans le PLU). 4 emplacements ont été créés dans le projet PLU.

Les emplacements réservés concernent :

- Aménagements pour des liaisons douces, espaces publics

Ces aménagements permettent de mailler et de poursuivre le réseau de liaisons douces. Il s'agit également de créer et de rénover des espaces publics pour la qualité du bourg et de quartier neuf.

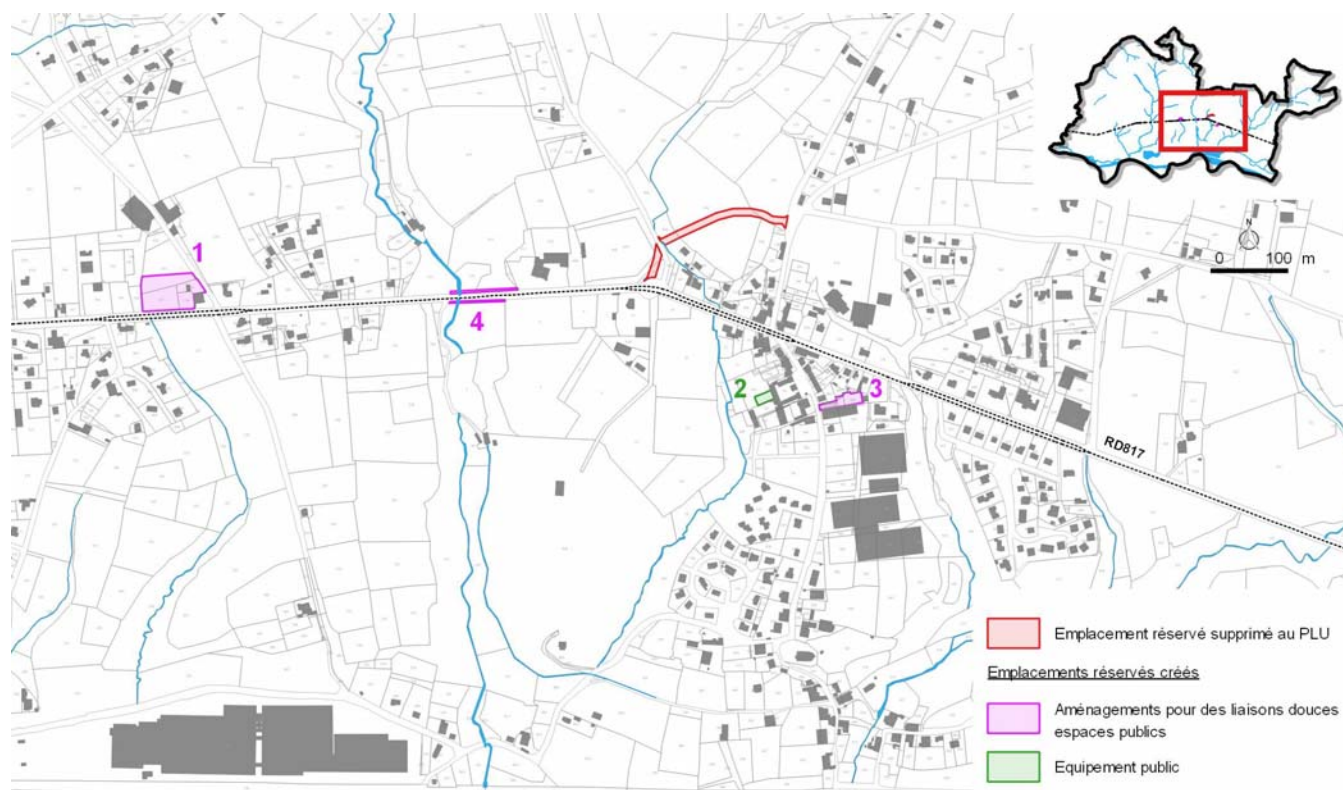
Le projet ne prévoit pas d'emplacement réservé pour le covoiturage ou la halte ferroviaire car ces installations sont de compétences communautaires et seront traitées dans le PLUi en cours.

N° PLU	Désignation	Destinataire	observations
1	Création d'un espace public collectif et d'une voie douce	Commune	ER Créé
3	Création d'un espace public et restauration du fronton existant		ER Créé
4	Création d'une liaison piétonne le long de la RD 817	Département	ER Créé

- Equipement public

Cet emplacement réservé est prévu pour la création d'équipements nécessaires à la ville.

N° PLU	Désignation	Destinataire	observations
2	Création d'un espace public collectif et d'une voie douce	Commune	ER Créé



Localisation des emplacements réservés du PLU

C-II.4- SURFACES DES ZONES

POS (Surfaces calculées d'après zonage informatique)		Total	% du territoire	PLU (Surfaces calculées d'après zonage informatique)		Total	% du territoire	évolution POS/PLU
Zones	Surface (ha)			Zones	Surface (ha)			
UB	10,10	148,43		UB	8,90	89,54		
UC	30,27			UC	45,63			
				UCd	2,48			
UD	52,81							
UH	2,76			UE	7,96			
UI	32,03			UY	0,24			
				UYc	0,74			
				UYd	23,59			
UN	20,46							
Zones U								
IINA	8,58	23,94				8,86		
IIINA	9,87			1AU	5,53			
IIINAa	0,85							
IVNA	4,64			2AU	3,33			
Urbanisation future								
Zones U et NA/AU	172,37		8%			98,40	5%	
NB	49,28							
Zones U et NA/AU et NB	221,65		11%			98,40	5%	-56%
NC	1391,78			A	1120,32			
NCa	0,74							
				Ap	67,06			
Zones agricoles	1392,52		66%			1187,38	57%	-15%
IND-INDi	411,38			N	51,88			
INDia-INDib	1,86							
INDa	66,66							
				Nbd	694,82			
IIIND	0,93			Nk	2,43			
				NL	22,33			
				Nt	7,09			
				Ny	30,67			
Zones naturelles	480,83		23%			809,22	39%	68%
Total	2095,00		100%		2095,00		100%	

C-III- CONSOMMATION DES ESPACES DU PLU

Ces tableaux serviront de références tout au long du dossier

Ils sont composés de la façon suivante :

- **Tableau 1** - totalité des surfaces disponibles dans les zones U et AU. Les terrains objet d'un permis de construire accordés sont exclus du calcul.

Objectif : quantifier les logements potentiels

- **Tableau 2** – sont retirés des tableaux précédents les surfaces considérées comme artificialisées dans l'OCS artificiel 2017 (axe&site).

Objectif : quantifier la disponibilité foncière située en terrains NAF - en dehors des espaces considérés comme artificialisés

NAF : Naturel Agricole Forestier

Renouvellement : espaces situés dans l'enveloppe urbaine

Extension : surface située en dehors de l'enveloppe urbaine

Mixte : surface artificialisée en urbain mixte (Jardin, division parcellaire...)

Tableau 1

- totalité des surfaces disponibles dans les zones U et AU. Les terrains objet d'un permis de construire accordés sont exclus du calcul.

ZONE	RENOUVELLEMENT (espaces situés dans l'enveloppe urbaine)								EXTENSION (espaces situés hors enveloppe urbaine)								TOTAL
	N		A		F		Mixte	Total A	N		A		F		Mixte	total B	
	artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé		artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé		
UB		0,42		0,09			0,26	0,77									0,77
UC	1,00	0,49		1,94			2,27	5,70								0,00	5,70
UCd							0,21	0,21									0,21
1AU		1,75		1,27		0,41		3,43		1,90						1,90	5,33
2AU							3,33	3,33									3,33
sous-total	1,00	2,66		3,30		0,41	6,07	13,44		1,90						1,90	
	3,66		3,30		0,41		6,07		1,90								15,34
UYd										1,61		1,30				2,91	2,91
sous-total																2,91	2,91
TOTAL																	18,25

N= espace naturel hors forêt - A= espace agricole - F= espace sylvicole et forestier - M= espace artificialisé non bâti

Tableau 2

- sont retirés des tableaux précédents les surfaces considérées comme artificialisées dans l'OCS artificiel 2017 (axe&site)

ZONE	RENOUVELLEMENT (espaces situés dans l'enveloppe urbaine)								EXTENSION (espaces situés hors enveloppe urbaine)								TOTAL
	N		A		F		Mixte	Total A	N		A		F		Mixte	total B	
	artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé		artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé	non artificialisé	artificialisé		
UB		0,42		0,09				0,51									0,51
UC		0,49		1,94				2,43								0,00	2,43
UCd								0,00									0,00
1AU		1,75		1,27		0,41		3,43		1,90						1,90	5,33
2AU								0,00									0,00
sous-total		2,66		3,30		0,41		6,37		1,90						1,90	
	2,66		3,30		0,41				1,90								8,27
UYd										1,61		1,30				2,91	2,91
sous-total																2,91	2,91
TOTAL																	11,18

N= espace naturel hors forêt - A= espace agricole - F= espace sylvicole et forestier - M= espace artificialisé non bâti

Rappel Diagnostic

Les enveloppes urbaines totalisent environ 88ha57 sur la commune avec un potentiel de densification de l'ordre de 13ha dans les enveloppes de la centralité.

Le projet de territoire du PLU a composé avec les enveloppes urbaines existantes au regard d'orientations visant à prendre en compte des objectifs de préservation de la biodiversité, des paysages, de l'agriculture. Ainsi, la projection du potentiel du PLU n'a pas forcément retenu systématiquement les potentialités des enveloppes urbaines existantes présentées dans la partie diagnostic. Ce paragraphe a pour but de présenter les surfaces développées par le PLU en terme de constructibilité, en identifiant les surfaces des enveloppes urbaines existantes non maintenues.

Tableau 1

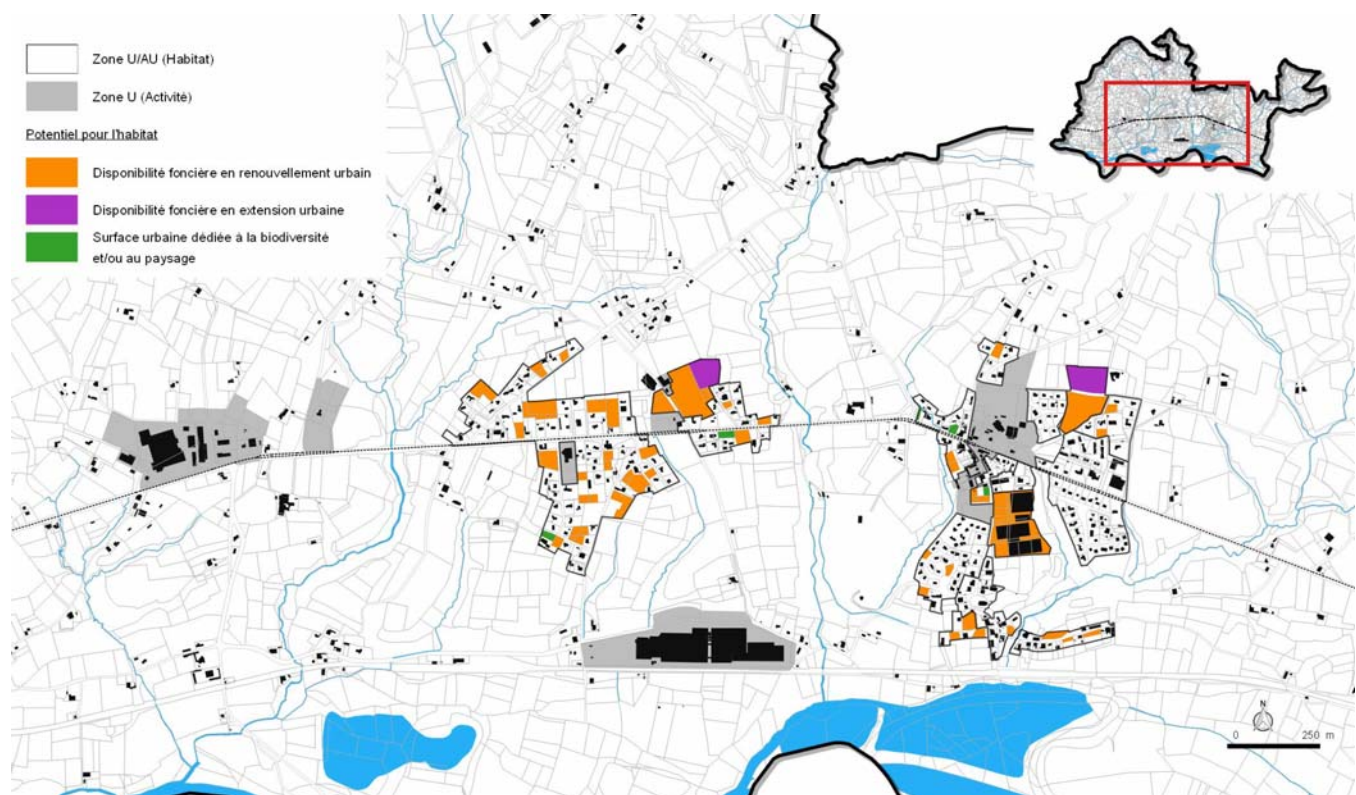
Les surfaces disponibles dans les enveloppes urbaines du projet de PLU s'établissent de la façon suivantes (hors zone d'activité) :

Surfaces disponibles pour le résidentiel

- dans les enveloppes urbaines (Renouvellement) : 13ha44 soit 88%
- en dehors des enveloppes urbaines (Extension) : 1ha90 soit 12%

Analyse

L'implantation urbaine à Labatut offre encore aujourd'hui des espaces libres au sein de l'enveloppe urbaine, notamment à quartier neuf où l'urbanisation est peu organisée : le PLU offre l'occasion de structurer ces espaces pavillonnaires réalisés sans plan d'ensemble avec une récente densification non maîtrisée, induisant des problématiques paysagère, fonctionnelle... Le bourg ancien reste plus compact mais présente des vides dont certains sont importants et permettent de créer des liens entre des opérations existantes. Egalement, le site de l'entreprise de transport, en plein bourg ancien, est un espace stratégique sur le temps long en terme de reconversion urbaine.

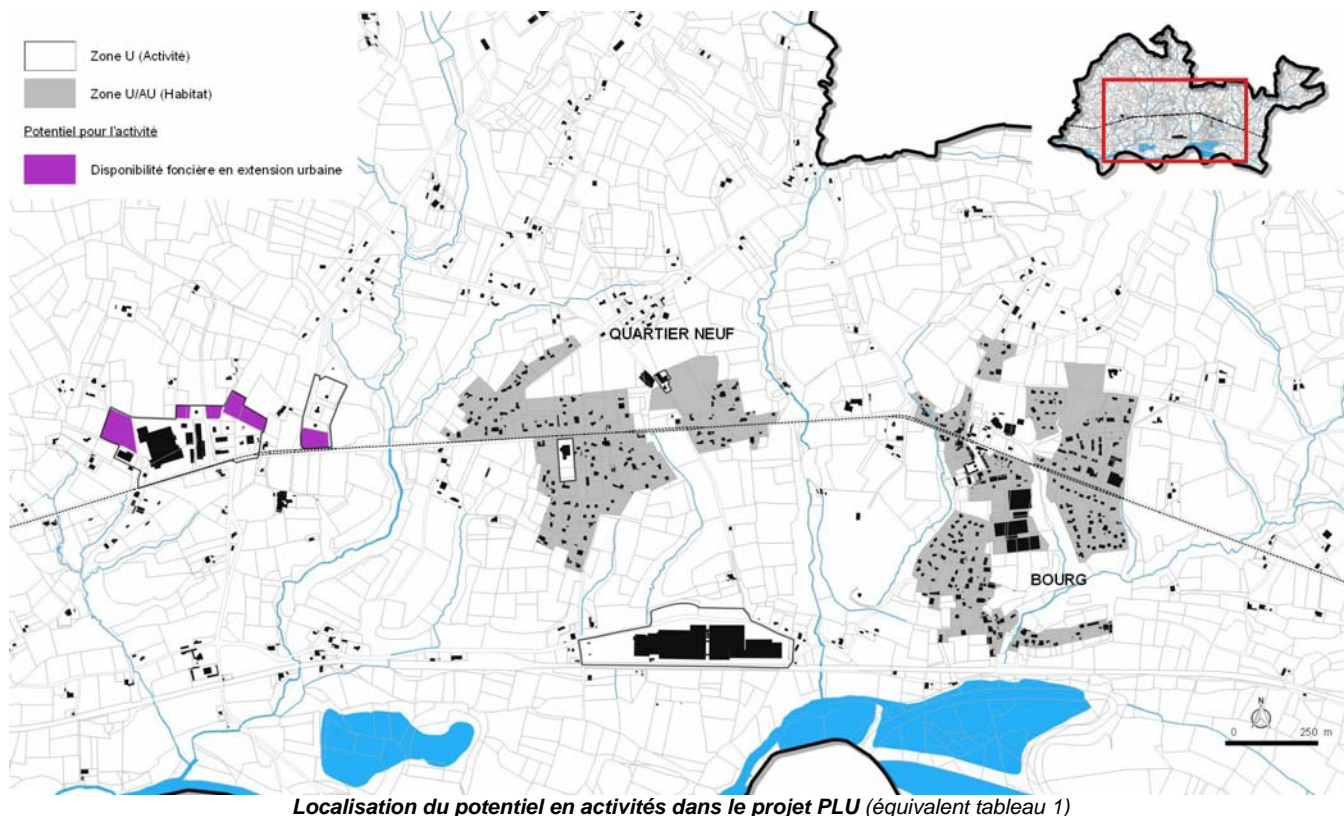


Localisation du potentiel résidentiel dans le projet PLU (équivalent tableau 1)

Les zones d'activités

- La zone d'activité UYd de 2ha91

La totalité du potentiel se fait en extension d'une zone d'activités existante.



Le projet de PLU pour la partie urbanisation logements consacre 88% des surfaces disponibles dans les enveloppes urbaines et 12% en épaissement. Ces proportions passent respectivement à 74% et 26% lorsque l'on intègre les zones d'activité.

Répartition des surfaces de potentiel y compris les zones d'activités :

- dans les enveloppes urbaines (Renouvellement) : 13ha44 soit 74%
- en dehors des enveloppes urbaines (Extension) : 1ha90+2ha91= 4ha81 soit 26%

C-III.2- ARTIFICIALISATION INDUITE PAR LE P.L.U.

Rappel Diagnostif

OCS : surfaces artificialisées en urbain mixte couvraient fin 2000 244ha sur la commune dont 41ha d'activités économiques.

Il faut actualiser ce chiffres et l'artificialisation jusqu'à l'arrêt du PLU.

L'analyse de la production de logements chapitre A-III-1-2 a montré une consommation foncière entre 2000 et 2017 de 37ha40 consommée à 72.5% pour l'habitat.

Tableau 2

Les surfaces situées hors OCS 2017 artificialisées et constituant de la consommation d'espaces sont estimées à :

- 6ha37 (résidentiel) en renouvellement
- 1ha90 (résidentiel) + 2ha91 (activité) = 4ha81 en extension

Soit un total de 11ha18 comprenant logements et activités. Cela correspond à 0.86 ha/an sur la période 2018/2030.

La zone d'activité UY a une part de 2ha91, en extension soit 0ha22 par an (2018/2030) comptant dans les surfaces économiques/activités.

Hors activités cette surface en extension est de 1ha90 soit 0ha15 par an (2018/2030) comptant dans les surfaces « urbain mixte ».

Soit un total d'artificialisation moyen annuel en extension de 0ha37/an.

C-III.3- CONSOMMATION AU TITRE DES ESPACES N.A.F. - Espaces Naturel Agricole Forestiers

Rappel Diagnostic

La consommation des espaces naturels agricoles et forestiers N.A.F. est établie à 37ha40 sur la période 2000/2017 soit **2ha20 par an** inclus les logements et secteurs d'activités, les routes.

Tableau 2

La consommation NAF est estimée dans le projet PLU à 11ha18, soit une moyenne annuelle de **0ha86 toutes zones confondues** (PLU estimé sur 2018/2030).

En comparaison avec la période 2000/2017, la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers NAF est réduite de 1ha34/an (-61%).

L'impact direct sur les espaces est la suivante :

N : 4ha56 (résidentiel) + 1ha61 (activité) = 6ha17 (55%)

A : 3ha30 (résidentiel) + 1ha30 (activité) = 4ha60 (41%)

F : 0ha41 (résidentiel) (4%)

La zone d'activité UY a une part de 2ha91, en extension

La zone 2AU ne représente pas d'artificialisation car c'est une mutation d'un espace d'activités

Soit au final en dehors des zones d'activités, le PLU a un impact immédiat de :

11ha18 – 2ha91 soit 8ha27 de consommation NAF soit **0ha64/an**

La consommation NAF passe de 2ha20 entre 2000 et 2017 à 0ha86 par an dans le projet PLU (horizon 2030).

C-IV- POTENTIEL EN LOGEMENTS

C-IV.1- POTENTIEL LOGEMENTS TOTAL

Rappel Diagnostic PADD

Un objectif maximum de +600 habitants horizon 2030 / 280 logements supplémentaires
 Un cadrage de la communauté de communes qui fixe une enveloppe moyenne annuelle de l'ordre de **14 logements/an** pour 2010/2030.
 Une consommation foncière de 0.8 ha an.
 Un objectif de production moyenne de 15 logements à l'hectare sur les nouvelles opérations.
 Une consommation maximale de 3 ha pour les zones d'activités.
 Sur la période 2003/2014 144 logements ont été produits (12 logts/an) pour une consommation de 2ha35/an

Méthode d'évaluation du potentiel de logements

Sur la base de la cartographie des espaces libres de toute construction, qui apparaissent sur le plan de zonage et qui peuvent potentiellement recevoir du logement sont estimées en terme de superficie

- **Zone UB** : une partie est évaluée à la parcelle du fait de leur dimension, de divisions parcellaires destinées à des habitations individuelles par exemple. Il en résulte une estimation de 11 logements.
- **Zone UC** : Les parcelles qui peuvent accueillir de nouvelles opérations du fait de leur petite taille ou des divisions visant à cette utilisation avec une densité de 14 logements/ha.
- **Zone AU** : les OAP imposent une fourchette minimale de 18 logts/ha

Soit un total évalué à **260 logements**

La restructuration du parc : logements créés dans l'existant sur la base des observations des dix dernières années moyenne 1 tous les deux ans de la production de logements

Tableau 1 (chapitre CIII- potentiel brut) L'utilisation des données du tableau permet de proposer la répartition suivante :

Zone	Disponibilité foncière (ha)	Densité	Potentiel en logements Fourchette basse
UB	0,77	14	11
UC	5,70	14	80
UCd	0,21	10	2
Total U	6,68	14	93
1AU	5,33	18	100
Total 1AU	5,33	18	100
TOTAL U/1AU	12,01	16	193
2AU	3,33	20	67
densités relatives			
Total	15,34	17	260
Restructuration			5
Changements de destination			20
densités relatives			
TOTAL	15,34	19	285

Le PADD indique un potentiel nécessaire de **280 logements à produire sur 2010-2030**, soit 14 logements par an en moyenne.

Le potentiel théorique obtenu se situe à 285 logements, soit **22 logements annuels** sans rétention foncière (dont 67 logements en zone 2AU et 25 logements dans l'existant) pour une temporalité 2017/2030.

Le potentiel immédiat (zones U et 1AU) est de 193 logements sans rétention foncière soit environ 14 logements/an. L'ouverture de la zone 2AU sera initiée au regard de ce qui a été produit auparavant.

Les zones AU seront les espaces d'ajustement le cas échéant, pour maîtriser le développement avec un rythme d'ouverture adapté. En ce sens la zone 2AU sera un levier d'action important qui pourra être mobilisé sur justification dans le cadre d'une procédure.

Les actions de restructuration du parc se réalisent sur le moyen et long terme.

Le potentiel sur le moyen et court terme (hors 2AU et recomposition du parc) est conforme au PADD et correspond aux attentes fixées au plan communautaire.

Rappel PADD/SCOT

La commune de Labatut, conformément au SCOT devra :

- Imposer la mise en œuvre de l'article L123.1.5 16ème alinéa du Code de l'Urbanisme dans toutes les zones à urbaniser des PLU susceptibles d'accueillir plus de 12 logements.
- sur les nouveaux programmes de logements (en neuf ou en réhabilitation) : Créer 10 % de logements sociaux au sein des programmes (sous réserve de faisabilité notamment de l'accompagnement financier de l'Etat à la production de logements à vocation sociale). Les PLU définiront si ce pourcentage s'applique sur le nombre de logements ou sur la surface de l'opération.

La commune n'est pas assujettie à la Loi SRU.

La commune de **Labatut** ne se situe pas dans une zone prioritaire pour le développement du logement social ; en ce sens, les financements de l'Etat ne sont pas orientés sur ce type de commune. Les opérations qui ont été réalisées par le passé l'ont été sous l'égide de la commune via la mise à disposition de terrain. De fait, la commune n'a pas prévu d'outils spécifiques pour assurer la production de logements sociaux.

D – QUATRIEME PARTIE

TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE :

INCIDENCES DU PROJET, SUIVI

La première partie a pour objet de comparer le document existant objet de la révision et le document projeté, nouveau PLU. Il s'agit de comparaisons quantitatives et qualitatives permettant de mettre des repères. D'où l'on vient , Où l'on va.

Comparaisons sur plusieurs niveaux :

- Surfaces des zones
- Zonage / Règlement : par thèmes (urbain, à urbaniser, agricole, naturel / habitat, activités) : localisation / emprise/ règles : règlement graphique croisé avec règlement écrit
- Synthèse de reconstitution des zones U et AU / A et N en faisant apparaître les différences en, termes de constructibilités
- Eléments de paysages

A la fois en termes de comparaisons et de justification de protections.

La deuxième partie a pour objet une comparaison (ou mise en parallèle) des enjeux environnementaux et des éléments réglementaires graphiques et écrits.

Dans ce chapitre sont traités les questions en lien avec :

- Les milieux agricoles, naturels et de bio diversité
- La consommation des espaces agricoles, naturels, forestiers NAF
- Les ressources
- Les risques
- La culture le patrimoine le cadre de vie

La troisième partie vise plus particulièrement les effets sur Natura 2000

La quatrième partie présente :

- les mesures de prévention et correctives,
- la traçabilité,
- les modalités de suivi

D-I-EFFETS DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT dont NATURA 2000

D-I.1- COMPARAISON POS / PLU

D-I-1-1 – COMPARAISON DES SURFACES

Globalement la révision du PLU a induit :

- Une diminution de la surface totale des zones urbaines U de l'ordre de 59ha
- Une diminution de la surface des zone d'urbanisation future de près de 15 ha
- La non reconduction des zones NB qui couvraient près d'une cinquantaine d'ha

Soit au global une réduction de l'ordre de 56% des emprises artificialisées et artificialisables.

Au global, les surfaces des zones constructibles tout confondu passent de 221.65 ha dans le POS à 98.40 ha dans le PLU (-56%).

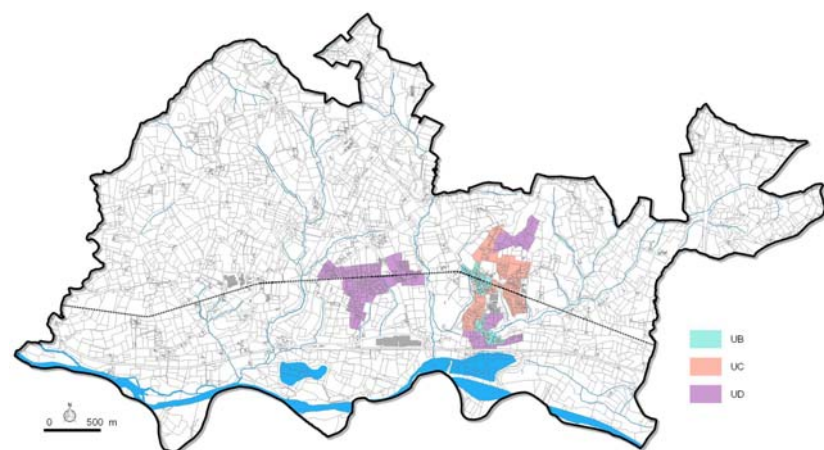
- une ventilation entre zone Agricole et Naturelle différente : alors que le POS intégrait l'ensemble des zones agricole et forestière en zonage NC le PLU a nuancé le zonage au regard des enjeux biodiversités:
 - au global les zones naturelles ont progressé de 68% passant d'environ 481 ha(POS) à 809 ha dans le PLU.
 - la surface des zones agricoles est passée de 1392.5 ha à 1187,38 ha dans le PLU, soit 205 ha environ en moins.

POS (Surfaces calculées d'après zonage informatique)		Total	% du territoire	PLU (Surfaces calculées d'après zonage informatique)		Total	% du territoire	évolution POS/PLU
Zones	Surface (ha)			Zones	Surface (ha)			
UB	10,10	148,43		UB	8,90	89,54		
UC	30,27			UC	45,63			
				UCd	2,48			
UD	52,81							
UH	2,76			UE	7,96			
UI	32,03			UY	0,24			
				UYc	0,74			
				UYd	23,59			
UN	20,46							
Zones U		23,94				8,86		
IINA	8,58							
IIINA	9,87			1AU	5,53			
IIINAa	0,85							
IVNA	4,64			2AU	3,33			
Urbanisation future		49,28						
NB								
Zones U-NA-NB		221,65	11%	98,40		5%	-56%	
Zones agricoles		1392,52	66%	1187,38		57%	-15%	
Zones naturelles		480,83	23%	809,22		39%	68%	
Total		2095,00	100%	2095,00		100%		

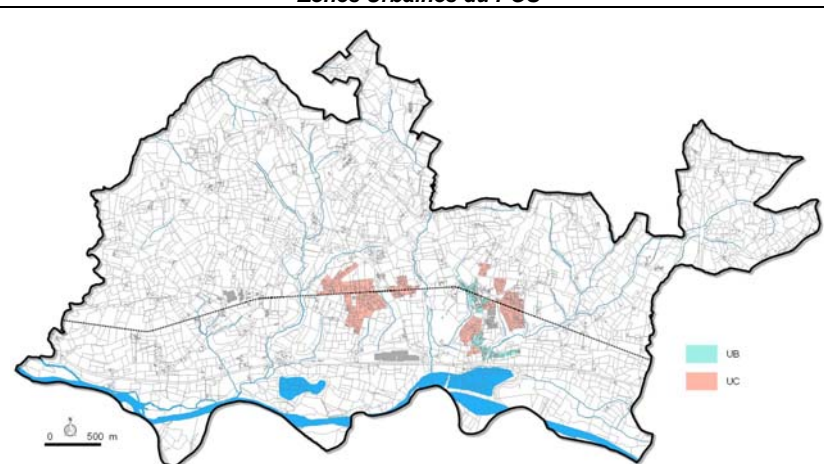
D-I-1-2—ZONAGE - REGLEMENT

Le calcul du zonage POS est réalisé sur le même fond de plan informatique que le PLU et calculé sur cette base. Cela peut différer des calculs du rapport de présentation figurant dans le POS initial.

Les zones Urbaines (Habitat)



Zones Urbaines du POS



Zones Urbaines du PLU

POS zones UB, UC, UD	PLU zones UB, UC
93ha18	57ha01
	-36ha17 Soit -39%

Evolution du zonage POS/PLU

Le POS disposait de différentes zones urbaines essentiellement en UD à quartier neuf, et sur le burg un ensemble comprenant des zones UB, UC et UD, formant des enveloppes extensives.

L'effort de centralisation/densification du développement effectué dans le PLU se traduit par un pôle quartier neuf en zone UC et une emprise bourg comportant le noyau ancien en UB et la périphérie en UC, sur des emprises réduites par rapport au POS.

Des différences fondamentales issues de l'évolution législative (Lois Grenelle, ALUR notamment) rendent la comparaison délicate : suppression du recours au minimum parcellaire (article 5), au COS (article 14), ajout des articles 15 et 16, en particulier. De plus les éléments fondamentaux ont également évolué dans l'appréciation des zones avec une forte implication de l'environnement dans la réflexion. Le tableau ci-après vise à pointer en les résumant les principales différences et évolutions entre les deux documents.

Dans les zones U quelques règles évoluent

Zone	POS UB	PLU UB	Commentaire
5- Superficie mini	Sans objet	Sans objet	inchangé
9- Emprise au sol	50%	50%	inchangé
10- Hauteur	12m	12m au faîtage	inchangé
13- Espaces libres		30% dont 20% d'un seul tenant 1 arbres/4places >10 places	Des attentes en termes d'environnement et de paysage qui permettent de préciser les attendus en particulier sur les stationnements paysagers
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR
Zone	UC	UC/UCd	
5- Superficie mini	1500m ² mini en autonome 600m ² mini en collectif 400m ² mini lotissements ou groupes d'habitations	Sans objet	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	30% maxi	30% maxi 25% en UCd	Règle reconduite
10- Hauteur	12m 4m50 en limite sur 3m de profondeur	9m au faîtage	La zone UC est maintenue sous une forme urbaine plus basse que la zone UB
13- Espaces libres	10% au moins d'espaces verts collectif à partir de 5lots	30% dont 20% d'un seul tenant	Des attentes en termes d'environnement et de paysage qui permettent de préciser les unités de formes paysagères attendues et le paysagement des stationnements
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR
Zone	UD	Remplacée par la zone UC	

		étendue	
5- Superficie mini	1500m ² mini 800m ² mini si raccordable	Sans objet	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	20% maxi	30% maxi 25% en UCd	Règle adaptée
10- Hauteur	9m 4m50 en limite sur 3m de profondeur	9m au faitage	La zone UC est maintenue sous une forme urbaine plus basse que la zone UB
13- Espaces libres	10% au moins d'espaces verts collectif à partir de 5lots	30% dont 20% d'un seul tenant	Des attentes en termes d'environnement et de paysage qui permettent de préciser les unités de formes paysagères attendues et le paysagement des stationnements
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR

Les zones d'équipements



Zone du POS

POS zone UH	PLU zone UE
2ha76	7ha96
	+5ha20 Soit +188%

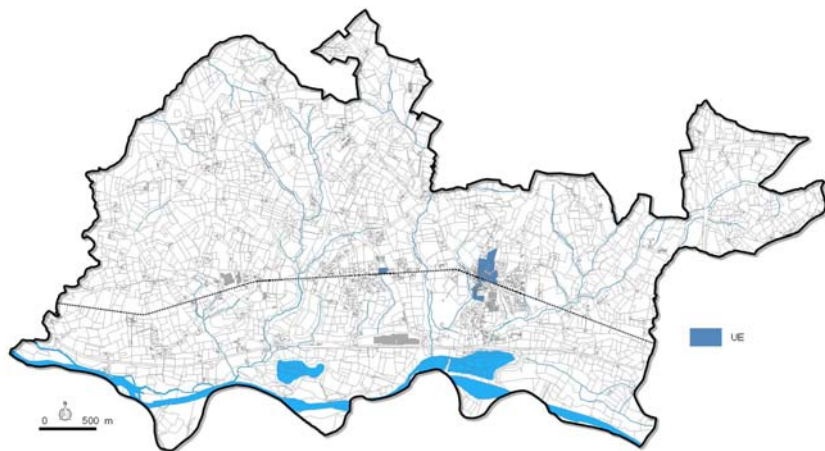
Evolution du zonage POS/PLU

Ces zones correspondent aux équipements et espaces publics.

Dans le POS, seul le site du stade avait été relayé ainsi.

Le PLU a souhaité formaliser les espaces publics et équipements publics à travers un zonage spécifique UE qui permet d'assurer la vocation structurante et collective de ces secteurs.

Ainsi, l'ensemble du pôle stade, mairie, commerces et école a été intégré à ce secteur, de même que l'emprise d'un espace public prévu pour structurer quartier neuf et y intégrer des espaces publics et collectifs.



Zones du PLU

Zone	POS UH	PLU UE	Commentaire
5- Superficie mini	Sans objet	Sans objet	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	Sans objet	Sans objet	Règle reconduite
10- Hauteur	9m	17m faitage (intérêt collectif) 12m faitage (autres constructions)	Règle augmentée compte tenu des enjeux économiques et des projets
13- Espaces libres		1 arbres/4places	Des attentes en termes d'environnement et de paysage qui permettent de préciser le paysagement des stationnements
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR

Les zones d'urbanisation future pour l'habitat



Zones IIINA et IVNA du POS (hors zones d'activités)



Zones 1AU et 2AU du PLU (hors zones d'activités)



Zoom des zones 1AU et 2AU du PLU (hors zones d'activités)

POS zones IIINA, IVNA	PLU zones 1AU, 2AU
15ha36	8ha86
	-6ha50 Soit -42%

Evolution du zonage POS/PLU

Les zones d'urbanisation future ont été fortement remaniées car les zones du POS étaient surdimensionnées et n'avaient pas été consommées dans leur majorité.

L'effort de centralisation et la volonté de créer des liens entre les espaces a induit une recomposition des zones à urbanisées : avec une volonté structurante à quartier neuf (OAP°) et une extension du bourg au Nord. Enfin, un site de reconversion urbaine est envisagé sur le site d'une entreprise existante en, plein cœur de bourg (zone 2AU).

En conséquence, on note une diminution des surfaces de ces zones constructibles de plus de l'ordre de 42%.

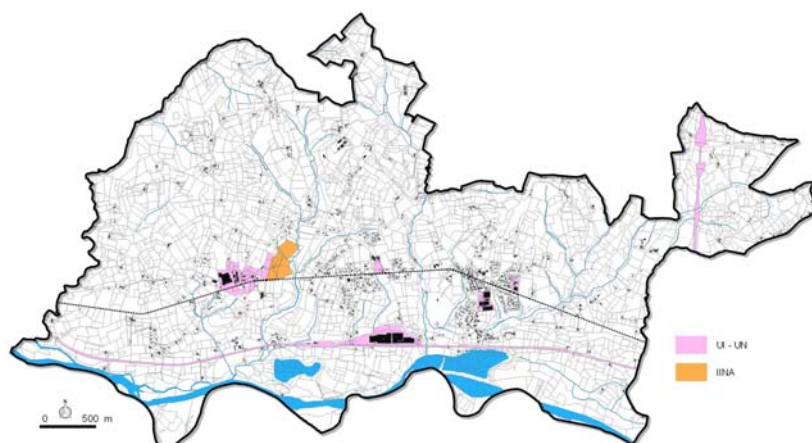
Dans les zones AU

L'article 2 impose plusieurs critères à respecter :

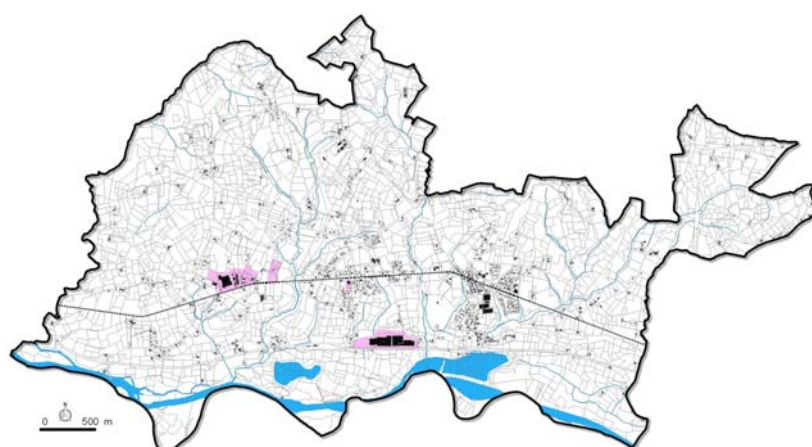
- la compatibilité avec les orientations d'aménagement OAP
- la réalisation d'un minimum de logements locatifs sociaux LLS déclinés avec une majorité de grands logements, visant l'accueil de familles constituées ou de familles mono parentales pouvant ainsi recevoir leurs enfants, ou de famille recomposées
- une fourchette concernant la densité des opérations, de manière à respecter le caractère des quartiers, de permettre la mise en place d'espaces de vie communs, placettes, espaces de jeux, espaces verts, de liaisons douces, et éviter de créer des cités dortoirs, entre 20 et 30 logements à l'hectare.
-

	POS	PLU	Commentaire
Zone	IIINA/IIINAA	1AU	
5- Superficie mini	1500m ² mini 800m ² mini si raccordable	Sans objet	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	30% maxi	40% maxi	Emprise au sol revues
10- Hauteur	9m 4m50 en limite sur 3m de profondeur	12m au faîtage	La hauteur est augmentée pour permettre les collectifs plus hauts
13- Espaces libres	10% au moins d'espaces verts collectif à partir de 5lots	30% dont 20% d'un seul tenant	Des exigences plus importantes dans le PLU de manière à apporter des espaces plus végétalisés, des stationnements plus qualitatifs, des espaces partagés
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR
Zone	IVNA	2AU	
5- Superficie mini	Sans objet	Sans objet	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	Sans objet	Sans objet	Sera à renseigner au moment de l'ouverture à l'urbanisation par modification ou révision du PLU
10- Hauteur	9m 4m50 en limite sur 3m de profondeur	3m50 de hauteur maxi ouvrages techniques	La hauteur est indiquée pour les équipements autorisés (intérêt général)
13- Espaces libres		Sans objet	Sera à renseigner au moment de l'ouverture à l'urbanisation par modification ou révision du PLU
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR

Les zones d'activité artisanales et industrielles (Existantes et futures)



Zones du POS



Zones du PLU

POS zones UI, UN, IINA	PLU zones UY, UYc, UYd
61ha07 32ha03 en UI 20ha46 en UN et 8ha58 en IINA	24ha57
	-36ha50 Soit -60%

Evolution du zonage POS/PLU

Les emprises affectées à l'activité dans le POS étaient importantes et n'avaient pas été mises en œuvre. Le SCOT impose une surface de 2 ha maximum supplémentaire par rapport aux surfaces occupées à l'activité existantes.

Cela a induit la nécessité de reprendre ce zonage et d'en assurer une cohérence au regard notamment à la question des accès et au confortement de la zone actuelle qui se situe sur une rive de l'ancienne nationale.

Le PLU a donc reconduit la zone de la SERETRAM, reconfigurer la zone d'activité de quartier neuf et supprimé la zone du bourg qui a été intégrée en

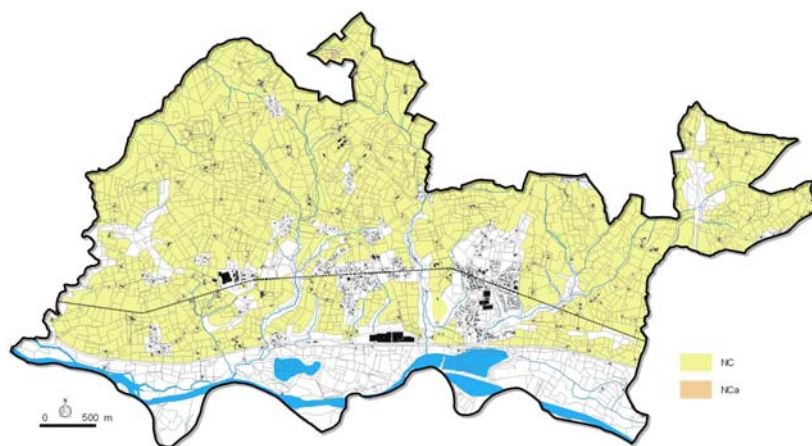
AU pour une reconversion urbaine envisagée à long terme.

Au bilan, l'emprise des zones U, AU dédiées à l'activité hors zone UN a baissé de près de 16 ha

On notera que la voie de chemin de fer qui était en UN a été intégré à des zonages A ou N selon le contexte des zones traversées.

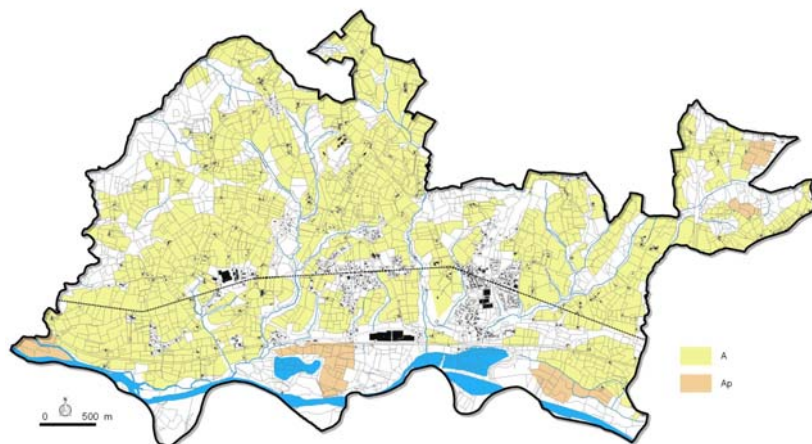
	POS	PLU	Commentaire
Zone	UI	UY/UYc/UYd	
5- Superficie mini	1500m ² mini	Sans objet	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	60% maxi	60% maxi	Règle maintenue
10- Hauteur	9m	12m du sol au faîtage	Règle augmentée compte tenu des enjeux économiques et des projets
13- Espaces libres		1 arbre/4 places	Précision, volonté de davantage de qualité environnementale et paysagère
14- COS	Sans objet	Sans objet	COS supprimé par Loi ALUR
Zone	UN (voirie)		
5- Superficie mini	Sans objet		Zone non reconduite
9- Emprise au sol	Sans objet		
10- Hauteur	Sans objet		
13- Espaces libres			
14- COS	Sans objet		
Zone	IINA		
5- Superficie mini	1500m ² mini		Zone non reconduite
9- Emprise au sol	60% maxi		
10- Hauteur	9m		
13- Espaces libres			
14- COS	Sans objet		

Les zones agricoles



Zones agricoles du POS

POS zones NC, NCa	PLU zones A, Ap
1392ha52	1187ha38
Dont 0ha74 en NCa	Dont 67ha06 en Ap
	-205ha14
	Soit -15%



Zones agricoles du PLU

Evolution du zonage POS/PLU

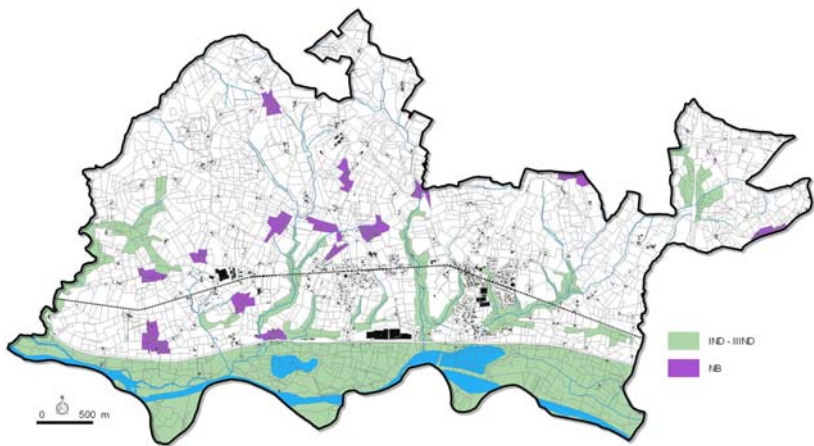
Le zonage A a été en partie reconfiguré pour répondre aux attentes du Grenelle mais également des réalités du territoire et des enjeux agricoles.

Le zonage a été également impacté par la prise en compte plus fine des éléments liés à l'environnement qui ont conduit à des recompositions entre les zones A et les zones N : notamment une grande partie des boisements et thalwegs ont été classés en N dans le PLU alors que le POS les intégrait au zonage A.

Des enjeux de biodiversité (zones humides dans la plaine) et de paysage ont induit la mise en place d'un sous-secteur Ap qui limite la constructibilité sur ces zones sensibles.

Au global les zones A ont été réduites de 205 ha soit 15%.

Les zones naturelles



Zones naturelles et NB du POS



Zones naturelles du PLU

POS zones IND, IIIND	PLU zones N, Nbd, Nk, NL, Nt, Ny
420ha83	809ha22
	+388ha39 Soit +92%
POS zones NB	
49ha28	
TOTAL	
470ha11	

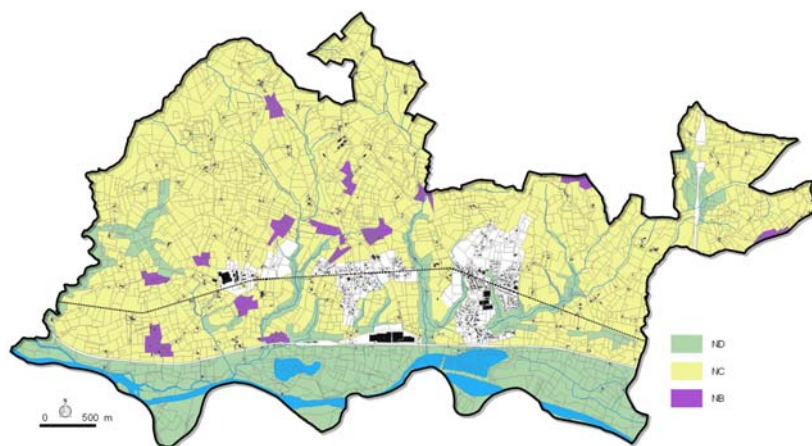
Evolution du zonage POS/PLU

La zone N comportait également une zone dite NB dans le POS destinée à des logements. Cette zone n'a pas été reconduite dans le PLU, n'étant plus en vigueur dans le dispositif légal.

- Le PLU a recomposé ces secteurs NB en les intégrant selon le contexte à la zone A ou N.
- La zone N a également fait l'objet de sous-secteurs issus des analyses environnementales et des attendus des lois dont Grenelle :
- Zone Nbd relative aux secteurs à fort enjeu de conservation pour la biodiversité
 - Zone Ny relative à des sites d'activité existants
 - Zone NL relative à un site de loisirs d'extérieur public
 - Zone Nk relative à des sites de camping ou d'hôtellerie de plein air en projet
 - Zone Nt : relative à des édifices d'intérêts existant pour lesquels un changement de destination à destination d'activité tourisme et loisirs est possible.

Globalement les zones naturelles sont recomposées et augmentent de plus de 388 ha (+92%) dans cette révision.

Les zones naturelles et agricoles

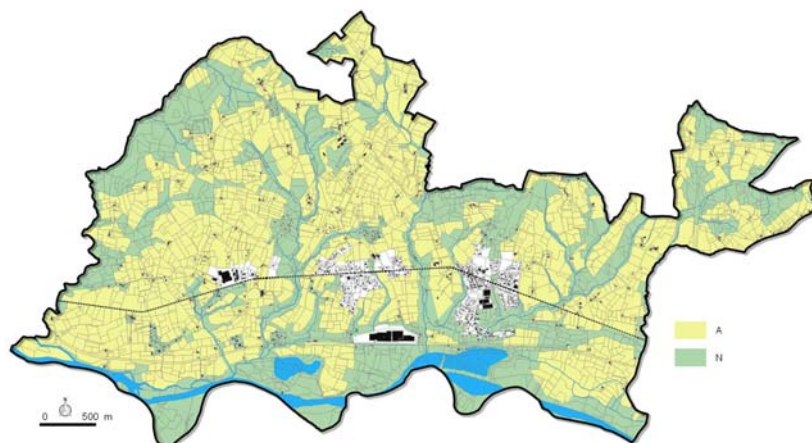


Zones agricoles, naturelles et NB du POS

POS zones NC et ND	PLU zones A et N
1813ha35	1996ha60
	+183ha25 Soit +10%
POS zones NB	
49ha28	
TOTAL	
1862ha63	

Evolution du zonage POS/PLU

L'ensemble des surfaces en zone agricole et naturelle a augmenté de plus de 183ha dans le PLU (+10%) montrant l'effort réalisé pour économiser l'espace et préserver les grands ensembles agricole et naturels.



Zones agricoles et naturelles du PLU

D-I-1-3 – RECOMPOSITION DES ZONES

Ces mutations ont plusieurs raisons dont la prise en compte des éléments de Grenelle, des motifs de préservation de l'environnement, d'économie de l'espace, de compatibilité avec le SCoT approuvé en Janvier 2014, de projet de territoire au sens large.

La possibilité donnée pour les habitations existantes de recevoir des annexes et extensions (loi Macron) a contribué dans une certaine mesure à revoir certains secteurs sous un autre éclairage. Le choix a été de ne pas reconduire les zones NB et de les intégrer à un zonage A ou N selon le contexte afin de privilégier le développement dans les centralités.

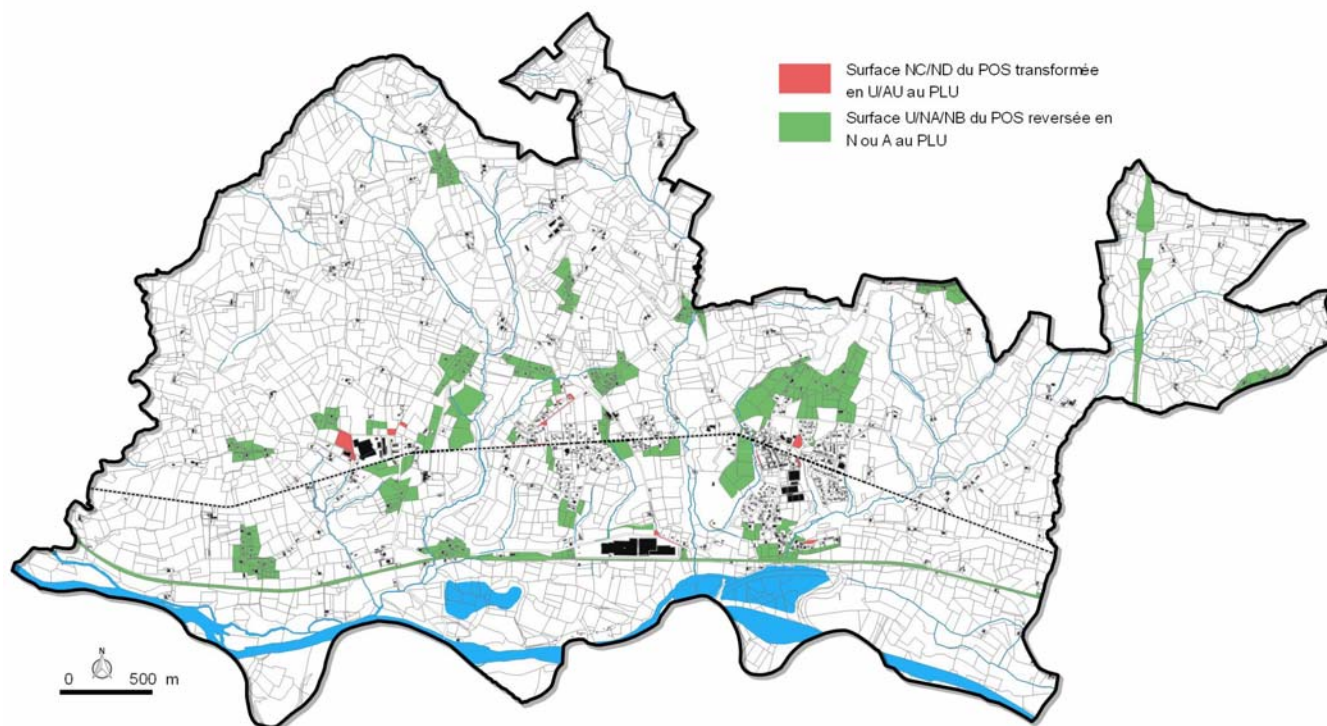
Les espaces qui ont été transformé appellent quelques explications plus ciblées quand à ces transformations selon les situations.

Surfaces constructibles dans le POS versées en zone A ou N (en vert sur la carte)

- Enjeux environnementaux spécifiques à des espaces inventoriés par l'expertise écologique
- Evitement des systèmes d'assainissement autonome
- Zones inondables
- Evitement des constructions sur de terrains en pente forte
- Préservation du patrimoine architectural et paysager (dont parcs)
- Préservation des grands paysages,
- Préservation des activités agricoles
- Confortement/densification/restructuration dans et en lien avec la centralité, évitement des écarts
- Prise en compte de la loi Macron permettant des extensions et annexes aux habitations existantes en zone A ou N

Surfaces NC ou ND dans le POS versées en zone U ou AU (en rouge sur la carte)

- Confortement des activités économiques artisanales et industrielles (en partie compensée par une réaffectation en zone A ou N de certains secteurs UY du POS)
- Confortement ponctuels de secteurs bâtis existants et qui ont fait l'objet d'investissements en réseaux d'assainissement collectif
- Intégration en zone UE d'espaces publics autour de la mairie
- Recalage du zonage à la marge par des adaptations mineures



Comparaison entre le POS et le PLU

Réaffectation des surfaces des zones entre POS /PLU

(surface en ha)	TOTAL	Dont Bâti	Non bâti
Surfaces NC et ND dans le POS intégrées aux zones U et AU du PLU	3,69	0,70	2,99
3ha69 de disponibilité foncière consacrée aux espaces naturels et agricoles dans le POS, affectées au développement dans le PLU toutes zones confondues, dont 2ha65 en zone d'activités et d'équipement (UY et UE)			
Surfaces NB - NA et U dans le POS intégrées aux zones N et A du PLU	126,94	48,51	78,43
<i>Dont NB</i>	47,74	37,54	10,20
Sur les 126ha94 passant de NA/NB/U dans le POS à zone naturelle ou agricole dans le PLU, 78ha43 sont non bâtis			
Solde	-123,25	-47,81	-75,44

Le transfert de zonage effectué lors de la révision du PLU est ici détaillé.

Une nuance est apportée du fait de certains secteurs qui constituent des espaces en partie bâtis.

Deux comparaisons peuvent être menées :

- comparaison brute : dans ce cas la différence entre les zones agricoles/ naturelles et urbaines / à urbaniser entre le POS et PLU révisé attestent d'un solde en diminution des zones constructibles au profit des zones agricoles et naturelles.
La comparaison porterait à considérer 3ha69 devenant constructible et 126ha94 devenant A ou N, soit un solde de 123.25ha.
- Comparaison pondérée : en tenant compte des espaces bâtis qui passent en zone A ou N dans la révision, le bilan est plus nuancé mais reste en faveur d'une baisse significative des zones ouvertes à la constructibilité.
La comparaison porterait à considérer uniquement les zones non bâties, ce qui revient à considérer : 2ha99 devenant constructibles contre 75ha44 n'étant plus constructible.

En arrondissant :

3ha de terrains non bâtis sont ouverts à l'urbanisation, pour 75 ha de terrains non bâtis qui sont retirés des zones constructibles au profit des zones A ou N soit un rapport de 1 à 25.

Au bilan,

La révision reverse plus de 75ha de terrains constructibles non bâtis du POS en zone Agricole ou Naturelle ; elle intègre 3ha de terrain non bâti non constructible dans le POS en zone constructible du PLU.

D-I-1-4 – ELEMENTS DU PAYSAGE

Le PLU a repéré par des Espaces Boisés Classés (EBC) et des « élément du paysage » (L151-19° du CU) des boisements d'intérêt, des haies et alignements, des espaces ouverts notamment pour leur rôle d'accompagnement dans le paysage, pour au total préserver 114ha93 soit une protection de 5.5% du territoire communal.

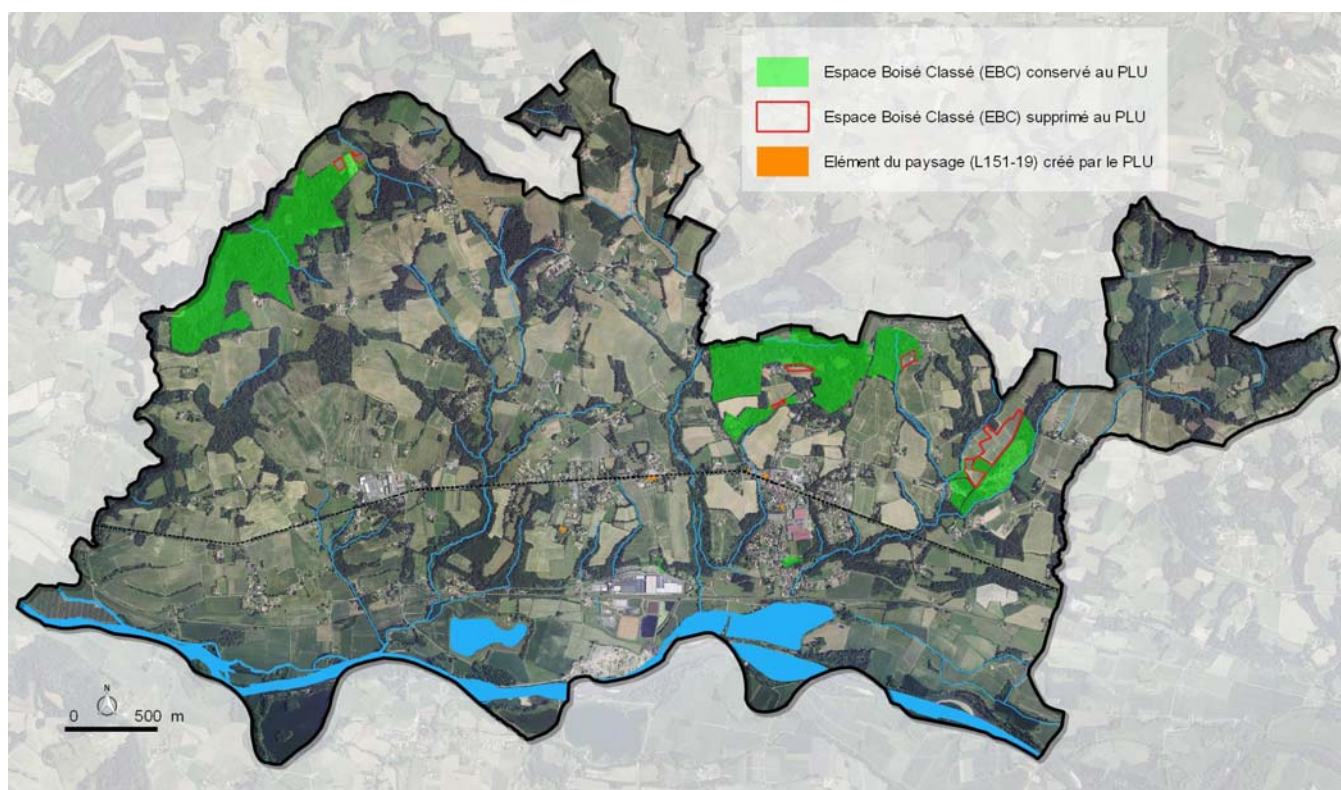
Les EBC du POS ont été globalement reconduits : seules des surfaces non boisées actuellement ont été retirées.

Ces EBC concernent en particulier les réservoirs de biodiversité forestiers majeurs et constituent eu égard leur surface et localisation, des éléments paysagers structurants.

Très souvent, les éléments boisés sont classés en zone Nbd, ce qui, en soi, est déjà une protection importante de ces espaces ; Il n'a pas été jugé nécessaire de redonner cette protection de façon systématique avec un EBC, sauf pour les réservoirs de biodiversité majeurs.

Les éléments de paysage concernent des espaces de parcs ou de jardins en milieu urbain : il s'agit de préserver ces zones non bâties pour leur intérêt dans le paysage urbain du village.

	POS	PLU
Surface en ha des EBC	122ha90	114ha52
Surface en ha des « Éléments du paysage » Au titre de l'article L151-19 du CU	N'existait pas	0ha41
Surface totale des espaces protégés	122ha90	114ha93
% de la surface communale	6%	5.5%



Les éléments du paysage du PLU

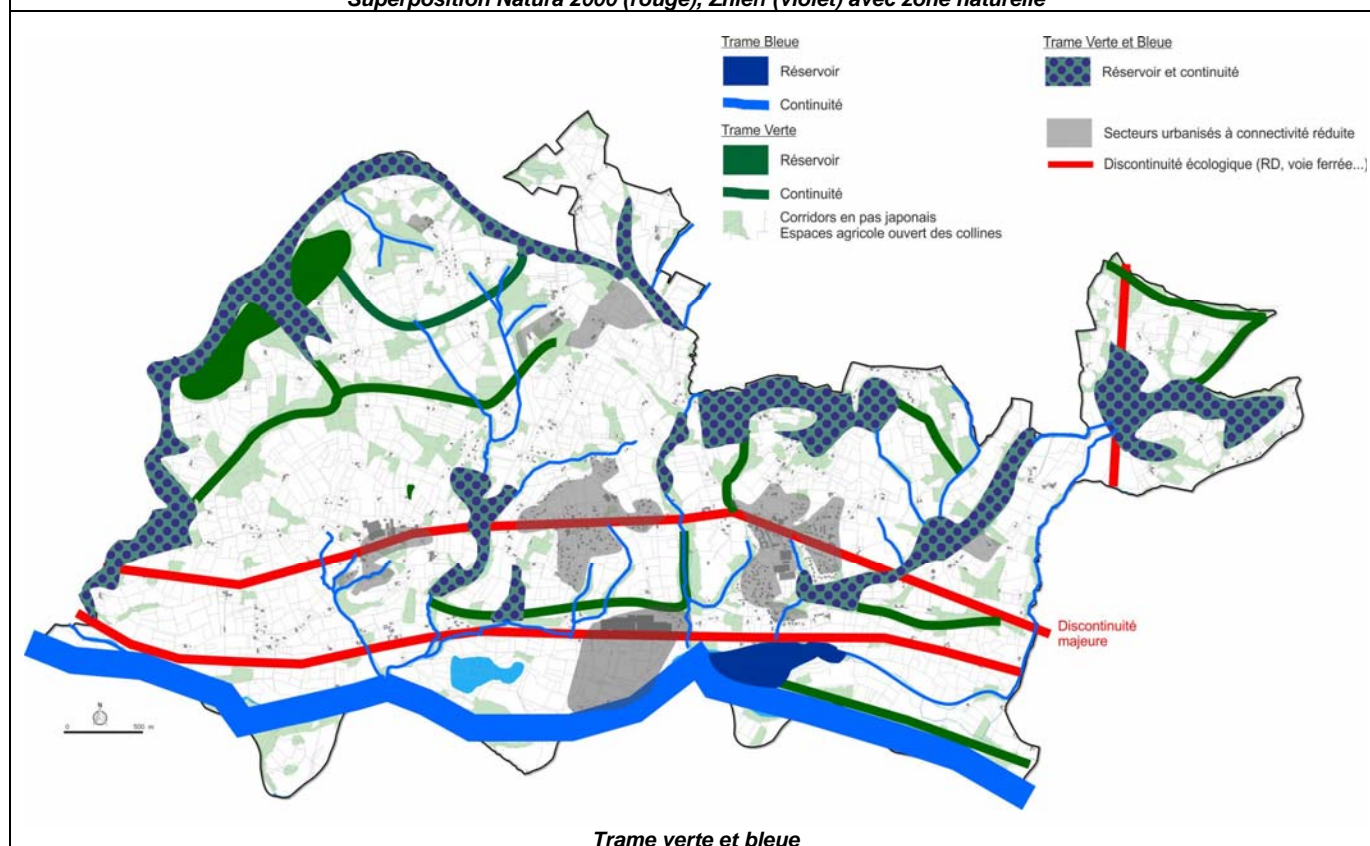
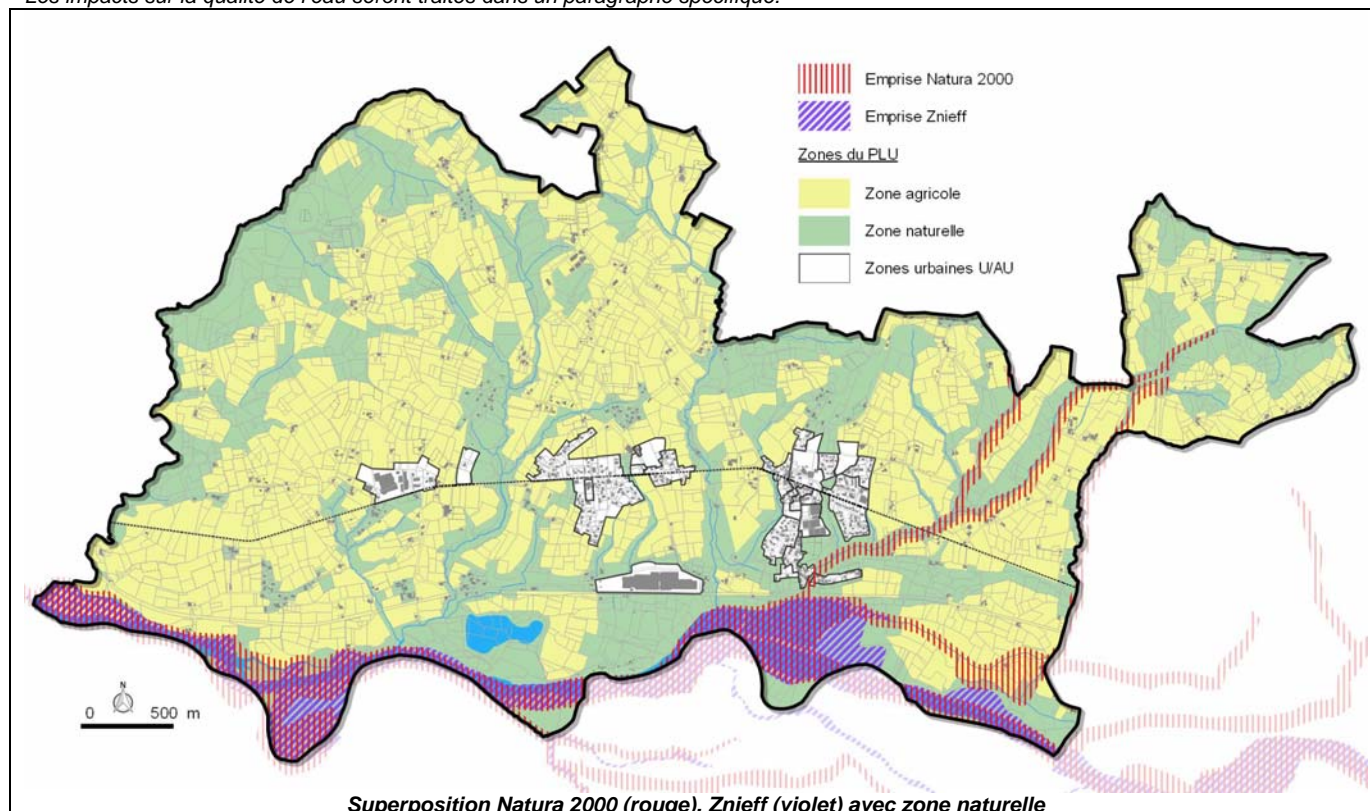
Dans le détail le choix de la préservation des boisements et des éléments du paysage

LOCALISATION	JUSTIFICATION	ENJEU DE PRESERVATION
LOCALISATION		ENJEU DE PRESERVATION
Bord des ruisseaux		
	<p>Les boisements rivulaires formant des réservoirs de biodiversité étendus ont été intégrés aux EBC</p> <p>Les autres boisements rivulaires sont intégrés en zone Nbd pour leur rôle dans les continuités écologiques notamment.</p>	<p>Intérêt de ces boisements en terme écologique pour les habitats et la régulation hydrologique.</p> <p>Zone inondable</p> <p>Maintien de la biodiversité, paysage emblématique et bassin d'expansion des crues</p> <p>Préservation des talwegs boisés, des pentes, intérêt des boisements pour le cloisonnement du paysage et la limitation des impacts visuels du bâti.</p>
Massifs forestiers et boisements		
	<p>Les boisement ont été inclus dans la zone N, voire en zone Nbd pour les grands massifs dont une partie est classée en EBC pour leur rôle de réservoir biologique, très souvent traversés par un cours d'eau.</p> <p>Les boisements sont préservés également pour leur contribution au paysage, notamment les boisements structurants identifiés dans l'analyse paysagère.</p>	<p>Maintien des sols biodiversité</p> <p>Lisières avec les espaces urbains</p> <p>Zone tampon en bordure de l'autoroute à préserver pour la limitation des impacts (bruit, pollution, paysage)</p>
Espaces végétaux en zone urbaine		
	<p>Afin de maintenir une trame végétale dans les espaces urbains, ou à leur limite, de façon à conserver la qualité urbaine différents espaces boisés ont fait l'objet d'accompagnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les OAP pour les lisières entre les projets et les espaces environnant - Par un zonage N permettant de préserver les boisements existants - Par une protection au litre du L151-19 qui permet de préserver des espaces de parc et de jardin - Par le biais de l'article 13 du règlement des zones 	<p>Enjeu sur la qualité urbaine et régulation de l'artificialisation des sols : parcs publics, jardins, parcs privatifs...</p> <p>Biodiversité en ville, régulation des eaux pluviales</p>

D-I.2.1 –MILIEU AGRICOLE, NATUREL ET BIODIVERSITE

La protection des espaces naturels et des biodiversités

Les impacts sur la qualité de l'eau seront traités dans un paragraphe spécifique.



Trame verte et bleue

L'identification des espaces naturels d'intérêt a donné lieu à un zonage et règlement strict limitant la constructibilité (secteur Nbd). Ces secteurs mettent en cohérence l'aspect fonctionnel des milieux, leur composition en termes d'espèces d'intérêt, en préservant des continuités biologiques :

- les **réservoirs de biodiversité et corridors aquatiques et humides**, englobant les cours d'eau, étangs et boisements humides associés notamment en lien avec le **site Natura 2000 du Gave**
- les cœurs de **massifs boisés importants**, représentant de réels réservoirs de biodiversité.

La configuration actuelle du territoire communal est favorable aux continuités écologiques, de vastes surfaces naturelles et agricoles à physionomies diversifiées présentent des continuums fonctionnels, avec très peu de fragmentation.

Les habitats d'espèces d'intérêt de la Loutre et des poissons sont inclus dans le zonage Nbd.

Le projet de PLU ne remet pas en cause ces continuités, et au contraire, les formalisent dans un zonage naturel ou agricole.

En effet, le développement de l'urbanisation dans le PLU de Labatut ne produira pas de fragmentations dommageables au maintien des réseaux écologiques. Les facteurs de fragmentation ne sont pas aggravés du fait de limiter le développement urbain dans les centralités de Labatut (comprenant le bourg, quartier neuf et zone d'activité)

La qualité des milieux associés au réseau hydrographique est assurée du fait du **zonage N ou A** (avec règles de recul) qui affirme cette vocation naturelle, permettant par ailleurs la régulation des eaux tant au niveau quantitatif que qualitatif ; notamment les réservoirs biologiques liés au réseau hydrographique sont intégrés au zonage Nbd qui limite les constructibilités.

Au niveau quantitatif, le PLU présente des **zones N** qui couvrent **plus de 809ha**, soit près de **39%** du territoire environ.

Dans cette zone, les secteurs naturels stricts sont nommés Nbd) : il s'étendent sur près de 695ha soit plus de 33% du territoire.

La zone N comporte des stecals relatifs de taille et de capacité d'accueil limités :

- A deux sites dédiés à des activités d'hôtellerie de plein air couvrant près de 3 ha dont la constructibilité est limitée (Nk)
- A des sites actuellement bâtis : les possibilités sont l'extension, les annexes et le changement de destination (Nt)
- A des sites d'activité existants : le site du charpentier et les espaces en zones inondables liés au traitement des eaux de Seretram et à l'activité de production de granulats (Ny)

Ces stecals correspondent à des emprises actuellement artificialisées ne présentant pas d'enjeux identifiés sur la biodiversité compte tenu du caractère des sites.

Des changements de destinations permettent de donner une nouvelle vocation à des édifices sur des espaces artificialisés avec un impact marginal sur la biodiversité.

Niveau d'incidence :

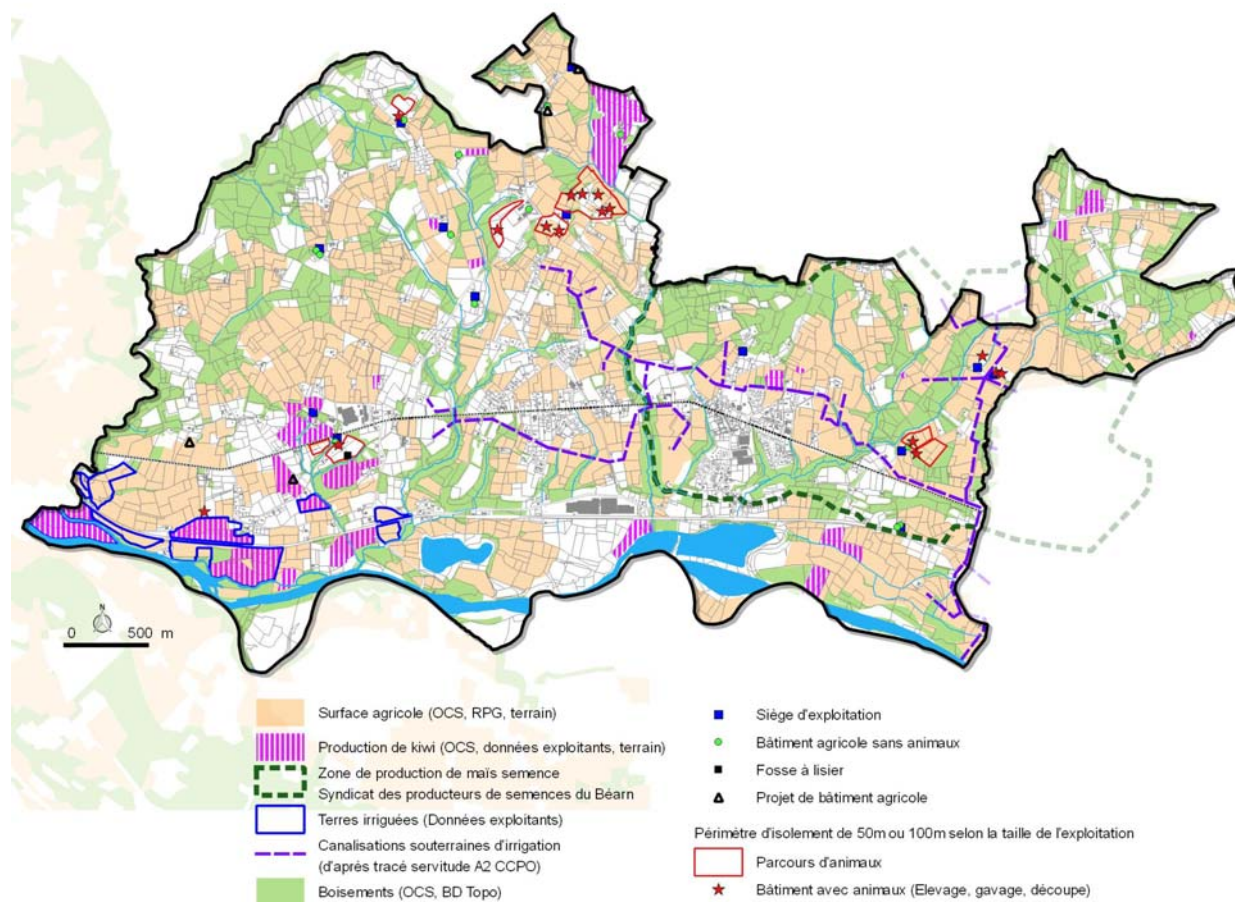
Surface totale des zones affectées au développement (zones U, AU)	98ha40
Surfaces consacrées aux zones naturelles dans le PLU (total des zones N)	809ha22
Surfaces consacrées aux secteurs naturels stricts dans le PLU (Nbd)	694ha82
Surfaces des secteurs de taille et capacité limitées en zone N (Nk, Nt, Ny)	Nk : 2ha43 Nt : 7ha09 Ny : 30ha67
Surfaces des secteurs spécifiques hors stecal en zone N (NL,)	22ha33
Bilan	39% du territoire en zones naturelles (tous secteurs confondus)

Détail des Mesures prises :

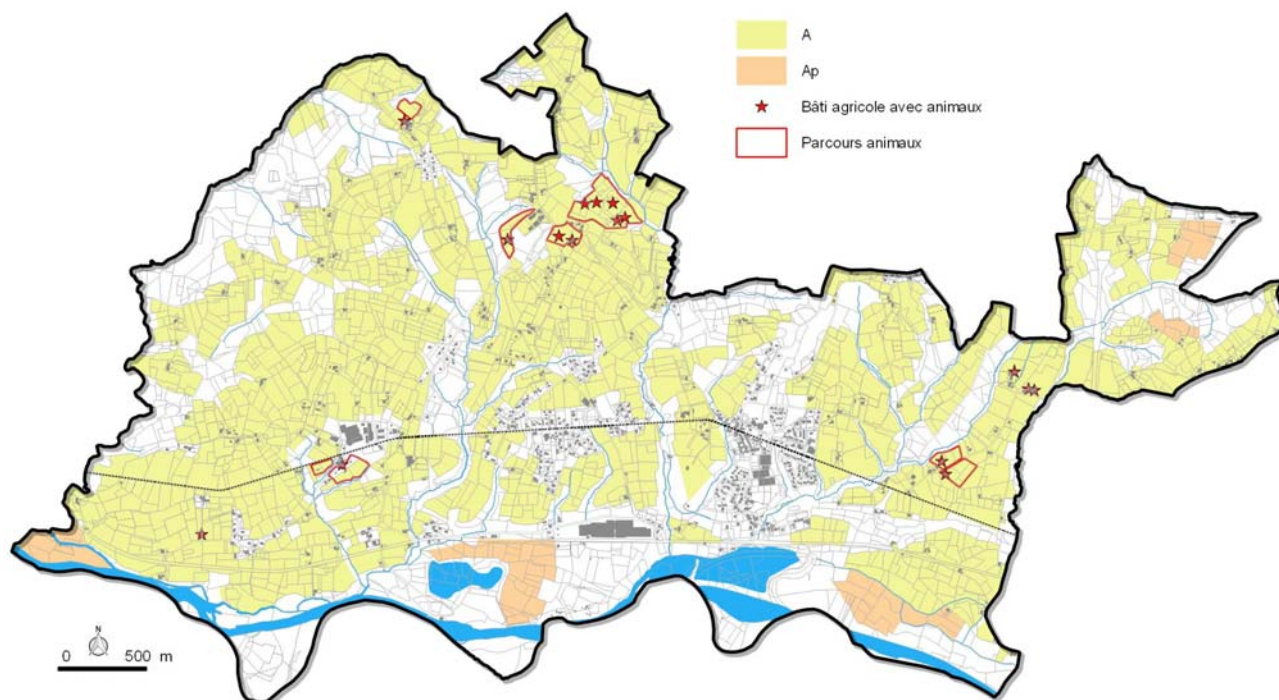
Règlement	Zone naturelle restrictive / Distance de recul pour les constructions par rapport au cours d'eau Limitation de la constructibilité dans les stecal
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Intégration des réservoirs biologiques et des continuités écologiques en zones Naturelle et Agricole Classement en EBC/Nbd des massifs boisés principaux ayant un rôle réservoirs de biodiversité
Indicateurs et Mesures de suivi	Sans objet, le zonage permet la protection de ces espaces Une partie de ces espaces sont concernés par les indicateurs liés à Natura 2000

L'ESPACE AGRICOLE

L'inventaire des structures agricoles a permis d'identifier l'outil de travail et les zones agricoles **A** fonctionnelles qui permettent un déploiement de l'activité agricole sans accumulation de contraintes liées notamment à la dispersion de l'habitat. Le parti d'aménagement du PLU étant de ne pas développer les anciennes zones NB et de centraliser le développement au bourg et à quartier neuf, la préservation des espaces agricoles et naturels est assurée majoritairement.



Inventaire agricole



Zonage A (jaune) et Ag (rose) du PLU

Au total, la **zone A** couvre 1187ha38, soit 57% du territoire communal.

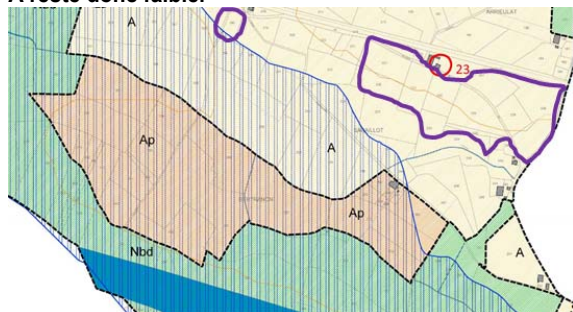
Les emprises agricoles recoupent les éléments du diagnostic agricole, notamment dans le fait que l'ensemble des édifices de type bâtiment de production, élevage et sièges se situent dans la zone Agricole.

La zone A sur le PLU prévoit des bâtiments désignés pouvant faire l'objet d'un changement de destination. Ceux-ci ont été analysés en fonction de leur contexte pour évaluer l'impact sur les activités agricoles (voir partie C-II-3-2) : globalement les impacts sont limités.

Le principe retenu dans le règlement est le suivant : les constructions, travaux et installations sont autorisés dès lors qu'ils sont réputés **nécessaires à l'activité agricole** et qu'il est justifié de la nécessité de la construction, de l'installation ou des travaux demandés. Ceci permet de limiter les mutations à terme, les constructions issues de ce dispositifs étant réputées agricoles.

Le zonage agricole est basé sur l'inventaire du diagnostic. Il est également croisé avec des préoccupations environnementales qui ont guidées les choix en particulier sur des zones N « préférée » à des zones A ou des secteurs Ap (zones humides, enjeux paysagers), ce qui n'empêche pas l'exploitation des terres mais préserve d'une constructibilité qu'il est impossible d'anticiper et donc de justifier dans son « non impact » sur l'environnement au titre du PLU

Ponctuellement, le zonage A interfère sur des habitats d'espèce d'intérêt communautaire liés à des surfaces agricoles ; le mode de gestion de ces prairies pourra seul garantir le maintien de ces espèces. La constructibilité en zone A étant strictement autorisée à ce qui est nécessaire à l'exploitation agricole, le risque de destruction de ces surfaces est plus lié aux modes de culture que de la constructibilité. **L'impact du zonage A reste donc faible.**



En violet, localisation des habitats du cuivrés des Marais et du Damier de la Succise (enjeu de conservation modéré).

LA CONSOMMATION DES ESPACES - N.A.F. – Naturel Agricole et Forestier (cf partie C III)

D-I.2.2 –RESSOURCES

LES RESSOURCES EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

La ressource en eau, tant d'un point de vue qualitatif ou quantitatif conditionne la qualité des habitats, donc la biodiversité. Elle constitue également un enjeu majeur en termes d'alimentation en eau potable.

Les impacts du PLU concernent :

- les pollutions engendrées par le projet via la gestion des eaux usées et des eaux pluviales
- l'augmentation des prélèvements sur la ressource en eau en fonction des apports de population prévisibles

Ressource en eau

La consommation annuelle moyenne des abonnés domestiques est d'environ 88m³ par an pour l'année 2014. Le projet de PLU est basé sur une production annuelle moyenne de 14 logements/an environ sur le court et moyen terme, soit une consommation de 1 232 m³/an supplémentaire sur 2017/2030..

A long terme, le projet comptabilise 285 logements (zones 2AU, changement de destination...compris). Le projet de PLU en produisant un potentiel théorique de 285 logements à long terme, implique une augmentation de consommation de 68 m³/j à terme sans compter les consommations liées aux zones d'activité. Cela représente 1.8% de la capacité résiduelle existante.

En effet, la capacité résiduelle de la ressource est d'environ 3620m³/j environ en 2014, ce qui permet de couvrir les besoins en intégrant également les évolutions en lien avec le changement climatique.

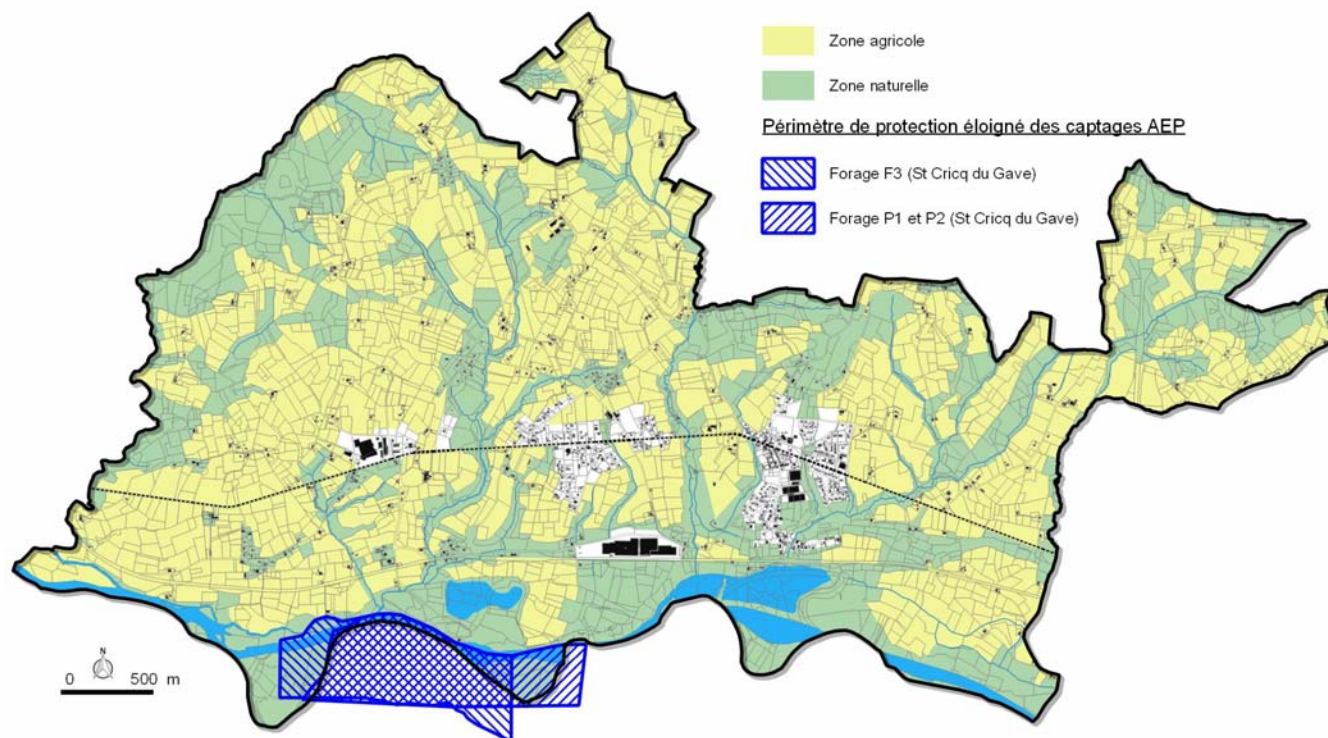
Le projet de PLU reste compatible avec la capacité actuelle de la ressource.

L'approche qualitative

Zonage et périmètre de protection des captages : ces zones ont été délimitées via une trame faisant le lien règlementaire avec la servitude de protection des sources et captages.

Le zonage prévu est un zonage N, sur une zone inondable. Les périmètres de protection ne concernent aucun site de développement et aucun site urbain.

La bonne gestion des rejets polluants par la limitation du recours à l'assainissement autonome sur les sols défavorables permet de limiter les impacts. De même, l'adaptation de la station d'épuration en termes de capacité permet d'assurer le traitement satisfaisant des eaux usées.



Rappel Diagnostic

La capacité résiduelle de la station d'épuration est estimée à 1280 éq/hab fin 2016.

Logements

Le PLU, en orientant presque exclusivement son développement sur les centralités équipées et donc sur les zones desservies par le collectif, donne les moyens de maîtriser et réguler les rejets et leur qualité : 260 logements maximum sont prévus en réseau collectif à long terme. La capacité résiduelle de la station d'épuration fin 2016 pouvant être estimée à 1280 équivalents habitants-soit environ 530 logements supplémentaires possible, ce qui est largement compatible avec le potentiel théorique du projet de PLU révisé (260 logements relevant du collectif en intégrant les deux logements par division en UCd)..

Activités et équipements

Plusieurs zones UY sont définies au niveau de la zone U. Raccordées en partie au réseau d'assainissement collectif, ces zones d'activités sont existantes et ne présentent pas de potentiel supplémentaire. La Seretram dispose de sa propre unité de traitement des eaux de process. Concernant les équipements publics, les projets concernent avant tout des espaces publics à aménager, l'accueil de services à la population. Le potentiel supplémentaire en termes d'équivalent-habitants à traiter sur la zone UE est difficile à estimer mais reste marginal.

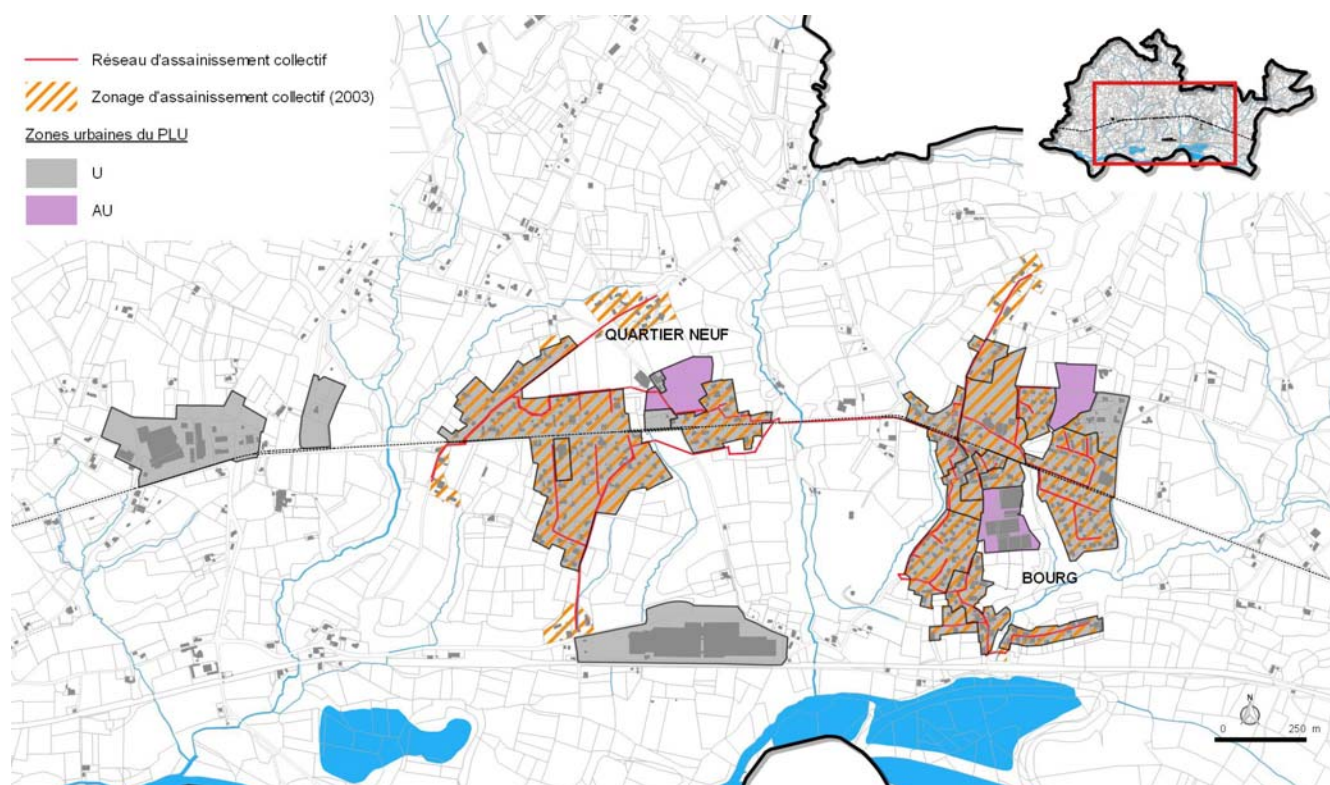
La capacité résiduelle de la station d'épuration permet une grande marge de manœuvre et le potentiel de logements prévus dans la PLU en consommerait moins de la moitié.

Globalement la capacité de la station permet le traitement des effluents induits par le projet de révision du PLU.

Cohérence avec le zonage d'assainissement collectif

L'ensemble des zones U relèvent de l'assainissement collectif et s'inscrit dans le périmètre du zonage d'assainissement collectif existant. Les zones AU se situent en dehors du zonage collectif mais le règlement prévoit leur raccordement.

Le zonage d'assainissement collectif devra être actualisé par le gestionnaire.



Assainissement non collectif

Le projet de PLU prévoit un potentiel en zone constructible en assainissement non collectif : on notera 19 changements de destination et 2 logements potentiels en assainissement non collectif de façon transitoire en attente de l'assainissement collectif :

1/ Assainissement autonome relatif aux changements de destination pour l'habitat/hôtellerie

Le changement de destination est subordonné à l'avis conforme de la CDPENAF lors de la demande. Des investigations spécifiques sur ces sols ont été menées en terme de test et de diagnostic des installations existantes : elles sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

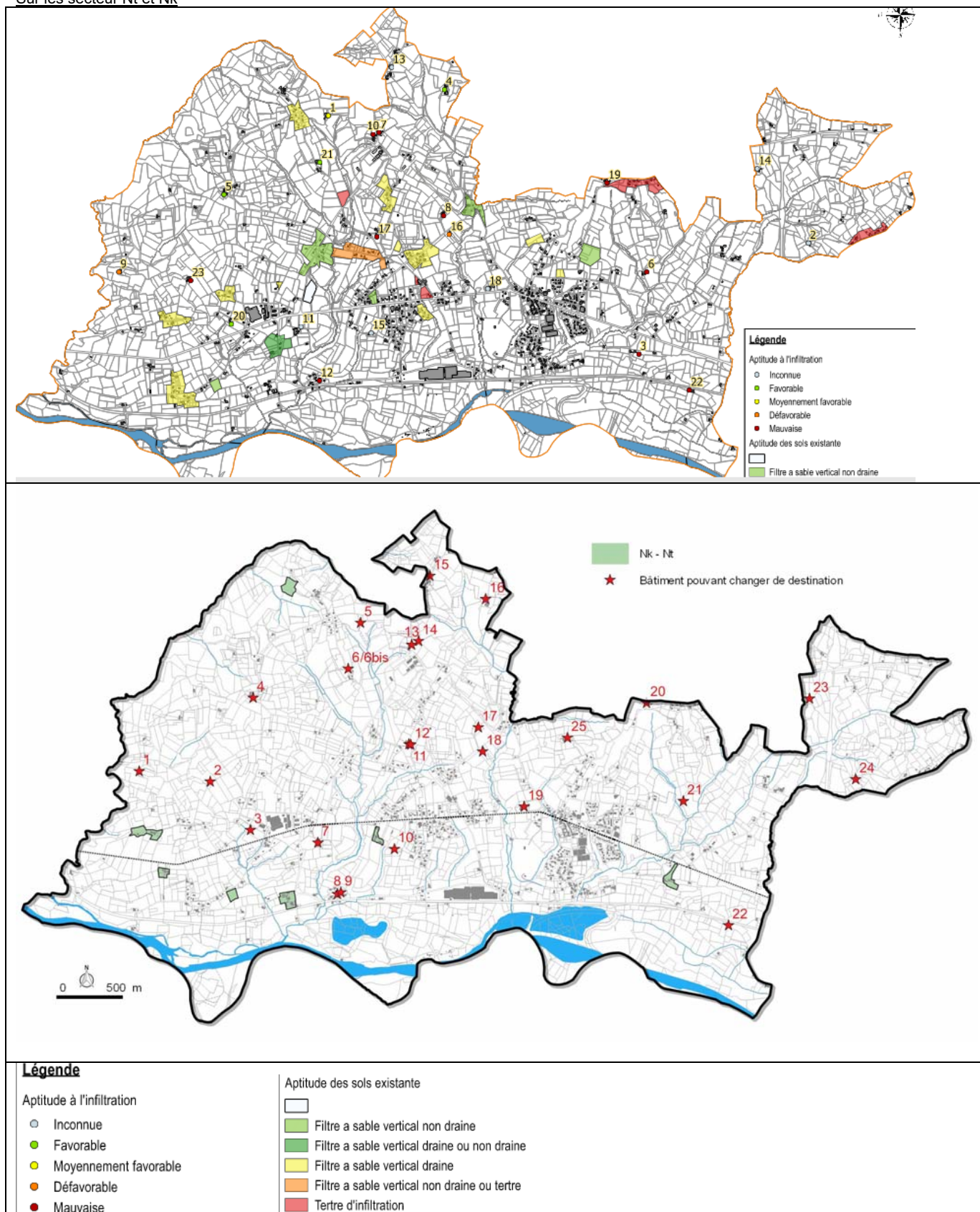
Au bilan, sur les 20 changements de destination envisagés, 2 sont dans des contextes défavorables, 4 sans information, et 14 dans des contextes favorables. Il est à noter que lors du changement de destination, le système d'assainissement est revu et sa conception mise en place via le SPANC, ce qui garantit l'amélioration de la situation.

Les changements de destinations prévus se situent majoritairement dans un contexte favorable à l'assainissement autonome. L'impact des assainissements autonomes induits par le changement de destination est souvent positif au regard des situations existantes par la réhabilitation des installations.

N° sur la carte	Localisation section	N° du Test	Résultat de test perméabilité (Révision du zonage collectif)	Diagnostic SPANC	Bilan aptitude
1	GUICHE H 533 Chemin Peyré	9	K=11mm/h Foncier très limité, pas d'exutoire	Conforme	favorable
2	SOUSTRA H 301 Chemin Hourtic	23	K< 2mm/h Absence d'exutoire potentiel à proximité	Non connue	défavorable
3	PEYRELONGUE H 564 Chemin Peyrelongue	20	K= 33mm/h Foncier très limité Absence de pente. Végétation importante (arbres fruitiers)	Conforme	favorable
5	ARRICAOU A 191 Route Boscq	1	K=28mm/h Foncier limité à proximité de l'habitation, limites de propriété et végétation Pas d'exutoire	Conforme	favorable
6	ARROUZES A 257 Chemin Arrouzes	21	K= 108mm/h Pas de contrainte particulière	Non connue	favorable
8	LALA F 503 Route Traquet	12	K= 8mm/h Foncier très limité Pas d'exutoire	Acceptable	favorable
10	PALEHE F 452 Impasse Palehe	15	Sans test Extrapolation impossible	Acceptable	favorable
11	PEYROT B 339 Route Nolibois	17	K= 6mm/h Superficie satisfaisante. Pente inférieure à 5% et possibilité d'exutoire	Conforme	favorable
12	PEYROT B 339 Route Nolibois			Conforme	favorable
13	HUSTER A 602 Route Pouillon	10	Aptitude mauvaise par extrapolation Sans test	Acceptable	favorable
14	GASSIE B 200 Route Pouillon	7	K= <2mm/h Foncier très limité. Exutoire incertain. Une ravine longe le chemin d'accès mais la pente est supérieure à 5%	Acceptable	favorable
15	LAPALU B 927 Chemin Goeytes	13	Sans test Extrapolation impossible	Acceptable	favorable
17	GRAND LANNE B 389 Route Bernade	8	K= 5mm/h Foncier disponible. Pente inférieure à 5%	Non connue	Inconnu Au
19	PONS B 609 Boulevard de l'Océan	18	Sans test Extrapolation impossible	Pas de donnée	inconnu
20	POUNTRET C 9 Route Lahourcade	19	K= 2mm/h test de 2013 (Ingeau)	Non connue	défavorable
21	COURTEIL C 272 Route Lauga	6	K= 3mm/h Pas de contrainte foncière, pas de contrainte de pente. Exutoire possible	Conforme	favorable
22	SARRAILLOT E 230 Route Hougas	22	K= 9mm/h Absence de pente, absence d'exutoire potentiel	Pas de donnée	favorable
23	MASSIE D 338 Chemin Moulere	14	Sans test Extrapolation impossible	Conforme	favorable
24	BARERE D 251/270 Impasse Barere	2	Pas de test, propriétaire absent	Non connue	inconnu
25	L'ARTIGUE B 541 Route de la Fontaine		Non testé	Non connue	inconnu

2/ Assainissement autonome relatif aux secteurs Nt, Nk et Ny et changements de destination vers l'artisanat

Sur les secteur Nt et Nk



Sur les deux secteurs Nk, une zone présente une aptitude favorable, l'autre se situe dans un secteur non étudié. Les possibilités de constructions nouvelles étant limitées, les projets seront limités à la possibilité de la mise en place d'un assainissement autonome adapté et garantissant l'absence d'impact sur le milieu.

Zonage/localisation	Aptitude des sols Diagnostic assainissement autonome existant	Bilan
	 Aptitude favorable zone Nk	Favorable
	 Aptitude non étudiée Installations acceptables à conformes à proximité	Inconnu
SPANC-Labatut ● Non connue ● Installation conforme ● Installation acceptable ● Installation non conforme	Légende Aptitude à l'infiltration ● Inconnue ● Favorable ● Moyennement favorable ● Défavorable ● Mauvaise Aptitude des sols existante ■ Filtre à sable vertical non draine ■ Filtre à sable vertical draine ou non draine ■ Filtre à sable vertical draine ■ Filtre à sable vertical non draine ou terre ■ Terre d'infiltration	

Sur les secteurs Nt, 4 sites sur 4 sont dans des contextes favorables (un en assainissement collectif). Du fait que les zones Nt n'autorisent pas de constructions nouvelles, seulement des changements de destination, il est rappelé que dans ce cadre, les dispositifs existants sont mis à niveau de la réglementation ce qui permet d'améliorer les situations. Les projets seront limités par les possibilités de réhabilitation conformes à la législation, ce qui permet de limiter les impacts sur le milieu.

Zonage/localisation	Aptitude des sols/assainissement	Diagnostic assainissement autonome existant
	 Aptitude non connue Installation acceptable zone Nt	Favorable
	 Aptitude non connue Installation acceptable zone Nt au Comte	Favorable
	Assainissement collectif	Favorable
	 Aptitude mauvaise par extrapolation (pas de test) Installation conforme	Favorable SPANC-Labatut ● Non connue ● Installation conforme ● Installation acceptable ● Installation non conforme

Secteur Ny et changement de destination vers l'artisanat

En ce qui concerne les secteurs Ny, les possibilités concernent l'extension des bâtiments d'activité existants qui ne génèrent pas d'eau usée supplémentaire. Il n'y a donc pas d'impact au regard des rejets de l'assainissement sur ces secteurs.

Changements de destination vers l'artisanat

L'ensemble des situation est majoritairement favorable, un cas est inconnu : les activités artisanales ne génèrent que très peu d'eau usée, les dispositifs autonomes seront limités en terme de dimensionnement ce qui permet d'évaluer un impact marginal dans cette situation de contexte favorable.

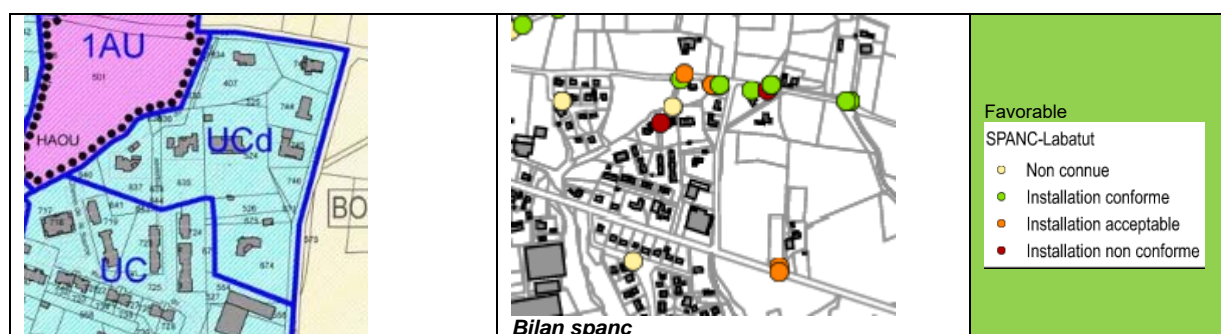
N° sur la carte	Localisation section	N° du Test	Résultat de test perméabilité (Révision du zonage collectif)	Diagnostic SPANC	Bilan aptitude
4	LAHUQUE HANGAR H89 Route Boscq	5	K=50mm/h Foncier limité à proximité de l'habitation, pente supérieure à 5%	Acceptable	favorable
6bis	ARROUZES A 257 Chemin Arrouzes	21	K= 108mm/h Pas de contrainte particulière	Non connue	favorable
7	LAHIRE G 424 Boulevard de l'Océan	11	Sans test Extrapolation impossible	Pas de donnée	Inconnu
9	LALA F 44 Route Traquet	12	K= 8mm/h Foncier très limité Pas d'exutoire	Acceptable	Favorable
12	PEYROT B 339 Route Nolibois	17	K= 6mm/h Superficie satisfaisante. Pente inférieure à 5% et possibilité d'exutoire	Conforme	favorable
16	BEDAT B 1109/1114 Chemin Goeytes	4	K=45mm/h Foncier limité à proximité de l'habitation, Ce sont des champs à proximité	Pas de donnée	favorable
18	PETIT LANNE B 661 Route Bernade	16	Sans test (Propriétaire absent) Aptitude défavorable par extrapolation	Acceptable	favorable

3/ Assainissement autonome relatif à la zone UCd

Ce secteur de zone comporte deux possibilités de 2 logements supplémentaires par division de parcelles bâties existantes, en attente de la mise en place du réseau collectif ; en effet, le projet de zonage d'assainissement collectif prévoit le raccordement de ce secteur.

Du fait de la présence des assainissements autonomes, il semble peu probable que la faisabilité de division parcellaire soit activée, d'autant plus que la perspective du réseau collectif permettra de garantir un système perenne, induisant que les propriétaires diffèrent ce type de projet de division éventuel.

De plus le contexte du bilan SPANC montre une situation plutôt satisfaisante.



L'impact des deux éventuels dispositifs en autonome reste marginal.

Globalement la mise en œuvre des assainissements autonomes est maîtrisée dans le cadre des demandes de changement de destination ou des projets d'hôtellerie de plein air. Les contextes sont en général favorables ce qui permet de limiter les impacts sur le milieu extérieur.

Assainissement Pluvial

La commune ne dispose pas d'un schéma directeur des eaux pluviales.

Les eaux pluviales peuvent également être une source importante de pollution des eaux. La pollution diffuse provient des eaux pluviales qui s'écoulent à la surface du sol et le pénètrent. En s'écoulant, les eaux de ruissellement se chargent de polluants naturels et artificiels pour ensuite les déverser dans le milieu hydrographique superficiel ou souterrain. Le sol dispose d'une capacité auto épuratrice qui peut être insuffisante selon ses caractéristiques et l'apport des eaux pluviales.

Ces polluants comprennent :

- les excédents d'engrais, de produits phytosanitaires provenant des terres agricoles et des secteurs résidentiels
- les huiles, résidus des carburants, les graisses et les produits chimiques toxiques provenant des ruissellements urbains
- les sédiments provenant des ruissellements de toute nature (matières en suspension produites par des aires naturelles, ou des surfaces urbaines, industrielles) et de l'érosion superficielle
- les bactéries et les éléments nutritifs provenant du bétail, des excréments d'animaux et des assainissements non collectifs défectueux

La configuration de la commune (implantation urbaine, topographie) et la qualité des sols font que la gestion des eaux pluviales reste une gestion qui s'effectue :

- par infiltration directe chez les particuliers
- par des réseaux de collecte ponctuels relativement peu présents
- par gestion dans les fossés, noues bordant les voies

La gestion des eaux pluviales est aujourd'hui réalisée majoritairement de façon individuelle pour les habitations via des dispositifs d'infiltration ou très ponctuellement par un réseau, voire un réseau de fossés. Les impacts sont négligeables en termes de pollution.

La récolte des eaux pluviales de la voirie dans le bourg, avec comme milieu récepteur final le bassin versant du Gave ne fait pas l'objet de traitement spécifique. Le PLU ne produit pas de changement majeur de la situation existante.

Le milieu récepteur final est constitué par l'ensemble du réseau hydrographique aval : du maintien des ripisylves et des espaces tampons des crues dépendra la régulation des eaux de ruissellement tant au niveau quantitatif que qualitatif avec un fort pouvoir d'infiltration / rétention/dépollution. La structure naturelle et topographique sur le territoire a permis d'assurer le maintien des thalwegs assurant la régulation des ruissellements, notamment en limite des zones urbanisées. De fait la question des eaux pluviales ne constitue pas un problème sur ce territoire dont la configuration permet d'absorber les apports d'eau de ruissellement

Le règlement prévoit des éléments pour assurer le bon dimensionnement des ouvrages lors des projets de constructions :

- régulation des débits de fuite à 3l/s/ha.
- Prise en compte de la pluie de retour 20 ans
- Sur des stationnements de plus de 10 véhicules un débourbeur déshuileur est requis

Le PLU n'accentue pas les problèmes des pollutions par les eaux pluviales en conservant les abords des ruisseaux, les espaces libres nécessaires à l'infiltration, et les nombreux thalwegs naturels d'écoulements.

Le règlement prévoit donc des dispositions pour accompagner la gestion des eaux pluviales à l'article 4 du règlement des zones.

Mesures compensatoires et de suivi

- expertise spécifique démontrant la possibilité d'assainissement sans impact environnemental notable sur les sites où les tests d'infiltration le nécessitent.
- suivi des assainissements autonome par le SPANC permettant d'adapter les filières et de vérifier la conformité et les impacts
- suivi de la qualité des eaux des principaux affluents récepteurs sensibles
- mise en place de dispositif de décantation/infiltration dans le cadre d'opération de lotissement ou d'activités, et de la directive cadre eau
- mise en place d'ouvrage de régulation des eaux pluviales dans le cadre du règlement et dimensionnés pour un débit de fuite de 3l/s/ha

Niveau d'incidence :

Nombre de logements supplémentaires prévus en assainissement collectif dans le PLU	285 logements
Nombre de logements /projets supplémentaires prévus en assainissement autonome	23 logements supplémentaires possibles pour habitat/hôtellerie 2 logements en zone UCd à raccordement prévu à moyen terme 2 projets d'hôtellerie de plein air dans le cadre de constructibilité limitée
Bilan	Augmentation du nombre des dispositifs autonomes sur des terrains majoritairement favorables Augmentation des raccordements au collectif compatibles avec la step Augmentation des ruissellements compatibles avec la capacité d'infiltration des espaces

Détail des Mesures prises :

Règlement	Limite le débit de fuite à 3l/s/ha + Prise en compte de la pluie de retour 20 ans pour le calcul des infrastructures pluviales Raccordement imposé au réseau collectif sur toutes les zones U à l'exception de la zone UCd où l'assainissement autonome est transitoirement possible (2 lots issus de division concernés)
Orientations d'aménagement	Non concerné
Zonage	Zonage UCd, Nt, Nk lié à l'assainissement autonome
Indicateurs et Mesures de suivi	Suivi des assainissements autonome par le SPANC Suivi de la qualité des cours d'eaux principaux Indicateurs : nombre de logements en autonome, nombre de logements en collectif, qualité des eaux <u>Niveau des indicateurs janvier 2017 :</u> Nombre de logement en autonome : 265 Nombre de logement en collectif : 320 Qualité des eaux du Gave : état écologique moyen / état chimique bon Qualité des eaux du Larraton : état écologique moyen / état chimique bon Qualité des eaux Arriou du Peyrié : état écologique moyen / état chimique bon <i>état de la masse d'eau sdage 2016/2021</i>

D-I.2.3- RISQUES ET NUISANCES

LES RISQUES

Les risques, nuisances industriels et technologiques : transport de matière dangereuse (canalisation de gaz)

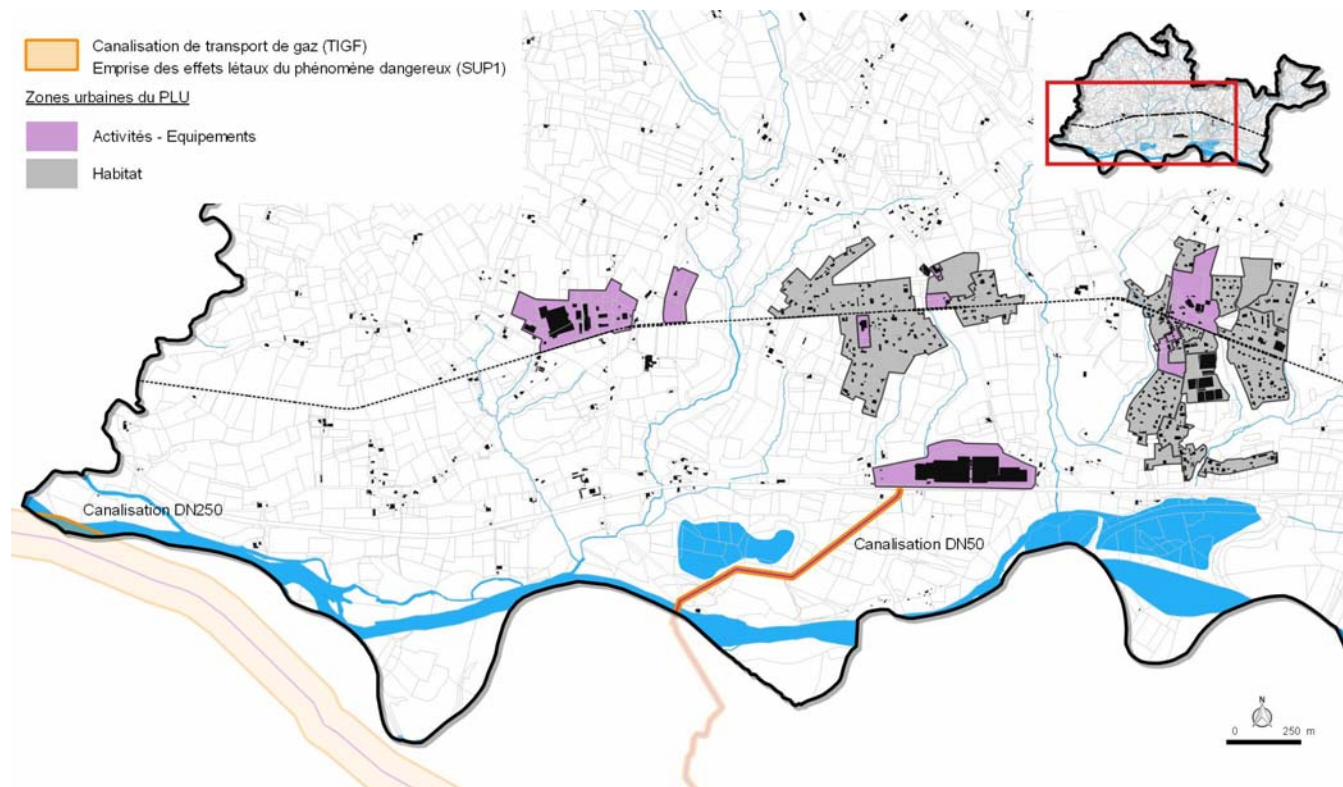
La commune est concernée par ce type de risque au niveau de la voie ferrée et de la RD et d'une canalisation de gaz au Sud dans la zone inondable.

De fait, le PLU n'a pas prévu de développer du logement à proximité de ces infrastructures pour éviter d'augmenter les populations soumises à ce risque.

Au Nord une canalisation passant sur les communes voisines (Pouillon/Misson) impacte des secteurs non bâtis : le PLU ne modifie pas cette situation.

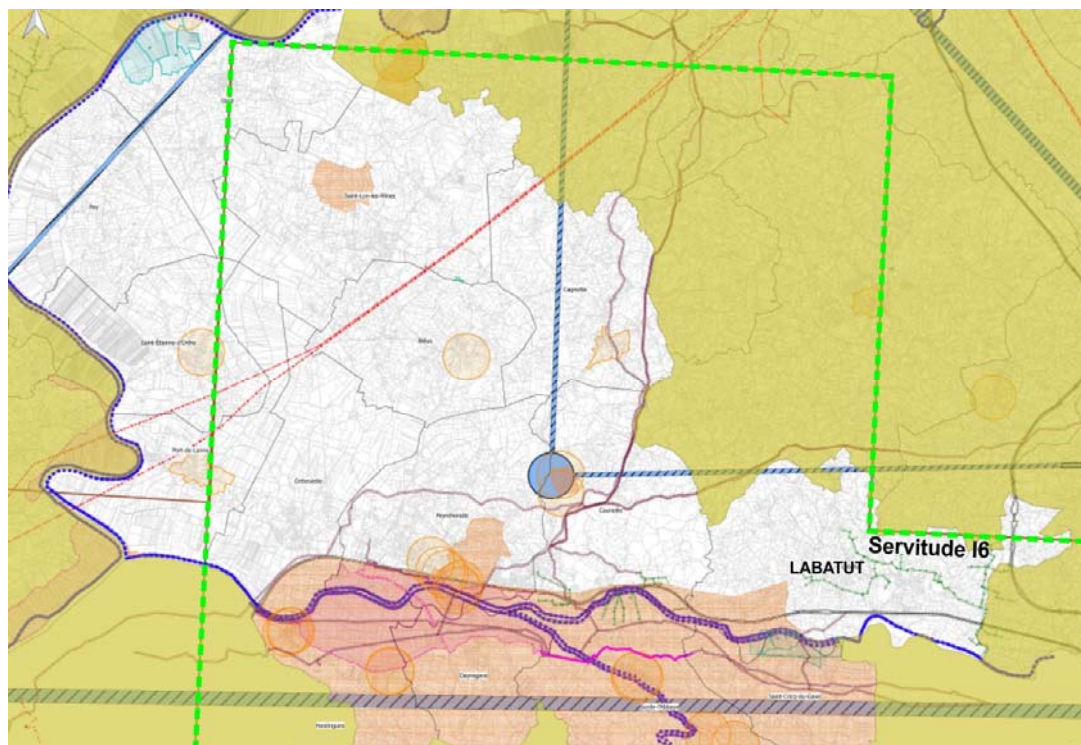
Concernant la canalisation de gaz Sud, elle se situe en zone inondable loin des secteurs résidentiels. Le PLU ne modifie pas la situation actuelle du contexte de ce risque.

Surface des zones bâties urbaines concernées par un risque - Canalisation gaz	Pas de zone U/AU concernée par le risque
--	--



Risque minier

PAC : La commune est concernée par le permis de recherche Béarn des Gaves (Europa oil&gas) fin de validité le 23/03/2017
Il est attaché à cette concession une servitude de type I6.



Extrait PAC pour servitude I6 (mines et carrières)

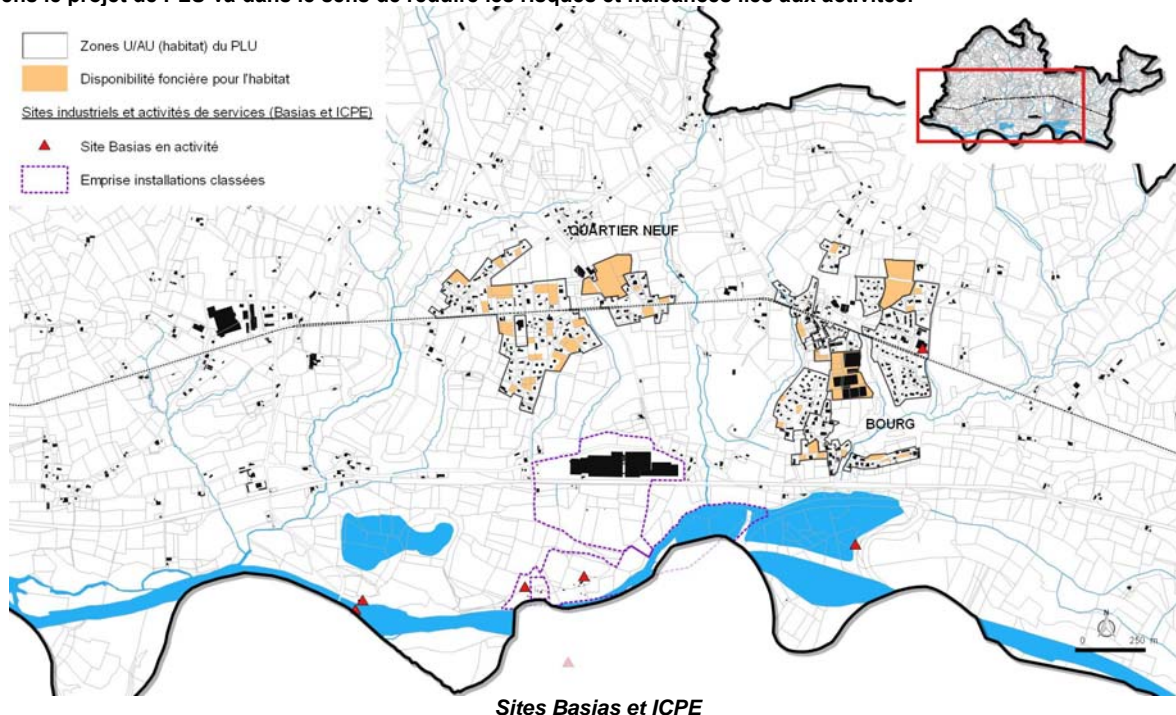
La commune n'est pas concerné par des risques liés à la présence de mines/carrières anciennes ou en activité.

Risques liés aux établissements listés dans Basias et aux ICPE

Les sites relevant de ces préoccupations ont fait l'objet d'un premier examen lors du diagnostic pour estimer les enjeux et aléas..

Concernant les sites en activités, ainsi que les ICPE, ils sont tous éloignés des zones résidentielles à l'exception d'une structure au bourg neuf : celle-ci s'inscrit dans la zone UC et le PLU n'a pas produit de potentiel supplémentaire à proximité pouvant exposer des personnes supplémentaires. En ce qui concerne le site de l'entreprise de transport au bourg vieux, une possibilité de présence de matières polluantes est à noter. Outre le fait que cette activité existante au sein du bourg ancien produise de nombreuses nuisances de voisinage, cette éventualité a conduit la commune à envisager la reconversion du site, sur le long-terme afin de permettre un diagnostic du site –zonage 2AU). Ce principe va de le sens de réduire les nuisances existantes dans le bourg ancien.

En ce sens le projet de PLU va dans le sens de réduire les risques et nuisances liés aux activités.

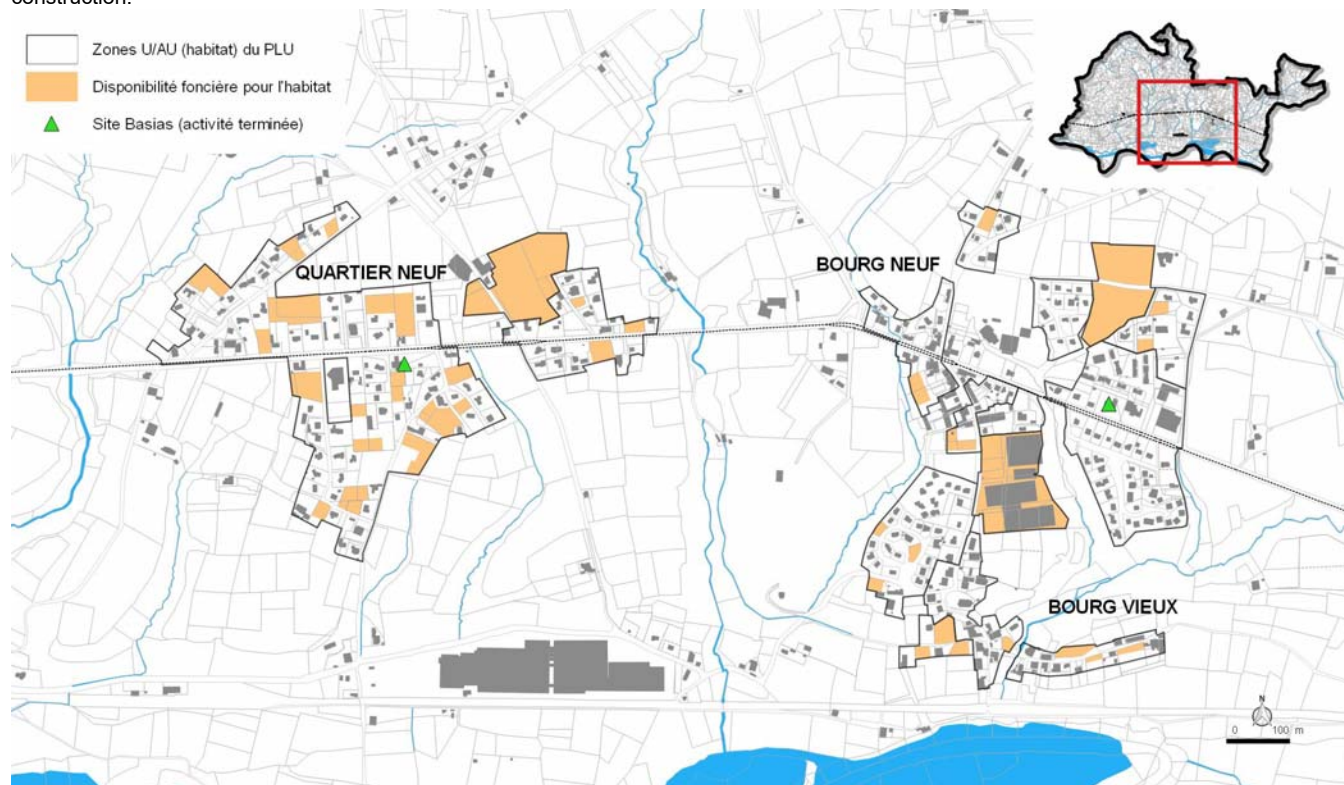


Sites Basias et ICPE

Pour la liste des sites dont l'activité n'est plus effective, seuls deux références peuvent produire des nuisances, les autres étant soit en site isolé, soit convertis en logement. Il s'agit d'une ancienne station-service réhabilitée en boulangerie, au quartier neuf et intégrée dans le tissu urbain UC (commerce de proximité), entouré d'habitation actuellement.

Pour la deuxième référence, il s'agit d'un ancien hangar qui a accueilli un dépôt de liquides inflammables et n'est plus en activité.

Sa situation au regard du potentiel de projet de PLU n'induit pas de risque de proximité avec des structures accueillant le public, ce qui permet de réduire les risques d'exposition. Le devenir du site suivra une procédure de dépollution le cas échéant en cas de projet de construction.



Les risques naturels

Le risque sismique a été renseigné et fait l'objet d'une réglementation spécifique au niveau de la construction. (Sismicité modérée 3)

Le risque retrait/gonflement des argiles

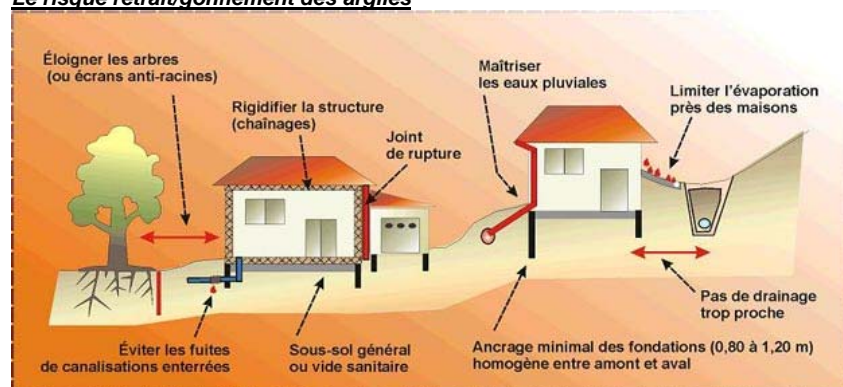


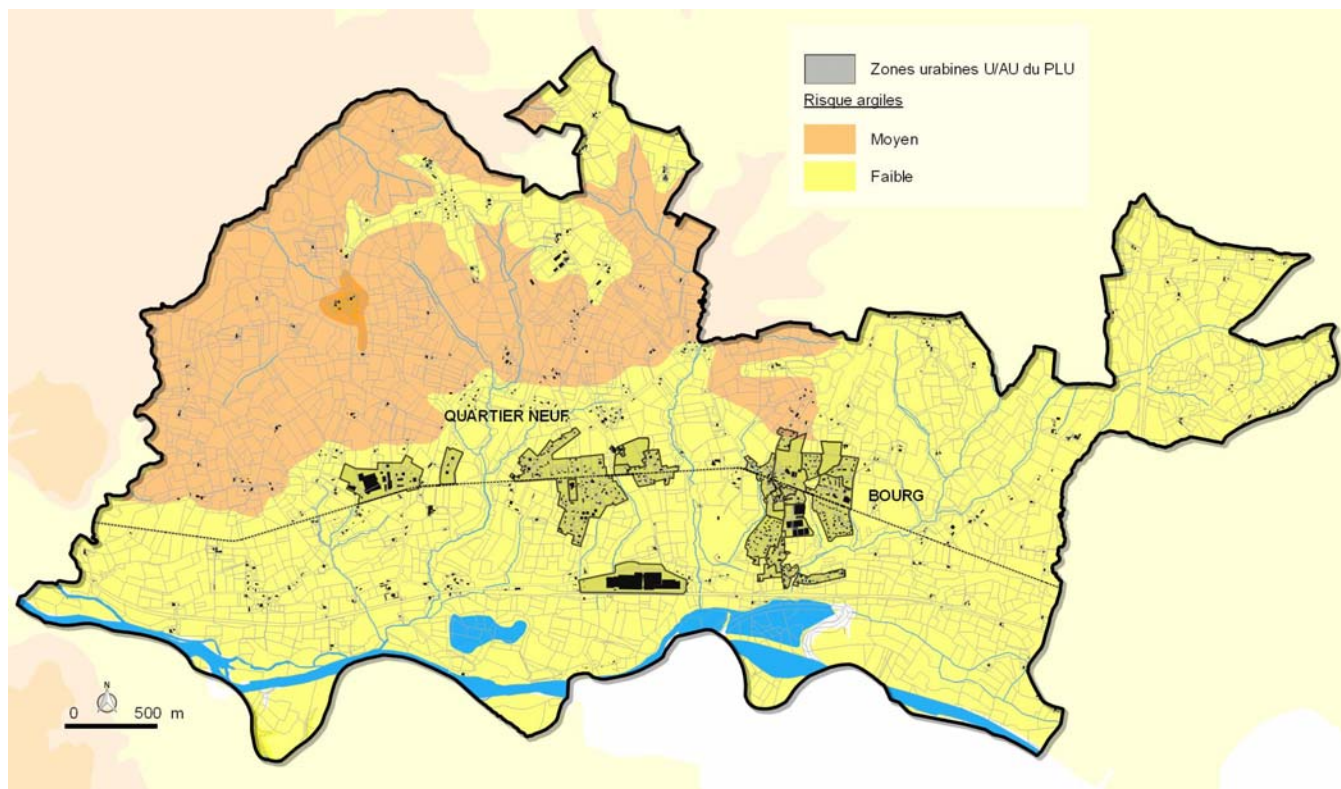
Schéma source BRGM (site internet)

Le territoire communal est soumis à un aléa faible sur les zones prévues en U/AU.

Cet aléa n'empêche pas de construire mais avec des spécificités techniques selon le type d'édifice qui est envisagé.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent à quelques principes techniques (voir ci-contre), sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur. Des règles permettent de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site. Elles sont obligatoires en cas de PPR sécheresse. La commune ne dispose pas d'un tel document.

Pour plus d'informations sur les mesures de prévention à adopter pour construire sur sol sujet au retrait-gonflement, un dossier spécifique a été réalisé par le ministère en charge de l'environnement. Il contient notamment des fiches détaillées décrivant les mesures à prendre pour limiter les dommages sur le bâti existant ou les constructions futures de maisons individuelles



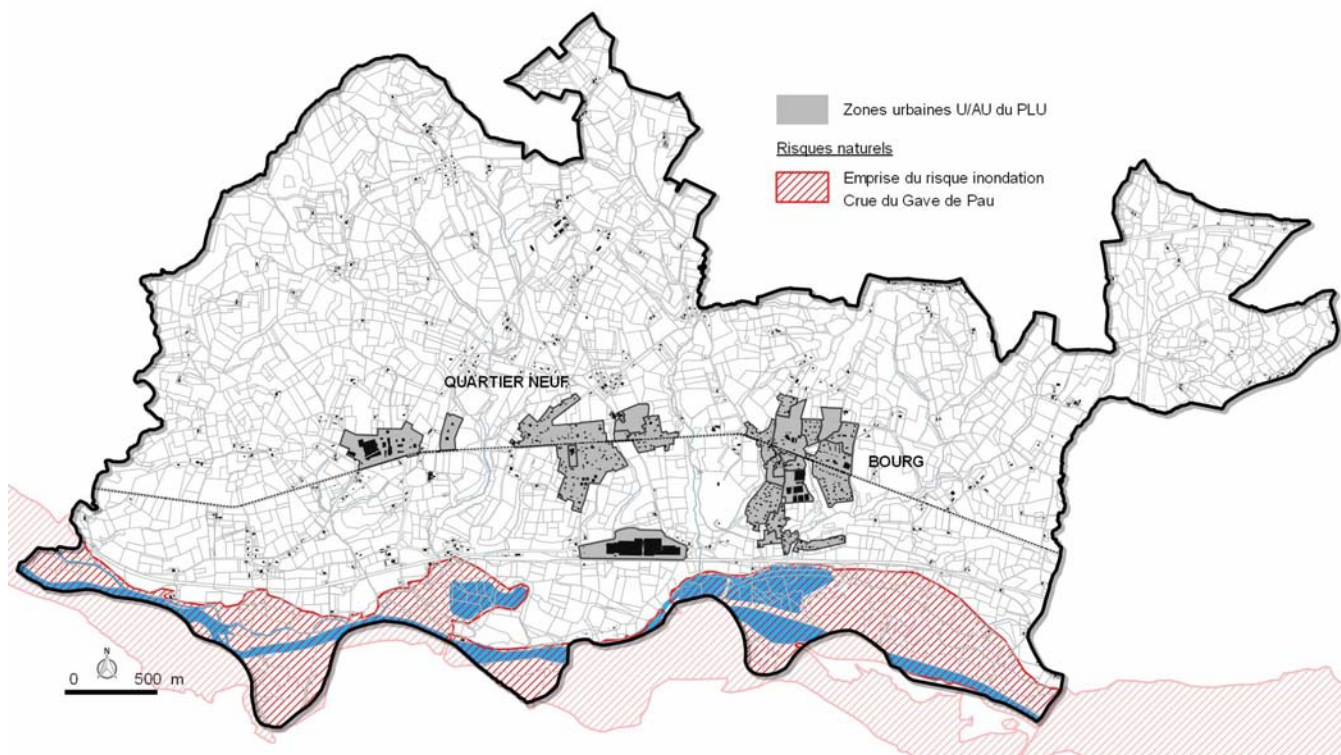
Risque argiles

Le risque inondation

Le PLU a relayé par une trame l'emprise considérée des zones inondables. Le règlement prévoit l'inconstructibilité à l'exception des ouvrages hydrauliques (noues, bassins de rétention...). Dans ces emprises, les clôtures ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux.

Les zones concernées par le risque sont des zones agricoles.

Le zonage constructible (ou les changements de destination envisagés) du PLU ne rajoute pas de potentiel de logement dans ces zones sensibles au risque inondation



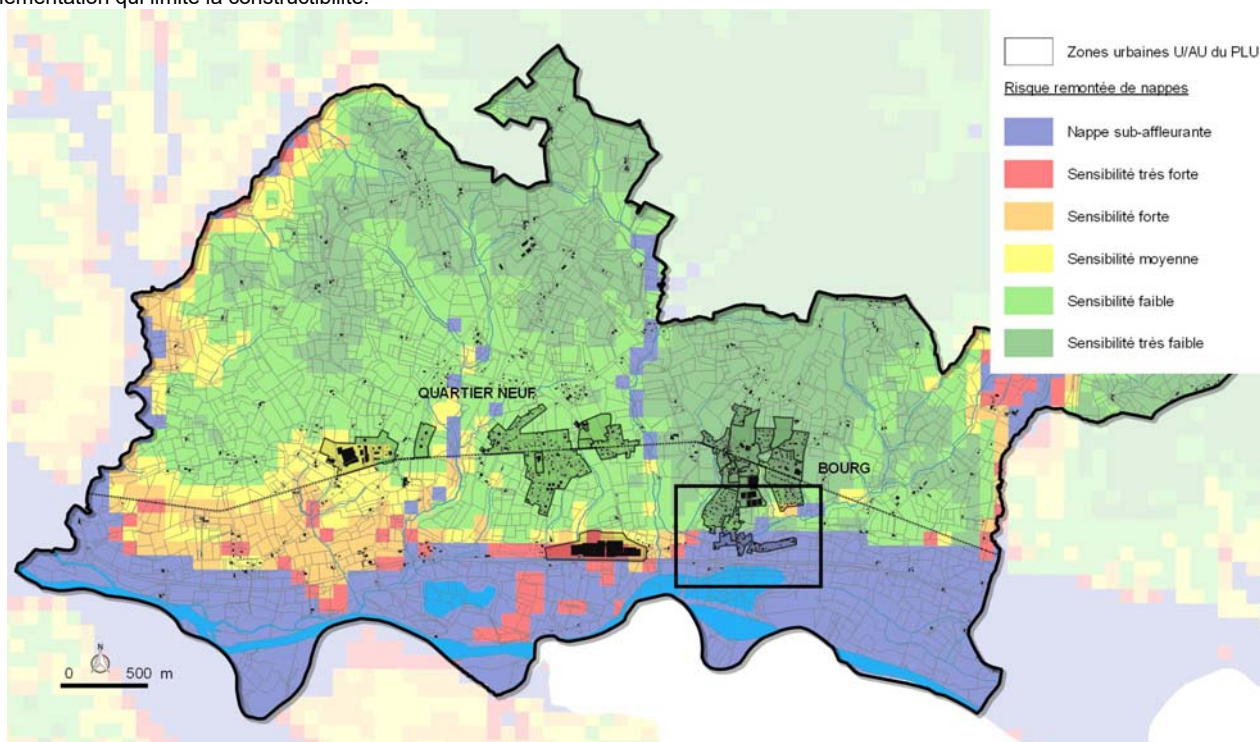
Risque inondation

Remontée de nappes

Le territoire communal est impacté par ce phénomène qui peut également fluctuer en fonction des épisodes climatiques. Les conséquences de ces inondations par remontée de nappes peuvent être des dommages liés soit à l'inondation elle-même, soit à la décrue de la nappe qui la suit. Les dégâts le plus souvent causés par ces remontées sont les suivants :

- inondations de sous-sols, de garages semi-enterrés ou de caves. Dans les zones sensibles il serait souhaitable de préconiser pour certains types de construction, des sous-sols non étanches pour éviter le soulèvement des édifices sous la poussée de l'eau
- fissuration d'immeubles (rare dans cette région)
- remontées de cuves enterrées ou semi-enterrées et de piscines
- remontées de canalisations enterrées qui contiennent ordinairement une partie importante de vides : par exemple les canalisations d'égouts, d'eaux usées, de drainage
- désordres aux ouvrages de génie civil après l'inondation
- pollutions. Les désordres dus aux pollutions causées par des inondations sont communs à tous les types d'inondation
- effondrement de marnières, effondrement de souterrains ou d'anciens abris (la commune ne paraît pas concernée)

Une grande partie des zones impactées sont concernées par la zone inondable qui permet de fait la prise en compte du risque par sa réglementation qui limite la constructibilité.



Bourg vieux

Le territoire est concerné sur une partie de ces zones urbaines : le bourg vieux.

Compte tenu de la difficulté d'appréciation des indications fournies et reportées à échelle parcellaire ci-contre, le règlement de la zone relaye qu'il faut prendre en compte cette problématique.

Ce sujet devra être affiné au cas par cas par les pétitionnaires compte tenu de l'impossibilité technique dans le PLU de préciser les choses à la parcelle.

Ces espaces potentiellement constructibles sont déjà bâtis et il semble que ce risque n'ait pas affecté les constructions existantes en l'état de nos connaissances.

Il n'y a pas lieu d'en diminuer ainsi la constructibilité mais plutôt de prévoir des mesures de précaution.



Remontée de nappes

Source : www.inondationsnappes.fr

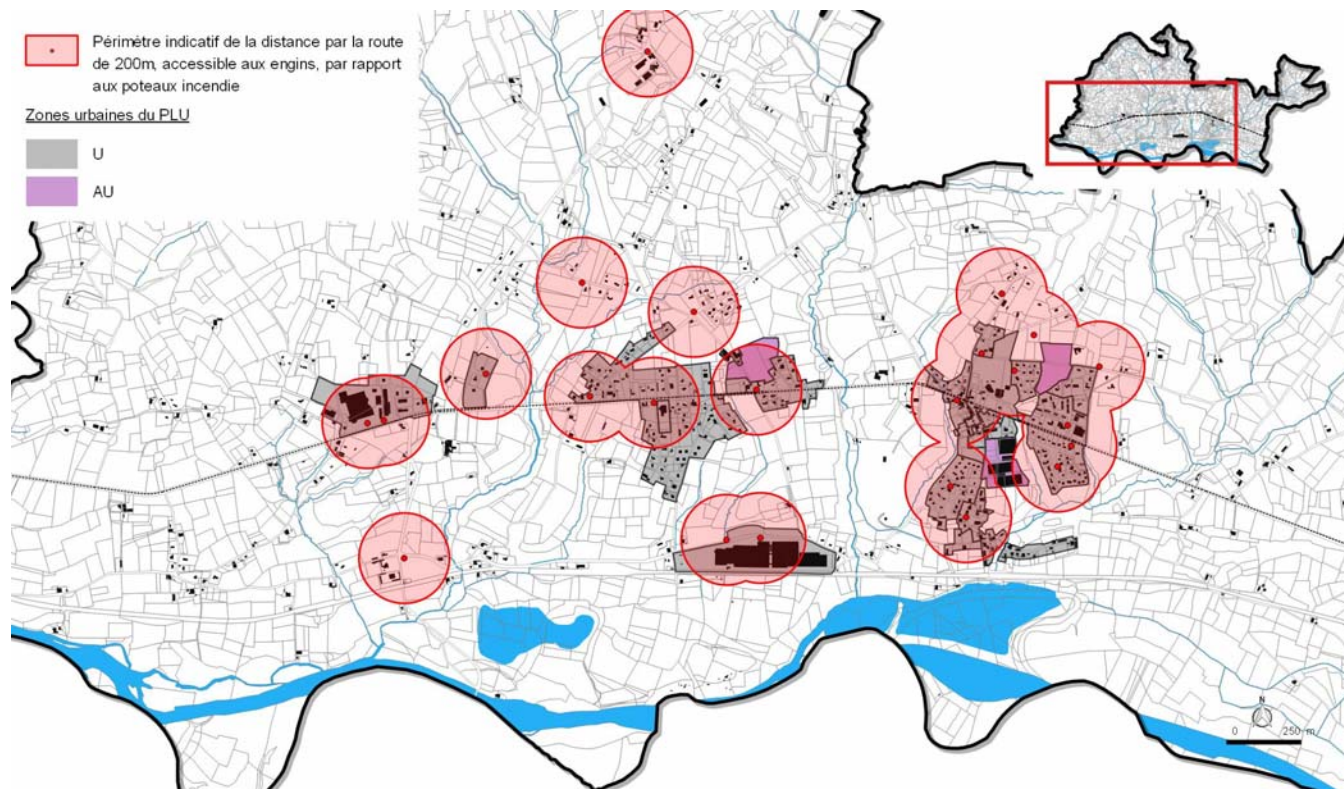
La défense incendie

Le potentiel constructible concerne des zones urbaines existantes majoritairement équipées ; en ce qui concerne les zones à urbaniser 1AU, elles « également équipées ». L'équipement de la zone 2AU sera à envisager lors de la procédure d'ouverture à l'urbanisation.

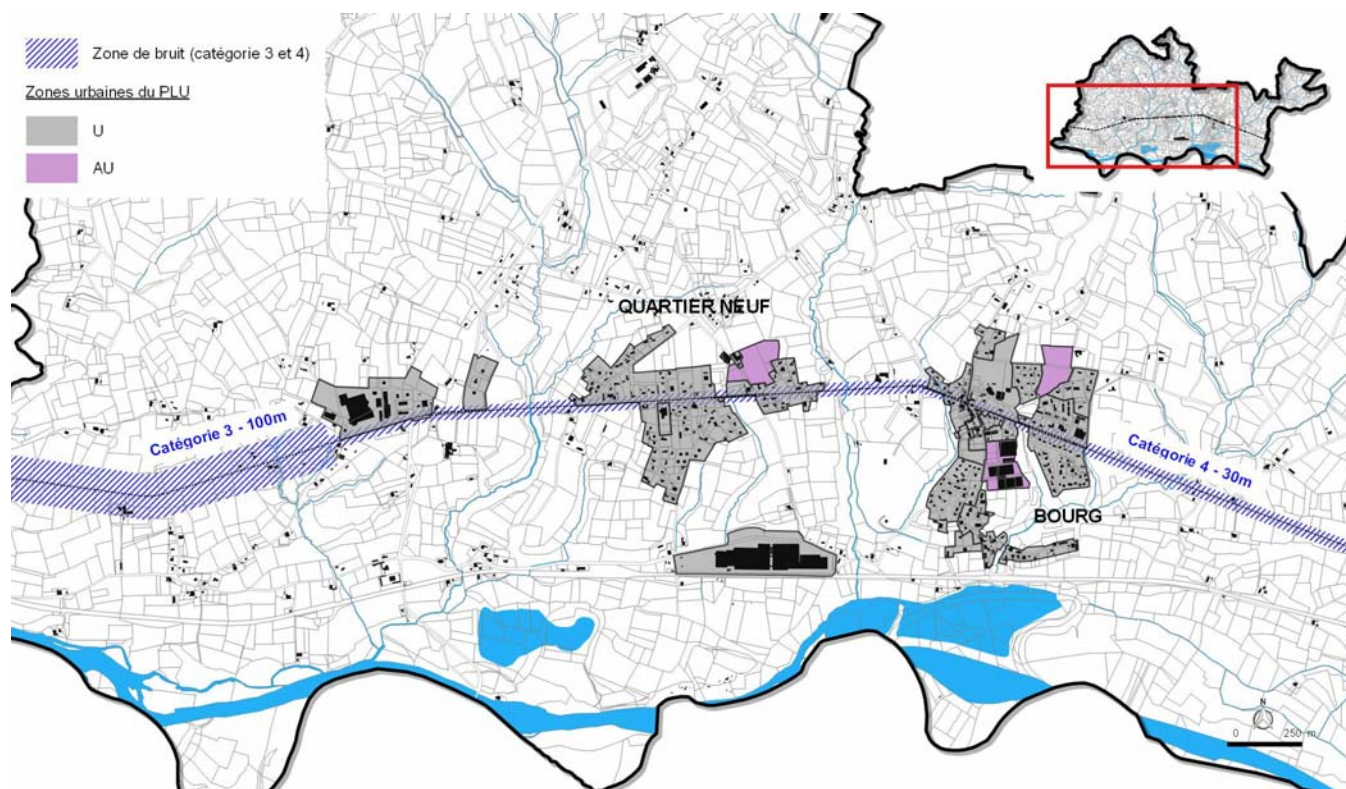
Certaines zones urbaines actuellement bâties ne sont toutefois pas entièrement couvertes, notamment à quartier neuf.

La couverture concernant la défense incendie est globalement satisfaisante. Dans le cadre de la nouvelle réglementation, la commune devra affiner ce dispositif et programmer les travaux nécessaires.

Le PLU ne produit pas de problématique importante au regard du risque incendie.



Couverture incendie (à titre indicatif) et zone urbaine du PLU (gris)



La commune prend en compte le classement sonore des infrastructures de transport terrestre pris par arrêté préfectoral du 14 et 15 décembre 1999, 25 janvier 2000 et 25 juin 2000 et qui concerne les Routes Départementales n°817 classées en catégorie 3 et 4.

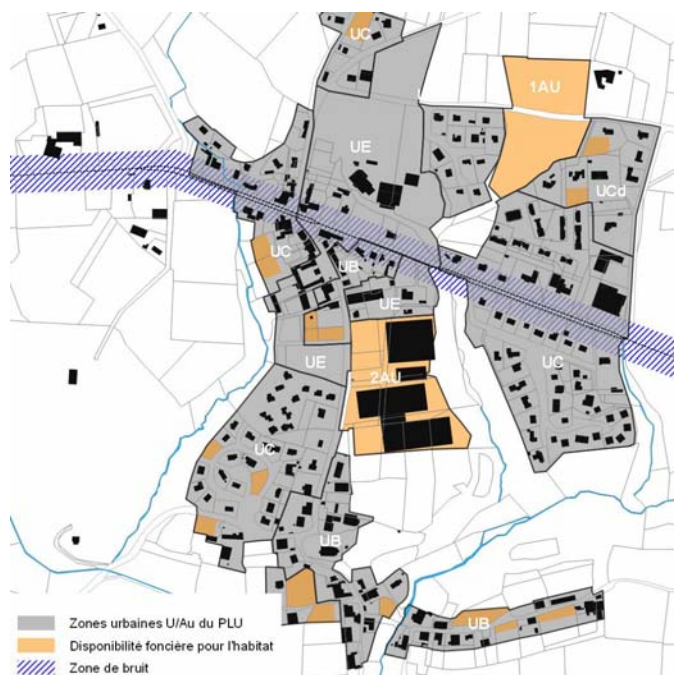
Des prescriptions en matière d'isolement acoustique des habitations sont à prévoir dans ces zones affectées par le bruit. Au plan urbain, le PLU ne prévoit aucun développement dans ces zones exposées aux nuisances sonores.

En outre les espaces d'activités induisent des contraintes sonores importantes du fait notamment des trafics, et occasionnent des conflits entre habitat et activités sur les zones mixtes ou longées par des voies de circulation empruntées par ces trafics.

Les espaces les plus sensibles sont donc les abords des zones d'activités mais la confrontation avec les espaces habités est très ponctuelle. Le règlement des zones d'activité a interdit les habitations hors logement de gardiennage : ceci permet de limiter les populations exposées aux nuisances.

Bourg

Il s'agit notamment au bourg de l'environnement de la société de transport, cet environnement étant exposé aux nuisances dues au trafic et à l'activité de déchargement (bruit, poussières...). Le PLU envisage à terme la reconversion de ce site vers du résidentiels (classement en 2AU). Une proposition de délocalisation pourrait être envisagée dans le cadre de l'intercommunalité.

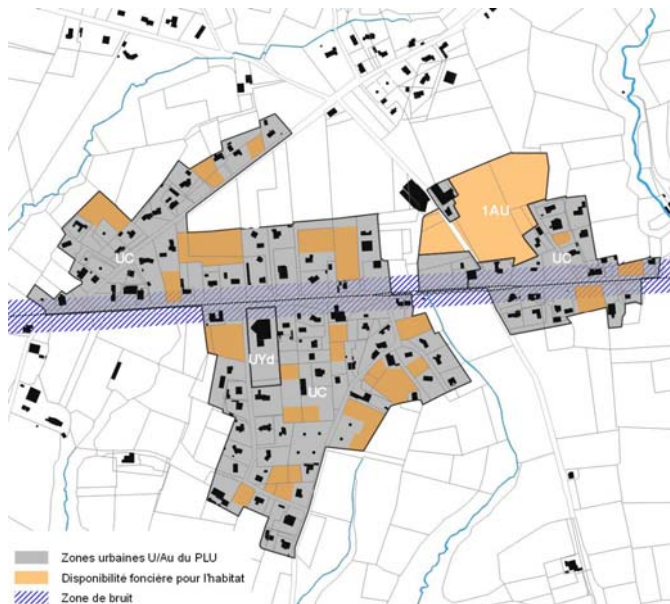


Quartier neuf

L'activité de garage existante est maintenue et identifiée par un zonage UYc ; un potentiel en densification la jouxte. Les nuisances sont marginales.

Sur la zone d'activité, le zonage de PLU prévoit des extensions par rapport à l'occupation existante, mais une réduction au regard du zonage POS.

La localisation des extensions s'est attachée à rester à une distance suffisante des habitations isolées existantes afin de ne pas augmenter des nuisances sur des habitations existantes et isolées.



Niveau d'incidence :

Surface couverte par la zone inondable (crue du Gave de Pau)	322ha	
Surface des zones bâties urbaines concernées par un risque		
- Zone inondable (crue du Gave de Pau)	0ha	
- Canalisation gaz	0ha	
Surface couverte par le risque argile fort	Non concernée	
Surface en zone de bruit	65ha Dont 2ha25 en UB 7ha28 en UC 1ha23 en UE 1ha62 en UY	Disponibilité foncière en zone de bruit : 0ha25 en UC

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Règlement , recul par rapport aux berges des ruisseaux
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Evitement des zones à risque dans la définition des zones de développement Prise en compte des zones inondables connues
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface des zones bâties urbaines concernée par un risque : - Zone inondable: 0ha - Canalisation gaz : 0ha Surface libre destinée au logement concernée par un risque : - Zone inondable : 0ha - Canalisation gaz : 0ha

D-I.2.4 –CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

PAYSAGE

Les enjeux de préservation des espaces paysagers se situent à différents échelons spatiaux.

Le PLU affiche un choix de préservation des espaces de qualité paysagère à travers la zone naturelle en particulier très importante sur le territoire, notamment l'écrin boisé du bourg vieux (zonage N), les thalwegs boisés qui rythment la traversée du territoire.

Le zonage A et N a été défini sur l'emprise du site inscrit de façon à préserver son unité (retrait des zones d'activités du POS prévues sur cette partie en particulier).

Le parti d'aménagement du PLU en centralisant le développement sur les deux centralités existantes au plus près du tissu structuré permet de préserver le grand paysage : en effet, aucune zone de quartier des écarts (NB du POS) n'a été reconduite dans le PLU.

Par ailleurs, les sites emblématiques, notamment les secteurs de perspectives au niveau de certaines lignes de crête ont fait l'objet d'un zonage Ap pour éviter des constructions nouvelles préjudiciables à l'harmonie paysagère et au maintien de ces perspectives.

Le règlement prévoit dans l'article 13, le maintien d'un paysage végétalisé en lien avec le cadre de vie existant en maîtrisant la densification.

Les orientations d'aménagement permettent également d'assurer l'intégration des projets.

Enfin, les possibilités possibles en changement de destination permettent d'assurer des valorisations diverses au patrimoine rural très riche et diversifié sur la commune. Cela participera de son maintien.

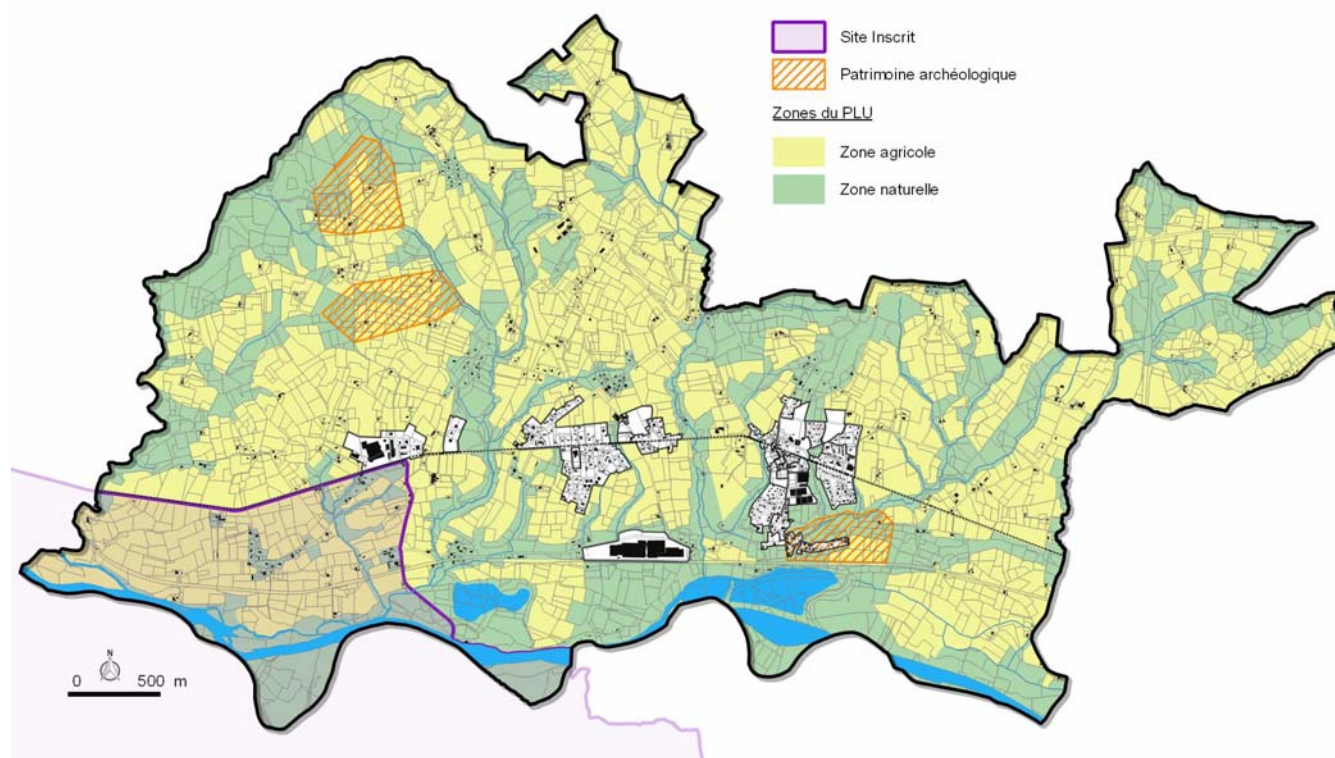
LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET ARCHEOLOGIQUE

Le site inscrit est intégralement affecté en zone A ou N, avec une grande partie en zone inondable. Cela permet la préservation de son unité.

Le Plu à travers l'article 11 du règlement assure un accompagnement réglementaire de l'architecture des édifices et des restaurations : cela permet de garantir le respect du patrimoine existant et d'assurer l'intégration des nouvelles constructions.

Les zones archéologiques sensibles occupent des surfaces qui se situent majoritairement dans des zones A ou N, donc potentiellement protégées au sens de la constructibilité. Seule la zone concernant le château de la Motte est concernée par une zone urbaine existante.

Dans le cas de demandes ponctuelles en particulier en zone agricole, la Loi sur l'archéologie préventive s'appliquera sur les espaces dans le cas de travaux.



Superposition du zonage A et N avec les éléments patrimoniaux

Niveau d'incidence :

Surface couverte par le site Inscrit	254ha
Surface des zones bâties urbaines concernées par le site inscrit	0ha (N et A)
Surface couverte par les zones archéologiques	74ha95
Surface des zones bâties urbaines concernées par les zones archéologiques	2ha92
Surface des zones A et N concernées pas les zones archéologiques	72ha03

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Article 11, 12
Orientations d'aménagement	Dans le bourg en particulier visant le respect de son identité
Zonage	Prise en compte des éléments du paysage via le zonage N et le règlement article 13
Indicateurs et Mesures de suivi	100% de surface de site inscrit en N ou A 96% de surface des zones archéologiques classée en zone N ou A

LES TRANSPORTS, LA QUALITE DE L'AIR ET LES GAZ A EFFET DE SERRE

La problématique du transport doit être abordée aux échelles intercommunale et départementale.

Le projet de PLU a pour objectif le développement du tissu de services et commerces de proximité, de même que les activités en général. Le confortement des activités sur le territoire communal et des commerces et services de proximité, notamment dans le bourg, permet de réduire à terme les déplacements vers les villes voisines pour les achats quotidiens. Il en est de même pour ce qui est du panel d'équipements existants et prévus d'être développés dans les zones U en cœur de village/de quartiers.

L'incidence du PLU en matière de qualité de l'air est difficilement quantifiable : l'éloignement habitat/ travail augmente les trafics générateurs de pollution, la faible fréquentation et densité des transports collectifs multiplie les sources d'émission polluantes. Pour autant, il ne semble pas que cet enjeu soit remis en question par le projet communal

La commune n'a pas relayé dans le PLU le projet de halte ferroviaire ou d'aire de co-voiturage : la compétence intercommunale prendra le relais dans le PLUi en cours.

Compte tenu de la situation de la commune, le développement urbain se situe sur des espaces déjà très urbanisés en partie riverains de la RD917 ou d'activité, ces espaces pouvant être soumis à une qualité de l'air dégradé ponctuellement. Le PLU n'a pas prévu de développement de l'habitat dans ces secteurs exposés et a prévu la reconversion à terme d'un site d'activité nuisant et situé dans le bourg vieux, ce qui va dans le sens d'améliorer les situations.

La zone d'activité de quartier neuf a l'avantage de se situer en bordure de la RD et éloigné des secteurs urbains. L'emprise prévue de cette zone a été limitée de façon à éviter une promiscuité avec les résidences isolées présentes dans ce secteur.

Le PLU en centralisant le développement sur les zones de bourg, en prenant en compte les nuisances liées aux transports et aux activités a été dans un sens favorable pour limiter les déplacements et éviter l'exposition des populations supplémentaires sur des sites potentiellement concernés par une qualité de l'air dépréciée.

Niveau d'incidence :

Surface des zones urbaines existantes (au sens du POS) au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg	76ha70 soit 36% des zones U/NB (dont 48ha80 en NB)
Surface des zones urbaines du PLU au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg	24ha50 soit 25% des zones U/AU non compris UY et UE

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Sans objet
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Choix spatial centré sur les bourgs et quartier neuf Zone d'activité en lien avec la voie principale visant à fixer des artisans locaux
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface des zones urbaines logement du PLU au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg, valeur à l'arrêt : 24ha50

L'ENERGIE

Le PLU en prévoyant un effort de densification compatible avec la préservation des paysages et de l'identité du village, permet de réduire les consommations énergétiques d'une façon générale (transport, chauffage..).

La question des énergies renouvelables a été traitée dans le nécessaire compromis entre la préservation du paysage et la nécessité de permettre le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Niveau d'incidence :

Pas d'interdiction stricte quant au recours à des énergies renouvelables

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Des mesures vérifiant l'insertion sont prévues pour l'ensemble des installations liées aux énergies solaires au niveau de l'article 11 du règlement
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Sans objet
Indicateurs et Mesures de suivi	Localisation des implantations de systèmes ayant recours aux énergies renouvelables et moyens mis en œuvre pour en réduire l'impact (listing des solutions proposées et résultat obtenus sur le terrain)

D-I.3- EFFET SUR DES ESPACES SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES NOTABLEMENT EN DEHORS DE NATURA 2000

Cette partie ne traite que des espaces non directement concernés par Natura 2000 ; ceux concernés sont traités dans la partie D-1.4. Les impacts sur la consommation des espaces agricoles et l'agriculture ont été traités dans un paragraphe spécifique.

Nota : la synthèse du diagnostic écologique du site a été consultée ainsi que les annexes cartographiques au format PDF. En l'état, l'analyse s'est basée sur l'emprise de la zone Natura 2000 fournie dans le portail de la DREAL Nouvelle Aquitaine. Il semble que le périmètre de la zone Natura 2000 fasse ultérieurement l'objet d'une extension non encore validée à ce jour.

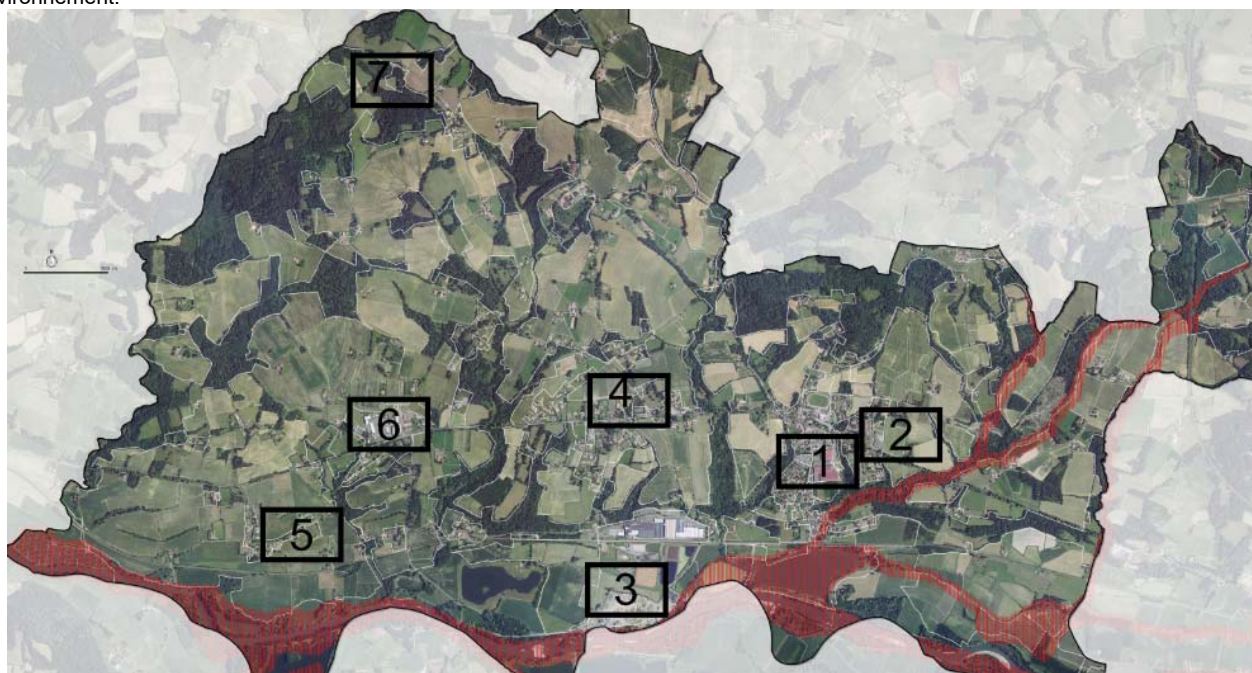
D'un point de vue spatial, les enveloppes urbaines existantes et projetées restent éloignées de la zone Natura 2000 dont l'emprise se situe dans la zone inondable. Une seule exception au bourg vieux, sur les franges du thalweg.

Les zones Nt ne sont pas susceptibles d'avoir un impact notable du fait que ces sites soit des espaces bâtis et artificialisés existants sur lesquels seuls extension, annexe et changement de destination sont possible, et de façon limitée. Ces dispositions permettent de limiter les impacts éventuels sur des milieux ordinaires où aucun enjeu de conservation n'a été mentionné.

Bien qu'en dehors des sites Natura 2000, les zones urbaines ou à urbaniser sont toutefois susceptibles d'avoir un effet notable sur l'environnement :

- Les zones U/AU du bourg (1 et 2)
- La zone AU de quartier neuf (4)
- La zone Uy de quartier neuf (6)
- Les zones Nk relatives au projet d'hôtellerie de plein air (5 et 7)
- La zone Ny relative aux activités Cemex et Seretram (3)

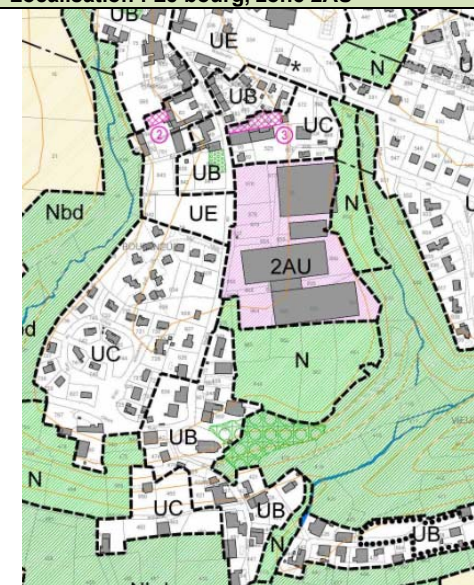
Ainsi, une attention particulière est portée à ces zones, pages suivantes, afin d'analyser leur incidences directes et indirectes sur l'environnement.



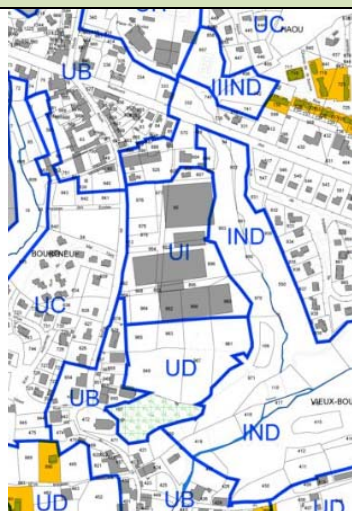
Zones Natura 2000 (hachure rouge) du Gave de Pau et cadrage sur les zones étudiées

1- Impacts directs : POSITIFS

Localisation : Le bourg, zone 2AU



Zonage PLU révisé

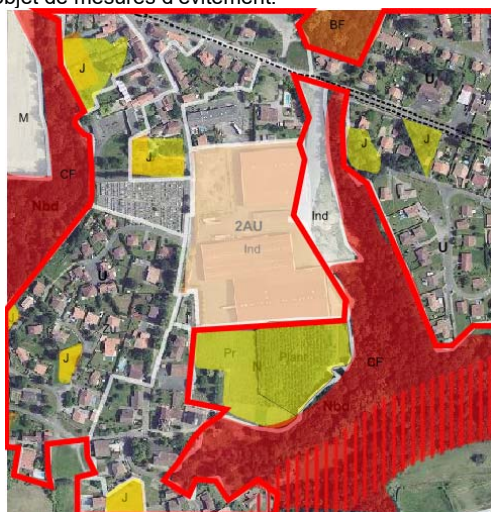


Zonage POS avec espaces consommés 2004/2014 (en jaune)

Historique du zonage : Zone UI dans le POS, classement en secteur 2AU, zone UD reclassée en zone N/Nbd. Une partie de la zone IND en limite de la zone UI du POS a été classée en N compte tenu de l'occupation des sols industrielle existante (accès, voirie..).

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Séquence Evitement Compensation Réduction
Paysage	Impact favorable à terme par la requalification du site industrielle (2AU) dans le bourg et la protection des boisements des thalwegs écrins. En dehors de cet espace le projet ne remet pas en cause la qualité paysagère existante.	Sans objet
Biodiversité	Impact faible car les milieux concernés par le zonage U et AU sont des milieux artificialisés et de faible intérêt écologique. Aucun habitat d'intérêt communautaire ni zone humide n'est concernée Absence d'impact sur les continuités écologiques	Mesure d'évitement : respect des zones à enjeux biodiversité et respect de la trame verte et bleue adaptation des limites du zonage U au nord afin de préserver les boisements de feuillus classés réservoirs de biodiversité
Qualité des eaux	Quartier relié à l'assainissement collectif sur une station au fonctionnement satisfaisant et ayant la capacité nécessaire	Sans objet
Patrimoine architectural ou archéologique	Sans impact	Sans objet
Risque/nuisance	Impact positif en évitant de créer des habitations supplémentaires à côté de la zone d'activité UI.	Mesure d'évitement : classement en N de la zone UD pour éviter d'exposer des populations supplémentaires aux nuisances. A terme reconversion de ce site vers une vocation résidentielle, retirant les nuisances dans le bourg
Agriculture	Impact marginal	Sans objet
Bilan	Impact favorable Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt Impact favorable sur le paysage, le cadre de vie et les nuisances	

Les inventaires de terrain ont permis d'identifier les enjeux biodiversité: les enjeux forts et modérés ont fait l'objet de mesures d'évitement.



Enjeux de conservation et habitats naturels et anthropiques sur l'aire d'étude



Formations Code Corine
Plant: plantation/verger 83.
M: champ maïs 82.
J: Jardins ornementaux 85.1
Zu: Zones urbaines 86.
Pr: Prairie mésophile 38.
BF: Chênaie acidiphile 41.5
CF: Chênaie Frenale neutrophile 41.22
BB: bande boisée, haie 84.3

Légende de la carte ci-contre






Trame verte et bleue

Trame Bleue
■ Réservoir
— Continuité
Trame Verte
■ Réservoir
— Continuité
Corridors en pas japonais
Espaces agricoles ouverts des collines



Bâtiment d'activité dans le bourg

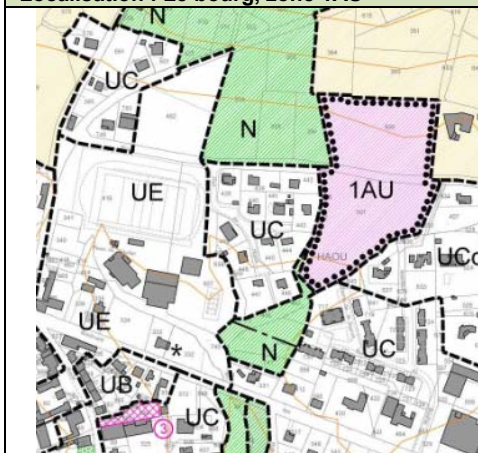
Trame Verte et Bleue

-  Réservoir et continuité
-  Secteurs urbanisés à connectivité réduite
-  Discontinuité écologique (RD, voie ferrée...)

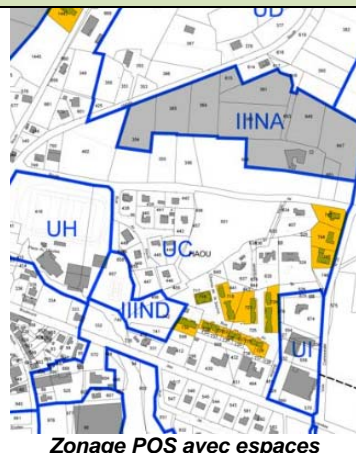
La zone est concernée par la trame verte et bleue et notamment de réservoirs de biodiversité qui sont respectés par un zonage N. Le zonage U et AU reste en retrait des espaces à enjeu.

2- Impacts directs : MARGINAL

Localisation : Le bourg, zone 1AU



Zonage PLU révisé



Zonage POS avec espaces consommés 2004/2014 (en jaune)

Historique du zonage : Zone UH/UC dans le POS, classement en secteur UE, zone UC en partie classée en N et en partie versée en 1Au avec projet d'ensemble (OAP), zone IINA classée en N/A (surdimensionnement et enjeux agricoles), zone UI intégrée en UC terme pour éviter nuisance), zone IIND classée en N et UE (espace de parc public de la mairie différencié du boisement feuillu)

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Séquence Evitement Compensation Réduction
Paysage	Impact maîtrisé du fait du maintien du boisement et des bandes boisées (OAP), extension en continuité de la zone urbaine sur des espaces agricole (maïs/prairie). En dehors de cet espace le projet ne remet pas en cause la qualité paysagère existante.	Mesure d'évitement : préservation des boisements feuillus classés en N Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : orientation d'aménagement(OAP) qui permet le maintien/reconstitution du maillage arboré et une composition d'ensemble cohérente
Biodiversité	Impact marginal car les milieux concernés par le zonage U et AU sont des milieux artificialisés ou agricole ; seulement les marges des zones U/AU concernent des structures boisées à enjeu modéré pour lesquelles les OAP prévoient des dispositions. Aucun habitat d'intérêt communautaire ni zone humide n'est concerné Absence d'impact sur les continuités écologiques	Mesure d'évitement : adaptation des limites du zonage U/AU au nord afin de préserver le boisement de feuillu Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : orientation d'aménagement(OAP) qui permet le maintien/reconstitution du maillage arboré
Qualité des eaux	Quartier relié à l'assainissement collectif sur une station au fonctionnement satisfaisant et ayant la capacité nécessaire	Sans objet
Patrimoine architectural ou archéologique	Sans impact	Sans objet
Risque/nuisance	Impact positif en permettant la reconversion de l'ancienne UI proche des habitations vers des activités compatibles avec le logement ou vers le logement	Evitement : maintien de nuisances à proximité de l'habitat
Agriculture	Impact faible sur des espaces en continuité du tissu urbain	Sans objet
Bilan	Impact marginal Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt Impact favorable sur le cadre de vie et les nuisances	

Les inventaires de terrain ont permis d'identifier les enjeux biodiversité: les enjeux forts et modérés ont fait l'objet de mesures d'évitement.



Enjeux de conservation et habitats naturels et anthropiques sur l'aire d'étude



Vue aérienne du secteur



Formations Code Corine
Plant: plantation/verger 83.
M: champ maïs 82.
J: Jardins ornementaux 85.1
Zu: Zones urbaines 86.
Pr: Prairie mésophile 38.
BF: Chênaie acidiphile 41.5
BB: bande boisée, haie 84.3

Légende de la carte ci-contre

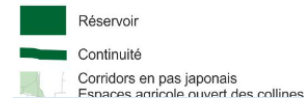


Trame verte et bleue

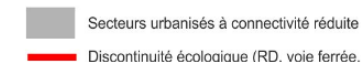
Trame Bleue



Trame Verte



Trame Verte et Bleue



La zone n'est pas concernée par la trame verte et bleue. Le zonage U et AU reste en retrait des espaces à enjeu.

3 - Impacts directs : NEUTRES

Localisation : zone Ny Cemex, Seretram



Zonage PLU révisé

Les rayures correspondent à l'emprise du risque inondation relayé dans le règlement dans chaque zone.



Zonage POS

Historique du zonage : Zone INDi et 1NDA dans le POS versées en Ny, NBd, Ap (et zone inondable) du fait des enjeux biodiversité (Natura et zone humide notamment), de la volonté de ne pas autoriser de nouvelles extractions.

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Séquence Evitement Compensation Réduction
Paysage	Dès lors que le zonage ne fait que reconduire une situation existante, c'est-à-dire une emprise d'activité effective, le PLU ne présente aucun changement de la situation initiale. On peut toutefois nuancer car le zonage Ny s'est positionné en retrait des berges du Gave pour éviter des aménagements dans ces espaces, ce qui, au final, à terme peut être considéré comme positif.	Sans objet
Biodiversité		
Qualité des eaux		
Patrimoine architectural ou archéologique		
Risque/nuisance		
Agriculture		
Bilan	Impact neutre car maintien d'une situation existante. Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

Le secteur Ny a repris les emprises concernées par les dispositifs de la Seretram (dont lagunage) et les emprises de l'activité de la Cemex (exploitation de granulats). Ces activités sont des installations classées et leur emprise est globalement reconduite eu égard à la réalité du terrain, sauf sur les marges du Gave où un retrait a été prévu pour éviter des aménagements trop près de la berge. Il n'a pas été nécessaire de réaliser des investigations spécifiques sur ce site.

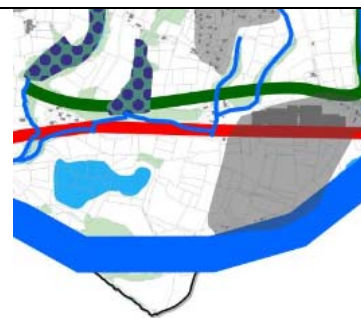


Enjeux de conservation et habitats naturels et anthropiques sur l'aire d'étude



Vue aérienne du secteur

Légende de la carte ci-contre (en rayé rouge, Natura 2000)






Trame verte et bleue




Trame Bleue

-  Réservoir
-  Continuité

Trame Verte

-  Réservoir
-  Continuité
-  Corridors en pas japonais
Espaces agricoles ouverts des collines

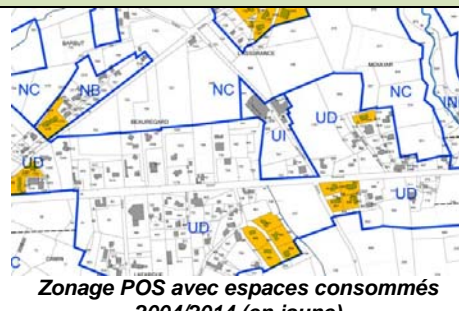
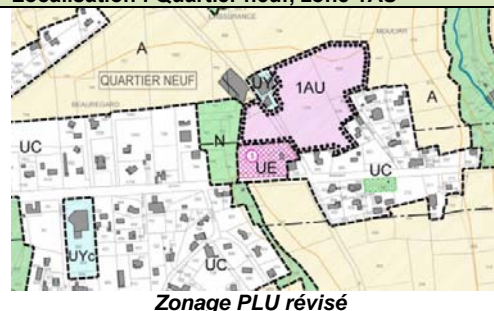
Trame Verte et Bleue

-  Réservoir et continuité
-  Secteurs urbanisés à connectivité réduite
-  Discontinuité écologique (RD, voie ferrée...)

La zone n'est pas concernée par la trame verte et bleue, sauf en limite Sud. Le zonage Ny reste en retrait des espaces à enjeu et correspond à des emprises actuelles de l'activité. Son contour permet de respecter la continuité du Gave.

4- Impacts directs : MARGINAL

Localisation : Quartier neuf, zone 1AU



Historique du zonage : Refonte des zones U et NB en Uy (activité existante), UC, UE, 1AU et zones A et N en fonction du réseau, des accès, du potentiel. La volonté de structurer le quartier par un espace public fédérateur (UE) permet de centraliser le développement au plus près en cohésion avec la zone 1Au qui fait l'objet d'une OAP.

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Séquence Evitement Compensation Réduction
Paysage	Impact maîtrisé du fait de l'OAP sur la zone 1AU et du projet d'espace public arboré en zone UE. L'extension en continuité de la zone urbaine dans une réflexion de structuration du site va dans le sens d'assurer une cohérence urbaine et paysagère. Le projet permettra de mettre en valeur ce carrefour actuellement marqué par une ruine et une friche urbaine. En dehors de cet espace le projet reste neutre quant à la qualité paysagère existante.	Mesure d'évitement : préservation des boisements feuillus à fort enjeu (thalwegs boisés) Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : orientation d'aménagement(OAP) qui permet le maintien/reconstitution du maillage arboré et une composition d'ensemble cohérente
Biodiversité	Impact marginal car les milieux concernés par le zonage U et AU sont des milieux artificialisés (jardin ou parc) ou agricole ou correspondent à des petits boisements type bande boisée morcelés en zone urbaine Absence d'impact sur les continuités écologiques	Mesure d'évitement : adaptation des limites du zonage U/AU afin de préserver les boisements de feuillu à fort enjeu et structurant des trames verte et bleues Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : orientation d'aménagement(OAP) qui permet le maintien/reconstitution du maillage arboré
Qualité des eaux	Quartier relié à l'assainissement collectif sur une station au fonctionnement satisfaisant et ayant la capacité nécessaire	Sans objet
Patrimoine architectural ou archéologique	Sans impact	Sans objet
Risque/nuisance	Impact faible car les sites de potentiel de développement se situe majoritairement en recul de la zone de bruit (réduite ici car en traversée d'agglomération), et l'activité existante au droit de la zone AU est compatible avec l'habitat. Les sites impactés par les nuisances sonores s'inscrivent dans l'enveloppe urbaine existante	Mesure d'évitement : évitement d'extension de l'enveloppe urbaine dans des zones de nuisances sonores de la RD
Agriculture	Impact faible sur des espaces en prairie et en continuité du tissu urbain	Sans objet

Bilan
Impact marginal
Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

Les inventaires de terrain ont permis d'identifier les enjeux biodiversité: les enjeux forts ont fait l'objet de mesures d'évitement.



Enjeux de conservation et habitats naturels et anthropiques sur l'aire d'étude

- Zone urbaine
- Enjeu fort
- Enjeu modéré
- Enjeu faible
- Enjeu très faible
- Zone U
- AU
- Edifice sinistré et/ou abandonné

Formations Code Corine
Plant: plantation/verger 83.
M: champ maïs 82.
J: Jardins ornementaux 85.1
Zu: Zones urbaines 86.
Pr: Prairie mésophile 38.
BF: Chênaie acidiphile 41.5
CF: Chênaie Frenale neutrophile 41.22
BB: bande boisée, haie 84.3

Légende de la carte ci-contre



Trame verte et bleue

Trame Bleue

Réservoir

Continuité

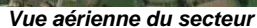
Trame Verte

Réservoir

Continuité

Corridors en pas japonais

Espaces agricole ouvert des collines

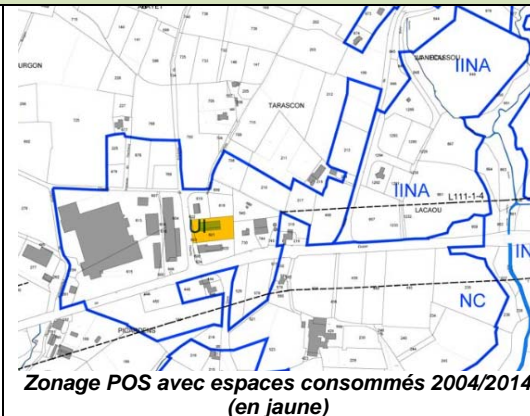


La zone n'est pas concernée par la trame verte et bleue. Le zonage U et AU reste en retrait des espaces à enjeu, notamment de la trame verte et bleu à l'Est.



6- Impacts directs : FAIBLES

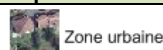
Localisation : zone Uy quartier neuf



Historique du zonage :
zonage UI et NA reversé en zone A ou N ou maintenu en UYd

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Séquence Evitement Compensation Réduction
Paysage	Impact modéré du fait de l'existence actuelle de la zone, le projet de PLU ne va pas sensiblement modifier le caractère de ce secteur. Il permet toutefois de préserver la rive Sud classée en N et en partie arborée en vis-à-vis de la zone. Le nouveau contour permet toutefois un ensemble plus compact et cohérent et évite de prolongements linéaires.	Mesure d'évitement : sans objet Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : Amendement Dupont impose une étude paysagère pour les projets proche de la RD.
Biodiversité	Impact faible car les milieux concernés par le zonage Uy sont des milieux agricoles exploités Absence d'impact sur les continuités écologiques	Mesure d'évitement : bois feuillu à fort enjeu/ réservoir de biodiversité ponctuel au Nord évité Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : sans objet
Qualité des eaux	Assainissement autonome et impact marginal Activités ne générant pas d'effluent (logement interdit)	Sans objet
Patrimoine architectural ou archéologique	Sans impact	Sans objet
Risque/nuisance	Impact faible car le projet de contour de la zone Uy a évité un rapprochement trop important vers les habitations existantes pour ce qui est des potentiels nouveaux.	Sans objet
Agriculture	Impact faible sur des espaces exploités en culture	Sans objet
Bilan	Impact faible Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

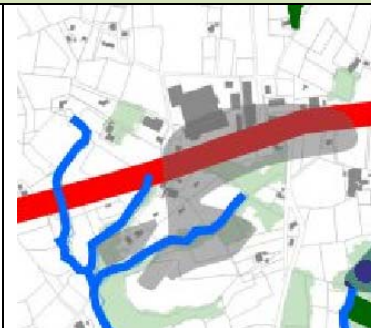
Les inventaires de terrain ont constaté le caractère très agricole du contexte du site avec un habitat rural et une zone d'activité existante.



- Enjeu fort
- Enjeu modéré
- Enjeu faible
- Enjeu très faible

Formations Code Corine
Plant: plantation/verger 83.
M: champ maïs 82.
J: Jardins ornementaux 85.1
Zu: Zones urbaines 86.
Pr: Prairie mésophile 38.
BF: Chênaie acidiphile 41.5
BB: bande boisée, haie 84.3

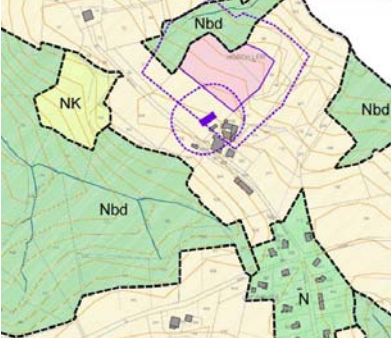
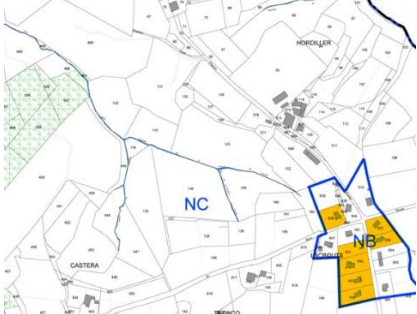






Légende de la carte ci-contre





7- Impacts directs : FAIBLE A MODERE

Localisation : zone Nk Nord

				Historique du zonage : zonage NB reversé en zone et refonte du zonage Nc en A et N, Nbd et NK relativement à un projet d'hôtellerie de plein air dans les arbres.	
Zonage PLU révisé		Zonage POS avec espaces consommés 2004/2014 (en jaune)			
Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel		Séquence Evitement Compensation Réduction		
Paysage	Impact faible à modéré du fait d'un projet de « cabanes dans les arbres » conservant l'ambiance boisée. La constructibilité limitée garantit également la préservation du site.		Mesure d'évitement : sans objet car maintien des arbres du fait du projet Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : sans objet		
Biodiversité	Impact faible à modéré car les milieux concernés par le zonage Nk concernent un boisement feuillu dominé par les chênes en faciès acidophile et en partie morcelé, ainsi qu'une partie de prairie. Absence de milieux d'intérêt communautaire et présence potentielle d'insectes xylophages ou de chiroptère d'intérêt. Absence d'impact sur la trame verte et bleue.		Mesure d'évitement : bois feuillu du thalweg à fort enjeu/ réservoir de biodiversité ponctuel au Sud évité Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : sans objet		
Qualité des eaux	Assainissement autonome : aptitude non connue Le projet ne pourra se réaliser que dans le cadre d'un assainissement autonome conforme à la législation et garantissant l'absence d'impact sur le milieu.		Sans objet		
Patrimoine architectural ou archéologique	Sans impact		Sans objet		
Risque/nuisance	Impact faible car le projet		Sans objet		
Agriculture	Impact faible sur des espaces exploités en culture		Sans objet		
Bilan	Impact faible à modéré du fait du projet conservant les arbres Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt				
<p>Les inventaires de terrain ont constaté le caractère très agricole du contexte du site en lisière d'un massif boisé important dont une partie présentant des enjeux de conservation fort. Le site est longé au Sud par un corridor de la trame verte relative aux milieux boisés.</p> <p>La proximité du site du secteur Nk présente un corps de ferme et des terres agricoles exploitées.</p>		 <div><p>Zone urbaine</p><p> Enjeu fort</p><p> Enjeu modéré</p><p> Enjeu faible</p><p> Enjeu très faible</p></div>			
		Trame verte et bleue			



Enjeux de conservation et habitats naturels et anthropiques sur l'aire d'étude



Vue aérienne du secteur

Formations Code Corine
 Plant: plantation/verger 83.
 M: champ maïs 82.
 J: Jardins ornementaux 85.1
 Zu: Zones urbaines 86.
 Pr: Prairie mésophile 38.
 BF: Chênaie acidiphile 41.5
 CF: Chênaie Frenale neutrophile 41.22
 BB: bande boisée, haie 84.3

Légende de la carte ci-contre



La zone est en limite au Sud d'un corridor lié aux milieux forestiers. Le zonage Nk reste en retrait des espaces à enjeu, notamment de la trame verte et bleue au Sud.

Impacts indirects

Le parti d'aménagement de centraliser le développement autour des centralités existantes équipées de l'assainissement collectif permet d'assurer des impacts indirects limités et maîtrisés sur le milieu récepteur.

Quelques secteurs en lien avec des activités (UYd, Nk) relèvent de l'assainissement autonome : la faisabilité des projets, puisqu'il s'agit de projets économiques dépendra de la mise en place d'une filière d'assainissement respectant les normes en vigueur et notamment l'absence d'impact notable sur le milieu récepteur.

Pour les changements de destination et les secteurs Nt, la question a été traitée dans le chapitre relatif à l'assainissement.

Le recours majeur à l'assainissement collectif représente une mesure d'évitement vis-à-vis de l'incidence indirecte sur Natura 2000 et sur le milieu récepteur en général (évitement des pollutions). En termes de quantification, comme déjà précisé dans la partie D.I.2.2., la capacité de la station permet le traitement des effluents induits par le projet de révision du PLU.

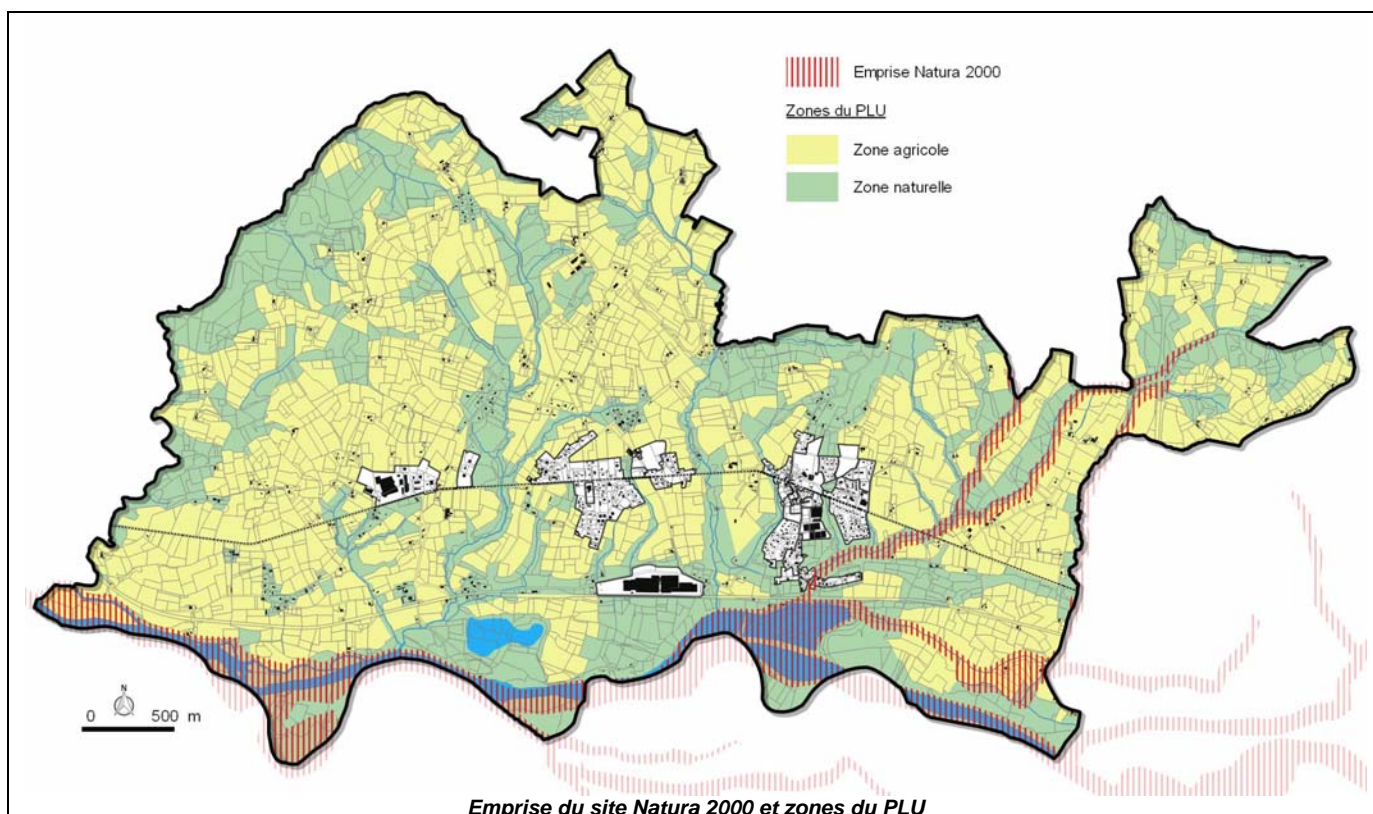
Source : docob du site Natura 2000, terrain, FSD,

D-1-4-1 IMPACT GENERAL SUR LA ZONE NATURA 2000

La commune comporte 1 zone Natura 2000 :

Zone	
Le Gave de Pau : les enjeux concernent le maintien des continuités dans les cours d'eau, la préservation des habitats et espèces d'intérêt	<p>La surface de cette zone Natura 2000 est de 190ha60 sur le territoire.</p> <p>La surface de la zone ventilée par zone du PLU est la suivante :</p> <p>A : 25ha37 Ap: 20ha97 N : 2ha19 Nbd : 122ha15 NL : 19ha50 UB : 0ha42</p>

Au bilan le territoire communal intercepte 190ha60 de zones Natura 2000 réparties pour 143ha84 en N, 46ha34 en A et 0ha42 en UB : la préservation des sites est donc majoritairement assurée directement par la zone N.



D-1-4-2 -IMPACT DU ZONAGE N, SUR LA ZONE NATURA 2000

Impacts direct et indirect

D'un point de vue spatial, la zone naturelle assure la protection quasi-totale de la zone Natura 2000 du Gave (plus de 124ha soit près de 65% de la zone en N ou Nbd). Le secteur Nbd est le secteur le plus concerné avec 122ha15. Les impacts potentiels directs et indirects sont précisés dans le tableau suivant :

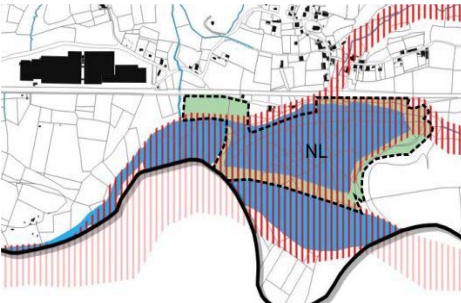


La surface de cette zone Natura 2000 est de **190ha60** sur le territoire.

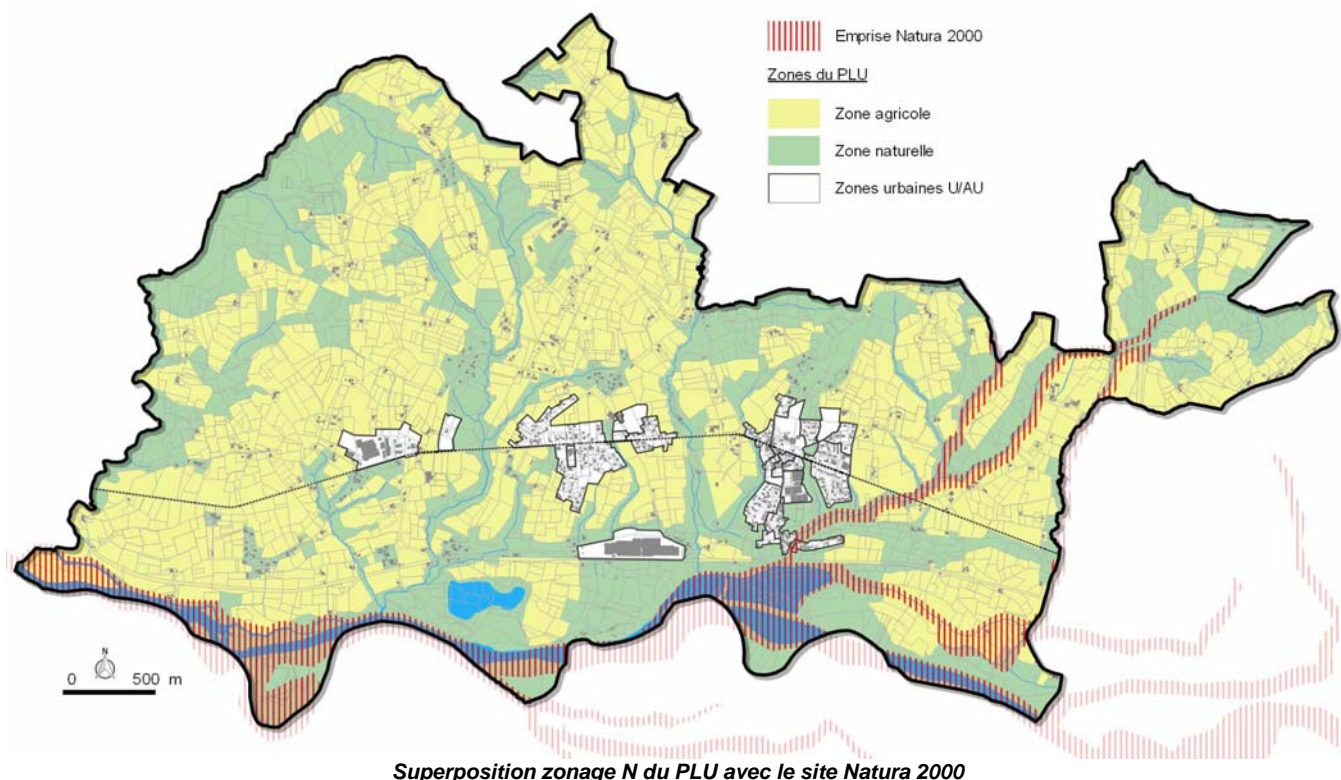
La surface de la zone ventilée par secteur naturel du PLU est la suivante :

N : 2ha19

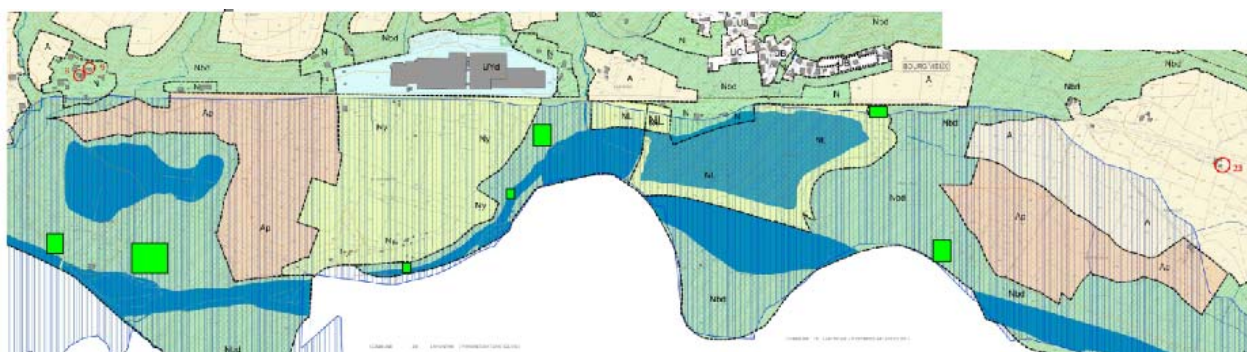
Nbd : 122ha15

NL : 19ha50

	Règlement	Impact potentiel direct (destruction d'habitats naturels d'intérêt)	Impact potentiel indirect (pollutions)
N	Les annexes, l'extension et l'adaptation des constructions existantes sont autorisées. Les bâtiments neufs d'exploitation agricoles le sont également (emprise limitée à 80m²).	Impact non significatif : Les possibilités sont réduites et marginales grâce aux règles limitant l'emprise au sol. De plus, la distance de recul par rapport au cours d'eau (10 mètres) permet d'éviter toute incidence directe sur les habitats d'intérêt communautaire rivulaires aux cours d'eau. Par ailleurs la majorité de la zone Natura 2000 étant en zone inondable, la constructibilité est limitée de fait.	Impact marginal (pas d'habitation supplémentaire, constructibilité limitée)
Nbd	Règlement très strict limitant la constructibilité	Impact positif : Protection des habitats naturels d'intérêt communautaire	Aucun impact
NL	Secteur concernant le lac de Glé, propriété communale pour aménagement léger de loisirs d'extérieur d'intérêt collectif  <i>En rouge : Emprise Natura 2000</i>	Impact ponctuel : les possibilités sont réduites du fait du règlement (emprise de moins de 80m²) et de la zone inondable qui grève la majorité de la zone. En dehors du lac, seule une frange en prairie de fauche ou en plantation est concernée.  Plantation de peupliers  Prairie de fauche	Impact ponctuel du fait d'un bâtiment sanitaire et de l'assainissement à mettre en œuvre.

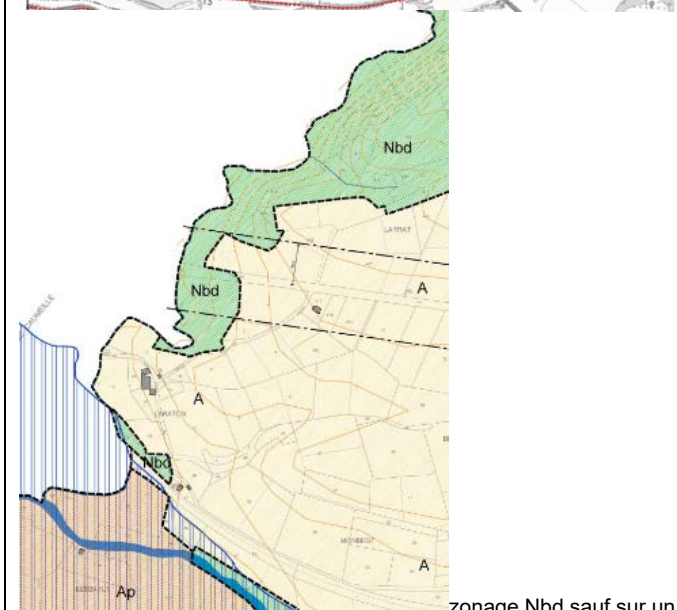
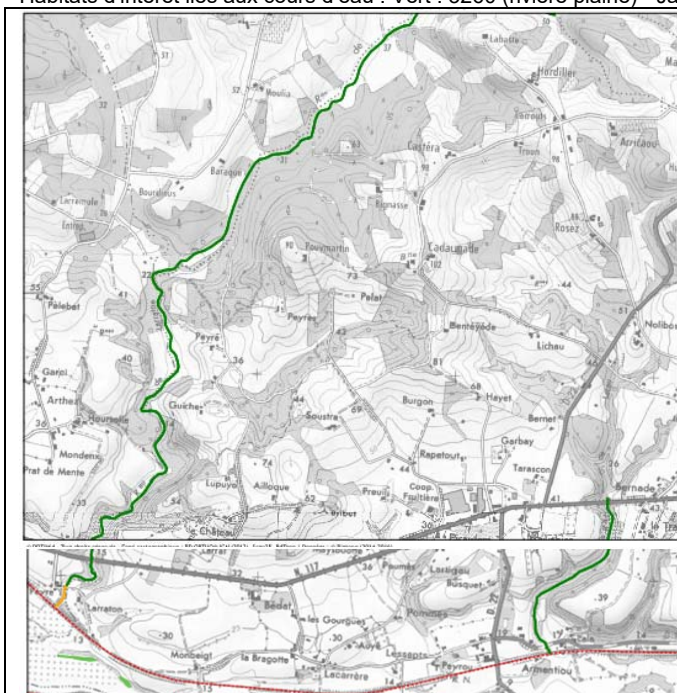


Par ailleurs on notera que l'ensemble des habitats des espèces piscicoles et du Gomphe de Graslin sont en zone Nbd, et que les habitats potentiels de la Loutre sont également tous situés en zone Nbd. Le zonage Nbd a donc un impact très favorable pour les enjeux de conservation des espèces piscicoles, de la Loutre et du Gomphe de Graslin. Il en est de même pour les habitats d'intérêt existants le long des cours d'eau (mégaphorbiaies) qui sont classés en Nbd, très ponctuellement en A avec un recul de 10m des constructions, ce qui garantit leur protection par rapport à l'inconstructibilité.

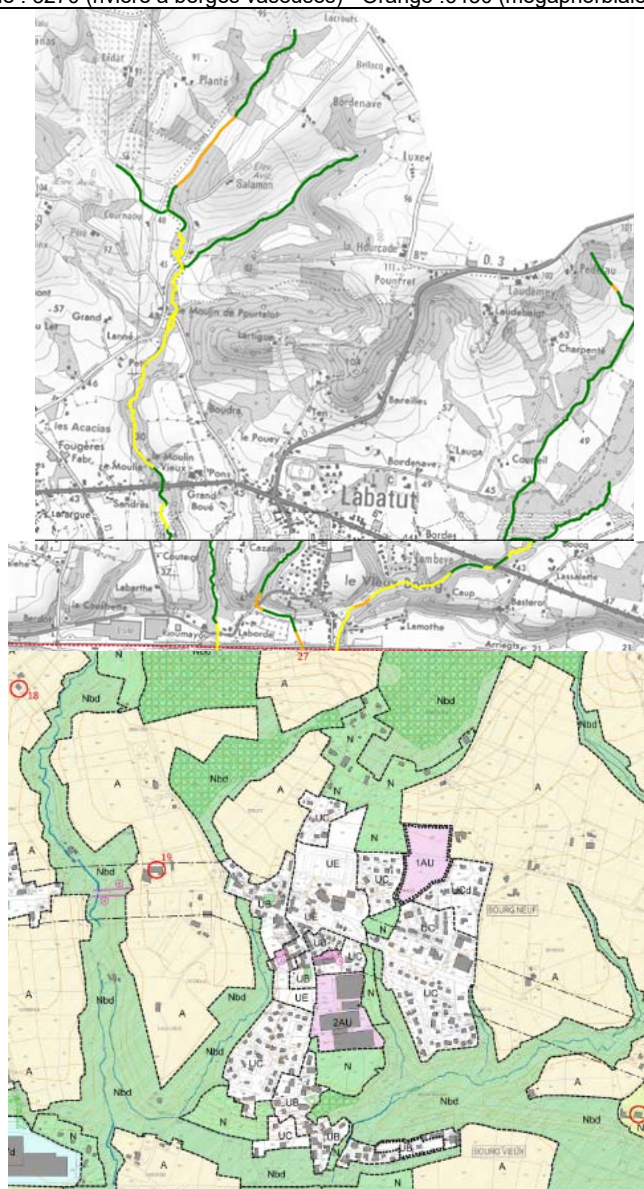


Superposition du zonage et des sites d'habitat de la loutre (report en vert).

Habitats d'intérêt liés aux cours d'eau : Vert : 3260 (rivière plaine) - Jaune : 3270 (rivière à berges vaseuses) - Orange : 6430 (mégaphorbaie)



zonage Nbd sauf sur un tronçon, zonage A avec recul de 10m des constructions



Zonage Nbd quasi systématique

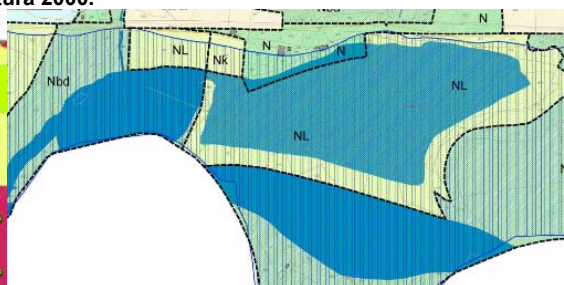
Zone NL du Lac de Glé

L'ensemble des habitats naturels concernés par la zone NL sont majoritairement constitués :

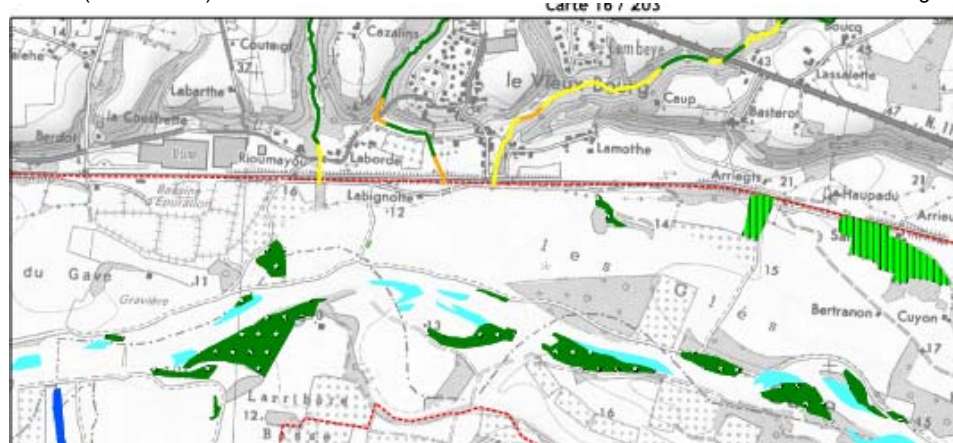
Du plan d'eau, de zones rudérales et de zones de plantation, ainsi qu'une prairie. Aucun habitat d'intérêt communautaire ou habitat d'espèce d'intérêt communautaire n'a été recensé. De fait, le projet, en zone inondable, qui reste un aménagement léger pour la découverte du site présente un impact faible sur les enjeux de conservation de la zone Natura 2000.



Habitat (code Corine)



Zonage



Habitat d'intérêt communautaires

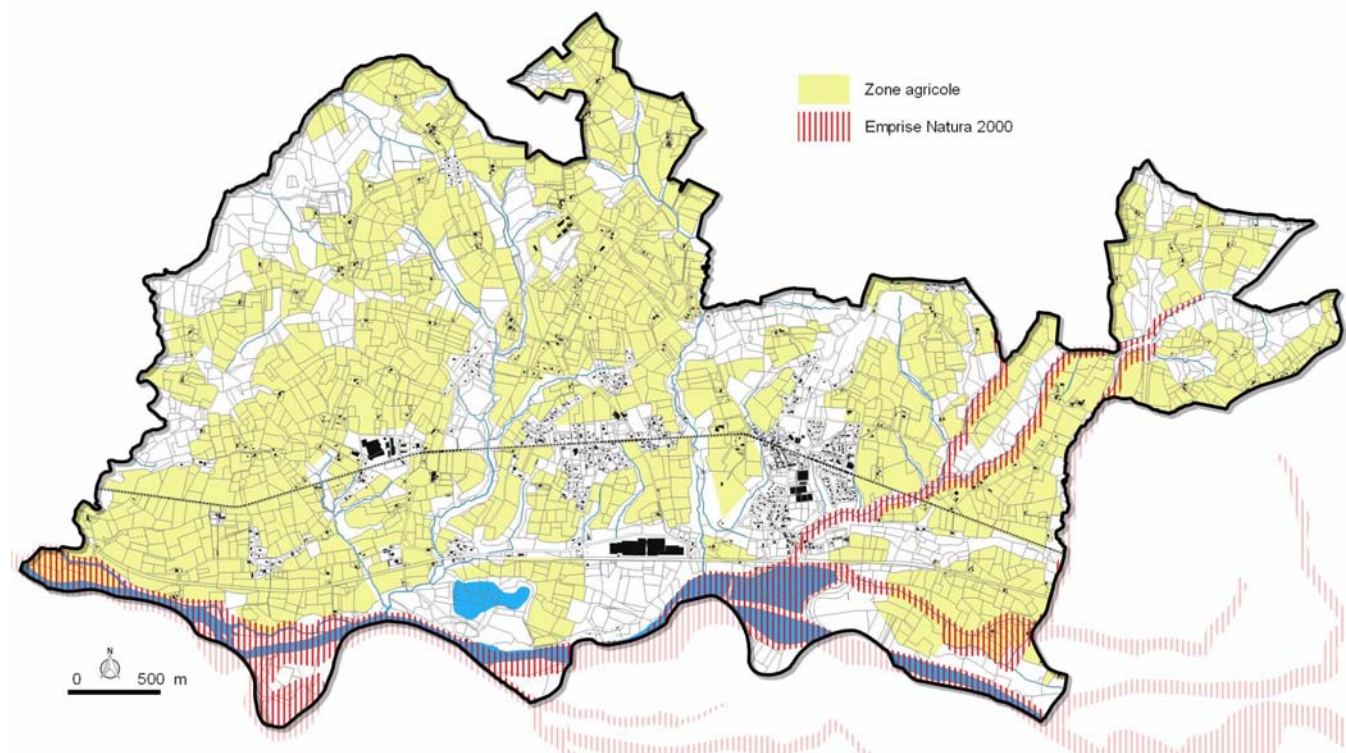
<p>Habitats surfaciques</p> <ul style="list-style-type: none"> 3150 3270 6430 6510 91E0* <p>Habitats linéaires</p> <ul style="list-style-type: none"> 3260 3270 6430 	<p>3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculon fluitantis et du Callitricho-Batrach</p> <p>3270 - Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.</p> <p>6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitairies et des étages montagnard à alpin</p> <p>3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition</p> <p>3270 - Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.</p> <p>6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitairies et des étages montagnard à alpin</p> <p>6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)</p> <p>91E0* - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)</p>
<p>Habitats surfaciques</p> <ul style="list-style-type: none"> 22.1 22.4 24.1 24.2 24.5 31.8 37.2 37.7 38.1 38.2 41.2 44.1 44.9 53.1 82.1 83.2 83.3 84.1 85 86 87.2 89.2 <p>Habitats linéaires</p> <ul style="list-style-type: none"> CCH11 CCH12 CCH9 CCH8 	<p>CCH8 - Ruisseau collinéen à submontagnard à Herbiers de mousses aquatiques des eaux courantes (UE 3260), parfois à Communautés de mousses des eaux incrustantes bien oxygénées (UE 7220*), et Ourlets humides eutrophes (UE 6430-4 et UE 6430-7)</p> <p>CCH9 - Cours d'eau planitiaire à collinéen, à Herbiers de mousses aquatiques des eaux courantes (UE 3260), en particulier à Platylhypnidium riparioides, Ourlets humides eutrophes (UE 6430) et parfois Aulnaie-frénaie humide (UE 91E0*)</p> <p>CCH11 - Cours d'eau planitiaire à collinéen assez large, à Herbiers de mousses aquatiques des eaux courantes (UE 3260), en particulier des substrats acides à Brachythecium plumosum, et Ourlets forestiers frais (UE 6430-7)</p> <p>CCH12 - Cours d'eau planitiaire à collinéen assez large avec ripisylve, à Herbiers de mousses aquatiques des eaux courantes (UE 3260) souvent peu abondants ou Herbiers de plantes aquatiques supérieures des eaux courantes (UE 3260-4, 3260-6), et Ourlets humides eutrophes (UE 6430-1, 6430-4, 6430-7)</p>
<p>22.4 - Végétations aquatiques</p> <p>22.1 - Eaux douces</p> <p>24.1 - Lits des rivières</p> <p>24.2 - Bancs de graviers des cours d'eau</p> <p>24.5 - Dépôts d'alluvions fluviales limoneuses</p> <p>31.8 - Fourrés</p> <p>37.2 - Prairies humides eutrophes</p> <p>37.7 - Lisières humides à grandes herbes</p> <p>38.1 - Pâtures mésophiles</p>	<p>38.2 - Prairies de fauche de basse altitude</p> <p>41.2 - Chênaies-charmaies</p> <p>44.1 - Formations riveraines de Saules</p> <p>44.9 - Bois marécageux d'Aulne, de Saule et de Myrte des marais</p> <p>53.1 - Roselières</p> <p>82.1 - Champs d'un seul tenant intensément cultivés</p> <p>83.2 - Vergers à arbustes</p> <p>83.3 - Plantations d'arbres</p> <p>84.1 - Alignements d'arbres</p> <p>85 - Parcs urbains et grands jardins</p> <p>86 - Espaces anthropisés</p> <p>87.2 - Zones rudérales</p> <p>86 - Espaces anthropisés</p>

D-1-4-3 -IMPACT DU ZONAGE A, SUR LA ZONE NATURA 2000

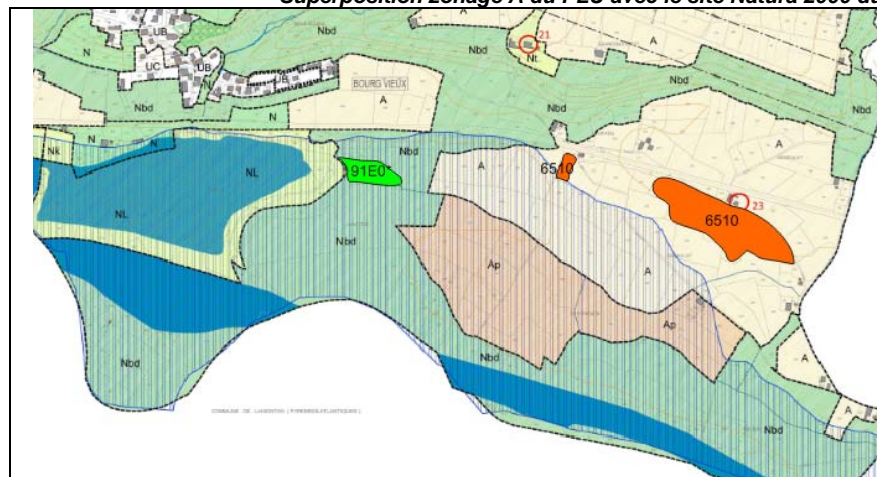
Impact direct

Les zones agricoles contribuent au maintien de la biodiversité. Les sites zonés en A dans le PLU et concernés par l'emprise Natura 2000 correspondent à :

- Des espaces de zones humides situés en zone inondable où la constructibilité est très limitée (ce qui permet de garantir la préservation du site)
- Des espaces de prairies de fauche (habitat d'intérêt communautaire) intéressantes pour le Cuivré et le Damier (espèces d'intérêt à enjeu modéré)
- De façon marginale, en dehors de la plaine inondable, des espaces en bordure de ruisseau, pour lesquels le PLU prévoit une distance de recul de 10 m permettant de préserver les abords des cours d'eau. Cette disposition permet de préserver les cibles de conservations du site Natura 2000.
- Des espaces agricoles exploités (kiwi, prairie, maïs) sur lesquels les enjeux de conservation sont faibles



Superposition zonage A du PLU avec le site Natura 2000 du Gave de Pau



6510, prairies de fauche et habitats du Damier de la Succise et du Cuivré, 91^{E0}, forêt alluviale.

Zonage A et superposition avec des habitats d'intérêt

Le zonage A concerne des prairies maigre de fauche où la présence du Cuivré des marais et du Damier de la Succise est avérée ou potentielle.

Ces emprises sont en dehors de la zone inondable et peuvent recevoir une constructibilité strictement nécessaire à l'exploitation agricole, ce qui limite les emprises bâties et les constructions.

Cet habitat et ces espèces présentent des enjeux de conservation modérés.

On notera que la forêt alluviale (enjeu très fort, mauvais état de conservation) s'inscrit en zone Nbd, garantissant sa préservation par l'absence de constructibilité.

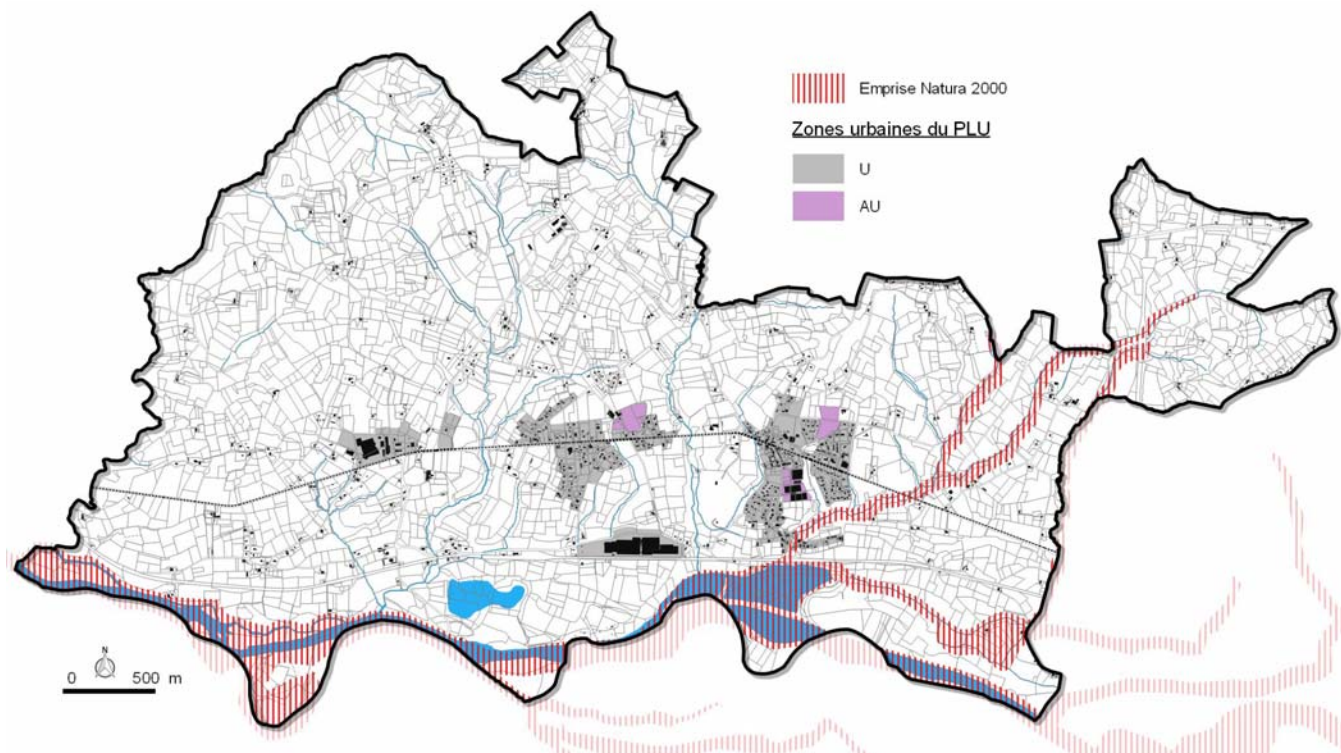
Le zonage A concerne des surfaces limitées en prairie maigre de fauche dont le maintien est lié aux pratiques agricoles. La constructibilité reste limitée à la nécessité pour l'exploitation ; en l'occurrence, les besoins en constructibilité paraissent inexistant dans le contexte actuel, limitant l'impact de la zone A sur les enjeux de conservation.

Ce zonage du PLU ne remet donc pas en cause les objectifs de conservation du DOCOB.

D-1-4-4 -IMPACT DU ZONAGE U/AU, SUR LA ZONE NATURA 2000

Impact direct


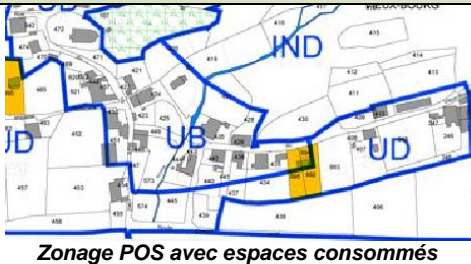
Comme vu précédemment, d'un point de vue spatial, **seule une partie de la zone UB (0.42ha) au bourg vieux est directement concernée par le site Natura 2000 du Gave de Pau** : ce site traverse la zone urbaine existante. Ainsi, la compatibilité de cette extension avec les enjeux de conservation des habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire est examinée pages suivantes.



Superposition zonage U/AU du PLU avec les zones Natura 2000 (Le Gave de Pau)

Zoom sur la zone UB de bourg Vieux

Localisation : zone UB Sud Bourg Vieux

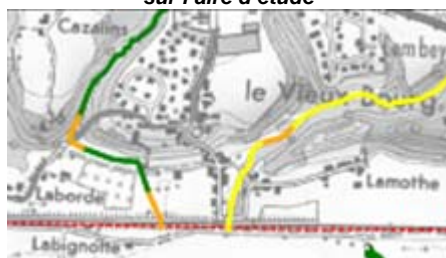
			Historique du zonage : La zone urbaine existante (UB) était classée dans le POS ; le PLU a maintenu ce zonage en le limitant aux emprises bâties et retirant (classement en N) les abords du ruisseau et les arrières de jardins côté Sud.
Zonage PLU révisé		Zonage POS avec espaces consommés 2004/2014 (en jaune)	
Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Séquence Evitement Compensation Réduction	
paysage	Impact positif du fait de la préservation des abords du ruisseau, classé en zone N et des arrières de jardins (zone N), ainsi que l'OAP qui permet de respecter la forme urbaine	Mesure d'évitement : les espaces d'écrans ont été évités et retirés des zones U Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : sans objet	
biodiversité	Impact faible car les milieux concernés par le zonage UB concernent les abords des habitations en jardin, des espaces en prairie et maïs. Absence de milieux d'intérêt communautaire Absence d'impact sur la trame verte et bleue.	Mesure d'évitement : bois feuillu du thalweg à fort enjeu/ réservoir de biodiversité ponctuel au Sud évité Mesure de Réduction : sans objet Mesure de Compensation : sans objet	
Qualité des eaux	Assainissement collectif compatible avec la capacité de la station d'épuration	Sans objet	
Patrimoine architectural ou archéologique	Impact maîtrisé Le site est concerné par une zone archéologique sensible liée au château	Mesure de réduction : OAP imposant un alignement pour maintenir la forme urbaine actuelle Mesure de compensation : loi sur l'archéologie préventive qui impose des fouilles de sauvegarde	
Risque/nuisance	Impact faible car le potentiel est en dehors de la zone inondable du Gave mais reste concerné par le risque remontée de nappe.	Mesure de réduction ; le règlement permet d'interdire les ouvrages enterrés sur les zones soumises au risque remontée de nappe	
Agriculture	Impact faible sur des espaces exploités en culture proches des habitations (entre les maisons existantes).	Sans objet	
Bilan	Impact faible Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt		

Les inventaires de terrain ont constaté le caractère urbanisé et agricole du contexte de de site au bourg vieux. En lisière Nord, la zone est bordée d'un massif boisé important dont une partie présentant des enjeux de conservation fort(dont réservoir de biodiversité). Le site est traversé par un ruisseau constituant un corridor de la trame bleue, classé en zone N.

Le contour des zones UN et UC ne concernent pas de zone humide naturelle. Une partie des espaces urbains actuels zonés en U est concernée par l'emprise Natura 2000 à ce niveau, sans affecter d'habitat d'intérêt car il s'agit de sites artificialisés.



Enjeux de conservation et habitats naturels et anthropiques sur l'aire d'étude



Report habitat Docob (3270, rivière à berge vaseuse, enjeu de conservation faible), inclus en zone N



Formations Code Corine
Plant: plantation/verger 83.
M: champ mais 82.
J: Jardins ornementaux 85.1
Zu: Zones urbaines 86.
Pr: Prairie mésophile 38. Ou 81.1
BF: Chênaie acidiphile 41.5
CF: Chênaie Frenale neutrophile 41.22
BB: bande boisée, haie 84.3
Pr*: prairie humide 81.2

En rayé rouge : Natura 2000
Légende de la carte ci-contre



Trame verte et bleue

Trame Bleue

- Réservoir
- Continuité

Trame Verte

- Réservoir
- Continuité
- Corridors en pas japonais
- Espaces agricole ouvert des collines

Trame Verte et Bleue

- Réservoir et continuité
- Secteurs urbanisés à connectivité réduite
- Discontinuité écologique (RD, voie ferrée...)

La trame bleue qui traverse la zone urbaine a été intégrée au zonage N ; le contour de la zone UB respecte le réservoir de biodiversité au Nord. Le zonage UB/UC reste en retrait des espaces à enjeu, notamment de la trame verte et bleu au Sud et au Nord..

Bilan

Au bilan le territoire communal est concerné par 190.60 ha de zones Natura 2000 majoritairement intégrées (76%) en zone N, Nbd ou Ap ce qui garantit une préservation directe importante.

Les surfaces de potentiel en zone U concernent 0,42 ha dans un secteur déjà urbanisé (bourg vieux), sans toutefois concerner des secteurs à enjeu de conservation. On notera que l'étude des autres secteurs UB proches de Natura 2000 a conduit à la même conclusion.

L'impact direct des zones U sur le site Natura 2000 du Gave de Pau est donc non significatif du fait qu'il s'agit de zones déjà urbanisées existantes. Le PLU a toutefois pris en compte la sensibilité des espaces en intégrant en zone N certains terrains, comme les espaces de bordure du ruisseau qui traversent cette partie du bourg vieux.

Le secteur NL relatif au lac de Glé est concerné par la zone inondable en grande majorité, mais s'inscrit également sur une prairie humide proche de Natura 2000, avec une constructibilité limitée.

Par ailleurs, le PLU, en orientant son développement sur des espaces raccordés au collectif donne les moyens de maîtriser et réguler les rejets et leur qualité ce qui est positif vis-à-vis de l'incidence indirecte sur Natura 2000.

Au bilan, le PLU ne présente pas d'impact notable sur le site Natura 2000 du Gave de Pau.

Niveau d'incidence et indicateurs :

Surface Natura 2000 sur le territoire communal	190ha60	Soit 7,6% du territoire
Surfaces des zones Natura 2000 « concernées par un zonage autorisant de nouveaux ancrages bâtis ou des aménagements » (U, AU)	0ha42 ha en UB 0ha21 en NL	Soit 0,5% de la zone Natura 2000
Surface des zones potentielles de développement interceptant un habitat naturel d'intérêt communautaire	0ha	Aucun impact direct
Bilan	Absence d'impact notable, les habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire sont conservés	

D-II-PRESENTATION DES MESURES DE PREVENTION ET CORRECTIVES

D-II.1- EVITEMENT DES INCIDENCES NEGATIVES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

La réflexion sur la révision du PLU s'est inscrite dans la volonté de réunir les conditions d'une évolution du territoire dans le respect des principes du développement durable et de la singularité territoriale, dans une approche des réalités du territoire.
Dans un sens, cette posture s'inscrit dans celle de l'évitement d'incidences négatives sur le territoire.

Dans le détail, cette démarche d'évitement ou de prise en compte de l'environnement et de la santé, peut être détaillée dans le tableau suivant.

DIMENSION RESSOURCE			
OBJECTIF : PRESERVER LES RESSOURCES			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
EAU	Dimensionnement compatible avec les stations d'épuration Prise en compte de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome	Recul par rapport aux cours d'eau pour conserver les bandes tampons épuratrices	Dégradation de la qualité des eaux et des risques sanitaires rejets diffus impactant
EAU	Recours majoritaire à l'assainissement collectif pour le développement urbain	Raccordement obligatoire en zone U et 1AU sauf zone UCd provisoirement en attente du collectif prévu	pollutions diffuses et des risques sanitaires
SOL	Zonage A et N strict	Limitation de la constructibilité	Réduction non maîtrisée des terres agricoles et des espaces naturels
OBJECTIF : ECONOMISER LES RESSOURCES			
SOL	Limitation de la consommation des espaces en restant au plus près de l'enveloppe urbaine existante et en limitant les extensions urbaines Optimisation de la restructuration des édifices existants (15%)	Densification adaptée à l'identité communale	Etalement urbain, mitage
SOL	Confortement autour des centralités Polarisation des équipements publics et des mobilités douces	Sans objet	Mitage, déstructuration des espaces agricoles, et des paysages
ENERGIE	Confortement des activités locales et notamment services et commerces de proximité dans le bourg	Recours aux énergies renouvelables, aux possibilités d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments	Gaspiillage énergétique et surconsommations
AIR		Sans objet	Augmentation des flux de transport Production de gaz à effet de serre et des pollutions atmosphériques

DIMENSION BIODIVERSITES			
OBJECTIF : PRESERVER LES BIODIVERSITES			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
Habitat et espèce naturels	Respect systématique des habitats d'intérêts et des sites de présence d'espèces rares Maintien des continuités écologiques Evitement des zones humides quasi systématique	Restrictif	Disparition des sites d'habitats nécessaire au maintien de la biodiversité
Boisements	Identification des boisements à enjeu et classement en zone naturelle, en espace boisé classé ou en espaces libres à protéger	Préservation des espaces boisés Constructibilité limitée	Disparition des structures boisées dans les espaces à forte activité agricole et urbaine

DIMENSION RISQUES ET NUISANCES			
OBJECTIF : PRENDRE EN COMPTE LES RISQUES EXISTANTS			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
Inondation	Prise en compte de la connaissance du risque inondation du Gave de Pau Prise en compte du risque remontée de nappe	Restrictif Trame pour indiquer la zone inondable, et zone remontée de nappe	Développement dans des zones inondables Augmentation des populations soumises au risque
	Zonage N ou A dans les espaces de régulation des crues Maintien des thalwegs boisés de frange des zones urbaines pour assurer la régulation des eaux de ruissellement	Limitation des imperméabilisations Prise en compte de la gestion des eaux pluviales dans le règlement Coefficient d'espace vert pour limiter l'imperméabilisation	Réduction des espaces de régulation des crues Augmentation des ruissellements
Nuisance	Prise en compte de la couverture incendie Prise en compte des nuisances liées aux infrastructures de transports et de proximité avec l'activité industrielle/artisanale en évitant des proximités Prise en compte des données Basias et Basol Projet de reconversion vers le logement d'un site d'activité nuisant existant en plein bourg	Pas de logement autorisé en zone UY	Absence d'équipements pour la gestion des incendies

DIMENSION PATRIMOINE CADRE DE VIE			
OBJECTIF : PRESERVER LE CADRE DE VIE			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
Paysage	Préservation des grands massifs boisés, des thalwegs boisés et des espaces naturels et agricoles de la plaine du Gave et des écarts Choix d'implantation urbain dans la logique des ancrages existants Respect des perspectives	Zonage N, EBC, A	Dégradation du paysage et de l'identité du village
	Préservation des espaces majeurs, notamment des boisements	L151-19, protection espace boisé classé, et zonage N	Disparition des éléments structurants tels que linéaires boisés, espaces ouverts,
	Prise en compte du site inscrit et de sa sensibilité spécifique: respect des espaces qualitatifs par zonage N, A notamment	Constructibilité limitée Trame indiquant le site inscrit	Dégradation des paysages majeurs et du cadre de vie des habitants Banalisation des espaces
	Prise en compte de la qualité des paysages urbains du à la présence d'espaces libres	Densification adaptée par adaptation de l'emprise au sol et du coefficient d'espaces vert Mesures d'accompagnement via les OAP	Densification incompatible avec l'identité du village Destruction des éléments végétaux structurants
	Qualité architecturale	Prise en compte des typologies architecturales et du patrimoine bâti Définitions de règles adaptées à l'architecture locale	Absence de maîtrise des évolutions des édifices d'intérêt Banalisation du village
Architecture	Prise en compte des sites archéologiques qui est signalé	Archéologie préventive	Dégradation de ce patrimoine
Archéologie	Regroupement de la zone d'équipement collectif dans le bourg Optimisation et développement du réseau de cheminements doux	Privilégier les commerces services et équipements dans le bourg	Augmentation non mesurée des flux de voitures individuelles Réduction des GES
Mobilités	Préservation des grands massifs boisés, des thalwegs boisés et des espaces naturels et agricoles de la plaine du Gave et des écarts Choix d'implantation urbain dans la logique des ancrages existants Respect des perspectives	Zonage N, EBC, A	Dégradation du paysage et de l'identité du village

D-II.2- REDUCTION DES INCIDENCES NON EVITEES DESCRIPTION, ESTIMATION ET EFFETS ESCOMPTE

Voir chapitre incidences Natura 2000

D-II.3- MESURES DE COMPENSATIONS OU JUSTIFICATION DES IMPOSSIBILITES

Voir chapitre incidences Natura 2000

D-III-TRACABILITE ET SUIVI

D-III.1- DEFINITION DES INDICATEURS

Selon l'IFEN (IFEN), un indicateur est une donnée qui a été sélectionnée à partir d'un ensemble statistique plus important car elle possède une signification et une représentativité particulière. Par exemple, les émissions nationales de CO2 constituent un indicateur de la contribution de notre pays à l'effet de serre. Ainsi, les indicateurs condensent l'information, et simplifient l'approche de phénomènes, souvent complexes, ce qui en fait des outils de communication précieux.

L'OCDE (OCDE, 1993) définit un indicateur comme une mesure récapitulative fournissant des informations sur l'état ou l'évolution d'un système.

Par définition, les indicateurs visent donc à réduire le nombre de composantes nécessaires pour rendre compte d'une condition ou d'une situation. Leur fonction principale est d'être porteur d'information, destinée à être communiquée à une cible. D'un point de vue environnemental et de manière très large et très globale, les indicateurs peuvent être définis comme étant des grandeurs, établies à partir de quantités observables ou calculables, reflétant de diverses façons possibles, les impacts sur l'environnement occasionnés par une activité donnée

DIMENSION DEMOGRAPHIE LOGEMENT			
Champ de mesure	Variables de suivi		
Quantitatif			
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté Ou dernière valeur connue/estimée
Informar de l'évolution de la population	Population municipale Ménages	Population municipale (01/2015) Taille des ménages (2014) Nombre de ménages (2014)	1421 habitants (insee) 2.4 personnes
Informar de l'évolution du logement	Nombre de logements	Nombre de logements principaux Nombre de logements secondaires Nombre de logements vacants Nombre de logements locatifs sociaux	585 (2014) 29 (2014) 77 (2014) 53 (2014)

DIMENSION BIODIVERSITE			
Champ de mesure	Variables de suivi		
Espace	surface		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar de l'importance des surfaces consacrées à l'urbanisation	Surface des zones urbaines	Surface et % des zones urbaines sur le territoire Surface et % des zones stecal	98ha40 soit 5% du territoire 31ha85 soit 1.5% du territoire
Mesurer l'importance des surfaces protégées dans le PLU au regard des surfaces de protection naturaliste	Surface des zones naturelles strictes Surface des zones Natura 2000, arrêté de biotope, espace naturel sensible, ...	% des zones naturelles strictes dans le territoire % des zones Natura 2000 couverte par la zone naturelle	694ha82 soit 33% 75% de zone Natura du territoire soit 143ha84
Informar des consommations d'espaces naturels pour l'urbanisation sur des sites Natura 2000	Surface des zones urbaines existantes dans le périmètre Natura 2000 Surfaces libres des zones urbaines dans le périmètre Natura 2000	% des zones urbaines existantes sur Natura 2000 Surfaces urbaines libres dans Natura 2000	0ha42 (UB) 0ha de la surface Natura 2000
Informar des emprises de zones naturelles spécifiques en zone Natura 2000	Surface des zones N	% ou surface des zones naturelles spécifiques en Natura 2000	20ha50 (Nk et NL)
Champ de mesure	Variables de suivi		
Biodiversité (Information partielle)	Nombre d'espèces, nombre d'habitats		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar du nombre d'espèces d'intérêt recensées sur le territoire	Espèces	Nombre d'espèces d'intérêt	Plus de 30
Informar du nombre d'habitat d'intérêt recensés sur le territoire	Milieu phytosociologique	Nombre d'habitats d'intérêt	Cinq

DIMENSION RESSOURCES			
Champ de mesure	Variables de suivi		
Espace	surface		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar de l'importance des surfaces consacrées à la protection des zones de captages	Surface des zones de captage Surface des zones naturelles couvrant les captages	% des zones de captage en zone N	34ha en Nbd Soit 100% des zones de captages
Informar de la consommation des espaces	Surfaces agricoles libres consommées Surfaces naturelles libres consommées	Surface agricole consommée	4ha60 (1ha30 en activité)
		Surface naturelle consommée	6ha17 (1ha61 en activité)
Informar de l'effort de densité	Densité de logement /ha	Nombre de logements/ha en zone urbaines	16 à 19 en moyenne
Champ de mesure	Variables de suivi		
Qualité	Diverses		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Impact de l'assainissement autonome	Logements	Nombre de logements relevant de l'autonome dans le PLU Nombre de dispositifs non conformes Nombre de dispositifs mis aux normes	2 en UCd et 20 changements de destination A renseigner A renseigner
Adaptation des équipements assainissements collectifs	Capacité résiduelle du système Potentiel en logement du PLU relevant du collectif	Logements supplémentaires en collectif	196 logements Dont 82 en 1AU et 50 en 2AU
Suivi de la qualité des eaux du Gave /affluents (milieu récepteur)	Qualité normalisée des eaux du SDAGE	Etat SDAGE Gave Larraton Peyré	Etat écologique moyen(état de la masse d'eau 2016)

DIMENSION RISQUE, NUISANCES, POLLUTIONS			
Champ de mesure	Variables de suivi		
Espace	surface		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar des surfaces en risque	Surface inondable (crue du Gave de Pau)	% surface inondable	322ha soit 15% du territoire (N et A)
Informar de l'importance des surfaces urbaines soumises au risque	Surface des zones urbaines en zone inondable, risque argile et transport de matières dangereuses	Surfaces urbaines en zone inondable	0ha
		Surfaces urbaines en risque argile fort	Non concerné
		Surfaces urbaines soumises au risque transport de matières dangereuses	0ha
Informar des aires urbaines soumises à des nuisances	Surface urbaine dans zone de bruit, de nuisance	Surface urbaine en zone de bruit	65ha (dont 10ha76 en U)

DIMENSION PATRIMOINE			
Champ de mesure	Variables de suivi		
Espace	surface		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar des surfaces urbaines en site inscrit	Surface urbaine	% surface urbaine en site inscrit	0ha
Informar de l'emprise totale couverte par les sites inscrits et classés	surface	surface en site inscrit sur le territoire	254ha
Informar de la protection des zones archéologiques	surface	Surface totale des zones archéologique	74ha95
		Surfaces urbaines en site archéologique	2ha92
Informar de la protection des édifices d'intérêt	Nombre d'édifices	Edifices repérés au titre du L151-19	Non concerné
Informar des surfaces protégées pour le paysage	surface	Surfaces de bois et espaces libres au titre du L151-19	0ha41
		Surfaces de bois et espaces libres au titre des EBC	114ha52
		Surfaces au titre Ap	67ha06

DIMENSION ENERGIE ENERGIE ET MOBILITE			
Champ de mesure	Variables de suivi		
Espace	distance		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar des distances des zones urbaines du PLU au pôle bourg	Surfaces urbaines du PLU distantes de plus d'1km du centre bourg	Surface urbaines du PLU distance de plus d'1km du centre bourg	24ha50 soit 25% des zones U/AU non compris UY et UE
Champ de mesure	Variables de suivi		
règlement	Article 11		
objectifs	Paramètre de mesure	Indicateurs	Valeur PLU arrêté
Informar des dispositions relatives aux énergies renouvelables	Contenu réglementaire	Nombre d'installations par type	inconnu

D-III.2- MODALITES DE SUIVI

Le suivi du PLU, en rapport avec l'évolution du territoire et les incidences du projet, sur la base des indicateurs proposés en mettant en place des outils simples ou en utilisant les bases de données disponibles que la collectivité pourra rassembler assez simplement.

CONSOMMATION DE L'ESPACE ET PRODUCTION DE LOGEMENTS

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
Nombre de logements produits, nature, surface Surface du terrain d'assiette	Registre des permis complété ou tableur proposé ci-dessous	Mairie ou service instructeur	Au jour le jour pour un bilan annuel

L'état zéro est donné en particulier dans l'analyse de la consommation de l'espace.

Les surfaces disponibles pour la construction de logements sont indiquées au moment de la mise en place du PLU.

Un suivi I au fur et à mesure des délivrances de permis de construire pourra venir compléter ce tableau, le faire évoluer avec indication de la surface consommée et du nombre de logements créés.

Ainsi des dysfonctionnements pourront être pointés en rapport avec les estimations réalisées, notamment en termes de nombre de logements par hectare. La commune pourra alors agir par des ajustements de son PLU afin de rétablir l'équilibre.

Cette période de suivi pourrait être faite sur 3 ans parallèlement à l'application du code de l'urbanisme portant débat sur « les résultats de l'application du plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et le cas échéant de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ».

Ce carnet de bord permet de renseigner au fur et à mesure de la délivrance des permis de construire

INDICATEURS Suivi de la constructibilité PLU approuvé + 3ans						
Nombre de logements				Surface consommée terrain libre	Surface consommée issue de division parcellaire	Nombre de logements à l'hectare
En bâti collectif nouveau	En bâti individuel nouveau	En changement de destination	En restructuration d'un logement existant			

RESSOURCES

Ces suivis impliquent des partenaires intercommunaux et extérieurs et la mise en place d'une structure de recueil et de traitement des données afin d'alerter la commune sur d'éventuels dysfonctionnements ;

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
Nombre de logements en assainissement autonome	Rapport annuel du service Fichier facturation des services	Intercommunalité compétente en matière d'eau et d'assainissement	Annuelle
Consommation en eau communale			
Nombre de logements en assainissement collectif			
Capacité résiduelle de la station d'épuration			
Suivi de la qualité Nivelle	Données Agence de l'eau	Agence de l'eau	Synthèse annuelle

ENERGIE ET MOBILITE

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
Nombre de trajets sur chaque ligne	Service transport	Intercommunalité compétente en matière de transport collectif	Annuelle une fois les lignes mises en service
Linéaire de cheminements doux sur la périphérie du bourg (1 km)	Mairie	Mairie	Bilan à chaque procédure PLU
Surface urbaines du PLU distance de plus d'1km du centre bourg			
Nombre d'installations énergie renouvelables	Mairie Suivi avec un tableur enregistrant les DC pour chaque type d'installation	Mairie	Bilan à chaque procédure PLU

BIODIVERSITE

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
% des zones urbaines sur le territoire	PLU	Mairie	A chaque procédure PLU
% des zones naturelles strictes dans le territoire			
% des zones naturelles protégées couverte par zone naturelle stricte			
% des zones urbaines existantes sur Natura 2000			
Augmentation des surfaces urbaines dans Natura 2000			
% des zones naturelles spécifiques en Natura 2000			
Nombre d'espèces d'intérêt	DOCOB	Intercommunalité	
Nombre d'habitat d'intérêt			

RISQUES, NUISANCES

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
% surface zone inondable sur le territoire	PLU	Mairie	A chaque procédure PLU
Surfaces urbaines en one inondable			
Surfaces urbaines en risque argile fort			
Surface urbaine en zone de bruit			

PATRIMOINE, CADRE DE VIE

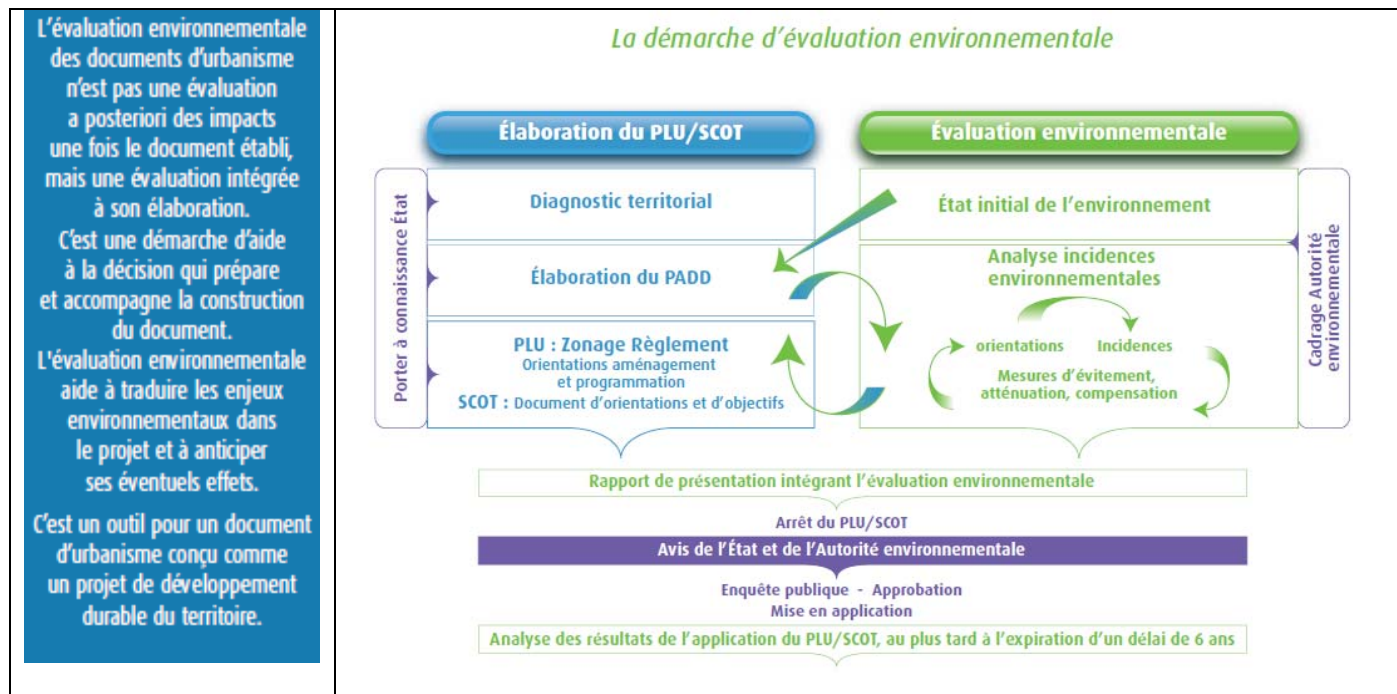
Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
% surface urbaine en site Inscrit	PLU	Mairie	A chaque procédure PLU
surface en site classé sur le territoire			
Surface totale des zones archéologique			
Surfaces urbaines en site archéologique			
Edifices repérés au titre du L151.19			
Surfaces de bois et espaces libres au titre du L151-19			
Surfaces de bois et espaces libres au titre des EBC			
Surfaces de bois et espaces libres au titre Aa			

E – CINQUIEME PARTIE

METHODOLOGIE, COMPATIBILITE SCOT DOCUMENTS SUPRA ET RESUME NON TECHNIQUE

E-I-METHODOLOGIE ET JUSTIFICATION DES MOYENS POUR ETABLIR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La démarche méthodologique repose sur la contextualisation des enjeux environnementaux par la capitalisation d'une grande partie des connaissances. En effet, le contexte des enjeux environnementaux est logiquement traduit par les transversalités induites des différents programmes, outils de planification, schémas directeurs, documents de gestion... engagés par la commune et l'agglomération notamment : SCOT, SAGE, NATURA 2000, PLH, SDAGE, Agenda 21.



Source : L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le Guide, ministère de l'écologie, du développement durable, des transports, du logement

La démarche d'investigation s'est déclinée en plusieurs étapes :

Diagnostic environnemental : identifier et hiérarchiser les enjeux environnementaux sur le territoire

Approche documentaire :

- Bilan et synthèse des documents de planification et d'orientation (SCoT, PLU, Agenda 21, Atlas des paysages),
- Inventaires, zonages et données concernant le territoire (DOCOB Natura 2000, données MNHN, Trame verte et bleue, avancement du SRCE, SAGE, PAC BASOL, BASIAS, liste des MH ...)
- Contraintes réglementaires en vigueur (PLU, servitudes, PPR...)
- Analyse de l'évolution de la commune sur la durée du POS/PLU : consommation de l'espace, spatialisation des développements
- Bilan sur la capacité des équipements tels que l'assainissement, le réseau d'eau, les liaisons douces...

La méthodologie proposée s'inscrit sur une approche progressive qui permet de cerner les enjeux sur des échelles spatio-temporelles, et des postures de planification imbriquées (urbanisme, risque, eau, milieux naturels, mobilités...).

APPROCHE TERRAIN :

Caractéristiques de l'occupation des sols, qualification des paysages et des perspectives visuelles majeures, identification des habitats naturels, recensement des éléments architecturaux et patrimoniaux,

- Localisation et identification des secteurs sensibles, des secteurs d'enjeux
- Entretien et visite sur le terrain avec les acteurs locaux
- Localisation des discontinuités et points de fragilité
- Identification et hiérarchisation des secteurs d'enjeux croisés
- Expression des multifonctionnalités (usages et fonctions existantes, potentielles, prévisibles) des espaces étudiés et des niveaux de compatibilité des différents enjeux, notamment au niveau des interactions agriculture/biodiversité

Le diagnostic environnemental reprend dans l'intégralité l'ensemble des thématiques et sous-thématiques environnementales dans les volets: ressources, biodiversité, patrimoine, risque.

L'objectif de ce diagnostic est de fournir un aperçu exhaustif de l'état de l'environnement dans les connaissances actuelles ainsi que de son fonctionnement. Le diagnostic environnemental permet de faire émerger les forces et faiblesses mais aussi les dysfonctionnements. Une attention particulière est portée sur la mise en évidence des interrelations et des connexions existantes entre ces différentes dimensions.

Cette approche multi-échelle et le recensement des données territoriales en relation directe ou indirecte avec chacune des thématiques, a fait l'objet d'une retranscription locale afin d'explicitier une vision stratégique.

Concernant la thématique « biodiversité », il nous paraît important de préciser le point suivant. La présence du sites Natura 2000 et sa configuration sur le territoire communal, a permis d'identifier précisément les enjeux spatiaux naturalistes notamment du fait de l'existence d'un diagnostic écologique et des inventaires de terrains sur les autres sites. Les données d'inventaires ont été complétées sur le terrain et cette base s'est avérée suffisamment complète eu égard aux enjeux de préservation, risque de dégradation appréhendés sur le territoire.

ELABORATION DU PLU : TRADUIRE ET ACCOMPAGNER LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SUR LE TERRITOIRE

Définition des objectifs du projet via le PADD, thématique par thématique dans une vision itérative

Formulation spatiale de ses objectifs et vérification des cohérences du projet par le processus de négociation et de priorisation des enjeux Le cadrage des différents enjeux thématiques permettra de situer et définir les objectifs environnementaux.

Les contraintes « imposées » sont évaluées dans leur conséquence sur les cibles afin de définir des objectifs circonstanciés.

La négociation des objectifs liées à l'ensemble des enjeux est formulée par la confrontation avec l'ensemble des thématiques environnementales ce qui permet d'établir des principes d'aménagement

Ciblage des secteurs ou thématiques identifiées comme sensibles : zones couverte par Natura 2000 concernées par des zones constructibles, site inscrit, boisements, patrimoine paysager et architectural... Ces espaces ou thèmes ont été analysés précisément sur le terrain afin de vérifier la compatibilité du projet avec les objectifs de durabilité fixés dans le PADD ou inhérent au statut des espaces.

RECALAGE ET RELAI REGLEMENTAIRE POUR OPTIMISER LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ;

En particulier dans le cas de la commune de Labatut, évitement des habitats d'intérêt, prise en compte de la spécificité des zones humides, du Gave de Pau, protection stricte des espaces paysagers majeurs au bourg... Mise en place de dispositions réglementaires précises et circonstanciées eu égard à la protection des bois dans des secteurs urbains ou dans les réservoirs de biodiversité forestiers...

EVALUATION DU PLU : EXPRESSION DES TENSIONS ENVIRONNEMENTALES PRODUITES PAR LE PLU

Cette étape d'évaluation et de quantification des impacts environnementaux du PLU s'est réalisée via des grilles thématiques incluant des indicateurs fournissant des repères de valeur servant de support pour les suivis ultérieurs du document. La simplicité et faisabilité des indicateurs a été le critère de choix pour l'établissement de ces grilles.

E-II- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCOT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'ORTHE ET D'ARRIGANS

Le PLU de **Labatut** a pris en compte les éléments du DOO dans la réflexion ayant amené à la formalisation de son projet. Des réunions intermédiaires ont permis d'orienter et de préciser le projet afin d'en assurer la compatibilité avec le SCOT.

E-II.1- Objectifs et principes permettant de développer une offre de logements diversifiée et adaptée aux besoins garante de l'économie de l'espace

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

Recommandations
Objectif 2013/2030 : +600 habitants, soit 280 logements à produire entre 2010 et 2030 ou 14 logements/an en moyenne

Le PLU prévoit 218 nouveaux logements hors zone 2AU différée et incluant 20 changements de destination et 5 restructurations. Globalement sur la période 2017/2030, le DOO fixe un objectif de 182 logements à produire. Hors changement de destination (long terme), le potentiel théorique sans rétention est de 198 logements et reste donc compatible avec cette recommandation.

- Imposer la mise en œuvre de l'article L123.1.5 18ème alinéa du Code de l'Urbanisme dans toutes les zones à urbaniser des PLU susceptibles d'accueillir plus de 12 logements.

Le PLU prévoit des OAP mais ne prescrit pas de niveau de LLS à produire compte tenu que la commune ne se situe pas sur un secteur prioritaire de financement des LLLS. Le projet est donc compatible avec cette prescription.

- Intégrer un objectif de sortie de vacance dans la réflexion sur les capacités d'accueil des PLU et des Cartes Communales (notamment pour les communes ayant un parc de logements vacants supérieur à 8 % et à 20 unités)
- Imposer une réflexion et la mise en œuvre d'Orientations d'Aménagement et de Programmation dans les PLU qui veillent à diversifier le parc de logements : dans la typologie (individuel pur, habitat mitoyen, petit collectif, collectif ...), dans les statuts d'occupation (accession à la propriété, accession sociale à la propriété, locatif privé, locatif public), dans la dimension des logements (T1, T2, ...).

Le PLU prévoit une sortie de vacance de 40 logements intégrés au calcul des besoins en logements.; Des OAP ont été prévues pour diversifier la typologie des logements. La compatibilité SCOT est donc vérifiée.

- Favoriser la densification à travers les documents d'urbanisme en proposant une stratégie qui soit fonction des vellétés de développement des communes :
 - Moins de 2 logements par an : pas de densité fixée
 - Entre 2 et 4 logements par an : densité moyenne supérieure à 8 logements par ha
 - Entre 5 et 9 logements par an : densité moyenne supérieure à 10 logements par ha
 - Entre 10 et 20 logements par an : densité moyenne supérieure à 15 logements par ha

Le PLU s'inscrit sur une densité fixée à 15 logements/ha minimum dans les zones AU, dans le PADD et relayée par un niveau de 16 à 19 logements/ha dans l'estimation du potentiel. Cette disposition est donc relayée.

Répartition de la croissance	Commune	Nombre maximum de logements à produire 2010-2030	Besoins en logements par an (maximum)	Objectif de densité introduit par le DOO (lgt/ha)	Surface artificialisée maximale par an pour la production de logement	Surface artificialisée maximale à l'horizon SCOT pour la production de logement
Labatut	280	14	15	0,9	18,7	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inciter à la mise en place de l'article L-123.2 b du Code de l'Urbanisme (servitude logement social visant à imposer la réalisation de programmes complets) dans toutes les zones AU des PLU accueillant plus de 40 logements ▪ Adapter les logements pour permettre le maintien à domicile des personnes âgées ▪ Evaluer dans les PLU les capacités d'accueil à destination des personnes en situation de handicap 						

Le PLU s'inscrit sur un objectif de consommation inférieur à 0.8 ha par an pour le logement. Il suit les recommandations du DOO; par contre les capacités d'accueil à destination des personnes en situation de handicap n'ont pu être réalisées faute de données. L'adaptation des logements d'une manière générale s'inscrit à travers les OAP qui tendent à privilégier la diversité des logements et la mixité sociale.

E-II.2- Objectifs et principes permettant de maîtriser les extensions urbaines

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

- L'ouverture des zones à urbaniser devra être adaptée en fonction de la situation de chaque commune au risque de voir s'urbaniser sur une courte période l'ensemble des terrains ouverts à l'urbanisation. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation ainsi que l'échéancier prévisionnel d'ouverture des zones à l'urbanisation sont à privilégier.

Le PLU a défini dans le temps et dans l'espace les ouvertures à l'urbanisation avec un zonage 1AU et 2AU intégrant des OAP.

- De construire en priorité dans les espaces disponibles à l'intérieur du périmètre urbanisé, avec éventuellement des opérations de renouvellement urbain (réhabilitation, changement de vocation) et remplissage des coeurs d'îlots ou en continuité directe des espaces déjà urbanisés. Les extensions urbaines seront accompagnées d'orientations d'aménagement et de programmation comportant des objectifs de densité. Elles seront réfléchies dans le cadre d'un projet cohérent, global portant non seulement sur la zone à construire mais aussi sur la totalité de l'existant.

Le PLU a privilégié lorsque cela était possible une urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine existante. Pour la Bastide, cette disposition a été possible sur un site dans le cadre d'une reconversion à terme d'un site artisanal ; les autres zones de développement se situent notamment une zone 2AU de reconversion d'un site d'activité dans le bourg. Les extensions urbaines, en prolongement des centralités, sont toutes couvertes par des OAP et des zones AU. Le PLU est donc compatible avec cette prescription.

- Analyser et justifier dans les rapports de présentation des PLU les nouveaux projets au regard des capacités de redensification et de réorganisation des secteurs urbanisés qui ont été intégrés. Ils veilleront par ailleurs à préciser les points d'ordre réglementaire et programmatique qui favorisent le renouvellement urbain et limitent la consommation d'espaces agricoles et naturels.
- D'accompagner les limites de l'urbanisation par une coupure verte qui permette de réduire les risques de conflits avec l'espace agricole ou naturel : créer des espaces tampons (cf. p35 du DOO)

Le PLU a réalisé l'analyse des capacités de densification et du résiduel POS. Les limites de l'urbanisation en zone AU font l'objet de plantations. Le PLU est donc compatible avec cette prescription.

Sur les zones faisant l'objet d'une ouverture à l'urbanisation à destination d'habitat :

- Les espaces verts, les aménagements paysagers et l'aménagement d'espaces publics devront permettre de contribuer à l'amélioration et à la qualité des espaces urbains.
- Les collectivités au travers de l'article 13 de leurs documents d'urbanisme devront déterminer, sous forme d'un pourcentage ou d'un coefficient, la surface minimale d'espaces libres à maintenir sur chaque terrain à l'occasion d'opérations de construction de bâtiments ou d'opérations d'aménagement (lotissement, remembrement urbain). Cette surface minimale est déterminée par rapport à une surface de référence qui peut être le terrain ou encore la surface de plancher (sauf s'il n'y a pas de COS applicable). La réalisation d'espaces verts ou la plantation d'arbres peut être exigée sur une partie des espaces libres. Les collectivités pourront toutefois choisir de ne pas fixer de surface minimale d'espaces libres, ceux-ci étant alors simplement appréhendés comme espaces résiduels (ce choix est pertinent lorsque l'article 9 a fixé une emprise au sol maximale) ou dans le cadre des OAP
- Les zones à urbaniser intégrées aux documents d'urbanisme couvertes par des orientations d'aménagement et de programmation devront prévoir des prescriptions sur les espaces verts à créer à l'intérieur des opérations d'aménagement.
- La part des espaces verts dans les opérations ne dépassera idéalement pas le tiers de la surface de l'opération.
- Les espaces aménagés (bâtiments, parkings, aires de manœuvre,...) devront occuper 75 % minimum de l'espace cédé, les surfaces restantes seront traitées en espaces verts et pourront servir en cas d'extension de l'entreprise (cette règle de densité d'occupation pourra être adaptée pour des établissements qui nécessitent un éloignement spécifique => ICPE, SEVESO, ...).

Le PLU a prévu 30% d'espaces verts dans les opérations, ainsi que des OAP qui prévoient des espaces publics fonctionnels, au titre des espaces verts, des espaces publics, des cheminements doux, de la voirie notamment.
Le PLU est donc compatible avec cette prescription.

E-II.3- Les objectifs et les principes de la politique des transports et des déplacements

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<ul style="list-style-type: none"> Intégrer dans les orientations d'aménagement et de programmation des PLU des circulations douces (piétons, deux roues) à l'échelle des espaces urbanisés : bourgs, hameaux, quartiers ... en particulier entre les espaces résidentiels et les équipements, les lieux d'emplois, de commerces, de loisirs etc. 	<p>Le PLU a prévu les liaisons voirie et circulation douce dans les OAP et au-delà afin de relier les zones urbaines au cœur de village.</p> <p>Le PLU est donc compatible avec cette prescription.</p>
--	---

E-II.4- Les grands projets d'équipements et de services

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<ul style="list-style-type: none"> Renforcer et programmer l'offre en équipements et services dans le pôle central et dans les communes qui ont vocation à accueillir la majorité des nouveaux habitants : 				
	Commune de Peyrehorade	Communes de Labatut et Saint-Lon les Mines	Communes rurales	
Fonction des communes	Fonctions urbaines centrales (loisirs, culture, enseignement, santé, sièges administratifs, ...).	Fonction de pôle relais	Fonction résidentielle	
Types d'équipements attendus	Tissu complet de commerces et d'équipements Ex : Commerces spécialisés, supermarché, pôle de santé, enseignement, services administratifs majeurs, etc.	Commerces, équipements et services primaires Ex : services de santé primaires, équipements sportifs permettant la pratique de sports multiples	Commerces et équipements de première nécessité Ex : enseignement primaire, équipements sportifs de base	<p>Le PLU est compatible avec cette prescription dans la mesure où il a prévu de conforter la fonction résidentielle de la centralité en prévoyant le développement des équipements, commerces et services de proximité.</p>

E-II.5- Principes pour la prévention des risques

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<ul style="list-style-type: none"> Lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme, une information sur les risques naturels prévisibles du territoire sera diffusée. Limitier strictement aux "dents creuses" les possibilités de construction à usage d'habitat aux abords de voies classées à grande circulation (hors espaces agglomérés). Préserver le lit majeur des cours d'eau et les champs d'expansion des crues, pour garantir le libre écoulement des eaux et la continuité du réseau hydrographique, par un classement en zone N dans les PLU et cartes communales. Intégrer la gestion des eaux pluviales dans la conception des nouvelles opérations d'aménagement en limitant les surfaces imperméabilisées en promouvant les techniques alternatives au « busage ». 	<p>Le PLU a relayé la connaissance du risque inondation qui impose une inconstructibilité sur les emprises à risque. Le long de la RD soumise à la zone de bruit, le PLU a limité les nouvelles implantations résidentielles aux "dents creuses". Le lit majeur du Gave est concerné par la zone inondable ce qui limite la constructibilité des zones A et N qui ont été définies selon l'utilisation des sols effectives. Sur les affluents, le zonage N est quasi-systématique et un recul de 10 m assure le respect des zones de débordement. La question des eaux pluviales et de l'ensemble des risques a été analysée et relayée dans un principe d'évitement. Le PLU respecte donc les orientations de ces prescriptions.</p>
--	---

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Programmer et aménager le développement des sites d'intérêt communautaire, afin d'artificialiser 129 ha au maximum, pour les activités économiques sur la base du schéma suivant : <ul style="list-style-type: none"> La ZAC Sud Landes : vocation logistique, industrielles ou de commerce de gros (de l'ordre de 50 ha) Permettre le développement d'entreprises de proximité sur l'ensemble du territoire communautaire dans la limite de 2 ha par commune (en un ou plusieurs sites). Ces zones d'activités destinées aux TPE / PME seront créées à proximité des villes et villages avec une connexion en modes doux (La notion de proximité pourra être ajustée en cas d'activités pouvant engendrer des nuisances). Dans les zones d'activités sous-densifiées, les règlements d'urbanisme devront être repris lors de l'élaboration ou de la révision des PLU afin de faciliter le réinvestissement des emprises non bâties par des entreprises locales (emplacements réservés, ...) 	<p>La commune présente une zone d'activité à quartier neuf, et des zones d'activités spécifiques à des entreprises existantes en activité comme la seretram, la cemex, entrepôts services, ces zones étant entièrement occupées. La zone d'activité de quartier neuf fait l'objet d'extension de l'ordre de 3 ha qui viennent compenser le déclassement de la zone d'activité du bourg (présentant plus de 3 ha) où une reconversion vers du résidentiel est prévue.</p> <p>En l'absence de précision sur les modalités de calcul du seuil des 2ha en cas de reconversion, les dispositions du PLU semblent assurer la compatibilité avec le DOO.</p>
--	---

E-II.7- Objectifs relatifs à l'activité agricole

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<ul style="list-style-type: none"> Les PLU mettront en œuvre le respect du fonctionnement des exploitations (éviter leur enclavement et le morcellement du foncier agricole, conserver l'accessibilité,...) Préserver l'outil de production agricole en évitant tout développement urbain à proximité des bâtiments d'activités agricoles situés hors zone urbaine pouvant présenter des nuisances et n'étant pas compatibles avec la fonction résidentielle. Sur les secteurs identifiés à l'échelle communale comme à forte valeur agricole (cf. définition en page suivante), la consommation de foncier agricole à des fins urbaines devra être réduite à son minimum. Ces secteurs pourront toutefois être ouverts à l'urbanisation sous condition de respecter une densité minimale de 20 logements par hectare ou 3000 m² de surface de plancher/hectare pour les activités. Dans les rapports de présentation des documents d'urbanisme, tout choix d'extension urbaine sur des terres agricoles devra être motivé en démontrant qu'il constitue la meilleure partie d'agglomération. Les communes dans leur document d'urbanisme devront définir des « espaces tampons » entre les espaces urbanisés, afin de pérenniser dans le temps et dans l'espace l'activité agricole <p>Les règlements des documents d'urbanisme devront intégrer des prescriptions quant à l'intégration paysagère des bâtiments liés et nécessaires à l'activité agricole.</p>	<p>Le PLU a préservé les entités agricoles et limité la consommation de l'espace. Les choix de site de développements ont été systématiquement justifiés. Les OAP prévoient des espaces de lisières entre le tissu urbain projeté et les zones agricoles et naturelles limitrophes.</p> <p>Le PLU est donc compatible avec le DOO.</p>
--	--

E-II.8- Objectifs relatifs à l'activité touristique

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<ul style="list-style-type: none"> Les projets d'aménagement touristiques ne devront pas porter atteinte à la qualité environnementale et paysagère du territoire, qui contribue très fortement à son attractivité. Les documents d'urbanisme locaux favoriseront le développement d'activités agro-touristiques dans les secteurs ruraux dès lors qu'ils permettent de pérenniser certaines structures économiques et de réhabiliter du patrimoine (rénovation ou réhabilitation d'anciennes maisons ou bâtiments agricoles de caractère). Ces projets ne devront toutefois pas venir mettre en péril les activités agricoles 	<p>Le PLU prévoit dans les secteurs Nt la possibilité de changement de destination à orientation de tourisme et loisirs notamment, et ce, afin de maintenir un patrimoine bâti de qualité qui est très souvent laissé à l'abandon aujourd'hui.</p> <p>D'autres projets s'inscrivent de manière modeste:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des secteurs dédiés à des projet d'hôtellerie de plein air l'un pour des cabanes dans les arbres dans un secteur boisé, l'un pour un camping naturel à proximité d'un groupe de maisons. - un projet de mise en valeur du lac de Glé communal, via des aménagements légers de découverte de la plaine du Gave. <p>Ces projets restent modestes et respectent les sites où ils sont prévus. Le PLU est à ce titre compatible avec le DOO.</p>
--	---

E-II.9- Objectifs relatifs à la protection des paysages et du patrimoine

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte, dans tous programmes d'extension urbaine, les points forts du paysage à valoriser ou à recomposer. Cette prise en compte se fera notamment à partir de la carte des espaces emblématiques à préserver et au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation réalisées sur les secteurs à urbaniser. Choisir dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme des sites d'urbanisation future en s'appuyant sur une analyse du fonctionnement urbain et du paysage bâti et naturel, des points forts du paysage à valoriser ou à recomposer. Ainsi seront sélectionnés les secteurs dont l'intégration paysagère et les coûts de réalisation seront les plus intéressants. Ils devront faire l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation comportant les principales caractéristiques des voies, des espaces publics, du découpage parcellaire et des principes d'implantation. Interdire le développement linéaire le long des voies à grande circulation, des routes nationales et départementales (hors agglomération) et des lignes de crêtes du territoire. Intégrer dans les règlements des documents d'urbanisme des prescriptions correspondant au caractère des différents secteurs bâtis : centres anciens, villages, lotissements, etc. en matière d'implantation des constructions, des hauteurs et de l'aspect extérieur (en traitant à minima les chapitres relatifs aux volumes, ouvertures, façades, toitures, clôtures, etc.). Inciter à identifier des éléments paysagers emblématiques au titre de l'article L123.1.5.7 du Code de l'Urbanisme dans les Plans Locaux d'Urbanisme (et à une démarche similaire dans le cadre des Cartes Communales) et inscrire des modalités de préservation dans le règlement. Dans les PLU, classer les alignements d'arbres ou les spécimens remarquables (au titre de l'article L123.1.5.7° ou en Espaces Boisés Classés) Réglementer strictement les possibilités de restructuration des sites patrimoniaux dans les PLU et limiter les possibilités de construction à proximité (risque d'impact négatif), notamment par le biais de leur identification au titre de la Loi Paysages, dans les PLU. Assurer la mise en scène et la promotion des sites remarquables en proposant, notamment, des classements en zone naturelle dans les Plans Locaux d'Urbanisme de tous les écrans naturels qui les encadrent (parcs, coteaux, allées boisées,) 	<p>Le PLU respecte ces prescriptions :</p> <p>Localisation et accompagnement paysager des sites d'extension urbaine en fonction des enjeux paysager/patrimonial</p> <p>Accompagnement par des OAP</p> <p>Identification des éléments de patrimoine/paysage et protection</p> <p>Classement en EBC des structures boisées d'intérêt</p>
--	--

Eléments prescriptifs du DOO (synthèse contextualisée)/évaluation projet communal (en rouge)

Prescriptions :

Afin d'assurer la préservation des continuités écologiques et des principaux réservoirs de biodiversité, le SCoT impose de :

- Traduire dans le cadre des PLU et Cartes communales, le schéma des espaces naturels et continuités à préserver annexée au présent DOO. Le schéma établi sur une base au 1/15 000ème sera traduit à l'échelle communale ou intercommunale dans le cadre du PLU ou de la carte communale. Le principe de traduction s'appuie sur la compatibilité (et non la conformité). Un classement des espaces identifiés en zone N (naturelle) dans les PLU sera privilégiée (sauf justification motivant un choix différent).
- Proscrire le mitage de l'habitat qui fragmente les milieux (sans pour autant interdire le changement de destination). Dans le cas où certaines communes seraient soumises au Règlement National d'Urbanisme, le SCoT impose de refuser les extensions de Parties Actuellement Urbanisées linéaires et sans lien avec le bâti existant.
- Limiter strictement le développement des extensions urbaines linéaires. Les PLU devront pour cela matérialiser des coupures d'urbanisation afin de limiter le développement de l'habitat sous forme linéaire et la fragmentation des espaces.
- Eviter les infrastructures qui fragmentent les espaces (création de routes par exemple) ou veiller à les compenser en créant des ouvrages de franchissement qui permettent une libre circulation de la faune
- Garantir la continuité écologique de la trame bleue, en particulier sur les axes migrateurs importants
- Imposer le classement en Espaces Boisés Classés (art. L130-1 du Code de l'Urbanisme) ou en éléments de patrimoine (art. L123.1.5.7 du Code de l'Urbanisme) les alignements d'arbres, haies, fossés ruraux, ou bosquets qui contribuent au maintien des liaisons

Le PLU respecte ces prescriptions :

- Absence de zone urbaine dans les écarts
- Identification et protection stricte des espaces de biodiversité et des éléments de la TVB
- Classement en EBC des structures boisées d'intérêt

Pour protéger la trame verte, le SCOT :

- Interdit toute construction dans les espaces boisés identifiés sur le schéma des espaces naturels et continuités à préserver ou qui constituent des espaces de respiration au sein d'un espace aggloméré. Les boisements les plus significatifs seront majoritairement classés en Espaces Boisés Classés dans le cadre des PLU.
- Impose aux Documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux de maintenir un recul des constructions par rapport aux principaux espaces boisés (10 mètres minimum)

Afin de préserver la trame bleue et la ressource en eau :

- Dans le but de protéger la ripisylve et de garantir la viabilité écologique de ces corridors, en dehors des espaces urbains, créer une bande inconstructible de 10 mètres minimum de part et d'autre des cours d'eau identifiés sur la cartographie de la Trame Bleue
- Préserver les zones humides et leurs abords de tout développement susceptible de porter atteinte à leurs fonctions, écologiques et hydrologiques notamment : les zones humides, qu'elles soient ou non utilisées à des fins agricoles, seront identifiées et classées en zone N dans les PLU. Les actions conduisant à leur destruction ou réduction sont interdites.
- Privilégier l'urbanisation en continuité ou à proximité des réseaux existants. L'ouverture à l'urbanisation des zones non équipées en assainissement collectif devra rester limitée à des secteurs où les techniques de filière par infiltration dans le sol peuvent être mises en place.
- Mettre en place des techniques alternatives d'assainissement du pluvial, intégrées aux espaces publics et privés des opérations d'aménagement afin d'écarter les surdébits pluviaux (infiltration et rétention naturelle dans des noues et fossés, champs d'expansion...).
- Réduire les rejets et les pressions domestiques ou industrielles. Aussi, tous les rejets d'eaux pluviales provenant d'une partie urbanisée devront être régulés conformément aux dispositions de la Loi sur l'Eau afin de respecter les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Ainsi, le SCoT impose aux collectivités et aménageurs de réaliser des dispositifs permettant la collecte pour toute nouvelle opération d'aménagement susceptible d'imperméabiliser plus de 1000 m² de terrain.

Ces prescriptions sont respectées dans le PLU dans sa démarche d'évitement et de localisation des espaces urbains. Le développement est exclusivement prévu en assainissement collectif sur une station dont la capacité est compatible.

E-III- Compatibilité SDAGE ET SAGE

E-III-I- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE « ADOUR-GARONNE »

Le SDAGE est un document de planification ayant pour objet la mise en œuvre des grands principes de la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992. Il fixe pour chaque bassin hydrographique, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Le SDAGE du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé par arrêté du Préfet Coordonnateur du Bassin en date du 1er janvier 2016, fixe les priorités suivantes :

- focaliser l'effort de dépollution sur des programmes prioritaires : directives européennes (rejets urbains, nitrates), points noirs de pollution domestique et industrielle, toxiques, zones de baignade,
- restaurer les débits d'étiage : un réseau de débits minima à respecter est proposé, pour déterminer les autorisations de prélèvements et les programmes de soutien d'étiage et inciter aux économies d'eau,
- protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables du bassin (zones vertes), ouvrir les cours d'eau aux grands poissons migrateurs (axes bleus),
- remettre et maintenir les rivières en bon état de fonctionner,
- sauvegarder la qualité des aquifères d'eau douce nécessaires à l'alimentation humaine avec des règles collectives de gestion et de protection,
- délimiter et faire connaître largement les zones soumises au risque d'inondation,
- instaurer la gestion équilibrée par bassin versant (grandes vallées, rivières) et par système aquifère : organisation des acteurs, des programmes et de l'information.

Six grandes orientations guident la mise en œuvre du SDAGE : elles peuvent être confrontées aux orientations du PLU :

Orientations SDAGE	Articulation avec les orientations du PLU
- créer les conditions favorables à une bonne gouvernance,	Non concerné
- réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques,	Le PLU a prévu un développement quasiment exclusif en assainissement collectif pour les constructions nouvelles à destination de logement, avec un équipement satisfaisant dont la capacité est suffisante
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides,	La commune a précisé les trames bleues sur son territoire et prévu leur protection. L'ensemble de la plaine est concernée par la zone inondable (inconstructibilité liée au risque) qui protège de fait les fonctionnalités des milieux aquatiques et des zones humides
- assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques,	En limitant les rejets diffus, en évitant les développements sur les zones humides le PLU s'inscrit dans cette orientation
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique,	Le PLU prévoit de préserver les grandes surfaces nécessaires à la régulation du cycle de l'eau. La question de la gestion quantitative dépend d'autres compétences, notamment le syndicat des eaux
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.	Du fait de sa situation en bordure du Gave de Pau ; le projet s'est engagé naturellement dans cette direction.

E-III-2- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SAGE

La commune n'est pas concernée.

E-IV- Compatibilité SRCAE ET PCET

Le PLU doit prendre en compte un certain nombre de documents cadres de références.

En matière de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques, le PLU doit s'appuyer sur les orientations stratégiques à horizon 2020 et 2050, définies dans le SRCAE (Schéma Régional Climat Air et Energie) et dans le PCET (Plan Climat Energie Territorial).

Le Département des Landes a réalisé à l'échelle du département un PCET. Celui-ci a été adopté le 3 novembre 2014 pour la période 2015/2020. Le PCET est décliné sur la base de 4 enjeux qui structurent au final 28 actions.

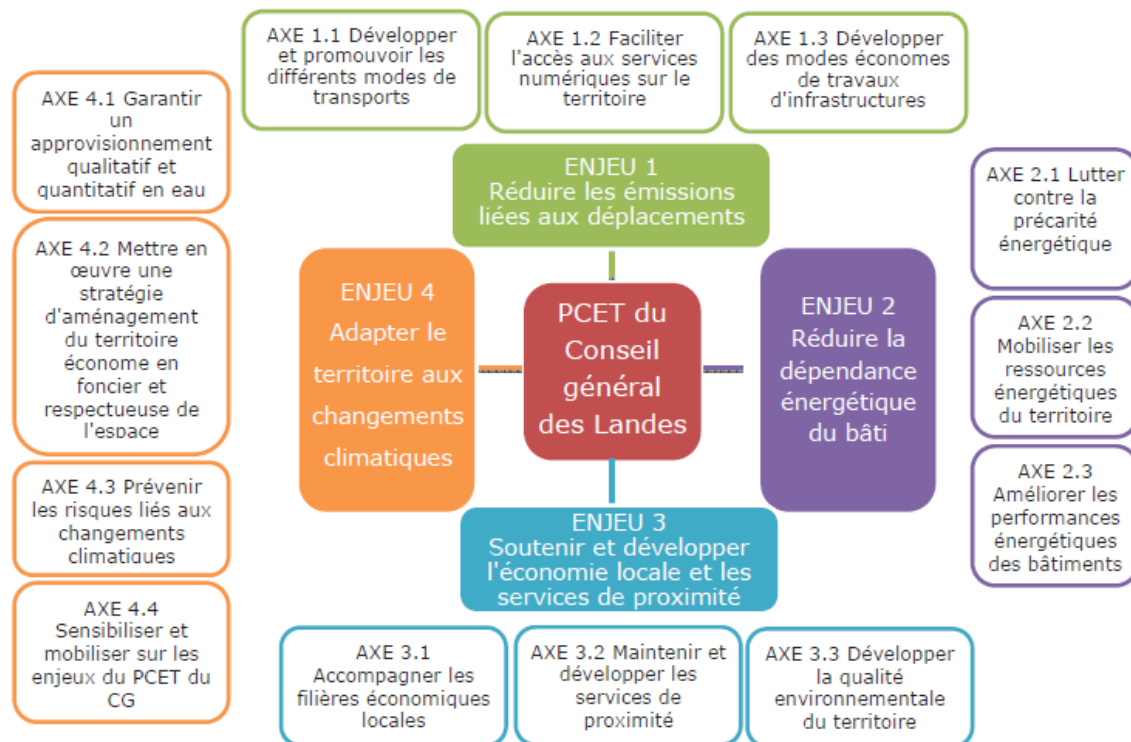


Figure 10 : Structuration du programme d'actions du Plan Climat-Energie Territorial du Département des Landes

Le PCET40, qui doit être compatible avec le SRCAE Aquitaine, se situe dans le contexte national et régional de l'effort collectif de lutte contre le changement climatique. Il s'agit, comme pour les autres grandes collectivités, de décliner ses objectifs et ses orientations au niveau départemental et territorial. Le PCET40 comprend un certain nombre d'engagements, lesquels représentent une prise de position de l'assemblée départementale, qui doivent être prises en compte dans les documents de planification de son territoire, notamment les PLU. Le PCET40 couvre la période quinquennale 2015 à 2020, date où il sera mis en révision.

En termes d'objectifs énergétiques, sur la période 2015-2020, le PCET40 fixe un objectif de réduction de GES de 5%.

Tableau 4 : Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 sur le périmètre territorial du Conseil général des Landes

	Emissions de l'année de référence (2011 – en teqCO2)	Volume d'émissions à éviter entre 2015 et 2020	Estimation des émissions en 2020 (en teqCO2)	Objectif
Transports	1 894 878	177 172	1 717 706	-9%
Industrie	913 050	-	913 050	0%
Agriculture	643 959	39 289	604 670	-6%
Habitat	415 119	96	415 024	-0,02%
Tertiaire	268 000	-	268 000	0%
Déchets	80 376	2 593	77 783	-3%
TOTAL	4 215 382	219 150	3 996 232	-5%

Dans le cadre de son PLU, la commune de Labatut a pris en compte la qualité de l'air et le changement climatique dans le cadre de ses objectifs de développement et de diversification des offres de mobilité.

vis-à-vis de l'augmentation des déplacements automobiles

Le PLU décline plusieurs dispositions destinées à limiter les déplacements automobiles :

Un projet urbain basé principalement sur le développement des centralités du bourg, et de quartiers neuf ainsi que de la zone d'activité communautaire support de développement de l'emploi local.

- Le projet, en proscrivant le développement des pôles d'habitat sur les écarts du territoire communal contribue à limiter les déplacements intra-communaux.

- l'extension du maillage de liaisons douces existantes, la réflexion sur la halte ferroviaire sont également des éléments réduisant les déplacements automobiles

Vis-à-vis de l'augmentation de la production d'énergie pour la régulation thermique des bâtiments

· Le projet de PLU promeut, dans son ensemble, des formes urbaines et des typologies d'habitat compact, qui sont vecteurs de réduction des émissions de CO² et de modération énergétique, notamment dans les zones AU avec les orientations d'aménagement et de programmation (les Orientations d'Aménagement et de Programmation déclinent dans leurs principes une mixité des formes

Concernant le recours aux énergies renouvelables en alternative aux énergies fossiles sources de GES, le règlement d'urbanisme ne décline aucune disposition qui pourrait constituer une impossibilité réglementaire à la mise en œuvre de dispositif de production d'énergie renouvelable à titre individuel (panneaux photovoltaïques notamment) ou à la mise en œuvre d'habitat bioclimatique (murs et toiture végétalisés, ossature bois, ...)

Le rôle de la végétation dans l'adaptation de l'habitat au climat est manifeste ; la lutte contre le réchauffement climatique et les étés caniculaires peut passer par l'introduction en milieux urbains du végétal, dont la présence peut abattre de plusieurs degrés la température ressentie ; à ce titre, le règlement d'urbanisme impose un ratio de végétalisation, à savoir 30 % du terrain d'assiette de l'opération d'aménagement doivent être traités en espace vert planté. Ces dispositions, avec l'organisation bioclimatique de l'habitat développée précédemment, constituent une alternative au recours des installations de climatisation très consommatrices d'énergie. Le zonage prévoit le maintien d'espaces naturels et arborées dans les emprises urbaines ou à proximité, ce qui contribue également à la régulation thermique naturelle.

Pérennisation de l'effet puits de carbone

La couverture boisée développée sur l'ensemble du territoire est pérennisée grâce à un classement en zone Naturelle et forestière, et sur les massifs constituant des réservoirs de biodiversité, en espaces boisés classés (ce qui garantit leur pérennité) au regard de la fonction biologique qu'elle remplit ; en effet en consommant pour sa croissance du CO₂, la masse boisée participe à réduire la production de CO₂ et fonctionne comme un puits de carbone.

ESQUISSE GENERALE DU CONTEXTE COMMUNAL

La commune de **Labatut** présente une histoire ancienne attestée par les sites archéologiques, et les édifices existants. Son histoire est marquée notamment par les grands changements qui ont modifié le territoire: la crise viticole qui a conduit à la disparition de la vigne et à la fermeture de la coopérative viticole, le développement du bassin de Lacq puis sa fermeture, la création de l'autoroute et le déclin de nombreuses activités en bordure de la RD817.

La commune de **Labatut** s'inscrit sur un territoire de 2095 ha, marqué par la zone inondable du Gave de Pau (atlas) et un territoire présentant d'importantes surfaces naturelles et agricoles. En accès proche de l'autoroute A64 (Pau/Toulouse/Bayonne/Espagne), elle se situe en limite du département des Landes, à proximité de Peyrehorade, et à une cinquantaine kilomètres de Bayonne. Elle s'inscrit dans la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigons qui a élaboré un SCOT approuvé en 2014. Un PLUi est actuellement en cours sur le territoire.

Avec 1 421 habitants en 2015, **Labatut** présentait une densité de l'ordre de 70 habitants/km². En 1793 la commune a compté 1 461 habitants. Le développement démographique de **Labatut** a montré une baisse régulière jusqu'en 1975 pour reprendre de la croissance qui s'est confirmée dans les années 1990-2000. Depuis 2010, cette dynamique de croissance n'est pas confirmée.

Entre 1999 et 2015 la croissance démographique montre un gain de 319 habitants soit un rythme de 20 habitants/an ce qui reste sensiblement proche de la moyenne communautaire. Cette croissance est majoritairement issue des migrations, avec une contribution positive du solde naturel. La structure de la population présentant un vieillissement qui semble se ressentir dans la dernière décennie malgré un indice de jeunesse en 2010 favorable et supérieur à la moyenne communautaire.

En 2012, **Labatut** compte 590 ménages soit 117 ménages de plus qu'en 2006; ce chiffre est relativement stable depuis.

Les perspectives de développement sur le temps long permettent d'envisager trois scénarii de développement:

- l'un prolongeant la dynamique récente et permettant d'atteindre le seuil des 2000 habitants en 2030
- la projection médiane qui intègre un lissage de la courbe de tendance depuis 2000: 1800 habitants environ en 2030
- une tendance lissée entre les années 1970 et 2010, induisant un niveau de 1700 habitants en 2030.

Sur la période 1999/2014, la commune a produit 172 logements principaux soit 11 à 12 par an; elle présente 585 résidences principales en 2014. Le parc social représente 53 LLS en 2014 et a gagné 7 logements depuis 2009.

Le parc locatif montre une progression notable depuis 1999 (5 à 6 logts/an) et contribue à 29.6% du logement principal en 2014. Le logement vacant est important (près de 11.1% du parc) et la résidence secondaire constituent 4.2% du parc en 2014. La vacance a doublé entre 2009 et 2014 (34 logement à 77) montrant des phénomènes importants de mutation du parc. La commune compte sur la résorption de la vacance pour réintégrer des logements existants.

La commune présente un bassin d'emploi non négligeable puisqu'elle présente de grosses entreprises à l'échelle locale ou départementale (Seretram; Cemex), avec une orientation agroindustrielle marquée. En 2014, 589 emplois étaient comptabilisés sur la commune avec une progression depuis 2009. Les secteurs d'emplois sont basés sur l'agriculture, l'agro-industrie et le tertiaire. Environ 30% des actifs habitants sur la commune travaillent sur la commune: cela induit des besoins en mobilité importants. En 2015, la commune comptabilise 133 établissements actifs. Le développement de l'activité économique locale est notable et reste toujours marqué par une proportion agricole de près de 9%. en 2014

L'activité agricole reste encore bien représentée avec une trentaine d'exploitations, orientée vers la polyculture, l'élevage volaille et palmipèdes essentiellement ainsi que la culture du kiwi (IGP et coopérative). L'activité d'élevage induit des zones de recul pour l'habitat du fait des parcours et des installations classées. Le panel de services et d'équipements est relativement satisfaisant avec le pôle central du bourg qui rassemble l'essentiel des commodités et équipements publics.

Une zone d'activité communautaire sur le quartier neuf offre actuellement des disponibilités foncières importantes mais non mobilisées du fait de rétention foncière et de la servitude de recul de la RD.

L'assainissement collectif dessert le bourg et quartier neuf avec une station de 2000 eq/hab qui laisse une marge de 1280 équivalent-habitants fin 2016. Ce réseau permet d'envisager une densification.

L'assainissement autonome est une modalité qui concerne de nombreuses habitations (265 en 2017) dans les écarts avec des sols relativement peu favorable au traitement dispersion.

La ressource en eau potable laisse une marge de manœuvre importante et certaines ressources en lien avec les nappes alluviales doivent faire l'objet d'une attention particulière.

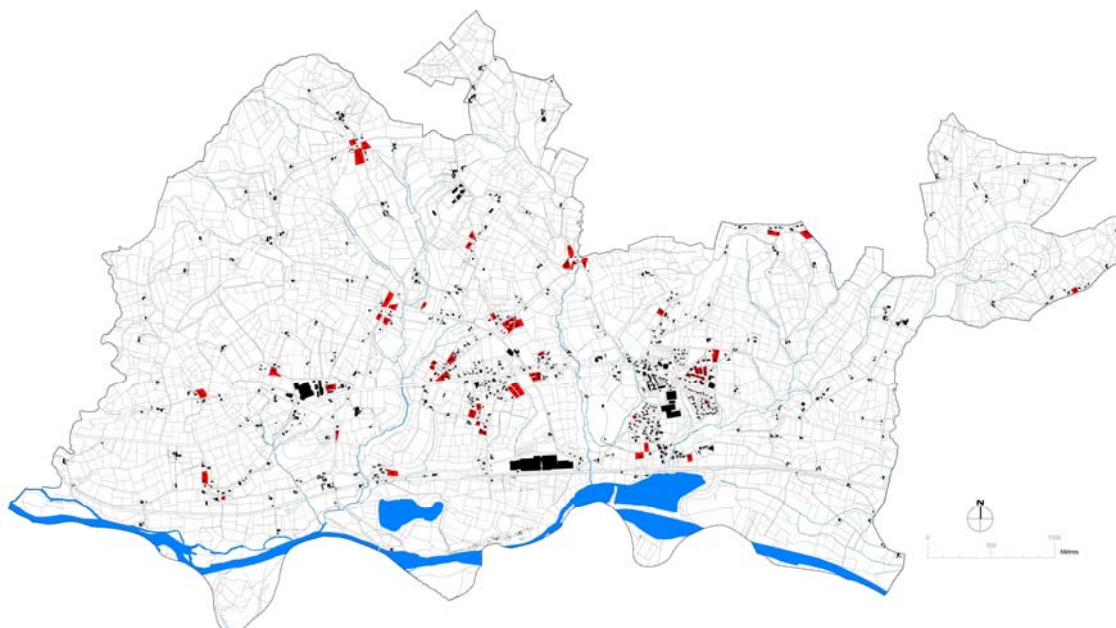
Le transport reste un point délicat sur ce territoire très rural qui n'est pas desservi par une ligne. La proximité de l'autoroute (Peyrehorade/Puyoo) et de la Gare de Peyrehorade sont à noter en termes de contributions à des alternatives de mobilité (co-voiturage, train via l'intermodalité..).

La commune a entrepris la révision de POS afin de procéder à une réactualisation de ce document et de son projet notamment de le « grenelliser » et de le mettre en compatibilité avec le SCOT.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET CAPACITE DE DENSIFICATION

En bilan d'analyse du Plan d'Occupation des Sols (approuvé en 1994), la commune de LABATUT montre une consommation foncière totale pour le logement de 25ha90 ha en zone d'habitat sur 2003/2014, sur 12 ans avec une densité de production de 5.5 logements/ha. Cette consommation est mise en parallèle de la production de 144 logements sur la commune sur la même période.

La consommation foncière s'élève donc en moyenne sur ces années de 5.5 logements/ha et 2ha16/an sur cette période.



**Localisation des surfaces consommées du POS
par l'urbanisation pour le logement de 2003 à 2014**

Le potentiel de développement et de densification existant dans le POS n'a pas été entièrement consommé : il peut s'agir de parcelles entièrement disponibles mais également de terrains issus de divisions foncières.

Les zones U (constructibles depuis plus de 20 ans) ont été consommées pour 11% et les zones NB pour 26%. Les zones NA n'ont pas été entamées. Au final l'ensemble des surfaces restant disponibles pour de la construction sont considérables.

Si l'on envisage un développement identique à ce qui s'est produit ces 7 dernières années, **le potentiel** restant représente **à minima 228 logements** (sur la base de 4logts/ha).

Eu égard aux zones constructibles disponibles dans le document P.O.S., il est donc possible d'estimer que la rétention foncière est de l'ordre de 89% en zone U, 100% en zone NA, 74% en zone NB soit une moyenne de plus de 80% sur la commune dans cette période.

L'ARMATURE URBAINE ET L'ARTIFICIALISATION

L'armature urbaine : le bourg vieux, le bourg neuf, le quartier neuf, la zone d'activité et des "quartiers" dans l'espace agricole

L'armature urbaine présente différentes structures de part et d'autre de l'ancienne RN117 qui forme une séparation, ainsi que de thalwegs marqués perpendiculaires à cette voie :

- La centralité du bourg : le bourg (vieux et neuf) et les espaces urbains périphériques. Cette centralité dispose de l'équipement assainissement collectif et rassemble d'équipements publics. L'écrin de la plaine du Gave et du coteau du château de La Motte marque fortement la partie du bourg vieux.
- Le quartier neuf
- Des quartiers dispersés sur l'ensemble du territoire mais ne formant pas des espaces de développement
- La polarité économique : la commune présente une zone d'activité à l'Ouest (bourg neuf)

VOLET NATURE ET BIODIVERSITE

La commune présente un espace naturel vaste et varié, avec de forts intérêts pour la biodiversité. La synthèse de ces éléments est indiquée dans le tableau ci-dessous :

MILIEU NATUREL		DONNEES DE CADRAGE
20% du territoire est composé par des milieux à dynamique naturelle		
CLIMAT	Climat océanique	
RELIEF	Topographie contrastée, plaine du Gave de Pau	
HYDROLOGIE	Bassin versant du Gave de Pau Bassin versant de l'Adour marginal	Axe migratoire Trame bleue du SRCE et du SCOT
Natura 2000	La Zone FR 7200781 « le Gave de Pau" Docob en cours	190.60 ha d'emprise natura 2000 sur Labatut, essentiellement dans la plaine inondable Biodiversité notable Habitats prioritaires Présence de milieux à enjeu régional
ZICO	Néant	
ZNIEFF	ZNIEFF II : 720012970 « Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques » ;	

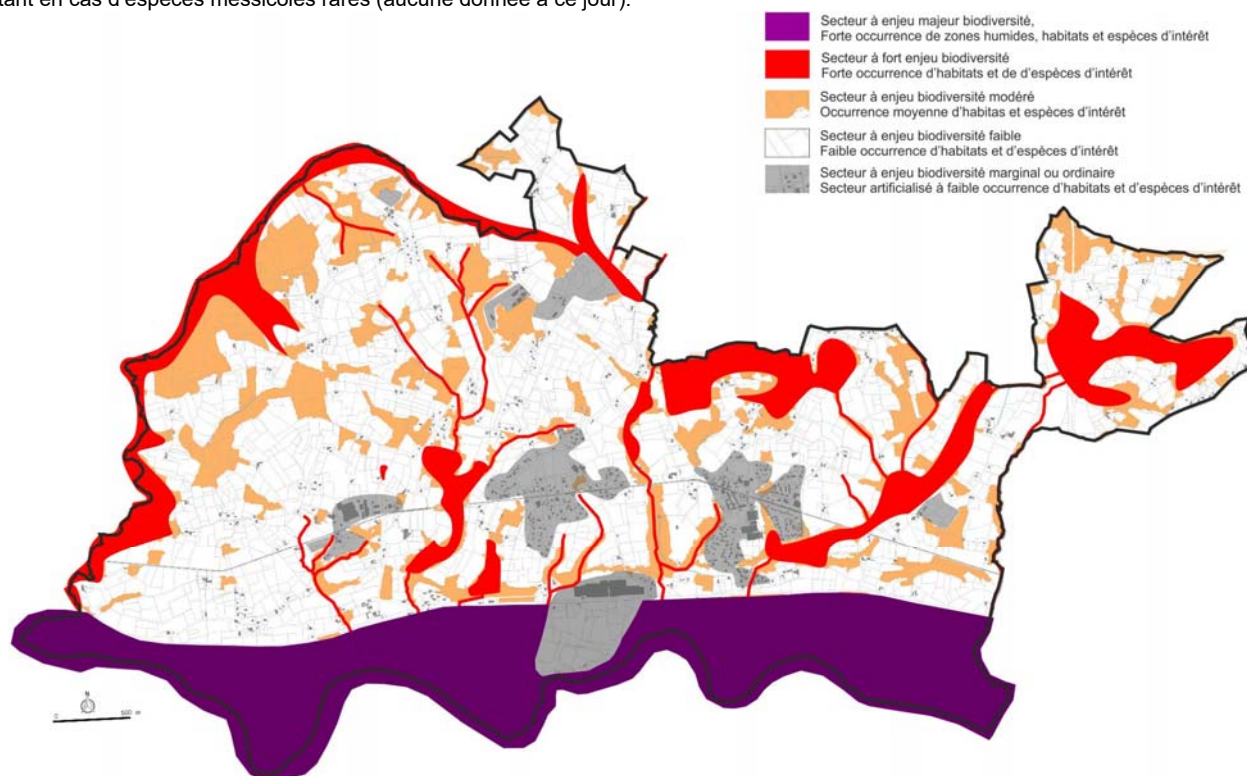
Les éléments principaux à retenir :

- Le climat reflète une relative douceur couplée à de fortes précipitations parfois brutales. L'ensoleillement présente un potentiel favorable pour le développement de l'énergie solaire.
- 80% des surfaces sont agricoles, 20% à caractère naturel
- Le relief associe une vaste surface de plaine inondable (Gave de Pau) et des espaces de coteaux découpés par des thalwegs encaissés souvent boisés : la problématique inondation est majeure.
- Le territoire communal présente des formations géologiques contrastées entre la plaine alluviales, les anciennes terrasses du Gave et les coteaux. Les ressources en eau produites par les aquifères sont sensibles sur la plaine alluviale. Les sols sur la commune présentent des capacités d'infiltration plutôt limitées à l'assainissement autonome, nécessitant des filières avec gestion de rejet.
- Un réseau hydrographique à enjeu pour la biodiversité (réservoir et continuité écologique) et l'hydraulique avec une faune piscicole d'intérêt et des formations boisées spécifiques
- Une biodiversité importante et reconnue (ZNIEFF, Natura 2000), notamment des zones humides (prairies, forêts alluviales) et espèces inféodées: plusieurs formations à enjeu sont présentes..

Carte de synthèse des enjeux biodiversité sur le territoire

Cette carte permet d'indiquer les secteurs de sensibilité du milieu naturel au titre des habitats et des espèces.

L'espace agricole est constitutif d'un espace de biodiversité ordinaire à enjeu variable, généralement moindre mais ponctuellement pouvant être important en cas d'espèces messicoles rares (aucune donnée à ce jour).



Synthèse des enjeux liés aux habitats naturels, habitats d'espèces et espèces sur Labatut

Le territoire communal offre des formations intéressantes du point de vue de leur contribution au maintien des biodiversités et des fonctionnements écologiques :

- **Zone à enjeu majeur : le lit majeur du Gave de Pau** concentre une forte présence d'espèces et d'habitat patrimoniaux ou d'intérêt, dont certains vulnérables. Globalement la probabilité de présence d'une zone humide est forte. Si l'état de dégradation est souvent très marqué du fait de l'occupation des sols (voie ferrée, carrière, industrie, arboriculture, grande culture), certains secteurs présentent des formations ou des espèces à fort enjeu de biodiversité.

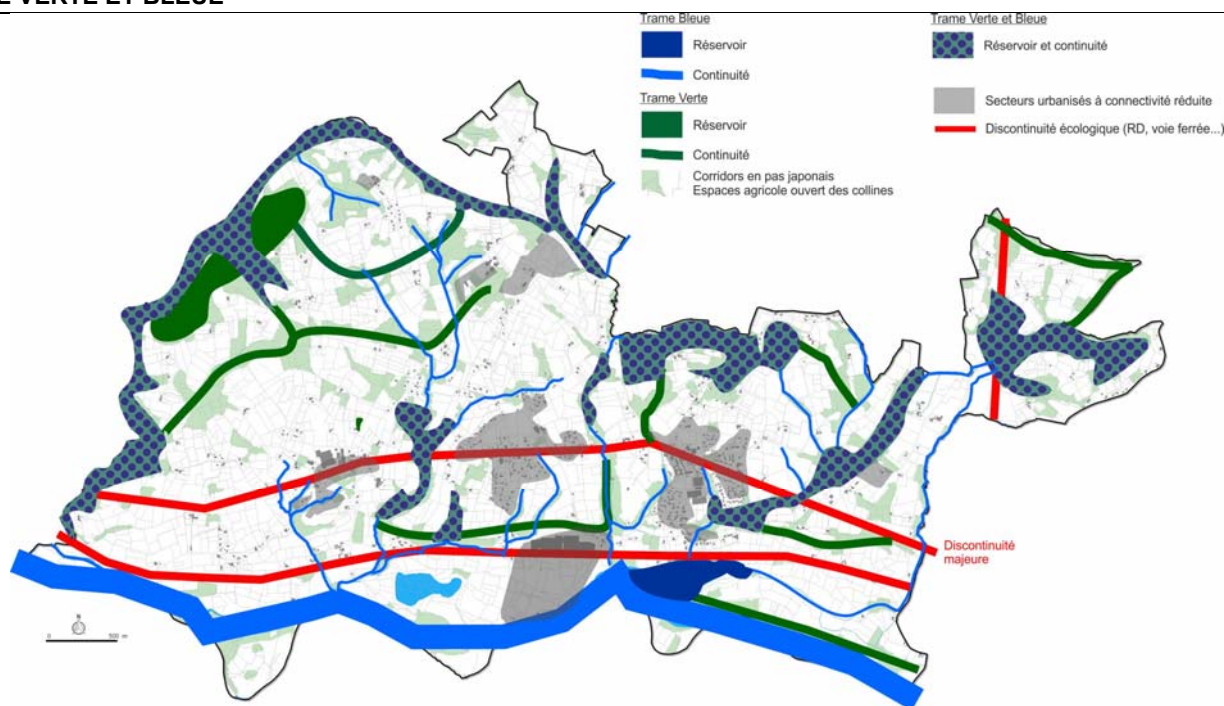
- **Zone à enjeu fort** : il s'agit des marges des différents éléments du réseau hydrographique, de certains boisements et thalweg, ou d'ensembles mosaïque. L'occurrence d'espèces et d'habitats d'intérêt est forte. Ces sites restent en général dans des états de conservation bon à très bons. Ils sont le socle des fonctionnalités écologiques du territoire.

- **Zone à enjeu modéré** : il s'agit des boisements qui constituent des milieux répartis sur l'ensemble du territoire. Si ces boisements ne constituent pas intrinsèquement des habitats d'intérêt, ils peuvent toutefois présenter des espèces patrimoniales et assurent des fonctionnalités biologiques nombreuses et variées. L'occurrence d'espèces et d'habitats d'intérêt est modérée.

- **Zone à enjeu faible**, où l'occurrence des habitats et espèces d'intérêt est faible ce qui n'exclut pas potentiellement leur présence. Ces espaces concernent les ensembles agricoles.

- **Zone à enjeu de biodiversité ordinaire** relatif aux secteurs artificialisés ou d'influence anthropique. Si les habitats d'intérêts ont une faible occurrence, la présence ponctuelle d'espèces patrimoniales est possible, notamment pour des espèces anthropophiles comme certains chiroptères, insectes....

TRAME VERTE ET BLEUE



Trames verte et bleue sur le territoire

Réservoirs de biodiversité :

Le territoire communal de LABATUT est concerné par des réservoirs de biodiversité liés aux **milieux aquatiques et humides** notamment identifiés par le SCOT et le SRCE :

- Cours d'eau et boisements associés ;
- Milieux aquatiques surfaciques.

Boisements humides de la plaine du Gave de Pau, les lacs : zones de fortes productivité et à richesse spécifique élevée.

Les thalwegs et leur tête de bassins, souvent des sources : les ruisseaux successifs connectent le Nord au Gave via des thalwegs parfois très encaissés présentant une végétation dense. Ces ruisseaux sont accompagnés de formations boisées d'extension diverses. Ces formations constituent des espaces à enjeu pour de nombreuses espèces à fort intérêt de conservation.

- Boisements feuillus

Ces boisements forment des massifs d'étendue importante qui assurent différentes fonctions biologiques, notamment pour des espèces à enjeu présentes sur le territoire.

- Espaces agricoles ouverts de prairies

Réservoir notamment pour les insectes, territoire de chasse pour de nombreuses espèces, les ensembles de prairies sont des entités constitutives du réseau écologique : zones ouvertes elles viennent assurer des fonctions complémentaires à d'autres milieux.

Enjeux vis-à-vis du PLU

Les enjeux identifiés vis-à-vis des Réservoirs de biodiversité dans le cadre du PLU de Labatut sont les suivants :

- Protéger les réservoirs de biodiversité de l'urbanisation ;
- Protéger les zones humides associées ;
- Préserver la qualité des milieux aquatiques ;
- Conserver les connexions biologiques.

Corridors et coupures :

En lien avec les Réservoirs de biodiversité, trois types de corridors sont présents sur Labatut :

- Forestiers ;
- Aquatiques et humides ;
- Milieux ouverts.

Enfin, malgré la présence de réservoirs de biodiversité et corridors écologiques, le principe de continuité écologique est limité par le développement de barrières écologiques que sont :

- La RD 817
- La voie ferrée
- les secteurs urbanisés : en partie, la trame verte urbaine permettant des continuités

VOLET RESSOURCES

RESSOURCE EAU : CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE, UN ENJEU MAJEUR QUALITE

La commune s'inscrit majoritairement sur le bassin versant de la Garonne.

Les principales données sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

RESSOURCE EN EAU		DONNEES DE CADRAGE
COURS D'EAU	- Le gave de Pau et ruisseaux affluents (Larraton, Peyré et Lacau)	Réseau hydrographique traversant le territoire communal relativement bien réparti
MASSES D'EAU SUPERFICELLE	FRFR277A <u>Le Gave de Pau</u> FRFR277A_8 <u>Ruisseau de larraton</u> FRFR277A_9 <u>Arriu de Peyré</u>	Sensibilité du milieu récepteur (pressions diffuses) Le Gave de Pau : enjeu biodiversité Zone vulnérable et zone sensible Périmètre de protection des captages
MASSES D'EAU SOUTERRAINE	Plusieurs masses d'eau souterraine : Sur le territoire communal de Labatut une ZPF et une ZOS souterraine sont recensées.	Sensibilité (état chimique dégradé) et pression forte sur certaines masses d'eau souterraine Enjeu sur la préservation des ressources souterraines fort.
EAU POTABLE	Alimentation issue de prélèvements hors commune pas périmètre de protection	Pas prélèvement d'eau potable
ZONAGES LIES AU SDAGE	- Axe migrateurs amphihalins - Cours d'eau en Liste 1 et 2	Le gave de Pau: cours d'eau à enjeu écologique
GESTION DES EAUX USEES	1 STEP communale qui dessert le bourg et quartier neuf assainissement autonome dans les écarts sur des sols moyennement à peu favorables	2000 eh, capacité résiduelle d'environ 1280 eh Conforme

Zones humides

L'ensemble des zones humides se situent dans la plaine inondable ou dans les fonds de thalwegs des coteaux.

Labatut un territoire concerné par plusieurs masses d'eau souterraine à enjeu

Unité de référence	Gaves	Adour
Des enjeux forts au niveau qualitatif et quantitatif	Alluvions du Gave de Pau FRFG030 Type :Alluvial libre	Molasses du bassin de l'Adour et alluvions anciennes de Piémont FRFG044 Type :libre
Etat quantitatif 2013 Etat Chimique 2013	Bon Mauvais	Bon Mauvais
Pression nitrates agricoles Pression prélèvements eau	Significative Significative	Significative Pas de pression
Objectif état quantitatif 2016-2021 Objectif état chimique Dérogation :	Bon état 2015 Bon état 2027 Conditions naturelles	Bon état 2015 Bon état 2027 Conditions naturelles

Unité de référence	Nappes profondes				
Des enjeux forts au niveau qualitatif et quantitatif	Calcaires du jurassique moyen et supérieur FRFG080 type :captif	Calcaires du sommet du crétacé supérieur sud aquitain FRFG081 Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain FRFG091 Type : captif	Sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG FRFG082 Type : libre	Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne FRFG083 Type : captif	Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain FRFG091 Majoritairement captif
Etat quantitatif 2013 Etat Chimique 2013	Bon Bon	Bon Bon	Mauvais Bon	Bon Bon	Bon Bon
Pression nitrates agricoles Pression prélèvements eau	Inconnue Non significative	Inconnue Pas de pression	Inconnue Non significative	Inconnue Significative	Inconnue Non significative
Objectif état quantitatif 2016-2021 Objectif état chimique Dérégation :	Bon état 2015 Bon état 2015	Bon état 2015 Bon état 2015	Bon état 2027 Bon état 2015 Conditions naturelles	Bon état 2015 Bon état 2015	Bon état 2015 Bon état 2015

Selon l'état des lieux de 2013 réalisé pour le SDAGE 2016-2021, trois masses d'eau présentent des états mauvais et des pressions significatives. Les nappes des alluvions de l'Adour ou du Gave est particulièrement impactée. Aucun forage dans les nappes n'est recensé sur la commune en 2014, ni pour l'irrigation ni pour l'eau potable, mais il en existe en limite ce qui fait que la commune est en partie concernée par un périmètre de protection des eaux.

Synthèse

Une relative diversité d'horizons géologiques

Absence de ressource en eau souterraines exploitée pour l'eau potable sur le territoire, mais présences de masses d'eau sensibles et en mauvais état; la nappe alluviale est exploitée pour la ressource en eau potable de la commune, sur un forage situé à St Cricq du gave.

Les prélèvements d'eau sur le territoire sont pour l'irrigation et l'industrie et concernent les eaux superficielles et souterraines.

3 masses d'eau superficielle sur le territoire de Labatut : Une qualité des eaux à surveiller

Globalement l'état écologique des cours d'eau est moyen avec un état chimique à surveiller au niveau du Gave. Les pressions diffuses agricoles sont significatives et à l'origine des dérogations pour les objectifs de qualité des eaux différés à 2021 ou 2027. Pour le Gave les questions d'altération morphologique sont significatives, et particulièrement sur la commune de Labatut.

	FRFR277A Le Gave de Pau	FRFR277A_8 Ruisseau de Larraton	FRFR277A_9 Arriu de Peyré
Etat (données 2011 / 2012 / 2013)			
Etat écologique	Moyen (mesuré)	Moyen (modélisé)	Moyen (modélisé)
Etat chimique	Mauvais avec ubiquiste Bon sans ubiquistes	Bon (extrapolé)	Bon (extrapolé)
Pression ponctuelle			
Pression des rejets de stations d'épuration domestiques	Non Significative	Pas de pression	Pas de pression
Pressions liées aux débordements des déversoirs d'orage	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (macro-polluants)	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (MI et METOX)	Inconnue	Inconnue	inconnue
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression liée aux sites industriels abandonnés	Inconnue	Inconnue	inconnue
Pression diffuse			
Pression de l'azote diffus d'origine agricole	Non significative	significative	significative
Pression par les pesticides	significative	significative	significative
Prélèvements d'eau			
Pression de prélèvement AEP	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression de prélèvement industriel	Non significative	Pas de pression	Pas de pression
Pression de prélèvement irrigation	Non significative	significative	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulation des écoulements			
Altération de la continuité	Modérée	Minime	Minime
Altération de l'hydrologie	Modérée	Minime	Minime
Altération de la morphologie	Elevée	Minime	Modérée
Objectifs			
Objectif état écologique	Bon état 2027 dérogation métaux/pesticide/flore/ichtyofaune..	Bon état 2021 Dérogation nitrate, pesticide	Bon état 2027 dérogation nitrate/pesticide
Objectif état chimique	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015

Des zonages et territoires de gestion pour la pérennité de l'eau potable et de la ressource en eau

- ZONE A PRESERVER POUR SON UTILISATION FUTURE EN EAU POTABLE (ZPF SOUTERRAINE) ET ZOS (ZONE A OBJECTIFS PLUS STRICTS)

Le territoire communal est concerné

- AIRE D'ALIMENTATION DE CAPTAGE PRIORITAIRE

La commune n'est pas concernée

- ZONE DE REPARTITION DES EAUX (ZRE), ZONE VULNERABLE ET ZONE SENSIBLE

La commune est concernée par la zone vulnérable et la zone sensible (partie Nord du territoire)

- PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE POUR ASSURER UNE PROTECTION DE LA RESSOURCE

Source : Arrêtés préfectoraux de création des périmètres

La commune n'est pas concernée sur sa limite Sud avec St Cricq (forage hors commune).

Des zonages pour la qualité écologique et chimique des milieux aquatiques

- AXES MIGRATEURS AMPHIHALINS

Le Gave de Pau est classé en axe migrateur amphihalin.

- LISTES 1 ET 2 DES COURS D'EAU

Le Gave de Pau constitue un cours d'eau classé en liste 1 et 2 de la Loi sur l'Eau.

SOL ET ESPACE

Les ensembles non artificialisés sur la commune comptent 1813,60 ha en 2017 soit près de 87% du territoire. Entre 2001 et 2017, la commune a consommé **37.40 ha**

Absence de potentiel extractif sur la commune.

ENERGIE

La production énergétique est marginale.

Labatut présente une consommation énergétique modérée à basse eu égard au contexte local, de 2 000 à 3 000 MWh/km².

Sur la commune les potentiels solaire, bois/biomasse ou géothermique sont bien présents.

RISQUES - NUISANCES

La commune est concernée par :

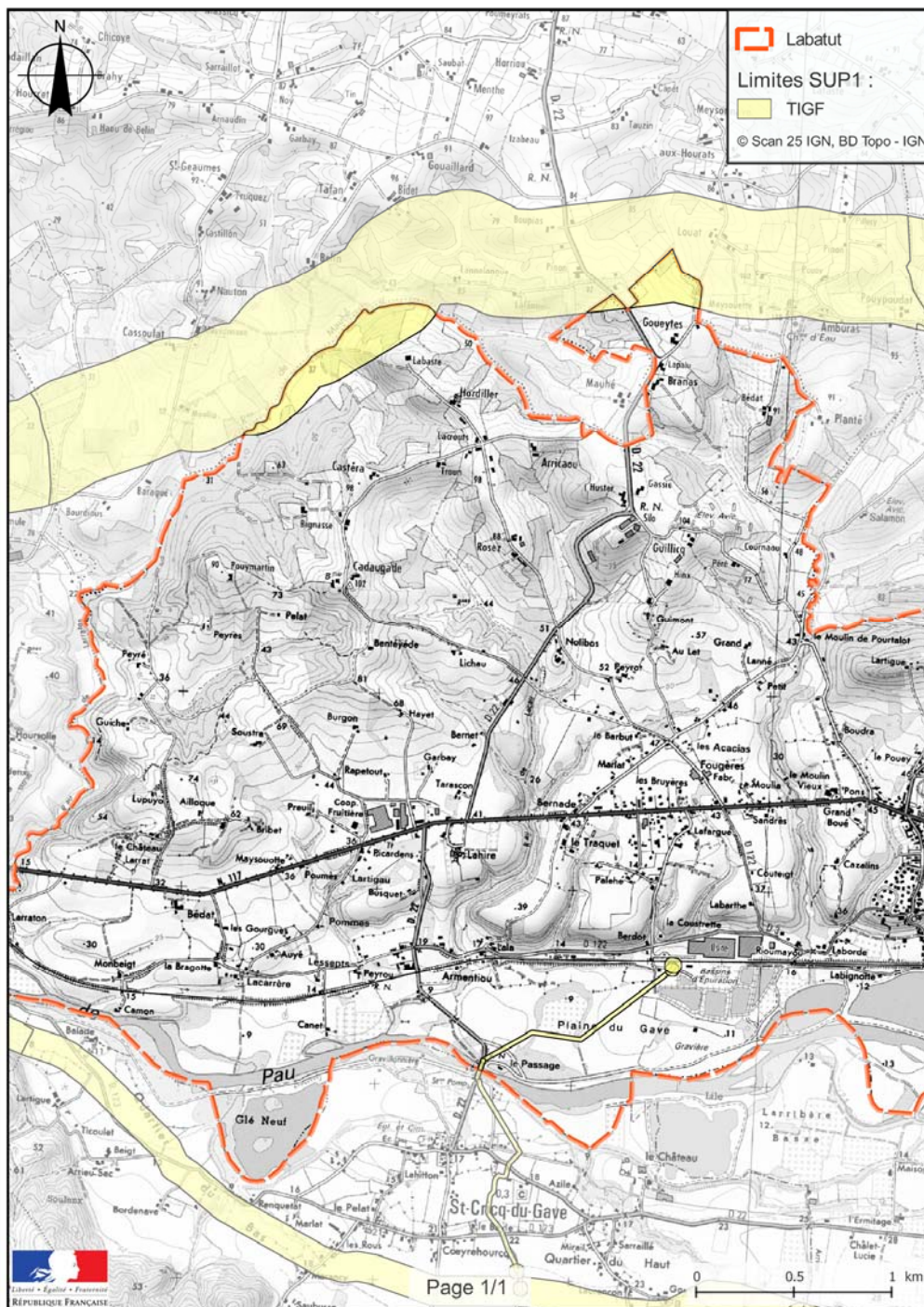
RISQUES		DONNEES DE CADRAGE
Zone inondable	Atlas des zones inondables Gave de Pau 01/01/1999 Service de prévision des crues	
Risques Industriel	Installations classées Site industriels Transport de matières dangereuses	
Naturel	Risque inondation Risque sismique Zone de sismicité: 3 Retrait gonflement des argiles : le niveau d'aléa est fort sur une grande partie de la commune Remontée de nappes Phénomène lié à l'atmosphère Phénomènes météorologiques - Tempête et grains (vent)	
NUISANCES		
Marge de recul routes grande circulation	RD817	
L111-6 à 10	RD817	
Zone de bruit	RD817 classée en catégorie 4	
Carrière	Non concerné, anciennes carrières alluvionnaires à noter	

Canalisation de Gaz et transport de matières dangereuses

La commune est concernée au titre des infrastructures de transport : autoroute, départementale et voie ferrée. C'est essentiellement l'autoroute, la voie ferrée et la D932 qui sont concernées.

Le territoire communal est également concerné par des conduites de gaz induisant des risques limitant les constructions et aménagements à sa proximité ; des contraintes d'urbanisme sont à prendre en compte selon le type de canalisation de transport.

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Risque inondation

La commune de **Labatut** est affectée par des risques d'inondation, dont un événement a été identifié le long du Gave de Pau.

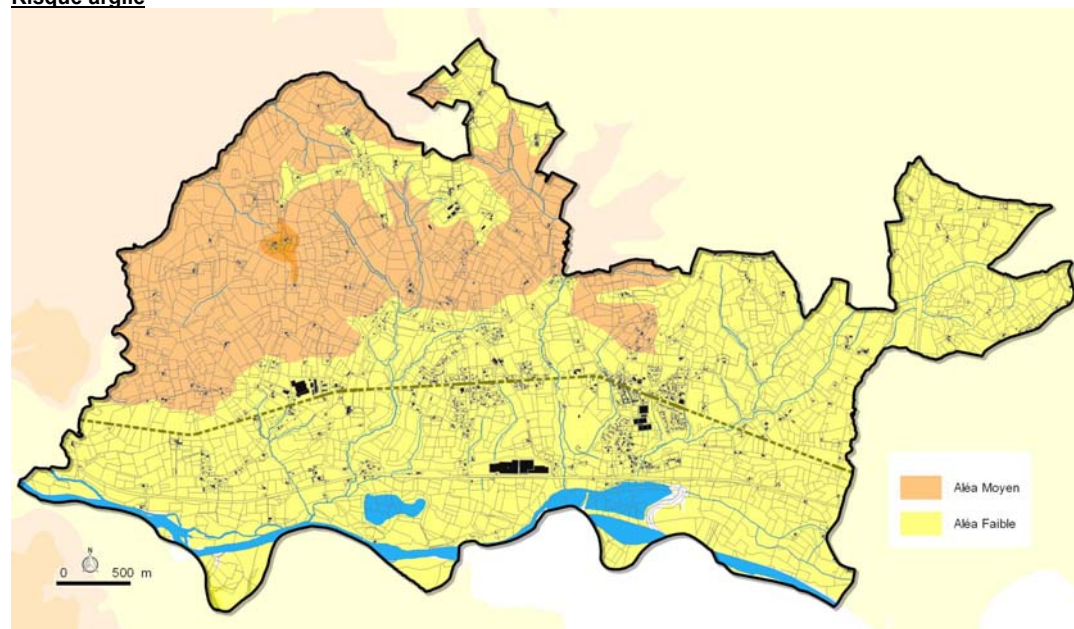
Le risque inondation est traduit dans l'atlas des zones inondables par l'estimation de l'enveloppe de crue du Gave de Pau du 18 et 19 juin 2013. La surface inondable est de 322 ha.

Depuis 1992, 4 arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles inondation ont été pris sur la commune. Le risque d'inondation est donc important sur la commune.

Les zones affectées par le risque d'inondation par remontée de nappe sont également étendues et sont en grande partie superposées à l'emprise de la zone inondable.



Risque argile



Risque retrait gonflement des argiles

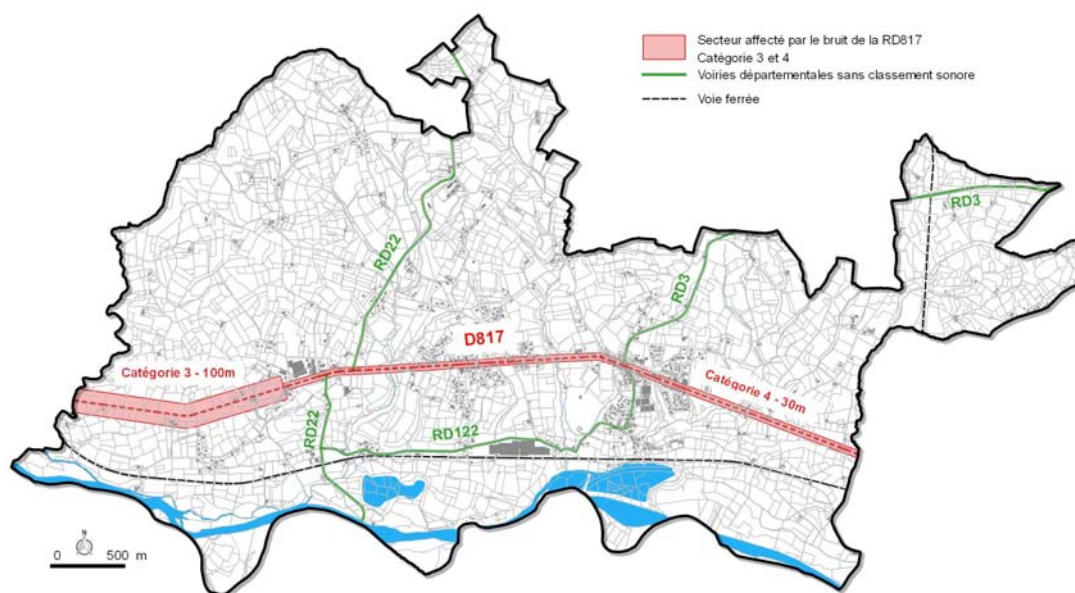
La commune présente des **secteurs d'aléas moyens à faible** de retrait et gonflement des argiles, la partie où le risque est le plus avéré est le Nord-Ouest de son territoire.

- 35% Moyen
- 6% Faible

Les zones de bruit et les émissions de gaz à effet de serres

La commune prend en compte le classement sonore des infrastructures de transport terrestre pris par arrêtés préfectoraux du 14 et 15 décembre 1999, 25 janvier 2000 et 25 juin 2000.

Labatut est concernée par la RD 817 classée en catégorie 3 et 4, induisant des secteurs affectés par le bruit de 100m et 30m (de part et d'autre de la voie). C'est une voie classée à grande circulation induisant une inconstructibilité sur une bande de 75m de part et d'autre de son axe. La commune de **Labatut** présente des émissions de gaz à effet de serre estimées entre 1250 et 1500 t(CO₂e)/km² ou 8.3t (CO₂e)/habitant/an. La moyenne départementale est de 8.4 teqco₂/habitants ; Labatut reste dans des valeurs moyennes (moyenne nationale = 8.7 teqco₂/hab, moyenne régionale 7.8 teqco₂/hab). Les secteurs les plus exposés sont les bordures de la RD817

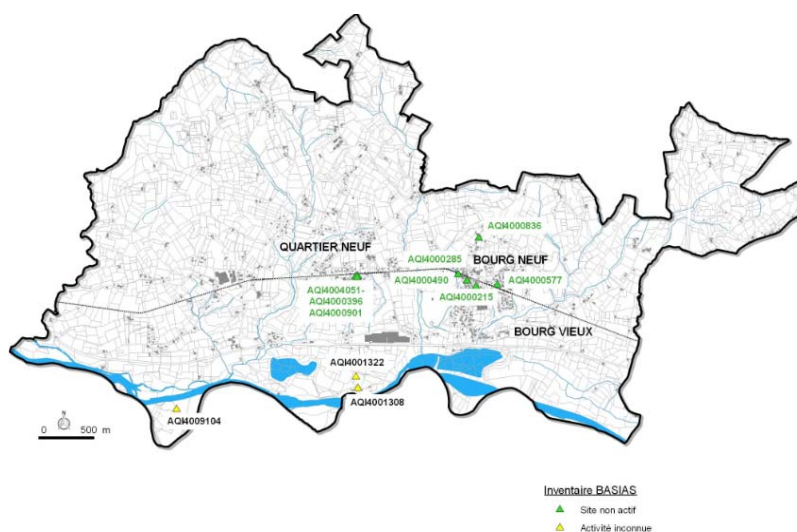
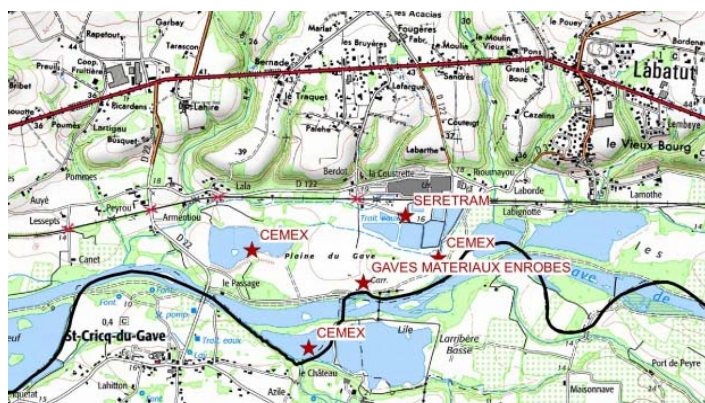


ICPE et sols pollués

La commune comporte des établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (hors agriculture). SERETRAM (rejet direct), CEMEX Granulat (rejet indirect), Gaves matériaux enrobés (autorisation), deux tours aéroréfrigérantes soumises à déclaration (SERETRAM et SCAAP kiwi de France)

La base de données BASOL ne mentionne pas de site.

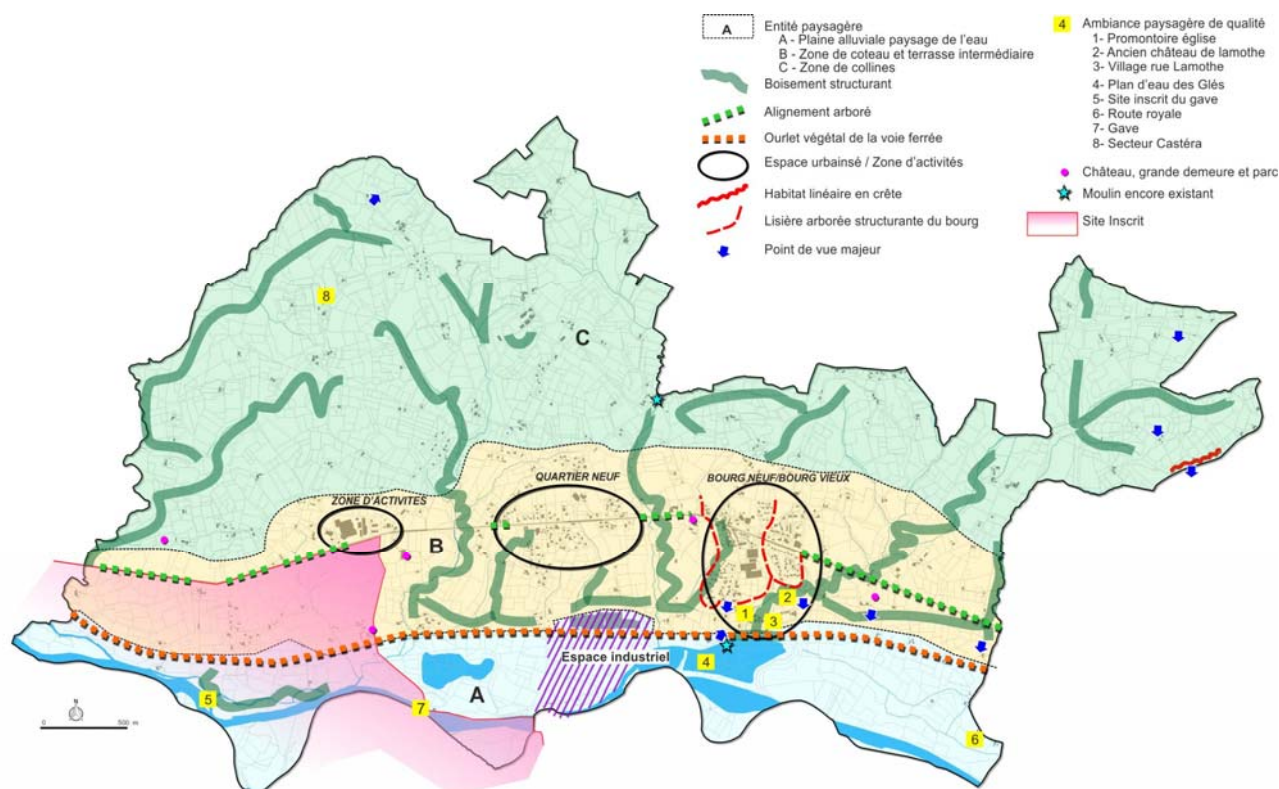
La base de données BASIAS (BRGM) mentionne la présence de 24 sites d'activités anciennes (13 dont l'activité est terminée) ou en activité qui concernent des activités très diverses allant de l'artisanal à l'industriel, aux carrières, centrale d'enrobé, et dépôt de produits toxique. Certains sites sont situés dans les tissus résidentiels ou à proximité.



CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

La commune est marquée par un environnement de qualité du fait des vastes surfaces naturelle (dont boisées) et agricole, du relief offrant des perspectives lointaines ainsi que des espaces paysagers d'ambiances spécifiques comme la plaine inondable. Les éléments du patrimoine urbain et architectural sont remarquables.

		DONNEES DE CADRAGE
LE PAYSAGE		
Echelle territoire	Relief de collines+ plaine alluviale du Gave Nombreux points de vues Bourg ancien marqué par un patrimoine de qualité Architecture rurale traditionnelle de qualité avec la ferme de type d'Orthe	Des espaces à sensibilité paysagère Thalwegs arborés rythmant la traversée du village et les espaces urbains
LE PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL		
Patrimoine urbain	Une centralité du bourg séparée par l'ancienne nationale Un bourg neuf séparé du bourg ancien Urbanisation linéaire le long des voies	Préserver l'identité du village
Patrimoine architectural	Non concerné	Préserver un patrimoine identitaire
PATRIMOINE RECONNU		
Servitudes	1 Sites inscrit - Gaves de Pau et d'Oloron inscrit le 22/01/1970	



Les grandes entités paysagères et les éléments structurants

L'espace communal présente des espaces de physionomie tranchée entre les secteurs de plaine alluviale, les espaces urbanisés et les zones de coteaux et collines.

La couverture boisée apporte une structure très forte et lisible, notamment dans le rythme des thalwegs boisés, orientés Nord/Sud qui traversent le territoire de Labatut.

Le réseau hydrographique imprime également des ambiances différenciées.

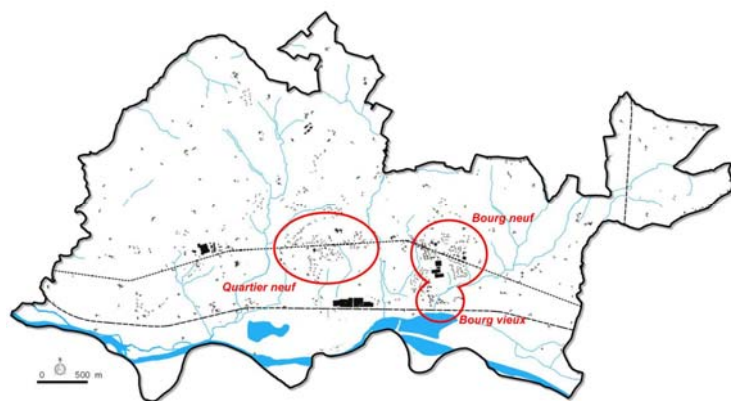
La topographie privilégie des espaces de crête ou de surplomb sur la plaine, dégagant des espaces de perspectives majeures sur el grand paysage, dont la chaîne des Pyrénées au Sud et le Gave de Pau.

L'agencement des espaces fait apparaître plusieurs unités paysagères relativement homogènes :

- 1/ La plaine alluviale du Gave de Pau
- 2/ La terrasse/coteau intermédiaire
- 3/ La zone des collines

Ces éléments ont été pris en compte dans la réflexion.

Analyse générale des quartiers – types urbains



Le centre bourg se compose du bourg vieux et du bourg neuf.

Le bourg vieux occupe une position de promontoire au-dessus de la plaine, via l'église et présente une disposition relativement compacte sur la base de grosses maisons entourées de jardins. Une partie basse en contre-bas prolonge ce bourg dans une forme de village rue d'étendue réduite.

Le bourg neuf a franchi la barrière de l'ancienne N117, dans une forme associant des opérations de places publiques, de lotissements pavillonnaires et d'opération mixte (collectif, maisons accolées).

Le quartier neuf présente une implantation peu structurée sous forme pavillonnaire et rassemble un nombre important d'habitations de part et d'autre de la RD817.

Le bâti diffus ainsi que des groupements formant des ensembles de quelques maisons à des dizaines de maisons se situent sur l'ensemble du territoire, dans les espaces agricoles. Les édifices ruraux présentent un patrimoine de qualité avec des châteaux, des maisons de maître et des fermes de typologie marquée, comme la ferme du pays d'Orthe ou de la Chalosse.

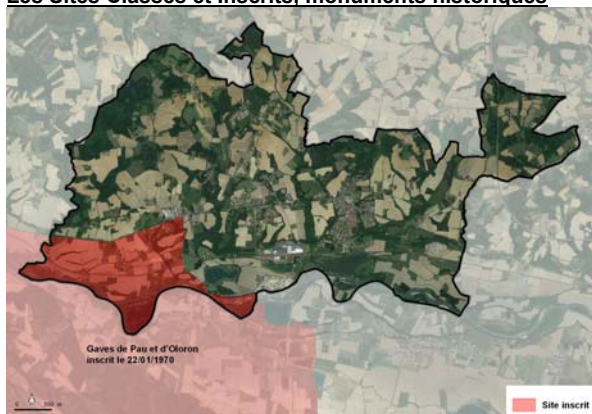
Patrimoine archéologique



Le patrimoine archéologique marque fortement le territoire de la commune et s'inscrit à la fois sur des sites urbains et naturels ou agricoles.

- 1 Camp de Lamothe (moyen-âge classique)
- 2 Castera (Oppidum, gallo-romain)
- 3 Benteyede (Enceinte, âge du bronze, âge du fer)
- Camon (Commanderie, cimetière, moyen-âge classique)
- 4 Aucune donnée de localisation
- Le vieux bourg (Bourg, moyen-âge)
- 5 Aucune donnée de localisation

Les Sites Classés et Inscrits, monuments historiques



Le territoire communal est concerné par le site inscrit du Gave de Pau et d'Oloron.

La commune ne comporte pas de monuments historiques protégés

Synthèse

- Le bourg vieux présente des caractéristiques paysagères et urbaines identitaires et de qualité
- Des quartiers ont évolué par des constructions principalement pavillonnaires
- Le patrimoine architectural et paysager de la commune est très identitaire, sur tout le territoire
- Présence d'un bâti est dispersé dans la zone agricole : ce bâti est soit récent, soit constitué par des fermes ayant mutées en fonction résidentielle.

Enjeux

- Réflexion sur les formes urbaines, sur les lieux de centralité et de développement
- Réflexion sur les zones de transition entre espace urbain et agricole, structuration des limites de l'urbain, évitement de l'étalement
- Maintien des perspectives et des espaces paysagers majeurs en particulier dans l'identité du village
- Conservation d'un patrimoine architectural et accompagnement réglementaire du patrimoine architectural
- Respect des boisements structurants, sur le territoire en général et en rapport avec le particulier

Le POS actuel présente de vastes surfaces urbanisables, c'est-à-dire 72ha environ, qui, si elles étaient toutes ouvertes à l'urbanisation entraîneraient, à terme, un dépassement des objectifs du SCOT et une consommation non maîtrisée des espaces

DEMARCHE DE PRINCIPE : un projet de territoire

Au fil du diagnostic

Les singularités du territoire ont été prises en compte à travers ses atouts et ses contraintes. Ce regard porté sur la commune a conduit à un projet de village ; selon les cas il a imposé des choix d'évitement sur certains espaces, ou des choix de composition réalisés à des échelles fines, sur le terrain.

Dans la démarche d'élaboration, plusieurs points ont permis de construire le projet de PLU :

1/ La définition des centralités, des zones économiques et du projet urbain

Des centralités sectorisées

La configuration urbaine du territoire présente une organisation particulière liée à différentes contraintes :

- L'ancienne nationale 117 qui sépare le bourg entre le Nord et le Sud, créant une barrière importante. Dans le bourg neuf, des travaux d'aménagement de traversée du bourg ont permis de réduire l'effet de cette frontière.
- La topographie avec des thalwegs profonds qui créent des obstacles au développement urbain en continuité
- La zone inondable du Gave

De fait les centralités sont formées :

- du bourg vieux et du bourg neuf, à cheval sur l'ancienne nationale. Le bourg vieux se situant en promontoire sur les coteaux du Gave
- du quartier neuf distant du bourg et axé également sur l'ancienne nationale, qui constitue un secteur de développement au coup par coup, méritant un travail de requalification notamment pour les voiries et les espaces publics à créer.

A noter qu'une grande partie de ces centralités sont équipées du réseau d'assainissement collectif.

L'activité économique s'est égrenée le long de la voie avec des implantations groupées comme la zone d'activité à quartier neuf, et des implantations isolées, dont certaines, anciennes sont à l'état d'abandon. Le site de la SERETRAM et de CEMEX dans la plaine constitue un site contraint (inondation, topographie) qui ne permet pas d'extension.

Ces entités sont inscrites dans les zones urbaines du POS et ce document prévoyait des extensions importantes sous forme d'urbanisation future, extensions qui ne se sont pas réalisées pour la plupart et constituent un potentiel de développement très important et supérieur au cadastre SCOT.

Il y avait lieu de faire le point de la pertinence de des zones de développement tant pour le résidentiel que pour l'activité.

Les écarts

Le POS présente également des zones NB qui formalisent quelques petits quartiers dans les espaces agricoles, en dehors des centralités.

La difficulté de justifier le maintien de ces zones dans le cadre d'un projet d'intérêt général a été rencontrée : la question des écarts s'est donc posée en termes de devenir des édifices existants et d'accompagnement des activités présentes et en projet.

En effet, de nombreux édifices emblématiques (châteaux notamment, ferme traditionnelle avec dépendance attenante..) restent sans destination et parfois abandonnés ou en difficulté. Par ailleurs il existe des activités artisanales dans les écarts, et la diversification des activités agricoles est une question importante dans le maintien des exploitations.

La commune a souhaité orienter les choix vers des possibilités de revalorisation des édifices existants (à destination économique notamment), de maintien des artisans en activité dans une optique de diversifier l'économie communale et d'engager un développement du tourisme rural.

L'établissement progressif du projet

Compte tenu des axes définis par le SCOT Pays d'Orthe, la commune s'est orientée vers un choix de structuration de ses centralités, en prévoyant un développement sur des secteurs raccordés à l'assainissement collectif (station d'épuration restructurée de 600 à 2000 éq/hab entre 2013 et 2014).

En dehors des centralités, le projet s'oriente vers la valorisation des édifices existants et le maintien/diversification des activités artisanales et agricoles.

De fait, après avoir envisagé un projet de lotissement communal à quartier neuf sur un terrain non desservi, le projet a été abandonné, préférant s'orienter vers une action de recentralisation du développement et de structuration.

La structuration de quartier neuf et son lien avec le bourg a été privilégié (création d'un espace public, liaison douce vers le bourg).

Les choix de développement du quartier se sont inscrits logiquement autour du projet d'espace public dans le cadre d'une OAP.

Pour le bourg ; compte tenu des vastes surfaces disponibles à l'urbanisation future, et non activées depuis 1994, les emprises prévues dans le POS en urbanisation future sont alors appréhendées dans le contexte actuel de définition de l'armature urbaine et de zones stratégiques pour le développement urbain dans une optique d'économie de l'espace.

Dans les secteurs stratégiques, au sein de l'enveloppe urbaine du bourg, la question de l'entreprise de transport du fait de sa localisation, de ses besoins d'extension et des nuisances s'est posée.

- Plusieurs possibilités ont été envisagées :

1/ le maintien de l'activité et son extension au-delà de l'emprise actuelle, dans la continuité et au contact des zones habitées : aujourd'hui, l'entreprise est à l'étroit et les difficultés d'exploitation du fait du site sont effectives. La perspective de développement/extension sur des terrains voisins n'est pas compatible avec la réalité du bourg : cette hypothèse n'a donc pas été retenue.

2/ le déplacement de l'activité ne peut être imposée par la collectivité qui a cherché des solutions pour proposer un site adapté (5 ha). Cette surface posant des questionnements au sujet du SCOT qui prévoit 2 ha de potentiel de zone d'activité par commune. Le fait que cette entreprise soit sous-traitant de la SERETRAM imposerait une localisation à Labatut ou à proximité. La commune a délimité des surfaces en zone d'activité (quartier neuf) qui pourraient répondre à cette relocalisation. Finalement l'entreprise interrogée ne semble pas intéressée dans l'immédiat pour investir dans une délocalisation.

De fait c'est dans une hypothèse de délocalisation à long terme que s'est orientée la commune. En prévoyant à terme la restructuration/requalification de cette zone en la classant en zone 2AU (pollution à vérifier notamment), la commune souhaite orienter à terme ce site vers un projet urbain en lien avec le cœur de bourg proche. Cette disposition permet à l'entreprise existante de continuer à fonctionner sans possibilité de nouveaux travaux.

Les projets de développement dans le bourg se sont inscrits en extension du fait d'un potentiel insuffisant dans les enveloppes urbaines.

Le secteur du bourg vieux route de Lamothe, sur une forme urbaine identitaire est envisagé et limité. Ailleurs les contraintes topographiques sont limitantes et les enjeux de biodiversité et de paysage portent à préserver les thalwegs boisés.

Au bourg neuf, le maillage avec les opérations mixtes est privilégié, sur des sites qui font l'objet d'OAP afin d'organiser le développement et de respecter les ambiances boisées. La connexion aux espaces, services et équipements publics est privilégiée dans la mesure du possible en profitant des maillages existants.

Légende :

La zone UB caractérise la forme urbaine du bourg ancien et neuf, la zone UH le secteur des équipements publics.

Rouge : potentiel de développement en assainissement collectif dans le POS en vigueur

Bleu : potentiel de développement en assainissement autonome dans le POS en vigueur

Vert : espaces boisés en partie protégé dans le POS (IND)

Lotissements pavillonnaires

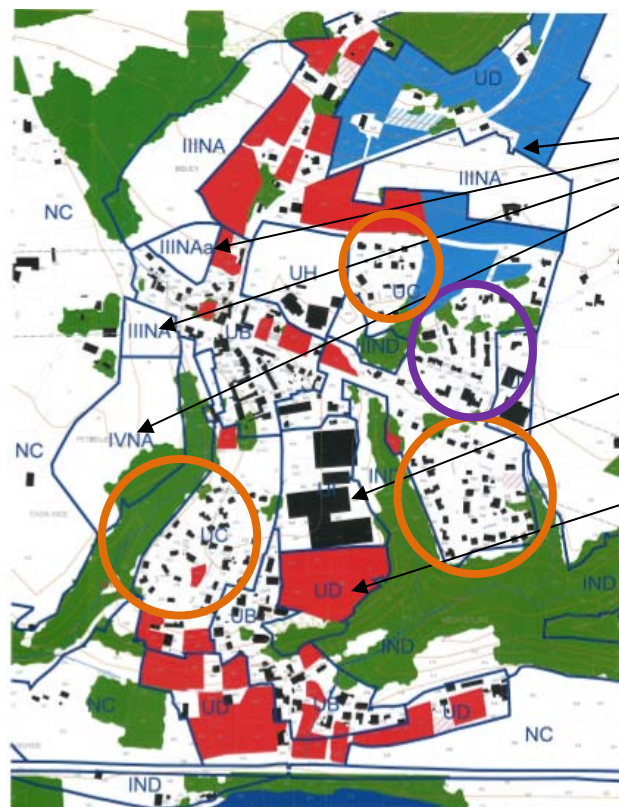
Opération mixte

Zone soumise aux nuisances de l'activité

Entreprise de transport à « l'étroit »

Potentiel en zone d'urbanisation future

très important



Potentiel en zone d'urbanisation future très important

Entreprise de transport à « l'étroit »

Zone soumise aux nuisances de l'activité

Légende :

La zone UB caractérise la forme urbaine du bourg ancien et neuf, la zone UH le secteur des équipements publics.

Rouge : potentiel de développement en assainissement collectif dans le POS en vigueur

Bleu : potentiel de développement en assainissement autonome dans le POS en vigueur

Vert : espaces boisés en partie protégé dans le POS (IND)



Lotissements pavillonnaires

Opération mixte

Pour les zones d'activités et l'activité :

Les sites SERETRAM, CEMEX dans la plaine inondable sont contraintes et ne peuvent s'étendre. La zone d'activité de quartier neuf présente des possibilités d'extension qui sont retenues pour permettre la délocalisation de l'entreprise de transport du bourg et l'accueil de nouveaux artisans. La commune ne souhaite pas de nouvelles activités d'extraction dans le lit majeur du Gave au regard des impacts environnementaux.

En ce qui concerne la diversification des activités, la commune souhaite mettre en valeur le Lac des Glés dans le cadre d'un projet de découverte et de circuit de balade. Elle souhaite promouvoir l'activité de loisirs nature et de tourisme rural, en mettant en valeur les édifices traditionnels, en permettant leur évolution notamment.

L'évolution des édifices en dehors des centralités est prévue dans l'optique d'une vocation économique en particulier comme le tourisme, l'artisanat...

2/ Des enjeux biodiversités et agricoles placés en priorité dans la réflexion

La présentation des éléments concernant la biodiversité (Habitats d'intérêt, zones humides, réservoirs de biodiversité, corridors aquatiques...) a eu pour conséquence de clarifier les enjeux de maintien de la biodiversité et d'identifier les secteurs à préserver. Cette volonté s'inscrivait dès le départ dans le projet des élus puisqu'il s'agissait d'un axe fort exprimé dès le départ.

L'analyse agricole a également mis en évidence des espaces économique importants et a conduit à définir le zonage agricole. Cette activité reste très présente sur le territoire avec des filières différentes. L'intégration de la question agricole s'est également posée en matière de diversification. Des espaces agricoles globalement intéressants d'un point de vue de la biodiversité, notamment les secteurs de zones humides, de prairies naturelles ont été identifiés.

3/ La question des risques et des nuisances au cœur du projet

Le projet s'est inscrit dans la prise en compte des risques naturels et industriels identifiés sur le territoire, notamment le risque inondation. Au-delà de la prise en compte du périmètre de risque, le sujet de la zone inondable s'est prolongé dans la nécessaire approche des eaux pluviales et le besoin de conserver des surfaces d'infiltration suffisantes aux abords des secteurs imperméabilisés.

Les nuisances et les questions de sécurité et santé environnementale, du fait de la présence de l'ancienne Nationale et de zones d'activité ont orienté le projet pour limiter les expositions et tenter d'améliorer des situations.

4/ La politique du logement

La commune présente une tradition de construction de logements locatifs sociaux (en 2018, 48 LLS soit 8% du parc de résidences principales).

Des opérations de lotissements communaux, de logements collectifs ou en bande ont été réalisés, notamment au bourg.

La commune entend assurer la continuité de ce type d'opérations.

5/ La traduction du zonage

Le zonage a présenté plusieurs étapes dont les principales sont les suivantes :

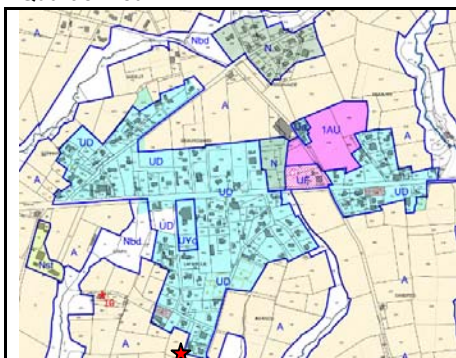
- 1/ Déclinaison du zonage N et A et des zones urbaines sur la base des enveloppes existantes et des enjeux biodiversité et naturaliste : ce cadre
- 2/ Approche des zones de développement urbain
- 3/ Etude des possibilités des édifices isolés pour destination économique, emplacements réservés
- 4/ Proposition des Espaces Boisés Classés

Le zoom sur l'évolution de la réflexion du zonage sur les 3 sites que sont le bourg, quartier neuf et la zone d'activité est retracé ci-dessous :

Bourg ancien et neuf

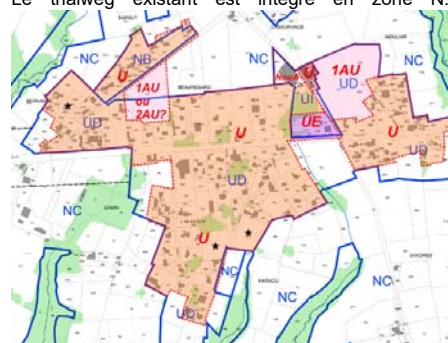
<p>Fin 2016</p> <p>Le projet retient des zonages qui restent dans les enveloppes urbaines et prévoit des développements en extension au Nord (zone d'équipement et zone résidentielle UC/AU) ; le site d'activité est intégré avec la parcelle limitrophe au Sud dans une zone 2AU en prévision d'une restructuration vers le résidentiel.</p>	<p>Sept 2017</p> <p>Le zonage est affiné : au Nord, l'ensemble des sites d'extension sont intégrés à une zone 1AU avec une OAP.</p> <p>Au bourg vieux, le village rue fait l'objet d'une OAP pour assurer la continuité de la forme urbaine identitaire.</p> <p>Le site d'activité, est prévu sur son emprise actuelle à une zone 2AU en prévision d'une reconversion vers du résidentiel, à long terme eu égard à des problématiques de pollution et d'équipement. La partie Sud est affectée à un zonage N dans la zone de proximité de l'entreprise eu égard aux nuisances.</p>	<p>Arrêt</p> <p>Le zonage est maintenu dans sa version de septembre 2017 ; il a été envisagé de prévoir un zonage spécifique à la zone d'activité, via un sous-secteur de UY ne permettant pas de constructions nouvelles. Cette option n'a pas été retenue car elle n'exprimait pas totalement les objectifs du projet, le site est maintenu en 2AU.</p>

Quartier neuf

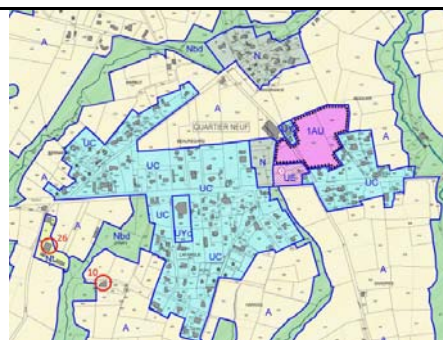


Fin 2016

La commune a déjà abandonné le projet de lotissement communal (étoile rouge) et décidé de structurer le quartier neuf en resserrant le développement sur le projet d'espace public (UE). Le thalweg existant est intégré en zone N.

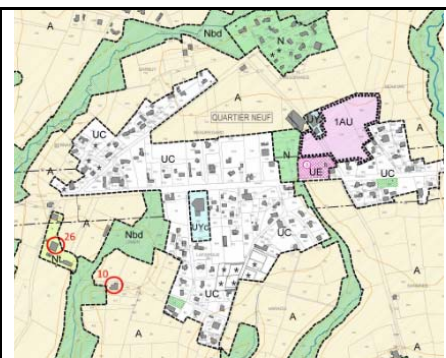


Des questionnements sur des développements en zone AU ont été traités et les choix opérés en fonction des objectifs de centralisation et de potentiel, en cohérence avec le PADD.



Sept 2017

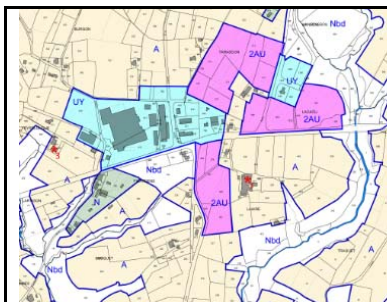
L'OAP sur la zone 1AU est formalisée et permet le lien avec la zone UE. Le secteur est intégré de façon uniforme en zone UC du fait de la présence du réseau collectif et d'une forme urbaine relativement homogène.



Arrêt

Le zonage n'a pas évolué, les options de septembre 2017 sont retenues. A noter un emplacement réservé sur une partie de la RD917 est prévu sur des tronçons sans maîtrise foncière publique, afin de réaliser une liaison douce entre le bourg et quartier neuf.

Zone d'activité



Fin 2016

La question de trouver un site de délocalisation de l'entreprise du bourg, associée au maintien de disponibilité en zone d'activité s'est posée. Le constat était une emprise de zone dédiée à l'activité au POS qui était en partie grévée par l'amendement Dupont, posait des problématiques d'accès et n'avait pas été activée, ou ponctuellement.



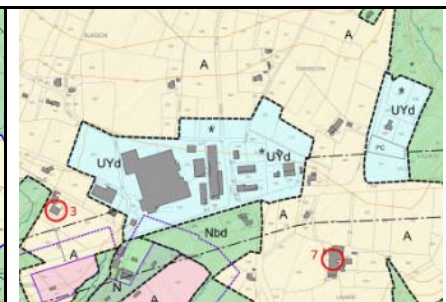
La réflexion sur l'emprise de l'activité au regard des principes du SCOT a fait l'objet de nombreux débats. D'autant que cette zone n'est pas raccordée à l'assainissement collectif.



Sept 2017

La question des besoins en activité a été abordée sous l'angle intercommunal ; Labatut présente des implantations dispersées dont le site de la Seretram et d'entrepôts service au bourg, saturé et ne pouvant s'étendre en site propre. L'intercommunal développe prioritairement le Parc d'activité Sud Landes en bordure de l'A64 sur Orthevielle/Hastingues. Dans ce contexte, le secteur de Labatut n'est pas prioritaire d'autant plus que l'assainissement collectif est absent, ce qui ne correspond pas aux critères de la CdC en matière de zone d'activité.

Le choix s'est porté sur la possibilité de valoriser des édifices existants pour l'activité économique via le changement de destination notamment. Concernant le contour de la zone d'activité, celui-ci a été délimité sur la rive Nord de la RD817 en prévoyant un potentiel permettant l'accueil d'artisans et d'entreprises plus importantes.



Arrêt

Le projet d'arrêt a validé les options de septembre 2017.

RAISON DES CHOIX RETENUS

Développement urbain et habitat

Objectif P.A.D.D.

Orientations générales

- Structurer les centralités
- Prévoir des outils adaptés pour assurer la réalisation des projets
- Prendre en compte les risques et les nuisances

Orientations particulières

- Reconversion et requalification urbaine
- Mixité sociale dans la production de logement
- Rythme de 14 logements par an maximum fixé par le SCOT

Justification PADD

La commune présente deux centralités résidentielles (bourg et quartier neuf) et une centralité économique (zone d'activité de quartier neuf). Les spatialités sont contraintes du fait de la présence de la RD817 et des thalwegs boisés, profonds qui entrecoupent le territoire.

L'équipement des centralités résidentielles, d'un point de vue des réseaux et notamment de l'assainissement collectif est un critère fixé pour prévoir un développement urbain maîtrisé du point de vue des impacts sur le milieu récepteur dont l'enjeu de protection est fort localement. La volonté de maintenir un pôle de services et commerces de proximité est reconduite, la commune ayant été volontariste dans ce domaine (nombreux commerces et services utilisant des bâtiments communaux acquis pour y être dédiés).

Le projet vise à proposer une approche qualitative sur les différents espaces de façon à formaliser des principes d'accompagnement paysager, architectural et de liaisons douces, d'espaces publics.

En ce sens des outils comme les orientations d'aménagement et de programmation, le zonage, la protection des boisements, le règlement sont déployés pour assurer cet objectif.

Le risque inondation et la prise en compte des eaux pluviales, les nuisances liées aux infrastructures de déplacement et aux activités orientent le projet en évitant d'augmenter les populations soumises, en tendant à réduire ces impacts.

Les orientations particulières précisent la volonté de requalifier le village, notamment au bourg et quartier neuf qui ne dispose pas d'espace public et ne présente pas de liaison douce sécurisée avec le bourg : de fait l'enjeu est de définir un projet prévoyant un espace public fédérateur et la mise en place d'une liaison douce sécurisée vers le bourg.

Sur le bourg, la question de l'activité économique présente et inadaptée au lieu oriente vers un projet de reconversion à terme de ce site industriel.

La densification et l'extension au bourg sont calées aux logiques existantes, notamment les formes urbaines, le maillage réseau (dont liaisons douces) et la proximité aux équipements et services/commerces de proximité.

Concernant la politique du logement, fidèle à ses engagements historiques, la commune souhaite proposer un cadre de projet permettant une offre diversifiée de logement.

Le rythme de production de nouveaux logements restera dans le cadre des indications du SCOT, soit 14 logements par an maximum.

Vie locale : un projet économique et social pour Labatut

Objectif P.A.D.D.

Orientations générales

- s'inscrire dans un projet économique et social
- définir un objectif démographique mesure dans l'enveloppe fixée par le DOO du Scot pays d'Orthe

Orientations particulières

- transport, mobilité et numérique : réflexion et positionnement pour une halte ferroviaire, d'une aire de covoiturage (avec l'intercommunalité compétente), liaison douce entre le bourg et quartier neuf, accès au numérique
- activités économiques : favoriser les commerces et services de proximité en particulier dans le bourg, confortement de la zone d'activité Ouest et interdiction de la mixité habitat/activité sur cette zone
- loisirs, tourisme : mise en valeur du lac des Glés, accès et promenade sur le site de la motte, développement des activités de tourisme rural

Justification PADD

La commune se Labatut présente des sites d'activité important voire majeur comme la Seretram et la zone d'activité de quartier neuf, en partie liées à l'agro-industrie.

Le projet souhaite confirmer ces vocations économiques et assurer le maintien et le développement des commerces et services locaux, du tourisme rural et de loisirs nature.

En termes d'objectif de développement, la commune souhaite avant tout proposer une offre d'accueil diversifiée et permettre l'intégration des habitants à la vie du village : cela passe par des formes urbaines et des typologies d'accès au logement adaptés, ainsi que le traitement qualitatif des espaces publics et leur mise en valeur. L'accès au numérique pour tous fait partie des objectifs pour assurer les communications indispensables aujourd'hui aux entreprises, services et particuliers.

La commune souhaite éviter l'écueil des communes d'ortoirs : elle compte fixer des enveloppes d'extension mesurées et qualifiées, en prévoyant un travail d'accompagnement des densifications et formes urbaines. L'objectif démographique maximal est fixé par le SCOT, à savoir +600 habitants entre 2013 et 2030.

Cadre de vie : préservation des valeurs agricoles, naturelles, paysagères et patrimoniales

Objectif P.A.D.D.

Orientations générales

- Protéger les bois et les fonctionnalités écologiques
- Assurer le contexte d'une agriculture diversifiée et adaptée aux nouveaux enjeux
- Composer avec le Gave
- Mettre en valeur la motte du château
- Qualifier l'espace habité et préserver le patrimoine architectural

Justification PADD

Le regard sur l'ensemble du territoire d'un point de vue de l'activité agricole et de la biodiversité est une nécessité : dans ce contexte le choix de préservation des boisements qui font l'atout du territoire, des fonctionnalités écologiques, notamment les zones humides, sont fixés en prenant en compte le rôle des activités agricoles dans la biodiversité et l'économie locale.

Ainsi, dans un contexte de diversification et d'adaptation des structures agricoles, le PLU a pour objectif d'ouvrir des possibilités pour les activités agricoles, tout en proposant des axes vers le tourisme rural et les circuits courts.

L'affirmation de l'identité liée au Gave est forte, et formalise différentes approches : le risque inondation, les zones humides et la biodiversité, le paysage. Le projet au regard des impacts sur la biodiversité et la morphologie du Gave entend interdire les extractions sur le lit majeur du Gave et préserver les paysages et milieux naturels sensibles. La mise en valeur pédagogique du lac des Glés, propriété communale et ancien site d'extraction, est envisagée dans le cadre notamment d'un sentier de découverte, en prenant en compte les enjeux existant.

L'attention portée sur l'identité de la commune au travers de son histoire et de son patrimoine est un objectif fort qui traduit la volonté de la collectivité de perpétuer la qualité architecturale et les sites paysagers du territoire.

Consommation des espaces NAF

Objectif P.A.D.D.

Orientations particulières

- PADD doit fournir les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- Sur le territoire communal, compte tenu des différentes problématiques recensées, cet objectif sera différent selon les sites :
 - Densification/structuration des tissus existants, notamment quartier neuf avec la problématique voirie
 - Reconversion de site d'activité
 - Extension urbaine au bourg et au quartier neuf
 - Extension du village rue quartier Lamothe
- Délimitation de la zone d'activité dans le cadre des contingences du SCOT : 3 ha au maximum pour l'activité hors projet éventuel de délocalisation de l'entreprise du bourg
- une densité de **15 logements/ha** minimum sur les nouvelles opérations (1AU)
- Une consommation foncière **d'environ 0,8 ha /an** de terres non artificialisées pour le logement

Justification PADD

La consommation foncière dans le POS s'est élevée en moyenne à 5 ou 6 logements par ha. Le SCOT fournit un objectif de 0ha90 par an et recommande une densité moyenne de 15 logements par ha.

Le SCOT prévoit pour la commune :

- 14 logements/an à produire
- une consommation sur 20 ans de 18.7 ha soit 0.9ha/an.

Globalement le SCOT demande de produire trois fois et demi plus de logements sur 3 fois et demi moins d'espaces. Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) attribue à la commune une croissance de 10% soit un besoin en logements de 280 logements entre 2010 et 2030 soit 14logts/an avec une densité de 15 logts/ha soit une artificialisation maximale de 18,7ha sur la période 2010/2030

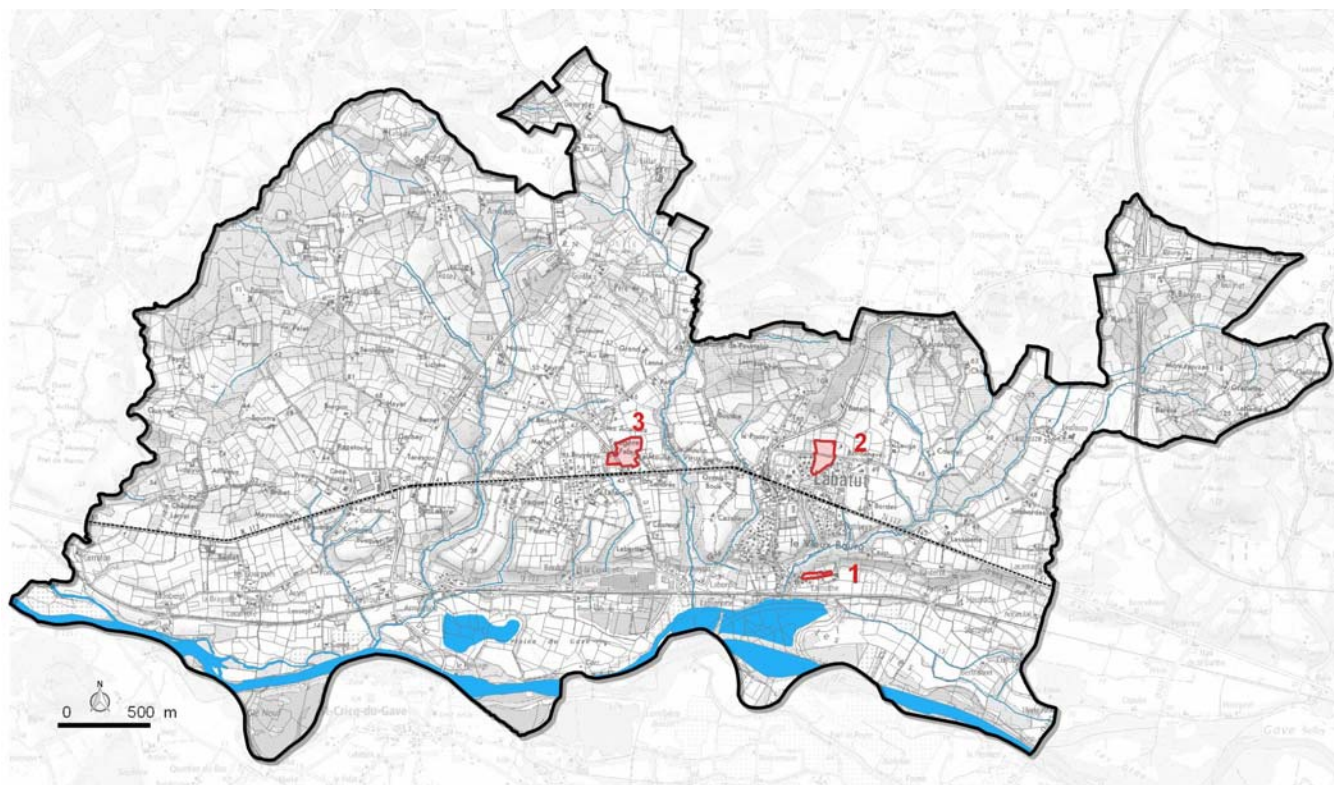
Le développement dans les polarités reliées à l'assainissement collectif permet une densification et une gestion économe de l'espace ; pour autant, il ne faudra pas s'affranchir du maintien d'espaces de qualité et d'accompagnement pour assurer une qualité de l'espace habité.

La commune souhaite promouvoir un développement économe en favorisant des formes urbaines compactes, fonctionnelles et de qualité. Elle vise ainsi à s'approcher au plus près de l'objectif SCOT.

La réutilisation des édifices existants souvent sous occupés permettra d'économiser l'espace dans la mesure où leur mutation ne viendra pas compromettre des enjeux significatifs sur le territoire.

Les Orientations d'aménagement et de programmation

La commune traduit ses intentions dans le dossier d'orientations sur des secteurs importants dans son projet. Ce sont tous des secteurs en lien avec le logement: au bourg neuf, au bourg vieux (village rue) et à quartier neuf.



Les objectifs des OAP:

1. **bourg-vieux**: compléter le village rue en imposant un alignement et un sens de faitage aux implantations des constructions nouvelles entre les maisons existantes
2. **bourg-neuf**: réaliser une extension qui fasse le lien avec le maillage des cheminements doux existants, en respectant les principales lisières végétales, notamment au contact de la zone agricole
3. **quartier neuf**: structurer le quartier par un espace public fédérateur et organiser le développement dans la logique d'un maillage de liaisons douces vers le bourg et vers cet espace public. Maintenir le plus possible la qualité végétale existante.

Les emplacements réservés

Les emplacements réservés concernent :

- Aménagements pour des liaisons douces, espaces publics

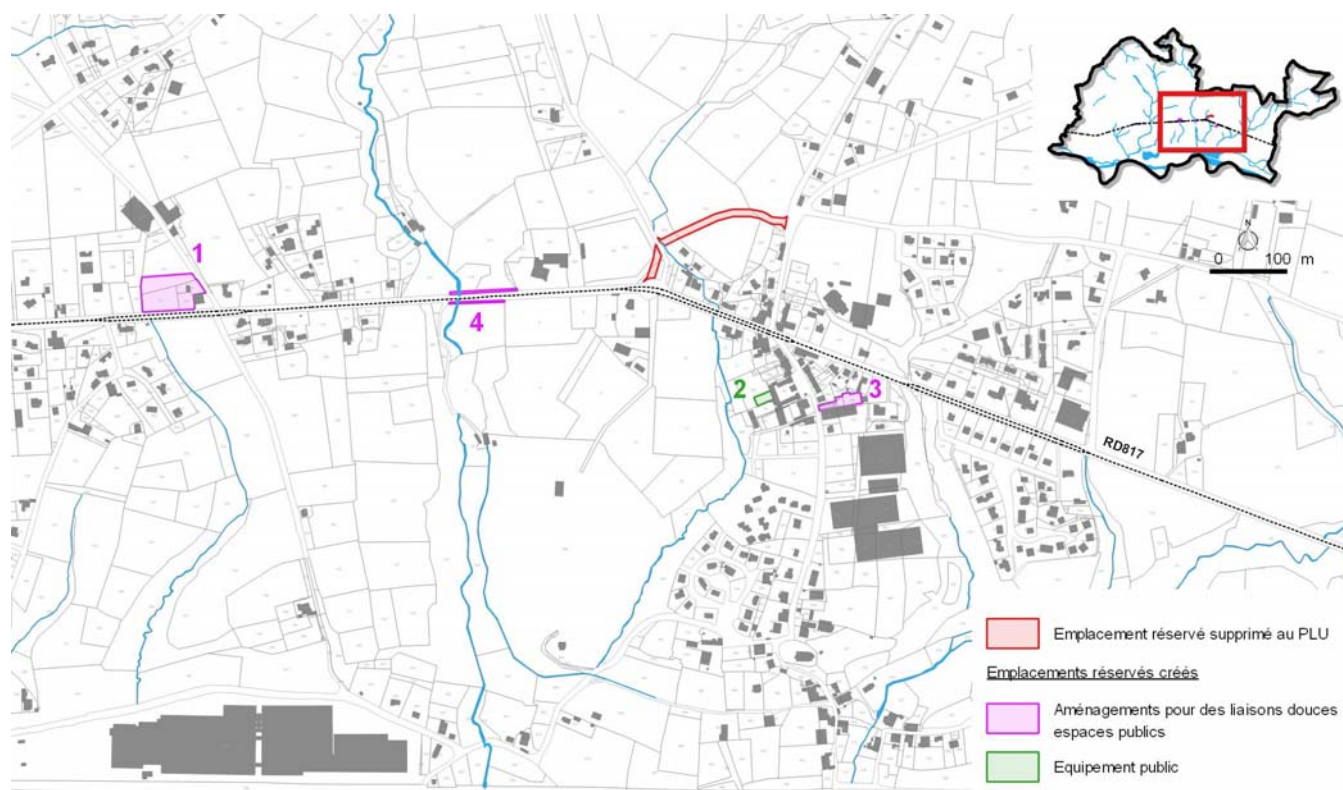
Ces aménagements permettent de mailler et de poursuivre le réseau de liaisons douces. Il s'agit également de créer et de rénover des espaces publics pour la qualité du bourg et de quartier neuf. Le projet ne prévoit pas d'emplacement réservé pour le covoiturage ou la halte ferroviaire car ces installations sont de compétences communautaires et seront traitées dans le PLUi en cours.

N° PLU	Désignation	Destinataire	observations
1	Création d'un espace public collectif et d'une voie douce	Commune	ER Créé
3	Création d'un espace public et restauration du fronton existant		ER Créé
4	Création d'une liaison piétonne le long de la RD 817	Département	ER Créé

- Equipement public

Cet emplacement réservé est prévu pour la création d'équipements nécessaires à la ville.

N° PLU	Désignation	Destinataire	observations
2	Création d'un espace public collectif et d'une voie douce entre quartier neuf et le bourg (eu égard aux propriétés publiques seuls les tronçons ne faisant pas l'objet de maîtrise foncière ont été réservés).	Commune	ER Créé



Le ZONAGE et le REGLEMENT: principales orientations

Les centralités de Bourgs

Au final les zones U/AU destinées à la réalisation d'habitations neuves (en dehors des zones d'activités) se situent exclusivement dans les trois centralités (bourg neuf, bourg vieux et quartier neuf). Des extensions ont été prévues faute de possibilité dans l'enveloppe urbaine. Au bourg vieux un projet de reconversion à long terme site d'activité vers du logement.

Les quartiers dispersés

Ces espaces ne sont pas la cible du développement ; ils correspondent à des espaces en zone A ou N.

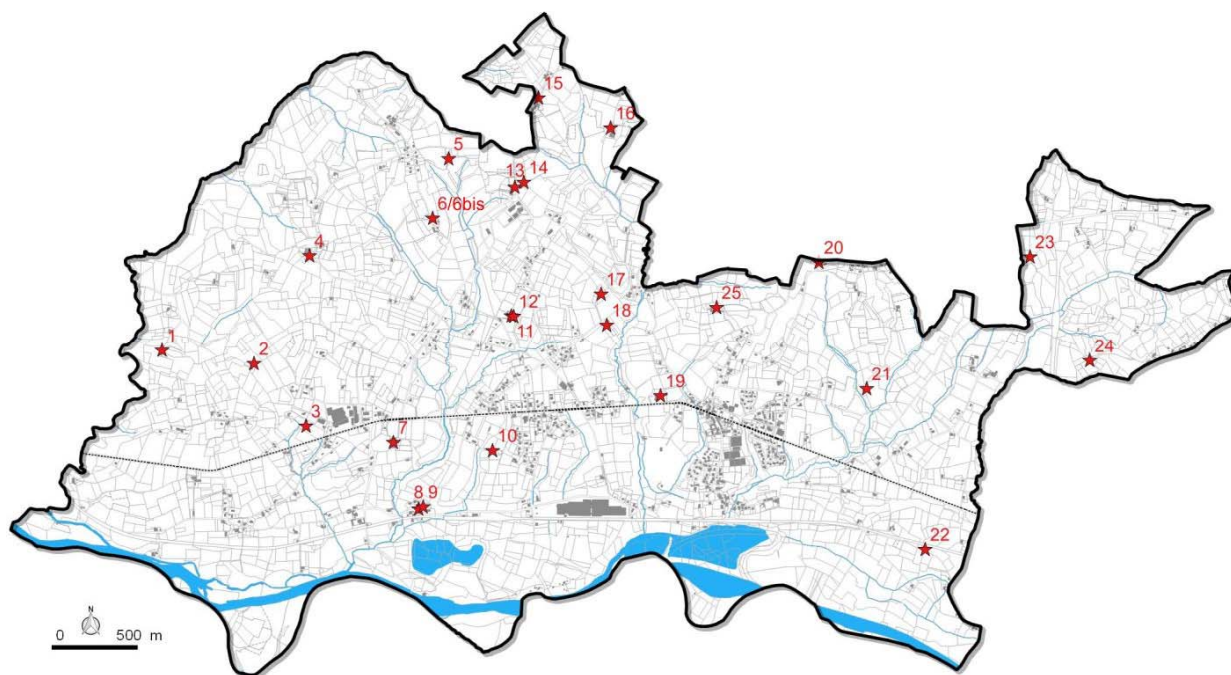
Les zones d'activités

La reconstitution des possibilités d'extension de la zone d'activité de quartier neuf a privilégié un seul côté de la voie et une compacité pour mutualiser l'accès notamment.

Les autres sites d'activités existants ont été zonés en zone d'activité et sont tous consommés.

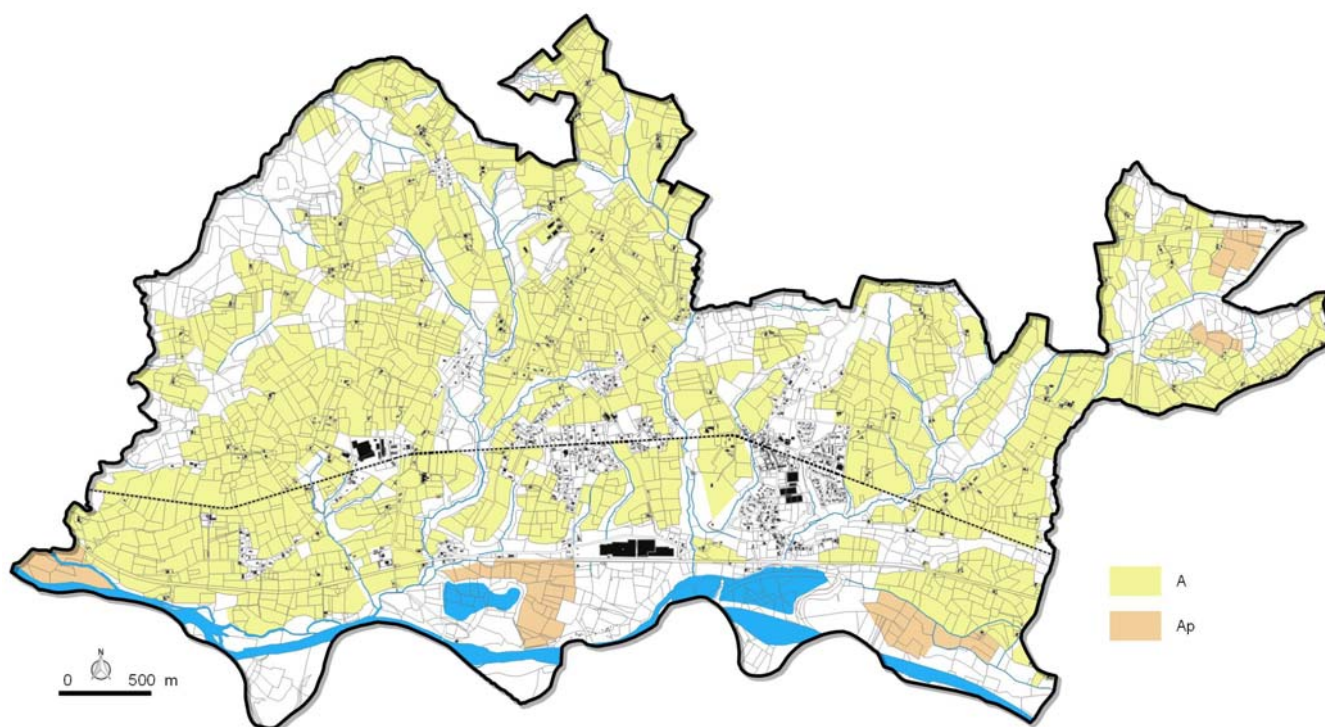
Les changements de destination

Le PLU a identifié un peu moins de 30 édifices pouvant changer de destination en bâtiment artisanal, logement ou hôtellerie.



Localisation des édifices pouvant faire l'objet d'un changement de destination en logements

Les zones agricoles



*Les zones agricoles sur le territoire
En orange le secteur Ap*

La présence de l'activité agricole sur le territoire est forte et des entités importantes ont été identifiées pour être préservées via le zonage Agricole. Le secteur Ap correspond aux zones agricoles sensibles sur le plan paysager (au Nord) ou biodiversité (occurrence de zones humides sur la plaine), sur lequel la constructibilité est limitée aux extensions des édifices existants. Certains espaces, qui peuvent être cultivés mais qui relèvent de caractères environnementaux et enjeux de biodiversité importants ont été intégrés en zone N.



Les zones naturelles sur le territoire

Le document d'urbanisme a relayé avec le zonage « naturel », une surface importante conformément à la réalité du territoire.

Au final, il concerne les secteurs importants au plan paysager et environnemental (approche écologique, risque, Natura2000) : les espaces d'intérêt paysagers ou écologiques et les espaces boisés, les espaces naturels aux abords des principaux cours d'eau sont majoritairement en zone naturelle N.

Les détails des inventaires et analyses ont permis de faire émerger des secteurs différents selon leurs vocations sur lesquels la constructibilité est quasi nulle ou extrêmement ciblée (Nbd, Nk, NL, Nt et Ny).

Le **secteur Nbd** vise des espaces très importants en termes de biodiversité dans laquelle la constructibilité est extrêmement limitée, notamment aux aménagements légers d'intérêt général

Le **secteur Nk** correspond aux camping et cabanes dans les arbres.

Le **secteur NL** correspond aux activités sportives et de loisirs dans le cadre d'aménagement d'intérêt général

Le **secteur Nt** correspond aux activités de tourisme et d'hôtellerie sous forme de valorisation des édifices existants

Le **secteur Ny** correspond aux activités artisanales et industrielles (sites existants).

Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) et constructibilité en zone A et N

La commune a défini des secteurs de N de taille et de capacité d'accueil limitée :

La constructibilité, en dehors des extensions et annexes aux logements existants, concerne ainsi, dans les secteurs de zone N :

secteur Nk globalisant pour près de 3ha deux secteurs réservés aux camping et cabanes dans les arbres, ne prévoit pas de constructions à destination de logement (sauf gardiennage sous réserve) ; le règlement limite les possibilités :

- de ne pas dépasser un total de 200m² d'emprise au sol et 4m50 au faitage pour le logement de gardien, les sanitaires et l'accueil
- l'emprise au sol ne doit pas dépasser 10% de la surface du terrain et que la hauteur du bâti ne dépasse pas 4m50 au faitage.

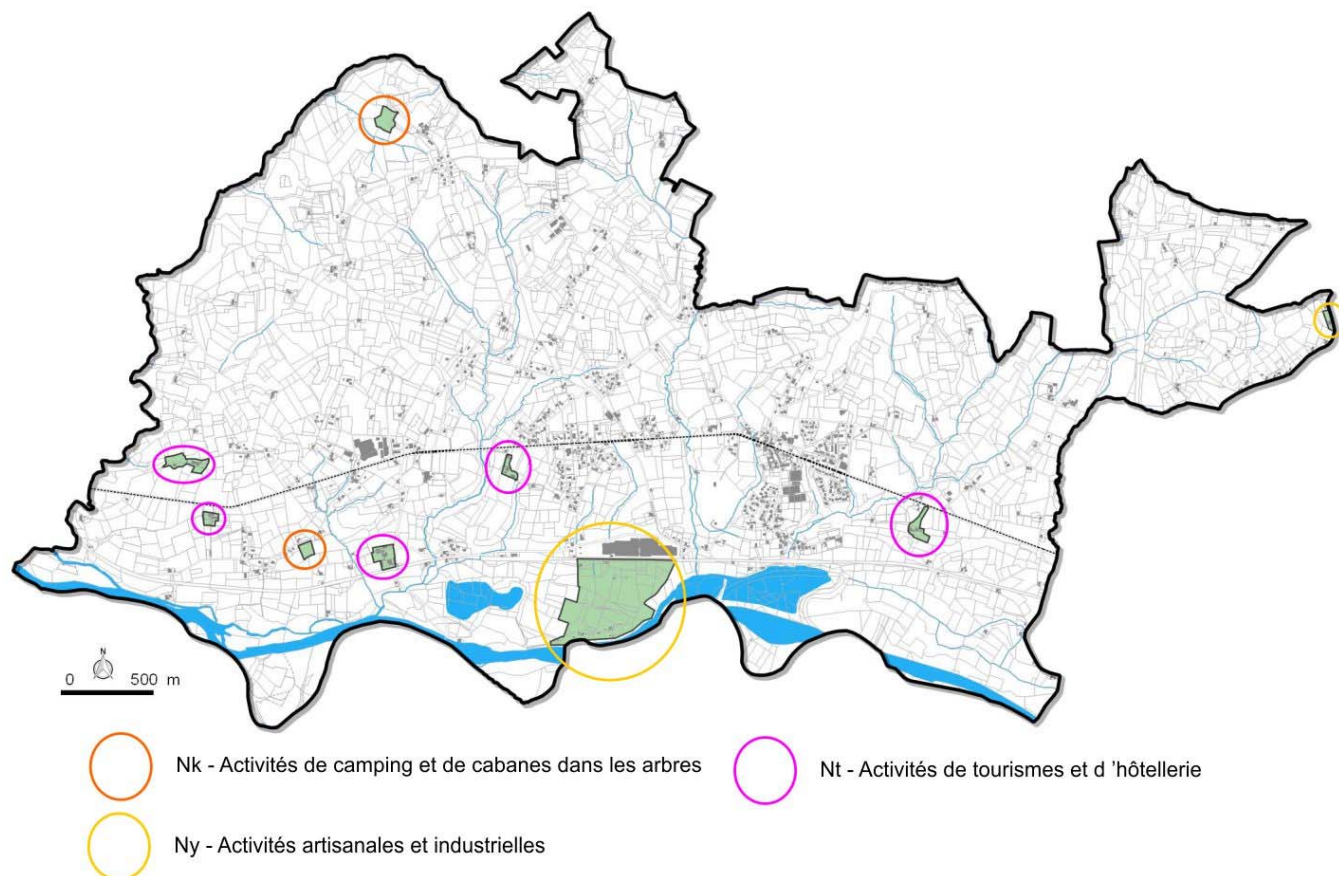
secteur Nt correspond aux occupations et utilisations nécessaires à l'activité de tourisme et d'hôtellerie sous forme de changement de destination, d'extension, d'annexe et sous réserve de ne pas augmenter l'emprise au sol existante de plus de 30%. Ces secteurs correspondent à des ensembles bâtis existant, de qualité architecturale dont la valorisation touristique est souhaitée pour maintenir ce patrimoine. La surface des zones Nt totalise près de 7 ha pour 4 sites existants soit moins de 2 ha par site sur des emprises bâties dont les possibilités sont limitées.

secteur Ny correspondant aux occupations et utilisations nécessaires à l'activité artisanales et industrielles, avec une emprise au sol limitée à des extensions de 30% plafonné à 250 m² maximum. Ces secteurs correspondent l'un au charpentier en activité, l'autre au site de granulats et de traitement des eaux de Seretram en zone inondable. La surface totale est de l'ordre de 30ha dont 5000 m² environ pour le site du charpentier, le seul hors zone inondable. La capacité d'accueil en termes de construction nouvelle est très limitée dans la zone inondable ; le site du charpentier est également limité à une augmentation maximum de 250 m² d'emprise au sol.

En zone A et N, la constructibilité en matière de logement/habitat est limitée aux extensions et annexes à l'habitation existante sous les conditions suivantes :

- annexe à l'habitation existante à la date d'approbation du PLU dans la limite d'une emprise au sol maximale de 40m² et d'une hauteur de 5m au faitage maximum. Les annexes sont implantées au plus près du bâti existant, la distance maximale avec le bâtiment principal d'habitation est limitée à 30m.
- extension d'habitation existant à la date d'approbation du PLU dans la limite de 30% de l'emprise au sol existante. Elle peut être protégée à 50% maximum pour les habitations d'une emprise au sol inférieure à 100m²

Ces dispositions permettent de regrouper les édifices destinés à l'habitat autour des constructions d'habitation existante, en réduisant les surfaces d'accueil afin de limiter l'impact sur le milieu et les zones agricoles et l'apport de population sur ces secteurs.



Les secteurs dans la zone N

Potentiel du PLU

Zone	Disponibilité foncière (ha)	Densité	Potentiel en logements Fourchette basse
UB	0,77	14	11
UC	5,70	14	80
UCd	0,21	10	2
Total U	6,68	14	93
1AU	5,33	18	100
Total 1AU	5,33	18	100
TOTAL U/1AU	12,01	16	193
2AU	3,33	20	67
<i>densités relatives</i>			
Total	15,34	17	260
Restructuration			5
Changements de destination			20
<i>densités relatives</i>			
TOTAL	15,34	19	285

Le PADD indique un potentiel nécessaire de **280 logements à produire sur 2010-2030**, soit 14 logements par an en moyenne.

Le potentiel théorique obtenu se situe à 285 logements, soit **22 logements annuels** sans rétention foncière (dont 67 logements en zone 2AU et 25 logements dans l'existant) pour une temporalité 2017/2030.

Le potentiel immédiat (zones U et 1AU) est de 193 logements sans rétention foncière soit environ 14 logements/an. L'ouverture de la zone 2AU sera initiée au regard de ce qui a été produit auparavant.

Les zones AU seront les espaces d'ajustement le cas échéant, pour maîtriser le développement avec un rythme d'ouverture adapté. En ce sens la zone 2AU sera un levier d'action important qui pourra être mobilisé sur justification dans le cadre d'une procédure.

Les actions de restructuration du parc se réalisent sur le moyen et long terme.

Le potentiel sur le moyen et court terme (hors 2AU et recomposition du parc) est conforme au PADD et correspond aux attentes fixées au plan communautaire.

Surfaces des zones

POS (Surfaces calculées d'après zonage informatique)			Total	% du territoire	PLU (Surfaces calculées d'après zonage informatique)			Total	% du territoire	évolution POS/PLU			
Zones	Surface (ha)				Zones	Surface (ha)							
UB	10,10	148,43	89,54	UB	8,90	8,86							
UC	30,27			UC	45,63								
				UCd	2,48								
UD	52,81												
UH	2,76			UE	7,96								
UI	32,03			UY	0,24								
				UYc	0,74								
				UYd	23,59								
UN	20,46												
Zones U													
IINA	8,58	23,94	8,86										
IIINA	9,87			1AU	5,53								
IIINAa	0,85												
IVNA	4,64			2AU	3,33								
Urbanisation future													
Zones U et NA/AU			172,37	8%	98,40			5%					
NB	49,28												
Zones U et NA/AU et NB			221,65	11%	98,40			5%	-56%				
NC	1391,78			A	1120,32								
NCa	0,74												
				Ap	67,06								
Zones agricoles			1392,52	66%	1187,38			57%	-15%				
IND-INDi	411,38			N	51,88								
INDia-INDib	1,86												
INDa	66,66												
				Nbd	694,82								
IIIND	0,93			Nk	2,43								
				NL	22,33								
				Nt	7,09								
				Ny	30,67								
Zones naturelles				480,83	23%			809,22			39%	68%	
Total	2095,00		100%		2095,00		100%						

Comparaison entre POS actuel et PLU des zones urbaines uniquement (logements/ activités)

Comparaison entre POS et PLU : une économie d'espace substantielle

Globalement la révision du PLU a induit :

- Une diminution de la surface totale des zones urbaines U de l'ordre de 59ha
- Une diminution de la surface des zone d'urbanisation future de près de 15ha
- La non reconduction des zones NB qui couvraient près d'une cinquantaine d'ha

Soit au global une réduction de l'ordre de 56% des emprises artificialisées et artificialisables.

Au global, les surfaces des zones constructibles tout confondu passent de 221.65 ha dans le POS à 98.40 ha dans le PLU (-56%).

- une ventilation entre zone Agricole et Naturelle différente : alors que le POS intégrait l'ensemble des zones agricole et forestière en zonage NC le PLU a nuancé le zonage au regard des enjeux biodiversités:
- au global les zones naturelles ont progressé de 68% passant d'environ 481 ha(POS) à 809 ha dans le PLU.
- la surface des zones agricoles est passée de 1392.5 ha à 1187,38 ha dans le PLU, soit 205 ha environ en moins.

Réaffectation des surfaces des zones entre POS /PLU

(surface en ha)	TOTAL	Dont Bâti	Non bâti
Surfaces NC et ND dans le POS intégrées aux zones U et AU du PLU	3,69	0,70	2,99
3ha69 de disponibilité foncière consacrée aux espaces naturels et agricoles dans le POS, affectées au développement dans le PLU toutes zones confondues, dont 2ha65 en zone d'activités et d'équipement (UY et UE)			
Surfaces NB - NA et U dans le POS intégrées aux zones N et A du PLU	128,94	48,51	78,43
<i>Dont ND</i>	47,74	37,54	10,20
Sur les 128ha94 passant de NA/NB/U dans le POS à zone naturelle ou agricole dans le PLU, 78ha43 sont non bâtis			
Solde	-123,25	-47,81	-75,44

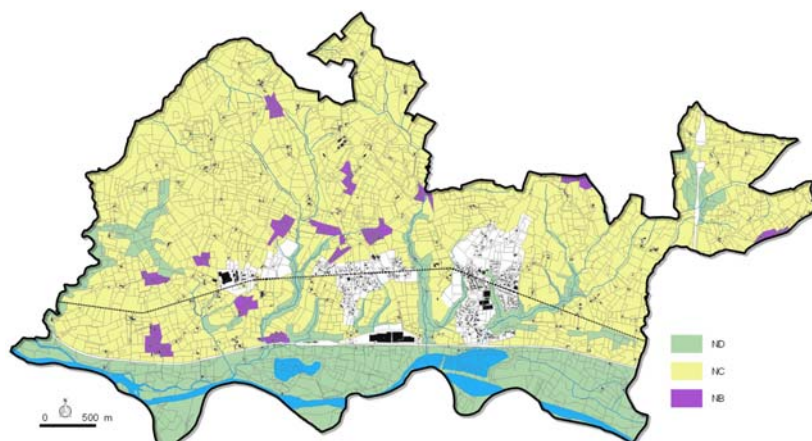
Au bilan,

La révision reverse plus de 75ha de terrains constructibles non bâtis du POS en zone Agricole ou Naturelle ; elle intègre 3ha de terrain non bâti non constructible dans le POS en zone constructible du PLU.

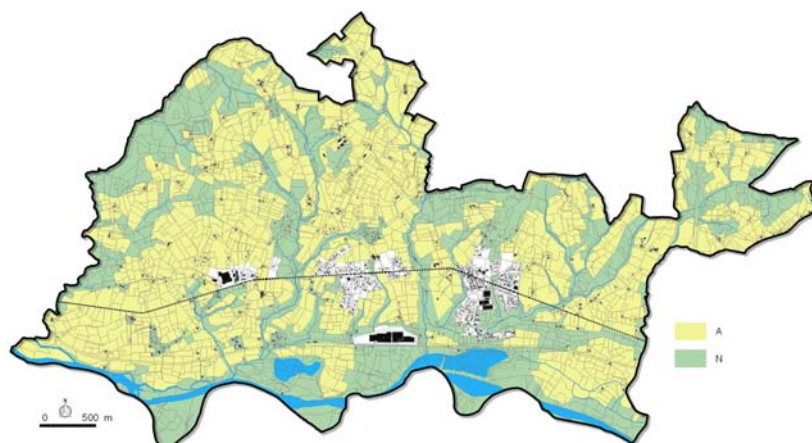
Approche par zones

Le calcul du zonage PLU est réalisé sur le même fond de plan informatique que le PLU et calculé sur cette base. Cela peut différer des calculs du rapport de présentation figurant dans le PLU initial.

Les zones agricoles A et Naturelles



Zones agricoles, naturelles et NB du POS



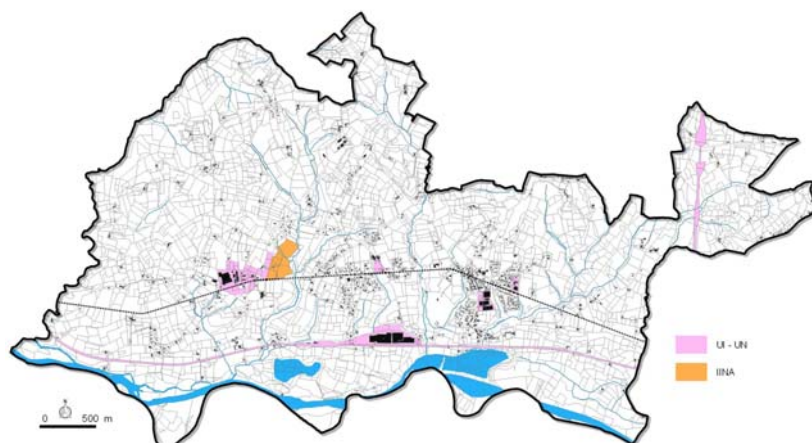
Zones agricoles et naturelles du PLU

POS zones NC et ND	PLU zones A et N
1813ha35	1996ha60
	+183ha25 Soit +10%
POS zones NB	
49ha28	
TOTAL	
1862ha63	

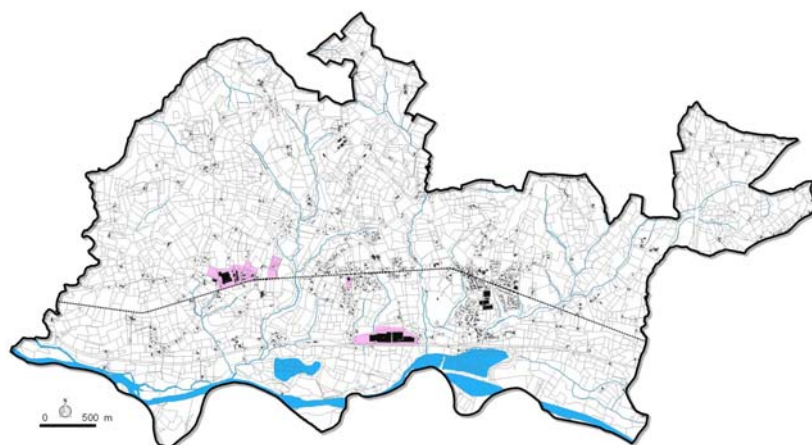
Evolution du zonage POS/PLU

L'ensemble des surfaces en zone agricole et naturelle a augmenté de plus de 183 ha dans le PLU (+10%) montrant l'effort réalisé pour économiser l'espace et préserver les grands ensembles agricole et naturels.

Les zones d'activité artisanales, industrielles (existantes et futures)



Zones du POS



Zones du PLU

POS zones UI, UN, IINA	PLU zones UY, UYc, UYd
61ha07 32ha03 en UI 20ha46 en UN et 8ha58 en IINA	24ha57
	-36ha50 Soit -60%

Evolution du zonage POS/PLU

Les emprises affectées à l'activité dans le POS étaient importantes et n'avaient pas été mises en œuvre. Le SCOT impose une surface de 2 ha maximum supplémentaire par rapport aux surfaces occupées à l'activité existantes.

Cela a induit la nécessité de reprendre ce zonage et d'en assurer une cohérence au regard notamment à la question des accès et au confortement de la zone actuelle qui se situe sur une rive de l'ancienne nationale.

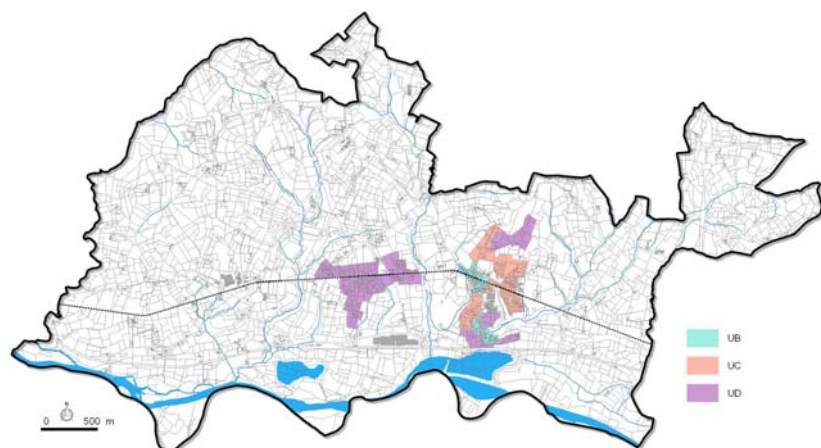
Le PLU a donc reconduit la zone de la SERETRAM, reconfigurer la zone d'activité de quartier neuf et supprimé la zone du bourg qui a été intégrée en

AU pour une reconversion urbaine envisagée à long terme.

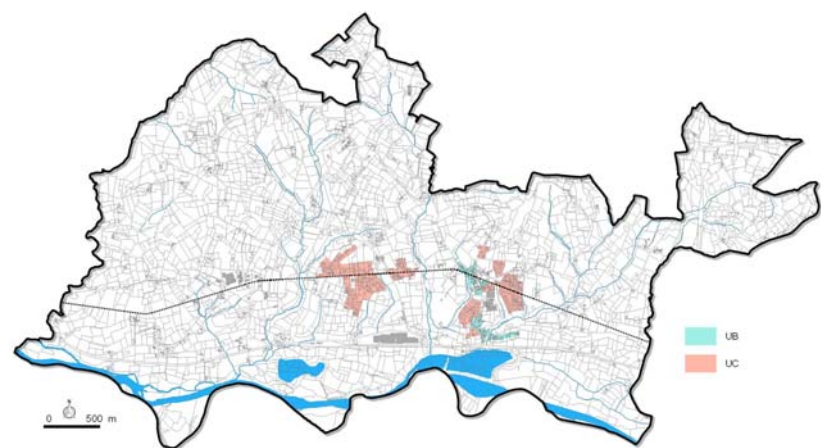
Au bilan, l'emprise des zones U, AU dédiées à l'activité hors zone UN a baissé de près de 16 ha

On notera que la voie de chemin de fer qui était en UN a été intégré à des zonages A ou N selon le contexte des zones traversées.

Les zones Urbaines (Habitat)



Zones Urbaines du POS



Zones Urbaines du PLU

POS zones UB, UC, UD	PLU zones UB, UC
93ha18	57ha01
	-36ha17 Soit -39%

Evolution du zonage POS/PLU

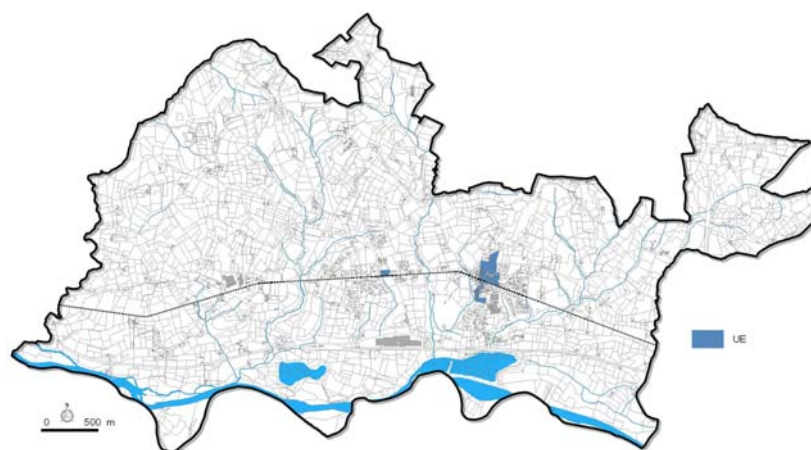
Le POS disposait de différentes zones urbaines essentiellement en UD à quartier neuf, et sur le burg un ensemble comprenant des zones UB, UC et UD, formant des enveloppes extensives.

L'effort de centralisation/densification du développement effectué dans le PLU se traduit par un pôle quartier neuf en zone UC et une emprise bourg comportant le noyau ancien en UB et la périphérie en UC, sur des emprises réduites par rapport au POS.

Les zones d'équipements



Zone du POS



Zones du PLU

POS zone UH	PLU zone UE
2ha76	7ha96
	+5ha20 Soit +188%

Evolution du zonage POS/PLU

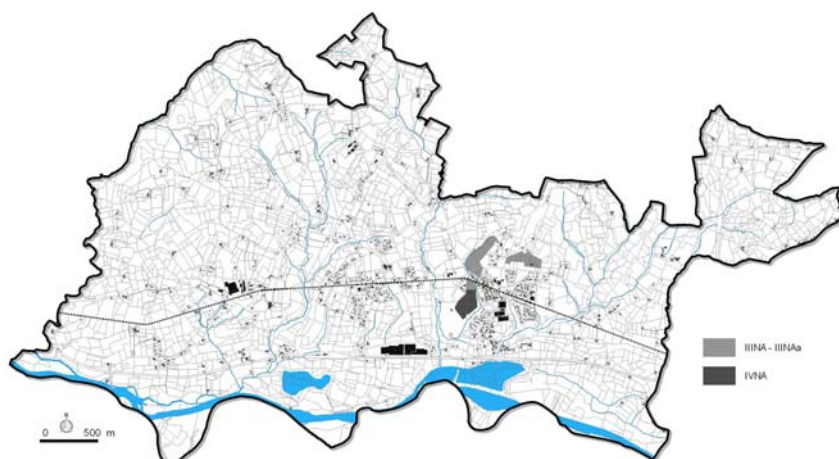
Ces zones correspondent aux équipements et espaces publics.

Dans le POS, seul le site du stade avait été relayé ainsi.

Le PLU a souhaité formaliser les espaces publics et équipements publics à travers un zonage spécifique UE qui permet d'assurer la vocation structurante et collective de ces secteurs.

Ainsi, l'ensemble du pôle stade, mairie, commerces et école a été intégré à ce secteur, de même que l'emprise d'un espace public prévu pour structurer quartier neuf et y intégrer des espaces publics et collectifs.

Les zones d'urbanisation future



Zones IINA et IVNA du POS (hors zones d'activités)



Zones 1AU et 2AU du PLU (hors zones d'activités)



Zoom des zones 1AU et 2AU du PLU (hors zones d'activités)

POS zones IINA, IVNA	PLU zones 1AU, 2AU
15ha36	8ha86
	-6ha50 Soit -42%

Evolution du zonage POS/PLU

Les zones d'urbanisation future ont été fortement remaniées car les zones du POS étaient surdimensionnées et n'avaient pas été consommées dans leur majorité.

L'effort de centralisation et la volonté de créer des liens entre les espaces a induit une recomposition des zones à urbanisées : avec une volonté structurante à quartier neuf (OAP°) et une extension du bourg au Nord. Enfin, un site de reconversion urbaine est envisagé sur le site d'une entreprise existante en, plein cœur de bourg (zone 2AU).

En conséquence, on note une diminution des surfaces de ces zones constructibles de plus de l'ordre de 42%.

Les principaux éléments du paysage

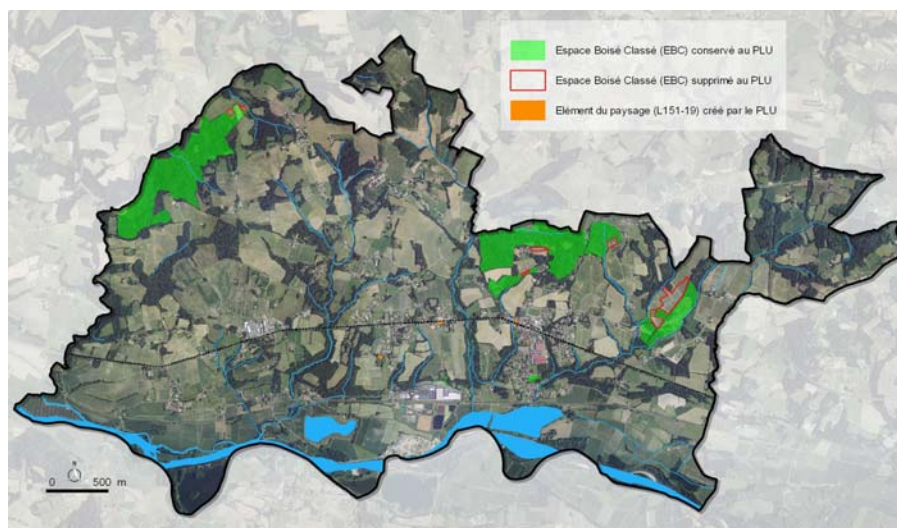
Les EBC du POS ont été globalement reconduits : seules des surfaces non boisées actuellement ont été retirées.

Ces EBC concernent en particulier les réservoirs de biodiversité forestiers majeurs et constituent eu égard leur surface et localisation, des éléments paysagers structurants.

Très souvent, les éléments boisés sont classés en zone Nbd, ce qui, en soi, est déjà une protection importante de ces espaces ; Il n'a pas été jugé nécessaire de redonner cette protection de façon systématique avec un EBC, sauf pour les réservoirs de biodiversité majeurs.

Les éléments de paysage concernent des espaces de parcs ou de jardins en milieu urbain : il s'agit de préserver ces zones non bâties pour leur intérêt dans le paysage urbain du village.

	POS	PLU
Surface en ha des EBC	122ha90	114ha52
Surface en ha des « Éléments du paysage » Au titre de l'article L151-19 du CU	N'existait pas	0ha41
Surface totale des espaces protégés	122ha90	114ha93
% de la surface communale	6%	5.5%



IMPACT SUR LES PARAMETRES ENVIRONNEMENTAUX, INDICATEURS ET SUIVI

MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

La protection des espaces naturels et des biodiversités

L'identification des espaces naturels d'intérêt a donné lieu à un zonage et règlement strict limitant la constructibilité (secteur Nbd). Ces secteurs mettent en cohérence l'aspect fonctionnel des milieux, leur composition en termes d'espèces d'intérêt, en préservant des continuités biologiques :

- les **réservoirs de biodiversité et corridors aquatiques et humides**, englobant les cours d'eau, étangs et boisements humides associés notamment en lien avec le **site Natura 2000 du Gave**

- les **cœurs de massifs boisés importants**, représentant de réels réservoirs de biodiversité.

La configuration actuelle du territoire communal est favorable aux continuités écologiques, de vastes surfaces naturelles et agricoles à physionomies diversifiées présentent des continuums fonctionnels, avec très peu de fragmentation.

Le projet de PLU ne remet pas en cause ces continuités, et au contraire, les formalisent dans un zonage naturel ou agricole.

En effet, le développement de l'urbanisation dans le PLU de Labatut ne produira pas de fragmentations dommageables au maintien des réseaux écologiques. Les facteurs de fragmentation ne sont pas aggravés du fait de limiter le développement urbain dans les centralités de Labatut (comprenant le bourg, quartier neuf et zone d'activité)

La qualité des milieux associés au réseau hydrographique est assurée du fait du **zonage N ou A** (avec règles de recul) qui affirme cette vocation naturelle, permettant par ailleurs la régulation des eaux tant au niveau quantitatif que qualitatif ; notamment les réservoirs biologiques liés au réseau hydrographique sont intégrés au zonage Nbd qui limite les constructibilités.

Au niveau quantitatif, le PLU présente des **zones N** qui couvrent **plus de 809ha**, soit près de **39%** du territoire environ.

Dans cette zone, les secteurs naturels stricts sont nommés Nbd) : il s'étendent sur près de 695ha soit plus de 33% du territoire.

La zone N comporte des stecals relatifs de taille et de capacité d'accueil limités :

- A deux sites dédiés à des activités d'hôtellerie de plein air couvrant près de 3 ha dont la constructibilité est limitée (Nk)
- A des sites actuellement bâtis : les possibilités sont l'extension, les annexes et le changement de destination (Nt)
- A des sites d'activité existants : le site du charpentier et les espaces en zones inondables liés au traitement des eaux de Seretram et à l'activité de production de granulats (Ny)

Ces stecals correspondent à des emprises actuellement artificialisées ne présentant pas d'enjeux identifiés sur la biodiversité compte tenu du caractère des sites.

Des changements de destinations permettent de donner une nouvelle vocation à des édifices sur des espaces artificialisés avec un impact marginal sur la biodiversité.

RESSOURCES

Les ressources en eau et l'assainissement

Ressource en eau

A long terme, le projet comptabilise 285 logements (zones 2AU, changement de destination...compris). Le projet de PLU en produisant un potentiel théorique de 285 logements à long terme, implique une augmentation de consommation de 68 m³/j à terme sans compter les consommations liées aux zones d'activité. Cela représente 1.8% de la capacité résiduelle existante.

Le projet de PLU reste compatible avec la capacité actuelle de la ressource.

L'approche qualitative

Zonage et périmètre de protection des captages : ces zones ont été délimitées via une trame faisant le lien réglementaire avec la servitude de protection des sources et captages.

Le zonage prévu est un zonage N, sur une zone inondable. Les périmètres de protection ne concernent aucun site de développement et aucun site urbain.

La bonne gestion des rejets polluants par la limitation du recours à l'assainissement autonome sur les sols défavorables permet de limiter les impacts. De même, l'adaptation de la station d'épuration en termes de capacité permet d'assurer le traitement satisfaisant des eaux usées.

Assainissement collectif

Logements

Le PLU, en orientant presque exclusivement son développement sur les centralités équipées et donc sur les zones desservies par le collectif, donne les moyens de maîtriser et réguler les rejets et leur qualité : 260 logements maximum sont prévus en réseau collectif à long terme. La capacité résiduelle de la station d'épuration fin 2016 pouvant être estimée à 1280 équivalents habitants-soit environ 530 logements supplémentaires possible, ce qui est largement compatible avec le potentiel théorique du projet de PLU révisé (260 logements relevant du collectif en intégrant les deux logements par division en UCd).

Activités et équipements

Plusieurs zones UY sont définies au niveau de la zone U. Raccordées en partie au réseau d'assainissement collectif, ces zones d'activités sont existantes et ne présentent pas de potentiel supplémentaire. La Seretram dispose de sa propre unité de traitement des eaux de process.

Concernant les équipements publics, les projets concernent avant tout des espaces publics à aménager, l'accueil de services à la population.

Le potentiel supplémentaire en termes d'équivalent-habitants à traiter sur la zone UE est difficile à estimer mais reste marginal.

La capacité résiduelle de la station d'épuration permet une grande marge de manœuvre et le potentiel de logements prévus dans la PLU en consommerait moins de la moitié.

Globalement la capacité de la station permet le traitement des effluents induits par le projet de révision du PLU.

Assainissement non collectif

Le projet de PLU prévoit un potentiel en zone constructible en assainissement non collectif : on notera 19 changements de destination et 2 logements potentiels en assainissement non collectif de façon transitoire en attente de l'assainissement collectif :

1/ Assainissement autonome relatif aux changements de destination pour l'habitat/hôtellerie

Les changements de destinations prévus se situent majoritairement dans un contexte favorable à l'assainissement autonome. L'impact des assainissements autonomes induits par le changement de destination est souvent positif au regard des situations existantes par la réhabilitation des installations.

2/ Assainissement autonome relatif aux secteurs Nt, Nk et Ny et changements de destination vers l'artisanat

Sur les secteurs Nt et Nk

Sur les deux secteurs Nk, une zone présente une aptitude favorable, l'autre se situe dans un secteur non étudié. Les possibilités de constructions nouvelles étant limitées, les projets seront limités à la possibilité de la mise en place d'un assainissement autonome adapté et garantissant l'absence d'impact sur le milieu.

Sur les secteurs Nt, 4 sites sur 4 sont dans des contextes favorables (un en assainissement collectif). Du fait que les zones Nt n'autorisent pas de constructions nouvelles, seulement des changements de destination, il est rappelé que dans ce cadre, les dispositifs existants sont mis à niveau de la réglementation ce qui permet d'améliorer les situations. Les projets seront limités par les possibilités de réhabilitation conformes à la législation, ce qui permet de limiter les impacts sur le milieu.

Secteur Ny et changement de destination vers l'artisanat

En ce qui concerne les secteurs Ny, les possibilités concernent l'extension des bâtiments d'activité existants qui ne génèrent pas d'eau usée supplémentaire. Il n'y a donc pas d'impact au regard des rejets de l'assainissement sur ces secteurs.

Changements de destination vers l'artisanat

L'ensemble des situations est majoritairement favorable, un cas est inconnu : les activités artisanales ne génèrent que très peu d'eau usée, les dispositifs autonomes seront limités en terme de dimensionnement ce qui permet d'évaluer un impact marginal dans cette situation de contexte favorable.

3/ Assainissement autonome relatif à la zone UCd

Ce secteur de zone comporte deux possibilités de 2 logements supplémentaires par division de parcelles bâties existantes, en attente de la mise en place du réseau collectif ; en effet, le projet de zonage d'assainissement collectif prévoit le raccordement de ce secteur.

L'impact des deux éventuels dispositifs en autonome reste marginal.

Globalement la mise en œuvre des assainissements autonomes est maîtrisée dans le cadre des demandes de changement de destination ou des projets d'hôtellerie de plein air. Les contextes sont en général favorables ce qui permet de limiter les impacts sur le milieu extérieur.

Les eaux usées pluviales

Le PLU n'accroît pas les problèmes des pollutions par les eaux pluviales en conservant les abords des ruisseaux, les espaces libres nécessaires à l'infiltration (abords du bourg en zone A ou N notamment).

L'espace agricole

Au total, la **zone A** couvre 1187ha38, soit 57% du territoire communal.

Les emprises agricoles recoupent les éléments du diagnostic agricole, notamment dans le fait que l'ensembles des édifices de type bâtiment de production, élevage et sièges se situent dans la zone Agricole.

Le zonage agricole est basé sur l'inventaire du diagnostic. Il est également croisé avec des préoccupations environnementales qui ont guidées les choix en particulier sur des zones N « préférée » à des zones A ou des secteurs Ap (zones humides, enjeux paysagers), ce qui n'empêche pas l'exploitation des terres mais préserve d'une constructibilité qu'il est impossible d'anticiper et donc de justifier dans son « non impact » sur l'environnement au titre du PLU

Impacts directs :

La consommation pour le développement urbain

La consommation NAF est estimée dans le projet PLU à 11ha18, soit une moyenne annuelle de **0ha86 toutes zones confondues** (PLU estimé sur 2018/2030).

En comparaison avec la période 2000/2017, la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers NAF est réduite de 1ha34/an (-61%).

L'impact direct sur les espaces est la suivante :

N : 4ha56 (résidentiel) + 1ha61 (activité) = 6ha17 (55%)

A : 3ha30 (résidentiel) + 1ha30 (activité) = 4ha60 (41%)

F : 0ha41 (résidentiel) (4%)

La zone d'activité UY a une part de 2ha91, en extension

La zone 2AU ne représente pas d'artificialisation car c'est une mutation d'un espace d'activités

Soit au final en dehors des zones d'activités, le PLU a un impact immédiat de :

11ha18 – 2ha91 soit 8ha27 de consommation NAF soit **0ha64/an**

La consommation NAF passe de 2ha20 entre 2000 et 2017 à 0ha86 par an dans le projet PLU (horizon 2030).

POLLUTIONS RISQUES NUISANCES

Les risques

- **Les risques, nuisances industriels et technologiques**

La commune est impactée ponctuellement.

Evitement de développement sur certaines zones : abords de la RD817, activité, reconversion vers le résidentiel prévue du site d'activité nuisant dans le bourg vieux sur la zone 2AU.

- **Les risques naturels**

Le PLU s'est attaché à ne pas aggraver les risques en :

- ne permettant pas d'habitation nouvelle sur les zones exposées aux problèmes d'inondation, et en limitant les surfaces imperméabilisées dans les opérations (règlement)
- en intégrant le risque inondation
- les opérations importantes (AU) seront soumises à la Loi sur l'eau ce qui permettra d'accompagner la gestion des problématiques eau dans le cadre des projets

CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

Le PLU affiche un choix de préservation des espaces de qualité paysagère à travers la zone naturelle en particulier très importante sur le territoire, notamment les coteaux et thalwegs, sur les écrans du bourg.

Le Patrimoine architectural et archéologique

Les zones archéologiques sensibles occupent de vastes surfaces et s'inscrivent parfois en zone urbaine mais majoritairement en zone A ou N. La Loi sur l'archéologie préventive s'appliquera sur les espaces dans le cas de travaux.

Le règlement permet d'établir des principes pour respecter le patrimoine architectural.

Les transports, la qualité de l'air et les gaz à effet de serre

Par ailleurs, le projet de PLU en centralisant le développement de l'habitat et des services et commerces de proximité sur la bourg et ses abords immédiats (en développant le réseau de cheminements de mobilités douces) reste cohérent avec le SCOT qui souhaite que soit limités les déplacements individuels. Cela procède d'une contribution du projet de PLU à limiter les rejets de gaz à effet de serres liés aux transports ainsi qu'à ne pas développer les pollutions atmosphériques.

Le PLU apporte une contribution à la limitation des déplacements à l'échelle interne de la commune en privilégiant un développement polarisé compatible avec les cheminements doux, qui sont très nombreux dans le centre-bourg et qui peuvent s'étendre aux espaces bâtis ou à développer limitrophes.

En limitant le développement des transports automobiles le PLU apporte également un élément favorable pour l'économie des consommations d'énergie fossile.

L'énergie

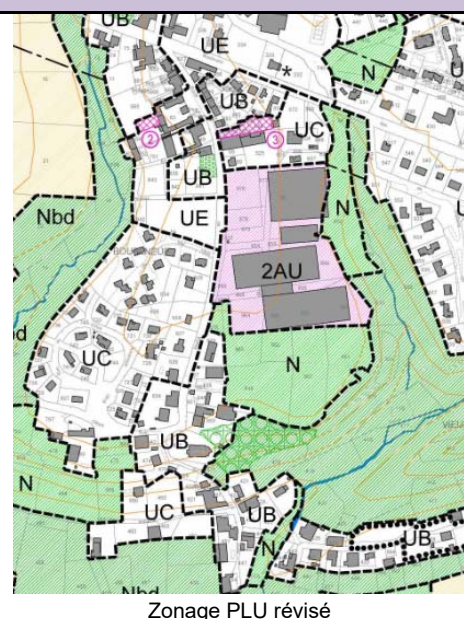
Le PLU en prévoyant un effort de densification compatible avec la préservation des paysages et de l'identité du village, permet de réduire les consommations énergétiques d'une façon générale. Le PLU ne prescrit pas d'interdiction pour le recours aux énergies renouvelables.

EFFET SUR DES ESPACES SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES NOTABLEMENT

Sept sites ont été analysés à ce titre.



1 Localisation : Le bourg, zone 2AU



Zonage PLU révisé

Historique du zonage : Zone UI dans le POS, classement en secteur 2AU, zone UD reclassée en zone N/Nbd. Une partie de la zone IND en limite de la zone UI du POS a été classée en N compte tenu de l'occupation des sols industrielle existante (accès, voirie..).

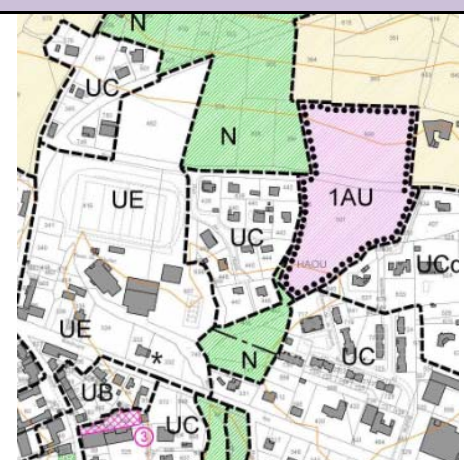
Bilan

Impact favorable

Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

Impact favorable sur le paysage, le cadre de vie et les nuisances

2 Localisation : Le bourg, zone 1AU



Zonage PLU révisé

Historique du zonage : Zone UH/UC dans le POS, classement en secteur UE, zone UC en partie classée en N et en partie versée en 1Au avec projet d'ensemble (OAP), zone IINA classée en N/A (surdimensionnement et enjeux agricoles), zone UI intégrée en UC terme pour éviter nuisance), zone IIIND classée en N et UE (espace de parc public de la mairie différencié du boisement feuillu)

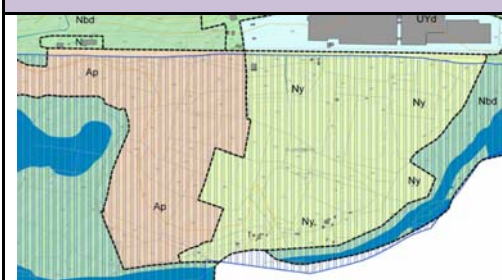
Bilan

Impact faible

Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

Impact favorable sur le cadre de vie et les nuisances

3 Localisation : zone Ny Cemex, Seretram



Zonage PLU révisé

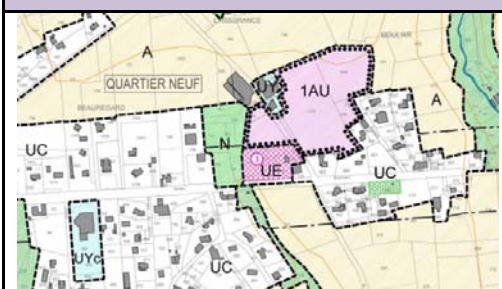
Les rayures correspondent à l'emprise du risque inondation relayé dans le règlement dans chaque zone.

Historique du zonage : Zone INDi et 1NDA dans le POS versées en Ny, NBd, Ap (et zone inondable) du fait des enjeux biodiversité (Natura et zone humide notamment), de la volonté de ne pas autoriser de nouvelles extractions.

Bilan

Impact neutre car maintien d'une situation existante.
Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

4 Localisation : Quartier neuf, zone 1AU



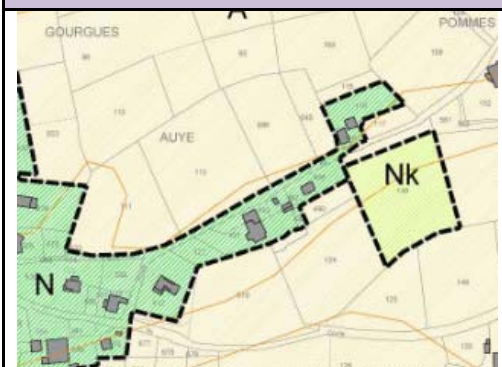
Zonage PLU révisé

Historique du zonage : Refonte des zones U et NB en Uy (activité existante), UC, UE, 1AU et zones A et N en fonction du réseau, des accès, du potentiel. La volonté de structurer le quartier par un espace public fédérateur (UE) permet de centraliser le développement au plus près en cohésion avec la zone 1Au qui fait l'objet d'une OAP.

Bilan

Impact faible
Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

5 Localisation : Nk Sud



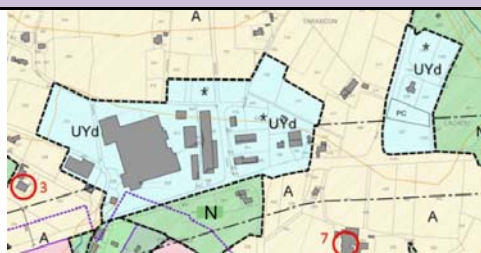
Zonage PLU révisé

Historique du zonage : zonage Nb reversé en zone N avec seulement possibilité d'annexes et extension. Projet de camping ayant motivé la création de la zone Nk sur une ancienne zone NC du POS. Parcelle en partie en friche, en partie en vigne abandonnée.

Bilan

Impact faible
Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

6 Localisation : zone UY quartier neuf



Zonage PLU révisé

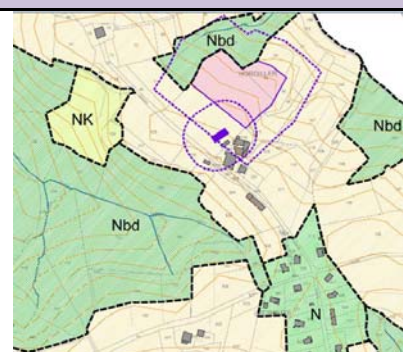
Historique du zonage : zonage UI et NA reversé en zone A ou N ou maintenu en partie en UYd

Bilan

Impact faible

Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

7 Localisation : zone Nk Nord



Zonage PLU révisé

Historique du zonage : zonage NB reversé en zone et refonte du zonage Nc en A et N, Nbd et Nk relativement à un projet d'hôtellerie de plein air dans les arbres.

Bilan

Impact modéré du fait du projet conservant les arbres

Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt

Impacts indirects

Le parti d'aménagement de centraliser le développement autour des centralités existantes équipées de l'assainissement collectif permet d'assurer des impacts indirects limités et maîtrisés sur le milieu récepteur.

Quelques secteurs en lien avec des activités (Uyd, Nk) relèvent de l'assainissement autonome : la faisabilité des projets, puisqu'il s'agit de projets économiques dépendra de la mise en place d'une filière d'assainissement respectant les normes en vigueur et notamment l'absence d'impact notable sur le milieu récepteur.

Pour les changements de destination et les secteurs Nt, la question a été traitée dans le chapitre relatif à l'assainissement.

Le recours majeur à l'assainissement collectif représente une mesure d'évitement vis-à-vis de l'incidence indirecte sur Natura 2000 et sur le milieu récepteur en général (évitement des pollutions). En termes de quantification, la capacité de la station permet le traitement des effluents induits par le projet de révision du PLU.

INCIDENCES NATURA 2000

Zonage N

La commune comporte 1 zone Natura 2000 :

Zone	
Le Gave de Pau : les enjeux concernent le maintien des continuités dans les cours d'eau, la préservation des habitats et espèces d'intérêt	<p>La surface de cette zone Natura 2000 est de 190ha60 sur le territoire.</p> <p>La surface de la zone ventilée par zone du PLU est la suivante :</p> <p>A : 25ha37 Ap: 20ha97 N : 2ha19 Nbd : 122ha15 NL : 19ha50 UB : 0ha42</p>

Au bilan le territoire communal intercepte 190ha60 de zones Natura 2000 réparties pour 143ha84 en N, 46ha34 en A et 0ha42 en UB : la préservation des sites est donc majoritairement assurée directement par la zone N.

D'un point de vue spatial, **la zone naturelle assure la protection quasi-totale de la zone Natura 2000 du Gave (plus de 124ha soit près de 65% de la zone en N ou Nbd)**. Le secteur Nbd est le secteur le plus concerné avec 122.15 ha. Les impacts potentiels directs et indirects sont précisés dans le tableau suivant :

Zonage A

Les zones agricoles contribuent au maintien de la biodiversité. Les sites zonés en A dans le PLU et concernés par l'emprise Natura 2000 correspondent à :


- Des espaces de zones humides situés en zone inondable où la constructibilité est très limitée (ce qui permet de garantir la préservation du site)
- De façon marginale, en dehors de la plaine inondable, des espaces en bordure de ruisseau, pour lesquels le PLU prévoit une distance de recul de 10 m permettant de préserver les abords des cours d'eau. Cette disposition permet de préserver les cibles de conservations du site Natura 2000.
- Des espaces agricoles exploités (kiwi, prairie, maïs) sur lesquels les enjeux de conservation sont faibles

Ce zonage du PLU ne remet donc pas en cause les objectifs de conservation du DOCOB.

Zonage U et AU

Zoom sur la zone UB de bourg Vieux

Localisation : zone UB Sud Bourg Vieux

 <p>Zonage PLU révisé</p>			<p>Historique du zonage :</p> <p>La zone urbaine existante (UB) était classée dans le POS ; le PLU a maintenu ce zonage en le limitant aux emprises bâties et retirant (classement en N) les abords du ruisseau et les arrières de jardins côté Sud.</p>
Paramètres concernés	Impact potentiel	environnemental	Séquence Evitement Compensation Réduction
Bilan	Impact faible Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt		

Bilan

Au bilan le territoire communal est concerné par 190ha60 de zones Natura 2000 majoritairement intégrées (76%) en zone N, Nbd ou Ap ce qui garantit une préservation directe importante.

Les surfaces de potentiel en zone U concernent 0ha42 dans un secteur déjà urbanisé (bourg vieux), sans toutefois concerner des secteurs à enjeu de conservation. On notera que l'étude des autres secteurs UB proches de Natura 2000 a conduit à la même conclusion.

L'impact direct des zones U sur le site Natura 2000 du Gave de Pau est donc non significatif du fait qu'il s'agit de zones déjà urbanisées existantes. Le PLU a toutefois pris en compte la sensibilité des espaces en intégrant en zone N certains terrains, comme les espaces de bordure du ruisseau qui traversent cette partie du bourg vieux.

Le secteur NL relatif au lac de Glé est concerné par la zone inondable en grande majorité, mais s'inscrit également sur une prairie humide proche de Natura 2000, avec une constructibilité limitée.

Par ailleurs, le PLU, en orientant son développement sur des espaces raccordés au collectif donne les moyens de maîtriser et réguler les rejets et leur qualité ce qui est positif vis-à-vis de l'incidence indirecte sur Natura 2000.

Au bilan, le PLU ne présente pas d'impact notable sur le site Natura 2000 du Gave de Pau.

TRACABILITE ET SUIVI

DEFINITION DES INDICATEURS

Ils ont été définis avec leur valeur PLU arrêté afin de permettre leur traçabilité dans le temps.